

**Les Temps Modernes**

Collection dirigée par M. MERLEAU-PONTY et J.-P. SARTRE

DANIEL GUÉRIN

**Où va  
LE PEUPLE  
américain ?**



**La révolte agraire  
LA RÉVOLTE NÈGRE**



**JULLIARD**

**DU MÊME AUTEUR**

*Chez le même éditeur :*

**Où VA LE PEUPLE AMÉRICAIN ?**  
Vol. I, 1950.

*Chez d'autres éditeurs :*

**LA PESTE BRUNE A PASSÉ PAR LA..., 1933.**  
Nouvelle édition, 1945.

**FASCISME ET GRAND CAPITAL, 1936.**  
Edition refondue, 1945.

**LA LUTTE DE CLASSES SOUS LA PREMIÈRE RÉPUBLIQUE.**  
2 vol., 1946.

DANIEL GUÉRIN

OÙ VA  
LE PEUPLE  
AMÉRICAIN?

★ ★

RENÉ JULLIARD  
30. rue de l'Université, 30  
PARIS

*Copyright 1951 by René Julliard, Paris.*

IMPRIMÉ EN FRANCE

A tout instant il les arrêtait pour les ramener aux faits... Il était hérissé de faits. Il leur donnait des crocs-en-jambe de faits, il leur dressait des embuscades de faits, il les bombardait de volées de faits... Il leur servait des faits, toujours des faits, réprimait leurs élans vers la lune et les faisait redescendre sur la terre ferme des faits.

JACK LONDON.  
*Le Talon de Fer.*

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 9

### TROISIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE AGRAIRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Agriculture et Capitalisme aux États-Unis.*

1. Introduction : Les « Raisins de la Colère », 21. — 2. Les monopoles contre le fermier, 26. — 3. Concentration dans l'Agriculture, 35. — 4. « Usine-rurales », 39. — 5. Le *Farm Bloc*, 48. — 6. Les parias du sol, 56. — 6. Proletariat rural, 62.

#### CHAPITRE II

##### *La défense des déshérités ruraux.*

1. Soutien des prix agricoles, 69. — 2. Aide aux parias du sol, 81. — 3. Fermes familiales ou « usines rurales »?, 91. — 4. Vers un bloc ouvrier-paysan?, 99.

### QUATRIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE NÈGRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### *« Le plus grand scandale de l'Amérique ».*

1. Introduction : D'où vient le préjugé racial?, 125. — 2. Un peu d'histoire, 139. — 3. *Jim Crow* aujourd'hui, 153. — 4. Des progrès?, 180. — 5. La discrimination dans l'emploi, 201.

#### CHAPITRE II

##### *Problèmes de l'émancipation nègre.*

1. Sécession ou assimilation?, 211. — 2. Mouvements libéraux, 228. — 3. Mouvements radicaux, 236. — 4. Nègres et « pauvres blancs », 255. — 5. Les nègres et le mouvement ouvrier, 273. — 6. Vers une alliance avec le *Labor*?, 296.

Références..... 315

Index des volumes I et II..... 340

## A V A N T - P R O P O S

*Le lecteur m'excusera d'ouvrir ce volume II par des considérations qui risquent de lui paraître déplacées dans un ouvrage à caractère impersonnel et scientifique. Mais je lui dois toute la vérité, à la fois sur le sujet que j'ai traité et sur certaines réactions que mon travail a provoquées.*

*Le volume I m'a valu, à côté d'encouragements nombreux, des attaques et des avanies devant lesquelles je ne crois pas pouvoir me taire. Je m'étais imposé jusqu'à présent comme règle de conduite de ne pas me laisser distraire de mes travaux par des polémiques. On m'oblige à déroger à cette règle.*

*Mes tribulations commencèrent avant même la parution du volume. Le grand éditeur qui avait eu le désintéressement et le courage de publier mes précédents écrits, recula cette fois et me fit savoir qu'il ne « pouvait retenir » celui-ci. Quand il parut dans une autre Maison, un grand journal, le Figaro, refusa d'insérer de la publicité (payante) en sa faveur : je me présentais comme n'étant inféodé ni à Washington ni à Moscou. François Mauriac qui, naguère, m'avait honoré de son amitié, m'écrivit qu'il « ne pousserait pas l'amitié jusqu'à mettre jamais le nez dans l'histoire monumentale du syndicalisme américain » et — je cite fidèlement sa lettre — qu'il « s'intéresserait davantage à l'histoire de l'art dentaire à travers les âges et à l'exposé des mille et une manières d'obturer une dent si c'était cette occupation-là que vous aviez choisie <sup>1</sup> ».*

*Je puis, à la rigueur, me passer de l'assentiment de ce « vieux bourgeois bordelais » (comme il aime à s'intituler<sup>2</sup>). Mais d'anciens compagnons de lutte, à l'approbation desquels j'attachais plus de prix, me la refusèrent. Pierre Monatte, le vieux lion syndicaliste, renonça à publier, dans sa Révolution Proletarienne, un extrait du livre qu'il avait d'abord accepté. Motif : je serais la « dupe » des staliniens<sup>3</sup>. Marceau Pivert, l'ancien leader de la gauche socialiste, m'écrivit qu'en condamnant la répression de la grève des mineurs français je m'étais « placé directement dans le camp du terrorisme stalinien » et se montra « effrayé » de mon « inconscience<sup>4</sup> ». Alfred Rosmer, l'ancien internationaliste, après m'avoir consacré deux longs articles chicaniers, m'écrivit que mon livre pouvait « égarer dangereusement » le public français. Sans jamais discuter sérieusement mon argumentation, Roger Hagnauer me prit comme repoussoir dans ses récits de voyage aux U.S.A. et Guy Thorel se gaussa, dans Esprit, de mes « naïvetés » et de mes « partis pris<sup>5</sup> ».*

*Pourquoi mes censeurs s'échauffent-ils si fort la bile? Je ne vois qu'une explication. Ils sont, pour la plupart, dominés par la haine et la peur du stalinisme. Cette psychose obscurcit leur jugement, atrophie leur faculté de raisonner, leur fait simplifier grossièrement le réel. Moi aussi je crois être un adversaire politique irréconciliable du stalinisme, mais pas au point d'en perdre la tête ni d'en cesser de voir les antagonismes sociaux aux Etats-Unis. Parce que l'Amérique est aujourd'hui en état de guerre virtuelle avec la Russie stalinienne, mes censeurs s'imaginent que la moindre critique à son adresse est une arme fournie à Moscou. Ils jettent sur elle le manteau dont les enfants de Noé couvraient leur père. Des vérités qu'ils acceptaient comme indiscutables il n'y a pas si longtemps ne leur paraissent plus bonnes à dire. Souligner, par exemple, la tyrannie qu'exerce le Big Business sur la société américaine, c'est, de leur point de vue, discréditer la démocratie américaine, donc l'affaiblir. Comme si presque tous les syndicalistes et progressistes américains n'attaquaient*



*pas chaque jour, avec beaucoup plus d'énergie et d'autorité que votre serviteur, le Big Business! Dénoncer, comme je l'ai fait dans Combat<sup>6</sup> et dans ce volume II, la terreur dont les nègres du Sud sont les victimes, c'est, selon Roger Hagnauer, une « enflure journalistique<sup>7</sup> ». Richard Wright, qu'on ne peut suspecter d'incompétence en la matière ni de complicité avec le Kremlin, a remis les choses au point beaucoup mieux que je ne pouvais le faire<sup>8\*</sup>.*

*Le même Hagnauer, il m'en souvient, était fâché, en 1930, que je reproche à Georges Duhamel de s'être montré injuste à l'égard de la civilisation américaine dans ses Scènes de la Vie future<sup>9</sup>. J'étais, à son gré, trop pro-américain et Duhamel avait raison de ne l'être pas. Mon jugement ne s'est point modifié depuis. Mais aujourd'hui Hagnauer me range parmi les détracteurs systématiques de l'Amérique!*

*Ce sont, je le crains, mes censeurs qui sont systématiques. Leur besoin d'idylliser les U.S.A. ne leur permet plus de penser dialectiquement. De mon analyse des contradictions de la société américaine, ils ne retiennent qu'une des faces, et ils ignorent l'autre. C'est ainsi qu'ils me cherchent querelle pour le bien que j'ai cru devoir dire de John L. Lewis — en négligeant tous les passages où, sans aucune indulgence, j'ai souligné ses traits réactionnaires<sup>10</sup>. C'est ainsi qu'ils m'accusent de présenter sous un jour trop pessimiste l'évolution récente du syndicalisme américain — en escamotant toutes les pages où j'ai souligné la persistance réconfortante de son dynamisme et de son militantisme. (Car je crois, comme eux, à l'avenir de la démocratie américaine. Mais à cette différence près : il me semble qu'elle n'aura la voie libre que lorsqu'elle aura renversé l'obstacle du Big Business et levé les hypothèques qui paralysent encore le Labor dans sa lutte contre celui-ci.)*

*Mais la publication de mon volume I m'a valu une avanie plus grave que la réprobation d'anciens compagnons de lutte.*

---

\* Voir page 168.

Peu de jours après sa mise en vente, l'Ambassade américaine à Paris me refusa le visa qui m'eût permis de retourner là-bas afin de continuer sur place mon travail, et de revoir ma femme et ma fille, qui résident maintenant de façon permanente aux Etats-Unis. Il ne fait aucun doute pour moi que le contenu de l'ouvrage a déterminé cette décision. Car — j'en puis fournir la preuve — mes opinions, mes écrits antérieurs, étaient parfaitement connus de l'Ambassade lorsqu'en 1946 elle m'avait accordé un visa qui me permit de séjourner aux U.S.A. un peu plus de deux ans. J'ai l'impression qu'on attendait de moi, en échange du visa obtenu, un livre moins appuyé. Si, au moins, je m'étais abstenu de toucher au Plan Marshall, objet d'une si coûteuse propagande... Mais je ne suis pas de ceux qui font des concessions diplomatiques. La liberté d'expression me paraît être un des privilèges, en même temps qu'un des risques, de la démocratie. Un écrivain qui visite un pays libre doit avoir le droit de dire tout ce qu'il y a vu et tout ce qu'il en pense — ou ce pays n'est pas libre, ou cet écrivain n'est pas libre. L'espèce de « censure à retardement » que l'on prétend exercer sur moi exprime une attitude totalitaire devant laquelle je ne m'incline pas. J'estime, au surplus, que mon livre n'est nullement « anti-américain ». J'ai essayé de dire honnêtement ce que j'estime être la vérité. J'ai tenté de déchiffrer l'avenir d'un grand peuple dont le destin me passionne et m'inspire une inaltérable confiance. Je me suis inspiré des travaux d'un grand nombre de sociologues et d'historiens d'Outre-Atlantique, la plupart libéraux et non socialistes. Ils ne se gênent pas pour étaler les tares de la société dans laquelle ils vivent et, s'ils avaient à solliciter aujourd'hui un visa à l'Ambassade de Paris, ils se le verraient probablement refuser.

Au surplus, je crois aimer plus sincèrement le peuple américain que certains de ceux qui, aujourd'hui, pavoisent à ses couleurs. François Mauriac admit récemment dans le Figaro qu'il est « l'homme le moins enclin à comprendre et à goûter la civilisation américaine » et que, de nature, il est « fermé, sinon hostile, aux modes de vie et de pensée qu'elle nous

*impose*<sup>12</sup> ». Entre elle et lui, c'est un mariage non d'amour mais d'intérêt : il a besoin que le Pentagone monte la garde à la porte de son cabinet de travail<sup>13</sup>. Moi, je crois comprendre et je goûte l'ébauche de civilisation de masses que nous offre l'Amérique (moins ses formes capitalistes et impérialistes). J'aime le peuple américain, non pour sa force militaire, mais pour lui-même. Et j'estime qu'on doit la vérité à ceux qu'on aime. Mauriac se déclara d'accord avec moi, dans une lettre privée, sur les « effroyables erreurs des Etats-Unis en Asie<sup>14</sup> ». Mais, chose curieuse, il s'abstenait alors de les proclamer publiquement \*. Les Etats-Unis, lui ai-je répondu, sont bien à plaindre s'ils n'ont que des amis comme vous, des amis qui n'osent pas critiquer et mettre en garde à voix haute. Cela finira par leur porter malheur, comme cela a porté malheur, naguère, aux monarques absolus.

Le lecteur doit savoir également que ceux qui m'ont témoigné leur désapprobation ne sont pas tous dans le « camp américain ». L'autre camp ne m'a pas manifesté plus d'indulgence. La presse et l'intelligentsia aux ordres de Moscou ont organisé autour de mon travail la conspiration du silence. Dans les temps maudits que nous vivons, chaque individu est sommé d'adhérer à l'un des deux blocs qui entendent se partager le monde (pour finalement le détruire). Comme le déplorait récemment Jean Cassou, « qui n'est pas avec l'un est avec l'autre<sup>16</sup> ». Quiconque se refuse à choisir est vilipendé, boycotté, bâillonné par les deux blocs à la fois. L'isolement est, aujourd'hui, la rançon de l'indépendance.

\*  
\*\*

*Je n'en continue pas moins, imperturbablement, ma démonstration.*

*Après avoir, dans le volume I, campé les deux forces prin-*

---

\* C'était l'époque — antérieure à l'intervention chinoise en Corée — où, à quelques-uns, André Gide en tête, nous adjurons le gouvernement français de reconnaître la Chine de Mao Tse-Toung et de favoriser son admission aux Nations Unies. Mauriac, dans le *Figaro*, condamna avec hauteur notre appel<sup>12</sup>. Pourtant, si on nous avait alors écoutés...

*ci-pales en présence, le Big Business et le Labor, j'entreprends, dans ce volume II, l'étude de deux forces progressives qui me paraissent susceptibles de s'allier au Labor pour renverser la tyrannie du grand capital américain : les fermiers pauvres, les nègres. Je crois apporter un ensemble de faits encore mal connus en France — ou connus seulement à travers des œuvres de caractère purement littéraire. Sur l'agriculture américaine, le lecteur français ne dispose, à ma connaissance, que d'un livre récent, celui de René Dumont<sup>17</sup>. Mais le point de vue de l'éminent agronome est plus technique que sociologique et la forme qu'il a donnée à son ouvrage, celle d'un carnet de route, ne lui a pas permis d'exposer de façon logique les données essentielles du problème. Sur la question noire, scandale n° 1 de l'Amérique, les ouvrages excellents de Franck Louis Schœll et de Magdeleine Paz sont déjà anciens et victimes, en outre, d'un injuste oubli<sup>18</sup>.*

*La « révolte agraire » et la « révolte nègre » présentent, on le verra, un parallélisme assez frappant. Comme la « révolte ouvrière », analysée au volume I, elles sont l'une et l'autre le produit de la domination du grand capital. Mais, pour des raisons historiques diverses, elles n'ont pu, pendant longtemps, converger ni l'une ni l'autre avec la « révolte ouvrière ». Les trois forces progressives ont fait cavalier seul. Leur manque de synchronisme a permis au Big Business de les battre séparément et de consolider sa domination. Aujourd'hui enfin, elles se rapprochent, elles sont sur le point de se réunir. Les possédants ont toujours été hantés par le spectre de cette double alliance : celle des ouvriers et des petits fermiers, celle des ouvriers et des hommes de couleur. Ils ont tout mis en œuvre pour la prévenir. La voici enfin près d'être consommée. Mais elle est encore imparfaite, superficielle, mal orientée. Le parti au pouvoir, le Président au pouvoir s'efforcent de la capter, de la faire servir à leurs fins propres qui ne sont pas celles des exploités. De leur côté les bureaucraties de ces divers mouvements progressifs essaient encore, malgré la pression de leur base, d'en limiter la portée et les objectifs, d'éviter, d'une part, que la grande coalition des underprivi-*

leged ne prenne une forme pleinement efficace — celle d'une rupture avec les deux partis politiques traditionnels — d'autre part, qu'elle ne se donne un programme conséquent — c'est-à-dire socialiste.

Mais, en dépit de ces manœuvres, de ces atteroiements, de ces freinages, l'idée du troisième parti, du Labor Party, est en marche aux Etats-Unis. Ajournée par des diversions successives (le New Deal de Roosevelt, le « Comité d'action politique » de Sidney Hillman, la démagogique campagne électorale du Président Truman en 1948), elle mûrit lentement et sûrement dans la conscience populaire. La désinvolture même avec laquelle l'actuel Président a trahi les promesses faites aux électeurs, renvoyé aux calendes grecques le Fair Deal, l'abrogation de la loi anti-ouvrière Taft-Hartley, le Plan Brannan en faveur de la petite agriculture, le programme de Droits Civils en faveur des nègres, hâte l'heure du rassemblement des forces progressives. Les ouvriers, les fermiers pauvres, les noirs sont également déçus. Il y a quelques mois, de retour d'un voyage aux Etats-Unis, Raymond Aron raillait le « style marxiste » de mon volume I et ne craignait pas d'affirmer, à l'encontre de ma thèse, que les syndicats ouvriers faisaient bloc avec l'Administration<sup>19</sup>. L'encre de cet article était à peine sèche que, poussés par leurs troupes<sup>20</sup>, les dirigeants du Labor rompaient avec le dictateur économique Charles Wilson, incarnation des trusts, et accusaient le Président Truman d'être prisonnier du Big Business. Et le correspondant du Monde aux Etats-Unis d'admettre que l'idée « que le Labor vole de ses propres ailes » « pourrait bien être en gestation<sup>21</sup> ». Et le chef du Comité d'action politique du C.I.O. pour l'Etat de New-York, Louis Hollander, de déclarer publiquement : « Il se peut que nous soyons amenés à considérer la formation d'un parti politique indépendant<sup>22</sup> ».

\*  
\*\*

J'avais eu l'intention, au terme de ce volume II, d'analyser les raisons multiples et complexes pour lesquelles le mouve-

ment ouvrier américain ne s'est pas engagé, jusqu'à nos jours, dans une action politique indépendante. Je me proposais également d'étudier pourquoi le peuple américain a été, jusqu'à présent, réfractaire au socialisme — bien qu'il soit traditionnellement riche en potentialités révolutionnaires et qu'il se dirige inconsciemment, pragmatiquement, vers un type de société socialiste. Mais on ne fait pas toujours ce que l'on voudrait. J'ai dû me résigner à remettre à plus tard les Problèmes du socialisme américain. Tout d'abord, parce que le présent volume est déjà suffisamment copieux; ensuite, et surtout, parce que je ne me suis pas senti le droit d'interroger l'avenir (tâche infiniment délicate et qui ne peut être entreprise à la légère), alors que, depuis déjà plus de deux ans, l'accès des Etats-Unis m'est interdit. Le jour où le rideau de fer atlantique se lèvera pour moi et où il me sera permis de participer à nouveau à la vie des U.S.A., de continuer à suivre sur place l'évolution de la société américaine, je reprendrai allégrement la plume, et je formulerai mes conclusions.

D'ailleurs, si j'avais été sur les lieux, aurais-je pu voir clair au cours des deux années noires qui viennent de s'écouler? La préparation fiévreuse de la guerre, l'hystérie « antirouge », la garde montée autour du secret atomique ont temporairement obscurci, sinon suspendu, la marche en avant du peuple américain.

La démocratie d'Outre-Atlantique est en grand danger, à l'heure présente, de dégénérer en un régime militaire et policier. Plus que jamais le grand capital domine le gouvernement. Les généraux empiètent sur les civils. Une toute-puissante police secrète tend à former un Etat dans l'Etat. Des procès en sorcellerie, comme celui dont a failli être victime le professeur Owen Lattimore<sup>23</sup>, se succèdent dans une atmosphère de fièvre, de suspicion, de délation. Un grand libéral, le professeur Gaetano Salvemini, qui connaît bien les Etats-Unis pour y avoir fui les persécutions de l'Italie fasciste, m'écrivait récemment : « J'ai laissé les Etats-Unis en juillet 1949... Déjà alors la psychose anticommuniste (dont les communistes sont bien responsables pour leur part avec leurs bêtises) battait

*son plein. Et maintenant, ce n'est plus de la psychose, c'est de la folie tout court. Il faut attendre le retour du bon sens. Pendant la première guerre mondiale, les Etats-Unis ont eu une crise de folie, peut-être pire que la crise d'aujourd'hui. Alors c'étaient les anarchistes. Aujourd'hui, c'est le tour des communistes — et quiconque n'a pas été fasciste court le risque d'être classifié avec les communistes... Les Américains ont perdu la tête<sup>24</sup>. »*

*Malgré cette folie collective qui pourrait bien, si par malheur elle se prolongeait et si, nous autres Européens, nous ne gardions pas notre sang-froid, précipiter le monde dans une troisième guerre mondiale, je ne désespère pas du peuple américain. Je souhaite que le « retour du bon sens » lui permette bientôt de continuer sa marche en avant vers la vraie démocratie — celle du Travail substitué au Capital. Ainsi seulement il démontrerait la supériorité de son way of life sur la caricature russe de socialisme.*

1<sup>er</sup> avril 1951.





*TROISIEME PARTIE*

**LA REVOLTE AGRAIRE**



## CHAPITRE PREMIER

### AGRICULTURE ET CAPITALISME AUX ÉTATS-UNIS

1. Introduction : Les « Raisins de la Colère ». — 2. Les monopoles contre le fermier. — 3. Concentration dans l'Agriculture. — 4. « Usines rurales ». — 5. Le Farm Bloc. — 6. Les parias du sol. — 7. Prolétariat rural.

#### 1

**Introduction :**  
**Les « Raisins**  
**de la Colère ».**

Le volume premier a tenté de dégager la ligne générale du développement de la force principale qui, aux États-Unis, est susceptible de mettre en échec le monstre capitaliste : le syndicalisme ouvrier. Je vais essayer maintenant de faire l'inventaire des autres forces progressives qui sont susceptibles de s'allier au *Labor* pour mettre fin à la domination du Grand Capital.

Le joug de celui-ci ne pèse pas seulement sur les ouvriers, mais aussi sur l'agriculture dans son ensemble et, plus particulièrement, sur ceux que j'appellerai les « déshérités » ruraux : petits propriétaires, métayers, journaliers agricoles.

Il est nécessaire, avant d'aller plus loin, de mettre au point une question de terminologie. L'Amérique rejette délibérément les mots, dont nous nous servons couramment en Europe, de *paysan* et de *paysannerie*. Pourtant *peasant* et *peasantry* existent dans la langue anglaise. Mais ils expriment un statut social qui n'existe pas — ou dont on se refuse à admettre

l'existence — aux États-Unis. Le paysan européen est un produit du système féodal, qui n'a jamais vu le jour aux États-Unis ou qui n'y a revêtu que des formes embryonnaires : le grand propriétaire *tory* d'avant la guerre d'Indépendance, le grand planteur du Sud d'avant la guerre de Sécession, et même le titulaire des grandes concessions espagnoles de Californie, n'ont jamais constitué, à proprement parler, une féodalité agraire du type européen<sup>1</sup>. Le paysan d'Europe est un serf émancipé, groupé en villages, autour de l'église et du château, séculièrement attaché au sol, y ayant développé une culture, un folklore, un mode de vie particuliers<sup>2</sup>. Il est non seulement lié au sol, mais à sa condition de paysan. C'est seulement depuis la révolution industrielle qu'il déserte la terre; et quand il la quitte, c'est pour aller travailler à la ville, non pour tenter l'aventure sur une autre terre. L'agriculteur américain est un homme libre et qui a toujours été libre. Il est venu coloniser un monde nouveau. Il est un *entrepreneur* qui tente sa chance dans l'agriculture comme il pourrait la tenter dans n'importe quelle autre branche d'activité économique.

Il n'est pas prisonnier d'une société hiérarchisée et solidifiée. Il se déplace à travers l'immense continent, pour y défricher des sols successifs, ou il passe de la campagne à la ville et vice versa. C'était, du moins, la réalité d'hier si ce n'est plus tout à fait la réalité d'aujourd'hui. La société américaine est — ou a été jusqu'à une date relativement récente — une société fluide et l'agriculteur américain beaucoup plus mobile que l'agriculteur européen<sup>3</sup>. Se mouvoir signifie, selon le Credo américain, *monter*. L'agriculteur, en se déplaçant, gravit — ou est censé gravir — les échelons de l'échelle sociale. Il n'est pas un *paysan*, il est un *fermier*.

Chez nous, ce dernier mot évoque l'idée de la location. Un fermier est un agriculteur qui paie un fermage. En Amérique, il implique l'idée de propriété. Pour désigner le locataire, on emploie un autre terme, celui de *tenant*. Dans les pages qui suivent, on se conformera à la terminologie d'Outre-Atlantique.

Néanmoins, celle-ci reflète davantage les conditions du passé que celles du présent. Le développement foudroyant du capitalisme, la concentration de la propriété foncière, la mécanisation ont modifié profondément le statut de l'agriculteur

américain. Cette évolution tend à créer une véritable *classe* de déshérités ruraux, n'ayant plus aucun espoir de gravir les échelons de l'échelle sociale agricole, cloués à leur croix, et ne quittant leur terre que pour sombrer dans la triste condition de prolétaires ruraux, de journaliers migrants (sauf dans les périodes de *boom*, où un certain nombre d'entre eux sont absorbés par l'industrie). Pour caractériser leur statut, un sociologue, Lewis Corey, a dû emprunter à l'Europe la terminologie que les Etats-Unis avaient toujours rejetée, comme si elle avait une implication péjorative. Il écrit que « le capitalisme a ravalé la majorité des *fermiers* au niveau d'une *paysannerie paupérisée*<sup>4</sup> ».

Ce démenti infligé au Credo américain, ce drame de la chute du petit fermier américain nous ont été révélés, au moins partiellement, mais avec quelle vigueur dans le trait, par les romanciers contemporains d'Outre-Atlantique. John Steinbeck, en particulier, a dressé, dans ses *Raisins de la Colère*, un réquisitoire dont l'écho n'a pas fini de retentir : « Il y a là une faillite si retentissante qu'elle annihile toutes les réussites antérieures... Dans l'âme des gens, les raisins de la colère se gonflent et mûrissent, annonçant les vendanges prochaines<sup>5</sup>. »

On n'a pas idée, de ce côté-ci de l'Océan, de la tempête que le livre a déchaînée aux Etats-Unis. Et pas seulement en Californie. Le représentant Lyle H. Boren, d'Oklahoma, dénonça les *Raisins de la Colère* comme un « manuscrit sale, mensonger, immonde ». Le représentant Alfred Elliott, de Californie, le traita de « livre le plus damnable qu'il ait été jamais permis de publier et de présenter au public<sup>6</sup> ». Il m'a été donné tout récemment de rencontrer, par hasard, en France, un riche Californien. Au seul nom de Steinbeck, son visage s'est empourpré et ses dents ont grincé de rage.

Preuve, n'est-ce pas, que le grand John a frappé juste.

Mais il l'a fait en romancier, en artiste. Les romanciers, les artistes ont le pouvoir, combien plus que les sociologues et les économistes, de fixer l'attention du public sur un problème qui, sans eux, sans la magie de leur talent, eût peut-être laissé celui-ci froid ou indifférent. Mais leur mode d'expression a aussi ses désavantages. D'abord, on n'est pas obligé de les croire. Leurs adversaires peuvent dénier toute vérité aux fantômes issus de leur fantaisie. Ils n'apportent pas de preuves : seulement des contes. Ensuite, le problème social qu'ils ont

choisi de soulever n'est pas toujours pour eux une fin en soi. Il est le cadre au sein duquel — on pourrait presque écrire : le *prétexte* grâce auquel — ils vont pouvoir faire éclater les feux d'artifice de leur imagination, de leur expérience humaine. Ils sont tellement dominés par leurs personnages et par le souci de faire œuvre d'artiste que, malgré leur désir de « s'engager », l'événement qui sert de toile de fond à leur fiction est pour eux quelque peu *secondaire*. Ils négligent d'en exposer avec précision et méthode les données fondamentales. Kœstler s'est installé dans la Révolution russe, mais sans nous démontrer, autrement que superficiellement, le mécanisme de sa dégénérescence : ce qui l'intéresse surtout, c'est ce qui se passe dans l'âme de Roubachov. Malraux et Hemingway ont rassasié les affamés de beau roman, mais ils ne nous ont pas davantage *expliqué* la Révolution espagnole. Steinbeck s'est comporté à notre égard comme si nous connaissions déjà dans le détail le phénomène économique et social extrêmement complexe qui a provoqué les graves troubles dont souffre l'agriculture américaine. Parfois, sans doute, il consent à abandonner un instant ses héros et, durant le court espace d'une ou deux pages, il veut bien faire œuvre d'économiste et de sociologue. Mais les explications qu'il nous présente, si concrètes et souvent exactes qu'elles soient, sont insuffisantes, écourtées, et vite il se replonge dans le grouillement du monde vivant qu'il a enfanté. Son livre ne s'achève sur aucune perspective historique. Il ne nous laisse pas entrevoir comment évoluera le mal qu'il dénonce. Il ne suggère aucun remède précis. Au moment où le rideau tombe, une femme, qui a accouché d'un enfant mort, offre son sein à un malheureux qui meurt de faim et que seule peut sauver une goutte de lait. Symbole de solidarité humaine, oui certes, mais, tout de même, l'artiste l'emporte ici sur le sociologue.

Il y a dans le livre de Steinbeck un autre défaut. J'admets avec Sartre que certains « matérialistes » contemporains — infidèles d'ailleurs aux maîtres dont ils se réclament et qui, eux, firent toute sa part à l'*homme* — subordonnent exagérément le « subjectif » à l'« objectif ». Mais l'auteur des *Raisins de la Colère* tombe, lui, dans l'excès contraire. Ne voulant considérer son sujet que du point de vue de l'homme, il néglige un certain nombre de facteurs « objectifs » indispensables à la compréhension du problème qu'il soulève. Parce que la

machine a broyé l'homme, parce que l'industrialisation de l'agriculture a déraciné des hommes, Steinbeck conclut un peu vite à l'absurdité de la vie industrielle, aux méfaits de l'« industrialisation à outrance ». Il reste au fond très attaché au vieux mode de vie, à l'idylle rurale primitive. Sans le dire expressément, il aimerait bien faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Il prête ainsi dangereusement le flanc à ses adversaires. Car qui pourrait soutenir sérieusement, surtout aux Etats-Unis, que le mode suranné de production agricole que symbolise la famille Joad est supérieur, du point de vue du progrès humain, aux admirables techniques agricoles modernes?

Quoi qu'il en soit, les *Raisins de la Colère* et les autres œuvres des romanciers américains (Caldwell, etc.) qui mettent en scène des fermiers prolétarisés, ont eu le mérite de nous révéler qu'il y a un problème de l'agriculture américaine. C'est à ne pas croire, mais c'est ainsi! Le pays le plus prospère et le plus chanceux du monde, le pays à qui tout, jusqu'à une date récente, semblait avoir réussi, le pays de l'optimisme et de la confiance en soi, le pays qui, aujourd'hui, prétend offrir sa réussite en exemple au monde, est aux prises avec une grave difficulté dont il n'a pas réussi à trouver la solution. Tel est le fait brutal. Et ce problème n'est pas un problème accessoire, marginal. Une agriculture saine, démocratique, équilibrée, sans excès de richesse ni de misère, est, depuis Jefferson et Jackson, un des articles fondamentaux du Credo américain. Les héros de Steinbeck sont conscients de cette tradition, et ils sont fiers de l'incarner : « Nous sommes des Joad. Nous n'avons jamais eu à baisser la tête devant personne. Le grand-père de grand-père, il s'est battu pendant la Révolution. On était des fermiers jusqu'à ce qu'il y ait eu cette dette ?... » Tous les hommes politiques et penseurs américains, d'hier et d'aujourd'hui, ont exalté, dans le même style que le président Franklin Roosevelt, « le rêve américain de la ferme de dimension familiale, possédée par la famille qui l'exploite<sup>8</sup> ». Ce « rêve », personne peut-être ne l'a mieux défini qu'un obscur membre du Congrès, du nom de Holman, lorsqu'il s'écria, en 1862 : « Au lieu de domaines baroniaux, facilitons l'accroissement d'exploitations indépendantes. Conservons la charrue entre les mains du propriétaire. Chaque nouveau foyer qui se constitue, dont le propriétaire indépendant cultive sa propre exploitation libre,

contribue à établir une nouvelle république au sein de l'ancienne, et à ajouter un pilier nouveau et solide à l'édifice de l'Etat <sup>9</sup>. » Tout récemment encore, l'actuel secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan, a souligné que les grandes fermes capitalistes sont « un type d'exploitation dont ce pays n'a jamais voulu <sup>10</sup> ».

L'idéal que l'on caressait était, en un mot, de maintenir l'agriculture hors de la sphère du capitalisme envahissant, de l'industrialisation, de la concurrence, de la concentration des richesses. On eût voulu en faire une sorte de « chasse gardée », un suprême bastion de la démocratie que ne toucherait pas le raz de marée de la révolution industrielle, un facteur de stabilité pour la nation américaine.

Mais le capitalisme, dans son élan irrésistible, a renversé toutes les barrières. Il n'a pas respecté l'agriculture. Il a violé le sanctuaire. Et la coexistence aujourd'hui d'une économie rurale de l'ancien type et de l'économie capitaliste, la première reculant chaque jour devant la seconde, a provoqué un malaise permanent, qui fait de l'agriculture américaine un des secteurs les moins stables de la nation.

Je me propose, au cours de cette étude, d'exposer systématiquement les divers aspects de ce désordre. Avant de commencer, je voudrais adresser mes remerciements aux nombreux spécialistes des questions agricoles américaines qui ont bien voulu m'aider dans ma tâche, à commencer par le secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan.

## 2

### Les monopoles contre le fermier.

Le capitalisme, aux Etats-Unis comme ailleurs — et bien plus encore qu'ailleurs — exerce son action sur l'agriculture à la fois du *dehors* et du *dedans*. Du dehors, il lèse l'ensemble des agriculteurs, en prélevant sur eux une dîme exorbitante. Du dedans, il détermine une « révolution industrielle » au sein de l'agriculture elle-même, avec pour corollaire la concentration de la propriété foncière et la scission des cultivateurs en deux groupes aux intérêts opposés : celui des féodaux du sol et celui des petits fermiers paupérisés.



Commençons par l'action qui s'exerce du dehors. Dans le premier volume de cet ouvrage, j'ai essayé de décrire la tyrannie que les monopoles exercent sur l'ensemble de la société américaine. Cette description comportait une lacune volontaire : il n'y était pas question du joug que les trusts font peser sur l'agriculture. Le moment est venu de combler cette lacune.

Le capitalisme industriel et financier broie l'agriculture américaine dans une impitoyable tenaille. D'une part, il achète au fermier le moins cher possible les produits de son sol, pour ensuite les mettre en conserve, les stocker, les transformer par les moyens mécaniques les plus modernes (opérations que, jadis, le fermier accomplissait lui-même<sup>1</sup>); d'autre part, il vend au fermier le plus cher possible, c'est-à-dire à des prix de monopole, les machines, les matériaux, les engrais dont celui-ci a besoin pour une exploitation qui ne peut survivre qu'en se modernisant. Cette double extorsion, à la vente et à l'achat, persiste aujourd'hui en dépit de toutes les mesures gouvernementales prises en faveur des fermiers : en effet, tandis que, d'un côté, on se portait à leur secours, de l'autre, l'aggravation de la concentration économique aiguïssait les griffes des monopoles. « Nous devons faire face au plus grand étalage de pouvoir monopolistique dans l'histoire. » Tel est le cri d'alarme poussé récemment par le président d'une des organisations de fermiers, James G. Patton<sup>2</sup>.

C'est à partir de 1933 que les pouvoirs publics se sont décidés à intervenir pour rétablir l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie et protéger, dans une certaine mesure, le fermier contre la voracité des monopoles : en pratiquant une politique de soutien des prix agricoles<sup>3</sup>. Mais ce soutien, comme on le verra, a été longtemps insuffisant; il ne s'est appliqué qu'à quelques denrées et, même aujourd'hui, il est loin de les couvrir toutes. Malgré la prospérité que les hauts prix agricoles assurent à l'heure présente aux fermiers (ou plus exactement à une partie d'entre eux), la marge entre les prix payés par les monopoles aux fermiers et les prix auxquels achète le consommateur n'a pas été suffisamment réduite<sup>4</sup>. En outre, le fermier reste sans protection contre l'*extorsion*

---

\* Ch. II, p. 69 *sqq.*

\*\* Voir p. 71-77.

à l'achat, c'est-à-dire les prix monopolistiques auxquels il doit lui-même acheter aux trusts.

Le problème agricole se trouve ainsi lié étroitement à celui de la lutte contre les monopoles. « On ne peut affirmer trop vigoureusement, écrit l'ancien substitut du procureur général des États-Unis, Wendell Berge, que toute solution permanente du problème des fermiers dépend de l'élimination des pratiques monopolistiques dans l'industrie en général<sup>3</sup>. » Et Anna Rochester, qui a consacré un livre aux déshérités ruraux, souligne que la question du fermier pauvre est partie intégrale de la lutte entre la pauvreté et les monopoles<sup>4</sup>.

*L'extorsion à la vente.* — Le mécanisme peut s'en résumer en quelques mots. Le fermier, dans une société capitaliste, ne peut s'adresser directement au consommateur (sauf le cas où il réussit à constituer des coopératives de vente et où celles-ci ne sont pas étranglées ou contrôlées par les trusts<sup>5</sup>). Il ne peut donc écouler ses produits que par l'intermédiaire des monopoles. Tandis que les agriculteurs sont nombreux et dispersés, les acheteurs capitalistes sont une poignée, et il leur est facile (à moins d'intervention gouvernementale) de s'entendre entre eux pour fixer les prix. En 1937, la *Federal Trade Commission* publia les résultats d'une vaste enquête sur les revenus agricoles, qui met à nu les positions respectives des acheteurs et des vendeurs. Le blé, en 1934, était produit par 1.363.471 fermiers. Mais 13 sociétés meunières produisaient 65 % de la farine, et quatre d'entre elles achetaient 38 % de tout le blé produit aux U.S.A. Les éleveurs étaient au nombre de 550.042, mais trois trusts absorbaient 41 % de la viande. Les producteurs laitiers étaient 893.431, mais 6 grandes laiteries achetaient 32 % de leur lait. Les producteurs de tabac étaient 422.166, mais 5 sociétés transformaient 57 % de leur denrée, etc., etc. Le rapport de la commission décrivait en détail les pratiques monopolistiques par lesquelles ces trusts s'assurent des profits exorbitants aux dépens des fermiers<sup>5\*\*</sup>.

\* Voir plus loin, p. 52-54.

\*\* Plus récemment, en 1949, la même *Federal Trade Commission* a publié des chiffres qui révèlent le haut degré de concentration des industries transformatrices de produits agricoles. Quatre sociétés possédaient, en 1947, 72,3 % du capital de l'ensemble de l'industrie de la viande, deux sociétés 67,7 % du capital de l'industrie des biscuits, deux sociétés 48,9 % du capital de l'industrie laitière, quatre sociétés 39,4 % du capital de l'industrie de la conserve, trois sociétés 30,3 % du capital de l'industrie meunière, etc.

Souvent même le petit vendeur ne conserve plus vis-à-vis de l'acheteur qu'une indépendance nominale. Le trust, non seulement impose ses prix, mais il fixe le taux des salaires que le fermier doit payer à sa main-d'œuvre, il lui prescrit la date où il doit planter et ses méthodes de culture. En outre, comme nous le verrons plus loin \*, le trust possède fréquemment ses propres fermes industrialisées et il ne paie au petit fermier que des prix basés sur les faibles coûts de production obtenus par ces vastes entreprises <sup>6</sup>. Il arrive même qu'il fasse baisser les cours au-dessous du prix de revient; il ruine ainsi les petits fermiers auxquels il achète, tandis que les pertes qu'il s'inflige à lui-même, en tant que producteur, sont largement compensées par les bénéfices qu'il réalise en tant que transformateur.

La puissance de la coalition des transformateurs de produits agricoles fut révélée publiquement lorsqu'en 1933 l'administration Roosevelt frappa ceux-ci d'une taxe destinée à alimenter un fonds d'aide aux agriculteurs victimes de la crise. Les transformateurs ainsi visés ne subirent guère de préjudice, car ils s'empressèrent d'incorporer dans leurs prix de vente, c'est-à-dire de faire payer au consommateur, la nouvelle taxe. Néanmoins, le seul fait qu'on ait tenté de mettre le doigt sur leurs profits leur fit pousser des cris d'orfraie. Ils amentèrent l'opinion, s'adressèrent aux tribunaux, déclarèrent la taxe « illégale », dans certains cas refusèrent de la payer et firent tant et si bien que finalement la Cour Suprême de Justice leur donna gain de cause <sup>7</sup>.

Cette puissante coalition n'a pas désarmé depuis. De nos jours encore, elle inspire les campagnes de presse déclenchées périodiquement contre la politique de soutien des prix agricoles à laquelle le gouvernement américain a dû se résoudre. C'est elle qui fait écrire aux publicistes à sa solde que les subventions aux fermiers sont le « plus grand vol de toute l'histoire <sup>8</sup> ». Comme il arrive souvent, ce sont les voleurs qui crient : « au voleur » !

Parmi les trusts qui détroussent le fermier, un des plus redoutables, du fait de sa concentration, est celui de la viande. En dépit de toutes les poursuites anti-trusts vainement enga-

---

\* Voir p. 42-43.

gées contre elles depuis le début du siècle, quatre grandes sociétés (*Swift, Armour, Wilson et Cudahy*) imposent leur loi aux éleveurs. En 1942, elles avaient vendu 45,2 % de toute la viande écoulée aux États-Unis<sup>9</sup>. Leurs activités sont multiples. Elles achètent le bétail sur pied, l'abattent, font le commerce de la viande fraîche, de la viande frigorifiée, de la viande en conserves, des cuirs et peaux. Elles fabriquent des engrais avec les résidus. Mais leur activité s'étend plus loin encore; par le jeu des participations financières, elle embrasse toutes les industries ayant trait, de près ou de loin, à l'agriculture. C'est le trust de la viande qui, après la dernière guerre, brisa les reins au contrôle des prix en refusant d'acheter le bétail et de livrer la viande aux détaillants. Cette opération lui a assuré des bénéfices fantastiques (144 millions de dollars en 1947 contre 26 millions en 1939). Mais, tandis que les prix de gros de la viande s'élevaient de 87 % de juin 1946 à mars 1948, les prix payés aux fermiers n'augmentèrent que de 48 %<sup>10</sup>.

Le commerce des produits laitiers est également monopolisé. Quatre firmes produisirent en 1944 30 % de tous les produits laitiers. Trois sociétés fabriquèrent près de 45 % de la production totale de lait condensé. Deux puissantes sociétés (*National Dairy* et *Borden*) font la loi. *National Dairy*, en 1934, produisit 33 % de tout le fromage et plus de 21 % de l'*ice-cream* fabriqués aux États-Unis. La société domine le marché du lait frais dans toutes les grandes villes de l'Est. Les fermiers de l'Etat de New-York ont dû recourir à la grève, en 1939, pour défendre leurs prix contre le trust du lait. Une grève analogue a été déclenchée, au début de 1947, contre les sociétés laitières de la Nouvelle-Orléans, par les petits producteurs laitiers de Louisiane. En 1938, le Département de la Justice dut engager des poursuites contre *Borden* et neuf autres sociétés laitières pour « conspiration en vue de fixer les prix et de contrôler la production du lait frais<sup>11</sup> ». Les grosses fermes laitières sont le plus souvent possédées ou contrôlées par le trust du lait qui s'entend à « manipuler » à son avantage les commissions de contrôle du lait des États et du gouvernement fédéral.

L'industrie de la conserve de légumes et de fruits est dominée par neuf sociétés. Il convient de rappeler ici qu'à la différence de l'Europe légumes et fruits sont consommés aux

Etats-Unis dans une bien plus large proportion sous la forme de conserves. Cette proportion s'accroît, au surplus, d'année en année. Deux sociétés dominent l'industrie des fruits en conserve (*Libby* et *California Packing Corporation*). Elles possèdent une position monopoliste en ce qui concerne les fruits de qualité supérieure, cultivés sur la côte du Pacifique et notamment en Californie. Elles contrôlent de nombreuses plantations, s'étendant sur des dizaines de milliers d'hectares. Quatre sociétés californiennes monopolisent la mise en conserve de 67 % de la production d'asperges des Etats-Unis. En 1935, quatre sociétés californiennes produisaient près de 35 % des conserves de pêches américaines<sup>12</sup>.

Certaines sociétés spécialisées dans la fabrication de conserves de soupes, comme *Campbell*, exploitent durement les producteurs de tomates<sup>13</sup>. Dans un livre récent sur l'agriculture américaine, l'agronome français René Dumont note que la moitié des « célericulteurs » sont sous le contrôle de deux grandes sociétés : celles-ci « font aux producteurs l'avance du fonds de roulement, leur fournissent des équipes de ramasseurs à la récolte... et prélèvent le plus clair des bénéfices<sup>14</sup> ».

Le monopole du tabac est un des plus solidement organisés, en dépit de sa prétendue « dissolution » ordonnée, en 1910, par la Cour Suprême de Justice. En 1934, les « trois grands » (*American Tobacco*, *Liggett and Myers* et *Reynolds*) et deux autres sociétés moins importantes absorbèrent 57 % de la récolte de tabac des Etats-Unis. Les « trois grands » à eux seuls achètent 2/3 du tabac *Burley* et 80 % du *Maryland*. Les manufactures de tabac s'entendent secrètement avant les enchères afin de maintenir les prix au plus bas. Et elles mettent en œuvre toutes sortes de procédés machiavéliques (qu'il serait trop long de décrire ici) pour amener les producteurs de tabac à vendre leur récolte dans les conditions les plus défavorables. Ces manigances ont été exposées, dans le plus grand détail, en 1940, par les procureurs fédéraux américains, lorsque ceux-ci se sont décidés à intenter des poursuites (vaines, bien entendu) contre le trust. En 1947, les producteurs de tabac ont touché seulement 17,6 % du prix payé par les consommateurs (alors qu'en moyenne, pour l'ensemble des produits agricoles américains, le producteur touchait 53 % du prix payé par le consommateur<sup>15</sup>).

*L'extorsion à l'achat.* — Pour ses achats, le fermier se retrouve dans la même situation que pour ses ventes. Il a en face de lui un seul ou un nombre tellement limité de fournisseurs que la loi de la concurrence ne joue pas et qu'il doit accepter les prix qu'on lui impose<sup>16</sup>. Il est même dans une position beaucoup plus défavorable qu'à la vente, où, au moins, il bénéficie le plus souvent d'un soutien gouvernemental des prix. A l'achat, depuis la suppression du contrôle des prix en 1946, il est absolument désarmé.

Un des trusts qui le rançonnent le plus durement est celui des engrais. A la veille de la dernière guerre, les quatre plus importants producteurs d'engrais (avec, en tête, l'*American Agricultural Chemical Co.*) produisaient 25 % et les huit plus importants 42 % de tous les engrais produits aux États-Unis. Les huit « grands » contrôlaient plus de 120 fabriques d'engrais. Trois sociétés, dont la *E.I. Du Pont de Nemours*, produisirent, en 1945, 71 % des engrais azotés. Un seul cartel, la *Phosphate Export Association*, monopolise la vente des engrais phosphatés. Trois firmes produisent 99 % des engrais à base de potasse. La plupart des producteurs d'engrais appartiennent à un super-trust, la *National Fertilizer Association*, condamné (en vain) en 1941 pour violation de la loi antitrusts. Il faudrait des pages entières pour décrire tous les procédés mis en œuvre par le trust des engrais pour répartir les marchés, fixer les prix et voler les fermiers par la façon dont il opère ses mélanges. C'est ainsi que le trust contrôle le prix de l'acide sulfurique mais il ne contrôle pas celui du minerai de phosphate; il mélange donc indûment les deux matières de façon à monopoliser le marché des engrais phosphatés. Par ailleurs, il contrôle la production des engrais azotés et les fait payer au fermier quatre fois plus cher que le phosphate brut, alors que ce dernier, déposé sur le sol, produit, sous certaines conditions, de l'azote naturel à raison de trois unités d'azote pour une unité de phosphate. En outre, le trust des engrais ajoute à ses produits des ingrédients sans valeur marchande ni utilité, tels que du sable. Des coopératives de fermiers se sont constituées, qui procèdent à des achats de phosphate brut et opèrent elles-mêmes leurs mélanges. Le trust a riposté en interdisant à ses membres, à ses agents et détaillants de vendre quoi que ce soit à des fermiers soupçonnés de faire eux-mêmes leurs mélanges<sup>17</sup>.

L'industrie des machines agricoles n'est pas moins monopolisée. Deux trusts, *International Harvester* et *John Deere*, la dominent. A la veille de la guerre, ils produisaient plus des deux tiers de nombreuses machines, dont les tracteurs. A elle seule, *International Harvester* produisait plus de 37 % de toutes les machines agricoles fabriquées aux Etats-Unis. Les quatre plus importants producteurs (les deux déjà cités, plus *Allis-Chalmers* et *J. I. Case*) produisaient 73 % des machines agricoles. En ce qui concerne les tracteurs, la concentration est encore plus poussée : les quatre plus importantes sociétés contrôlaient 84 % des ventes et les huit plus importantes 97 %. La *Federal Trade Commission*, à la suite de son enquête de 1937, a établi que les prix des machines agricoles sont fixés, en fait, par *International Harvester* et *John Deere*. Les autres sociétés calquent leurs prix, chaque automne, sur ceux publiés par les deux « grands ». Les graphiques montrent que les prix des machines agricoles sont restés à peu près stables de 1926 à 1942. La ligne reste étonnamment droite et ne subit qu'un très léger fléchissement pendant les années de dépression, tandis que celle qui traduit le revenu des fermiers fait des chutes sinistres<sup>18</sup>. Au fur et à mesure que l'utilisation des machines agricoles se généralise, les prix monopolistiques pratiqués par le trust des machines agricoles pèsent plus lourdement sur la masse des fermiers (sans compter que, dans l'après-guerre, la production restant très inférieure aux besoins, du fait notamment de la pénurie de l'acier, un marché noir des machines agricoles s'est créé<sup>19</sup>). L'inventeur du cueilleur de coton mécanique, mon ami John Rust, un technicien socialiste, a fait des efforts désespérés pour mettre son invention à la disposition des fermiers sans leur extorquer des superprofits. Mais, dans ce domaine comme dans les autres, il n'y a plus de « libre entreprise ». John Rust n'a pas les puissants moyens dont disposent ses rivaux et il a dû, finalement, capituler. Il a vendu ses brevets à *Allis-Chalmers*, tandis qu'*International Harvester* lançait sur le marché un autre cueilleur mécanique \*.

---

\* Toutefois, quand je lui ai rendu visite à Memphis, en 1948, John Rust envisageait de fabriquer lui-même un cueilleur légèrement différent de celui dont il avait vendu les brevets à *Allis-Chalmers*. Mais y réussira-t-il?

Les fermiers sont victimes d'un autre trust : celui du courant électrique. Dans le volume I\*, j'ai essayé de décrire les manœuvres de ce trust pour contrecarrer le développement de la *Tennessee Valley Authority*, et aussi ceux de la *Rural Electrification Administration*, un organisme gouvernemental créé en 1935 aux fins de consentir des avances de fonds à des coopératives d'électrification rurale. Mais *T. V. A.* ne fournit le courant électrique qu'aux usagers du bassin du Tennessee et l'activité de la *R. E. A.* est limitée car elle ne s'exerce que là où l'électrification n'est pas jugée suffisamment rentable par les sociétés privées. L'effort entrepris est d'ailleurs très insuffisant, puisqu'en 1947 plus de 2 millions de fermes étaient encore dépourvues de courant électrique. On a calculé que le courant fourni aux usagers des États du Nord-Est par l'industrie privée revient deux fois plus cher que celui fourni par *T. V. A.* Par ailleurs, l'expérience a prouvé que le courant produit par les coopératives d'électrification rurale est au moins 15 % meilleur marché que celui produit par les trusts. Ces quelques indications donnent au lecteur une idée du préjudice causé aux fermiers américains par le trust de l'électricité<sup>20</sup>.

Mais la liste des monopoles qui rançonnent le fermier ne s'arrête pas là. Il faudrait y ajouter celui du rail, dont les tarifs, malgré le contrôle illusoire de l'*Interstate Commerce Commission*, pèsent durement sur le monde rural<sup>21</sup>; celui de la banque, qui prête aux fermiers à des taux élevés, en exigeant des garanties que beaucoup de petits agriculteurs ne peuvent pas fournir, et qui, par le jeu du crédit hypothécaire, s'est assuré, pendant les années de dépression, le contrôle de larges sections de l'agriculture américaine<sup>22</sup> \*\* : sans doute ici encore, l'intervention gouvernementale s'est-elle exercée, mais les prêts à faible taux d'intérêt de la *Farm Credit Administration* et de la *Farm Security Administration* \*\*\* n'ont pas suffi à délivrer le fermier des usuriers de *Wall Street*.

\* Vol. I, p. 56-57.

\*\* Voir plus loin, p. 44.

\*\*\* Voir plus loin, p. 82-83.



## 3

**Concentration  
dans l'agriculture.**

Jusqu'à présent, on a considéré les fermiers américains dans leurs rapports avec les monopoles industriels comme s'ils formaient un bloc homogène et comme s'ils étaient tous victimes, au même titre, de la concentration capitaliste.

Mais la réalité est différente. Le capitalisme n'a pas attaqué l'agriculture que de la périphérie mais aussi de l'intérieur. Une minorité de grandes exploitations industrialisées et mécanisées, qui, souvent même, appartiennent à des sociétés capitalistes, tend à accaparer une part toujours plus grande de la production des denrées agricoles et de la superficie des terres arables. Soumise à la concurrence de cette élite privilégiée, la masse des petits fermiers mène une lutte inégale pour se maintenir en vie. Entre les fermes industrialisées et les fermes familiales, la différenciation d'intérêts est profonde. Les deux agricultures américaines, la petite et la grande, sont en lutte. Sans doute la grande agriculture essaie-t-elle de dissimuler ce conflit sous le couvert mensonger de la solidarité du bloc rural, du *Farm Bloc* \*. Mais l'antagonisme n'en existe pas moins. On le voit réapparaître, à chaque instant, sur le plan législatif et gouvernemental, où les défenseurs de la grande agriculture se heurtent aux champions du fermier pauvre. Celui-ci n'est pas seulement la victime des monopoles industriels, il est aussi la victime de la grande propriété rurale; et il doit mener sur deux fronts sa lutte désespérée pour la vie. Ces deux fronts tendent d'ailleurs à se confondre. De plus en plus, comme nous le verrons, on assiste à un rapprochement, à des compromis, souvent même à une alliance ouverte entre le capitalisme industriel et les grands agriculteurs.

« Les fermiers, écrivent Waring et Golden, ne forment nullement un seul bloc indivisible aux intérêts identiques. Le grand public, entendant parler de *Farm Bloc*, tire la conclusion qu'il y a là une expression politique unifiée de tous les fermiers. C'est une déduction erronée. Tandis que le capitalisme, en termes économiques, a fait de l'agriculture une partie

---

\* Voir plus loin, p. 48 *sqq.*

intégrale de l'économie dans son ensemble, il a, en même temps, tendu à la diviser en segments. L'agriculture n'est nullement une autre sorte de société économique distincte du reste du pays, mais la scission entre gros et petits fermiers est caractéristique d'une société qui, partout, tend, d'un côté au monopole et, de l'autre, à la pauvreté et à la dépossession<sup>1</sup>. »

Lewis Corey observait en 1935 — je le cite à nouveau — que « le capitalisme a ravalé la majorité des fermiers au niveau d'une paysannerie paupérisée<sup>2</sup> ». Son livre, comme tous ceux écrits au cours des années de dépression, présente la condition du petit fermier sous un jour particulièrement sombre. Depuis, les années de prospérité dues à la guerre et la politique de soutien des prix agricoles ont légèrement soulagé le fermier pauvre. Mais, comme nous le verrons \*, le conflit d'intérêts qui l'oppose à la grande agriculture n'a fait que s'accroître. Cette dernière a été la principale bénéficiaire de la prospérité agricole, et la concentration de la propriété rurale, avec son corollaire, l'élimination du fermier pauvre, a été en s'aggravant.

\*  
\*\*

Les statistiques américaines sont admirablement bien faites et fréquemment mises à jour. Au premier coup d'œil jeté sur elles, la scission entre la grande agriculture et les fermiers pauvres apparaît. Cependant, comme toutes les statistiques, celles-ci ne parviennent pas toujours à refléter toute la complexité du réel. C'est ainsi qu'on a baptisé « fermes » et, par conséquent, compté dans les totaux des exploitations qui ne mériteraient pas ce nom; tel type d'exploitation agricole serait classé, parfois arbitrairement, dans une catégorie où il serait additionné avec d'autres exploitations d'un type différent. Partisans de la grande agriculture et partisans du petit fermier ont, chacun de leur côté, mis en garde contre ces aspects trompeurs des statistiques agricoles. Les premiers mettent l'accent sur le fait qu'on a grossi artificiellement le nombre des « fermiers pauvres » en y incluant des semiciviliens cultivant un potager; les seconds, sur le fait que la

\* Voir plus loin, p. 74. *sqq.*

prépondérance des fermes industrialisées est encore plus accentuée que ne l'expriment les chiffres<sup>3</sup>. Cependant ni les uns ni les autres ne contestent l'exactitude de la tendance fondamentale révélée par les statistiques.

Une autre difficulté provient du fait que l'agriculture américaine présente des caractéristiques régionales très variées. C'est ainsi que l'extrême pauvreté de la majorité des petits exploitants du Sud-Est contribue à réduire sensiblement les totaux nationaux aussi bien en ce qui concerne la valeur des denrées produites que les surfaces possédées et que le revenu individuel moyen des petits fermiers américains. D'autre part, la très grande propriété domine surtout dans l'Ouest. C'est ainsi que la superficie moyenne par ferme était, au recensement de 1945, en Arizona, de 2.880 acres (1.165 hectares), alors que, pour l'ensemble des Etats-Unis, elle n'était que de 194,8 acres (79 hectares<sup>4</sup>). Mais ces différences régionales, dont il faut, bien entendu, tenir compte pour se faire une image exacte de la réalité, n'infirmant pas la tendance fondamentale révélée par les statistiques. Tout au plus nous invitent-elles à avoir présent à l'esprit que le fermier pauvre est surtout pauvre dans le « vieux Sud » et que la grande exploitation industrialisée prolifère surtout dans l'Ouest.

Ces réserves faites, laissons maintenant parler les chiffres.

Le recensement de 1945 (portant sur l'année 1944) révèle qu'un « tiers privilégié » des fermiers américains (exactement 33,7 %) produisaient près de 80 % (exactement 79 1/2 %) de la valeur de tous les produits agricoles américains, tandis que les deux autres tiers (exactement 66,3 %) en produisaient seulement 20 1/2.

Si l'on examine de plus près le « tiers privilégié », on constate que les plus gros fermiers américains (11,9 % du nombre total des fermiers) produisaient 52,7 % de la valeur de tous les produits. Mieux encore, on remarque que le « tiers privilégié » est dominé par une toute petite aristocratie (2 % des fermiers américains, soit environ cent mille exploitations) qui, à elle seule, produisait, au recensement de 1945, près de 25 % de la valeur de tous les produits agricoles américains.

Si, maintenant, nous regardons de plus près la situation des fermiers les moins privilégiés, nous constatons que la moitié des fermiers américains ne produisaient que 10 % de la valeur de tous les produits agricoles (exactement : 50,4 %

des fermiers produisaient 10,4 % de la valeur totale). Si nous serrons de plus près le tiers le moins privilégié, nous voyons que 37,9 % des fermiers ne produisaient que 5,9 % de la valeur de tous les produits agricoles.

Ces chiffres révèlent l'extrême concentration de la production agricole entre les mains d'une minorité de gros fermiers. Comparons-les avec ceux du recensement de 1940, et nous constatons que cette concentration s'est encore accentuée dans l'intervalle entre les deux recensements<sup>5</sup>.

Si l'on considère maintenant les statistiques portant sur les superficies, on aboutit à des conclusions analogues.

Le recensement de 1945 révèle qu'un « tiers privilégié » de fermiers américains, exactement 31,1 % du total des fermiers, exploitant des fermes de plus de 140 acres (un peu plus de 56 hectares), possédaient 82,2 % de la superficie totale des terres arables, tandis que les deux autres tiers, exactement 68,9 %, dont la ferme ne mesure même pas 56 hectares, en possédaient seulement 17,8 %.

Si l'on examine de plus près le « tiers privilégié », on constate que les plus gros fermiers, c'est-à-dire ceux possédant des fermes de plus de 260 acres (un peu plus de 105 hectares), soit 13 % du nombre total des fermiers, possédaient 65,1 % de la superficie totale des terres arables. Ici encore le « tiers privilégié », est dominé par une toute petite aristocratie de fermiers de plus de 1.000 acres (405 hectares environ), représentant 1,9 % des fermiers américains et 112.899 exploitations. Cette « élite », à elle seule, possédait 40,3 % de la superficie totale des terres arables<sup>6</sup>.

Si, maintenant, l'on remonte en arrière, on constate que la minorité de grosses exploitations agricoles a été sans cesse en s'accroissant depuis un demi-siècle, ainsi que le démontre le tableau ci-dessous<sup>7</sup> :

Années	Nombre de fermes de plus de 1.000 acres	Pourcentage par rapport au nombre total des fermes	Pourcentage par rapport à la superficie totale
1900 .....	47.160	0,8	23,6
1920 .....	67.405	1	23,1
1930 .....	80.620	1,3	28
1940 .....	100.531	1,6	34,3
1945 .....	112.899	1,9	40,3

Regardons de plus près la situation des deux tiers non privilégiés, et nous constatons qu'au recensement de 1945 38,3 % des fermiers, ceux dont la ferme ne dépasse pas 50 acres (un peu plus de 20 hectares), ne possédaient que 4,1 % de la superficie totale des terres arables<sup>8</sup>.

Si l'on remonte en arrière, on voit que les fermes de moins de 100 acres (40 hectares environ) représentaient 17,1 % de la superficie totale en 1920, 15,7 % en 1930, 13,5 % en 1940 et 11,4 % en 1945<sup>9</sup>.

Les chiffres de la superficie moyenne des fermes américaines sont également éloquentes<sup>10</sup> :

1910	138,1 acres (55,8 hectares)
1920	148,2 acres (60 hectares)
1930	156,9 acres (63,5 hectares)
1940	174 acres (70,4 hectares)
1945	194,8 acres (78,8 hectares)

Cette concentration croissante de l'agriculture se traduit par une diminution constante de la population rurale en valeur absolue et en pourcentage par rapport à la population totale.

De 31.614.269 en 1920, la population rurale est tombée à 27.439.000 au début de 1948, et le nombre de fermes de 6.448.343 en 1920 à 5.859.169 en 1945<sup>11</sup>. Le pourcentage de la population rurale par rapport à la population totale est tombé de 50 en 1890 à 35 en 1910 et 19 en 1947. Ce pourcentage pourrait, d'après des évaluations officielles, descendre à 17 1/2 % en 1955<sup>12</sup>. « Dans une génération, écrit René Dumont, les Etats-Unis pourront ne plus avoir... que 8 % d'agriculteurs<sup>13</sup>. »

## 4

« Usines rurales ». On voudrait ici donner au lecteur un bref aperçu des fermes géantes qui, de plus en plus, tendent à monopoliser la production des denrées agricoles. Un sociologue américain, Carey McWilliams, les a baptisées d'un nom qui est devenu classique; il les appelle

*factories in the field*, que l'on pourrait traduire par « usines rurales <sup>1</sup> ». Comme le souligne la *National Farm Labor Union*, le syndicat des travailleurs agricoles, « l'agriculture américaine est devenue une industrie utilisant capital, machines et main-d'œuvre tout comme une entreprise industrielle <sup>2</sup> ». Dans un rapport publié par la commission du Sénat consacrée à la défense de la petite entreprise, le sénateur James E. Murray, président de la commission, a poussé récemment ce cri d'alarme : « Dans la vie industrielle et commerciale, l'accroissement rapide de la concentration de pouvoir économique... est une menace pour l'ensemble de notre économie. Mais quand elle s'empare de nos régions rurales sous la forme de larges superficies et d'étendues cultivées intensivement à l'aide de main-d'œuvre salariée et de machines, véritables *factories in the field*, alors cette menace prend une forme nouvelle et redoutable... <sup>3</sup> »

Cette concentration de la propriété agricole est de date relativement récente pour l'ensemble des États-Unis. Mais, dans un État, la Californie, elle est déjà ancienne. Dès 1880, Karl Marx écrivait de Londres à son correspondant américain, F. A. Sorge : « Je serais très content si tu pouvais m'avoir quoi que ce soit de bon... sur les conditions économiques en Californie... La Californie est pour moi très importante, parce que nulle part ailleurs le bouleversement par la centralisation capitaliste ne s'est accompli d'une façon plus éhontée — avec une pareille hâte <sup>4</sup>. »

Dans ses admirables livres qui, sur le plan scientifique, font pendant aux *Raisins de la Colère* de John Steinbeck et qui ont provoqué le même scandale, Carey McWilliams a mis à nu la Californie capitaliste <sup>5</sup> \*. Il a montré que la grande propriété terrienne y remonte au temps de la domination espagnole. Les vastes possessions féodales constituées à cette époque n'ont jamais été démembrées. Elles ont passé des mains des concessionnaires mexicains, bénéficiaires des libéralités espagnoles, à celles des capitalistes américains, magnats du rail en tête. En 1919, le *Southern Pacific* était encore le principal propriétaire de l'État de Californie. Aujourd'hui c'est la puissante *Bank of America*, du fameux

\* N'est-il pas regrettable qu'il ne se soit pas encore trouvé un éditeur français pour traduire Carey McWilliams?

magnat Amadeo P. Giannini, qui domine l'agriculture californienne. Grâce au mécanisme des prêts hypothécaires, elle a, à l'époque de la dépression, possédé ou contrôlé 50 % des terres arables de la Californie septentrionale et centrale, soit une superficie de 600.000 acres (242.820 hectares) <sup>6</sup>. Une autre banque, l'*Anglo California National Bank*, contrôle la *California Delta Farms, Inc.*, une entreprise maraîchère dont le capital dépasse un million de dollars <sup>7</sup>. Trois mille grandes exploitations, soit 2 % environ du total des fermes californiennes, produisaient, en 1939, près de 30 % des denrées agricoles de Californie <sup>8</sup>. Les terres irriguées de l'*Imperial Valley* sont parmi celles où la concentration est la plus poussée : 81 propriétaires, possédant chacun plus de 640 acres (un peu plus de 260 hectares), exploitent 141.727 acres (57.357 hectares), soit une moyenne de 1.750 acres (708 hectares) par exploitation. 65 % de ces grandes exploitations, représentant 77 % de la superficie totale ci-dessus indiquée, appartiennent à des sociétés capitalistes ou à des propriétaires absenteïstes <sup>9</sup>.

Une autre vallée, celle de San Joaquin, est monopolisée par d'immenses plantations de coton. La plus importante d'entre elles, les *Pasajero Farms*, a une superficie de 86.000 acres (34.804 hectares). Elle est gérée par un magnat capitaliste du nom de Russel Giffen. Son capital est de 7 millions de dollars, et ses bénéfices bruts en 1947 et 1948 ont été de l'ordre de 3 millions de dollars. En fait, la plus grande partie de cette entreprise géante, où les immenses champs de coton sont inspectés quotidiennement par avion, appartient à la firme cotonnière *Anderson, Clayton & Co.*, qui domine toute la vallée de San Joaquin sous la protection bienveillante de la *Bank of America* <sup>10</sup>.

Nulle part aux Etats-Unis la main-d'œuvre agricole n'est exploitée et même terrorisée comme elle l'est en Californie. Les grands propriétaires, alliés au *Big Business*, y ont créé une organisation de combat, les *Associated Farmers of California, Inc.*, à la mentalité et aux méthodes fascistes. Il suffit ici de citer Steinbeck : « Les grandes compagnies..., au lieu d'augmenter les salaires..., employaient l'argent à faire l'acquisition de grenades à gaz, de revolvers, à embaucher des surveillants et des mouchards, à faire établir des listes noires, à entraîner leurs troupes improvisées... » Les petits fermiers,

enrégimentés dans les *Associated Farmers*, sont obligés bon gré mal gré d'exécuter les consignes des grands propriétaires<sup>11</sup>.

Le type de grande agriculture dont la Californie a été la première à présenter le modèle, avec ses traits spécifiques (larges superficies, culture intensive et mécanisée, alliance de la féodalité agraire avec le capitalisme industriel et bancaire, exploitation impitoyable d'une main-d'œuvre saisonnière, attitude violemment anti-ouvrière) est en train de s'étendre à l'ensemble des États-Unis<sup>12</sup>.

De véritables empires agricoles se sont constitués un peu partout. Citons-en quelques-uns. Voici, au Texas, la gigantesque *King Ranch*, qui occupe tout un comté de cet État, soit plus de 75.000 acres (plus de 30.352 hectares) et qui, jusqu'en 1937, a refusé d'ouvrir son enceinte barbelée à la circulation automobile<sup>13</sup>. Dans le Kansas, voici la *Wheat Farming Company* qui, en 1933, exploitait 64.000 acres (25.900 hectares) et dont le capital était, à cette époque, de 2 millions de dollars<sup>14</sup>. Dans l'État de Montana, voici la ferme *Campbell*, hautement mécanisée, avec ses 95.000 acres (38.446 hectares) de blé. Les capitaux investis proviennent de *Wall Street*. Le même Thomas D. Campbell exploite, avec d'autres capitalistes, une plantation de 286.000 acres (115.744 hectares), dans l'État de New Mexico<sup>15</sup>. Dans l'État de Mississippi, voici la *Delta and Pine Land Co.*, avec ses 35.621 acres (14.416 hectares) de coton, dont une partie du capital est possédée par des filateurs britanniques de Manchester, et où règne une dictature paternaliste<sup>16</sup>. Son administrateur, Oscar Johnston, est le tout-puissant président du *National Cotton Council of America*. De l'autre côté du Mississippi, en Arkansas, voici la plantation *Wilson*, immense domaine, de dimensions sensiblement égales (36.000 hectares). J'ai vu de mes propres yeux ces deux mastodontes. En Floride, voici les 25.000 acres (10.117 hectares) de plantations de canne à sucre de l'*United States Sugar Corporation*, qui règne sur onze cités ouvrières<sup>17</sup>, etc., etc.

Une grande partie de ces plantations géantes appartiennent à des sociétés industrielles qui transforment les matières premières dont elles ont assuré elles-mêmes la production. C'est ainsi que la *Earl Fruit Company of California* possède 27 plantations en Californie et est locataire de 11 autres. Elle achète en outre les fruits produits par nombre de petits



vergers. Elle possède 11 usines de conserves de fruits. Elle fabrique elle-même ses boîtes de conserves. Par l'intermédiaire d'une société filiale, elle possède 13.833 acres (5.598 hectares) de vergers dans d'autres Etats <sup>18</sup>.

La *California Packing Corporation* possède 50 usines de conserves dans différents Etats. Elle met en conserve, non seulement les fruits et légumes, mais le poisson et le café. Elle possède elle-même 21.000 acres (près de 8.500 hectares) de terres en Californie et achète la récolte de 4.713 exploitants californiens <sup>19</sup>.

En Nouvelle-Angleterre, deux sociétés, l'*American Sumatra Tobacco* et la *Consolidated Cigar Corporation* produisent elles-mêmes le tabac pour ensuite le transformer en cigares. Les producteurs « indépendants » sont tenus, par contrat, de leur fournir toute leur récolte <sup>20</sup>.

Les *Seabrook Farms*, dans l'Etat de New-Jersey, mettent en conserve les fruits et légumes produits par elles-mêmes et par les autres fermiers de la région. Elles possèdent leurs propres réseaux routiers et ferroviaires, leurs serres, leurs camions, leur système d'irrigation, etc..., etc. <sup>21</sup>.

\*  
\*\*

L'accélération de la concentration de la propriété rurale s'explique par diverses raisons.

Tout d'abord, le mode d'établissement des contributions foncières par les autorités locales. « La tendance générale, écrit John Van Sickle, est de surtaxer les petites propriétés. La contribution... frappe une partie relativement plus grande du revenu du pauvre que de celui du riche. En Mississipi, par exemple, les données dont on dispose indiquent que l'incidence de l'impôt sur les terres les plus pauvres est de 3 à 5 fois plus lourde que sur les meilleures terres <sup>22</sup>. » Le même point de vue est partagé par une publication officielle du ministère de l'Agriculture. Celle-ci ajoute qu'en bien des cas le fermier incapable de payer dans un certain délai ses contributions voit son bien saisi et vendu. Au plus fort de la dépression, en 1933, le pourcentage des fermes ainsi saisies fut de 27 pour 1.000 dans certains Etats du Sud et du Centre et le pourcentage moyen national atteignit 15 pour 1.000. « Dans certaines régions à sol pauvre, un véritable boulever-

sement de la propriété privée de la terre se produit aux époques où les fermiers ont d'extrêmes difficultés à payer leurs taxes. » Carey McWilliams écrit, en 1942, qu'environ 35 % des terres arables de l'Etat de North Dakota seraient bientôt possédées par l'Etat à la suite de saisies par le fisc<sup>23</sup>.

Autre raison : les saisies de fermiers trop fortement endettés pour pouvoir se libérer des dettes hypothécaires contractées durant les années de dépression. En 1938, les compagnies d'assurances possédaient environ 125.000 fermes d'une superficie totale d'environ 28 millions d'acres (11.322.000 hectares) représentant une valeur de plus de 700 millions de dollars, principalement comme suite à des saisies. A elle seule, la *Metropolitan Life Insurance Company* possédait 7.300 fermes<sup>24</sup>. Dans le seul Etat de Iowa, les *corporations* (sociétés capitalistes) possédaient, en 1939, 11,9 % de toutes les terres cultivables de l'Etat. Dans l'Etat de Montana, elles en possédaient, en 1937, 15,6 %<sup>25</sup>. Beaucoup des fermes ainsi saisies n'ont pas été rendues à leurs anciens propriétaires<sup>26</sup>. Steinbeck, dans ses *Raisins de la Colère*, a raconté le drame des petits fermiers d'Oklahoma, d'abord dépossédés par les banques des terres qu'ils avaient dû hypothéquer, et réduits à la condition de métayers, puis chassés purement et simplement du sol quand les banques jugèrent plus profitable de fusionner les petites exploitations en grandes unités mécanisées. Le plus souvent, en effet, les banques ou compagnies d'assurances, et même les agents du fisc dans certains États, ont loué les terres saisies, après les avoir converties en grandes unités, à des exploitants opérant sur une large échelle, avec machines et main-d'œuvre salariée. Une profession nouvelle s'est ainsi créée : celle d'administrateur (*manager*) de fermes<sup>27</sup>.

Le recensement de 1945 révèle que quelque 47.000 fermes (moins de 1 % du total national), produisant 5,7 % du total des denrées agricoles américaines et occupant près de 10 % de l'ensemble des terres cultivables, étaient gérées par des *managers*. Si l'on considère les plus grosses fermes (celles produisant plus de 40.000 dollars de denrées), on constate que 21 % d'entre elles étaient gérées par des *managers*<sup>28</sup>. Un certain nombre de sociétés d'administration de fermes se sont ainsi constituées. La *Farmers National Company* d'Omaha administre 700 fermes, d'une superficie totale de plus de 250.000 acres (101.175 hectares). Une autre, le *Doane Agri-*

*cultural Service of St. Louis*, administre 200.000 acres (80.940 hectares) de terres <sup>29</sup>.

La politique de soutien des prix agricoles pratiquée depuis 1933 par le gouvernement américain, et qui a eu surtout pour résultat d'enrichir les gros fermiers, a accentué, comme nous le verrons \*, la tendance à la concentration de la propriété foncière.

Mais de tous les facteurs le plus agissant semble avoir été le développement foudroyant de la mécanisation. Celui-ci s'est effectué en deux temps : il a commencé dès le XIX<sup>e</sup> siècle par l'invention de la moissonneuse, due à McCormick (1833). Puis il a dû attendre l'invention du moteur à combustion interne pour faire un nouveau bond en avant. La révolution industrielle, dans l'industrie, a eu pour base la machine à vapeur. Cette dernière ne pouvait être appliquée à l'agriculture. Mais l'entrée en scène du moteur a stimulé la mécanisation des opérations agricoles. Si la révolution industrielle a atteint la campagne à une date tardive, elle s'y est déroulée avec une impétuosité qui a compensé son retard. En 1920, il n'y avait pas 250.000 tracteurs dans les fermes américaines. Mais, en 1930, il y en avait 920.021 et en 1940 1.567.430 <sup>30</sup>. La mécanisation a pris son plein essor à partir de 1938. La deuxième guerre mondiale lui a donné un nouveau coup de fouet. En 1948, il a été mis en service 200.000 tracteurs et 400.000 « combines » de plus qu'il n'en existait en 1947 <sup>31</sup>. En 1949, il a été vendu presque cinq fois autant de machines agricoles que dix ans plus tôt <sup>32</sup>. Or la machine n'est rentable que si elle est utilisée sur de larges étendues \*\*. Les petits producteurs ont peine à soutenir la concurrence des fermes mécanisées. Tandis qu'ils ne peuvent réduire leurs coûts de production, ils doivent vendre leurs produits à des prix toujours plus bas <sup>33</sup>. Dans son livre sur l'agriculture américaine, René Dumont note que la « combine » n'est réellement économique que si elle effectue la récolte de quatre ou cinq exploitations familiales et il ajoute : « La combine pousse irrésistiblement à l'agrandissement des exploitations américaines <sup>34</sup>. »

\* Voir plus loin, p. 74 *sqq.*

\*\* Sur la question de l'adaptation de la machine aux petites exploitations, voir plus loin, p. 95.

En Oklahoma, l'introduction massive du tracteur a accéléré la concentration. Là où quatre familles cultivaient le sol, deux seulement, parfois même une seule, sont restées. Près de cinq mille familles de fermiers ont été éliminées annuellement dans cet Etat entre 1935 et 1940. En Texas, le tracteur a éliminé, depuis 1935, 10.000 familles de métayers par an. En quelques années, de 1926 à 1933, la « combine » élimina 150.000 travailleurs dans le Kansas. Le cueilleur mécanique de maïs remplace 5 ou 6 cueilleurs à la main<sup>35</sup>. Dans le seul Etat de Iowa, l'introduction de cette machine en 1937 a fait perdre leur travail à près de 20.000 travailleurs agricoles<sup>36</sup>.

Et nous ne sommes encore qu'au début de cette évolution. Nous n'avons pas encore vu le pire. William Haywood prédisait, dès 1911 : « Nous devons avoir des fermes toujours plus larges, où le travail peut être spécialisé et où toutes les machines modernes et les méthodes scientifiques peuvent être mises en œuvre. Cela signifie que très bientôt seulement de grands capitalistes pourront tirer des profits de l'agriculture<sup>37</sup>. »

\*  
\* \*

Au moment même où je séjournais aux Etats-Unis, la révolution industrielle dans l'agriculture était en train de faire un nouveau bond en avant. Elle s'attaquait à un domaine jusqu'alors considéré comme « imprenable » : celui de la cueillette du coton. La récolte du coton est une opération particulièrement délicate, requérant la dextérité manuelle, et, pendant longtemps, on avait douté que la mécanique puisse se substituer au travail des doigts<sup>38</sup>. Pourtant, après beaucoup de tâtonnements et de mises au point, ce problème, comme tant d'autres, a finalement été résolu. La solution ingénieuse des frères Rust n'est d'ailleurs pas parfaite. La qualité du coton ramassé mécaniquement n'égale pas celle du coton cueilli à la main, car il s'y mêle des impuretés. Mais l'opération, néanmoins, est rentable\*. A condition toutefois qu'elle s'effectue sur de larges étendues et sur terrain plat. Les grandes

---

\* On a calculé que le cueilleur de coton mécanique permet aux exploitants d'économiser de 20 à 30 dollars par balle de coton, bien qu'ils subissent une perte d'environ 10 dollars du fait de la réduction de la qualité<sup>39</sup>.

plantations cotonnières de Californie \*, du Sud-Ouest et du Delta du Mississippi cueillent, de plus en plus, leur coton à la machine. J'ai visité à Clarksdale (Mississippi) une plantation, celle de la *Hopson Planting Company*, dont les 4.000 acres de coton (1.619 hectares) sont cultivés par des moyens purement mécaniques. C'était l'époque de la récolte du coton. Les cueilleurs mécaniques avançaient sur un rang, à travers les champs de coton, comme une division blindée en bataille. L'homme avait à peu près disparu. La main-d'œuvre était réduite à quelques conducteurs et mécaniciens. La plupart des autres plantations ne sont pas encore aussi complètement mécanisée, et divers facteurs (à la fois techniques et sociaux \*\*) retardent encore le plein essor de la mécanisation, mais chaque année de nouveaux renforts de cueilleurs mécaniques arrivent sur le champ de bataille et le vieux mode d'exploitation cède chaque jour un peu plus de terrain. Il finira par disparaître.

La cueillette du coton à la main, opération lente et fastidieuse, exigeait une main-d'œuvre très importante. Celle-ci va être éliminée par l'introduction du cueilleur mécanique. On a calculé, dans l'Etat de Mississippi, qu'un acre de coton cultivé mécaniquement nécessite seulement 21 1/2 heures-travail humain, alors que la culture non mécanisée exigeait 160 heures-travail <sup>40</sup>. On estime que, dans le Delta du Mississippi, le pourcentage de cultivateurs éliminés serait de l'ordre de 55 à 65 % <sup>41</sup>. La mécanisation du coton risque, pour l'ensemble du « vieux Sud », de chasser des plantations plusieurs millions d'êtres humains <sup>42</sup>.

John Rust et son frère ont été effrayés les premiers par les incidences sociales de leur invention. Techniciens socialistes, ils ont essayé de s'évader de la contradiction dans laquelle les enfermait le capitalisme : ils se sont demandé comment servir le progrès technique sans porter préjudice à ceux dont leur machine allait remplacer les bras. Ils ont envisagé de verser les profits qu'ils tireraient de la fabrication du cueilleur mécanique à une caisse de secours aux cultivateurs éliminés par la nouvelle machine <sup>43</sup>. Mais leurs concur-

---

\* *Life International* (15 janvier 1951), a publié, sous le titre « Cotton Revolution », des chiffres impressionnants sur la mécanisation de la production du coton dans la *San Joaquin Valley*, où déjà 1.400 cueilleurs mécaniques sont à l'œuvre.

\*\* Voir plus loin, p. 61.

rents capitalistes ne leur ont pas laissé le temps de mettre au point ce projet quelque peu utopique et ont lancé sur le marché, avant eux, d'autres cueilleurs mécaniques.

Les victimes immédiates de ce bouleversement technique sont les petits *sharecroppers* (métayers) \*, en majorité nègres, qui travaillent sur les grandes plantations. Mais l'entrée en scène du cueilleur de coton mécanique risque de placer le petit fermier indépendant, producteur de coton, dans une situation également désespérée<sup>44</sup>. Il lui sera impossible de résister à la concurrence des grandes plantations mécanisées, d'abord parce que son exploitation est généralement sur terrain accidenté (les riches plaines ayant été accaparées par les grandes plantations) et, par conséquent, ne se prête guère à la mécanisation, ensuite parce qu'elle est beaucoup trop petite (40 à 60 acres, 16 à 24 hectares) pour que la mécanisation y soit rentable. Il ne lui restera plus qu'à abandonner la production du coton pour des cultures « diversifiées ». Mais la médiocrité de son sol et l'exiguïté de son lopin rendant extrêmement difficile cette réadaptation, ses chances de survie sont très problématiques \*\*.

Par contre, la mécanisation de la culture du coton a pour résultat une accélération de la concentration des meilleures terres en larges exploitations utilisant de la main-d'œuvre salariée<sup>45</sup>. Une nouvelle féodalité de *factories in the field* est en train de naître, selon le modèle californien, dans le « vieux Sud » et d'en bouleverser les modes de production et les rapports sociaux archaïques.

## 5

## Le « Farm bloc ».

La féodalité rurale a une expression politique : le *Farm Bloc*. Celui-ci est composé principalement par deux organisations : la *Farm Bureau Federation* et la *Grange*. La première est, de beaucoup, la plus importante des deux. Elle déclarait 1.275.180 membres en 1947<sup>1</sup>, tandis que la *Grange* en annonçait 800.000<sup>2</sup>. Même en admettant l'exactitude de ces déclarations, nous sommes loin

\* Voir plus loin, p. 58 *sqq.*

\*\* Voir plus loin, p. 96.

des 6 millions de fermiers américains. Mais ce sont là des chiffres trompe-l'œil. En réalité, les grands propriétaires du *Farm Bureau* enrôlent, sans les consulter, dans l'organisation, leurs petits fermiers, métayers et journaliers agricoles<sup>3</sup>. Et, dans certains cas, le Grand Capital vient à la rescousse : c'est ainsi qu'une banque de Montgomery (Alabama) a inscrit tout son personnel au *Farm Bureau*<sup>4</sup>. Quant à la *Grange*, le chiffre énoncé devrait être réduit de moitié car il comprend non seulement les chefs d'exploitation mais leurs épouses<sup>5</sup>. Les deux organisations sont surtout composées de *gros* fermiers : un sondage de la revue *Fortune* a révélé qu'environ 50 % de ces derniers sont organisés tandis que moins de 15 % des petits fermiers le sont<sup>6</sup>. Par ailleurs, les deux organisations ont un caractère régional très accentué. Le *Farm Bureau* domine dans le *Middle West* et le Sud. Il est, en fait, une coalition (parfois mal assortie) de gros producteurs de maïs et de gros planteurs de coton<sup>7</sup>. La *Grange* est localisée presque uniquement dans le Nord-Est<sup>8</sup>.

La colonne vertébrale du *Farm Bureau* est un service gouvernemental, l'*Extension Service*. Dans chaque comté, un agent agricole est entretenu par des subventions à la fois du gouvernement fédéral, du gouvernement de l'Etat et du comté. Ce conseiller technique des fermiers du comté est assisté d'un comité qui prétend représenter auprès de lui les fermiers : et c'est le *Farm Bureau*. Les deux organismes travaillent la main dans la main<sup>9</sup>. L'agent gouvernemental est en même temps un agent de recrutement pour le *Farm Bureau*. On a publié des lettres circulaires adressées par des agents de comté à tous les fermiers de leur circonscription, enjoignant à ceux-ci de s'inscrire au *Bureau*<sup>10</sup>. En outre, au sommet de la pyramide, le *Farm Bureau*, grâce à l'*Extension Service*, exerce une puissante influence au sein du ministère de l'Agriculture; et il ne cesse de faire pression pour que les attributions de cette section du ministère, qu'il contrôle, soient étendues au détriment d'autres sections qui lui sont moins dévouées<sup>11</sup>.

La *Grange* est une organisation déjà ancienne. Elle a été créée dès 1867 sous la forme d'une « fraternité », c'est-à-dire d'une société d'éducation et d'entr'aide mutuelle, et elle a derrière elle un passé assez glorieux de lutte contre les monopoles capitalistes, notamment ceux du rail. A l'apogée de cette campagne, en 1874, elle a rassemblé jusqu'à un million

et demi de membres \*. Mais il y a belle lurette qu'elle s'est assagie et son programme, aujourd'hui, n'a plus rien de radical. Elle ne fait allusion à son passé qu'en rougissant. Si elle est moins ouvertement réactionnaire que le *Farm Bureau* et si elle adresse encore quelques coups de chapeau démagogiques au petit fermier, elle ne s'en retrouve pas moins aux côtés du *Farm Bureau* chaque fois que les intérêts de la grande agriculture sont en jeu <sup>12</sup>.

Le *Farm Bureau* a pris son essor après la guerre 1914-1918, et son entrée en scène coïncide avec celle du tracteur <sup>13</sup>. Il représente essentiellement les intérêts des grandes fermes commerciales. Ses dirigeants sont de gros exploitants. Ed O'Neal, qui, jusqu'à une date toute récente, en a été l'animateur, appartient à une famille de planteurs de coton du Sud. Son président actuel, Allan B. Kline, est un gros producteur de maïs de Iowa <sup>14</sup>. Dès l'origine, le *Farm Bureau* est né sous le signe d'une alliance entre grande agriculture et *Big Business*. La première organisation de comté fut créée en 1911, dans l'Etat de New-York, grâce aux subventions d'une compagnie de chemins de fer et de la chambre de commerce locale. Le *Board of Trade* (bourse de commerce) de Chicago consentit un prêt de cent mille dollars afin d'aider à créer les cent premières organisations de comtés <sup>15</sup>. Néanmoins, le *Farm Bureau*, pendant les premières années de son existence, entra parfois en conflit avec les sections du capitalisme industriel en relations avec l'agriculture, notamment les transformateurs de produits agricoles (*processors*). Sous Roosevelt, au début du *New Deal*, cet antagonisme prit même un caractère assez aigu <sup>16</sup> \*\*. Mais, depuis, un compromis est intervenu entre le *Big Business* et la grande agriculture, qui, aujourd'hui, sont, dans une large mesure\*\*\*, solidaires<sup>17</sup>. « Compromis » est trop peu dire : il y a interpénétration réciproque. Le capitalisme industriel et bancaire participe à l'exploitation de grandes fermes et les grands propriétaires fonciers ont des intérêts dans les entreprises industrielles ayant trait aux produits agricoles. En 1945, comme le président du Syndicat ouvrier de l'Automobile, Walter Reuther, le révéla devant une commission du Sénat, les dirigeants du *Farm Bureau* et de la

\* Voir plus loin, p. 101.

\*\* Voir plus haut, p. 29.

\*\*\* Ils ont encore, de temps à autre, des conflits d'intérêts.



*Grange* s'entendirent avec le *Food Industry Committee*, un cartel des fabricants de produits alimentaires, pour abattre le contrôle des prix<sup>18</sup>.

Le *Farm Bloc* est lié également au trust des engrais. En 1930, un porte-parole du *Farm Bureau* dut avouer, devant une commission du Sénat, que la campagne entreprise par son organisation contre le projet de fabrication d'engrais à bon marché dans la vallée du Tennessee avait été subventionnée par une firme d'engrais, l'*American Cyanamid Co*<sup>19</sup>. Si, plus récemment (1945), le *Farm Bureau* a pris, au moins en apparence, une position moins hostile à l'égard de la production d'engrais par la *Tennessee Valley Authority*<sup>20</sup>, la *Grange*, elle, continue à s'opposer à « toute extension de la concurrence faite par le gouvernement à l'industrie privée<sup>21</sup> »\*.

Dès 1923, le *Farm Bureau* et le trust du courant électrique firent alliance. Aujourd'hui encore les deux groupements s'entendent comme larrons en foire pour s'opposer au développement des coopératives d'électrification rurale de la *R.E.A.* et à la création d'entreprises hydroélectriques publiques du type de la *T.V.A.*<sup>23</sup> \*\*.

Il nous faudrait des pages pour énumérer toutes les preuves de collusions entre le *Farm Bloc* et les divers intérêts capitalistes (banques, magasins à succursales multiples, constructeurs de navires et armateurs, etc., etc.<sup>25</sup>). On a pu dire qu'au cours des récentes années l'action engagée par le *Farm Bloc* a coïncidé, pour toutes les questions importantes, avec celle de la *National Association of Manufacturers*, la confédération patronale, et de la *Chambre de Commerce des Etats-Unis*<sup>26</sup>. Le *Farm Bureau* et la *Grange*, au surplus, participent activement à la commission de l'agriculture de la *Chambre de Commerce*<sup>27</sup>.

Un des plans sur lesquels la solidarité de la grande agriculture et du *Big Business* se manifeste le plus ouvertement est celui des rapports entre capital et travail. Patrons de combat et gros fermiers sont unis ici par la communauté du danger.

\* La divergence entre les deux organisations provient du fait que le *Farm Bureau* espère renforcer, grâce au système des distributions d'engrais, l'autorité de son allié, l'*Extension Service*, alors que la *Grange* est hostile à un organisme qu'elle ne contrôle pas<sup>22</sup>.

\*\* La *Grange*, elle, soutient la *R.E.A.*, car ses membres sont surtout localisés dans la région du Nord-Est où les trusts privés font payer très cher le courant électrique aux fermiers<sup>24</sup>.

Les grandes fermes commerciales opèrent de plus en plus avec de la main-d'œuvre salariée. Elle ne craignent rien tant que le développement des syndicats de travailleurs agricoles<sup>28</sup>. Cette crainte est partagée par les prétendues « coopératives agricoles », dont on va parler dans un instant, vastes entreprises de récolte, de mise en conserve, d'expédition et de distribution de produits agricoles, opérations qui exigent une importante main-d'œuvre<sup>29</sup>. Le *Farm Bloc* est violemment anti-ouvrier et il abhorre le *C.I.O.* Il se vante d'avoir pris une part décisive à la campagne qui a eu pour aboutissement la promulgation de la loi Smith-Connally, pendant la guerre, et, plus récemment, de la loi Taft-Hartley<sup>30</sup> \*. Au cours d'un entretien que j'ai eu, en 1947, avec H.L. Wingate, le président du *Farm Bureau* pour l'Etat de Georgia, celui-ci ne me cacha pas que, si le *Labor* essayait d'organiser les journaliers agricoles, sa fédération engagerait, contre une telle tentative, une lutte à mort.

Le *Farm Bloc* n'est pas composé que d'organisations de fermiers proprement dites. Il comprend aussi, comme on vient d'y faire allusion, des firmes commerciales géantes, contrôlées par les gros fermiers, et qui n'ont de « coopératives » que le nom, telles que le *National Council of Farmers Cooperatives*, la *Cooperative Milk Producers Association* et autres organisations de gros producteurs spécialisées dans telle ou telle denrée, comme par exemple l'*American Cotton Growers' Exchange*<sup>31</sup>. Si, à l'origine, ces organisations ont eu à lutter contre les intermédiaires capitalistes, auxquels elles enlevaient une partie de leur chiffre d'affaires<sup>32</sup>, il semble qu'un compromis soit intervenu, depuis, entre *Big Business* et *Big Cooperatives*. Ces dernières, comme l'écrit Russel Smith, « ne sont nullement de véritables coopératives, mais simplement des firmes déguisées de distribution et de transformation<sup>33</sup> ». Elles ne sont qu'un service de vente des grosses fermes commerciales, elles sont administrées comme des entreprises capitalistes par des dirigeants tout-puissants, largement rétribués, échappant à tout contrôle et ayant partie liée avec des sociétés capitalistes, industrielles, commerciales ou bancaires.

C'est ainsi que le *California Fruit Growers' Exchange* et les

\* Cf. vol. I, p. 250 sqq.

*Sun-Maid Raisin Growers of California* sont contrôlées par des capitalistes de San-Francisco, dont les activités principales sont bancaires et ferroviaires, et non agricoles<sup>34</sup>. Les prétendues « coopératives » de fruits de Floride (j'ai pu m'en rendre compte moi-même au cours de mon voyage) sont, de même, étroitement liées avec de grosses firmes capitalistes de conserves, telles que *Pasco* à Dade City.

Dans l'Etat de New-York, la *Dairy men's League Cooperative Association*, la plus importante des coopératives laitières, est directement sous l'influence de la grande compagnie capitaliste *Borden*, avec laquelle elle faisait, en 1939, 45 % de son chiffre d'affaires. La *Federal Trade Commission* a reconnu, dans un rapport, que l'administration des coopératives laitières était, de toute évidence, sous l'influence des distributeurs<sup>35</sup>. En 1947, l'*Association* précitée a été prise en flagrant délit de pratiques monopolistiques<sup>36</sup>. Une coopérative, authentique celle-là, de petits producteurs laitiers, l'*United Dairy Farmers*, a reproché à ces prétendues coopératives « d'avoir une politique et des ressources contrôlées et manipulées par une bureaucratie de dirigeants en vue de perpétuer leur propre pouvoir et leurs traitements de telle sorte qu'elles ne sont en fait que des compagnies laitières<sup>37</sup> ».

Au cours de mon voyage dans le Sud des Etats-Unis, j'ai pu constater personnellement que certaines puissantes « coopératives », telles que *Southern States Cooperative*, dont le siège est à Richmond (Virginie) et *Farmers Cooperative Exchange*, dont le siège est à Raleigh (Caroline du Nord) ne sont que des firmes capitalistes à peine déguisées. Le président du *Farm Bureau* de Caroline du Sud, E. H. Agnew, ne s'est pas gêné pour me dire qu'elles n'ont de coopératives que le nom. Leur directeur général respectif reçoit un traitement annuel de 50.000 dollars. Derrière lui, on devine les grandes fermes commerciales et le *Big Business*. Dans une brochure publiée en 1943 par le Ministère de l'Agriculture, on peut lire que la *Southern States Cooperative* « a mis par trop l'accent sur le volume des affaires et pas assez sur le travail d'éducation en vue de développer une saine mentalité coopérative de la part des fermiers et de se présenter à leurs yeux comme une institution possédée et contrôlée par les fermiers et gérée dans leur intérêt<sup>38</sup> ».

En 1946, le ministre de l'Agriculture, Clinton Anderson, a

fait entendre au congrès du *National Council of Farmers Cooperatives* ce sévère avertissement : « Les coopératives elles aussi peuvent être victimes du fléau de la grandeur. Elles peuvent devenir si vastes et si complexes qu'... elles perdent contact avec les vies de leurs membres fermiers et de leurs clients<sup>30</sup>. » Comme l'écrit A. Whitney Griswold, un éminent spécialiste de l'agriculture américaine, rien ne distingue plus ces prétendues coopératives du *Big Business*<sup>40</sup> \*.

\*  
\*\*

Ayant pour objet la défense des intérêts des gros exploitants agricoles, le *Farm Bloc* se soucie fort peu du petit fermier, victime de la concentration croissante de l'agriculture. Sans doute, prétend-il, pour les besoins de sa propagande, n'être « pas insensible » à la complainte du pauvre. Mais cette sollicitude est démentie par chacun de ses actes. Comme l'écrit Dos Passos, « les *big boys* font tant de bruit que le Congrès n'entend jamais la voix des autres, les 75 % des fermiers<sup>41</sup> ». Nous aurons l'occasion, par la suite \*\*, de montrer comment le *Farm Bloc* s'est opposé systématiquement à toutes les tentatives de l'administration fédérale en vue de soulager la condition du petit fermier, l'hostilité qu'il a témoignée à des services comme la *Farm Security Administration* et à des organisations de défense du fermier pauvre comme la *National Farmers Union*. Le *Farm Bureau* a, par exemple, levé le masque le jour où il a engagé la lutte contre le *Reclamation Service*, un organisme dont l'objet est de bonifier, par l'irrigation, certaines terres jusqu'alors infertiles. Afin d'empêcher que les fonds publics investis dans ces entreprises d'irrigation ne servent à favoriser la grande propriété, le *Reclamation Service* limita la fourniture de l'eau à des exploitations ne dépassant pas 160 acres (près de 65 hectares). Le *Farm Bureau* fit campagne pour l'abrogation de cette limitation<sup>42</sup>. Comme l'écrit A. Whitney Griswold, le *Farm Bureau* « peut prétendre qu'il

---

\* Le *Big Business*, toutefois, et, à sa suite, le *Small Business*, protestent contre le fait que les « coopératives » agricoles sont exemptes des impôts qui frappent les entreprises capitalistes. Si l'exemption d'impôt est légitime lorsqu'il s'agit d'authentiques coopératives de petits fermiers, elle se justifie moins pour ces services de vente de la grande agriculture.

\*\* Voir plus loin, p. 88-90.

représente les indigents aussi bien que les prospères, mais il n'a pas gagné la sympathie des premiers, et ceci pour une raison évidente ». Et l'auteur expose que le *Farm Bureau* ne se considère pas comme un bureau de bienfaisance. Pour lui, l'agriculture est un *business*, non un *way of life* « et il combat pour que ce *business* reçoive la part la plus grande possible du revenu national. Comment cette part est ensuite partagée, dans quelles proportions et avec quelles conséquences pour la démocratie, n'est pas sa préoccupation primordiale<sup>43</sup> ». L'historien officiel du *Farm Bureau*, Orville M. Kile, admet lui-même que la « tendance » des pouvoirs publics « à la charité » a causé à son organisation « des soucis croissants<sup>44</sup> ».

Et, en effet, d'un point de vue strictement commercial, comment s'intéresser beaucoup à deux millions et demi de fermiers qui ne parviennent même pas, à eux tous, à produire 8 % de la production agricole totale<sup>45</sup>? Le *Farm Bloc* est d'accord avec le *Big Business* pour estimer que ces deux et demi à trois millions de fermiers marginaux et submarginaux sont de trop. Le président du *Farm Bureau*, Allan B. Kline, ne se gêne pas pour le dire : « Une des grandes difficultés de l'agriculture... est le fait qu'il y a plus de monde que nécessaire pour exploiter de bonnes et saines... fermes mécanisées... Presque la moitié de nos fermiers ne produisent presque rien pour le marché. » Et le président de souligner l'intérêt qu'il y aurait à avoir « relativement peu de gens produisant les produits alimentaires nécessaires<sup>46</sup> ».

L'hebdomadaire *Life*, contrôlé par *Wall Street*, lui fait écho lorsqu'il écrit que « du point de vue commercial, environ la moitié des fermiers américains ne sont pas fermiers du tout ». Seules les fermes commerciales peuvent produire à bon marché. Les autres sont superflues. S'il plaît à ces dernières de s'obstiner à survivre, libre à elles; mais c'est là, écrit cyniquement l'hebdomadaire, un problème de bienfaisance, non un problème d'agronomie<sup>47</sup>.

La commission d'agriculture de la Chambre de Commerce des Etats-Unis, aux travaux de laquelle participe, on l'a dit, le *Farm Bloc*, a condensé ce point de vue dans une brochure révélatrice. La sollicitude des pouvoirs publics, y est-il exposé, doit être tournée vers le « tiers » privilégié des fermiers qui produisent près de 80 % des denrées agricoles. Et l'on y sonne le glas du petit fermier : « Il n'y a aucun doute que ces petites

exploitations agricoles représentent une forme de production qui constitue un gaspillage de temps et d'énergie humaine... Dans une large mesure, le groupe d'unités agricoles à faible production représente une forme d'agriculture en voie de disparition <sup>48</sup>... »

Ici encore, les intérêts du *Big Business* et ceux du *Farm Bloc* coïncident. A quoi bon, en effet, gaspiller les deniers de l'Etat à maintenir en vie des formes d'exploitation surannées alors qu'en éliminant de l'agriculture ces millions de « parasites », on créerait une source de main-d'œuvre à bon marché à la fois pour le grand capital industriel et pour les grandes fermes commerciales <sup>49</sup>? « On souhaite, comme l'écrit René Dumont, l'exode rural et l'industrialisation <sup>50</sup>. »

## 6

**Les parias du sol.** Le tableau qui va maintenant être tracé surprendra plus d'un lecteur — et m'a surpris moi-même jusqu'au moment où il m'a fallu m'incliner devant l'évidence des faits. Nous nous faisons beaucoup d'illusions en Europe sur le niveau de vie moyen des Américains en général. En outre, l'exceptionnelle prospérité de l'agriculture américaine depuis le déclenchement de la deuxième guerre mondiale, l'amélioration sensationnelle des conditions d'existence d'une partie des fermiers ont pu faire croire que l'agriculteur américain était parmi les heureux de ce monde.

Pourtant, la réalité est bien différente. Un rapport officiel au Président Roosevelt, en 1937, faisait de la misère rurale une description effarante : « Environ une famille rurale sur quatre occupe dans la structure sociale et économique de la nation une position qui est précaire et ne devrait pas être tolérée. » « Quelque 500.000 familles vivent sur un sol trop pauvre pour les faire vivre... Ces familles sont caractérisées par une extrême pauvreté <sup>1</sup>... » Depuis, sans doute, un certain nombre de remèdes ont été apportés à cette situation. Cependant les statistiques les plus récentes révèlent que le sort du petit fermier est encore peu enviable. Au recensement de 1945, le revenu net moyen du fermier américain était inférieur de 45 % à celui de l'Américain non rural (385 dollars contre 1.294 <sup>2</sup>). La moitié des fermiers américains avaient un revenu inférieur au revenu

moyen de l'Américain non rural<sup>3</sup>. En 1948, la situation s'était un peu améliorée mais le revenu net moyen du fermier américain n'atteignait pas 60 % de celui de l'Américain non rural (909 dollars contre 1.569<sup>4</sup>). Le recensement de 1945 révèle qu'un peu plus de la moitié des fermiers américains (exactement 50,4 %) produisirent, en 1944, moins de 1.500 dollars de denrées agricoles<sup>5</sup>. Or les recherches entreprises par la *Farm Security Administration* ont établi qu'un propriétaire de ferme familiale moyenne a besoin d'un revenu annuel d'au moins 1.400 dollars pour pouvoir faire face à ses frais d'exploitation et à ses dépenses familiales courantes<sup>6</sup>.

Quant aux conditions d'existence de cette moitié la moins privilégiée des fermiers américains, soit près de trois millions de familles, elles sont encore des plus médiocres. En octobre 1947, le secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan, provoqua « quelque chose comme une commotion » lorsqu'il déclara aux membres de la commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants que la famille rurale moyenne vit dans une maison vétuste, nécessitant de sérieuses réparations ou même irréparable. La maison n'a ni eau courante, ni téléphone, ni chauffage central, ni baignoire. Les mouches participent à chaque repas. Il y a des souris dans la cuisine et des rats dans la grange. La superficie de la ferme, le bétail, l'équipement sont insuffisants pour procurer à la famille un plein emploi et pour lui assurer une vie décente. Bien que la famille produise sa propre nourriture, les enfants ne sont pas aussi bien nourris que ceux de la ville. « Les deux tiers de toutes les familles de fermiers, s'écria le ministre, sont mal logées, non pas qu'elles soient simplement dépourvues de confort, mais elles manquent du nécessaire le plus ordinaire qui caractérise le mode de vie au xx<sup>e</sup> siècle<sup>7</sup>. »

Des statistiques récentes montrent, en effet, que 67,3 % des fermes familiales sont privées d'eau courante et 41 % d'électricité. Un tiers des bâtiments de ferme sont détériorés au point de ne pouvoir être réparés<sup>8</sup>.

Les soins médicaux sont inadéquats. En 1942, il y avait 89 médecins ruraux par 100.000 habitants contre 159 dans les régions non rurales, 35 dentistes contre 64, 187 lits d'hôpital contre 372<sup>9</sup>.

En 1939, près de 29 % de tous les fermiers étaient obligés

de compléter le revenu insuffisant de leur ferme en travaillant au dehors, comme salariés <sup>10</sup>.

Dans le Sud-Est, la condition du petit fermier est particulièrement lamentable, et, comme on l'a déjà vu \*, son bas niveau de vie contribue à abaisser les moyennes nationales. En 1939, 60 % des fermes déclarant un revenu brut inférieur à 1.000 dollars étaient situées dans le Sud <sup>11</sup>. Le recensement de 1945 révèle que la superficie moyenne des cinq États du Sud-Est les plus défavorisés (Mississippi, Louisiane, Tennessee, Caroline du Nord et du Sud) était, en 1944, de 73,4 acres (un peu moins de 30 hectares), alors que la moyenne nationale était de 194,8 acres (un peu moins de 79 hectares <sup>12</sup>). De même, c'est dans le Sud que se trouve la plus grande partie des fermiers obligés de travailler au dehors <sup>13</sup>. J'ai visité, personnellement, des petits cultivateurs indépendants (non métayers) du Sud, vivant dans des conditions de pauvreté incroyables. Dans une localité de l'Alabama, moins d'un fermier sur dix avait l'eau courante. Les fermes avaient une superficie de 40 à 80 acres (16 à 32 hectares). La maison, une simple baraque en bois. Comme force motrice, une mule. Un sol érodé et d'une pauvreté extrême. La femme et les filles du fermier travaillaient dans des manufactures de textiles, où leurs très maigres salaires étaient cependant supérieurs à ce que le chef de famille gagnait en grattant son pauvre sol <sup>14</sup>.

\*  
\*\*

Si la condition des petits fermiers propriétaires est pénible, celle des métayers de la catégorie la plus défavorisée, qu'on appelle aux États-Unis *sharecroppers*, est encore pire. Le sociologue suédois Gunnar Myrdal, dans son monumental ouvrage sur le problème nègre, n'a pas hésité à écrire que ce mode de relations entre planteurs et métayers est un des « scandales publics de l'Amérique », « un système qui n'a pas son équivalent dans les autres parties avancées du monde occidental <sup>15</sup> ». Cette institution n'existe d'ailleurs que dans le « vieux Sud », et elle ne s'applique qu'à un nombre limité d'exploitants agricoles, un peu moins de 500.000, soit 7,6 %

\* Voir plus haut, p. 37.



du total. D'après le recensement de 1945, 60 % de ces métayers étaient noirs, et 40 % blancs\*.

Le *sharecropping system* est un mode de relations semi-féodal. Il est né, au lendemain de la guerre de Sécession, après l'abolition de l'esclavage. C'est une forme d'esclavage revue et corrigée et, comme dit Myrdal, « une institution paternaliste surannée » qui survit « en plein milieu de la société américaine capitaliste d'aujourd'hui<sup>20</sup> ». La victoire Nordiste avait affranchi les esclaves, mais elle ne leur avait pas donné la terre\*\*. Les planteurs, restés en possession du sol, mais ruinés et incapables de payer des salaires, trouvèrent en face d'eux des centaines de milliers d'esclaves récemment libérés et ne possédant que la force de leurs bras, donc incapables de payer un fermage. L'ancien esclave fut transformé en *sharecropper*, c'est-à-dire en métayer admis au partage de la récolte en rémunération de son travail. Mais le nouveau système ne différa pas beaucoup de l'ancien<sup>21</sup>. La main-d'œuvre ainsi utilisée dans les plantations de coton continua à être atrocement exploi-

\* Il ne faut pas confondre le *sharecropper* avec les autres catégories de fermiers à bail ou de métayers existant aux États-Unis. En 1944, 31,7 % des exploitants agricoles américains louaient, sous une forme ou une autre, la terre qu'ils travaillaient (au plus fort de la « grande dépression », ce pourcentage avait dépassé 42 %). On donne aux États-Unis à l'ensemble de ces non-propriétaires le nom de *tenants*. 21,6 % de ces *tenants* payaient un fermage en espèces : ce sont, le plus souvent, de très petits producteurs. 44,5 % étaient des sortes de « métayers », payant tout ou partie de leur fermage en nature, mais assumant une certaine part des dépenses d'exploitation : les entreprises de cette catégorie sont, en général, beaucoup plus importantes. 24,3 % enfin étaient des *sharecroppers*, métayers trop pauvres pour contribuer à l'exploitation autrement que par la force de leurs bras et de ceux de leur famille, et entièrement dépendants du propriétaire<sup>19</sup>. Les économistes du Département de l'Agriculture ont obscurci la question en rangeant ces modes très divers de relations entre propriétaire et locataire sous le vocable uniforme de *tenancy*. En effet, nombre de *tenants*, notamment dans le *Middle West*, sont dans une situation plus enviable que maint petit propriétaire et ce sont des motifs d'ordre purement commercial qui leur font préférer la location d'une ferme à son acquisition<sup>22</sup>. On a vu, par ailleurs (p. 44), que nombre de fermes absorbées par les sociétés capitalistes ont été, ensuite, louées plutôt qu'achetées par de gros exploitants. Enfin, il arrive que de petits fermiers louent leur terre à de grandes sociétés, qui exploitent ainsi des fermes multiples sans en être propriétaires<sup>23</sup>. En additionnant ensemble ceux des *tenants* qui sont des fermiers commerciaux prospères, ceux d'entre eux qui sont moins favorisés, et, enfin, tout au bas de l'échelle, les misérables *sharecroppers* du Sud, on embrouille plutôt qu'on ne clarifie le problème de l'inégalité des conditions dans l'agriculture américaine. Toutefois, les auteurs du *Census* (recensement) reconnaissent eux-mêmes que les *tenants* des États du Nord et de l'Ouest n'ont que très peu de traits communs avec le traditionnel *cropper* du Sud ; et, s'ils additionnent le nombre de ces derniers avec celui des autres catégories de *tenants*, ils les classent tout de même dans une sous-catégorie à part<sup>24</sup>.

\*\* Voir plus loin, p. 149-150.

tée, et, par divers artifices, de nouvelles chaînes furent forgées qui la lièrent à ses maîtres. Peu à peu, l'institution, qui avait été conçue pour les seuls noirs, fut étendue aux « pauvres blancs », c'est-à-dire à d'anciens petits propriétaires ruinés et dépossédés du sol<sup>22</sup> \*.

Comme le *sharecropper* ne possède rien d'autre que ses bras, le propriétaire est obligé de le faire vivre, lui et sa famille, jusqu'à l'époque de la récolte du coton. Il lui consent donc des avances en nature, sous forme de nourriture et de vêtements qu'il lui facture à des prix exorbitants. Puis, quand vient le partage de la récolte, il vole son métayer, qui n'a aucun moyen de contrôle, en ne lui réglant qu'une partie de ce qui revient à ce dernier. Le *sharecropper*, escroqué ainsi à l'achat et à la vente, ne parvient pas à se libérer de sa dette; et il reste lié indéfiniment à la plantation. Le planteur, comme l'écrit René Dumont, fait en sorte « qu'il y ait toujours dette », donc « obligation de rester ». Dans certains cas, au surplus, il n'hésite pas à employer la force pour enlever au métayer l'envie de s'enfuir \*\*.

Ce dernier, en outre, ne jouit d'aucune initiative. Il est entièrement sous la coupe du propriétaire qui lui dicte toutes les phases de son travail et n'hésite pas à le terroriser s'il se montre tant soit peu récalcitrant. L'exploitation à laquelle il est soumis s'étend à sa femme et à ses enfants, obligés de participer à son dur labeur sans aucune rémunération.

La plupart des États du Sud considèrent légalement le *sharecropper* comme un journalier agricole. Il n'a aucun droit sur la terre ni sur ses instruments de travail, ni sur la récolte, ni sur son maigre bétail. Le propriétaire peut tout saisir pour se rembourser des dettes qu'il lui a fait contracter. Et il a le droit, au bout d'un an, de mettre son *sharecropper* à la porte. En somme, ce dernier subit tous les inconvénients du salariat sans bénéficier d'aucun de ses avantages<sup>23</sup>.

Il vit dans des conditions de « misère extrême », de « semi-inanition », toutes les publications aussi bien officielles que privées en conviennent. Les photographies qui illustrent le rapport de 1937 au Président Roosevelt sont plus éloquentes encore que le texte. La vue de ces sordides cabanes de bois,

\* Voir plus loin, p. 256 *sqq.*

\*\* Ces dernières années, cependant, le métayer a pris conscience de ses droits et il n'hésite plus à décamper quand sa patience est à bout.

aux planches disjointes, fait frémir<sup>24</sup>. En 1948, elles étaient toujours là. Je les ai, de mes yeux, vues.

Le *sharecropping system*, est-il besoin d'ajouter, n'est pas seulement odieux, il est archaïque et antiéconomique. Tous les auteurs qui ont étudié la question s'accordent pour déclarer que le *sharecropper*, travaillant dans de telles conditions de dépendance et d'instabilité, est absolument « inefficent<sup>25</sup> ».

Le système est, d'ailleurs, en voie de disparition. Pour diverses raisons : d'abord, et avant tout, la mécanisation, qui, au fur et à mesure qu'elle se généralise, rend superflue une grande partie de la main-d'œuvre; ensuite, la politique agricole du *New Deal* qui, en réduisant les surfaces emblavées et en obligeant les propriétaires à partager les subventions gouvernementales avec leurs métayers, les a incités à réduire le nombre de ces derniers ou à les transformer en journaliers agricoles<sup>26\*</sup>; enfin, depuis la guerre, la force d'attraction exercée par les villes et par l'industrialisation : las de vivre dans des conditions misérables et dans un quasi-servage, les *sharecroppers* quittent d'eux-mêmes les plantations, avant même que celles-ci ne soient mécanisées, car ils estiment plus avantageux de vendre leurs bras sur le marché du travail. Lorsqu'ils reviennent travailler, temporairement, sur les champs de coton, c'est en qualité de salariés. Cet exode volontaire des métayers a pour résultat de précipiter le rythme de la mécanisation. Au cours de mon voyage dans le Sud, j'ai visité des plantations n'employant plus que des salariés et d'autres, comme la *Delta and Pine Land Co.*, déjà citée<sup>\*\*</sup>, qui essaient de combiner l'ancien et le nouveau système<sup>27</sup> : une partie de la plantation, chaque année plus réduite, est encore cultivée par des *sharecroppers* et l'autre, chaque année plus importante, par des journaliers (ou, plus exactement, les *sharecroppers* conservés travaillent tantôt ici comme métayers et tantôt là comme journaliers, ce qui permet de les exploiter deux fois). Certains planteurs, en effet, ne remplacent qu'avec hésitation un système qui leur assurait des métayers « dociles » par un système qui, à la longue, risque de leur procurer des salariés « indociles ». Mais ils ne pourront retarder bien longtemps une évolution irrésistible. Déjà, dans le Texas, la méca-

---

\* Voir plus loin, p. 75-76.

\*\* Voir plus haut, p. 42.

nisation de la culture du coton (opérations autres que la *cueillette*), commencée dès 1926, a complètement fait disparaître l'institution semi-féodale<sup>23</sup>. Le « vieux Sud » la voit mourir à son tour. Comme l'écrit René Dumont, « le capitalisme succède au féodalisme : c'est le *wage crop*, l'exploitation par salarié qui prend sa place<sup>29</sup> ». Déjà, au recensement de 1945, les *sharecroppers* n'étaient plus que 446.556 contre 776.278 en 1930<sup>30</sup>.

## 7

**Prolétariat rural.**

L'évolution qui vient d'être décrite tend à réduire de plus en plus à la condition de prolétaires à la fois les petits propriétaires, victimes de la concentration et de la mécanisation, et les petits métayers, que la dislocation de l'institution semi-féodale du « vieux Sud » transforme en salariés. Déjà, à travers les années 1930, les Etats-Unis ont offert le spectacle tragique d'un immense exode de petits fermiers, dépossédés de leur terre et jetés sur les longues routes poussiéreuses de l'Ouest, à la recherche de nouveaux moyens d'existence. John Steinbeck, dans ses *Raisins de la Colère*, a attiré l'attention sur le calvaire des paysans d'Oklahoma, des « Okies », obligés d'émigrer en Californie. Cette tragédie a été la conséquence directe de la révolution industrielle dans l'agriculture<sup>1</sup>. Divers facteurs se sont combinés et cumulés : l'endettement des fermiers pendant la grande dépression, qui a livré leur terre aux banques, la concentration de l'agriculture et la mécanisation, le tout aggravé par un phénomène naturel : l'érosion du sol due à la sécheresse et au vent (le fameux *Dust Bowl*). L'Oklahoma ne fut pas le seul Etat d'où les sans-terre durent prendre la route. D'Arkansas, entre autres, partirent des dizaines de milliers de déracinés ruraux : les « Arkies » rejoignirent les « Okies » sur la terre californienne. Cette vaste migration a déversé, de 1935 à 1939, 350.000 paysans prolétarisés sur la côte du Pacifique\*. La plupart avaient entrepris le dur voyage avec l'espoir d'y retrouver une ferme. Mais il n'y avait plus pour eux de place vacante dans la « terre promise », entièrement accaparée par les grandes exploitations industrialisées, et ils ont

\* Rien que de l'Etat d'Oklahoma, il en vint 150.000.

dû se contenter d'un travail saisonnier et misérablement rétribué<sup>2</sup>. Parqués dans des camps infects, sous la surveillance de la police privée des planteurs, entourés de barbelés et de miradors, obligés d'acheter leur maigre pitance dans les magasins du patron, éternellement endettés et travaillant pratiquement pour rien, de larges retenues étant opérées sur leurs salaires pour amortir leurs dettes, ces malheureux étaient tombés dans une situation analogue à celle des victimes de l'*enclosure movement* d'il y a cent cinquante ans en Grande-Bretagne, dont Karl Marx a tracé le saisissant tableau<sup>3</sup>.

Beaucoup de ces paysans prolétarisés furent d'ailleurs, évincés définitivement de l'agriculture et attirés par l'industrie. Ainsi, une bonne partie des immigrants de la Côte du Pacifique ont été absorbés par la foudroyante industrialisation de cette région provoquée par la seconde guerre mondiale<sup>4</sup>. C'est ce qui explique que les statistiques révèlent une diminution continue de la main-d'œuvre agricole (2.118.000 en 1945 contre 2.850.000 en 1930<sup>5</sup>). Les agriculteurs sont de plus en plus prolétarisés mais l'agriculture, du fait de la mécanisation, a besoin de moins en moins de bras.

Les progrès récents de la mécanisation et de la concentration risquent de renouveler, à brève échéance, l'exode des années 1930 (à moins, bien entendu, que le boom « providentiel » du réarmement ne continue à absorber la main-d'œuvre disponible). A son récent congrès, la *National Farm Labor Union* a fait cette prédiction sinistre : « Les journaliers agricoles, les *tenants*, les *sharecroppers*, de même que les petits propriétaires, ont devant eux un avenir où des centaines de milliers d'entre eux pourraient bientôt se trouver sans foyer, et parcourir de long en large les Etats-Unis à la recherche d'un emploi. Ce déracinement de familles rurales pourrait répéter sur une plus vaste échelle les années 1930, où des milliers de fermiers... d'Oklahoma, d'Arkansas et des Etats du *Midwest* durent émigrer vers la Côte Ouest<sup>6</sup>. »

\*  
\*\*

Il convient de dire ici quelques mots sur la condition des ouvriers agricoles aux Etats-Unis. Elle est lamentable. Véritables « parias sociaux », suivant l'expression de Carey McWilliams<sup>7</sup>, ils sont exclus des avantages de la plupart des lois

sociales. Ils ne bénéficient, dans la majorité des Etats, ni des allocations de chômage, ni de la retraite des vieux travailleurs, ni des assurances contre les accidents du travail. Le *Wage and Hour Act*, qui limite la durée du travail et fixe un salaire minimum, ne les couvre que très partiellement \*. La relative protection qu'assure aux salariés industriels la législation du travail leur est également refusée <sup>8</sup>. Le Congrès, sous la pression du *Farm Bloc*, s'applique à bloquer toute proposition de loi tendant à améliorer leur condition. Le prétexte invoqué est que le « fermier » ne serait pas en mesure de supporter de plus lourdes charges sociales. Mais le fermier *pauvre* emploie relativement peu de salariés. C'est donc en réalité la grande agriculture qui entend conserver le privilège d'employer de la main-d'œuvre au rabais. En 1943, année de « prospérité de guerre », le salaire horaire moyen du travailleur agricole n'atteignit que 34 % du salaire de l'ouvrier industriel. En 1950, le pourcentage est resté sensiblement le même <sup>9</sup>.

Le sort des travailleurs saisonniers ou migrants est particulièrement scandaleux. Si l'on en croit les estimations les plus récentes du Ministère de l'Agriculture, il y aurait un million et demi de ces nomades aux Etats-Unis <sup>10</sup>. Mais ce chiffre est probablement inférieur à la réalité <sup>11</sup> \*\*. Ils n'ont pas de résidence fixe. « Leur foyer, écrit un correspondant à *New York Times*, est là où la récolte est mûre. » Le correspondant en question a rencontré, dans les camps de migrants de Californie, des enfants de huit à dix ans qui ne pouvaient se rappeler avoir jamais connu un autre foyer <sup>13</sup>. J'ai vu, au cours de mon voyage sur la côte du Pacifique, des étranges campements qu'on aurait cru de romanichels : feux de camps autour de tentes sordides. Ce n'étaient pas des tziganes, mais la main-d'œuvre par qui la grande agriculture californienne s'emplit les poches. Ces malheureux, du fait de leur vie itiné-

\* La loi, récemment amendée, couvre maintenant les travailleurs agricoles sédentaires travaillant un nombre minimum de jours par an et gagnant un salaire annuel minimum. Mais elle ne couvre toujours pas la masse des travailleurs agricoles saisonniers et migrants.

\*\* L'augmentation de la main-d'œuvre saisonnière est due, entre autres, au développement inégal de la mécanisation : les machines et techniques concernant la préparation du sol, l'ensemencement et la culture proprement dite se sont développées beaucoup plus rapidement que celles ayant trait à la récolte. La main-d'œuvre est donc de moins en moins nécessaire pendant une grande partie de l'année, mais le besoin s'en fait brusquement sentir au moment de la récolte <sup>12</sup>.

rante, n'ont droit à aucun secours dans les localités où ils passent et, comme ils n'y sont pas électeurs, leur triste sort n'intéresse aucunement les autorités locales élues<sup>14</sup>.

Les Etats, les comtés, les villes multiplient contre eux les brimades. Dans ce pays de la prétendue « libre entreprise », on les empêche de se mouvoir librement. Tantôt, quand la région manque de bras, on leur défend de franchir les limites du comté ou de l'Etat et on les retient de force sur place. Tantôt, au contraire, quand ils sont trop nombreux pour les besoins de main-d'œuvre du moment, on les considère comme des indésirables; on les met en quarantaine ou on les expulse<sup>15</sup>. Ils sont également les victimes de recruteurs qui entassent et verrouillent leur cargaison humaine dans des camions qu'ils font rouler jour et nuit sans s'arrêter et sans les nourrir. Certains recruteurs transportent les travailleurs là où ceux-ci ne veulent pas se rendre et les abandonnent une fois arrivés à destination<sup>16</sup>. « Tant que nous n'aurons pas... de lois dotées de moyens d'exécution qui garantissent les droits civils des ouvriers migrants, écrit Dos Passos, nous n'aurons pas de vraie démocratie dans ce pays<sup>17</sup>. »

Les pouvoirs publics, surtout depuis la suppression de la *Farm Security Administration*\*, se montrent incapables de régulariser l'offre de main-d'œuvre migratrice et, périodiquement, celle-ci afflue dans certaines régions en quantités très supérieures à la demande<sup>18</sup>. Les malheureux crèvent de faim sur place. Dans un livre récent consacré à la main-d'œuvre agricole saisonnière, Harry Schwartz observe qu'« il a été fait relativement très peu de chose pour améliorer la condition des travailleurs agricoles ou pour organiser le marché du travail agricole ». Devant l'émotion provoquée par le roman de Steinbeck, des enquêtes furent entreprises par des commissions du Congrès (commissions la Follette et Tolan); mais elles n'eurent aucune suite<sup>19</sup>. Encore tout récemment, en mars 1950, près de 50.000 ouvriers agricoles migrants, échouèrent dans la *San Joaquin Valley*, une des plus riches et des plus prospères régions de la Californie, sans y obtenir le moindre travail. Ils n'y bénéficièrent d'aucun secours et se trouvèrent dans le plus total dénuement. *New York Times* a fait de leur sort une description dantesque<sup>20</sup>.

\* Voir plus loin, p. 83, 89-90.

Mais ceci n'est rien encore. Nous avons à franchir un dernier cercle de l'enfer. Ici nous trouvons — mais oui — le *travail forcé*. Chaque année, le gouvernement américain importe officiellement quelque 100.000 travailleurs agricoles étrangers, Mexicains ou sujets britanniques des Antilles. Mais les gros fermiers font entrer illégalement aux États-Unis quelque 400.000 travailleurs mexicains afin de s'assurer une main-d'œuvre moins coûteuse que la main-d'œuvre nationale<sup>21</sup>. Les illégaux, n'étant protégés par aucune loi, sont odieusement exploités par leurs maîtres, comme l'a montré un film récent<sup>22</sup>. Mais le sort des légaux n'est pas beaucoup plus enviable. Ils sont liés par contrat à un maître, avec interdiction de quitter leur emploi pour essayer d'améliorer leurs conditions de travail, sous peine de déportation. « Certains fermiers, écrit *New York Times*, paient aux travailleurs étrangers des salaires inférieurs à ceux en usage et violent les autres conditions minima, faisant peser la menace de la déportation sur ceux qui seraient tentés de se plaindre... Les travailleurs britanniques, en tant qu'étrangers, sont passibles de déportation selon le bon plaisir de l'employeur, ce qui les rend extrêmement dociles et fait que, pendant la durée de leur contrat, ils ne sont vraiment pas autre chose que des serfs<sup>23</sup>. »

Récemment, en 1950, le président d'une commission désignée par le Président Truman pour enquêter sur la main-d'œuvre migratrice, s'est plaint de ce que les employeurs ruraux préfèrent les travailleurs étrangers aux nationaux parce que les premiers (grâce à la menace de la déportation) sont plus soumis<sup>24</sup>.

\*  
\*\*

Jadis, les *I. W. W.* avaient approché avec un certain succès les travailleurs agricoles \*. De nos jours, deux organisations, la *National Farm Labor Union* (affiliée à l'*A. F. L.*), et les *Food, Tobacco, Agricultural and Allied Workers* (récemment exclus du *C. I. O.*), ont entrepris courageusement de les syndiquer. Elles n'y ont encore que très faiblement réussi<sup>25</sup>. Bien qu'elles se soient heurtées à l'hostilité furieuse de la grande

\* Vol. I; p. 134.



agriculture, elles ont réussi néanmoins à ouvrir une brèche, notamment parmi les sédentaires. De violents conflits du travail, des grèves multiples, en Californie, en Arizona et ailleurs, ont traduit, depuis 1933, l'éveil de la conscience de classe du prolétariat agricole<sup>26</sup>. Mais la tâche des syndicats est ardue. La main-d'œuvre migratrice, de par sa nature même, est réfractaire à l'organisation<sup>27</sup>. Quant aux étrangers, la *National Farm Labor Union* déclare : « Tenter de les organiser en un syndicat américain qui les protégerait serait provoquer leur déportation immédiate des Etats-Unis<sup>28</sup>. » Néanmoins, le dernier mot n'est pas dit. Comme l'entrevoyait, dès 1937, un des animateurs du *New Deal* rural, R. G. Tugwell, « les travailleurs agricoles..., s'ils étaient organisés, constitueraient certainement une force politique formidable<sup>29</sup> ».



## CHAPITRE II

### LA DÉFENSE DES DÉSHÉRITÉS RURAUX

1. *Soutien des prix agricoles.* — 2. *Aide aux parias du sol.* —  
3. *Fermes familiales ou « usines rurales »?* — 4. *Vers un bloc  
ouvrier-paysan?*

#### 1

#### **Soutien des prix agricoles.**

Du chapitre précédent, il ressort que dans un système capitaliste aussi hautement développé que celui qui existe aux Etats-Unis, l'agriculture souffre d'un certain nombre de désordres. D'une part, l'ensemble des exploitants agricoles se trouve dans une position défavorisée au sein d'une économie dominée par les monopoles. D'autre part, le capitalisme, en s'introduisant au sein de l'agriculture elle-même, provoque une différenciation entre une minorité de producteurs privilégiés et la masse des petits producteurs. Ces désordres sont si graves, et ils ont pris par moment un caractère si aigu, que les pouvoirs publics, jetant aux orties le froc du « libéralisme économique », ont dû intervenir et essayer de modifier le cours de phénomènes qui ont pour origine le fonctionnement même du système capitaliste.

Cette intervention s'est exercée, en gros, sur deux plans. D'une part, on a pris des mesures visant à soutenir artificiellement le cours des produits agricoles afin de rétablir et d'assurer un certain « taux de parité » entre prix agricoles et

prix industriels; d'autre part, on a tenté d'enrayer la prolétarisation du petit agriculteur et de soulager, par divers expédients, la misère des parias du sol. Mais ces correctifs, comme on va le voir, s'ils ont atténué certains des désordres les plus aigus, ont souvent manqué leur but; ils se sont révélés insuffisants, ou même ils ont aggravé le mal qu'ils se proposaient de guérir. Ils n'ont pas résolu fondamentalement le problème que pose la coexistence du système capitaliste et d'une économie rurale.

\*  
\*\*

L'agriculture, avant que le gouvernement fédéral ne se résignât à intervenir, constituait le seul élément non organisé au sein d'une économie puissamment tenue en mains par les monopoles industriels, commerciaux et bancaires. Les fermiers, on l'a vu \*, doivent vendre et acheter aux prix dictés par ces derniers. Ils sont les seuls entrepreneurs contraints de vendre à des prix de gros et d'acheter à des prix de détail<sup>1</sup>. Tandis que les trusts s'entendent pour stabiliser les prix et, quand besoin est, restreindre la production, les producteurs agricoles sont trop nombreux et trop dispersés pour conclure entre eux de tels accords. Le résultat de cette inégalité s'est tout particulièrement fait sentir lors de la « grande dépression ». De 1929 à 1932, les prix des produits agricoles dégringolèrent de l'indice 149 à l'indice 68, soit une baisse d'un peu plus de 54 %, tandis que l'indice des prix industriels passa de 138 à 101, soit une baisse de près de 27 %. Le « taux de parité » entre prix agricoles et industriels, qui exprime le pouvoir d'achat des produits agricoles d'août 1909 à juillet 1914, période considérée comme l'« âge d'or » de l'agriculture américaine, était tombé, en 1932, à 55. Tandis que, de 1929 à 1932, le blé baissait de 56 % et le maïs de 66 %, les machines agricoles ne baissaient que de 15 %, la potasse de 9 %<sup>2</sup>. Le revenu brut de l'agriculture diminua de 13.824 millions en 1929 à 6.406 millions en 1932. Le revenu net (c'est-à-dire une fois déduites toutes les dépenses d'exploitation agricole), tomba de 6.044 millions en 1929 à 1.832 millions en 1932. Le revenu moyen individuel des agriculteurs baissa de

\* Voir plus haut, p. 27 *sqq.*

223 dollars en 1929 à 74 dollars en 1932, tandis que celui des non-ruraux ne baissa que de 871 à 442 dollars<sup>3</sup>. La part perçue par le fermier sur un dollar de denrées alimentaires payé par le consommateur (47 cents en 1913) tomba de 42 cents en 1929 à 32 cents en 1932<sup>4</sup>.

Si les agriculteurs, dans l'ensemble, étaient ainsi défavorisés par rapport aux autres secteurs de l'économie, les petits producteurs agricoles étaient dans une position encore bien plus défavorable que les gros. Ceux-ci, en effet, produisent à des prix de revient bien moindres et, de plus, leurs organisations d'achat et de vente leur permettent de vendre plus cher et d'acheter meilleur marché que le petit fermier isolé<sup>5</sup>. Les petits producteurs avaient donc beaucoup plus besoin encore que les gros du soutien des prix. Cependant, comme une minorité de fermiers privilégiés produit, comme on le sait<sup>6</sup>, 80 % du total des denrées agricoles, les divers systèmes de soutien des prix, pratiqués jusqu'à ce jour, ont profité bien davantage aux gros exploitants qu'aux petits. Tant et si bien qu'en prétendant soulager la misère des petits, on a enrichi démesurément les gros et accéléré ainsi la concentration dans l'agriculture américaine. On arrive aujourd'hui à ce résultat paradoxal que les gros fermiers sont les premiers à suggérer un « assouplissement » du soutien des prix, dont ils sont pourtant les principaux bénéficiaires. En effet, la mécanisation leur permet de réduire toujours davantage leurs prix de revient et des prix de vente trop élevés aident à maintenir en vie des petits concurrents qu'ils seraient trop heureux de voir éliminés. Une fois ce résultat obtenu, ils s'accommoderaient sans doute fort bien de plus hauts prix. Leur tactique ressemble à celle du trest de l'acier, qui, on l'a vu<sup>\*\*</sup>, n'abaisse ses prix que pour un temps et lorsqu'il s'agit d'évincer des rivaux. En outre, ils ont partie liée, en la circonstance au moins, avec le capitalisme industriel, qui juge « excessif » le montant des subventions versées par le contribuable à l'agriculture. Ce sont donc les petits surtout qui réclament aujourd'hui le niveau le plus élevé possible des produits agricoles. Mais ils se trouvent pris dans une contradiction que personne n'a encore été capable de résoudre : plus ils font appel à la manne gouver-

\* Voir plus haut, p. 37.

\*\* Vol. I, p. 42.

nementale, plus ils aident la grande agriculture à s'emplier les poches.

\*  
\*\*

Quand la « grande dépression » provoqua l'effondrement des cours des produits agricoles, le premier souci des pouvoirs publics fut de limiter la production. De 1929 à 1932, la production industrielle avait été réduite de près de 50 % tandis que la production agricole ne baissait que de 1 à 2 %<sup>6</sup>. Les fermiers étant incapables de s'entendre entre eux, comme le faisaient les industriels, pour s'imposer des contingentements, c'était au gouvernement de les discipliner. L'administration républicaine de Hoover avait fait, dès 1929, un premier pas dans cette voie. Mais, empêtrée dans son « libéralisme économique », elle n'avait pas voulu soumettre les agriculteurs à des contraintes étatiques et elle leur avait laissé le soin de continger leur production par une « coopérative volontaire ». Cette expérience avait été, bien entendu, un fiasco complet<sup>7</sup>.

Quand Roosevelt prit le pouvoir au début de 1933, les excédents de produits agricoles étaient tels et l'effondrement des prix si catastrophique que tout le monde fut d'accord pour réclamer l'intervention de l'Etat. Le *Farm Bloc* qui, en des temps meilleurs, maugrée contre l'« étalisme », et le *Big Business* lui-même, qui aime à se réclamer de la prétendue « libre entreprise », assiégèrent la Maison Blanche et l'adjurèrent de sauver l'agriculture. Le 4 mars 1933, un homme nouveau, Henry A. Wallace, fit son entrée au Département de l'Agriculture et, le 12 mai, fut promulgué l'*Agricultural Adjustment Act*\*. Ses promoteurs affirmèrent qu'une « ère nouvelle » s'ouvrait pour l'agriculture américaine<sup>8</sup>. Le gouvernement institua un contrôle et une réduction des surfaces emblavées et versait aux fermiers des subventions en proportion du pourcentage de leurs surfaces qu'ils renonçaient « volontairement » à cultiver. En outre, le dollar était dévalué, ce qui réduisait d'autant les dettes des fermiers; et un système de crédit à bon marché était offert à l'agriculture. Pour la première fois était lancée l'idée de « parité ». La loi se proposait de rétablir les prix agricoles à un niveau assurant

\* En abrégé : A.A.A.

au fermier un pouvoir d'achat égal à celui dont il avait joui au cours de la période dite de base : août 1909 - juillet 1914.

Mais le système manqua partiellement son but : il ne réduisit guère la production agricole. Les fermiers restreignirent leurs surfaces emblavées, empochèrent de substantielles subventions qui améliorèrent sensiblement leurs revenus, mais intensifièrent leur production sur des surfaces moindres. Si les prix des produits agricoles remontèrent, ce fut surtout en conséquence de la dévaluation du dollar et non comme suite à une réduction de la production. Le « taux de parité » (c'est-à-dire le rapport entre prix agricoles et prix industriels) s'améliora, mais il resta sensiblement inférieur à celui des années dites de base. La loi contenait, en effet, une lacune : elle ne créait aucun dispositif garantissant au fermier des « prix de parité ». Cette lacune fut comblée par le second A.A.A., du 16 février 1938, qui, tout en maintenant, avec quelques retouches, le contingentement de la production précédemment en vigueur, institua des « prix de parité ». Un organisme public, la *Commodity Credit Corporation* \*, fut créé aux fins de consentir des avances aux fermiers sur leurs excédents. Le bénéficiaire ne remboursait le prêt et ne reprenait possession de ses excédents que si le cours de la denrée atteignait la parité. Dans le cas contraire, les produits stockés restaient la propriété de la C.C.C. <sup>9</sup>. Mais le système ne fut tout d'abord appliqué qu'à six denrées de base et les prêts n'étaient consentis qu'à des pourcentages variant entre 52 et 75 % des prix de parité. Pendant la guerre, le système fut étendu à un très grand nombre d'autres denrées (plus d'une centaine) et le pourcentage des prix de parité auquel furent consentis les prêts fut porté uniformément, d'abord à 85 % puis à 90 % (92 1/2 % pour le coton). En fait, à ce moment, la situation était renversée. Il n'était plus nécessaire, comme pendant les années de dépression, de relever artificiellement les prix. L'augmentation énorme de la demande provoquée par la guerre tendait à faire monter les produits agricoles bien au-dessus des niveaux de parité. Et le gouvernement dut, au contraire, les bloquer à ces niveaux. En compensation, il versa aux fermiers des subventions pour les dédommager de la différence entre les cours bloqués et

\* En abrégé : C.C.C.

ceux qui auraient résulté du libre jeu de l'offre et de la demande. À la fin de la guerre, les sommes consacrées aux subventions étaient d'environ 1,6 milliard de dollars par an <sup>10</sup>.

Après la cessation des hostilités et l'abrogation du contrôle des prix, les prix des produits agricoles, stimulés par le boom de l'après-guerre, montèrent en flèche, sans qu'il fût aucunement besoin de les soutenir, et le taux de parité entre prix agricoles et industriels grimpa jusqu'à 121 en 1946 et 120 en 1947. Le revenu brut de l'agriculture (qui était tombé à 6.406 millions en 1932, et n'était encore que de 10.547 millions en 1939) dépassa 30 milliards de dollars en 1948. La part perçue par le fermier sur un dollar de denrées alimentaires payé par le consommateur (qui était tombée à 32 cents en 1932 et n'était encore que de 39 cents en 1939), se releva à 54 cents en 1946 <sup>11</sup>.

Mais, à partir de 1949, la situation fut renversée à nouveau. Les prix commencèrent à fléchir. Le taux de parité pour 1949 ne fut que de 102,8 <sup>12</sup>. Les cours de certaines denrées descendirent même au-dessous de la parité et le mécanisme de soutien des prix dut jouer à nouveau : la C.C.C. fut submergée par les excédents agricoles. En avril 1950, elle avait déjà dû avancer aux fermiers près de 3 milliards de dollars <sup>13</sup>.

L'énormité de ces dépenses inquiéta les pouvoirs publics, provoqua les critiques les plus vives du *Big Business* <sup>14</sup> et le *Farm Bloc* lui-même, comme on l'a vu, accepta, pour les raisons qu'on a dites, de mettre un frein au soutien des prix. Aussi le système instauré pendant la guerre a-t-il été quelque peu « assoupli », à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1950. Aux termes de la nouvelle loi Anderson, il s'applique désormais à un nombre de denrées beaucoup plus restreint et les prêts de la C.C.C. sont faits à des pourcentages des prix de parité décroissant d'année en année (90 % en 1950, 80 à 90 % en 1951, et ensuite de 75 à 90 % selon un système d'échelle mobile) <sup>15</sup>.

\*\*

Ainsi donc, depuis 1933, les pouvoirs publics ont consacré des milliards de dollars à subventionner l'agriculture. (De 1933 à 1943, 5 milliards et demi <sup>16</sup>, de 1949 à avril 1950, près de 4 milliards.) Mais cette gigantesque mise de fond a profité extrêmement peu aux fermiers pauvres : le plus clair de ces



subsidés est passé dans les poches du « tiers privilégié » ; et la prospérité fabuleuse de ces derniers a approfondi la scission entre la grande et la petite agriculture. On va voir comment.

Le système de réduction des surfaces emblavées et de subventions compensatrices, instauré par l'A.A.A. de 1933, a joué en faveur des gros exploitants. Il a été mis en application, sur le plan local, par les « agents de comtés » de l'*Extension Service*, à la dévotion des gros fermiers, et assistés d'un comité où les grands propriétaires font la loi<sup>17</sup>. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que ces derniers aient encaissé la majeure partie de la manne gouvernementale. C'est ainsi qu'en 1934 et 1935, la grande plantation cotonnière du Mississippi, *Delta and Pine Land Co.*, a touché plus de cent mille dollars de subsides. En 1937, onze sociétés capitalistes ont touché chacune une somme de même grandeur. À elle seule, la *Metropolitan Life Insurance Company* a reçu 257.095 dollars de subventions, en 1937, et trois autres compagnies d'assurances plus de 200.000 chacune. Le scandale a été si grand qu'en 1938, le législateur dut spécifier, dans le second A.A.A., que chaque exploitation individuelle ne pourrait être subventionnée que jusqu'à concurrence de 10.000 dollars. Cette disposition a limité quelque peu l'ampleur du scandale, mais elle n'a pas suffi à rétablir l'équité<sup>18</sup>.

La réduction des surfaces emblavées a lésé les petits fermiers et favorisé les gros. L'interdiction de cultiver une partie de leur lopin a amputé cruellement le revenu, déjà minime, des fermiers les plus déshérités sans que cette perte fût suffisamment compensée par leur mince quote-part des subventions. Au contraire, les gros, déjà largement subventionnés, ont pu, en intensifiant et mécanisant leurs méthodes de culture, compenser aisément le manque à gagner résultant de la réduction des surfaces. Le résultat de la politique de restriction des surfaces emblavées, admet *New York Times*, a été « d'éliminer graduellement le petit fermier... Des milliers de petits fermiers abandonnent la terre chaque année, laissant le gros fermier, avec ses procédés hautement mécanisés, prendre leur place<sup>19</sup> ».

Les propriétaires faisant exploiter leurs terres par des locataires ont purement et simplement empoché les subventions auxquelles les fermiers à bail ou métayers avaient droit. Le scandale prit de telles proportions que, par la suite, le

gouvernement dut verser directement les subventions aux *tenants*. Mais, comme le démontre, chiffres en mains, Gunnar Myrdal, les planteurs reçurent proportionnellement une part bien plus grande de cette assistance que leurs *tenants*. En outre, les propriétaires, comme on l'a déjà vu, furent incités à réduire le nombre de leurs *tenants*, sous prétexte de réduction des surfaces, afin de conserver pour eux-mêmes la plus grosse part des subventions gouvernementales. Le résultat fut que le système, soi-disant instauré en vue de soulager la condition du petit cultivateur, n'a réussi qu'à accélérer le rythme de la concentration, de la mécanisation et de la prolétarianisation dans l'agriculture<sup>21</sup>.

Le dispositif de soutien des prix des produits agricoles à des niveaux de « parité », qui se superposa, à partir du second A.A.A. de 1938, au système de réduction des surfaces emblavées, eut des effets analogues : il enrichit démesurément les gros producteurs de denrées de base et ne profita que faiblement aux petits fermiers. Les gros firent de fabuleux profits, d'abord parce qu'ils monopolisent, comme on le sait, 80 % de la production totale des denrées agricoles, ensuite parce que la mécanisation leur permet de produire à des prix de revient sensiblement inférieurs à ceux des fameuses années de base (1909-1914) sur lesquelles sont calculés les « prix de parité ». Les petits, qui ne produisent qu'une faible proportion des denrées agricoles et qui ne peuvent mécaniser leur exploitation, sont les dindons de la farce. S'appuyant sur le fait que la moitié de tous les fermiers américains produisent seulement 10 % du total des denrées agricoles \*, A. Whitney Griswold montre que chaque hausse de prix de un dollar procure 90 cents aux fermiers déjà à l'aise et seulement 10 cents à ceux dont la situation est précaire<sup>21</sup>. Les « prix de parité » pratiqués, si élevés soit-ils, ne suffisent pas à assurer un revenu suffisant aux fermiers marginaux et submarginaux. Même durant les années les plus prospères de l'agriculture américaine, leur revenu est resté au-dessous du minimum vital. Le moindre « assouplissement » du soutien des prix serait pour eux un arrêt de mort. Et, pour que leur sort fût réellement amélioré, il faudrait porter les prix à un niveau si vertigineux (300 % de la parité, écrit Lee Fryer<sup>22</sup>) que le

\* Voir plus haut, p. 37.

consommateur ne pourrait plus acheter et que l'économie nationale sombrerait dans l'inflation. Le président de la *National Farmers Union*, James G. Patton, a fait observer que, quel que soit le procédé de soutien des prix mis en œuvre, la majorité des fermiers sera toujours dans une position compétitive très inégale par rapport au « tiers privilégié » de l'agriculture. Les défenseurs du petit fermier sont d'accord pour penser que seule la garantie d'un revenu minimum annuel pourrait soulager sa condition<sup>23</sup>. Mais on n'en est pas là et, comme l'écrit Lee Fryer, « notre programme agricole national, en payant au gros fermier d'énormes subsides, a, en fait, aidé celui-ci à s'approprier la terre du fermier familial<sup>24</sup> ».

\*  
\*\*

Les défauts du système actuel de soutien des prix sont si évidents et si criants que l'administration Truman a dû se creuser les méninges afin d'essayer de trouver une méthode moins imparfaite et moins injuste. Mais la sollicitude démagogique à l'égard du fermier pauvre n'a pas été le seul ni le principal de ses soucis. Elle a été amenée aussi à repenser le problème par des considérations autres que celles qui viennent d'être exposées. Tant que les prix sont restés d'eux-mêmes au-dessus des niveaux de parité, les pouvoirs publics n'ont pas eu à intervenir. Mais, à partir de la fin de 1948, on l'a vu, la tendance a été à la baisse et la *C.C.C.* a ployé chaque jour davantage sous le fardeau des excédents qu'elle devait stocker et sur lesquels il lui fallait consentir aux producteurs de ruineuses avances. Lorsqu'il s'agit, notamment, de denrées périssables, leur conservation revient extrêmement cher<sup>25</sup>. Si l'économie de guerre actuelle (1951) n'absorbait pas « providentiellement » les excédents et ne faisait pas remonter les prix, la *C.C.C.* ne saurait que faire des stocks formidables qu'elle a entassés. Déjà, elle a été obligée de distribuer gratuitement, c'est-à-dire à perte, à des nécessiteux, ses réserves les plus périssables, et de détruire ou de vendre au rabais des myriades de pommes de terre, qui servent à nourrir le bétail, ou sont utilisées comme engrais<sup>26</sup>. Pendant ce temps, le consommateur est empêché, par le niveau, trop élevé pour lui, des prix de parité, de consommer comme il le voudrait. Cet état de choses indisposa fâcheusement le travailleur urbain contre l'agricul-

teur, alors que l'administration Truman avait besoin du soutien électoral de l'un et de l'autre.

Le secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan, eut donc l'idée ingénieuse de proposer, au moins en ce qui concerne les denrées périssables (qui représentent 75 % de la valeur totale des denrées agricoles<sup>27</sup>), un système de « double prix ». On laisserait les prix atteindre leur niveau naturel et on dédommagerait les agriculteurs en leur versant, sous forme de subventions, la différence entre le prix soutenu et le prix du marché. Mais rien ne prouve que le consommateur bénéficierait réellement du prix « naturel ». En l'absence de tout contrôle des prix et de mesures efficaces contre les monopoles il est à craindre que cette disposition du Plan Brannan (si ce dernier était adopté) n'ait surtout pour effet d'enrichir les intermédiaires<sup>28</sup>.

Par ailleurs, l'administration Truman a été impressionnée par l'impopularité dont jouissent dans les campagnes les divers plans tendant à « assouplir » le soutien des prix. Sans doute, le plus brutal de ces plans, celui du sénateur républicain Aiken, qui devint temporairement, en 1948, texte de loi et qui prévoyait une réduction sensible des pourcentages de parité (pouvant descendre jusqu'à 60 %), a-t-il été remplacé, en octobre 1949, avant même d'être entré en application, par une législation de « compromis » plus bénigne (loi Anderson). Mais, à part les très gros fermiers du *Farm Bloc*, aux reins suffisamment solides et dont un « assouplissement » du soutien des prix fait l'affaire, la majorité des moyens et petits fermiers y sont hostiles. La victoire du Parti Démocrate dans les campagnes, aux élections du 2 novembre 1948, a été due, pour une large part, à l'impopularité de la loi Aiken (qui, pourtant, avait eu la faveur du Président Truman<sup>29</sup>). Le plan démagogique du ministre de l'Agriculture, Charles F. Brannan, prévoit donc à la fois le maintien du soutien à de très hauts niveaux, pour un très grand nombre de denrées, et l'extension de ce soutien à certains produits, tels que le bétail, qui, jusqu'à présent, à l'exception du porc, n'en bénéficiaient pas. (En 1948, le bétail représentait la moitié de la valeur totale des produits agricoles.) Les produits de l'élevage bénéficieraient à la fois d'un soutien prioritaire et de niveaux de prix privilégiés par rapport à ceux des autres denrées<sup>30</sup>. On espère encourager ainsi la « diversification », c'est-à-dire inciter les fer-

miers à ne pas se contenter de produire des denrées de base, blé, maïs, coton, etc..., pour lesquelles il y a déjà surproduction, mais à consacrer une partie de leur activité à l'élevage, ci à fournir ainsi des quantités accrues de viande au consommateur<sup>31</sup>. Celui-ci est jugé capable de les absorber, surtout si on les lui offre, en vertu du « gouble prix », à meilleur marché.

Enfin, le secrétaire à l'Agriculture voudrait faire quelques concessions, bien insuffisantes et inoffensives, aux défenseurs du petit fermier, et notamment à la *National Farmers Union*. Celle-ci demande depuis longtemps l'institution d'un plafond empêchant qu'une trop grosse part de la manne gouvernementale n'aille aux grosses fermes commerciales. Elle demande également qu'à la notion de parité soit substituée celle du revenu minimum garanti. Charles F. Brannan s'est approprié ces deux revendications, mais pour n'en présenter qu'une pâle réplique. Son plan prévoit que le soutien des prix agricoles serait limité, pour chaque exploitation, à un montant d'environ 25.000 dollars de produits. Cette limitation n'affecterait que quelque cent mille grosses fermes commerciales, représentant à peine 2 % de toutes les fermes, ce qui est évidemment beaucoup trop peu. Le ministre déclara expressément que cette disposition avait pour but d'éviter que le soutien des prix agricoles n'encourageât la concentration de l'agriculture et le développement des larges exploitations industrialisées<sup>32</sup>. Mais, après avoir fait ce pas en avant, le ministre s'empressa de battre en retraite. Il concéda au *Farm Bloc* que la limitation ne jouerait pas lorsque des réductions de surfaces emblavées et des contingentements de la production seraient intervenus, qui autoriseraient une exploitation donnée à produire plus que le chiffre limite de 25.000 dollars. Il semble même que, par la suite, il ait offert de renoncer purement et simplement à la clause de limitation<sup>33</sup>. Mais même en admettant que celle-ci serait retenue le jour où le plan Brannan deviendrait loi, il est évident qu'elle est absolument insuffisante pour empêcher que le soutien des prix ne continue, comme par le passé, à enrichir la grande agriculture au détriment de la petite. En outre, on cherche en vain dans le plan une clause exemptant les petits fermiers des réductions de surfaces emblavées ou leur garantissant un minimum vital de superficie cultivable<sup>34</sup>. Brannan lui-même a admis que son programme « est loin de faire face aux besoins des exploitants

ne disposant pas d'assez de bonnes terres et de capital pour produire le volume nécessaire, avec l'« *efficience* » nécessaire, pour leur assurer un bon standard de vie<sup>35</sup> ».

A la revendication d'un revenu minimum garanti substitué à la « *parité* », Brannan répond par une entourloupette. Il accepte de laisser tomber la vieille formule de parité, basée sur le pouvoir d'achat des années 1909-1914, et il la remplace par une formule extrêmement compliquée, qu'il baptise *income parity* (parité de revenu) et qui prétend traduire en prix, pour chaque denrée, le revenu moyen de dix années récentes. Mais aucune garantie n'est donnée au fermier que les prix multipliés par le volume de la production lui assureront un revenu minimum<sup>36</sup>.

Si timide qu'il soit, le plan Brannan s'est heurté aussitôt à l'opposition furieuse de la grande agriculture<sup>37</sup>. Le *Farm Bloc* a poussé des cris d'écorché. Il a traité le plan de « *socialiste* ». Il a crié à la « *nationalisation* » de l'agriculture<sup>38</sup>. Mais ce ne sont pas tellement les contraintes étatiques proposées dans le plan qui suscitent cette colère. Le mécanisme du plan, certes, est assez lourd et compliqué, mais les systèmes précédents ne l'étaient guère moins<sup>39</sup>. La grande agriculture s'irrite de ce que les prix de trop de denrées soient soutenus à des cours trop élevés, alors que ses bas coûts de production lui permettraient de se contenter d'un soutien plus « *élastique* ». Avec le *Big Business*, son allié, elle estime que le plan Brannan coûterait encore plus cher au contribuable que le système actuellement en vigueur. Par ailleurs, elle n'aime pas le système du « *double prix* » et des subventions compensatrices; d'abord, parce que l'amorce d'un bloc politique entre le travailleur urbain et le fermier ne fait pas son affaire; ensuite, parce que les subventions lui inspirent moins confiance que le soutien des prix<sup>40</sup>. Celui-ci s'applique automatiquement à tous les producteurs tandis que les subventions sont plus aléatoires : un gouvernement orienté vers la gauche pourrait les réserver aux producteurs non privilégiés. Enfin, le plan Brannan a une pointe (bien légère certes) dirigée contre la grande agriculture, puisqu'il envisage, comme on l'a vu, de ne faire bénéficier du soutien des prix qu'une portion limitée de la production des très grosses exploitations.

La pression du *Farm Bloc* a été telle que le Congrès a renvoyé le plan Brannan aux calendes grecques. Par contre,

les organisations de défense du petit fermier et les syndicats ouvriers ont accordé leur soutien au plan. Ils en ont souligné, sans doute, les insuffisances, mais pas avec assez d'énergie ni d'esprit de suite. Les besoins de leur polémique avec le *Farm Bloc*, d'une part, leurs attaches avec l'administration Truman, d'autre part, les ont amenés à présenter le plan Brannan comme une « avance historique <sup>41</sup> », alors qu'il n'est, en fait, qu'un compromis bâtard, à des fins surtout électorales. Il semble que le plan jouisse, en dépit des attaques dont il est l'objet dans la presse au service des trusts, d'une certaine popularité parmi les petits et moyens fermiers <sup>42</sup>. Mais, si jamais il entre un jour en application, tout semble indiquer qu'il ne suffira pas à résoudre le dilemme de l'agriculture américaine. Malgré ses bonnes intentions, il pourrait bien, en définitive, n'aboutir qu'à consolider, tout comme les systèmes précédents de soutien des prix, la féodalité rurale.

## 2

### Aide aux parias du sol.

De bonne heure, les pouvoirs publics se sont rendu compte que le soutien des prix agricoles ne pouvait suffire à soulager la misère du tiers le moins privilégié des cultivateurs. Et ils ont dû prendre un certain nombre de mesures d'assistance — ou de *charité*, comme disent les porte-parole de la grande agriculture, hostiles à ces mesures. Le mot, sans doute, est déplaisant, sortant de la bouche de ces repus. Mais il contient une part de vérité. Les mesures prises ont été, pour la plupart, anti-économiques. Elles ont agi comme une injection sur un malade. Elles ont empêché le patient de mourir, elles lui ont procuré une légère euphorie, mais elles n'ont pas été aux sources de son mal.

Au plus fort de la dépression, la condition des petits propriétaires marginaux et submarginaux, des *sharecroppers* et du prolétariat agricole était si lamentable que le gouvernement fédéral ne put pas l'ignorer plus longtemps. En outre, comme on l'a vu \*, le système de réduction des emblavements institué

---

\* Voir plus haut, p. 75-76.

par l' A.A.A. contribua à aggraver leur sort au lieu de l'améliorer. Aussi, en novembre 1936, le Président Roosevelt confia-t-il à une commission spéciale le soin de lui présenter, dans les délais les plus brefs, un programme d'action à longue échéance pour remédier aux déficiences du *farm tenancy system*. Dès le 16 février 1937, le président était en mesure de transmettre au Congrès le rapport de cette commission. Les termes en étaient d'une franchise terrible — nous avons déjà eu l'occasion d'en citer quelques extraits\* — et le message du Président, qui l'accompagnait, ne l'était pas moins : « Le rêve américain de la ferme de dimensions familiales, possédée par la famille qui l'exploite, est devenu de plus en plus inaccessible... L'échelle agricole, sur laquelle un jeune homme énergique pouvait s'élever de la condition de salarié à celle de *tenant* puis à celle de propriétaire indépendant... est devenue un moulin de discipline... Une bonne moitié de la population agricole totale des Etats-Unis est privée de sécurité...<sup>1</sup> » Et la commission proposait tout un programme de « réhabilitation rurale » dont une partie devint texte de loi quand fut promulgué, le 27 juillet 1937, le *Bankhead-Jones Farm Tenant Act*. Le 1<sup>er</sup> septembre, le Président Roosevelt confiait l'application de ce programme à une institution nouvelle, la *Farm Security Administration* \*\*. Celle-ci d'ailleurs reprenait, pour l'étendre, l'œuvre de « réhabilitation » déjà entamée, à tour de rôle, depuis 1934, par deux autres institutions gouvernementales<sup>2</sup>. De jeunes philanthropes du *New Deal*, animés des plus louables intentions et patronnés par Mrs. Roosevelt<sup>3</sup>, constituèrent l'état-major de la *F.S.A.* \*\*\*.

L'idée maîtresse du programme était d'acquérir des terres, avec des fonds avancés par le gouvernement fédéral, et d'y installer des non-propriétaires pour les aider à accéder à la propriété. Après une période d'essai de cinq ans, un contrat de vente était passé entre la *F.S.A.* et le postulant. Celui-ci était tenu de rembourser les avances qui lui étaient consenties à un taux d'intérêt de 3 % (porté depuis à 3 1/2 %), dans un délai maximum de 40 ans. Les annuités n'avaient pas un carac-

\* Voir plus haut, p. 56, 60-61.

\*\* En abrégé : *F.S.A.*

\*\*\* Jôhu Dos Passos les a dépeints dans un roman récent : *The Grand Design* (1948).



lère rigide : elles variaient selon les bonnes et les mauvaises années.

Outre les « prêts de propriété », des « prêts d'exploitation » étaient accordés à des fermiers déjà propriétaires pour leur permettre d'améliorer leur sol, leurs conditions d'exploitation, etc. Ces prêts, sous leur forme la plus récente, sont consentis pour une période de un à cinq ans au taux de 5 % et leur plafond est de 3.500 dollars. Les bénéficiaires de ces deux catégories de prêts étaient suivis de près, conseillés, couvés, pourvus de toute l'assistance technique dont ils pouvaient avoir besoin, par leurs bienfaiteurs de la F.S.A.

Enfin, un certain nombre de mesures furent prises en faveur des journaliers agricoles, de la main-d'œuvre migratrice notamment. L'offre fut régularisée, les employeurs obligés de stipuler leurs conditions dans des contrats lorsque la F.S.A. leur procurait de la main-d'œuvre; des camps de journaliers migrants furent aménagés, ne laissant rien à désirer du point de vue sanitaire. Il y en avait plus de 150 en 1943. Steinbeck a décrit dans ses *Raisins de la Colère* un de ces camps où les gens « commencent à s'habituer à être traités comme des êtres humains <sup>4</sup> ».

Avec des fortunes diverses, l'œuvre entreprise s'est poursuivie jusqu'à nos jours. Mais les résultats en sont plutôt décevants. Les crédits mis par le législateur à la disposition de la F.S.A. ont été une goutte d'eau dans un océan. Carey McWilliams observe que, dans un des Etats où les petits fermiers avaient le plus besoin de son aide, l'Oklahoma, la F.S.A. ne put soulager que 20 % des familles rurales qui avaient fait appel à elle<sup>5</sup>. Pendant une période de dix ans, de 1938 à 1948, quelque 60.000 familles seulement ont bénéficié des « prêts de propriété »<sup>6</sup>. Par ailleurs, maint bénéficiaire de ces prêts s'est trouvé dans l'impossibilité de s'acquitter de la dette, trop lourde, qu'il avait contractée, et beaucoup sont en retard dans le paiement de leurs annuités. Au cours de mon séjour aux Etats-Unis, j'ai pu constater moi-même que ces protégés de la F.S.A. doutent qu'il leur soit possible de rembourser la totalité du prêt dans un nombre raisonnable d'années et se considèrent un peu comme des métayers ou salariés au service du gouvernement fédéral. Cet état d'esprit est, d'ailleurs, aggravé en partie par le contrôle rigide et paternaliste qu'exercent sur eux les fonctionnaires de la F.S.A.

A force d'être supervisés et traités comme des écoliers, ils n'acquièrent pas beaucoup de confiance en eux-mêmes ni d'initiative<sup>7</sup>.

Mais le défaut le plus grave de cette œuvre de « réhabilitation » est qu'elle est un pis-aller et qu'elle va contre le progrès. Un des maux dont souffre l'agriculture américaine est la surpopulation rurale. Les techniques modernes, chaque jour améliorées, la mécanisation, l'intensification des méthodes de culture permettent de cultiver la terre avec un nombre de bras toujours plus restreint. Assurément, la concentration du sol entre les mains d'une féodalité capitaliste n'est pas une solution admissible, car elle est injuste et elle voue à la misère la population rurale excédentaire, sans lui offrir d'autre débouché. Mais la replantation artificielle de fermiers marginaux sur des lopins de terre qui ne sont pas capables, dans les conditions actuelles de compétition, de les faire vivre, n'est pas non plus une solution valable. De l'avis d'un sociologue rural, Joseph W. Eaton, c'est une *temporary stop-gap measure*, une mesure de bouche-trou temporaire<sup>8</sup>. On multiplie, à coups de subventions, les parias du sol, sans modifier les conditions générales qui ont fait de la petite agriculture américaine une opération non profitable. L'intention est excellente, mais quelque peu illusoire.

La seule façon de concilier le progrès technique et la bienfaisance serait de fournir aux petits cultivateurs que l'on essaie de « réhabiliter », le moyen de lutter, à armes égales, contre la concurrence de la grande agriculture. En un mot, il faudrait les établir sur de larges fermes, dotées de tous les moyens de production modernes; il faudrait les organiser en coopératives de production.

\*  
\*\*

La F.S.A. a fait, toutefois, une tentative dans ce sens. Je ne suis pas loin de considérer celle-ci comme un des événements importants de l'histoire sociale des Etats-Unis. Sans le savoir, peut-être, les initiateurs empiriques de cette expérience ont fait œuvre de pionniers et ils ont planté un jalon pour l'avenir. Mais les privilégiés, dont ils menaçaient ainsi la domination, ont mieux compris qu'eux-mêmes l'« aspect révolutionnaire »<sup>9</sup> de leur initiative. A peine les contours

commençaient-ils à s'en dessiner qu'elle a été écrasée dans son œuf.

Le rapport au Président de la commission de 1937 avait posé le principe que l'objectif essentiel de la « réhabilitation » rurale devait être l'établissement de fermes de dimensions familiales, c'est-à-dire de petites exploitations. Cependant la commission s'était préoccupée de remédier à « certains désavantages économiques de la ferme de dimensions familiales ». Elle avait suggéré la propriété coopérative des types de machines agricoles les plus coûteux, des animaux reproducteurs, etc., et la formation de coopératives de petits propriétaires en vue de bénéficier en commun d'une assistance technique. Mais elle était allée plus loin encore. Elle avait admis que « dans certaines régions il est désirable de créer des exploitations d'une taille et d'un type permettant des méthodes de culture principalement commerciales ». Et elle avait recommandé, à titre expérimental, « l'achat ou la location à long terme de la terre par des groupes coopératifs <sup>10</sup> ».

Cette dernière suggestion ouvrit la voie à une mémorable expérience. La F.S.A., comme elle y était invitée, non seulement institua divers types de coopératives de production *partielles* (qu'il serait trop long de détailler ici), mais elle fit un essai de coopératives de production *totales* <sup>11</sup>. De janvier 1937 à mars 1942, elle organisa 27 fermes coopératives de larges dimensions, qu'elle baptisa *cooperative cooperation farms* et que nous appellerons ici, pour simplifier, « fermes collectives ». Leur superficie moyenne était de 2.438 acres (un peu plus de 986 hectares) et leur superficie cultivable de 1.556 acres (630 hectares). Ces exploitations étaient hautement mécanisées et dotées des moyens les plus modernes. Dans le Sud, ce furent souvent d'anciennes plantations dont la F.S.A. fit l'acquisition et qu'au lieu de morceler en petits lots elle transforma en fermes collectives. Les avantages de cette méthode furent démontrés par l'expérience. Les coûts de production des exploitations collectives furent, si l'on en croit certaines estimations, de 40 % environ inférieurs à ceux des exploitations individuelles du type familial. Le revenu de chaque membre des fermes collectives fut, dans le Sud, supérieur des 2/3 au revenu moyen des exploitants individuels. Dans l'Ouest, il dépassa de 60 % celui des exploitants de la région. Comme la plupart des membres des fermes collectives étaient d'anciens

journaliers agricoles, le pourcentage d'augmentation de leurs revenus par rapport aux salaires misérables qu'ils recevaient auparavant fut encore bien supérieur aux pourcentages qui viennent d'être indiqués \*. Les familles bénéficièrent de meilleurs logements et d'un meilleur régime alimentaire. Leur rassemblement sur de larges unités de production mit fin à la dispersion et à l'isolement dont elles avaient été victimes dans le passé. Elles reçurent de meilleurs soins médicaux, leurs enfants fréquentèrent de meilleures écoles. Elles eurent à leur disposition des moyens de transport améliorés et des distractions dont jadis elles étaient privées.

Les fermes collectives concilièrent la liberté individuelle avec le principe de l'association. Chaque famille eut sa maison individuelle, son potager, ses quelques têtes de bétail. Elle assura individuellement son alimentation, acheta individuellement ses vêtements. Chaque membre de la ferme collective était libre de se retirer à volonté de l'association. Les membres étaient rémunérés au tarif des journaliers agricoles en vigueur dans la région et, à la fin de l'année, les bénéfices étaient distribués entre eux au prorata du nombre d'heures de travail fourni par chacun d'eux dans l'année. La ferme était dirigée démocratiquement par un comité directeur de cinq membres, élu par l'assemblée générale des associés. L'administrateur de la ferme était désigné, au moins théoriquement, par ce comité directeur.

Malheureusement, ces coopératives n'étaient pas des associations spontanées. Elles avaient été créées par une institution gouvernementale, la *F.S.A.*, qui procéda elle-même au recrutement de leurs membres, et elles étaient financées par des fonds publics. Elles furent donc soumises au contrôle étroit de l'autorité publique. En fait, l'administrateur fut toujours choisi par la *F.S.A.* Il eut à servir deux maîtres, le comité directeur élu, qui était censé l'avoir nommé, et la *F.S.A.*; il se comporta presque toujours comme un employé de la *F.S.A.*, et trop souvent il traita le comité directeur comme une simple fiction légale. Le conseil de direction avait, théoriquement, le droit d'opposer son veto aux décisions de l'administrateur. Mais celui-ci pouvait en appeler aux dirigeants régionaux ou

---

\* Cependant le niveau de vie des associés restait encore bien inférieur à celui de la plupart des travailleurs semi-spécialisés non agricoles.

nationaux de la F.S.A. Le budget de l'association était soumis à l'approbation de la F.S.A. Aucune modification ne pouvait être apportée aux statuts sans la permission de la F.S.A., etc. Ce paternalisme rigoureux eut des résultats fâcheux. Les membres de l'association se considérèrent beaucoup plus comme des journaliers employés sur des fermes gouvernementales que comme de libres associés travaillant pour eux-mêmes, sur leur ferme. Ne leur imposait-on pas, d'ailleurs, deux attitudes contradictoires? D'une part, on leur demandait de se comporter comme s'ils étaient leurs propres patrons, et, d'autre part, on les faisait travailler, comme des salariés ordinaires, sous la surveillance d'un patron : l'administrateur.

En outre, d'autres difficultés surgirent provenant du niveau humain très arriéré des membres de l'association. Ces journaliers agricoles et ces métayers sans éducation n'étaient nullement préparés à gérer eux-mêmes leurs affaires. Ils ignoraient tout de la façon de tenir une assemblée et d'y prendre des décisions en commun. Leurs connaissances comptables et techniques étaient nulles. Par ailleurs, dans un pays comme l'Amérique, où règne une tradition d'individualisme forcené, il était très difficile de leur faire comprendre les avantages de la coopération. La sacro-sainte propriété privée avait un trop grand prestige à leurs yeux. Devenir propriétaires, posséder un jour « leurs quarante acres et leur mule », selon un slogan célèbre aux Etats-Unis \*, était leur rêve. Personne enfin ne leur avait appris l'art difficile de la vie en commun et de la solidarité. Beaucoup d'entre eux préférèrent quitter la coopérative afin de s'établir à leur compte. Même lorsque leur nouveau standard de vie fut nettement inférieur à celui dont ils avaient bénéficié dans la coopérative, et qu'il ne leur procura qu'un semblant d'indépendance économique, ils se cramponnèrent tenacement à l'illusion de cette indépendance.

Malgré ces faiblesses, et en dépit du fait qu'elles ne furent instituées que sur une échelle très restreinte, les fermes collectives furent une expérience de laboratoire d'une importance capitale. Elles démontrèrent qu'en s'associant entre eux les petits fermiers sont capables de se mesurer, au point de vue « efficacité », avec les grandes entreprises mécanisées et d'affronter la redoutable concurrence de ces dernières. Elles

\* Voir plus loin, p. 149.

ébranlèrent quelque peu la conception généralement admise par les défenseurs du petit fermier américain, selon laquelle la ferme de dimensions familiales est le type idéal d'exploitation, l'alpha et l'oméga de toute politique de « réhabilitation » rurale. Les fermes collectives ne fonctionnèrent pas toujours de façon satisfaisante, elles tâtonnèrent et elles errèrent. Elles n'en constituèrent pas moins un pas en avant sensationnel. Joseph W. Eaton, qui les étudia de façon approfondie, et dans l'ouvrage duquel j'ai largement puisé, écrit que quiconque a pris contact avec leurs responsables, n'a pu s'empêcher d'être impressionné par les remarquables progrès qu'elles firent faire à ceux-ci. « A beaucoup d'entre eux, la coopérative donna leur première chance de développer leur personnalité et de donner libre cours à leur ambition. » Ce fut la première fois qu'ils purent s'évader d'un cercle vicieux de pauvreté et d'ignorance<sup>12</sup>.

Si l'on va au fond des choses, le principal défaut des coopératives de la *F.S.A.*, la cause principale de leurs contradictions et de leurs faiblesses, est qu'elles essayèrent d'introduire un embryon de société *socialiste* au sein d'une société *capitaliste*. « Aussi longtemps que notre société demeurera aussi mal ajustée qu'elle l'est, observe Eaton, il ne faut attendre d'aucune institution, y compris les fermes coopératives, qu'elles développent pleinement leurs potentialités<sup>13</sup>. »

Mais l'expérience qu'on vient de décrire ne fut pas de longue durée. A peine commencée, elle suscita la plus violente hostilité du *Farm Bloc* et du *Big Business*. Le *Farm Bureau*, notamment, poussa des cris d'orfraie; il dénonça les coopératives de la *F.S.A.* comme « communistes » et *un-American*. Cette campagne eut pour résultat la constitution, par le Congrès, d'une commission d'enquête. Celle-ci rendit un verdict impitoyable. L'idéal de propriété individuelle qui avait inspiré le *Bankhead-Jones Act* de 1937 avait été trahi. Les fermes collectives étaient « en conflit direct avec la volonté du Congrès et avec la politique agricole traditionnelle de ce pays ». La seule différence perceptible qu'il y avait entre elles et l'agriculture communiste en Russie était que la participation à ces fermes était volontaire, tandis qu'en Russie elle revêt un caractère obligatoire. L'administrateur de la *F.S.A.*, traduit devant la commission, se défendit en soulignant — ce qui était malheureusement la vérité — le rôle mineur que jouait cette

expérience dans l'activité d'ensemble de son institution. Le président de la commission d'enquête lui fit cette réponse où perce, comme un trait de lumière, la conscience de classe des possédants : « C'est une faible part de vos activités, mais c'en est une très importante parce qu'elle met en cause un grand principe. » En mai 1944, la commission déposa son rapport qui traitait les fermes collectives de « farce » et de « fiasco ». Les mêmes législateurs qui s'accommodaient fort bien de l'expansion tentaculaire des grandes fermes capitalistes accusèrent la *F.S.A.* d'être devenue « le plus grand propriétaire de la nation ». Par une loi du 14 août 1946, les fermes collectives furent définitivement liquidées<sup>14</sup>. L'ordre régnait de nouveau à Varsovie.

\*  
\*\*

Mais les adversaires du fermier pauvre n'étaient pas encore satisfaits. Ils ne se contentèrent pas d'assassiner les fermes collectives. Ils voulurent avoir la peau de la *F.S.A.* elle-même. Les fermes collectives, on l'a vu, ne constituaient qu'une très faible partie de l'activité de la *F.S.A.* C'était donc bien, non seulement ses velléités « collectivistes », mais l'ensemble de son programme de « réhabilitation » rurale qui indisposait les privilégiés de la campagne et de la ville. A quoi bon, raisonnaient ces messieurs, gaspiller les deniers publics pour maintenir en vie des parasites dont l'élimination parachèverait le triomphe de la féodalité rurale et procurerait à celle-ci un réservoir de main-d'œuvre à bon marché? La *F.S.A.* donnait le mauvais exemple et elle se mêlait vraiment de trop de choses. Elle offrait aux misérables métayers du Sud une alternative aux conditions d'existence précaires qui leur étaient faites sur les plantations. Elle obligeait les employeurs d'ouvriers migrants à signer des accords préalables concernant la durée du travail et les salaires, et elle s'efforçait de régulariser l'offre de main-d'œuvre migratrice de manière à ne pas déprécier les salaires. Elle se rendit ainsi extrêmement impopulaire auprès des propriétaires de larges exploitations de la côte Ouest. Par ailleurs, les classes dirigeantes du « vieux Sud », soucieuses de maintenir les « pauvres blancs » aussi bien que les nègres dans un état de sujétion à la fois économique et politique, s'irritaient de voir leurs exploités utiliser

les prêts de *F.S.A.* pour payer leur *poll tax* \* et devenir ainsi électeurs.

Le *Farm Bureau* déclencha une campagne très violente contre la *F.S.A.*, dans laquelle, au surplus, il voyait une concurrence « menaçante » pour une autre section du département de l'Agriculture, sur laquelle il régnait en maître : l'*Extension Service* \*\*. Le *Bureau* reprochait à la *F.S.A.* d'être « l'*Extension Service* du pauvre », « une agence indépendante sur laquelle il n'exerçait pas de contrôle et qui, par conséquent, constituait un défi à sa puissance et à son prestige ». Il traita la *F.S.A.* de « machine bureaucratique... faisant de son mieux pour imprimer une tendance étatique et socialiste, sinon collectiviste, à l'agriculture américaine <sup>15</sup> ».

La vague de réaction républicaine qui envahit le Congrès, en 1946, sonna le glas de la *F.S.A.* Cependant, la loi *Cooley*, du 29 juillet 1946, qui la supprima, fut plutôt un texte de compromis que de guillotine sèche. La *F.S.A.* mourut pour ressusciter sous le nom de *Farmers Home Administration*, avec des crédits administratifs, des attributions et un personnel réduits. Ainsi rebaptisée, elle ne fut plus, selon Aubrey Williams, un des animateurs du *New Deal* rural, que « l'ombre d'elle-même <sup>16</sup> ». De ses activités antérieures multiformes, on ne conserva que le système des prêts de propriété et des prêts d'exploitation. Ceux-ci, toutefois, demeurèrent relativement importants (plus de cent millions de dollars en 1949 <sup>17</sup>). De peur de s'attirer le courroux du Congrès, l'administration nouvelle se montra, du point de vue social, d'une prudence extrême. Elle s'abstint de toute initiative tant soit peu progressive. Au cours de mon voyage aux Etats-Unis, j'ai vu, dans le Mississippi, les fonctionnaires de la *Farmers Home Administration* pâlir au seul mot de coopératives. Et je les ai entendus me glisser à l'oreille que de tels mots étaient tabous pour qui ne voulait pas déplaire à Washington. Ils me firent visiter d'anciennes plantations qu'au lieu de conserver telles quelles, ils avaient démembrées en petits lopins et sur lesquelles ils avaient installé paternellement des familles. Celles-ci s'ignoraient les unes les autres, n'associaient pas leurs efforts, n'achetaient pas en commun leurs machines et se complaisaient

\* Voir plus loin, p. 154-155.

\*\* Voir plus haut, p. 49.



béatement dans l'euphorie d' « indépendance » que leur procureraient artificiellement les prêts gouvernementaux.

## 3

**Fermes familiales  
ou « usines  
rurales » ?**

De tout ce qui vient d'être dit, le lecteur a déjà tiré la conclusion que les défenseurs des parias du sol se trouvent en face d'un dilemme. Quand ils dénoncent, statistiques en mains, la concentration dans l'agriculture et qu'ils s'apitoient sur le sort des victimes de cette concentration, ils se trouvent sur un terrain solide et ils adoptent une attitude *négative* homogène. Mais, lorsqu'il s'agit pour eux de présenter un programme *positif* en vue de remédier à l'état de choses qu'ils combattent, ils hésitent, ils se contredisent, ils ne sont plus d'accord entre eux. Les uns veulent faire tourner en arrière la roue de l'histoire. Ils aimeraient ramener les Etats-Unis à l'âge d'or du début du XIX<sup>e</sup> siècle et ressusciter une démocratie de petits producteurs ruraux selon l'idéal cher à Jefferson<sup>1</sup>. Leur attitude est aussi utopique que celle des défenseurs du *Small Business* urbain qui s'obstinent à réclamer le retour à la « libre entreprise ». La « libre entreprise » ? Il y a belle lurette que les monopoles capitalistes l'ont étranglée. Et s'ils agitent aujourd'hui encore sa défroque, c'est pour mieux dissimuler leur domination \*. Le slogan de la « ferme familiale » est un peu le pendant de celui de la « libre entreprise ». Tout le monde, dès pouvoirs publics au *Farm Bloc*, en passant par le candidat républicain à la présidence des Etats-Unis, Harold E. Stassen, envoie des coups de chapeau à la « ferme familiale », « colonne vertébrale de la nation » et « fondement de la démocratie<sup>2</sup> ». Mais sous le couvert de cette idylle, la grande agriculture mécanisée poursuit implacablement sa concentration et élimine la « ferme familiale », où la réduit à un rôle parasite.

D'autres défenseurs des parias du sol pensent qu'on ne peut pas faire machine en arrière. Les techniques modernes exigent l'exploitation de larges étendues. Les *factories in the field*, les usines rurales, sont la préfiguration de l'agriculture de demain.

\* Vol. I, p. 19 *sqq.*

Elles ne sont malfaisantes que parce que leur gestion est capitaliste. Il faut les socialiser et en confier la gestion à leurs travailleurs associés en coopératives.

Entre ces deux attitudes extrêmes, les défenseurs des parias du sol oscillent et essayent de s'aménager des positions intermédiaires. Leur embarras est dû à deux causes principales :

1° Tout d'abord, l'Amérique est un pays où le credo capitaliste est encore accepté par l'immense majorité de la population. Le fermier y est enclin, par la nature même de son activité, à avoir, plus que quiconque, une mentalité individualiste et à chérir la propriété privée. Ni les philanthropes de la *Farm Security Administration*, ou de son successeur, la *Farmers Home Administration*, qui sont des fonctionnaires du gouvernement fédéral, ni les dirigeants des organisations de fermiers pauvres ne pourraient se risquer à proposer ouvertement des solutions à tendances socialistes. Les premiers seraient immédiatement désavoués, les seconds ne seraient pas suivis.

2° Un débat de caractère essentiellement technique est engagé, qui porte sur l'« efficacité » respective des différents types d'exploitation agricole. Les uns affirment que la petite propriété ne se prête pas à la mécanisation et qu'elle ne sera jamais aussi « efficace » que les grandes exploitations. Les autres rétorquent que la petite propriété, elle aussi, peut être mécanisée et, par conséquent, rendue « efficace ». Ce débat n'est malheureusement pas concluant, car ceux qui le poursuivent font abstraction de l'existence de la grande agriculture capitaliste. Tant que celle-ci, avec l'aide des deniers publics, poursuivra sa concentration, il est évident que la petite propriété, même dotée de quelques machines, ne pourra pas lui tenir tête. Sur un plan purement technique, les mérites respectifs de la grande et de la plus petite exploitation ne pourraient être utilement discutés et comparés que dans l'hypothèse où la féodalité agraire actuelle aurait cessé d'être. Or, bien entendu, aucun des participants au débat n'ose former cette hypothèse.

\*  
\*\*

Le mot d'ordre de la « ferme familiale » est défendu, aux Etats-Unis, avec le plus de conviction, par la *National Farmers Union*. Cette organisation a été créée en 1902 au Texas et a commencé par se développer surtout dans les Etats du

Sud. A l'époque de la première guerre mondiale, elle atteignit son apogée avec près d'un demi-million de membres. Mais, dans les années d'après-guerre, elle perdit une grande partie de ses adhérents dans le Sud. La « grande dépression » lui valut un regain d'activité, notamment dans les « grandes plaines » du *Middle West*. Elle fait preuve aujourd'hui de vitalité dans les deux Dakotas, le Montana, le Minnesota, le Nebraska, le Kansas, l'Iowa, le Colorado. Elle ne possède que quelques îlots dans le Sud, en Alabama et Tennessee. Les régions des « grandes plaines » ont une vieille tradition de « révolte agraire » et d'organisation coopérative \*. Mais elles ont beaucoup perdu de leur radicalisme d'antan<sup>3</sup>. Elles comprennent aujourd'hui beaucoup moins de parias du sol que d'autres régions des Etats-Unis. La *National Farmers Union* est surtout composée de fermiers familiaux, aux conditions d'existence médiocres, mais non misérables, qui voudraient être protégés contre le développement des grandes fermes commerciales. Elle n'est essentiellement le porte-parole ni des fermiers submarginaux et des *sharecroppers* du Sud \*\*, ni des journaliers agricoles des grands domaines du *Far West* et de la Côte du Pacifique.

Sa direction est loin d'être homogène. Elle comprend des éléments conservateurs et des éléments radicaux<sup>4</sup>. Les premiers, tel le président pour l'Etat de Nebraska, Chris Milius, sont des petits bourgeois ruraux, aux conceptions étroites; les seconds, tel le président national James G. Patton, et le délégué à Washington, Russel Smith, des intellectuels aux vues beaucoup plus larges et mêmes brillantes, qui n'ont pas hésité, notamment, à s'allier aux syndicats ouvriers \*\*\*. On peut même déceler parmi ces derniers quelques crypto-communistes \*\*\*\*. Mais, si certains des dirigeants de la *National Farmers Union* peuvent avoir, dans leur for intérieur, des ten-

\* Voir plus loin, p. 101 sqq.

\*\* Néanmoins, ses représentants dans le Sud (Myles Horton, en Tennessee, Aubrey Williams et Tom Ludwig, en Alabama) ont fait un travail admirable d'organisation parmi les déshérités de cette région, mais les résultats en sont encore très limités.

\*\*\* Voir plus loin, p. 115-118.

\*\*\*\* En 1947, le rédacteur en chef du journal de la *National Farmers Union*, James Elmore, fut licencié pour avoir écrit un article jugé hostile à l'U.R.S.S. Dans un certain nombre d'Etats, les *Farmers Unions* soutinrent le Parti « Progressif » d'Henry Wallace. Mais la direction nationale ne prit pas position et, aujourd'hui, elle est liée à l'aile « libérale » du Parti Démocrate.

dances socialisantes (ce qui n'est même pas sûr), ils n'en laissent rien apparaître au dehors. Ils sont tenus de se conformer aux volontés de leurs maîtres et de se poser en champions intransigeants de la propriété privée. Les fermes collectives de la *F.S.A.* n'ont jamais eu leur faveur. Lorsqu'elles ont été attaquées, la *National Farmers Union* n'a pas levé le petit doigt pour les défendre, et lorsqu'on les a liquidées, elle n'a pas versé le moindre pleur sur leur tombe \*.

La « ferme familiale » est la pierre angulaire du programme de la *National Farmers Union*. Elle demande aux pouvoirs publics de procéder à l'acquisition de grandes fermes pour, ensuite, les subdiviser en unités familiales <sup>5</sup>. De ce principe sacro-saint, elle ne s'écarte pas d'un iota. Que, dans certains cas, il puisse y avoir avantage à exploiter coopérativement ces domaines au lieu de les démembrer est une alternative qu'elle ne veut même pas mentionner et sur laquelle elle fait le silence. Le rapport de 1937 au Président Roosevelt sur la *Farm Tenancy* paraît hardi si on le compare au programme de la *National Farmers Union*.

Celle-ci n'hésite pas à affirmer que la ferme familiale est « le type d'agriculture le plus « efficace », à longue échéance <sup>6</sup> ». Dans une lettre que m'a adressée le président James G. Patton <sup>7</sup>, je lis : « Nous ne croyons pas qu'il y ait la moindre contradiction entre notre position en faveur de la ferme familiale et l'intérêt et le soutien que nous accordons à des méthodes d'agriculture efficaces et modernes. Une ferme familiale bien mécanisée est probablement aussi « efficace » que n'importe laquelle de nos larges fermes commerciales, et, bien entendu, elle est plus désirable d'un point de vue social, économique et politique. » Mais mon correspondant n'est pas absolument certain de ce qu'il affirme. *Probablement*, écrit-il. Et il ajoute : « Si elle ne l'était pas [aussi « efficace »], les effets insidieux que la grande agriculture a sur une communauté, un Etat ou une nation sont tels que les éviter serait ne pas payer trop cher le coût d'une efficacité réduite. »

La *National Farmers Union* distingue, en somme, deux

---

\* Il est juste de préciser ici que, si la *National Farmers Union* est réticente à l'égard des coopératives de production, elle prône avec ardeur les coopératives de vente et d'achat en commun qui heurtent moins la mentalité individualiste des petits fermiers. Ses réalisations dans ce domaine sont appréciables.

sortes d'efficience : l' « efficience » *technique* et l' « efficience » *sociale*.

Sur le plan de l' « efficience » *technique*, elle s'appuie sur les affirmations d'un certain nombre de sociologues et de techniciens, selon lesquelles les fermes familiales peuvent être mécanisées tout aussi bien que les grandes fermes. Des machines agricoles de dimensions et de prix réduits commencent à apparaître sur le marché. Le minimum de superficie nécessaire pour une utilisation économique de ce petit équipement est, naturellement, bien inférieur à celui requis pour les types de machines de plus grandes dimensions. Le chef de l'une des plus grosses firmes de machines agricoles a prédit que le progrès technique « donnerait à la petite ferme familiale tous les avantages que la mécanisation procure à la plus grande ferme ». J'ai vu, personnellement, au cours de mon séjour aux Etats-Unis, de modestes exploitants utiliser avec un certain succès divers types de petits tracteurs. En outre, les machines plus importantes et plus coûteuses ne sont pas hors de la portée du fermier familial s'il les achète et les manie en commun avec quelques-uns de ses voisins. Bien entendu, ces machines ne peuvent pas être utilisées à leur pleine capacité sur de petites exploitations, comme elles peuvent l'être sur les grandes, mais cet inconvénient est compensé par l'intérêt personnel très vif que le fermier familial prend à s'en servir. En un mot, la mécanisation, affirment les partisans de cette thèse, peut être adaptée de telle façon qu'elle ne mette pas en danger la ferme familiale<sup>8</sup>.

A cet argument s'en ajoute un autre. La ferme familiale, affirme-t-on, est tout aussi « efficiente » que la ferme commerciale. Mais si elle ne peut résister à la concurrence de cette dernière, c'est parce que la firme commerciale emploie de la main-d'œuvre migratrice à bon marché. Retirez-lui cet avantage, protégez le salarié agricole, et la ferme familiale pourra se mesurer avec la ferme commerciale<sup>9</sup>.

En ce qui concerne l' « efficience » *sociale*, les partisans de la ferme familiale ne manquent pas non plus d'arguments. La ferme familiale est, selon eux, l'épine dorsale de la démocratie politique et économique. Elle produit des citoyens indépendants, vigoureux et alertes. Elle est le bastion suprême contre l'oppression, qu'elle soit économique ou politique<sup>10</sup>. Ils aiment à invoquer l'étude comparative, faite par les écono-

mistes du Ministère de l'Agriculture, de deux types de petites villes californiennes, l'une, Awin, située en plein milieu d'une région de grandes fermes commerciales, l'autre, Dinuba, en plein milieu d'une région de fermes familiales. La première a de pauvres habitations, de pauvres écoles, presque pas de vie communautaire et culturelle. Elle tient plus du camp que de la cité. La seconde jouit d'habitations convenables et attrayantes, de belles écoles, de clubs ou associations, sans parler des églises, beaucoup plus nombreuses<sup>11</sup>.

Mais les arguments des partisans de la ferme familiale me paraissent comporter des points faibles. Il reste douteux que les fermes familiales, même mécanisées et placées dans des conditions de concurrence plus équitables, puissent tenir tête, du point de vue « efficacité », aux grandes fermes capitalistes. Comme le fait observer Carey McWilliams, le nouveau type de machines agricoles adaptées aux exploitations de moindre étendue a eu des effets contraires à ceux que l'on en attendait : loin de sauver le petit fermier, cet outillage n'a fait que pousser à l'agrandissement des exploitations, car sa rentabilité s'accroît très sensiblement avec la superficie<sup>12</sup>. D'autre part, il y a indéniablement aux Etats-Unis un problème de surpopulation agricole. Beaucoup de fermes familiales sont parasitaires et économiquement condamnées. Leur superficie est beaucoup trop réduite pour qu'elles puissent, soit abandonner la monoculture pour la « diversification », soit supporter le coût d'une mécanisation (même en utilisant de petites machines)<sup>13</sup>. Les dirigeants de la *National Farmers Union* en conviennent eux-mêmes. Ils admettent que de nombreux exploitants devront abandonner l'agriculture et que la dimension des exploitations de ceux qui demeureront devra être agrandie<sup>14</sup> : une ferme familiale devrait avoir au strict minimum 120 acres (près de 50 hectares)<sup>15</sup>; et certains estiment que sur les exploitations ainsi agrandies on ne pourrait établir que le tiers des familles rurales actuelles<sup>16</sup>! Mais on ne nous précise pas ce que deviendront les laissés pour compte, ni de quelle façon s'opérera le miraculeux « remembrement » dont bénéficieront les autres. Pas plus qu'on ne nous révèle par quel coup de baguette magique on arrêtera le processus de concentration dans l'agriculture et l'irrésistible croissance des « usines rurales ». Ou plus exactement on escamote la difficulté en réclamant une politique économique de « plein

emploi », qui absorberait dans l'industrie toute la main-d'œuvre agricole « libérée », et on attend d'une *Farm Security Administration* aux crédits et aux attributions décuplés ou centuplés qu'elle procède à une redistribution de la propriété agraire aux Etats-Unis. Mais un tel programme n'a aucune chance de succès tant que le *Big Business* et ses alliés de la grande agriculture domineront le gouvernement des Etats-Unis. Dans une société où le capitalisme ne ferait plus la loi, il serait possible, et il serait même souhaitable, que la ferme familiale mécanisée et épaulée par tel ou tel type de coopérative *partielle*, ait son rôle à jouer aux côtés des grandes fermes collectives, c'est-à-dire des coopératives *totales*. Mais prétendre que, dans la société présente, la grande ferme capitaliste et la petite ferme familiale puissent s'affronter sur un pied d'égalité semble utopique.

En ce qui concerne l'« efficience » *sociale*, les arguments des partisans de la ferme familiale me semblent également spécieux. Il est hors de doute que les grandes exploitations capitalistes, employant une main-d'œuvre migratrice, sont un fléau du point de vue social et humain. Mais l'expérience — trop brève — des fermes coopératives de la *F.S.A.* a montré que l'exploitation collective, sur une large échelle, assurerait à ses bénéficiaires des avantages d'ordre sanitaire, culturel, etc., bien supérieurs à ceux dont jouissent les petits fermiers exploitant individuellement et isolés les uns des autres.

La *National Farmers Union* est condamnée, par le fait même qu'elle est essentiellement une organisation de petits et moyens propriétaires, à s'interdire tout programme dépassant les cadres étroits de la propriété privée. Mais d'autres défenseurs des parias du sol, qui n'ont pas ce boulet au pied, ont fait preuve de plus de largeur de vues et de plus de hardiesse.

C'est ainsi qu'une autre organisation, la *National Farm Labor Union*, qui représente, elle, des ouvriers agricoles et des *skarecroppers* du Sud, a vivement protesté contre la timidité du rapport de 1937 au Président Roosevelt sur la *Farm Tenancy*. Elle lui a reproché de n'envisager la solution coopérative que d'une façon tout à fait accessoire et de croire que l'accession à la petite propriété puisse être une solution pour la majorité des parias du sol<sup>17</sup>. Par ailleurs, la même *National Farm Labor Union* accepte l'existence des « usines rurales »

comme un fait irrévocable \* et elle s'efforce d'organiser les travailleurs de ces fermes géantes tout comme les autres syndicats ouvriers organisent les exploités des grands monopoles industriels<sup>18</sup>. Elle ne dit pas explicitement qu'elle crée ainsi les conditions permettant, un jour, l'exploitation de ces entreprises par leurs travailleurs associés. Mais, en fait, elle contribue à les créer.

De leur côté, certains experts des problèmes agricoles n'hésitent pas à conclure en faveur de l'agriculture collective. C'est ainsi qu'Harry Elmer Barnes écrit : « De nombreux étudiants réalistes d'économie rurale, même s'ils n'acceptent pas le socialisme en tant que philosophie économique générale, estiment que la seule solution à nos problèmes est l'agriculture collective, c'est-à-dire la propriété du sol, des bâtiments et des machines entre les mains du gouvernement et la culture du sol par des familles associées en coopératives ayant un contrat avec le gouvernement... Si nous cramponnons à la tradition américaine de propriété privée, les progrès de la technologie bouleverseront constamment l'agriculture et feront de la classe agricole un fardeau et un souci pour le gouvernement<sup>19</sup>. »

Carey McWilliams, un des plus remarquables sociologues ruraux que possèdent les Etats-Unis, est encore plus catégorique. Il doute que le petit fermier indépendant, même s'il bénéficie de mesures de protection gouvernementales, mesures de « réhabilitation » ou autres, puisse se maintenir en vie. La ferme du type familial ne peut pas survivre dans la société telle qu'elle est faite aujourd'hui, « parce que la logique de notre ordre économique est contre elle ». McWilliams n'est pas d'accord avec ceux qui voudraient faire tourner en arrière la roue de l'histoire. « Nous n'avons rien à gagner, écrit-il, techniquement ni, à plus longue échéance, socialement, à essayer de démembrer de grandes exploitations et à revenir à une conception de l'agriculture qui prévalait il y a un siècle. » « Nous ne décréterons pas la suppression des grandes fermes industrialisées rien qu'en menant contre elles des campagnes indignées... », lance-t-il à l'adresse des utopistes de la *National Farmers Union*. La réelle solution, nous dit-il, en conclusion de son étude sur l'agriculture californienne, c'est

\* Voir plus haut, p. 40.



la *substitution de l'agriculture collective au système présent de propriété et de contrôle monopolistique*. Le collectivisme existe déjà dans les faits. De larges unités de production ont été établies. Il suffirait simplement d'effectuer un transfert de propriété. Cependant, McWilliams souligne qu'une telle transformation suppose une refonte de tout le système économique. Impossible, selon lui, de résoudre les contradictions de l'agriculture américaine tant que n'aura pas été brisé, ou contrôlé, ou contrebalancé le pouvoir — économique, social et politique — de « certains groupes ». Les fermes collectives de la F.S.A., si importantes qu'elles soient du point de vue expérimental, lui paraissent avoir peu de chances de développement dans le cadre de la société présente. D'autre part, il ne lui semble pas exclu que la ferme familiale puisse « fleurir comme le laurier dans une société qui lui permette de fleurir ». Mais le système économique actuel ne rend possible ni la ferme familiale ni la ferme collective. Il ne favorise que la ferme capitaliste, la *corporation farm*. « La question n'est pas de savoir si nous voulons la ferme de dimensions familiales ou l'usine rurale; ce n'est même pas la question de savoir laquelle est la plus « efficiente ». La question qui se pose est la suivante : *quel genre de société voulons-nous?* »<sup>20</sup> McWilliams ne précise pas davantage. Il craint sans doute de heurter ses compatriotes en prononçant le mot *socialisme*. Mais il le suggère.

## 4

**Vers un bloc  
ouvrier-paysan?**

Le mal a été décrit; les prétendus remèdes appliqués ou suggérés jusqu'à ce jour ont été analysés; avec Carey McWilliams, la solution véritable a été brièvement entrevue. Reste à étudier les mouvements de « révolte agraire » que le mal a fait naître et à se demander si les forces sociales ainsi impulsées sont susceptibles d'imposer la solution véritable.

Cette recherche comporte deux aspects : d'une part, l'étude des réactions spécifiquement rurales contre la tyrannie des monopoles; d'autre part, celle des actions communes entre fermiers et travailleurs industriels contre l'ennemi capitaliste commun.

Au terme de cette analyse, on examinera comment se pose aujourd'hui, comment se posera demain la question d'une alliance *Farmer-Labor*, c'est-à-dire d'un bloc ouvrier-paysan.

\*  
\*\*

L'hostilité des fermiers contre le capitalisme industriel et bancaire est aussi vieille que les Etats-Unis eux-mêmes. Elle se manifesta déjà dans les vifs débats qui précédèrent la rédaction de la Constitution de 1787. Elle alimenta le conflit qui opposa le grand bourgeois Hamilton à l'agrarien Jefferson. Elle inspira Jackson dans sa lutte contre la Banque. Elle connut cependant un court répit lorsque le Parti Républicain, le parti du Grand Capital, se concilia la démocratie rurale de l'Ouest, dont il avait besoin pour vaincre la féodalité agraire du Sud, en votant le fameux *Homestead Act* de 1862, qui assurait la libre distribution des terres encore vacantes, en lots de 160 acres (65 hectares environ), à tous ceux qui s'offraient à les défricher \*. Des millions de petits colons bénéficièrent de cette mesure. En outre, la guerre de Sécession provoqua une hausse des prix agricoles qui profita aux fermiers; et l'inflation leur permit de rembourser leurs dettes en monnaie dépréciée <sup>1</sup>.

Mais ce répit ne dura pas beaucoup plus qu'une décade. L'essor impétueux du capitalisme industriel qui suivit la guerre provoqua de nouvelles tensions entre les puissances d'argent et les fermiers, et contribua à détacher ces derniers du Parti Républicain. Dès 1873, les fermiers d'Illinois lancèrent un manifeste, dans lequel ils annonçaient leur intention de « se libérer de la tyrannie des monopoles » et s'affirmaient « absolument libres et indépendants de toute liaison politique passée <sup>2</sup> ».

C'est dans les chemins de fer, nous l'avons déjà vu \*\*, que la féodalité industrielle avait bâti ses premières assises. De même que la première révolte ouvrière contre le *Big Business* fut une révolte de cheminots, le premier monopole avec lequel les fermiers entrèrent en conflit fut celui du rail <sup>3</sup>. Le manifeste des fermiers d'Illinois de 1873 dressait « un catalogue des

\* Voir plus loin, p. 145.

\*\* Vol. I, p. 85-86.

péchés commis par les chemins de fer ». A peu près à la même époque, à partir de 1872, une association fraternelle de fermiers, organisée sur le modèle des ordres maçonniques, la *National Grange*, fit des progrès rapides dans le *Middle West* et le Sud. En 1874, elle atteignit son apogée, avec un effectif d'un million et demi de membres<sup>4</sup>. Dans un manifeste qu'elle publia la même année, elle s'élevait contre l'extorsion pratiquée par les intermédiaires entre le consommateur et le fermier, et en particulier par les compagnies de chemins de fer dont elle dénonçait les tarifs excessifs<sup>5</sup>. Ce mouvement donna naissance, dans onze Etats, à une floraison de partis indépendants antimonopolistes. Dans quelques Etats, ceux-ci réussirent à faire adopter des lois réglementant les tarifs ferroviaires; mais elles furent éphémères et inefficaces<sup>6</sup>.

La *Grange* essaya aussi de lutter contre les monopoles en créant des magasins de vente coopératifs et des manufactures coopératives de machines agricoles. Mais ces entreprises ne purent soutenir la concurrence du Grand Capital et firent faillite<sup>7</sup>.

Les fermiers s'efforcèrent également de lutter contre le capital financier. Celui-ci entendait leur faire payer les frais de la guerre de Sécession : en rétablissant l'étalon-or et en revalorisant la monnaie qui avait été fortement dépréciée par l'inflation<sup>8</sup>. Le retour à la monnaie saine, décidé par une loi de 1875, qui n'entra en vigueur qu'en 1879, favorisait les créanciers et lésait gravement les débiteurs, c'est-à-dire les fermiers. Les billets qu'il était question de retirer de la circulation avaient reçu le sobriquet de *greenbacks*. Les fermiers s'imaginèrent qu'il était possible de lutter contre le Grand Capital sur le seul plan de la circulation monétaire. Un mouvement naquit qui est entré dans l'histoire sous le nom de *greenbackisme*. Ses initiateurs s'inspiraient d'une théorie enfantée en 1844 par un certain Edward Kellogg, et condamnée à la fois par les orthodoxes du libéralisme économique et par Karl Marx<sup>9</sup>. Ce qu'ils voulaient était ce qu'on appellerait aujourd'hui la production nationale. Les fermiers trouvèrent un appui du côté des syndicats ouvriers, alors engagés à fond dans des coopératives de production et qui s'efforçaient d'obtenir des pouvoirs publics du crédit à bon marché<sup>10</sup>. En 1878, le mouvement « greenbackiste » atteignit son apogée, recueillant plus

d'un million de voix aux élections nationales <sup>11</sup>. Mais ce ne fut qu'un feu de paille.

Entre 1880 et 1890 surgirent spontanément des organisations locales de fermiers qui prirent le nom d'« Alliances ». Elles se fédérèrent en deux organisations nationales, une pour le Nord et l'autre pour le Sud, et se développèrent au point qu'elles comprirent à un moment plus de la moitié de tous les fermiers américains <sup>12</sup>.

Comme la *Grange*, elles étaient résolument antimonopolistes et hostiles aux compagnies de chemins de fer. Leur grief contre celles-ci portaient non seulement sur la question des tarifs mais aussi et surtout sur celle de la propriété absentéiste et de la spéculation immobilière. Les chemins de fer, en effet, s'étaient fait attribuer 129 millions d'acres (52 millions d'hectares) de terres appartenant au domaine public et les conservaient en friche pour ensuite les revendre le plus cher possible à de petits pionniers. D'autres terres disponibles, notamment celles enlevées aux Indiens, furent concédées à de gros spéculateurs capitalistes <sup>13</sup>. Les Alliances dénonçaient également les banques auprès desquelles les pionniers de l'Ouest s'étaient endettés trop lourdement et à des taux usuraires <sup>14</sup>. Dans son programme, la Fédération des Alliances du Sud demandait, entre autres, l'abolition des banques nationales, des mesures préventives contre la spéculation, la nationalisation des moyens de transport et la restitution des terres concédées aux sociétés capitalistes <sup>15</sup>. Les Alliances se lancèrent à leur tour dans des expériences coopératives que la concurrence du Grand Capital fit échouer <sup>16</sup>.

Les *Alliances* comme la *Grange* étaient des organisations économiques et non politiques. Mais de même que la campagne de la *Grange* contre les monopoles avait donné naissance à une série de tiers partis anti-trusts, les Alliances furent l'humus qui fit germer, dans les années 1890, cette fois sur le plan national, un grand mouvement politique : le Populisme.

Le Populisme fut essentiellement un front commun des fermiers de l'Ouest et de ceux du vieux Sud — petits et gros — contre l'envahissement de l'agriculture par le Grand Capital. Depuis l'effondrement des Sudistes, au terme de la guerre de Sécession, le « vieux Sud » n'était plus qu'une colonie du *Big Business* « nordiste ». Quant à l'Ouest, les pionniers qui avaient espéré être les bénéficiaires de sa mise en valeur s'apercevaient

que cette riche moisson était surtout récoltée par les magnats capitalistes de l'Est. Ces deux sections des États-Unis, bien que présentant des traits extrêmement différents, étaient toutes deux exploitées par les trusts ferroviaires et par *Wall Street*. En outre, le capitalisme s'était intercalé partout entre le producteur agricole et le consommateur et une coalition d'intermédiaires (notamment les trusts de la viande et de la meunerie) prélevait sur le fermier une dîme colossale. Les Populistes levèrent l'étendard de la révolte agraire contre l'ogre capitaliste<sup>17</sup>. Et ils le firent en des termes tels, avec une vigueur telle que l'écho de leur protestation n'a pas fini de retentir. Durant la campagne électorale de 1890, une agitatrice populiste, Mrs. Mary Elizabeth Lease, de Kansas, s'écria : « *Wall Street* possède le pays. Ce n'est plus un gouvernement du peuple, par le peuple, et pour le peuple, mais un gouvernement de *Wall Street*, par *Wall Street* et pour *Wall Street*. La grande masse du peuple de ce pays est composée d'esclaves, et le monopole est le maître<sup>18</sup>. »

Les Populistes demandaient la nationalisation des chemins de fer, des télégraphes et téléphones, la remise à la disposition des pionniers de toutes les terres concédées de façon excessive aux compagnies de chemins de fer et autres propriétaires absentéistes, des lois anti-trusts destinées à opérer le démantèlement des monopoles et le rétablissement de la libre concurrence<sup>19</sup>. Comme leurs prédécesseurs « greenbackistes », ils croyaient aussi aux vertus d'une monnaie abondante et « dirigée », génératrice de crédit à bon marché et grâce à laquelle les débiteurs seraient favorisés par rapport aux créanciers. Ils espéraient parvenir à ce résultat par le bimétallisme, c'est-à-dire la libre frappe de la monnaie d'argent<sup>20</sup>.

L'entrée en scène du Populisme, en 1892, fut une sorte de « révolution politique », de « cyclone », qui bouleversa profondément la vie publique américaine<sup>21</sup>. Pour la première fois, un tiers parti national affrontait avec un certain succès les deux grands partis de l'ordre établi. *Wall Street* ne cacha pas son inquiétude. Les privilégiés poussèrent des cris de rage. Ils massèrent toutes leurs ressources pour écraser la révolte. Le futur Président Théodore Roosevelt, alors chef de la police de New-York, déclara que les chefs populistes « complotaient une révolution sociale » et parla de les « coller au mur<sup>22</sup> ». Aux élections de 1894, le *People's Party* recueillit un million

et demi de voix. Mais il ne tarda pas à se désintégrer, une partie de ses partisans se laissant éblouir par l'utopie bimétalliste et capter par l'aile gauche du Parti Démocrate, tandis que l'autre allait grossir les rangs des socialistes<sup>23</sup>. Mais son influence fut très profonde et le sillon qu'il a creusé ne s'est pas effacé. Aujourd'hui encore le petit fermier américain, toujours animé d'une vieille rancune à l'égard des monopoles et de *Wall Street*, reste imbu de la tradition populiste. Dans le « vieux Sud », en particulier, le Populisme a laissé, parmi les « pauvres blancs », des traces que l'observateur politique et social retrouve à chaque instant<sup>24</sup> \*.

\*  
\*\*

Les fermiers comprirent de bonne heure que les ouvriers industriels, également victimes du Grand Capital, étaient pour eux des alliés potentiels; ils firent, en plus d'une occasion, cause commune avec eux. Mais la révolte agraire et la révolte ouvrière ne coïncidèrent pas toujours, elles ne se donnèrent la main que d'une façon furtive et épisodique. Et ce fatal manque de synchronisme fut une des raisons essentielles pour lesquelles le *Big Business* réussit à établir si aisément sa domination.

On a vu \*\* que fermiers et ouvriers, bien que partant de préoccupations quelque peu différentes, avaient combattu ensemble, dans le mouvement « greenbackiste », pour une monnaie « dirigée » et pour le crédit à bon marché. Le programme antimonopoliste des Alliances du Sud fut établi en collaboration avec la grande organisation ouvrière de l'époque, les *Knights of Labor*<sup>25</sup>. Cependant, diverses tentatives de partis ouvriers-paysans demeurèrent sans lendemain : tel le *National Union Labor Party* de 1887, auquel les dirigeants des *Knights* aussi bien que ceux de l'*A.F.L.* refusèrent leur investiture et qui fut surtout, en dépit de son nom, un parti de fermiers<sup>26</sup>. Le Populisme fut, dans une certaine mesure, un front unique de fermiers et de travailleurs industriels. Il proclama que « les intérêts du travail rural et urbain sont les mêmes et leurs ennemis identiques ». Il fit place dans son programme

\* Voir plus loin, p. 264-268.

\*\* Voir plus haut, p. 101.

à un certain nombre de revendications ouvrières telles que la réduction des heures de travail, la journée de huit heures, l'interdiction des mercenaires du Grand Capital (détectives Pinkerton). En maintes circonstances, il manifesta sa sympathie et sa solidarité aux organisations ouvrières engagées dans des batailles sociales<sup>27</sup>. Mais les ouvriers industriels ne répondirent que faiblement à ces avances. Les villes ne donnèrent que peu de voix aux candidats populistes. Le mouvement resta essentiellement un mouvement rural<sup>28</sup>.

Le grand Buchanan, dont j'ai dit \* les efforts en vue de réaliser l'unité syndicale, s'efforça, non seulement de réconcilier les *Knights of Labor* avec la Fédération de Gompers, mais il tenta aussi d'unir sur une plate-forme commune ouvriers et fermiers. Il échoua<sup>29</sup>. Pourquoi donc était-il si difficile de marier la révolte agraire avec la révolte ouvrière ?

Tout d'abord, parce que le Grand Capital, dans son développement foudroyant, ne porta préjudice aux fermiers et aux travailleurs industriels ni aux mêmes points névralgiques ni au même moment. Les chemins de fer furent le seul ennemi commun à pressurer simultanément les uns et les autres. C'est d'ailleurs pourquoi les programmes destinés à unir fermiers et ouvriers mettaient tous l'accent sur la nationalisation des chemins de fer. Mais ceux-ci n'exploitaient que leurs propres cheminots et la nécessité de leur nationalisation était moins ressentie par les autres catégories de travailleurs. Les monopoles manufacturiers se développèrent plus tard que ceux des transports; les fermiers furent donc affectés par la croissance du capitalisme moderne *avant* les travailleurs industriels. D'où un certain décalage entre la révolte agraire et la révolte ouvrière<sup>30</sup>. Par ailleurs, quand les grandes industries de base, telles que celle de l'acier, prirent leur essor, les ouvriers qu'elles employèrent étaient, pour la plupart, des immigrants inorganisés, donc échappant au contrôle des syndicats. Ce fait rendit le mouvement ouvrier impuissant et passif vis-à-vis des trusts<sup>31</sup>. D'autre part, les fermiers eux-mêmes n'étaient agressifs qu'à l'égard des monopoles qui les lésaient directement, tels que ceux du rail, de la viande, de la meunerie<sup>32</sup>. Enfin, la seule organisation ouvrière qui, à l'apogée du mouvement populiste, consentit à faire front

---

\* Vol. I, p. 95-96.

commun avec les fermiers, était l'Ordre des *Knights of Labor*. Mais ce dernier se trouvait alors, pour des raisons qui ont été exposées au volume I\*, en plein déclin<sup>33</sup>.

La décennie qui vit passer le « cyclone » du Populisme fut, en même temps, sur le plan ouvrier, celle qui marqua le triomphe du gompérisme, c'est-à-dire du syndicalisme de métier et d'affaires\*\*. Les *trade-unions* ne songeaient qu'à défendre leurs intérêts égoïstes immédiats et, enfermées dans cette préoccupation étroite, ne concevaient même pas qu'il pût y avoir des intérêts communs entre fermiers et ouvriers, ni qu'il y eût une différenciation à faire entre gros et petits fermiers. Gompers tournait le dos aux fermiers qu'il mettait tous dans le même sac et considérait comme des « employeurs<sup>34</sup> ». De plus, le fondateur de l'A.F.L. acceptait le fait acquis du Grand Capital et favorisait les trusts, à condition, bien entendu, que les travailleurs fussent admis à ramasser les miettes de leur festin<sup>35</sup>. Les révoltés agraires avaient une position toute différente. Et cette position les éloignait aussi bien des trade-unionistes à la Gompers que des socialistes.

Tous les mouvements de fermiers de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle furent, en effet, d'inspiration *petite-bourgeoise*. Ils furent des réflexes de défense de petits producteurs, en majorité ruraux, contre l'invasion irrésistible du capitalisme moderne. Ils furent plus *anti-industriels qu'anti-capitalistes*, plus *régressifs* que *progressifs*. Leur idéal était la propriété privée et le capitalisme, la « libre entreprise » en un mot, rendue à nouveau possible par la répression des « abus » des monopoles. « Nous ne sommes pas les ennemis du capital, proclamait la *Grange*, mais nous sommes opposés à la tyrannie des monopoles<sup>36</sup> ». Leur rêve était de revenir au « bon vieux temps », de démembrer les trusts, de ressusciter une démocratie de petits producteurs indépendants. Le seul article vraiment progressif de leur programme était la nationalisation des monopoles dits « naturels », c'est-à-dire des chemins de fer, des télégraphes et téléphones. Et c'était le seul point sur lequel, comme l'estimait correctement Buchanan, l'entente eût pu se faire immédiatement entre eux et le mouvement ouvrier. Mais les trade-unionistes, s'ils étaient d'accord avec

\* Vol. I. p. 96.

\*\* Vol. I, p. 97-101.



les révoltés agraires pour ne pas mettre en question les bases du système capitaliste, ne s'intéressaient pas à la lutte anti-trusts et se méfiaient de l'Etat. Quant aux socialistes, s'ils dénonçaient vigoureusement les trusts, ils s'attaquaient, eux, au principe même de l'exploitation capitaliste<sup>37</sup>. Isolé entre ces deux attitudes ouvrières, le Populisme ne tarda pas à se disloquer. Les progrès foudroyants de l'industrialisme rendaient de plus en plus utopique son rêve petit-bourgeois<sup>38</sup>. Son aile droite fut absorbée par le Parti Démocrate où elle retrouva les trade-unionistes soucieux de s'aménager une place aussi confortable que possible dans le cadre de l'ordre établi. Son aile gauche fusionna avec les socialistes, partisans de la socialisation des moyens de production et d'échange.

\*  
\*\*

La conscience de plus en plus vive d'une communauté d'intérêts sur des points essentiels provoqua, à maintes reprises, dans les premières décades du xx<sup>e</sup> siècle, des rapprochements entre les mouvements de fermiers et le mouvement ouvrier. La révolte agraire, bien que, durant certaines périodes, elle parût se perdre dans les sables, restait une tradition vivante. Et les obstacles qui l'avaient empêchée de se confondre avec la révolte ouvrière, s'ils ne furent pas complètement renversés, allèrent en s'atténuant.

En 1915, dans l'Etat de North Dakota, un certain Arthur C. Townley créa la *Farmer's non-Partisan League*, une organisation de défense des fermiers contre les monopoles capitalistes. Dès l'année suivante, la Ligue fit élire son candidat au poste de gouverneur de North Dakota et passer sous son contrôle les assemblées législatives de l'Etat. Elle se développa rapidement dans un certain nombre d'Etats voisins du Nord-Ouest et du *Middle West* : South Dakota, Montana, Idaho, Minnesota, Wisconsin. En 1918, elle fit élire dans ces Etats 64 sénateurs et 157 représentants. Elle atteignit son apogée en 1920 avec 220.000 membres. Sa tactique consistait à capter les deux partis traditionnels (d'où son nom de *non-partisan*).

Mais ce néo-populisme, s'il brûlait de la même « extraordinaire ferveur », était bien différent de l'ancien. Les partisans de Townley n'aspiraient pas à un retour en arrière et ne

se laissaient éblouir par aucune utopie. Ils avaient un programme de solides revendications immédiates. L'économiste et sociologue Thorstein Veblen les appelle des « syndicalistes agrariens ». Ils étaient préoccupés surtout de se défendre contre les trusts de la meunerie et des silos et ils réclamaient la protection des pouvoirs publics. Ils demandaient aux Etats de promouvoir des moulins et des silos, des usines de transformation et des agences de vente des produits agricoles, des institutions de crédit et d'assurances en faveur des fermiers. Une partie de ce programme fut exécutée en North Dakota, malgré l'hostilité et le boycottage des banques<sup>39</sup>.

En même temps, la *Non-Partisan League* recherchait l'alliance des syndicats ouvriers. Dans le North Dakota, elle fit passer une législation du travail en faveur des femmes et des enfants. En 1917, elle négocia un accord de salaires et de conditions de travail avec le syndicat des travailleurs agricoles (*I.W.W.*) et seule la répression qui s'abattit alors sur la centrale syndicale révolutionnaire empêcha l'accord d'entrer en application. Veblen salua cette alliance du syndicalisme agraire et du syndicalisme ouvrier comme un grand événement et une promesse d'avenir. La même année, deux délégués de la Ligue participèrent au Congrès de la Fédération du Travail (*A.F.L.*) de Minnesota. En 1919, la *Non-Partisan League* accorda son appui aux mineurs en grève : le gouverneur de North Dakota présenta aux propriétaires des mines une proposition de règlement du conflit qui fut repoussée; il saisit alors les mines et les fit exploiter par l'Etat à des conditions acceptées par le syndicat ouvrier<sup>40</sup>.

Dans le Minnesota, à l'automne 1918, les forces ouvrières et paysannes combinées avaient réussi à faire élire 15 sénateurs et 36 représentants<sup>41</sup>. Ce succès relatif fut le point de départ d'une coalition politique sur le plan national entre fermiers et salariés. En 1919, sous l'impulsion de la Fédération du Travail (*A.F.L.*) de Chicago, qui constituait alors l'avant-garde de la vieille Fédération, et malgré l'opposition ouverte de Gompers, fut créé un *Farmer-Labor Party*. Celui-ci présenta un candidat indépendant aux élections présidentielles de 1920. L'originalité de ce mouvement résidait dans le fait qu'il n'était pas un tiers parti dominé par des politiciens libéraux mais une coalition d'organisations syndicales ouvrières et d'organisations de fermiers du type de la *Non-Partisan*

*League*<sup>42</sup>. Dans cette coalition, à l'opposé du *People's Party* des années 1890, l'élément ouvrier dominait.

Le mouvement perdit d'ailleurs quelque peu son caractère primitif. Il ne tarda pas à être tiré à hue et à dia entre deux forces politiques qui s'en disputèrent le contrôle : d'un côté, les communistes; de l'autre, un sénateur républicain « libéral », Robert La Follette, qui finalement le capta pour des fins personnelles : sa candidature aux élections présidentielles de 1924, sur un vague programme anti-trusts, typiquement petit-bourgeois\*. Néanmoins, le sénateur recueillit près de cinq millions de voix dont une moitié provenait des villes et l'autre des campagnes<sup>44</sup>. Ces tentatives se soldèrent finalement par un échec, au moins sur le plan national. Ouvriers et fermiers n'étaient encore mûrs, dans leur majorité, ni pour un tiers parti ni pour un bloc ouvrier-paysan permanents. Mais, dans certains Etats, comme le Minnesota et le Wisconsin, la formule du bloc ouvrier-paysan survécut.

Le Minnesota, on l'a vu, avait donné l'impulsion au mouvement qui avait abouti à la création d'un *Farmer-Labor Party* national. Après la débandade de ce mouvement, en 1924, les organisations ouvrières et agricoles de l'Etat ne se laissèrent pas décourager et elles resserrèrent au contraire leur alliance. Elles avaient constitué une organisation permanente, la *Farm-Labor Association*, composée à la fois de syndicats ouvriers et de clubs ruraux. Les deux parties constituantes firent assez bon ménage et s'accordèrent sur un programme antimonopoliste, de tendances socialisantes : « Le mouvement *Farmer-Labor*, y disait-on, déclare que le gouvernement est dominé à présent par une minorité et que ses pouvoirs sont mis au service d'intérêts spéciaux. Monnaie et crédit, marchés et instruments d'échanges, moyens de transport et de communications, les ressources naturelles et les autres industries de base de la nation sont pratiquement monopolisées par une oligarchie industrielle et financière, qui est à même d'extorquer un tribut de tous ceux qui vivent de leur travail. Il vise à délivrer le gouvernement du contrôle d'une minorité privilégiée et à le faire fonctionner dans l'intérêt de tous, en abolissant les monopoles sous toutes leurs formes et en les remplaçant par

---

\* Porte-parole de la petite entreprise, La Follette, comme ses prédécesseurs populistes, voulait faire « tourner à l'envers les aiguilles du cadran »<sup>43</sup>.

un système de propriété et d'exploitation publiques des industries monopolisées... » En 1930, à la faveur de la dépression, le mouvement *Farmer-Labor* réussit à faire élire son candidat, Floyd B. Olson, au poste de gouverneur de l'Etat de Minnesota. Olson fut deux fois réélu et il pratiqua, jusqu'à sa mort prématurée, en 1936, une politique sociale-démocrate et réformiste qui, en Europe, eût paru banale mais qui, sur le sol des Etats-Unis, fit figure de nouveauté. Par la suite, le *Farmer-Labor movement* de Minnesota se décomposa, une de ses ailes rejoignant, en 1938, le Parti Républicain tandis que l'autre, entraînée par les staliniens, fusionnait, en 1944, avec le Parti Démocrate <sup>45</sup>.

Plus tard, dans l'Etat de Wisconsin, les fils du sénateur Robert La Follette réussirent à obtenir l'appui simultané des fermiers et des syndicats ouvriers et à se faire élire, en 1934, sur une liste indépendante, l'un comme gouverneur, l'autre comme sénateur. Mais l'expérience ne dura que quelques années et les « Progressifs » de Wisconsin finirent par retourner au Parti Républicain d'où ils venaient. L'expérience de bloc ouvrier-paysan fut d'ailleurs bien moins significative que dans le Minnesota, car les syndicats ouvriers aussi bien que les organisations de fermiers, qui avaient formé ensemble une *Farmer-Labor Progressive Federation*, n'obtinrent jamais le contrôle effectif du Parti Progressif : celui-ci joua le rôle d'une machine politique au service des ambitions personnelles des frères La Follette <sup>46</sup>.

La « grande dépression » eût pu donner naissance à un bloc ouvrier-paysan à l'échelle nationale. Et le programme de ce bloc eût pu être socialiste. Mais le Président Roosevelt ne laissa pas à ce mouvement le temps de prendre conscience de lui-même. Sans perdre un instant, il apaisa les travailleurs en introduisant dans le *National Recovery Act* la fameuse clause 7 a qui légalisait le droit syndical \*, et il apaisa les fermiers en promulguant l'*Agricultural Adjustment Act* qui, comme on l'a vu, visait à rétablir l'équilibre entre prix agricoles et prix industriels \*\*. C'est à peine s'il y eut, en 1932 et 1933, quelques révoltes sporadiques de petits fermiers. Dans le *Middle West*, un vigoureux agitateur, du nom de

\* Vol. I, p. 159-160.

\*\* Voir plus haut, p. 72.

Milo Reno, organisa un mouvement auquel il donna le nom de *Farm Holiday Association*. Les producteurs agricoles qui le suivirent se mirent en grève, refusant de porter leurs denrées sur les marchés tant que les prix de celles-ci seraient inférieurs aux coûts de production. Des piquets de grève furent organisés, des camions transportant le lait de fermiers « jaunes » arrêtés et renversés. Milo Reno affirmait qu'il n'y avait aucun conflit fondamental entre ouvriers et paysans et qu'ils avaient, au contraire, des ennemis communs : l'usurier et l'intermédiaire. Un embryon de front unique entre mouvement ouvrier et organisations de défense des petits fermiers fut également réalisé dans la lutte contre l'éviction des cultivateurs grevés d'hypothèques. Mais ces divers mouvements firent long feu, la promulgation de l'A.A.A. et les moratoires de paiement des dettes hypothécaires ayant rendu espoir aux fermiers <sup>47</sup>.

Comme l'observait, en 1937, Rexford G. Tugwell, ce fut une alliance ouvrière-paysanne qui assura la réélection triomphale de Roosevelt en 1936. « Cependant cette alliance n'a pas été capitalisée <sup>48</sup>. » Le *New Deal* s'est contenté de ranger travailleurs industriels et fermiers sous la houlette de Roosevelt. Mais il a empêché cette alliance de se trouver une forme politique indépendante et un programme anticapitaliste. Son paternalisme étatique a détourné les victimes du Grand Capital de chercher à s'émanciper par elles-mêmes et par leurs efforts conjugués. Le rooseveltisme, qui se survit aujourd'hui encore en la personne de ses épigones, a peut-être davantage retardé qu'avancé l'heure d'un véritable bloc ouvrier-paysan aux Etats-Unis.

\*  
\*\*

Et nous sommes ainsi amenés à nous poser la question vers laquelle tendait toute notre analyse : une alliance du prolétariat industriel et des fermiers est-elle possible aux Etats-Unis ? Cette alliance, dans le passé, n'a jamais été conclue de façon permanente et effective. Elle n'a revêtu que la forme d'expédients temporaires, les deux groupes se découvrant occasionnellement un intérêt commun à faire front unique contre les forces conservatrices <sup>49</sup>. En sera-t-il autrement dans l'avenir ?

Les auteurs qui se sont penchés sur ce problème le posent

mal, parce qu'ils le posent dans l'abstrait et non d'une façon dialectique. Nous avons déjà vu comment faisaient fausse route ceux qui essayaient de nous enfermer dans le dilemme « fermes familiales » ou « usines rurales » alors que la question par eux soulevée ne peut être résolue que sur un plan supérieur \*. Les auteurs qui dissertent sur les chances d'une alliance entre fermiers et travailleurs industriels commettent, me semble-t-il, la même erreur. Leur méthode consiste à dresser une sorte de catalogue des points sur lesquels agriculteurs et ouvriers ont des intérêts opposés et de ceux sur lesquels leurs intérêts coïncident. Ils placent ensuite les divers articles de cette énumération sur une balance, et ils regardent de quel côté le fléau penche. Cette méthode ne les mène pas à grand'chose.

Pourtant, les faits qu'ils énumèrent sont utiles à connaître; et c'est pourquoi je les résumerai brièvement.

Parmi les motifs de désaccord entre fermiers et ouvriers, on nous indique, tout d'abord, la question des prix. Les fermiers s'efforcent d'obtenir, pour leurs denrées, le plus haut prix possible, alors que les salariés industriels voudraient voir s'établir ces mêmes prix au niveau le plus bas<sup>50</sup>. C'est ce fameux « antagonisme » que le secrétaire à l'Agriculture, Charles F. Brannan, voudrait atténuer, en instituant, pour les denrées périssables, le système du « double prix » \*\*.

Ensuite, on évoque la question des salaires. Les ouvriers s'efforcent d'obtenir les plus hauts salaires possible, alors que les fermiers protestent contre le niveau excessif de la rémunération des travailleurs industriels, soit parce qu'ils sont eux-mêmes employeurs, soit parce qu'ils sont « jaloux » de voir l'ouvrier, en huit heures de travail, s'assurer un revenu supérieur à celui que leur procure une journée de labeur beaucoup plus longue, soit, enfin, parce qu'ils rendent les salaires responsables des hauts prix des produits manufacturés (engrais, machines agricoles, etc.), nécessaires à leur exploitation<sup>51</sup>.

Ouvrons ici une parenthèse : cette animosité du fermier à l'égard du travailleur industriel est considérablement renforcée aux Etats-Unis par certaines pratiques égoïstes et monopolistiques du syndicalisme de métier et d'affaires. C'est ainsi

\* Voir plus haut, p. 91-99.

\*\* Voir plus haut, p. 78.

que les *teamsters* (camionneurs) ont indisposé les fermiers par toutes sortes de pratiques telles que les obliger à embaucher des chauffeurs supplémentaires ou rendre la livraison de leurs denrées sur les marchés extrêmement onéreuse du fait des conditions draconiennes qu'ils imposent aux commissionnaires<sup>52</sup>.

On nous dit aussi que le fermier est fondamentalement individualiste. Il croit dur comme fer à la « libre entreprise ». Il partage les préjugés de l'ensemble des classes moyennes contre le mouvement ouvrier. Il se cabre chaque fois que le *Labor* s'identifie dans son esprit avec une attaque frontale contre la propriété privée — que ce soit sous la forme d'une grève avec occupation d'usine ou d'un piquet de grève massif et violent. Le socialisme lui inspire une méfiance invincible : non seulement parce qu'il lui attribue le dessein de le déposer, mais aussi parce qu'il croit voir en lui un produit d'importation étrangère, ou, pour le moins, une fleur monstrueuse cultivée dans les serres de New-York, cette inquiétante cité cosmopolite en marge de l'Amérique...<sup>53</sup>. Et on nous rappelle que dans l'antagonisme entre ouvrier et fermier il, y a aussi un facteur ethnique : les fermiers sont, en majorité, de vieille souche anglo-saxonne, tandis que les noms des ouvriers de la grande industrie ont fréquemment des consonances slaves ou latines<sup>54</sup>.

Le fermier veut bien tolérer le mouvement ouvrier et même s'entendre, de temps à autre, avec lui, dans la mesure où ce dernier lui paraît servir de « contre-poids » aux grands monopoles capitalistes<sup>55</sup>, mais, comme nous l'avons déjà vu, son attitude anti-trusts est beaucoup plus réactionnaire que progressive. Il n'a pas encore renoncé à l'utopie jeffersonienne d'une démocratie de petits producteurs. Il voudrait mettre un frein à l'industrialisation, tandis que le salarié industriel l'accepte comme un fait acquis et essaie d'en tirer pour lui le maximum de profits<sup>56</sup>.

Et voici, maintenant, la liste qu'on nous dresse des points sur lesquels fermiers et ouvriers devraient s'entendre.

Les prix des denrées agricoles? L'antagonisme est purement superficiel. Ce sont les monopoles capitalistes, les fameux « intermédiaires », qui rançonnent à la fois le fermier et le consommateur. La part que touche le fermier sur un dollar de denrée agricole achetée par le consommateur n'est-elle

pas, si l'on en croit les plus récentes statistiques, de 54 cents \* (après avoir été, pendant les années de dépression, inférieure à 40 cents<sup>57</sup>)? Pour réconcilier le fermier et le travailleur industriel, il suffirait de supprimer les maudits intermédiaires : multiplions les coopératives de vente parmi les fermiers et les coopératives de consommation parmi les ouvriers<sup>58</sup>. Ou bien, comme le suggère le secrétaire Brannan, faisons payer par les pouvoirs publics la différence entre le prix payé par le consommateur et celui touché par le fermier. Et le tour sera joué.

Les salaires? Ici encore l'antagonisme, nous dit-on, est plus apparent que réel. Tout d'abord, les statistiques révèlent que les salaires des journaliers agricoles ne constituent qu'un faible pourcentage des coûts de production des exploitants ruraux. De 1929 à 1935, ce pourcentage oscilla entre 12,1 et 17,3 %, alors que celui des produits industriels utilisés par le fermier oscilla entre 50 et 70 %. Et encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des biens de consommation (nourriture, vêtements, etc.) que le fermier doit se procurer chez le détaillant local. Tugwell en conclut que le fermier a surtout intérêt à réduire ses dépenses autres que celles de main-d'œuvre. Il a une querelle beaucoup plus sérieuse avec ses fournisseurs qu'avec ses salariés. En plus, les fermiers employant de la main-d'œuvre sont une faible minorité : pas plus de 20 à 25 % du total des fermiers en 1935. L'immense majorité des fermiers employeurs n'avaient, toujours en 1935, qu'un seul salarié. Le nombre de ceux employant plus de cinq salariés était infime. D'autre part, la mécanisation tend à réduire toujours davantage la quantité de main-d'œuvre agricole; les griefs que nourrissaient les fermiers à l'égard de leurs salariés se trouvent donc reportés de plus en plus sur les fabricants de machines agricoles, les trusts de l'essence, etc., etc.<sup>59</sup>. D'ailleurs, les difficultés entre journaliers et fermiers se produisent surtout lorsqu'il s'agit de main-d'œuvre saisonnière. Les conflits du travail à la campagne sont particulièrement irritants lorsqu'ils surgissent au moment où doit être récoltée une denrée rapidement périssable<sup>60</sup>. Mais les fermiers qui emploient de la main-d'œuvre saisonnière sont, pour la plupart, de gros exploitants<sup>61</sup>. Enfin, un très grand nombre de petits fermiers (près

\* Voir plus haut, p. 74.



du tiers), n'arrivant pas à vivre du produit de leur exploitation, sont, en même temps, eux-mêmes ou leur famille, des salariés partiels ou totaux<sup>62</sup>. Ils ont donc des intérêts communs avec la classe ouvrière\*. Si l'on passe maintenant à la question des salaires industriels, on nous prouve que ceux-ci ne sont pas l'élément déterminant des coûts de production. Les syndicats ouvriers, tel celui des travailleurs des firmes de machines agricoles, *Farm and Equipment Workers*, ont répandu des tracts dans lesquels ils exposent au fermier que sur 100 dollars dépensés par celui-ci pour l'achat d'un tracteur, par exemple, la part de salaire direct comprise dans le coût de production de cette machine ne dépasse pas 4 dollars 80<sup>64</sup>. Enfin, les syndicats ouvriers ne manquent pas de suggérer aux fermiers que de hauts salaires sont générateurs d'un pouvoir d'achat accru et que la prospérité du travailleur urbain est le plus sûr moyen de prévenir la mévente des produits agricoles.

Le fermier est individualiste et hostile à l'égard de tout ce qui dégage le moindre relent de socialisme? Ici, les partisans d'une alliance entre fermiers et ouvriers se trouvent dans une position particulièrement embarrassante. D'une part, ils sentent bien que le seul lien solide existant entre les deux catégories sociales est leur haine commune des monopoles capitalistes : à son congrès de 1949, le *C.I.O.* adopta une motion dans laquelle il proclamait, en termes ronflants, que fermiers et travailleurs urbains doivent « faire cause commune contre les monopoles<sup>65</sup> ». Mais, en même temps, le mouvement ouvrier dans son ensemble accepte le présent système économique et ne propose aucune mesure contre les monopoles ayant un caractère — ou même une orientation — socialiste : pas même la nationalisation des chemins de fer. Il en est de même pour les organisations de fermiers les plus progressives, les plus disposées à s'allier avec le *Labor*, telles que la *National Farmers Union*. La « lutte commune » contre les monopoles ne peut donc être que purement verbale. Ou quand elle s'efforce de prendre un caractère plus concret, elle reste trop souvent inopérante et utopique. Ensemble, *Labor* et fermiers « pro-

---

\* En sens contraire, de nombreux travailleurs industriels ont conservé des liens avec la campagne et exploitent, à leurs heures de loisir, de petites fermes<sup>63</sup>.

gressifs » réclament une législation anti-trusts (comme, par exemple, l'abolition du *basing point* dans l'industrie de l'acier <sup>66</sup> \*, mais les lois qu'ils appuient ou ne sont pas adoptées ou restent lettre morte. Ensemble, *Labor* et fermiers « progressifs » s'efforcent de mettre en rapport des coopératives agricoles de vente et des coopératives de consommation urbaines, avec pour objectif ultime « l'échange des produits de l'industrie et des produits de l'agriculture sans la pénalité des péages de profit prélevés à présent par nos exploités communs <sup>67</sup> ». Mais on peut compter sur les doigts les initiatives de ce genre; et, de plus, les coopératives ont peu de chances de résister à la concurrence et au boycottage formidables du Grand Capital; ou plutôt, elles ne le peuvent que dans le cas où elles ne sont, comme on l'a vu \*\*, que des entreprises capitalistes déguisées. Ensemble, *Labor* et fermiers « progressifs » essaient d'obtenir des pouvoirs publics une politique agricole plus favorable au petit fermier (encouragement à la « ferme familiale », réhabilitation rurale, soutien des prix par des subventions directes au petit fermier); mais l'intervention gouvernementale, on l'a vu, n'a pas réussi à contenir, et même elle a, dans une certaine mesure, accéléré l'invasion de l'agriculture par le capitalisme; et celle-ci ne pourrait être stoppée que par des mesures radicales, impraticables dans le cadre du présent système \*\*\*.

A l'heure actuelle, l'alliance entre le *Labor* et la *National Farmers Union* se limite à quelques conférences éducatives communes au cours desquelles il est beaucoup parlé dans le vide \*\*\*\*, et à quelques gestes de fraternité réciproques. C'est ainsi que certaines organisations du *C.I.O.* souscrivent des abonnements à des journaux de fermiers ou y font passer des placards de publicité dans lesquels il est affirmé que les intérêts des fermiers et des ouvriers sont identiques <sup>69</sup>. Lorsque les travailleurs d'industries en liaison avec l'agriculture se mettent en grève, tels ceux de la viande, ils prennent la peine d'imprimer une gentille lettre ouverte aux fermiers, leur expliquant pourquoi ils cessent le travail et faisant appel à leur solidarité <sup>70</sup>. En quelques occasions, les petits fermiers ne

\* Cf. vol. I, p. 36.

\*\* Voir plus haut, p. 52-54.

\*\*\* Voir plus haut, p. 74-81 et 98-99.

\*\*\*\* J'ai assisté à l'une d'elles en 1947, à Minneapolis<sup>68</sup>.

restent pas sourds à ces appels et envoient des caisses d'œufs ou des camions de légumes aux grévistes<sup>71</sup>. En revanche, les syndicats ouvriers ont appuyé, en plus d'une circonstance, des grèves de petits producteurs laitiers aux prises avec les trusts du lait<sup>72</sup>.

Aujourd'hui, l'alliance ouvrière-paysanne, si on la dépouille de ses oripeaux, consiste surtout à assurer en commun la réélection des candidats du Parti Démocrate, endossés par le *Labor*<sup>\*</sup>. Durant les premières années du *New Deal*, le comité électoral *Farmer-Labor* était extrêmement large puisqu'il englobait tout le *Farm Bloc*, c'est-à-dire les grandes organisations agricoles réactionnaires, transfuges du Parti Républicain, telles que la *Farm Bureau Federation* et la *National Grange*<sup>\*\*</sup>. Henry Wallace, secrétaire à l'Agriculture du Président Roosevelt, était alors l'enfant chéri des gros fermiers. Et pour cause : la politique de l'A.A.A. les tira des affres de la dépression et leur procura de très substantiels profits. Mais, à partir de 1938, le *Farm Bloc* commença à bouder ses sauveteurs, dont le relatif libéralisme ne leur paraissait plus de mise maintenant que la tourmente était passée, tandis qu'au même moment l'administration Roosevelt s'orientait vers une politique de réhabilitation du fermier pauvre. Le bloc ouvrier-paysan se rétrécit. Wallace, ne pouvant plus s'appuyer sur les grandes organisations de fermiers, s'associa de plus en plus étroitement avec la *National Farmers Union*<sup>74</sup>. Parallèlement, un rapprochement s'opéra entre cette dernière et le *Labor*. Le 11 février 1938, une conférence réunissant des délégués de la *National Farmers Union* et d'une filiale politique du *C.I.O.*, créée par John L. Lewis, la *Labor's Non-Partisan League*, rédigea une déclaration de principe et un programme législatif *Farmer-Labor*. La *National Farmers Union* fut dénoncée violemment par le *Farm Bloc*, qui l'accusa de n'être plus une authentique organisation de fermiers, qualifiée pour parler au nom de ces derniers, mais un simple satellite du *Labor*<sup>75</sup>. Et ces attaques provoquèrent des flottements au sein même de la *National*

\* Le *Labor* a un besoin d'autant plus impérieux de se concilier les électeurs ruraux que ceux-ci ont, aux Etats-Unis, un pouvoir politique hors de proportion avec leur importance numérique. En effet, le découpage des circonscriptions électorales, dont le soin est laissé aux différents Etats, est effectué de telle façon que les élus ruraux sont proportionnellement beaucoup plus nombreux que ceux des villes<sup>73</sup>.

\*\* Voir plus haut, p. 48 sqq.

*Farmers Union*, qui ne comprend pas que des éléments progressifs \* : son comité directeur refusa de ratifier le programme qui avait été adopté <sup>76</sup>.

Cependant, quelques années plus tard, un accord en vue d'une action législative commune fut conclu entre la *National Farmers Union* et les syndicats ouvriers (non plus seulement le *C.I.O.*, mais aussi cette fois l'*A.F.L.*, et les Fraternités de cheminots). Cette coalition contribua à la réélection du Président Roosevelt en 1944 <sup>77</sup>.

L'alliance électorale ouvrière-paysanne fonctionna tacitement aux élections de novembre 1948, et elle assura le triomphe du Président Truman et du Parti Démocrate. Mais elle ne prit une forme réellement organique qu'en juin 1949, lorsque des représentants du Parti Démocrate, du *Labor* et de la *National Farmers Union* se réunirent à Des Moines (Iowa), afin d'adopter une tactique commune pour consolider leur victoire dans les seize Etats ruraux du *Midwest*. Le plan conçu consistait à détacher la masse des agriculteurs des organisations de gros fermiers, à tendances républicaines, qui les avaient circonvenus dans le passé et à les rallier au bloc ouvrier-paysan d'obéissance démocrate, constitué par le *Labor* et la *National Farmers Union*. L'instrument magique qui devait opérer ce regroupement était le fameux Plan Brannan <sup>78</sup> \*\*. Quelques semaines plus tard, le Président Truman lui-même se fit le porte-parole de la nouvelle coalition. Il exalta l'interdépendance, la communauté d'intérêts des deux groupes, prenant vivement à partie ceux qui « délibérément s'efforcent de tromper et de diviser fermiers et travailleurs » et de « dresser les deux groupes l'un contre l'autre <sup>79</sup> ». Mais à l'heure où ces lignes sont écrites, les Démocrates ont essuyé, aux élections de « mi-terme » de novembre 1950, un sérieux échec. Les Républicains ont réussi à regagner une partie du vote rural qui leur avait fait défaut en 1948. L'opération de grand style qui consistait à couper le *Farm Bloc* de sa base semble avoir, pour le moment, échoué. Quant au Plan Brannan, les candidats Démocrates eux-mêmes n'ont pas osé le soutenir au cours de leur campagne électorale; et on le donne pour mort et enterré <sup>80</sup>.

\* Voir plus haut, p. 93.

\*\* Voir plus haut, p. 78-81.



Ainsi, depuis que le capitalisme moderne a envahi les Etats-Unis, courbant sous son joug aussi bien les travailleurs de l'industrie que ceux du sol, les ouvriers et les fermiers n'ont pas encore réussi à cimenter, contre l'ennemi commun, une alliance ayant des bases solides et durables. Et pourtant, cette alliance est la condition même de leur commune émancipation. Le fermier, du fait de son isolement, de sa dispersion, de son manque d'organisation, ne peut rien contre les puissances qui l'exploitent sans l'aide du *Labor*. Le *Labor*, de son côté qui, malgré sa puissance et son importance numérique croissantes, reste une minorité dans le pays, ne peut consolider et développer ses conquêtes sans l'appui, ou, pour le moins, la neutralité bienveillante des fermiers. Les privilégiés savent mieux que quiconque le danger que présenterait pour eux un véritable bloc ouvrier-paysan. Rexford Tugwell, qui fut un des collaborateurs immédiats de Wallace au Département de l'Agriculture, parle de la « terreur » que leur inspire l'éventualité d'une coalition *Farmer-Labor*<sup>81</sup>.

Le bloc ouvrier-paysan n'est pas une chimère. Il ne s'agit en l'espèce ni de résoudre le problème de la quadrature du cercle, ni de marier l'eau avec le feu. Aucune incompatibilité fondamentale, aucun obstacle insurmontable, ne s'opposent à sa réalisation. On se trouve ici en présence d'un problème concret, dont la solution ne peut être trouvée que s'il est dépouillé des abstractions et des mots creux dont on se plaît à l'obscurcir.

En gros, l'on peut dire que le « fermier », comme l'ensemble des classes moyennes, est écartelé entre la classe ouvrière, d'un côté, et le Grand Capital, de l'autre. Pour parler le jargon qu'affectionnait Thorstein Veblen, il est pris entre les *vested interests* et le *common man*<sup>82</sup>. Mais cette première approximation est beaucoup trop schématique.

L'agriculture américaine, je crois l'avoir montré, est loin d'être homogène. Elle est un ensemble complexe, formé de catégories aux intérêts extrêmement différenciés. Le capitalisme l'a envahie et la concentration de la propriété y a creusé de profondes divisions. On ne fait pas un pas vers une meilleure compréhension du problème si l'on s'obstine à parler

du « fermier » *tout court*. Il n'y a pas un seul mais plusieurs types de « fermier » américain. Au sommet, une toute petite minorité (quelques centaines de milliers) de fermes commerciales géantes; à la base, deux millions et demi à trois millions de petits fermiers et métayers parasitaires, qui luttent péniblement pour survivre, et deux à trois millions de journaliers agricoles, pour une large part saisonniers; entre les deux extrêmes, une couche de deux millions à deux millions et demi de fermiers moyens, jouissant d'une aisance qui, depuis la guerre, s'est transformée en prospérité.

Les féodaux de la grande agriculture sont liés étroitement au Grand Capital industriel et financier. Ils constituent un des principaux bastions de la réaction américaine, et comptent parmi les défenseurs les plus fanatiques de la propriété privée, parmi les ennemis les plus acharnés du Travail organisé. Ils sont même des fascistes en puissance, comme ils l'ont montré en Californie. Grâce au contrôle qu'ils exercent sur le *Farm Bloc*, ils se posent en porte-parole de l'ensemble de l'agriculture. Les fermiers moyens leur emboîtent le pas dans la mesure où ils partagent avec eux les profits, et où ils sont soudés à eux par l'hostilité à l'égard du *Labor*; mais ces derniers, en même temps, nourrissent, à des degrés divers, une certaine animosité à l'égard des monopoles industriels et des « usines rurales ».

Quant à la masse des déshérités ruraux, elle éprouve peu de sympathie pour le *Farm Bloc* et elle porte les trusts encore beaucoup moins dans son cœur que la catégorie précédente. Mais les parias du sol sont inorganisés, inéduqués, isolés.

La *National Farmers Union*, la *National Farm Labor Union*, je l'ai déjà dit \*, ne les représentent que très imparfaitement. Cependant, s'ils étaient soudés les uns aux autres et galvanisés, ils pourraient constituer une force considérable. Ils ont tout à gagner, rien à perdre à une transformation sociale. Ce sont eux dont le *Labor* pourrait aisément gagner la confiance et avec lesquels il pourrait s'allier. Inversement, le *Labor* est le seul mouvement auquel son dynamisme et ses puissants moyens matériels confèrent des chances de pouvoir les dresser sur leurs jambes et les entraîner.

L'adhésion des fermiers moyens à un bloc ouvrier-paysan

---

\* Voir p. 66-67 et 93.

est beaucoup plus problématique. D'abord, parce que les intérêts qui les lient aux féodaux capitalistes l'emportent le plus souvent, au moins dans les années de prospérité, sur la répugnance que leur inspire la concentration industrielle et agraire. Ensuite, parce que le *Labor* ne pourrait se les concilier tout à fait qu'en leur faisant des concessions telles qu'il se renierait lui-même et trahirait la cause des parias du sol\*. Tout au plus, le mouvement ouvrier peut-il espérer les neutraliser en les mettant devant le fait accompli d'un bloc ouvrier-paysan au programme dynamique et suivi d'actes.

Quel programme? Nous touchons ici au point crucial. Le défaut de toutes les expériences de bloc ouvrier-paysan tentées jusqu'à ce jour est qu'elles n'ont jamais ouvert une claire perspective d'avenir aux déshérités ruraux. Ceux-ci attendent encore qu'on leur suggère le moyen d'en finir avec les monopoles qui les rançonnent et avec la concentration de la propriété foncière qui les réduit de plus en plus à une condition parasitaire quand elle ne les chasse pas purement et simplement du sol. Personne, ni le *Labor* ni les organisations progressives de fermiers, n'a été capable jusqu'à présent d'apporter à ces maux des remèdes vraiment efficaces. Contre les monopoles, des phrases creuses. Contre la grande agriculture, des cautères sur jambe de bois qui n'ont pas réussi à ralentir une évolution implacable.

J'en arrive à la conclusion que le *programme du bloc ouvrier-paysan sera socialiste ou ne sera pas*. Le problème, aujourd'hui aigu et insoluble, posé par l'intrusion du capitalisme dans la vie rurale doit être résolu à la fois à l'intérieur de l'agriculture et à la périphérie. Or je ne vois pas d'autre moyen de mettre hors d'état de nuire les trusts industriels et bancaires aussi bien que les « usines rurales », que de les restituer à la collectivité. Un tel programme n'impliquerait d'ailleurs pas la collectivisation de l'ensemble de l'agriculture. Les Etats-Unis s'orienteraient plutôt, pour reprendre la formule d'un écrivain de tendances socialistes, Laurence Gronlund, vers un *social co-operative farming*<sup>84</sup>. Les « usines rurales » seraient administrées par leurs travailleurs associés en coopératives et non

---

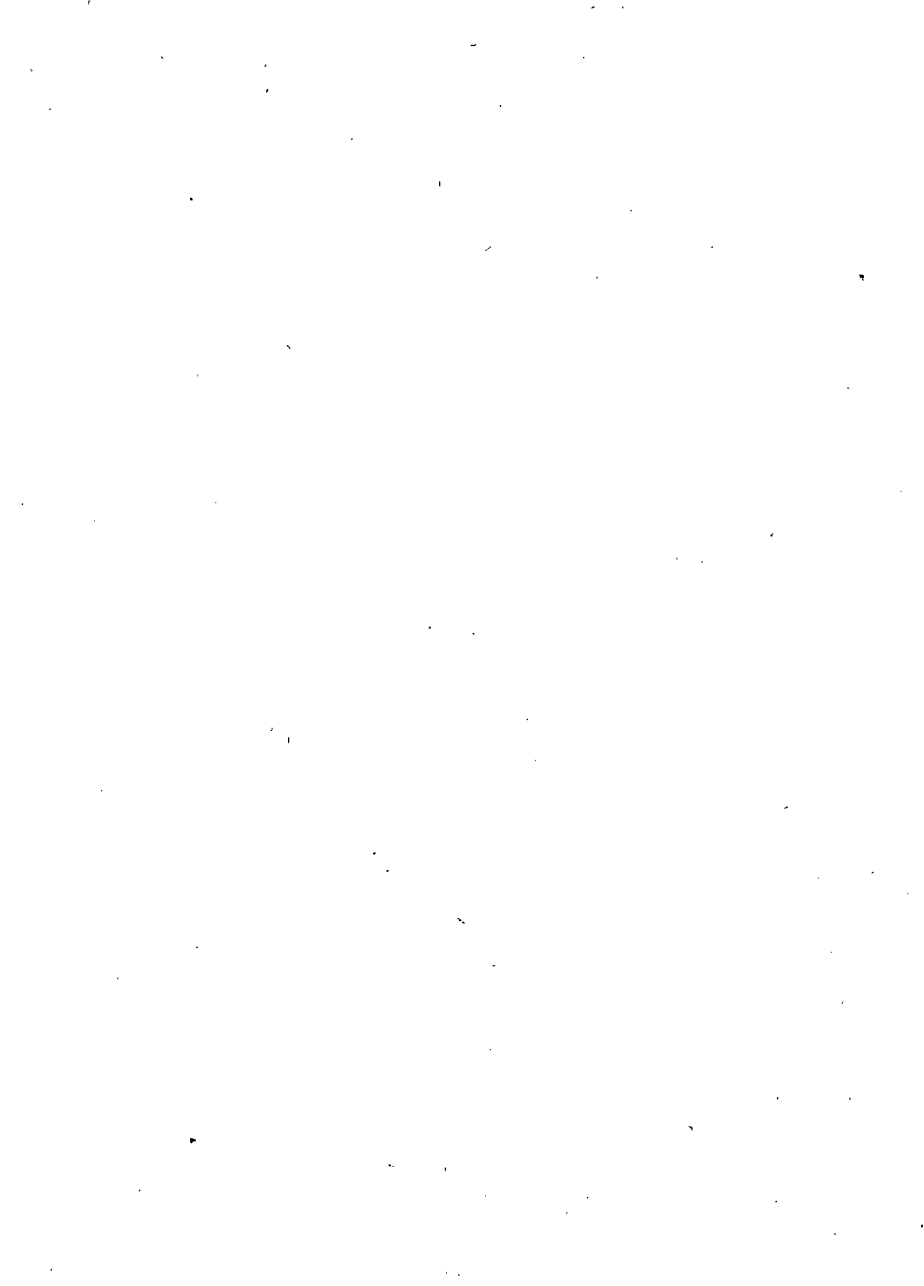
\* Pour la première fois, en 1950, un représentant du C.I.O. a pris la parole au Congrès du réactionnaire *Farm Bureau*<sup>83</sup>. Voici, précisément, une dangereuse concession aux classes moyennes rurales.

par des fonctionnaires. Leur activité pourrait être harmonisée avec celle des fermes familiales, encadrées dans un système de coopératives partielles. La faculté et le temps seraient laissés aux petits fermiers d'adopter le mode d'exploitation qu'ils préfèrent et de se convaincre, par leur propre expérience, des avantages de l'association. Pas de collectivisation forcée, pas de bureaucratisme, pas d'opérations chirurgicales barbares. Tel pourrait être le socialisme rural américain.



*QUATRIEME PARTIE*

LA REVOLTE NEGRE



## CHAPITRE PREMIER

### « LE PLUS GRAND SCANDALE DE L'AMERIQUE »

1. Introduction : D'où vient le préjugé racial? — 2. Un peu d'histoire. — 3. Jim Crow aujourd'hui. — 4. Des progrès? — 5. La discrimination dans l'emploi.

#### 1

**Introduction :**  
**D'où vient**  
**le préjugé racial?**

J'en arrive maintenant à l'étude de la force progressive la plus *explosive* des Etats-Unis : le mouvement d'émancipation des nègres. Mon propos est toujours le même : non pas statique, mais dynamique. Après avoir tracé à grands traits le tableau de l'oppression raciale et démontré qu'elle ne fait qu'un avec l'oppression capitaliste dans son ensemble, qu'elle en est une des formes les plus virulentes et les plus repugnantes, je rechercherai dans quelle mesure et de quelle façon les nègres sont susceptibles de s'allier au *Labor* pour la libération commune de tous les opprimés, blancs et noirs.

La gravité du problème noir a été aperçue et soulignée par tous les observateurs venus du dehors. Tocqueville notait déjà, il y a plus d'un siècle : « Le plus redoutable de tous les maux qui menacent l'avenir des Etats-Unis naît de la présence des noirs sur leur sol... Si l'Amérique éprouve jamais de grandes révolutions, elles seront amenées par la présence des noirs sur le sol des Etats-Unis<sup>1</sup>. » André Siegfried écrit d'une main

tremblante : « Ce problème est un gouffre sur lequel on ne peut se pencher sans effroi<sup>2</sup>. » Et le dernier en date, Gunnar Myrdal : « La façon dont est traité le nègre est le scandale le plus grand et le plus frappant de l'Amérique<sup>3</sup>. »

Les manifestations du préjugé racial, les divers aspects qu'il revêt aussi bien dans les mœurs que dans les lois ont fait l'objet, au moins en langue anglaise, de descriptions nombreuses et brillantes. Le drame intérieur du noir, que la société blanche traite comme un paria, quand elle ne se livre pas sur sa personne aux pires atrocités, a été raconté, de façon pathétique, par la littérature d'imagination contemporaine : personne n'a lu sans frémir les romans de Richard Wright — pour ne citer qu'un seul nom.

Mais la cause profonde de cette oppression, son mécanisme essentiel n'ont pas été mis complètement en lumière. Et, pourtant, le problème est insoluble tant qu'on ne remonte pas aux conditions sociales et à l'évolution historique qui l'ont enfanté. Toute étude qui ne comporte pas cette recherche ne peut aboutir qu'à la simple constatation d'une *maladie mentale, à peu près incurable. Mis en présence du nègre, l'Américain blanc, cet homme relativement sain et civilisé, se transforme soudain en aliéné. Et son comportement insensé réagit sur celui du nègre, provoquant chez ce dernier, bien que dans une moindre mesure, des désordres psychologiques*<sup>4</sup> (le persécuteur étant beaucoup plus fou que le persécuté).

S'il s'agissait vraiment d'une maladie mentale, s'il n'y avait aucun rapport entre les facteurs qui ont provoqué, entretenu, exaspéré, le préjugé racial et ceux qui ont amené aux Etats-Unis les travailleurs industriels à s'organiser en un bloc compact pour mettre en échec le *Big Business*, alors, je perdrais mon temps à rechercher les bases éventuelles, en même temps que les premiers symptômes, d'une alliance entre le mouvement ouvrier et les noirs. Je laisserais aux freudiens le soin de dissenter désespérément sur les « frustrations », les « complexes de culpabilité », les « anxiétés », les désordres sexuels des blancs d'Amérique<sup>5</sup>.

Mais s'agit-il vraiment d'une maladie mentale? Ou, si c'en est bien une, *comment a-t-elle été provoquée, par qui et pourquoi?*

Ici, nous nous heurtons à une conspiration du silence à peu près générale. Les blancs d'Amérique, dans leur immense

majorité, ne consentent même pas à aborder le sujet. Dans le Sud, bien entendu, ils sont encore beaucoup plus réticents que dans le Nord. Si on leur demande le *pourquoi* de leur attitude, ils esquivent la question, la tête basse. « Il n'y a pas de problème nègre », prétendent les plus cyniques. « C'est une question dont nous ne voulons pas parler », bredouillent ceux qui ne sont pas en paix avec leur conscience. Que de fois j'ai recueilli ces pitoyables réponses au cours de mes pérégrinations à travers les Etats-Unis!

Cependant, une minorité de blancs, dont l'importance numérique s'accroît lentement et sûrement, a fini par comprendre qu'elle avait plus à perdre qu'à gagner à se boucher les oreilles et à feindre d'ignorer le problème racial. Ces blancs « éclairés » ne se recrutent pas seulement dans la petite bourgeoisie libérale, dans les milieux intellectuels ou religieux, ou parmi les leaders ouvriers progressifs, on en trouve même quelques échantillons dans les hautes sphères du Grand Capital. Richard Wright, dans son *Native Son*, a campé un personnage de riche homme d'affaires, qui veut du bien aux nègres. Des gestes de philanthropie ont été esquissés : telles ces fondations capitalistes, qui financent des universités privées pour noirs, dans le Sud<sup>6</sup> \*. Et, couronnant le tout, les gardiens du trésor amassé par la famille Carnegie ont consenti à faire les frais d'un ouvrage « monumental » sur le problème nègre. Les grandes enquêtes consacrées aux injustices économiques et sociales les plus criantes jouent, aux Etats-Unis, le rôle de soupapes de sûreté. Les pouvoirs publics, exécutif et législatif, se penchent, de temps à autre, sur des problèmes tels que celui de la concentration économique, de la liberté d'opinion, des déshérités ruraux, etc., etc. Des tonnes de papier imprimé sont noircies. Mais ces réquisitoires-fleuves, dont les lecteurs se comptent sur les doigts, sont vite recouverts par la poussière des bibliothèques. La publicité donnée au mal soulage la conscience des responsables du mal, en même temps que celle de l'opinion publique. Quant aux victimes, l'illusion d'avoir

---

\* Ajoutons qu'Hollywood s'est décidé, depuis peu, à fabriquer des films sur la question raciale. Le spectateur non averti s'étonne de leur relative audace. Mais le sujet est toujours traité de façon plus ou moins inoffensive. Ainsi, dans *Lost Boundaries* (*Frontières invisibles*), il suffit du sermon d'un pasteur pour qu'une communauté blanche soit miraculeusement guérie du préjugé de couleur.

réussi à attirer un instant l'attention leur inspire un renouveau de patience.

Cependant, le préjugé racial est un problème si brûlant que, jusqu'à une date très récente, les pouvoirs publics n'ont pas osé ouvrir une enquête à son sujet. Un seul exemple : dès qu'on le touche, l'unité du Parti Démocrate est en danger; le mince fil qui unit les « Bourbons \* » du Sud aux « libéraux » du Nord risque de casser. Une enquête *privée* était donc le maximum de ce qui pouvait être fait. Et l'on jugea plus prudent, à l'époque, de n'en pas confier la direction à un Américain \*\*. La *Carnegie Corporation* fit donc venir de Suède le social-démocrate Gunnar Myrdal. Une imposante équipe de chercheurs américains, blancs et noirs, fut adjointe à ce professeur.

Le livre, qui a été publié sous son nom en 1944 et qui ne comporte pas moins de 1.483 pages, est une « somme » de tous les travaux antérieurs sur le problème nègre, en même temps que des rapports présentés par les nombreux collaborateurs associés à cette enquête. C'est donc un ouvrage très utile à consulter, une mine de faits et de documents, une espèce d'encyclopédie. Les manifestations du préjugé racial y sont décrites avec une profusion de détails et sous tous leurs aspects présents. La matière est presque trop abondante. Le souci de ne rien omettre, la refonte d'études de sources très diverses en un ouvrage unique, et aussi le snobisme universitaire, ont condamné l'auteur à des longueurs, à des redites, à une certaine pesanteur et un certain pédantisme dans l'exposition. Mais ne soyons pas trop sévères. Nous autres, Français, qui n'avons presque jamais osé regarder en face nos propres scandales, qui n'avons jamais brossé un tableau d'ensemble de notre domination coloniale — nous serions mal venus à jeter la pierre à l'ouvrage de Gunnar Myrdal.

Cependant, on a fait à celui-ci, dans les milieux « libéraux » américains, une réputation qui appelle de sérieuses réserves.

---

\* On appelle ainsi les Démocrates réactionnaires et anti-nègres du Sud par assimilation avec la trop célèbre famille royale qui ne put « rien apprendre et rien oublier ».

\*\* Depuis, en 1946, le Président Truman s'est décidé à faire étudier le problème racial par un comité dont il désigna personnellement les membres et qui lui présenta un rapport à la fin de 1947. Mais ce comité n'avait pas un caractère officiel (voir p. 189-190).

Il a été salué, en général, comme une analyse « exhaustive et objective », comme une étude « définitive ». On en a, publié des abrégés. Il est devenu une sorte de bible pour d'innombrables clubs, comités et groupes interracialiaux et culturels<sup>9</sup>.

Cependant l'ouvrage, s'il est irréfutable en tant que *description*, est faible en tant qu'*interprétation*. Il ne répond pas à la question qui me paraît fondamentale : il n'explique pas *comment, par qui, et pourquoi a été enfanté le préjugé racial*. Sans vouloir mettre en cause la bonne foi de Gunnar Myrdal, on est obligé de constater que sa méthode s'accorde assez bien avec les préoccupations et sert assez bien les intérêts de ceux qui ont financé son travail. Car, que pouvaient souhaiter les *trustees* de la *Carnegie Corporation*? Ils désiraient que le mal fût décrit sans fard, pour les raisons, ci-dessus indiquées, qui inspirent périodiquement les grandes enquêtes publiques américaines. Mais ils ne souhaitaient pas que l'on insistât trop sur les remèdes, parce qu'ils savent bien qu'il n'existe pas de véritable remède dans le cadre du système économique et social existant. Et ils ne voulaient à aucun prix que l'on mît à nu les causes véritables du mal, car si un rapport de cause à effet était établi entre le préjugé racial et l'oppression capitaliste, les victimes du préjugé racial seraient susceptibles d'en tirer une conclusion dangereuse pour l'ordre établi, tandis que les blancs, victimes de l'oppression capitaliste, seraient tentés de s'allier aux noirs. L'enquête de Gunnar Myrdal n'était acceptable pour ses bailleurs de fonds que si elle évitait ce double écueil, que si elle contribuait à conjurer ce double péril.

Eût-on voulu faire toute la lumière, il eût fallu considérer la maladie mentale comme un aboutissement, comme le produit final de tout un enchaînement de causes matérielles et historiques. Pour Myrdal, au contraire, elle est un *point de départ*. Il la décrit comme s'il s'agissait d'un phénomène magique. Il s'en afflige. Il déplore qu'elle détermine chez l'Américain blanc des attitudes en contradiction avec un autre phénomène magique : son attachement au Credo démocratique. Puis, s'étant « empêtré » dans ce « dilemme », il ne propose pas d'autre solution que de modifier les consciences : par l'éducation, la réforme morale, et en laissant faire le temps. Le livre n'a pas eu de peine à obtenir l'*imprimatur*.

\*  
\* \* \*

Mais voyons d'un peu plus près la thèse de Myrdal.

Dès la page 1, il nous annonce : « A travers cette étude, nous prendrons constamment comme point de départ les idées, les doctrines, les théories et les constructions mentales de l'homme ordinaire<sup>10</sup>. » En un mot : le préjugé racial des blancs. Et nous voici plongés dans le mystère. Myrdal décrit « la croyance totalement irrationnelle, en fait magique » qui constitue, selon lui, le fond du préjugé antinègre. Il fait des incursions dans « cette sphère magique de la mentalité de l'homme blanc ». Pour ce dernier, écrit-il, le nègre est inférieur « dans un sens profond et mystique<sup>11</sup> ».

Le fossé que les blancs ont creusé entre eux et les noirs, Myrdal le désigne d'un mot non moins mystérieux, inexplicable et inexplicable : à la suite de quelques sociologues américains, il emprunte à la théocratie hindoue le vocable de « caste ». De même que la caste hindoue est une stratification sociale d'origine soi-disant divine<sup>12</sup>, la caste de Myrdal apparaît comme une Idée (au sens hégélien du mot) préfabriquée et pré-établie. « Quand l'esclavage disparut, il resta la caste. » Il semble attribuer un pouvoir magique à la « caste ». Il la présente comme un état de choses dont la préservation a une valeur en soi : « Le système de caste se perpétue par sa propre inertie et par l'intérêt que la caste supérieure a à le perpétuer. » Si les nègres sont pauvres et inéduqués, c'est à cause de leur « position de caste ». Si les nègres sont privés de leurs droits civils, c'est en application du « principe de caste<sup>13</sup> ». La « caste » est un mot passe-partout, un écran commode, qui dispense de remonter aux origines du phénomène. Un mot dangereux aussi, puisqu'il évoque l'idée d'immobilité et tend à enfermer les nègres dans un infranchissable cercle de l'enfer<sup>14</sup>.

Occupé à décrire le fonctionnement contemporain de ce mystérieux « système de caste », Myrdal, comme la plupart des sociologues, isole artificiellement la sociologie de l'histoire. Il ne fait que de brèves allusions au long et tragique processus qui a conduit à la situation actuelle. Ce compilateur qui a tout lu et qui cite des centaines d'ouvrages, s'abstient de puiser dans les travaux historiques qui ont percé les ténèbres et fait



un peu de lumière sur les conditions dans lesquelles a été fabriqué et entretenu le préjugé racial<sup>15</sup>. Ainsi, c'est à peine s'il met à contribution l'admirable *Black Reconstruction* de Du Bois, le patriarche de l'« intelligentsia » nègre aux Etats-Unis; et pourtant ce livre, dans lequel les historiens blancs sont pris en flagrant délit de mensonge, a soulevé un large coin du voile\*. Myrdal ne cite l'auteur de *Black Reconstruction* que pour lui lancer des flèches. Du Bois déplore que le nègre, après son émancipation, n'ait même pas obtenu la propriété d'un lopin de terre : utopie! grogne Myrdal<sup>16</sup>. Du Bois regrette que le front unique des noirs et des « pauvres blancs », au lendemain de la guerre de Sécession, n'ait été qu'amorcé : c'était impossible! tranche Myrdal<sup>17</sup>. Tout son ouvrage s'applique d'ailleurs à démontrer qu'une alliance des nègres et des exploités blancs est chimérique. A l'en croire, le « pauvre blanc » serait davantage l'ennemi du noir que le riche capitaliste<sup>18</sup>. Telles sont, en effet, les apparences, si l'on prend comme point de départ le préjugé racial. Par contre, si l'on part des causes économiques du préjugé, alors les véritables ennemis des noirs sont démasqués. Mais Myrdal, précisément, ne veut pas les démasquer.

Cependant il est obligé d'admettre que Du Bois a mis en évidence, dans ses premiers écrits, certains aspects du problème nègre aujourd'hui couramment admis, et ceci bien avant les auteurs blancs qui, depuis, ont dû réviser leurs jugements. Mais il attribue injurieusement cette clairvoyance à un « accident historique<sup>19</sup> ». Il ne veut pas admettre que ce sont les conditions objectives auxquelles est soumise la race noire qui ont permis à un écrivain nègre d'atteindre le premier la vérité.

Il semble que la sourde irritation de Myrdal contre Du Bois ait une raison précise : l'auteur de *Black Reconstruction* se réclame ouvertement de Karl Marx et de la conception matérialiste de l'histoire<sup>20</sup>; il fut un des premiers historiens à appliquer cette méthode aux Etats-Unis<sup>21</sup>. Depuis, la conception matérialiste de l'histoire a fécondé et renouvelé la science historique américaine. Elle a inspiré les travaux d'historiens libéraux comme Charles A. Beard<sup>22</sup>. (Lorsqu'il s'agit du problème nègre, Beard ne parvient, d'ailleurs, pas à se dépouiller

\* Du Bois est âgé aujourd'hui de près de 83 ans, mais toujours vert.

entièrement des préjugés blancs et manie la méthode matérialiste avec beaucoup moins de sûreté que le noir Du Bois <sup>23</sup>.) Mais le social-démocrate suédois Gunnar Myrdal ne pardonne ni à l'un ni à l'autre d'introduire le facteur économique dans l'histoire. Il fait allusion avec humeur au travail de Beard sur la Constitution. Il déplore qu'« une vague conception de déterminisme économique » ait envahi les écrits modernes « bien au delà de l'école marxiste ». Cette méthode aurait acquis à tort la réputation d'être scientifique; elle est, pour Myrdal, « non réaliste » et « étroite ». Si l'olympien professeur prend soudain un ton aussi agressif, n'est-ce pas que nous touchons au point le plus fragile de son édifice? Ici, il ne discute pas, il ne démontre pas, il tranche péremptoirement : ~~Il n'y a « aucune raison », « aucune possibilité », affirme-t-il, d'expliquer le statut « de caste » du nègre dans la société américaine en prenant comme base le « facteur économique ».~~ Tenez-vous-le pour dit.

Mais la vérité est une déesse terriblement importune. Elle ne laisse pas Myrdal en paix, elle le presse, le pousse dans ses derniers retranchements, l'amène à se contredire. Ainsi, il lui échappe d'écrire que la « discrimination contre les nègres a ses racines dans cette tradition d'exploitation économique » et que le préjugé racial a pour fonction de « défendre des intérêts <sup>25</sup> ». De même, dans un des rares passages qu'il consacre à l'arrière-plan historique du problème noir, il écrit que lorsque les nègres furent réduits à l'état d'esclaves, le besoin se fit sentir, dans ce pays chrétien, d'une justification quelconque autre que la simple nécessité économique et le droit du plus fort. C'est alors qu'on inventa « l'argument que le nègre était un païen et un barbare..., un descendant de Ham, fils de Noé, maudit par Dieu lui-même et condamné pour toujours à la servitude en raison de son ancien péché <sup>26</sup> ». Ce passage ne montre-t-il pas clairement que le préjugé racial est une attitude délibérément fabriquée par les exploiters pour justifier l'exploitation de la main-d'œuvre servile? Ici plus d'explication « mystique » ou « magique ». Le point de départ n'est plus le préjugé racial. Le point de départ, c'est l'exploitation économique. Le préjugé suit <sup>27</sup>.

Mais ces retours offensifs de la vérité ne sont, chez Myrdal que des défaillances passagères. Il essaie de se protéger contre elles en s'enfermant dans ce qu'il appelle un « cercle vicieux ».

La théorie du cercle vicieux est l'alpha et l'oméga de sa sociologie. Il n'y a pas, selon lui, de « cause première », « toute chose est cause de toute autre chose », « aucun facteur particulier n'est une cause finale ». Veut-on un exemple? Le préjugé racial des blancs maintient à un niveau extrêmement bas les conditions d'existence des noirs; en retour, le niveau de vie très bas des nègres entretient le préjugé racial; et ainsi de suite<sup>23</sup>. Myrdal ne veut pas voir qu'à l'origine de son prétendu « cercle vicieux », il y a bien une cause première, l'exploitation capitaliste, créatrice du préjugé racial.

En outre, l'expression « cercle vicieux », tout comme le mot de « caste », présente le grave inconvénient de suggérer que l'oppression raciale est sans issue. C'est, d'ailleurs, en fait à cette conclusion qu'aboutirait la thèse de Myrdal si on la poussait jusqu'au bout<sup>20</sup>.

Mais l'auteur se pose aussi en réformateur social. Il se targue de faire, comme il dit dans son jargon, du *social engineering*<sup>30</sup>. Il faut donc bien qu'il propose des remèdes. Alors, soudain, le sociologue fataliste se mue en moraliste. Le problème nègre est une question essentiellement *morale*, proclame-t-il<sup>31</sup>.

Et de nous dépeindre les Américains blancs aux prises avec un « dilemme ». Leur personnalité est double, leur âme divisée. Deux croyances magiques (magiques seulement pour Myrdal, qui se garde de nous en dire l'origine), se disputent leur conscience. D'une part, le « Credo américain », à la fois démocratique et chrétien; d'autre part, un faisceau d'effroyables « préjugés » qui sont en contradiction et en conflit avec ce « Credo »<sup>32</sup>. Pourquoi ce dédoublement, pourquoi cette lutte? Mystère! Tantôt Myrdal nous suggère que les préjugés des blancs sont une « erreur » qu'ils rectifieraient s'ils étaient bien informés<sup>33</sup>. Tantôt il les attribue « à un siècle de retard dans la moralité publique<sup>34</sup> ». Tantôt il rend cet oracle que le préjugé racial « n'est qu'une variante de l'énigme qui trouble les philosophes depuis plusieurs milliers d'années : le problème du Bien et du Mal sur la terre<sup>35</sup> ». Il lui arrive aussi d'écrire que le besoin de préjugé racial est un « besoin de défense des Américains contre leur propre Credo national, contre les idéaux qu'ils chérissent le plus<sup>36</sup> ». Mais il ne dit pas le pourquoi de cet étrange masochisme.

Il préfère sermonner les Américains blancs et les exhorter

à se réformer. « La nation américaine ne sera pas en paix avec sa conscience tant que l'inégalité n'aura pas été extirpée<sup>37</sup>. » Mais l'Amérique voudra-t-elle faire la paix avec elle-même? Myrdal lui-même n'en est pas absolument sûr : « Si l'Amérique, écrit-il, ne verse pas dans le fascisme », la population blanche sera poussée à faire bénéficier pleinement les nègres du « Credo américain<sup>38</sup> ». En d'autres termes, si les préjugés réactionnaires, toujours virulents, ne s'exaspèrent pas aux Etats-Unis jusqu'à prendre une forme fasciste, ils finiront par disparaître. Autant ne rien dire.

Cependant, Myrdal veut espérer que le problème nègre sera résolu par des moyens « moraux », par un processus d' « éducation » lent et graduel. Il s'offre à le résoudre comme l'Eglise s'offre à résoudre la question sociale : en changeant les cœurs, en leur inspirant la charité et la fraternité. Mais, au moment même de conclure, il ne peut s'empêcher de se contredire encore une fois. Il a constaté que toutes les personnes avec lesquelles il est entré en contact, aux Etats-Unis, à tous les échelons de l'échelle sociale, sont de « braves gens », qui veulent être « rationnels et justes ». Et pourtant leur conduite dément à chaque instant cette bonne volonté. Et Myrdal est bien obligé d'admettre que la faute en incombe aux « institutions ». Ce serait donc, si l'auteur allait au bout de son raisonnement, la société, plutôt que la « nature humaine », qu'il faudrait *d'abord* songer à « reconstruire ». Ce seraient les conditions sociales qui créent le préjugé racial qu'il faudrait *d'abord* faire disparaître. Mais l'auteur a la prudence de ne pas pousser plus loin et le rideau tombe<sup>39</sup>.

\*  
\*\*\*

Sans doute tout n'est-il pas à rejeter dans les thèses de Myrdal. A commencer par son réformisme. Condamner le réformisme ne signifie pas faire fi des réformes. Aucun fléau social ne peut être combattu seulement en luttant pour la suppression ultime de ses causes. Ceux des syndicalistes qui se proposent pour fin dernière l'abolition du salariat ne s'en battent pas moins sur un programme de « revendications immédiates ». Les adversaires les plus déterminés de la religion n'attendent pas le jour où aura été balayé le fumier sur lequel pousse la fleur monstrueuse de la superstition pour

essayer de faire reculer, dès aujourd'hui, le préjugé religieux. L'émancipation finale des nègres peut être avancée et préparée elle aussi par des « revendications immédiates » et par une action sur les consciences. Le programme minimum de Droits Civils que le Président Truman a endossé en 1948 (et qui n'a d'ailleurs pas encore reçu, à l'heure où ces lignes sont écrites, le plus petit commencement d'application) n'est nullement à dédaigner. Si timide et si insuffisant qu'il soit, son adoption constituerait, de toute évidence, un pas en avant. L'« éducation » que préconise Myrdal, la propagande contre le préjugé racial, ne sont pas sans utilité. En y recourant, les syndicats ouvriers les plus progressifs ont réussi, dans une certaine mesure, à modifier la mentalité de leurs adhérents blancs. Mais le réformisme est dangereux lorsqu'il se propose comme une fin en soi et vise à détourner l'attention de la nécessité de transformations plus profondes. L'ouvrage de Myrdal est pernicieux à un double titre : quand son auteur, adoptant l'attitude du sociologue fataliste, suggère que l'oppression raciale est un « cercle vicieux » sans issue; et quand, se muant en réformateur social, il entretient l'illusion que le problème nègre pourrait être résolu dans le cadre du système économique actuel.

L'argument selon lequel le traitement infligé aux nègres est en contradiction avec le Credo démocratique de l'Amérique n'est pas non plus dénué de valeur. Du point de vue purement tactique, il est même excellent. Car ce fameux Credo, contredit à chaque instant par les faits, reste, malgré tout, dans la conscience des Américains, une « idée-force », une réalité vivante, et pas simplement un rituel de pure forme. Et il le reste, parce que, pour les immigrants ou descendants d'immigrants qui ont fui l'oppression de la vieille Europe afin de fonder une société nouvelle sans oppression — une *Icarie*, le mot « démocratie » garde une signification beaucoup plus vaste que la version tronquée qu'en propose la société bourgeoise : celle de l'émancipation totale des hommes. Myrdal n'a pas tort de suggérer aux nègres qu'ils disposent d'« un instrument puissant » dans leur lutte contre l'Amérique blanche : « les glorieux idéaux américains de démocratie, de liberté et d'égalité que l'Amérique s'est engagée à servir, non seulement par sa Constitution politique, mais aussi par la dévotion sincère de ses citoyens <sup>40</sup> ». Toujours d'un point de vue tactique, il est

habile, aussi, de dire aux Américains que, s'ils veulent réellement se faire les champions de la démocratie dans le monde, ils feraient bien d'en faire bénéficier d'abord leur propre population noire : « L'intégration des nègres dans la démocratie moderne », écrit Myrdal, conférerait à l'Amérique une « puissance spirituelle infiniment plus forte que toutes ses ressources financières et militaires<sup>41</sup>. »

Mais cet argument est une arme à deux tranchants. Il peut servir la cause de l'émancipation nègre, et il peut la desservir. Il n'est positif que dans la mesure où l'on révélerait, en même temps, les raisons pour lesquelles l'Amérique a été amenée à trahir ses propres idéaux. Il faudrait raconter comment sont nées les aspirations démocratiques des pionniers qui ont colonisé le Nouveau Monde, puis comment le développement croissant du capitalisme, et, plus récemment, de l'impérialisme, a, de plus en plus, vidé de son contenu le Credo américain; il faudrait dénoncer l'incompatibilité qui existe aujourd'hui entre la dictature des monopoles et la démocratie. Mais Myrdal esquive, bien entendu, cette analyse et il entretient ainsi l'illusion, soigneusement cultivée par la classe possédante, que la « démocratie » américaine, telle qu'elle existe de nos jours, est pour tous les opprimés, qu'ils soient noirs ou blancs, un instrument d'émancipation.

Myrdal n'a pas tort non plus de mettre l'accent sur l'étude de ce que les marxistes appellent la « superstructure », c'est-à-dire le reflet dans la conscience humaine des conditions matérielles produites par la société. Les matérialistes authentiques — on l'oublie trop aujourd'hui, notamment dans les milieux « existentialistes » — n'ont, d'ailleurs, jamais prétendu que l'image avait moins d'importance que l'objet. L'objet crée l'image, mais l'image réagit sur l'objet. J'ai cité ailleurs une lettre d'Engels dans laquelle celui-ci s'élève contre ceux qui défigurent la conception matérialiste de l'histoire « jusqu'à dire que le facteur économique est le *seul* déterminant ». Et il rectifie : « La situation économique est la base, mais les diverses parties de la superstructure... exercent également leur action...<sup>42</sup> » Pour comprendre le problème nègre, il est nécessaire, *à la fois*, de saisir le mécanisme de l'exploitation économique qui a engendré le préjugé racial et de considérer la maladie mentale dont sont affligés les blancs comme un phénomène en soi, détaché des causes plus ou moins loin-

taines qui l'ont fait naître et ayant pris à la longue une existence quasi indépendante. Du Bois, tout en insistant sur l'origine économique du préjugé racial, admet qu'à la détermination consciente des blancs d'exploiter les noirs s'est superposé, peu à peu, à travers les âges, un « folklore racial » reposant sur des siècles d'instincts irrationnels et d'habitudes mentales, et qui s'est enfoui, à la longue, dans les profondeurs du subconscient<sup>43</sup> \*. Le plus sûr moyen, sans doute, de guérir cette maladie mentale, c'est de supprimer les conditions qui l'ont fait naître et qui l'entretiennent. Mais d'ores et déjà on peut, par une cure appropriée, en réduire la virulence; et, d'autre part, il faut s'attendre à ce que, les causes une fois supprimées, le mal leur survive un bon bout de temps<sup>44</sup>. Le préjugé racial, comme le préjugé religieux, a la vie dure. Si Myrdal s'était contenté de faire cette mise au point, il n'y aurait rien à redire; et les marxistes authentiques pourraient se joindre aux « existentialistes » pour l'en féliciter. Mais il ne se contente pas d'isoler la « superstructure », de la considérer comme un phénomène en soi, ce qui serait une méthode parfaitement valable; il ignore ou, dans le meilleur des cas, il sous-estime l'« infrastructure » et il se refuse à admettre le rapport de cause à effet existant entre elle et la « superstructure ».

Cette thèse « idéaliste » n'a d'ailleurs recueilli que peu d'adhésions dans les milieux intellectuels de couleur. Non seulement elle a été réfutée avec vigueur par des nègres se réclamant du marxisme, tel que le sociologue Oliver C. Cox, mais elle est contraire aux vues de nombreux spécialistes du problème noir qui ont été associés au travail de Myrdal<sup>45</sup>. Du Bois l'a abandonnée avec éclat \*\*. Elle n'est partagée ni par le social-démocrate et syndicaliste A. Philip Randolph, ni par les auteurs de *Black Metropolis*, St Clair Drake et Horace R. Cayton, qui tous insistent sur les *origines économiques* du préjugé racial<sup>46</sup>. Dans la revue libérale, *The Crisis*, organe de la *National Association for the Advancement of Colored People*, Hugh H. Smythe semble partager le point de

\* Claude Lefort m'a reproché (*Temps Modernes* du 1<sup>er</sup> novembre 1945) d'avoir réduit l'analyse du fascisme à ses aspects économiques. La critique m'a paru injuste, car je crois bien avoir essayé, dans *Fascisme et Grand Capital*, d'étudier la « mystique fasciste » comme un phénomène en soi.

\*\* Voir p. 230-237.

vue de ceux qui « considèrent que Myrdal est trop mystique dans sa façon de traiter le problème et que son étude des conditions présentes s'inspire beaucoup trop de considérations morales ou éthiques<sup>47</sup> ».

Un nègre, qui n'est pas un marxiste mais simplement le président d'un syndicat du C.I.O., Willard S. Townsend, a rétabli l'ordre des facteurs renversé par Myrdal : « Les inégalités dans notre système économique, écrit-il, ne sont pas le produit de préjugés individuels ou de préjugés collectifs stéréotypés. Les préjugés stéréotypés résultent de ces inégalités et en sont simplement les sous-produits...<sup>48</sup> ».

Je montrerai au cours de cette étude que le préjugé racial n'est pas né spontanément, mais qu'il a été fabriqué artificiellement, systématiquement, par les méthodes les plus subtiles et les plus diaboliques, par une propagande de masses persistante, comparable à celle mise en œuvre par le fascisme européen<sup>49</sup>. Démontez le mécanisme de ce « bourrage de crânes », attaquer le préjugé racial à sa source, révéler comment il a servi les intérêts de la classe dominante et a été un des instruments lui permettant l'exploitation des noirs aussi bien que des blancs, c'est déjà porter à la maladie mentale un coup mortel<sup>50</sup>. Dans l'immédiat, c'est-à-dire en attendant la suppression des causes mêmes du mal, il n'existe pas de cure plus effective. Mais Myrdal, qui se targue de « changer les cœurs », s'abstient de leur parler le seul langage qui puisse réellement les troubler.

A la décharge de Gunnar Myrdal, un dernier argument peut être proposé. Quelques personnes, qui lui veulent du bien, m'ont assuré que l'auteur, prisonnier de la fondation Carnegie, n'a pas eu les mains entièrement libres, qu'il n'a pas pu dire tout ce qu'il aurait voulu dire et qu'il convient de le lire « entre les lignes ». Cette hypothèse ne m'a pas paru convaincante. Néanmoins, j'ai voulu en avoir le cœur net. Je me suis donc rendu à Genève où Gunnar Myrdal occupe un poste important dans l'Organisation des Nations Unies. Je lui ai demandé sans ambages si cette rumeur comportait une part de vérité. Et la réponse a été catégorique : « *J'ai dit tout ce que je voulais dire et il n'y a rien à lire entre les lignes.* » Après quoi, je me suis senti plus à l'aise pour discuter l'ouvrage de Gunnar Myrdal.



## 2

**Un peu d'histoire**

Impossible de comprendre le problème noir sans remonter à ses origines. Celles-ci ne sont ni « mystérieuses » ni « mystiques ». L'esclavage fut institué, puis aboli pour des raisons *économiques*. Il ne fut le fruit ni de l'« infériorité » des noirs ni de l'« immoralité » des blancs. Il fleurit tant qu'il fut *profitable*. Le préjugé racial fut développé pour justifier, à chaque étape, l'exploitation de la main-d'œuvre de couleur <sup>1</sup>.

Oliver C. Cox observe qu'avant la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb, en 1492, le monde n'avait jamais connu le racisme. Celui-ci naquit avec le capitalisme et le colonialisme modernes. Il a été un des fruits de la prolétarianisation du Travail : l'asservissement des noirs (dont l'esclavage proprement dit ne fut qu'une des formes historiques) eut pour pendant l'assujettissement des salariés blancs <sup>2</sup>.

La colonisation du Nouveau Monde exigeait des bras. Elle commença par l'exploitation des indigènes : les Peaux-Rouges. Mais cette première source de main-d'œuvre se révéla inadéquate; et elle fut vite épuisée. Alors l'Angleterre institua une sorte de traite des blancs. Des malheureux qui fuyaient l'oppression féodale se lièrent par contrat à des recruteurs ou se vendirent à des capitaines de vaisseaux. Les tribunaux, multipliant à dessein les condamnations de droit commun, approvisionnèrent les colonies d'Amérique en main-d'œuvre pénale. Le bétail blanc fut transporté à travers l'Atlantique dans des conditions atroces. Mais ce réservoir était insuffisant lui aussi et il s'épuisa : les serviteurs contractuels coûtaient trop cher et n'étaient pas dociles; ils fuyaient les plantations pour se lancer à la conquête de l'Ouest; la production sur une échelle de plus en plus large du riz, du tabac, du coton, du sucre exigea une main-d'œuvre abondante et bon marché. C'est en vain qu'Adam Smith essaya de prouver, dans l'abstrait, la supériorité économique du travailleur libre sur l'esclave. Les planteurs n'avaient pas le choix. Ils puisèrent dans le seul réservoir qui s'offrait à eux : l'Afrique.

Dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre avait commencé à s'enrichir dans la traite des nègres. Encouragée par le gou-

vernement royal et bénie par l'Eglise, celle-ci procura aux compagnies qui s'y livrèrent des bénéfices fabuleux. Le commerce était « triangulaire » : les vaisseaux britanniques transportaient d'Afrique aux colonies du Nouveau Monde la marchandise humaine; des plantations, ils emportaient les matières premières destinées aux centres industriels de Grande-Bretagne ou de la Nouvelle-Angleterre; puis ils déversaient sur la côte d'Afrique des produits manufacturés. Ce trafic fit la fortune du port de Liverpool. Les négriers occupèrent les plus hauts rangs de la société britannique. Quant aux nègres — ou plus exactement ceux qui n'avaient pas péri en cours de route — ils arrivèrent dans le Nouveau Monde enchaînés deux à deux (aux poignets et aux chevilles), après avoir disposé, pendant l'interminable traversée, d'un espace plus restreint que celui d'un cercueil.

L'exploitation de larges plantations par des esclaves de couleur se développa surtout dans les Antilles et, à un moindre degré, dans les colonies méridionales d'Amérique du Nord. Le sucre de la Jamaïque et de Saint-Domingue fut un véritable Pactole pour les capitalistes britanniques et français du XVIII<sup>e</sup> siècle. Si l'on veut comprendre le développement de l'esclavage aux Etats-Unis, il faut toujours se référer au précédent antillais<sup>3\*</sup>.

Les esclaves nègres furent d'abord affectés à la culture du tabac en Virginie, Maryland et Caroline du Nord. Mais l'importation massive d'Africains ne se développa réellement qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle lorsque la culture du riz, puis celle du coton, furent introduites en Caroline du Sud et en Georgia. Ces deux Etats devinrent les bastions de l'esclavagisme américain<sup>5</sup>. Cependant, à la fin du siècle, le système était en déclin. Et, même dans le Sud (sauf dans les deux Etats précités), beaucoup commencèrent à douter de ses vertus économiques<sup>6</sup>. Un événement le ressuscita : l'invention de l'égreneur mécanique de coton par Eli Whitney, en 1794. L'égrenage à la main était une opération extrêmement lente et, par conséquent, coûteuse. La culture du coton ne prit vraiment son essor que du jour où ce problème technique

---

\* De même, la révolte victorieuse de Toussaint Louverture à Saint-Domingue explique pourquoi les esclavagistes américains vécurent dans la hantise permanente d'un soulèvement de leurs esclaves<sup>4</sup>.

fut résolu. Elle exigeait moins de soins et était plus adaptée à la main-d'œuvre servile que celle du riz et du tabac. La Caroline du Sud et la Georgia s'empresèrent d'abandonner le riz pour le coton, et celui-ci envahit rapidement les territoires voisins : Alabama et Mississipi. Le Sud des Etats-Unis devint le royaume du coton et son fournisseur dans le monde entier. La propriété foncière se concentra entre quelques mains. Les planteurs se transformèrent en capitalistes opérant sur une large échelle, et disposant d'armées d'esclaves<sup>7</sup>. La traite des nègres, illégale aux Etats-Unis depuis 1808, reprit de plus belle. Il y eut autant d'esclaves introduits dans le pays de 1808 à 1860 que des origines à 1808. Et, à la veille de la guerre de Sécession, les planteurs s'efforçaient de ressusciter légalement le trafic de la chair humaine<sup>8</sup>. Les prix toujours plus réduits auxquels les filateurs de Nouvelle-Angleterre et d'Europe achetaient le coton rétrécirent la marge de profit des planteurs et les incitèrent à intensifier l'exploitation de leurs esclaves<sup>9</sup>. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'esclavage n'était pas, comme on pourrait le croire, un résidu du passé, un vestige anachronique. Il parvint, au contraire, à son apogée entre 1820 et 1860, pendant la période où le Coton fut Roi<sup>10</sup>. En 1860, le nombre des esclaves atteignit le chiffre-record de quatre millions, tandis que celui de leurs propriétaires était inférieur à quatre cent mille<sup>11</sup>. En fait, un millier de familles possédaient la majorité des esclaves, vivaient sur les meilleures terres et jouissaient des trois quarts des revenus<sup>12</sup>. L'institution, loin de se « civiliser », devint plus inique plus féroce et plus inhumaine lorsqu'elle fut révivifiée et exploitée à fond par le capitalisme moderne.

Il n'était possible de traiter le nègre comme un animal que si on lui déniait la qualité d'être humain. Comment des chrétiens eussent-ils pu subjuguier leurs frères? Pour l'assimiler à une marchandise, le vendre à l'encan sur la place publique, arracher l'enfant à sa mère, l'époux à sa femme, il était indispensable d'affirmer que le nègre n'était pas *réellement* un homme. Tout le racisme est sorti de cette nécessité. Comme l'écrit Du Bois, la théorie de l'infériorité de l'homme de couleur fut le produit de la détermination consciente ou inconsciente des planteurs de coton blancs d'accroître leurs revenus en exploitant à fond ce concept. *La « profitabilité » du préjugé racial fut la cause et non le résultat des théories*

*d'infériorité raciale*<sup>16</sup>. Le nègre fut donc présenté comme une créature fondamentalement et irrémédiablement dégradée et inférieure, comme appartenant à « un genre non classé par les naturalistes, et qui doit prendre sa place quelque part dans l'échelle animale entre l'homme et le singe<sup>14</sup> ». Dans le célèbre roman de Mrs. Beecher Stowe, *La Case de l'Oncle Tom*, le planteur interpelle ses esclaves en ces termes : « Comment, misérable bête noire, vous ne trouvez pas juste de faire ce que je dis ! Est-ce qu'un misérable troupeau d'animaux comme vous sait ce qui est juste ou non<sup>15</sup> ? »

Voilà comment est née la maladie mentale qui fait qu'aujourd'hui encore les nègres américains sont considérés comme des intouchables, et que les femmes blanches, dans le Sud, refusent d'acheter un chapeau ou des gants essayés par une femme noire.

\*  
\*\*

L'esclavage fut aboli à la suite d'un violent conflit d'intérêts, qui n'eut pas pour enjeu essentiel son principe même<sup>16</sup>. Deux systèmes économiques entrèrent en lutte le jour où il ne leur fut plus possible de coexister. Les Etats-Unis s'étaient fondés sur un compromis entre le capitalisme industriel et financier du Nord et l'aristocratie esclavagiste du Sud. Mais au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, le développement foudroyant de l'industrie rompit l'équilibre entre les deux forces<sup>17</sup>. L'industrie avait besoin pour se développer de tarifs protecteurs. Le Sud agricole, à la fois grand exportateur de coton \* et client du Nord industriel, ne pouvait prospérer que par le libre-échange. Jusqu'en 1844, les partisans du protectionnisme l'emportèrent. Ensuite, les libre-échangistes reprirent l'avantage, ce qui indisposa vivement les Nordistes. Un de leurs premiers gestes, au lendemain de la Sécession, fut de relever sensiblement les tarifs douaniers<sup>19</sup>.

Le conflit était à la fois économique et politique. Le Nord et le Sud se disputaient le contrôle du gouvernement fédéral, c'est-à-dire la possibilité de légiférer dans le sens de leurs intérêts respectifs. Lors du compromis qui avait permis la fondation des Etats-Unis, le Nord avait fait, entre autres, au

---

\* La récolte de coton de 1859 atteignit le chiffre record de 5 millions de bales (contre 3 millions neuf ans plus tôt)<sup>8</sup>.

Sud, une concession exorbitante : il avait admis que la représentation au Congrès des Etats esclavagistes serait calculée sur la base de la population blanche *majorée de trois cinquièmes des esclaves*. Cette disposition donnait aux blancs du Sud une représentation hors de proportion avec leur nombre. C'est ainsi que le Sud élisait 30 sénateurs sur 62, 90 membres de la Chambre des Représentants sur 233 et 105 des électeurs présidentiels sur 295; il contrôlait toutes les commissions importantes du Sénat. Il était anxieux de consolider, le Nord d'abolir ce privilège<sup>20</sup>.

Enfin, le Nord et le Sud étaient en désaccord, non sur le principe même de l'esclavage, *mais sur son extension*. Au fur et à mesure que la colonisation s'étendait vers l'Ouest, la question se posait de savoir si les terres nouvelles seraient défrichées par des hommes libres ou par des esclaves. D'un point de vue purement économique, l'expansion était une nécessité vitale pour l'esclavagisme. L'emploi de la main-d'œuvre servile épuisait rapidement le sol. Une agriculture scientifique était incompatible avec une société esclavagiste. Après avoir « lué » les terres de l'Est, les planteurs ne pouvaient que se déplacer, avec leurs armées d'esclaves, toujours plus loin vers l'Ouest<sup>21</sup>. De leur côté, les capitalistes du Nord étaient désireux de coloniser l'Ouest à leur profit; et ils étaient soutenus, on le verra plus loin, par les petits pionniers qui, dans leur ruée irrésistible, faisaient chaque jour reculer la « frontière ». Sur le plan politique, le Sud désirait augmenter le nombre des Etats esclavagistes, afin d'accroître le contrôle qu'il exerçait sur le gouvernement de l'Union. Pour la même raison, le Nord s'efforçait d'augmenter le nombre des Etats libres. Chaque fois qu'un « territoire » accédait au rang d'Etat, la bataille faisait rage : le nouveau venu serait-il un Etat libre ou un Etat esclavagiste? A plusieurs reprises, en 1819, en 1850, la querelle fut temporairement apaisée par des compromis plus ou moins boiteux<sup>22</sup>.

Enfin, le Sud, entravé dans son expansion vers l'Ouest, songeait à étendre le système esclavagiste en direction de la mer des Caraïbes et le Nord redoutait qu'il n'entraînât la nation dans des guerres pour la conquête de Cuba, du Mexique ou de l'Amérique Centrale<sup>23</sup>.

En bref, deux empires également dynamiques s'étaient développés sous le même drapeau. Leur besoin d'expansion les

opposait l'un à l'autre, comme s'il se fût agi de deux nations impérialistes distinctes. On était en présence, suivant le mot célèbre du Nordiste William H. Seward, d'un « conflit irrépressible<sup>24</sup> ». Il se dénoua comme se dénouent les conflits impérialistes : par la guerre.

\*  
\*\*

Sur la question qui, rétrospectivement, apparut comme l'enjeu de cette guerre, l'abolition de l'esclavage, le capitalisme du Nord était hésitant et divisé. Il ne lui échappait pas que l'exploitation de la main-d'œuvre servile était périmée et antiéconomique. Elle appauvissait le Sud et en retardait le développement. Le Nord voyait dans le Sud à la fois une source de matières premières, un marché pour ses produits manufacturés, un placement pour ses capitaux, un réservoir de main-d'œuvre à bon marché. L'abolition de l'esclavage eût permis l'abaissement du prix du coton, l'accroissement du pouvoir d'achat du Sud, une colonisation plus rapide et plus fructueuse de cette région, et aussi l'ouverture d'une nouvelle « armée de réserve » de prolétaires pour les entreprises industrielles du Nord<sup>25</sup>.

Par contre, les capitalistes du Nord étaient liés, dans une certaine mesure, aux planteurs du Sud par une solidarité de classe. Déjà, au moment de la fondation des Etats-Unis, ils avaient surmonté la répugnance que leur inspirait l'esclavage et laissé carte blanche au Sud pour maintenir une institution qui, pourtant, était en contradiction flagrante avec le Credo américain. Ces champions de la propriété privée n'avaient pas osé déposséder le Sud de son capital : les esclaves<sup>26</sup>. L'abolition de l'esclavage aux Antilles par l'Angleterre en 1833, par la France en 1848, ne changea pas leurs dispositions. La tendance au compromis entre les exploités de blancs du Nord et les exploités de noirs du Sud a été (sauf pendant la cassure de la guerre de Sécession) une des constantes de la politique américaine. Durant toute la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, on assiste à une combinaison des deux processus : d'une part, un antagonisme d'intérêts de plus en plus violent oppose le Nord au Sud; d'autre part, les possédants du Nord et du Sud tendent à former un front unique contre les forces

sociales montantes qui menacent leurs privilèges : la démocratie des petits fermiers, les ouvriers, les esclaves nègres impatientes de s'affranchir. Pendant un certain temps, ce front unique se cristallisa dans le Parti *Whig*. Celui-ci englobait à la fois le Grand Capital du Nord et la fraction dominante des planteurs du Sud, effrayée par le radicalisme du Parti Démocrate de Jackson<sup>27</sup>. Le conflit des intérêts « impérialistes » finit cependant par prévaloir sur la solidarité de classe. Le Parti *Whig* se disloqua, les planteurs revinrent au Parti Démocrate pour s'en emparer, tandis que naissait le Parti Républicain, coalition des divers adversaires des planteurs sudistes, bientôt capturé lui-même par le *Big Business yankee*<sup>28</sup>. Mais, même après ce réalinement des forces, les capitalistes du Nord hésitèrent à entrer en conflit ouvert avec les planteurs esclavagistes; ils épuisèrent toutes les possibilités de compromis avant de se résigner à une rupture dont les Sudistes prirent follement l'initiative. Et, même après que celle-ci eut été consommée, ils s'accrochèrent encore à l'espoir d'une réconciliation : quand, déjà, les hostilités faisaient rage, ils offrirent aux Sudistes de garantir éternellement l'institution de l'esclavage si seulement les sécessionnistes voulaient bien revenir au bercail de l'Union<sup>29</sup>.

Pourquoi la Sécession s'approfondit-elle en une guerre longue, impitoyable et sanglante, dont le résultat final fut l'émancipation des nègres? Parce que de puissantes forces sociales firent irruption, qui débordèrent les prudents capitalistes du Nord et donnèrent au règlement de comptes entre les deux empires le caractère d'une véritable *révolution*<sup>30</sup>.

Une de ces forces fut le *Free Soil Movement*. Les petits pionniers de l'Ouest, ou ceux qui aspiraient à le devenir, réclamaient des « terres libres ». Leur revendication était double : ils demandaient à la fois que l'esclavage fût banni des immenses étendues qu'ils convoitaient et que le sol leur fût distribué gratuitement ou à très bas prix. En 1848, ils présentèrent, sur cette plate-forme, un candidat à la présidence des Etats-Unis. En 1856, ils jouèrent un rôle décisif dans la fondation du Parti Républicain. Une fois au pouvoir, celui-ci fit adopter, en faveur des *free soilers*, le *Homestead Act* de 1862, qui accordait gratuitement aux pionniers 160 acres (64 hectares) de terres à défricher<sup>31</sup>. Le programme des *free soilers* ne pouvait être imposé aux planteurs esclavagistes que par la

force. La démocratie de l'Ouest contribua, pour une large part, à la rupture entre le Nord et le Sud.

Parallèlement, les « abolitionnistes » pressèrent l'épée dans les reins les capitalistes *yankees*. Ils ne furent jamais aussi nombreux que les *free soilers*, mais leur campagne eut plus de retentissement. Le mouvement se recruta surtout dans la petite bourgeoisie. Il attaqua l'esclavage d'un point de vue idéaliste et religieux, à l'exemple de la « Société antiesclavagiste » créée en Angleterre, en 1823, par Wilberforce<sup>32</sup>. Le mouvement fut relativement isolé et ses adeptes considérés comme des fanatiques, persécutés, parfois même assassinés, jusqu'au jour où le capitalisme du Nord, s'étant décidé à affronter le Sud, lui emprunta son attitude morale<sup>33</sup>. L'agitation abolitionniste fut stimulée par la promulgation d'une loi qui, dans le cadre du compromis de 1850 entre le Nord et le Sud, visait à restituer les esclaves fugitifs à leurs maîtres. L'aide clandestine aux esclaves fugitifs, par le moyen de ce qu'on a appelé le « chemin de fer souterrain », fit passer l'abolitionnisme de la parole aux actes<sup>34</sup>.

Cependant, l'abolitionnisme *blanc* n'eût pas été davantage qu'un élan philanthropique s'il ne s'était doublé d'un abolitionnisme *noir*. Les nègres, lorsqu'ils attaquaient l'esclavage, ne luttaient pas seulement pour un principe abstrait, mais pour la liberté et pour la vie. Ils furent l'âme du mouvement. Ils l'alimentèrent d'abord avec les révoltes, puis avec les évasions d'esclaves.

Le leader de l'abolitionnisme noir, Frederick Douglass, avait une autre carrure que le leader de l'abolitionnisme blanc, William Lloyd Garrison. L'esclavage avait marqué sa chair. Maltraité par un maître cruel, il avait réussi à s'échapper et à gagner le Nord. Il y parlait un langage d'accusateur : « Vous vous targuez de votre amour de la liberté, de votre civilisation supérieure, et de votre pur christianisme, tandis que tout le pouvoir politique de la nation... soutient et perpétue l'asservissement de trois millions de vos concitoyens... » Quand Garrison, après 1840, devint pacifiste et ne voulut plus combattre l'esclavage que par la « non-résistance », la « persuasion morale », Frederick Douglass se sépara de lui avec éclat, se fit le champion intraitable de l'action directe<sup>35</sup>. Il était l'ami intime de John Brown, le seul blanc qui ait osé inciter les nègres à se libérer par la force des armes et qui paya de sa



vie cette sublime audace : le coup de main de John Brown à Harper Ferry, en 1859, sonna le tocsin de la guerre civile<sup>36</sup>.

\*  
\*\*

Quand les hostilités furent déclenchées, les esclaves nègres, en masse, désertèrent les plantations du Sud et rejoignirent les armées du Nord. Après avoir d'abord été refoulés comme indésirables, ils furent finalement employés comme ouvriers et comme soldats. Cette « grève générale » d'un demi-million d'hommes décida, pour une large part, de l'issue de la guerre : elle affaiblit l'économie sudiste et renforça le potentiel militaire et économique du Nord. Ce fut l'action directe des noirs qui arracha à Lincoln, d'abord plus que réticent, la proclamation d'émancipation de 1862 : la guerre ne pouvait pas être gagnée sans le concours des nègres<sup>37</sup>.

Après la déroute sudiste, en 1865, le rythme de la révolution s'accéléra. Les capitalistes du Nord furent entraînés, à nouveau, beaucoup plus loin qu'ils ne l'avaient voulu \*. Leur victoire militaire n'avait pas suffi à abattre l'aristocratie esclavagiste du Sud. À peine vaincue sur les champs de bataille, celle-ci releva la tête et essaya de restaurer sa suprématie sociale. Le Nord ne réussit à la mater que par des moyens extrêmes : par une dictature révolutionnaire du Congrès analogue à celle de la Convention pendant la Révolution française, par une occupation militaire prolongée, par la constitution de gouvernements locaux dans lesquels une large place fut faite à ceux qui, la veille encore, subissaient le joug des planteurs : les esclaves affranchis et les « pauvres blancs ». Cet épisode

---

\* Georges Clemenceau, le futur homme d'Etat, qui envoyait des correspondances (non signées) au *Temps*, écrivit, en 1869, à ce journal : « Ces marchands du Nord... ne savaient pas eux-mêmes vers quel avenir les emportait la révolution ». « Les radicaux actuels sont entrés dans le mouvement abolitionniste sans trop prévoir où ils allaient, et... c'est seulement poussés de réforme en réforme qu'ils sont arrivés où nous les trouvons aujourd'hui. » « Des années se seraient peut-être écoulées avant que le Nord se fût décidé à rendre une complète justice à la race noire : l'obstination des esclavagistes l'y a obligé... » Lincoln fut l'« instrument » et non le « promoteur » d'« une des révolutions les plus radicales dont l'histoire fasse mention ». « Si les événements avaient fait de lui un révolutionnaire, c'était au fond un homme essentiellement conservateur... »<sup>38</sup>.

mémorable est connu, aux États-Unis, sous le nom de *Reconstruction*. Aucune période de l'histoire américaine n'a été aussi systématiquement défigurée par les historiens, les romanciers et les cinéastes \*. « On s'est attaché, écrit Howard Fast, à en effacer jusqu'au souvenir. De puissantes influences n'étaient pas d'avis que ce fût une bonne chose pour le peuple américain de savoir qu'une expérience de ce genre avait été conçue et tentée, qu'elle avait été menée à bonne fin; que le droit avait été accordé au nègre d'exister dans cette nation en tant qu'homme libre, de vivre sur un pied d'égalité avec ses voisins, de diriger sa propre destinée de concert avec les pauvres de race blanche du Sud; ni qu'en huit ans ce nègre, maître de son destin, avait réussi à créer une civilisation conforme aux principes de la morale, de l'égalité et d'une véritable démocratie <sup>40</sup>. » \*\* L'épisode est d'ailleurs difficile à bien comprendre, car, de même que pendant la Terreur en 1793, deux régimes se superposèrent : d'une part, la dictature d'une bourgeoisie révolutionnaire; d'autre part, un embryon de pouvoir populaire et de révolution permanente. Le propos du capitalisme *yankee* était de se substituer à l'ancienne aristocratie esclavagiste et de coloniser le Sud : sous le couvert des baïonnettes nordistes, une ruée de trafiquants, de spéculateurs s'abattit sur le pays vaincu; la corruption, la vénalité fleurirent. Mais le Nord ne put atteindre ses objectifs qu'en privant du droit de vote les planteurs rebelles et en accordant celui-ci à leurs anciens esclaves. Pour les affranchis noirs et pour les « pauvres blancs », il s'agissait, à l'ombre d'une dictature militaire, et grâce au suffrage universel, d'instaurer une démocratie fondée sur l'égalité politique et économique des opprimés, sans distinction de couleur. Un court instant, ces deux entreprises

---

\* Un roman comme *Au tant en emporte le vent*, sur lequel le lecteur français s'est littéralement jeté, et dont la projection sur l'écran a touché un public encore plus large, nous présente une version « sudiste », donc extrêmement tendancieuse, de cet épisode. Le film célèbre de David Griffith, *Naissance d'une Nation*, est encore pire. Il a alimenté le préjugé racial en Amérique et dans le monde entier en falsifiant de façon ignoble la seconde révolution américaine<sup>39</sup>.

\*\* Si le lecteur français ne peut pas encore, faute de traduction, consulter *Black Reconstruction*, l'admirable essai historique de Du Bois, il a au moins la possibilité de lire, dans sa langue, le roman historique de Howard Fast, consacré au même sujet. Malheureusement, le traducteur, Christian Holter, a profané cette œuvre en la faisant suivre de notices explicatives anti-nègres, empruntées à un ouvrage français récent : *La Guerre de Sécession*, du contre-révolutionnaire Pierre Belperron.

coïncidèrent. Le meilleur côtoya le pire. « Années affreuses », affirme André Siegfried, à la suite de la plupart des historiens américains. « Soulèvement humain comparable à la Réforme et à la Révolution française », riposte l'historien nègre Du Bois <sup>41</sup>.

L'embryon de pouvoir populaire présenta certains traits de ce que les marxistes appellent « dictature du prolétariat » : démocratie intégrale pour les masses, dictaturé pour les ennemis du peuple. Il fut à la fois parlementaire et extra-parlementaire. Les assemblées constituantes des divers Etats furent ouvertes largement aux représentants des nègres et des « pauvres blancs ». Mais, à côté de ces assemblées, des clubs populaires, analogues à ceux de la Révolution française, se constituèrent sous le nom de *Union Leagues* : ils furent l'âme de la Révolution. De même, à côté des armées fédérales, des milices populaires nègres se chargèrent d'imposer aux récalcitrants les volontés du peuple <sup>42</sup>.

Mais cette Révolution, comme toutes les révolutions bourgeoises, s'arrêta à mi-chemin. L'émancipation politique ne s'accompagna pas d'une émancipation économique <sup>43</sup>. La plupart des grandes plantations, abandonnées par leurs propriétaires, avaient été mises sous séquestre. Les nègres continuèrent à les cultiver, sous le contrôle des autorités fédérales. Dans certains cas, ils furent autorisés à se les partager à titre temporaire. Ailleurs, ils réussirent à les acheter. Ailleurs, ils s'en emparèrent purement et simplement et défendirent leurs nouvelles possessions les armes à la main. Parfois, ils les exploitèrent sur une base coopérative. Mais l'élan qui les poussait à se partager la terre fut brisé. Leur rêve de posséder chacun « quarante acres et une mule » demeura un rêve. C'est en vain que le grand parlementaire de la *Reconstruction*, Thaddeus Stevens, essaya de faire adopter par le Congrès un projet de loi instituant le partage du sol. Les bourgeois républicains ne le suivirent pas. Le capitalisme avait lui-même trop soif de terre pour étancher la soif de terre des nègres. Les plantations les plus chargées de dettes furent vendues à l'encan et acquises, de même que les biens nationaux pendant la Révolution française, par la bourgeoisie urbaine du Sud ou par des spéculateurs du Nord. Dans d'autres cas, elles furent restituées purement et simplement à leurs anciens propriétaires. Ou bien ceux-ci réussirent, par la suite, à les racheter, au moins en

partie. Il y eut, dans l'ensemble, un important transfert de propriété. Mais les plantations survécurent. Les nègres qui les avaient toujours cultivées y restèrent au titre de main-d'œuvre. Leur servage changea seulement de forme. D'esclaves, ils devinrent des *sharecroppers*, des métayers ne possédant que la force de leurs bras et liés à leurs maîtres<sup>44</sup> \*.

\*  
\*\*

La Révolution, après s'être arrêtée à mi-chemin, rebroussa. L'esclavage proprement dit ne fut pas rétabli, mais les nègres, et dans une certaine mesure, les « pauvres blancs », perdirent les droits politiques qu'ils avaient conquis. Le capitalisme *yankee* n'avait dressé sur leurs jambes les masses populaires du Sud que pour assurer définitivement sa suprématie sur les planteurs. Mais, une fois cet objectif atteint, la solidarité de classe ressouda le front unique des possédants qui avait été, un moment, rompu par la guerre de Sécession. Le développement foudroyant de l'industrie, la crise économique de 1873, les premiers symptômes de la révolte ouvrière dans le Nord, la terreur qu'inspirait aux privilégiés l'éventualité d'une alliance durable des nègres et des « pauvres blancs » dans le Sud, l'intérêt qu'avait le Nord à maintenir l'ordre dans sa colonie méridionale, tous ces facteurs déterminèrent les maîtres de l'Amérique à mettre un terme à la *Reconstruction*. Sur le plan électoral, le candidat Républicain à la présidence ne put se faire élire, en 1876, qu'avec le consentement des Démocrates, qui étaient redevenus puissants dans le Sud et dans l'ensemble du pays. A la suite d'un marchandage nauséabond, un compromis intervint entre le Nord et le Sud. Les armées fédérales évacuèrent les régions occupées<sup>45</sup>. Les nègres furent trahis par leurs protecteurs de la veille, livrés à la vengeance des « Bourbons ». La « suprématie blanche » fut restaurée dans le Sud. La contre-révolution commença. La terreur blanche — blanche au sens propre du mot — se donna libre cours. Elle se forgea un bras séculier : le *Ku-Klux-Klan*. Celui-ci procéda à des « expéditions punitives », de style fasciste. Les nègres furent « remis à leur place » par les moyens

\* Voir plus haut, p. 58-62.

les plus atroces, empêchés d'exercer leurs droits politiques, courbés à nouveau sous le joug des planteurs <sup>46</sup> \*.

Les 14<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> amendements à la Constitution fédérale, adoptés pendant la période révolutionnaire de la *Reconstruction*, avaient garanti solennellement aux nègres l'exercice du droit de vote : ils furent traités, avec la complicité de la Cour Suprême, comme chiffon de papier \*\*. Les Etats du Sud, les uns après les autres, promulguèrent des lois qui, par toutes sortes d'artifices, écartèrent les noirs des urnes. Les clauses, dites du « grand-père », interdirent l'inscription sur les listes électorales de toute personne dont le père ou le grand-père n'avait pas joui du droit de vote au 1<sup>er</sup> janvier 1867, c'est-à-dire à une date où les nègres ne s'étaient pas encore vu reconnaître ce droit. Les *poll taxes* subordonnèrent l'accès aux urnes au paiement d'un impôt trop onéreux pour les nègres. D'autres dispositions privèrent du droit de vote quiconque n'était pas capable de lire ou d'interpréter « correctement » tel ou tel article de la Constitution. Les *white primaries* permirent de désigner les candidats, avant les élections elles-mêmes, dans des assemblées privées du Parti Démocrate qui n'étaient ouvertes qu'aux seuls blancs. Comme le Parti Démocrate était, depuis le compromis de 1876, le seul Parti existant pratiquement dans le Sud, les véritables élections avaient lieu, hors la présence des noirs, dans les *white primaries* <sup>53</sup>.

Et, pour justifier ces attentats à la démocratie, une formi-

---

\* Pierre Belperron prétend mensongèrement que « si la tyrannie radicale s'était prolongée..., la reconstruction radicale aurait fini dans une effroyable guerre de races ». Et il essaie de justifier ainsi la contre-révolution sudiste<sup>47</sup>. Mais Georges Clemenceau réfuta ces « calomnies contre la race noire » dans une de ses lettres au *Temps* : « Je ne vois pas, écrit-il le 8 novembre 1867, que les nègres aient usé de représailles. La guerre de la rébellion offrait cependant une bien belle chance aux nègres du Sud ». Et le futur homme d'Etat d'ajouter : « Oui sans doute, il y a une guerre de races, mais qui l'a commencée, et qui la poursuit ? » <sup>48</sup>. Dès 1868, on sent Clemenceau hanté par la crainte que « le Sud ne reprenne le pouvoir que sa défaite lui avait fait perdre » et que les noirs ne soient « abandonnés à la merci de leurs anciens maîtres » <sup>49</sup>. Il assiste à la naissance du *Ku-Klux-Klan*, qui « non content de fouetter les nègres et d'assassiner les blancs dans ses expéditions nocturnes » prétend « empêcher les nègres de voter » <sup>50</sup>. Cependant, le journaliste, qui admire l'« œuvre accomplie » par la « seconde révolution américaine » ne peut se résigner à admettre que « le peuple américain consentira... à détruire en un jour l'œuvre de sept ans de luttes » <sup>51</sup>. C'est pourtant ce qui arriva.

\*\* En 1896, notamment, la Cour Suprême approuva les lois de ségrégation promulguées par les Etats du Sud<sup>52</sup>.

dable campagne de haine fut déclenchée contre les nègres. Les vieux préjugés raciaux, fabriqués jadis pour légitimer l'esclavage et qui avaient eu tendance à s'affaiblir pendant la période de *Reconstruction*, furent revigorés, poussés au paroxysme<sup>54</sup>. Mais ce fanatisme ne naquit pas en un jour. Le feu fut long à prendre. Il fallut délibérément le stimuler et l'entretenir. Lorsqu'on examine les programmes et statuts du *Ku-Klux-Klan* (à ses débuts), on constate que le préjugé racial n'y occupe qu'une place accessoire. L'objet essentiel du *Klan* était, d'abord, y lit-on, de restaurer les anciennes prérogatives des planteurs, de préserver leurs propriétés contre les convoitises des nègres et de ramener ces derniers à la condition d'une main-d'œuvre servile; ensuite, pour parvenir à ces fins, de priver les esclaves affranchis de leurs droits politiques. La théorie raciste, le dogme de la supériorité blanche, le souci de « maintenir la pureté du sang blanc », ne viennent qu'en troisième lieu<sup>55</sup>. Lorsqu'en 1890, le gouverneur de Caroline du Sud voulut faire adopter une loi instituant des wagons de chemin de fer séparés pour les noirs, sa proposition fut repoussée par le Sénat de l'Etat : le préjugé racial, note l'historien Simkins, « *n'avait pas encore été suffisamment développé*<sup>56</sup> ». Entre 1890 et 1900, comme nous le verrons plus loin\*, les Populistes réussirent, dans une certaine mesure, à recréer un front unique entre noirs et « pauvres blancs » du Sud. Preuve que le préjugé racial n'avait pas encore eu le temps de devenir la maladie mentale qu'il est de nos jours. La crainte qu'inspira aux maîtres du Sud l'expérience populiste exaspéra leur détermination de creuser entre les blancs et les noirs un fossé infranchissable<sup>57</sup>.

Ce fossé fut, ce qu'on appelle aux Etats-Unis, la « ségrégation ». Les deux races furent rigoureusement séparées, tout contact entre elles rendu systématiquement impossible. La division du Sud en deux mondes qui s'ignorent, se craignent et se haïssent<sup>58</sup>, n'est nullement un vestige du passé, ayant ses excuses dans des « traditions séculaires ». Elle date seulement du début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle fut instaurée à l'apogée du capitalisme américain, avec le consentement et la bénédiction de *Wall Street*. Un juriste fixe à 1914 la date à laquelle le statut légal du nègre américain était retombé à un niveau

\* Voir p. 261-264.

équivalent à celui d'avant la guerre de Sécession<sup>50</sup>. Le compromis de 1876-1877 entre le *Big Business yankee* et les « Bourbons » du Sud a subsisté jusqu'à nos jours<sup>60</sup>. Le monstrueux système qui gouverne aujourd'hui encore le « vieux Sud » en est le fruit.

Ce système, les deux partenaires du compromis sont également intéressés à le faire durer. Car il leur permet, en jouant les deux races l'une contre l'autre, de les maintenir toutes deux dans la sujétion, et il assure aux exploiters du Sud (« nordistes » ou « sudistes ») un réservoir de main-d'œuvre à bon marché. Dans la mesure où le Sud est de plus en plus colonisé et industrialisé par le capitalisme du Nord, le *Big Business yankee* est devenu aujourd'hui le principal bénéficiaire du racisme<sup>61</sup>. Ce n'est pas par hasard que la grande presse blanche s'applique, comme l'écrit Franck Louis Schoell, « à ancrer dans les esprits le postulat du nègre criminel ou odieux parce que nègre » : elle est « l'alliée... des intérêts qui visent à perpétuer le servage de la race<sup>62</sup> ». Ce n'est pas par hasard que la tension raciale est particulièrement vive dans des centres industriels du Sud comme ceux du Textile, largement contrôlés par les magnats de la Nouvelle-Angleterre, et autour des aciéries de Birmingham, propriété de l'*U.S. Steel* \*.

Telle est la véritable origine de la maladie mentale dont sont affligés, aujourd'hui encore, les Etats-Unis.

## 3

« Jim Crow »  
aujourd'hui.

Après ce coup de sonde trop rapide dans le passé, et avant d'interroger le futur, revenons au présent. Où en sommes-nous ? Qu'est devenue l'institution délibérément édiflée par les « Bourbons » du Sud, avec la complicité des capitalistes du

\* Au cours d'une émission radiophonique de la « Voix de l'Amérique » patronnée par le Département d'Etat, il fut déclaré, en 1948, à propos de Birmingham et de l'Etat d'Alabama que « dans aucune autre partie des Etats-Unis la race nègre n'a lutté et souffert autant qu'ici ». Les sénateurs réactionnaires firent un beau tapage et l'auteur de l'émission fut congédié<sup>63</sup>. En septembre 1948, Henry A. Wallace, racontant sa tournée électorale dans le Sud, déclara publiquement que son Parti n'avait pu tenir de meetings dans la région de Birmingham, dominé par le trust de l'acier : « Ici, dit-il, nous vîmes la base économique de la haine et de la ségrégation. Dans les cités de l'acier, il est profitable d'entretenir la division parmi les travailleurs »<sup>64</sup>.

Nord, pour maintenir les nègres sous le joug. Quel est aujourd'hui le visage de *Jim Crow* \* ?

Et, tout d'abord, qu'est-il advenu de la machinerie destinée à priver les noirs de leurs droits politiques? N'est-elle plus qu'un mauvais souvenir et la démocratie américaine fonctionne-t-elle enfin avec la participation de tous? Ou le « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple » n'est-il toujours qu'un *white government*, un gouvernement des blancs, par les blancs et pour les blancs?

Le système instauré après le compromis de 1876-1877 a subi, sans doute, quelques atteintes. Mais les brèches pratiquées dans l'édifice ont été aussitôt colmatées et, dans l'ensemble, de façon effective. Les clauses dites « du grand-père » ont été déclarées inconstitutionnelles par la Cour Suprême en 1915<sup>2</sup>. Les *white primaries* ont été invalidées en 1944 par la même instance, qui a confirmé sa sentence en 1948<sup>3</sup>. Pourtant, en Arkansas, le Parti Démocrate continue à refuser les candidatures d'hommes de couleur. C'est ainsi qu'en juin 1950 un pasteur nègre, le Révérend J. H. Gatlin, ne put se présenter aux élections municipales de Little Rock<sup>4</sup>. Les *poll taxes* ont la vie plus dure. Elles ont été abolies volontairement, c'est-à-dire sans intervention de l'autorité fédérale, par 4 Etats : North Carolina, Louisiana, Florida et Georgia. Mais elles subsistent dans 7 Etats : Alabama, Arkansas, Mississippi, South Carolina, Tennessee, Texas et Virginia<sup>5</sup>. Dans ces trois derniers Etats, une proposition d'abolition de la *poll tax* fut, en novembre 1949, repoussée par plébiscite<sup>6</sup>. En Georgia, la *poll tax*, abolie en 1945, a été ressuscitée, en 1949, sous une autre forme<sup>7</sup>.

Certains observateurs contestent que la *poll tax* écarte des urnes un pourcentage important d'électeurs potentiels. La somme à payer, en effet, n'est pas très élevée (entre 1 et 2 dollars par an suivant les Etats). Mais c'est surtout son mode de perception qui, dans certains Etats, prive les électeurs potentiels de l'exercice du droit de vote. Ainsi, dans l'Alabama, la taxe est cumulative : elle doit avoir été payée sans inter-

\* A l'origine, il semble que *Jim Crow* ait été le nom d'un noir légendaire du Sud qui fit l'objet de chants populaires. Plus tard, à partir de 1861, le terme désigna les wagons de chemin de fer réservés aux nègres. Au début du xx<sup>e</sup> siècle, son acception s'élargit et il finit par couvrir toutes les formes de la ségrégation raciale.



ruption depuis l'âge de 21 ans; un individu qui ne l'a jamais acquittée et qui désire être inscrit sur les listes électorales doit verser, en une fois, tout l'arriéré, ce qui, pour une personne âgée de 45 ans, représente une somme relativement importante (36 dollars)<sup>8</sup>. En Mississippi, la taxe doit avoir été payée durant les deux années, en Virginie durant les trois années précédant les élections<sup>9</sup>. Par ailleurs, dans certaines localités, les percepteurs, sous des prétextes divers, s'arrangent pour *refuser* les versements des postulants nègres.

Les statistiques prouvent, au surplus, que le pourcentage des votants par rapport aux électeurs potentiels est beaucoup plus bas dans les Etats exigeant le paiement d'une *poll tax* que dans les autres<sup>10</sup>. Aux élections présidentielles de 1944, il fut de 18,31 % dans ces Etats (qui étaient alors au nombre de huit) contre 68,74 % dans les quarante autres Etats<sup>11</sup>. La mise en vigueur de la *poll tax* dans le Texas réduisit le nombre des votants de plus de 400.000 en 1900 à environ 250.000 en 1904. En sens inverse, l'abrogation de la *poll tax* en Louisiane accrut le nombre des votants de 44,5 %<sup>12</sup>.

Jusqu'à ce jour tous les projets de loi déposés en vue d'abroger la *poll tax* (lorsqu'il s'agit de l'élection de représentants ou de fonctionnaires *fédéraux*) ont été repoussés par le Congrès<sup>13</sup>.

Beaucoup plus efficaces encore que les *poll taxes* pour écarter les nègres des urnes sont les lois exigeant des électeurs certaines « qualifications ». Au fur et à mesure que les anciennes barrières (clauses « du grand-père », *white primaries*, *poll taxes*) s'effondrent, les législateurs « sudistes » s'efforcent, en effet, de les remplacer par de nouveaux artifices<sup>14</sup>. En Alabama, l'amendement Boswell, entré en vigueur en 1946, réserve le privilège de l'inscription sur les listes électorales à « ceux qui peuvent lire, écrire, comprendre et expliquer n'importe quel article de la Constitution des Etats-Unis en langue anglaise » et à ceux qui « ont un bon caractère et comprennent les devoirs et obligations d'un bon citoyen ». Le résultat a été que 2.000 nègres seulement sur 80.000 ont pu obtenir leur inscription sur les listes électorales<sup>15</sup>. En Mississippi, le droit de vote ne peut être accordé qu'à une personne capable de lire ou d'interpréter, de façon satisfaisante, la Constitution de l'Etat. Depuis 1947, une autre disposition exige de l'électeur potentiel qu'il se déclare en accord avec

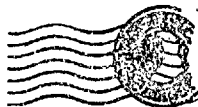
une « déclaration de principes » du Parti Démocrate de l'Etat de Mississipi. Ce texte condamne expressément certains articles du programme de Droits Civils en faveur des nègres. On espère que les électeurs potentiels de couleur refuseront d'y souscrire. Déjà, du vivant du sénateur Bilbo, l'ennemi juré des nègres, il fut demandé à des noirs, dans certaines localités : *Si Bilbo est le candidat du parti, voterez-vous pour lui?* Ceux qui répondirent par la négative furent exclus des listes électorales <sup>16</sup>.

En Georgia, depuis 1949, l'électeur potentiel doit passer un examen au cours duquel il doit répondre, de façon jugée satisfaisante, à une pluie de questions ardues de droit constitutionnel. Les législateurs de l'Etat, interrogés par des journalistes, furent eux-mêmes incapables d'y répondre de façon correcte. « Ce sont des questions, écrit *New York Times*, auxquelles probablement moins d'un électeur sur cent dans l'ensemble des Etats-Unis pourrait répondre <sup>17</sup>. »

La Caroline du Sud, depuis 1950, exige des électeurs potentiels qu'ils soient capables à la fois de lire et d'écrire tout article de la Constitution de l'Etat, et, par-dessus le marché, qu'ils n'aient jamais fornicqué, battu une femme, qu'ils ne se soient jamais livrés à des actes de sodomie, etc., etc. <sup>18</sup>.

Mais le moyen le plus efficace d'écartier les nègres des urnes reste ce que le Rapport au Président Truman sur les Droits Civils appelle « les techniques de terreur et d'intimidation <sup>19</sup> ». Le lecteur trouvera ci-contre la photographie d'une lettre expédiée le 15 janvier 1948 (cachet de la poste), de Lake Arthur (Louisiane) par des blancs anonymes à un nègre de la même localité, Howard Higginbotham. Cette lettre avertit le destinataire que si lui, sa femme et six autres nègres dont les noms suivent, essayaient de voter aux élections du 20 janvier, il « payerait pour tous ». Suit un crâne au-dessus de deux tibias entrelacés et la signature *K.K.K. (Ku-Klux-Klan)*.

En mars 1948, à Wrightsville, chef-lieu du comté de Johnson, en Georgia, le *Ku-Klux-Klan* organisa une parade, à la veille d'une consultation électorale. Le « grand dragon » déclara à ses cagouleurs rassemblés « que le sang coulerait » si les noirs étaient traités sur un pied d'égalité avec les blancs. Les 400 nègres inscrits sur les listes électorales (sur une population de 4.500 noirs) n'osèrent pas se présenter aux bureaux de vote <sup>20</sup>. A Mount Vernon, dans le même Etat, tous les nègres



HOWARD  
MIGGINBOTHAN  
CITY

" WARNING "

LEADER. IF YOU OR ANY OF  
8 VOTERS TRY A .NET ON 20<sup>th</sup>  
IT WILL MEAN THAT

YOU WILL BE OUT OF  
BUSINESS.

ELMA COLLIN  
ROOSEVELT COLLIN  
ROONEY COLLIN  
ALBERT CHENEY  
ANDERSON BEVELY  
BOOKER T. BROWN

IF ONE VOTE  
OF THE 8  
YOU SHALL  
BE THE ONE  
TO PAY

YOU + YOUR WIFE



K. K. K.

inscrits sur les listes électorales reçurent, en mars, une lettre les invitant à ne pas aller aux urnes. Sur les 600 noirs inscrits, 120 seulement passèrent outre. L'un d'eux, Isaiah Nixon, fut assassiné, la nuit qui suivit les élections (8 septembre), pour avoir déposé son bulletin de vote malgré les menaces dont il avait été l'objet<sup>21</sup>. A la veille des élections générales de novembre 1948, le *Klan* organisa des cavalcades nocturnes dans le centre de la Floride. Les électeurs nègres jugèrent plus prudent de rester chez eux le jour du scrutin<sup>22</sup>.

En conclusion, malgré que certaines barrières anciennes soient tombées, les nègres, dans leur immense majorité, sont encore empêchés, d'une façon ou d'une autre, d'exercer leur droit de vote dans le Sud. En 1948, sur 5.069.805 nègres en âge de voter dans les Etats du Sud, 610.000 seulement étaient inscrits sur les listes électorales. La proportion des électeurs blancs par rapport aux électeurs noirs était de 14 contre 1 en Floride et de 100 contre 1 en Louisiane<sup>23</sup>.

\*  
\*\*

Quant à la barrière sociale élevée entre les races, elle est toujours aussi rigide dans les Etats du Sud. Les quelques assouplissements qui y ont été apportés ces dernières années \* sont infimes. Aucun Etat n'a abrogé ou adouci les textes qui lui confèrent un caractère légal. Dans un seul, la Virginie, la proposition a été faite d'abolir la séparation des races dans les transports en commun : elle n'a pas été adoptée<sup>24</sup>.

Il n'est guère possible, vu le cadre limité du présent ouvrage, de tracer un tableau complet de la « ségrégation » contemporaine. Charles S. Johnson, un spécialiste de la question, a dû consacrer à cet inventaire un livre entier<sup>25</sup>. On se contentera d'un aperçu sommaire, émaillé de quelques souvenirs personnels.

La conformation même des villes du Sud révèle au voyageur la division de la société en deux mondes étrangers l'un à l'autre et inégaux. La ville noire est à la ville blanche ce que le quartier « européen » de nos villes coloniales est au quartier « indigène ». La ligne de démarcation entre les deux est, en général, nettement tracée : le plus souvent par la voie fer-

\* Voir p. 183-185.

rée. Les maisons de la ville blanche sont, la plupart, confortables et bien entretenues. Les ventilateurs y ronflent pendant les mois d'été. Leurs fenêtres sont munies d'écrans contre les moustiques et on y jouit de toute la fraîcheur compatible avec le climat. Les rues sont pavées et les fils électriques courent le long des arbres.

« De l'autre côté de la voie ferrée », le spectacle est tout différent. Ici, les maisons sont petites et délabrées, privées de tout confort moderne : souvent de simples taudis. La nuit, des lampes à pétrole clignotent à travers les fenêtres. Rares sont les ampoules électriques. La plupart des rues ne sont pas pavées. Encore moins balayées. Leurs bosses et leurs trous y rendent périlleuse la circulation automobile. Le soir, des familles entières s'entassent sous leur porche, à la recherche d'un peu de fraîcheur, faute de ventilateurs et de frigidaires. J'emprunte cette description au professeur John Dollard<sup>26</sup>, afin de m'appuyer sur une autorité. Mais j'aurais pu me contenter de faire appel à ma mémoire.

Dans certaines villes du Sud, il y a de très beaux parcs. Les promeneurs blancs s'y prélassent et les enfants blancs y jouent<sup>27</sup>. Mais les noirs n'y sont pas admis. Cet Eden n'est pas pour eux. A la Nouvelle-Orléans, un musée est situé au milieu de l'un de ces parcs. Quand je visitai l'un et l'autre en compagnie de mon chauffeur nègre, les visages des blancs se pétrifièrent, comme si nous avions violé le saint des saints.

Dans les trains, les nègres ont leurs wagons à eux, choisis parmi ce que le matériel roulant peut offrir de plus vétuste, dans les gares et les stations d'autocar leur salle d'attente séparée. Dans les tramways et autobus urbains, les *colored* n'ont droit qu'à la partie arrière du véhicule. Lorsqu'ils s'avisent d'enfreindre cette règle, ils sont arrêtés par la police, condamnés à des amendes, injuriés et parfois malmenés<sup>28</sup>. Dans les wagons-restaurants, on tire un rideau pour dérober à la vue des blancs les consommateurs de couleur.

Aucun mélange des races n'est toléré dans les hôtels et restaurants. Un président d'université noire qui vient rendre visite à un blanc de passage doit emprunter, non l'ascenseur, mais le monte-charge. On imagine à quelles difficultés se heurtent un blanc et un noir qui — c'était notre cas — voyagent ensemble. Arrivés dans une ville à une heure tardive, il nous

fallait trouver un hôtel blanc et un hôtel noir, situés parfois à plusieurs kilomètres l'un de l'autre, prendre nos repas dans des restaurants séparés. Nous ne parvenions à demeurer ensemble que lorsqu'un hôtel, un restaurant noirs voulaient bien, à leurs risques et périls, nous accueillir tous deux. Parfois, le restaurateur noir jugeait plus prudent de nous cacher dans sa cuisine. A Dade City, en Floride, les choses faillirent tourner mal. Grâce à l'obligeance d'un noir, nous entrâmes en contact avec une logeuse de couleur, qui disposait de deux bonnes chambres. Elle ne voulut m'admettre chez elle que si j'obtenais la permission de l'agent de police blanc en faction dans sa rue. Celui-ci, décontenancé par le caractère inusité de la situation, me conduisit à son chef, qui patrouillait en voiture. La réponse fut négative. Je partis donc, seul, à la recherche d'un hôtel et d'un restaurant blancs. Mais, tandis que je finissais mon repas solitaire, un policier me cueillit et m'entraîna — il était dix heures du soir — dans les locaux du shérif, un certain Leslie Bessenger. J'y retrouvai mon chauffeur noir, qui avait été arrêté lui aussi. Nous restâmes plusieurs heures dans ce bureau, sous la garde d'espèces de nervis bardés d'étuis-revolver, qui nous regardaient d'un mauvais œil et tentaient de nous provoquer. Finalement, mon chauffeur (dont le permis de conduire n'était pas tout à fait en règle) fut mis en cellule. Je fis remarquer en vain qu'un blanc n'eût jamais été arrêté pour une pareille vétille. Comme j'étais blanc moi-même, on me rendit la liberté; mais, le lendemain, on fit venir de très loin, en voiture, la police secrète (F.B.I.) et les autorités d'immigration. Celles-ci me soumirent à un interrogatoire serré. Enfin, les choses s'arrangèrent et nous pûmes reprendre notre route. Je me rendis tout de go à Tallahassee, la capitale de l'Etat, pour me plaindre au gouverneur. On me dirigea sur l'assistant de l'*attorney general*. J'invitai celui-ci à me produire le texte de la loi qui m'interdisait de louer une chambre dans le domicile privé d'une personne de couleur. Cette loi n'existait pas.

— Alors, répondis-je, si j'avais finalement loué cette chambre (ce dont je me suis abstenu), je n'aurais violé aucune loi. Qu'aurait-il donc pu m'arriver?

D'une voix douce et paternelle, mon interlocuteur insinua :

— *Peut-être aurait-on trouvé votre cadavre dans la rivière le lendemain...*

Lorsque nous étions sur la grande route et que midi sonnait, il fallait bien que nous nous arrétions devant quelque auberge « blanche » pour y déjeuner. Mon chauffeur était un ancien sergent de l'armée américaine; il s'était battu en Europe « pour la cause de la liberté ». Mais il était un noir. Il devait donc rester, comme un lépreux, dans la voiture, et je lui apportais son repas sur un plateau. Je le lui apportais moi-même, car le plus souvent les serveuses blanches craignaient d'être vues en train de servir un noir. Parfois, le patron, cédant à mon insistance, consentait à nous laisser déjeuner ensemble, mais dans la cuisine, assis sur des caisses, au milieu des marmitons noirs ébahis.

Les difficultés d'un voyage « interracial » sont si grandes que certaines familles blanches doivent renoncer à emmener, au cours de leurs déplacements, la nurse noire de leurs enfants, faute de pouvoir résoudre de façon satisfaisante les petits problèmes qui se posent à chaque étape.

Pour les noirs eux-mêmes, je parle des noirs « distingués », le voyage en automobile est une entreprise compliquée. Parfois, il leur faut parcourir d'énormes distances sans pouvoir se restaurer, les auberges situées le long de la route étant toutes « blanches ». La plupart des hôtels « noirs » laissant beaucoup à désirer, vu le bas niveau de vie de la population de couleur, les nègres appartenant aux professions libérales possèdent des adresses de gîtes privés, qui, dans chaque ville, leur tiennent lieu de relais.

Même dans les salles de spectacle, les races sont séparées. Il y a des cinémas « tout blancs », d'autres « tout noirs », d'autres mixtes où les blancs occupent l'orchestre et les noirs les galeries. Mais un nègre ayant la « conscience de race » se refuse, en général, à subir l'humiliation des salles mixtes et ne fréquente que les salles « noires ».

La ségrégation s'étend au sport. Non seulement les spectateurs sont compartimentés suivant leur race, mais surtout, les champions ou les équipes aux prises ne doivent pas être de race différente. Ce fut une petite révolution lorsqu'en novembre 1947 deux équipes de football, l'une noire, l'autre blanche, s'affrontèrent, pour la première fois, sur le stade de Durham (Caroline du Nord) <sup>29</sup>.

Dans les grands magasins, les noirs sont admis, mais il leur est interdit de « profaner » un article en l'essayant. Ils doivent acheter une paire de gants sans les enfiler et un chapeau sans le placer sur leur tête. Les vendeurs blancs maintiennent les distances en ne disant presque jamais « madame » ou « monsieur » à leurs clients de couleur, mais en les appelant (lorsqu'ils les connaissent) par leur prénom<sup>30</sup>. Le seul endroit où la « ségrégation » n'existe pas, ce sont les banques : l'argent et ceux qui y touchent n'ont pas d'odeur.

\*  
\*\*

Les établissements d'enseignement sont rigoureusement séparés. Ici, plus que dans aucun autre domaine, l'ignorance réciproque des deux mondes se manifeste. Etudiants blancs et noirs ne sont jamais en contact. Tout collègue américain est, par essence, éloigné, topographiquement et moralement, du monde réel. Collèges noirs et collèges blancs sont chacun des îlots isolés, baignant dans l'irréel, et leurs deux univers fantastiques ne se rejoignent jamais. A Baton Rouge, capitale de la Louisiane, l'université noire et l'université blanche sont à une distance respectable du centre de la ville, l'une au Nord, l'autre au Sud. Ayant, par hasard, accueilli dans ma voiture des étudiants des deux établissements, je réussis à créer entre eux, malgré le préjugé racial, un contact fraternel, mais j'eus l'impression d'avoir fait se rencontrer des Esquimaux et des Papous. A l'Université (blanche) de Caroline du Nord, le professeur Howard W. Odum a constitué un remarquable centre d'études du problème racial : livres, périodiques, tableaux muraux sont à la disposition des étudiants. Intention louable. Mais cinq minutes de *vie sociale* avec les nègres en apprendraient davantage aux jeunes blancs que cet enseignement en vase clos.

Entre collèges noirs et collèges blancs, il y a souvent la même différence qu'entre ville noire et ville blanche. Les établissements noirs, bien qu'il y en ait d'excellents, font trop souvent figure de parents pauvres. La valeur des bâtiments scolaires dans le Sud a été évaluée, en 1945-1946, à 63 dollars pour chaque élève noir, à 221 dollars pour chaque élève blanc<sup>31</sup>. Les crédits affectés à l'éducation des nègres dans le Sud sont 38 % de ceux consacrés à l'éducation des blancs<sup>32</sup>. Sur 137 mil-



lions de dollars dépensés annuellement pour l'enseignement supérieur par les États pratiquant la ségrégation, 126 millions sont affectés aux établissements fermés aux nègres<sup>33</sup>. Le Mississippi dépense 37 dollars par an pour chaque élève blanc et 9,70 dollars pour chaque élève noir; l'Alabama, 59,79 dollars par élève blanc et 26,90 dollars par élève noir; la ville d'Atlanta (Georgia) 108,70 dollars par élève blanc et 37,80 dollars par élève noir<sup>34</sup>. Jadis, l'universitaire nègre Booker T. Washington s'était résigné à la « ségrégation » à la condition qu'il y eût égalité de traitement : *separate but equal*. Mais, en fait, il y a à la fois *séparation* et *inégalité*<sup>35</sup>.

Les déficiences sont particulièrement criantes sur le plan de l'enseignement supérieur spécialisé (médecine et droit). Les étudiants noirs ne pouvant pas s'initier à ces disciplines dans des établissements de couleur ont réussi, ces dernières années, à forcer la porte des universités blanches. Mais la lutte a été sévère. D'abord refoulés, ils ont été admis à suivre les cours d'un couloir ou d'une pièce attenante d'où, par la porte ouverte, ils pouvaient apercevoir le maître. Ce n'est que récemment, en juin 1950, que la Cour Suprême a imposé leur admission sans restrictions; mais cette sentence ne porta que sur deux États et ne condamna pas le principe même de la ségrégation : les étudiants noirs n'ont été admis aux universités blanches de Texas et d'Oklahoma que parce qu'il n'existait aucun établissement noir susceptible de leur donner un enseignement équivalent. On peut, certes, arguer que, lorsqu'il y a séparation, il n'y a jamais égalité et que, par conséquent, l'arrêt de la Cour Suprême porte, indirectement, un coup à la ségrégation elle-même. Cependant ne faisons pas dire à la Cour plus qu'elle n'a voulu dire. La bataille n'est pas encore gagnée<sup>36</sup>.

Dans le domaine de l'hygiène et de l'urbanisme, le mythe : *separate but equal* est également démenti par les faits. Pour l'ensemble des États-Unis, le taux de mortalité infantile est de 69 % plus élevé chez les noirs que chez les blancs. Les nègres qui meurent de tuberculose sont trois fois plus nombreux que les blancs. Il y a un médecin nègre pour 3.377 habitants de couleur, alors que la proportion, pour l'ensemble du pays, est de un médecin pour 750 habitants<sup>37</sup>. Une enquête effectuée à Jacksonville (Floride) en mai 1946 a révélé que le taux de mortalité était de 50 % plus élevé chez les noirs que

chez les blancs, le taux de mortalité infantile des nègres double de celui des blancs. Il y avait un docteur nègre pour 7.385 personnes alors que la proportion devrait être, d'après les hygiénistes, d'un docteur pour 1.000 à 1.500 personnes<sup>38</sup>. Dans l'Etat de Mississipi, où la population noire et la population blanche sont sensiblement égales, 2.785 lits d'hôpital sont à la disposition des blancs, 1.275 à la disposition des nègres. Il y a 1.360 médecins blancs contre 57 médecins noirs<sup>39</sup>. En Alabama, le taux de mortalité infantile des enfants blancs de moins d'un an est de 52 pour mille, celui des enfants noirs de 79 pour mille. La tuberculose est deux fois plus répandue, la syphilis seize fois, la blennorrhagie huit fois, parmi les nègres que parmi les blancs<sup>40</sup>. A Atlanta (Georgia), le taux de mortalité infantile des enfants blancs fut, en 1946, de 26,46, celui des enfants noirs de 53,36 pour mille. Le taux de mortalité des blancs fut de 7,48, celui des nègres de 13,02 pour mille<sup>41</sup>.

\*  
\*\*

En matière sexuelle, le fossé entre les races est, théoriquement, infranchissable. Les mariages mixtes, dans les Etats du Sud, sont interdits par la loi et punis de peines allant jusqu'à cinq ans de prison (Tennessee et Texas)\*. Un ancien combattant, qui servit dans la marine de guerre comme blanc, du nom de Davis Knight, fut condamné, en 1947, dans l'Etat de Mississipi, à cinq ans de prison pour avoir épousé une femme blanche : son arrière-grand-mère aurait été noire<sup>42</sup> ! Lorsqu'un nègre est pris en flagrant délit d'accouplement avec une femme blanche, celle-ci ne peut sauver son honneur et peut-être même sa vie qu'en criant : *au viol!* Sur quoi, le nègre est condamné à la chaise électrique. C'est ce qui est arrivé au jeune Willie McGee, de Laurel (Mississipi). Un de ses camarades m'a raconté qu'ayant servi en France pendant la guerre, il avait eu certains succès auprès des jeunes filles blanches et n'avait pu, de retour dans son pays, se défaire de cette habitude. Pendant six ans, le malheureux a attendu dans

---

\* Les mariages mixtes sont également interdits dans 16 Etats en dehors du Sud, voir plus loin, p. 177.

l'angoise une exécution, toujours remise mais jamais rapportée<sup>43</sup> \*.

Par contre, lorsque des blancs s'attaquent à la vertu d'une femme noire, comme cela arriva en 1945, à Mrs. Recy Taylor, d'Abbeville (Alabama), les coupables ne sont pas inquiétés<sup>45</sup>.

Derrière le paravent du tabou sexuel, les deux races se croisent d'ailleurs avec ardeur. Impunément et couramment, lorsqu'il s'agit d'un mâle blanc et d'une femme noire. Clandestinement et beaucoup plus rarement, lorsqu'il s'agit d'un mâle noir et d'une femme blanche. Presque tous les nègres américains (80 %, estime-t-on) sont, en fait, des mulâtres<sup>46</sup>. Les auteurs des lois de « ségrégation » se sont abrités derrière le prétexte qu'il fallait empêcher le mélange des races. Mais celui-ci, en dépit de leurs murailles artificielles, marche bon train. Les deux mondes s'ignorent, sauf au lit.

La « ségrégation », comme tout ce qui est contre nature, engendre une série d'absurdités. En voici, brièvement, quelques exemples. La Croix-Rouge s'est, jusqu'à une date récente, refusé à transfuser le sang d'un noir dans les veines d'un blanc<sup>47</sup>. A Miami (Floride), j'ai vu des Peaux-Rouges assister à une séance de lutte parmi un public où les noirs n'étaient pas admis. En Louisiane, les créoles d'origine française, tous catholiques et portant des noms français, ont été séparés arbitrairement par la « ségrégation » en deux clans : les prétendus « blancs » et les prétendus « noirs ». Mais le généalogiste de la Nouvelle-Orléans a rassemblé pour chaque famille de créoles « blancs » des pièces prouvant irréfutablement qu'elles étaient de sang mêlé. A sa mort, tout le quartier des riches créoles « blancs » a tremblé; la ville a finalement racheté les compromettantes archives à sa veuve et les a mises sous clé<sup>48</sup>. Un pasteur noir du Nord a voulu visiter le Sud sans être victime de la « ségrégation » : il s'est simplement coiffé d'un turban hindou et a été reçu partout, avec déférence, dans les lieux réservés aux blancs<sup>49</sup>. A la fin de 1947, un « train de la liberté » parcourut les Etats-Unis. Ce musée ambulancier transportait de précieuses reliques historiques se rapportant à la fondation de la démocratie américaine. Mais il dut brûler un certain

---

\* Sept jeunes noirs de Martinsville (Virginia) furent exécutés sur la chaise électrique, les 2 et 5 février 1951, pour un délit analogue (« viol » non suivi de meurtre)<sup>44</sup>. L'assassinat légal de McGee fut perpétré le 8 mai 1951.

nombre de stations, notamment celles de Birmingham (Alabama) et de Hattiesburg (Mississippi), car les maires des localités en question, contrairement aux volontés formellement exprimées par les initiateurs de cette tournée, ne voulurent y admettre les visiteurs noirs qu'en groupes séparés. A la Nouvelle-Orléans, des instituteurs noirs conduisant des enfants noirs furent molestés et arrêtés, le 8 janvier 1948, pour avoir voulu s'approcher du « train de la liberté <sup>50</sup> ». On pourrait continuer ainsi indéfiniment.

Le préjugé racial est tellement entré dans les mœurs, il exerce une pression si forte que les blancs les plus progressifs n'en sont pas indemnes. En Georgia, un professeur d'université blanc, congédié pour ses idées avancées, laissa mon chauffeur noir m'attendre plusieurs heures dans la voiture, en pleine nuit, sans même avoir l'idée de lui apporter un rafraîchissement ou une collation. A Natchez (Mississippi), un ouvrier, secrétaire d'un syndicat du C.I.O., me pressa de faire entrer chez lui mon compagnon; mais l'obscurité ne lui avait pas permis d'apercevoir sa couleur; quand il se fut rendu compte de sa méprise, il eut un mouvement de répulsion, et le noir dut regagner la voiture, la rage au cœur. A la Nouvelle-Orléans, un leader communiste, après beaucoup d'hésitation, accepta de recevoir le nègre, mais par la porte de la cuisine. La simple peur de « ce qu'en diraient les voisins » paralysait ces hommes de bonne volonté.

\*  
\*\*

La « ségrégation », si insupportable qu'elle soit, l'est moins que la terreur. Le noir, dans le Sud, est condamné à vivre en permanence dans une atmosphère de danger. « Chaque nègre, écrit le professeur John Dollard, sait qu'une sorte de sentence de mort est suspendue sur lui; il ne sait pas quand viendra son tour. Cela peut ne se produire jamais, mais cela peut aussi se produire à tout instant <sup>51</sup>. » Les auteurs du Rapport au Président Truman sur les Droits Civils écrivent que « la menace du lynchage est toujours suspendue au-dessus de la tête du nègre du Sud. Le fait de savoir qu'un mot ou un acte mal interprété peut entraîner sa mort pèse sur lui d'un poids terrible ». Le chef de la police secrète fédérale (F.B.I.), J. Edgar Hoover, vint témoigner devant le

Comité que, dans certains comtés du Sud, « l'arrogance de la plupart des blancs et la peur des nègres sont incroyables ». Et le rapport ajoute que, dans le Sud, les blancs peuvent toujours brutaliser et assassiner des nègres avec la quasi-certitude de l'impunité. La majorité des participants aux 43 lynchages qui eurent lieu entre 1936 et 1946 ne furent pas même poursuivis<sup>52</sup>. En février 1947, à Greenville (Caroline du Sud), un jeune noir, Willie Earle, fut enlevé de prison et tué par une bande de chauffeurs de taxis blancs. Les meurtriers, traduits en justice, furent acquittés triomphalement. *New York Times* considéra néanmoins comme un « progrès » qu'ils aient été poursuivis<sup>53</sup>! Le journaliste Ray Sprigle, qui, pour le compte de la *New York Herald Tribune*, a parcouru le Sud, déguisé en nègre, note que « la peur suit l'homme noir dans le Sud depuis sa plus tendre enfance jusqu'à son lit de mort... Pendant 250 ans d'esclavage et 85 ans de liberté partielle et limitée, le Sud blanc a dominé sa minorité noire par la corde, le bûcher et le pistolet. Il continue, à cette exception près que, ces dernières années, la corde et le bûcher ont laissé la place au pistolet, moins spectaculaire mais tout aussi efficace... Chaque nègre dans le Sud, quels que soient sa position sociale, son activité, sa situation de fortune, ses titres universitaires, les services qu'il a rendus à l'humanité, vit dangereusement à tout moment de sa vie<sup>54</sup> ».

Pour un oui ou pour un non, les policiers du Sud « descendent » des noirs. « Dans nombre de cas, lit-on dans le Rapport au Président, des nègres ont été abattus [par la police...] dans des circonstances indiquant... une froide volonté de tuer. » C'est ainsi que huit prisonniers nègres furent assassinés, le 11 juillet 1947, dans le comté de Glynn (Georgia), par leurs gardiens, « sans la moindre justification<sup>55</sup> ». Le chef de la police de Birmingham (Alabama), fief de l'*U.S. Steel*, Floyd C. Eddins, s'est fait une réputation toute particulière de violence : au cours du seul mois d'avril 1948, quatre nègres furent assassinés par ses agents<sup>56</sup>.

Il faut s'être plongé soi-même dans cette atmosphère d'épouvante pour en réaliser toute l'horreur. Je n'oublierai jamais les yeux inquiets, la voix étranglée de mon chauffeur noir lorsqu'à Natchez (Mississippi), la ville natale du romancier Richard Wright, il me pressa d'abréger notre séjour. Il avait simplement bavardé avec le boy de couleur de la station-

service; et celui-ci lui avait tracé un tableau si éloquent des sévices dont les nègres sont l'objet dans cette localité qu'il n'avait plus qu'une idée en tête : partir. Et pourtant ce garçon, il m'en fournit la preuve tout au long de notre voyage, ne manquait pas de cran\*.

En dépit des statistiques prouvant que le lynchage est en décroissance, en dépit des déclarations optimistes et intéressées des thuriféraires de la démocratie américaine\*\*, en dépit des ouvrages de quinze cents pages dans lesquels les blancs sont pathétiquement invités à faire la paix avec leur conscience et à ne plus violer leur Credo, les ténèbres du moyen âge enveloppent encore le Sud, la force brutale et le fanatisme n'ont pas cessé d'y régner. Un écrivain nègre, Langston Hughes, écrit que les efforts tentés par une poignée de libéraux pour améliorer la condition des nègres dans le Sud n'ont pas eu plus d'effet qu'une goutte d'eau dans un océan<sup>59</sup>. J'ai découpé consciencieusement pendant trois ans, de 1947 à 1950, dans *New York Times*, les comptes rendus des actes de violence et d'injustice commis à l'égard des nègres. En parcourant ce dossier, je suis moi-même étonné de voir comme il est épais.

\* Dans les *Cahiers Fernand Pelloutier* de décembre 1950, Roger Hagnauer, ayant lu ce passage dans le journal *Combat*, m'accusa d'avoir « groupé les faits » pour « provoquer une impression fautive » et trancha : « Dire que les noirs vivent sous une terreur constante dans les Etats du Sud est une de ces « enflures » journalistiques qui ne servent guère la cause des Noirs ». Richard Wright lui écrivit, le 12 mars 1951, qu'il était « surpris » et « affligé » de ce ton et de cette attitude et il ajouta, entre autres : « Pour appuyer les déclarations de Daniel Guérin, laissez-moi vous dire les quelques faits suivants... Une oppression, totale et profonde, qui a duré trois cents ans, n'aurait pu être dirigée contre des millions de noirs sans des instruments de terreur. L'objet de cette terreur fut de maintenir le nègre dans une position inférieure, de l'empêcher de posséder la moindre propriété, de recevoir une éducation qui aurait pu l'éveiller, de voter et de participer à l'entière machinerie politique. N'oublions pas que cette proscription fut dirigée non contre des peuples coloniaux au delà des mers, mais contre des voisins habitant porte à porte. D'où la nécessité de la terreur directe et, lorsqu'on n'allait pas jusque là, de la menace de terreur. Sous ce régime, le sentiment le plus profond du nègre est la peur. Cette peur est pleine et entière dans la région des plantations du Sud et elle prend la forme de l'anxiété et de la tension dans le Nord industriel. Ce sont des faits élémentaires; ils constituent l'essence des relations des blancs et des noirs aux U.S.A... Et cette essence n'a pas été modifiée. »

\*\* C'est ainsi que les émissions radiophoniques « La Voix de l'Amérique », dirigées par le Département d'Etat pour la consommation extérieure, s'emploient à présenter sous le jour le plus favorable les relations raciales aux Etats-Unis<sup>57</sup>. Parfois cette propagande se double de moyens plus brutaux. C'est ainsi qu'en août 1950, un nègre appelé à témoigner devant une commission de la Chambre des Représentants, fut attaqué physiquement par le représentant H. L. Lanham, de Georgia, pour avoir dit que les nègres étaient privés de tous droits dans cet Etat<sup>58</sup>.

Tirons-en, à titre d'exemples, rien que deux cas.

Tout d'abord, celui de Mrs. Rosa Lee Ingram. Restée veuve, Mrs. Ingram, d'Americus (Georgia), élevait péniblement douze enfants s'échelonnant entre dix-sept mois et vingt-quatre ans. Elle tirait un maigre revenu de la terre qu'elle travaillait comme métayer (*sharecropper*). Son voisin, du nom de John E. Stratford, un métayer blanc qui travaillait pour le même propriétaire, la courlisait depuis longtemps, mais elle l'avait toujours repoussé. Un matin de 1947, il vint très en colère lui dire qu'il allait chercher son fusil et qu'il tuerait les porcs et le mulet de Mrs. Ingram si ces bêtes continuaient à se promener sur son enclos. Bien que les animaux aient été ramenés aussitôt au bercail, Stratford, revenu avec son fusil, en menaça sa voisine, la frappa à la tête d'un coup de crosse. Le sang coula. La négresse s'empara du fusil et désarma l'énergumène. Alors, celui-ci tira son couteau de sa poche et, n'arrivant pas à l'ouvrir, lui en assena le manche sur le front. Mrs. Ingram appela à l'aide. Ses fils, âgés de 14 et 16 ans, accoururent. L'aîné supplia Stratford d'épargner sa mère. Et, comme la brute faisait la sourde oreille, il s'empara du fusil et tira. Le blanc tomba raide mort. Mrs. Ingram envoya aussitôt ses enfants prévenir le shérif et se mit à la disposition de la justice. Elle fut arrêtée, en même temps que quatre de ses enfants. Le 27 janvier 1948, elle fut condamnée à la peine de mort, ainsi que ses deux fils de 14 et de 16 ans. Les jurés qui rendirent cet atroce verdict étaient tous blancs\*. Les avocats désignés d'office, et qui défendirent aussi mal que possible leur cliente, étaient également blancs (il n'y a, dans tout l'Etat de Georgia, que 13 avocats noirs pour une population nègre dépassant le million). Quelques mois plus tard, en avril, une campagne ayant été engagée pour la défense de Mrs. Ingram, la peine de mort fut commuée en emprisonnement perpétuel<sup>61</sup>.

L'autre cas est celui de deux jeunes nègres de Floride, Walter Irvin et Samuel Shepherd, tous deux anciens combattants, condamnés à mort, le 8 septembre 1949, tandis qu'un troisième, Charles Greenlee, était condamné à la réclusion à

---

\* Les auteurs du Rapport au Président Truman sur les Droits Civils écrivent que « trop fréquemment » les nègres sont jugés par des jurys ne comprenant pas de membres de couleur<sup>60</sup>.

vie. Que s'était-il passé? Le 16 juillet, une jeune blanche de 17 ans, mariée à un fermier, Mrs. Norma Lee Padgett, prétendit avoir été violée dans une automobile par quatre nègres. Elle ne put fournir aucune preuve, médicale ou autre. L'avocat blanc qui avait accepté de diriger la défense des inculpés démontra, de façon péremptoire, que ce prétendu viol était un roman-feuilleton, inventé pour dissimuler une rixe que la jeune femme avait eue avec son mari. En outre, les prévenus s'étaient attiré la haine des blancs en refusant de travailler à la cueillette des agrumes à des salaires de famine. Pendant trois jours, la terreur régna dans la contrée. De nombreux foyers noirs furent brûlés et pillés. Le gouverneur de l'Etat dut faire intervenir la garde nationale pour mettre fin au désordre. Un nègre, du nom d'Ernest Thomas, le quatrième de ceux dénoncés par Mrs. Padgett, fut lynché et assassiné. Le soir du verdict, les avocats et journalistes nègres, ayant pris part au procès, furent pourchassés pendant cinquante kilomètres par une meute déchaînée<sup>62</sup>.

J'ai parcouru moi-même les régions du centre de la Floride où se déroula ce drame. Je me souviens, notamment, avoir passé quelques heures à Orlando, un paradis terrestre, en plein centre des odorants vergers d'oranges et de pamplemousses. La tension raciale y était invisible, mais partout présente. Elle vous serrait la gorge. Quand elle éclate, les flammes s'élèvent et dégagent une âcre odeur de chair brûlée.

\*  
\*\*

Le problème nègre n'est pas, comme on pourrait le croire, un problème régional. Le préjugé racial n'est pas enfermé dans les limites géographiques du « vieux Sud ». Il y atteint sans doute son point culminant car l'immense majorité des noirs (10 millions sur 13 au recensement de 1940<sup>63</sup>) y réside. Mais il a fait tache d'huile, et il empoisonne l'ensemble des Etats-Unis. Le Sud, du fait même de sa pauvreté et de son économie arriérée, a une population excédentaire. Blancs et noirs le désertent et tentent leur chance ailleurs, attirés par les régions industrielles du Nord et de la Côte Ouest. Les immigrants blancs emportent avec eux leur fanatisme et en infectent les agglomérations blanches où ils vont s'établir<sup>64</sup>. Les immigrants noirs déplacent avec eux les zones de tension



raciale et retrouvent à Chicago, à Detroit, à New-York, l'atmosphère de pogrome qu'ils avaient cru laisser derrière eux en quittant le Sud.

L'essor industriel provoqué par les deux premières guerres mondiales a stimulé l'absorption des travailleurs du Sud par les centres urbains du Nord\* et, de ce fait, engendré une floraison de *race riots*, d'émeutes raciales. A Chicago, en juillet 1919, les deux races se battirent pendant une semaine. 22 nègres et 16 blancs furent tués, 342 nègres et 178 blancs blessés. Le conflit prit naissance dans une piscine où les noirs n'avaient pas le droit de franchir une ligne imaginaire de ségrégation raciale. Un jeune noir ayant nagé un peu trop loin fut lapidé par de jeunes blancs et se noya. Cette mort exaspéra les noirs. Les blancs ripostèrent en jetant les nègres des tramways et en les assommant. Les quartiers noirs furent livrés au pillage. Les noirs rendirent coup pour coup<sup>65</sup>.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale le centre principal de la tension raciale dans le Nord fut Detroit. Un journaliste local en a expliqué l'origine en ces termes : « Le présent désordre est dû au fait que l'immensité de la production de guerre a amené à Detroit des milliers de gens qui ont dû faire face à des conditions d'existence nouvelles auxquelles ils ont appliqué d'anciens standards. Les blancs du Sud sont venus ici en grand nombre, apportant avec eux leurs préjugés à l'égard des nègres. Des nègres du Sud sont venus ici pour tenir des emplois qui leur ont donné, pour la première fois dans la vie de beaucoup d'entre eux, un salaire décent, et un sens de liberté qu'ils n'avaient jamais connu auparavant. » Leur allure nouvelle d'hommes libres, contrastant avec la soumission (au moins apparente) des nègres du Sud, a irrité les blancs d'origine « sudiste<sup>66</sup> ». Les nombreuses organisations fascistes et racistes qui pullulent à Detroit (*Klux-Klan* et autres) ont jeté de l'huile sur le feu<sup>67</sup>.

La première émeute se produisit en février 1942. Elle eut pour théâtre un groupe d'habitations à bon marché qui avait été construit spécialement pour les nègres, chez lesquels la crise du logement sévissait de façon particulièrement intolérable. Des organisations racistes firent campagne pour que la

\* Voir p. 205.

nouvelle cité fût affectée à des locataires blancs. Elles n'obtinrent pas satisfaction. Aussi, quand les premières familles noires voulurent y emménager, des piquets blancs cernèrent la cité et en interdirent l'accès. Peu après, un camion de combattants nègres arriva sur le champ de bataille. Une mêlée s'ensuivit, au cours de laquelle la police prit nettement le parti des blancs. 25 blessés restèrent sur le terrain<sup>68</sup>.

Beaucoup plus grave fut l'émeute de juin 1943, au cours de laquelle il y eut 34 tués (dont 26 nègres) et 461 blessés (la plupart nègres). Le feu fut mis aux poudres, un dimanche, dans un parc public fréquenté par les deux races. Des marins blancs se postèrent sur un pont conduisant à l'île où est situé le parc et attaquèrent systématiquement tous les noirs qui revenaient vers la ville. Pendant plusieurs jours, Detroit fut livré au désordre et au pillage. La police, cette fois encore, prit parti pour les blancs. Les nègres firent preuve d'une combativité égale à celle de leurs adversaires<sup>69</sup>. Aujourd'hui encore, la tension raciale reste très vive à Detroit. Howe et Widick estiment que les « terribles événements du passé pourraient s'y répéter, peut-être de façon encore plus terrible<sup>70</sup> ».

A Harlem, le quartier nègre de New-York, en août 1943, il y eut 5 tués et plus de 300 blessés au cours d'une émeute analogue. Un policier civil blanc avait tenté d'arrêter une jeune femme de couleur dans un hôtel. Un policier militaire noir l'en empêcha. Les deux hommes se battirent. Le blanc tira sur le noir. La nouvelle se répandit rapidement dans Harlem, et tout le quartier se souleva. Cette émeute fut davantage une insurrection noire qu'une bataille interracial. Les nègres s'empoignèrent avec la police et pillèrent des magasins appartenant à des blancs, mais ils s'abstinrent de se livrer à des voies de fait sur ces derniers<sup>71</sup>. A Harlem comme à Detroit, il suffirait d'un rien pour rallumer l'incendie. On le vit, en novembre 1949, à l'occasion de la mise en liberté du conseiller municipal nègre communiste, Benjamin J. Davis Jr. Cette libération suscita un vif enthousiasme, sans doute plus raciste que politique. Des meetings et manifestations de rue s'organisèrent. La police fut bombardée par toutes sortes de projectiles lancés des maisons. « On put croire, un instant, écrivit *New York Times*, que le désordre allait se développer en émeute<sup>72</sup>. »

\*  
\*\*

Un des principaux véhicules du préjugé racial, dans le Nord, est l'armée. Les cadres professionnels de l'armée et de la marine américaines sont largement recrutés parmi les « sudistes ». En outre, un grand nombre d'unités sont cantonnées dans le Sud. L'autorité militaire inocule le préjugé racial, en temps de paix, à des centaines de milliers de jeunes gens, en temps de guerre, à des millions d'hommes qui n'en n'avaient pas été atteints — ou qui en avaient été moins profondément atteints — avant de revêtir l'uniforme<sup>73</sup>. En outre, le gouvernement fédéral, transposant les mœurs du Sud à l'échelle nationale, a institué une « ségrégation » dans les forces armées. Malgré les pressions dont il a été l'objet, le Président Roosevelt n'a pas osé abolir celle-ci au cours de la dernière guerre; et les soldats noirs, à qui on demandait de verser leur sang pour une cause sacrée, ont été, trop souvent, l'objet des pires humiliations et des pires sévices de la part des combattants blancs<sup>74</sup> \*. En septembre 1917, à Houston (Texas), en juin 1943, au Camp Stewart, en Georgia, et dans nombre d'autres occasions, les soldats nègres, excédés des brutalités de leurs chefs, se mutinèrent. Il y eut des tués et des blessés<sup>75</sup>. Le Président Truman a essayé récemment de convaincre les chefs militaires des inconvénients de leur racisme. Mais il s'est heurté aux plus vives résistances. Le général Omar Bradley lui répliqua publiquement, en août 1948, que *l'armée n'allait pas se lancer dans des réformes sociales, qu'elle continuerait à placer les hommes de races différentes dans des unités différentes, et qu'elle ne changerait d'attitude que lorsque l'ensemble de la nation le ferait*<sup>76</sup>. L'attitude du général n'était pas inspirée par un stupide entêtement de vieille « culotte de peau ». Il était conscient du fait qu'en abolissant la ségrégation dans les forces armées, *on ébranlerait toute la structure politique, économique et sociale du « Solide Sud. »* Aussi, en dépit de quelques récents assouplissements \*\*, cette forme de ségrégation n'est-elle pas près de disparaître.

---

\* Au point que le sénateur libéral Hubert H. Humphrey a dû déposer récemment un projet de loi destiné à assurer « la protection du soldat nègre en uniforme »<sup>76</sup>.

\*\* Voir p. 185.

Les nègres qui ont été engagés dans la guerre de Corée, en 1950-1951, l'ont été en *unités séparées*. L'une d'elles, le 24<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie, ayant été particulièrement éprouvée, nombre de ses hommes furent passés en conseil de guerre et condamnés à de très lourdes peines pour « défaillances » devant l'ennemi. L'Association Nationale pour l'Avancement des Peuples de Couleur (N.A.A.C.P.) dut envoyer sur place un juriste afin de tirer les malheureux des griffes du général Mac Arthur. Le rapport de ce juriste attribua le mauvais moral des hommes de couleur à la politique de ségrégation maintenue par le général, et vit dans l'acharnement avec lequel ils furent punis une manifestation du préjugé racial <sup>78</sup> \*.

Une autre raison de la contamination raciste de l'ensemble des Etats-Unis est l'influence exercée par les « sudistes » sur le gouvernement fédéral. Cette influence est hors de proportion avec leur importance numérique. Elle provient du fait que la représentation est calculée d'après le chiffre total de la population (blanche et noire), alors qu'en fait les urnes sont monopolisées par les planteurs blancs dans le Sud \*\*. Depuis 1933, le Parti Démocrate est au pouvoir et le Sud est un des bastions de ce Parti. Le Président Roosevelt n'a pu se faire élire, pour la première fois, en 1932, que grâce à l'appui des « Bourbons. » Son agent électoral, James A. Farley, se rendit tout exprès dans le Sud et réussit à obtenir le concours du *Ku-Klux-Klan* <sup>81</sup>. Le Président, par la suite, ne cessa de ménager ses soutiens « sudistes » et demeura plus ou moins leur prisonnier <sup>82</sup>. Eleanor Roosevelt eut récemment le courage de dénoncer publiquement l'« échec » de son mari sur ce plan <sup>83</sup>. Le Président Truman se montra un peu plus courageux mais il ne rompit, en fait, qu'avec une minorité de sudistes, la fraction extrémiste des *Dixiecrats* <sup>\*\*\*</sup>, et il a continué à s'appuyer sur le gros des Démocrates du Sud. La règle de l'ancienneté assure à ces derniers le contrôle de la plupart des commissions importantes du Sénat et de la

\* Pareille constatation avait été faite, au cours de la dernière guerre, pendant la campagne d'Italie, où une unité nègre, la 92<sup>e</sup> Division, fut, à la fois, cruellement décimée et accusée de « défaillances » <sup>79</sup>.

\*\* En effet, les artifices employés par les « Bourbons » pour écarter les nègres des urnes (*poll tax*, qualifications) privent également du droit de vote quantité de « pauvres blancs ». Du Bois a calculé, en analysant les chiffres des élections de 1946, que le système confère à chaque propriétaire blanc du Sud un pouvoir électoral supérieur à celui de six travailleurs et fermiers du Nord <sup>80</sup>.

\*\*\* Voir plus loin, p. 192-193.

Chambre des Représentants. En 1942, ils détenaient la présidence de plus de 50 % de ces commissions, bien que la population du Sud excède à peine le quart de la population totale des Etats-Unis<sup>84</sup> \*. Enfin, l'alliance des Républicains et des Démocrates du Sud, prolongement du sordide compromis de 1876-1877, assure la perpétuation du racisme sur le plan législatif et bloque l'adoption de tout programme fédéral de « Droits Civils » en faveur des nègres<sup>86</sup>.

La capitale nationale, Washington, est à elle seule un symbole de l'influence exercée sur le gouvernement fédéral par les « Bourbons. » Les fondateurs des Etats-Unis ont voulu qu'elle ne fasse partie d'aucun Etat et le « district de Columbia » auquel elle a été rattachée est soumis à un régime exceptionnel : il est placé sous l'autorité directe du Congrès. Or Washington est une ville raciste. Le plus effréné des parlementaires anti-nègres, le sénateur Bilbo, a été président de la Commission du Sénat qui veille à l'administration du district. La « ségrégation » y sévit dans les restaurants, les hôtels, les salles de spectacles, les taxis, les quartiers résidentiels, les hôpitaux, les écoles, les services gouvernementaux, les lieux consacrés au culte et jusque dans la très chrétienne Y.M.C.A. A deux pas des splendeurs du Capitole, s'étalent les plus affreux taudis nègres et les diplomates étrangers de couleur sont exposés, chaque jour, à être traités en parias. Ce régime n'est pas, comme on pourrait le croire, un vestige du passé : la « ségrégation » n'est devenue systématique dans la capitale fédérale *qu'en 1912*<sup>87</sup>. Récemment, le Dr Ralph J. Bunche, homme de couleur à qui sa médiation en Palestine a valu le Prix Nobel et une renommée mondiale, déclarait que la ville de Washington était « la plus grande honte de la nation, une cité dans laquelle aucun nègre ne pouvait vivre et travailler avec dignité<sup>88</sup> ».

Mais la raison la plus profonde de l'extension du préjugé racial à l'ensemble des Etats-Unis est l'exploitation de la passion anti-nègre — comme de toutes les passions qui dressent les hommes les uns contre les autres — par les puissances d'argent qui dominent l'Amérique. La minorité nègre est la

---

\* Autrefois, le candidat Démocrate à la présidence des Etats-Unis devait être désigné, au congrès du Parti, par une majorité des deux tiers : cette disposition, avant son abrogation en 1936, permettait aux « sudistes » d'opposer leur veto à la nomination d'un candidat jugé par eux indésirable<sup>85</sup>.

plus persécutée, mais elle n'est pas la seule à l'être. Les victimes d'hier et d'aujourd'hui du préjugé racial ne sont pas seulement les nègres, mais les Irlandais, les Italiens, les Juifs, les Japonais et Chinois, les Mexicains<sup>89</sup>. Dans ce pays comme ailleurs, *diviser pour régner* est l'arme préférée des oppresseurs. Le racisme est, pour les capitalistes américains, une entreprise formidable de diversion. Ils entretiennent à dessein un immense faisceau de peurs et de haines qui, comme l'observe W. J. Cash, contribue énormément à « *contrecarrer la tendance à la division en classes sur des questions économiques et sociales* »<sup>90</sup>. Ce n'est pas par hasard qu'au lendemain de la première guerre mondiale, l'angoisse inspirée aux possédants par le rayonnement de la Révolution russe a coïncidé avec un raz-de-marée du *Ku-Klux-Klan*. Celui-ci a débordé un moment les frontières du « vieux Sud » et proliféré à travers les Etats-Unis<sup>91</sup>. L'« américanisme », qui est à la fois l'exaltation de la pureté et de la suprématie de la race blanche à l'intérieur de l'Amérique et de la supériorité des Américains blancs par rapport au reste du monde, est né dans le Sud. Il est le fils spirituel du *Klan* qui en revendique hautement la paternité et se targue de professer « un américanisme cent pour cent »<sup>92</sup>. Le Sud est sa terre d'élection du fait même que la population y est de vieille souche anglo-saxonne et protestante, et n'a presque pas été touchée par les immigrations récentes. Mais cette mystique réactionnaire a tendance à contaminer l'ensemble de la nation. Si paradoxal que cela puisse paraître dans un pays où les citoyens sont, en majorité, des assimilés de fraîche date, la méfiance à l'égard de l'« étranger », le nationalisme le plus obtus sont monnaie courante. La tension internationale actuelle, l'hystérie « anti-communiste » qui sévit aujourd'hui aux Etats-Unis, ont donné à ce chauvinisme un regain de vigueur<sup>93</sup>. Et les syndicats ouvriers, eux-mêmes, nous l'avons vu \*, lui font des concessions, lui empruntent son vocabulaire. Le Sud n'est pas un vestige accidentel de moyen âge, une zone de réaction limitée, isolée et perdue dans un grand pays en marche vers la démocratie et le progrès social : le Sud est le berceau et le foyer de la Contre-Révolution américaine, de tous les préjugés, de toutes les haines, de toutes les violences qui entravent et

retardent l'émancipation du peuple américain<sup>94</sup>. Si, un jour (ce qui, heureusement, n'est pas certain), une version américaine de fascisme devait surgir aux Etats-Unis, c'est dans le Sud surtout qu'elle puiserait sa « mystique » et ses troupes de choc<sup>95</sup>.

\*  
\*\*

Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que le préjugé anti-nègre ait franchi et continue de franchir la *Mason-Dixon line*, la ligne de démarcation entre les anciens Etats « esclavagistes » et les Etats « libres » du Nord et du Nord-Ouest.

Dans un article récent consacré à « *Jim Crow* dans le Nord », le journaliste nègre George S. Schuyler écrit que les blancs du Nord n'ont pas lieu d'être fiers de la situation raciale existant dans leur région. La ségrégation est encore pratiquée dans les écoles publiques, notamment en Delaware, Pennsylvanie, Kansas, Maryland, Missouri. Elle l'est aussi dans nombre d'universités et dans nombre d'hôpitaux. Dans plus de douze villes du Nord, elle l'est aussi dans les théâtres. Dans la moitié environ des cités du Nord, les nègres ne sont jamais acceptés dans les hôtels blancs. Il n'y a pas vingt villes dans lesquelles ils ne sont pas complètement écartés des restaurants possédés par des blancs. Il n'y a pas plus d'une demi-douzaine d'endroits où ils sont admis avec les blancs dans les établissements de bains. Seize Etats, en dehors du Sud, interdisent, en les frappant de sévères pénalités, les mariages mixtes\*. La ségrégation sévit dans la garde nationale des Etats de Massachusetts, Ohio, Illinois et Californie, etc., etc.<sup>96</sup>.

J'ai pu vérifier personnellement la véracité de ces observations. Lorsque nous revînmes, mon chauffeur nègre et moi, de notre expédition dans le Sud, nous franchîmes la *Mason-Dixon line* avec un indicible soulagement. Enfin, nous entrions en pays libre. Enfin, nous allions pouvoir prendre nos repas ensemble, descendre dans les mêmes hôtels, passer la soirée dans les mêmes cinémas. Mais, de l'autre côté de la ligne, les restaurateurs de l'Ohio nous firent la tête. Et en pleine nuit, en Pennsylvanie, un de ces camps de *bungalows*, qui hébergent

---

\* Dans certains Etats du Nord, comme l'Indiana, le North et le South Dakota, les pénalités sont plus élevées que dans les Etats du Sud : dix ans de prison!

les automobilistes, refusa brutalement de nous accueillir. A Harrisburg, capitale de l'Etat, la police fut incapable de nous indiquer un seul hôtel blanc où nous ayons des chances d'être admis; et nous descendîmes finalement dans un hôtel noir. Même dans l'Etat de New-York, où les actes de discrimination raciale sont théoriquement punis par la loi, nous nous heurtâmes, à plusieurs reprises, au même ostracisme. A Amenia, un restaurateur refusa de verser une tasse de café à mon compagnon; et, parmi les consommateurs blancs qui se trouvaient dans l'établissement, aucun n'accepta de nous servir de témoin. Le patron d'un petit hôtel, dans l'île de Staten Island, aux portes de New-York, un garçon sympathique, d'origine norvégienne, nous reçut à bras ouverts et nous déclara qu'il ignorait, se conformant d'ailleurs à la loi, la « ségrégation » raciale. Mais, le lendemain, il vint me trouver, penaud : un de ses fidèles clients lui avait notifié que, s'il rencontrait encore ce *nigger* dans les couloirs de l'établissement, il ne remettrait plus les pieds dans son hôtel; et il me demanda, « comme un service personnel », de ne plus amener chez lui de gens de couleur.

Il m'est arrivé de dîner, dans un restaurant français de New-York, avec un écrivain nègre. La soirée se passa sans incident. Mais, quand nous fûmes dans la rue, mon invité me demanda avec un certain embarras :

— C'était parfait! Mais croyez-vous vraiment que, si je m'étais présenté seul, j'aurais été accueilli de la même façon?

Cette simple question en disait long sur les avanies dont, à New-York même, les nègres de toute condition sociale sont quotidiennement les victimes.

Séparé de la grande ville par la rivière Hudson et situé, par conséquent, sur le territoire de l'Etat de New-Jersey, un parc d'attractions, le *Palisades Amusement Park*, attire le dimanche les foules new-yorkaises. Mais chaque fois qu'un nègre se présente à l'entrée de la piscine de cet établissement, il est impitoyablement refoulé<sup>97</sup>.

La première compagnie d'assurances américaine, la *Metro-politan Life Insurance Company* a construit dans l'*East Side* de New-York une immense cité d'habitations à bon marché, comprenant plus de huit mille appartements : la *Stuyvesant Town*. Mais jusqu'à une date toute récente les familles nègres n'y étaient pas admises. La puissante compagnie résista opi-



niâtement à toutes les campagnes entreprises contre cette discrimination raciale. Un professeur de Pennsylvania State College, Dr Lee Lorch, fut congédié par cette université pour avoir accepté la vice-présidence d'un comité de lutte contre la discrimination à *Stuyvesant Town*. La *Metropolitan* ne céda que tout récemment, sous la pression de la ville de New-York<sup>98</sup>. L'Organisation des Nations Unies avait traité avec cette même compagnie pour le logement de ses employés dans deux autres cités en cours de construction. Mais elle dut dénoncer l'accord, le propriétaire se refusant à loger ceux des employés de l'organisation internationale dont la peau n'était pas blanche<sup>99</sup>.

Publique et légale dans le Sud, la « ségrégation » est, dans le Nord, hypocrite et privée. C'est ainsi qu'à défaut de lois, les blancs empêchent les noirs de s'installer dans leurs quartiers résidentiels en signant des contrats mutuels baptisés *restrictive covenants*. J'ai sous les yeux un de ces textes. Les signataires s'y engagent à ne pas permettre l'usage ou l'occupation des terrains compris dans un périmètre défini à « toute personne dont le sang n'est pas entièrement de race caucasienne ou blanche ». L'engagement est valable jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1987 et lie non seulement les signataires mais leurs successeurs. On parvient ainsi, sans intervention de la loi, à parquer les nègres dans des ghettos et à reproduire la division en deux mondes séparés qui caractérise le Sud<sup>100</sup>. Le résultat est qu'à Baltimore (Maryland), les nègres, bien que constituant 20 % de la population, sont entassés dans moins de 20 % de la surface habitée. A Chicago, la densité de la population dans le quartier noir est de 90.000 par *mile* carré alors que 35.000 est considéré comme un maximum à ne pas dépasser<sup>101</sup> \*.

En plein cœur de New-York s'étend un immense ghetto, le plus grand ghetto du monde : Harlem. Il m'a été donné de vivre à la ligne de démarcation entre le monde blanc et le monde noir. Rien de plus instructif. La 96<sup>e</sup> rue Ouest est une large artère où vivent des familles blanches aisées. Les immeubles les plus cossus possèdent un dais de toile destiné à protéger de la pluie les dames qui descendent de voiture.

---

\* Néanmoins, quelques progrès ont été accomplis récemment dans ce domaine (voir p. 184-185).

Un portier en uniforme les accueille sur le seuil. Deux rues plus loin, nous sommes déjà dans le quartier noir. Des familles nombreuses s'entassent dans des logements exigus, au mobilier et à la tapisserie rudimentaires. Les rues sont mal entretenues et grouillantes d'enfants plus ou moins dépenaillés. Les blancs semblent ignorer ce monde déshérité qui étale ses plaies à quelques mètres de leurs confortables et respectables résidences. J'emmenai un jour ma fille visiter une famille noire de la 93<sup>e</sup> rue. Une famille d'ailleurs pleine de dignité et de distinction dans sa pauvreté. Mais le contraste avec le monde dont nous venions était tel que l'enfant n'en put croire ses yeux.

Je m'arrête, car la description des manifestations du préjugé racial, pour être complète, exigerait des pages et des pages. J'ai seulement voulu apporter ici un témoignage personnel et ressusciter, pour le lecteur, l'atmosphère dans laquelle il m'a été donné de vivre. Atmosphère lourde et délétère, qui, à la longue, vous empoisonne et vous détraque. Il m'a fallu de longs mois pour me remettre mentalement de cette expérience. Les quelques nègres américains qui viennent élire domicile dans nos vieux pays peuvent être accusés, non sans raison, de désertir une grande bataille. Mais ils ont des circonstances atténuantes : on ne vit qu'une fois; et les êtres humains, durant leur court séjour terrestre, aspirent à vivre et à être traités en hommes.

## 4

**Des progrès?**

Dans les pages qui précèdent, l'accent a été mis sur la résistance opiniâtre qu'oppose le préjugé racial à la marche du progrès. Souligner la persistance du mal était nécessaire pour confondre les optimistes qui, un sourire très américain à la lèvre, prétendent que le problème nègre est en voie de solution rapide. Telle est, en effet, la thèse officielle. Comme l'observent les auteurs de *Black Metropolis*, c'est un impératif américain de faire semblant de croire que tous les problèmes sociaux peuvent être résolus pacifiquement et sans conflit. Les Américains sont tenus de faire étalage de gaieté et d'optimisme en ce qui concerne leur solution, même quand les faits prouvent le contraire <sup>1</sup>.

La plupart des journaux et magazines qui paraissent dans le Nord consentent volontiers à publier des articles traitant de la question raciale. Mais à condition que leur auteur fasse preuve (au moins dans le titre) de confiance et de bonne humeur. Il faut souvent lire attentivement le texte pour découvrir, derrière cette façade, une réalité beaucoup moins rose.

Cependant, si le progrès est extrêmement lent, s'il est beaucoup plus lent qu'on ne le fait croire et infiniment plus lent qu'il devrait être dans une société aussi dynamique et évoluant à un rythme aussi rapide, il y a tout de même un progrès<sup>2</sup> \*. L'humanité continue sa marche en avant en dépit de toute les entraves. Dans les pages qui suivent, l'accent va être mis, cette fois, sur le progrès.

Sur le plan des droits politiques, la condamnation des *white primaries* par les tribunaux fédéraux et la suppression des *poll taxes* par certains Etats du Sud \*\* ont ouvert des failles dans lesquelles cherche à s'engouffrer le vote nègre. Là où ces failles sont aussitôt colmatées par de nouvelles restrictions, le progrès est à peu près nul. Mais là où elles restent béantes, le progrès est certain<sup>3</sup>.

En Virginia, malgré le maintien de la *poll tax*, les nègres ne se voient pas opposer d'autre obstacle à l'exercice de leur droit de vote que le versement de cet impôt. Il y avait environ 60.000 nègres inscrits sur les listes électorales en 1948. A Richmond, une « association de citoyens » interracial, dont un des vice-présidents est un professeur de couleur, a mené une active campagne pour l'inscription des noirs sur les listes électorales. Le nombre des électeurs de couleur s'est considérablement accru et, en juin 1948, un nègre a été élu au conseil municipal de la ville, avec l'appui de nombreux blancs, ce qui ne s'était pas produit depuis cinquante-deux ans<sup>4</sup>.

A Durham, en Caroline du Nord, un homme de loi nègre se présenta au conseil municipal et, bien que non élu, recueillit

---

\* Richard Wright, en lisant les épreuves de ce livre, me fait remarquer : « Le rythme du développement industriel devrait être utilisé pour apprécier à son exacte mesure le rythme du progrès nègre. Ainsi, le nègre, au lendemain de la Guerre de Sécession, marchait davantage de pair avec les U.S.A. qu'il ne le fait aujourd'hui. Car le rythme du progrès industriel a été, depuis, foudroyant au moment même où le nègre était ramené en arrière. Son progrès n'est donc que relatif. Ceci devrait être souligné davantage que vous ne le faites. Même les noirs aux Etats-Unis perdent de vue ce point très important. D'où leur excès d'optimisme. »

\*\* Voir plus haut, p. 154.

plus de voix blanches que de voix noires. Il y avait, dans cet Etat, en 1948, environ 70.000 nègres inscrits sur les listes électorales<sup>5</sup>.

En Georgia, depuis la suppression de la *poll tax*, en 1945, et une décision de tribunal fédéral, en mars 1946, garantissant aux noirs l'accès des urnes, les nègres se sont inscrits en masse sur les listes électorales. L'impulsion leur a été donnée par une ligue électorale, animée par un avocat noir, A.T. Walden. Sans doute les 150.000 inscrits furent-ils réduits, cette même année, à 125.000 par diverses éliminations légales et illégales, et 100.000 seulement se risquèrent à aller aux urnes. Chiffre important, néanmoins, en comparaison avec ceux des Etats voisins. En 1948, le nombre des inscrits nègres dépassa 200.000. Dans la seule ville d'Atlanta, les inscrits de couleur passèrent de moins de 7.000 au début de 1946 à plus de 20.000 en 1948<sup>6</sup>. A Macon, grâce à l'action dynamique d'un leader nègre, L. Marshall, 12.000 nègres s'étaient inscrits en 1948. A Savannah, le nombre des nègres inscrits sur les listes électorales passa, en trois ans, de 900 à 22.000. Le maire fut élu avec l'aide des votes noirs. Il s'empressa de nommer neuf policiers de couleur. Les dockers nègres syndiqués s'étaient rendus aux urnes en cortège. A Augusta, aux élections municipales de 1949, un blanc élu par 740 voix fut suivi de près par un candidat nègre qui recueillit 574 voix<sup>7</sup>. Cependant, les nouvelles barrières dressées contre le vote nègre depuis l'arrivée au pouvoir du gouverneur Hermann Talmadge \* risquent de remettre en cause les progrès réalisés.

En Floride, où la *poll tax* a été supprimée en 1938 et où n'existent plus d'autres restrictions au droit de vote, les nègres s'inscrivent de plus en plus nombreux sur les listes électorales. Ils étaient 70.000 en 1948. A Jacksonville, 14.000 noirs s'étaient inscrits (dont 6.000 furent disqualifiés). Un nègre, qui se présenta aux élections municipales, ne fut pas élu, mais recueillit plus de voix blanches que de voix noires. A Miami, il y avait 5.000 inscrits nègres en 1948. A Tampa, la même année, il y avait 9.000 inscrits nègres dans le comté. Le nouveau maire, élu avec l'appui des noirs, nomma des policiers de couleur, pava les rues du quartier noir, projeta

---

\* Voir plus loin, p. 199-200.

la construction d'une piscine pour nègres, autorisa les matches de football mixtes<sup>8</sup>.

Mais, pour les raisons que le lecteur connaît déjà, les Etats que nous venons de mentionner font exception et la situation est beaucoup moins brillante dans les autres Etats du « Vieux Sud ».

Néanmoins si l'on considère la région dans son ensemble, il y a progrès. Les nègres qualifiés pour voter y ont passé de 250.000 environ en 1940 à plus de 600.000 en 1948<sup>10</sup>.

\*\*

Sur le plan de la ségrégation *sociale*, quelques progrès sont également à noter. Dix-huit Etats, hors du Sud, ont passé des lois punissant la discrimination dans divers lieux publics de peines d'amendes et d'emprisonnement. Les Etats de New-York et de New-Jersey prohibent toute discrimination dans l'enseignement. La discrimination en matière de logement a été interdite par des lois de Connecticut et de Pennsylvania. Une loi de l'Indiana prévoit l'élimination graduelle de la ségrégation dans les écoles publiques. L'Oklahoma, espérant ainsi éviter d'être condamné par la Cour Suprême, a mis fin à l'exclusion des nègres dans l'enseignement supérieur, tout en maintenant la ségrégation\*\*. Plusieurs Etats interdisent la ségrégation dans la Garde Nationale\*\*\*. Le Texas a adopté une loi contre le lynchage. Mais, comme on l'a vu\*\*\*\*, il y a loin des lois aux mœurs. Et la ségrégation, sous des formes hypocrites, continue le plus souvent, en dépit des textes législatifs<sup>12</sup>.

Sur le plan universitaire, les relations interraciales ont tendance à s'améliorer. De nombreux collèges dans le Nord ont fait des gestes en faveur des nègres. Certains ont sévi contre les « fraternités » d'étudiants (sortes de clubs fermés, recrutant leurs nouveaux membres par cooptation) qui excluent les noirs. Les étudiants de *Pennsylvania State College* ont établi

\* A l'exception de l'Etat de Tennessee où il y avait 75.000 nègres inscrits sur les listes électorales en 1948<sup>9</sup>.

\*\* Voir plus haut, p. 163.

\*\*\* Cependant, le geste fut surtout symbolique. L'Etat de New-Jersey qui s'engagea le plus résolument dans cette voie, n'avait, au début de 1949, intégré que onze nègres dans une unité blanche<sup>11</sup>.

\*\*\*\* Voir plus haut, p. 177 sqq.

des lignes de piquets autour des boutiques de coiffeurs qui discriminent les nègres. En Alabama, en 1948, des étudiants blancs ont pris l'initiative d'une *Student Conference on Civil Rights*, composée de délégués nègres et de délégués blancs et combattant toute forme de ségrégation et de discrimination. Des visites de collèges noirs par des étudiants blancs et de collèges blancs par des étudiants noirs ont été organisées. La participation des blancs à cette initiative est encore très limitée. Mais c'est, tout de même, un début <sup>13</sup>.

En matière d'enseignement, si les nègres continuent à être cruellement défavorisés, la situation s'améliore pourtant, bien que trop lentement. En 1870, il y avait 90 % d'illettrés nègres; aujourd'hui, il y en a moins de 20 %. En 1910, 45 % des nègres entre cinq et vingt ans fréquentaient une école; en 1940, ce pourcentage atteignit 64 %. Le nombre des bacheliers a doublé depuis dix ans, celui des nègres fréquentant un collège a passé de 5.000 en 1910 à plus de 88.000 en 1948 <sup>14</sup>.

Mentionnons ici pour mémoire la décision de la Cour Suprême du 5 juin 1950, déjà commentée \*, qui a ouvert aux nègres les portes de l'enseignement supérieur dans les Etats d'Oklahoma et de Texas. En septembre de la même année, le Tennessee décida spontanément d'admettre des nègres à l'université de l'Etat. Des nègres forcèrent l'entrée des Facultés de Médecine et de Droit de l'Etat de Virginia. D'autres ont fait appel aux tribunaux fédéraux pour être admis dans des universités en Caroline du Nord et en Louisiane <sup>15</sup>.

En matière d'hygiène et de santé, un pas en avant a été fait. La vie moyenne d'un noir était en 1900 de 32 ans, en 1947 de 57 ans <sup>16</sup>.

En matière de logement, on note aussi quelques améliorations. A la suite de la condamnation, par la Cour Suprême, en 1948, des *restrictive covenants*, des milliers de familles noires ont pu s'installer dans des quartiers résidentiels accaparés jusqu'alors par les blancs. A Chicago, les nègres ont réussi à étendre les limites du « ghetto » et même à s'en évader. Plus de 15.000 familles noires ont acquis des maisons hors du « ghetto. », de 1945 à 1948. Mais, comme on l'a vu \*\* cette forme de ségrégation est loin d'avoir rendu l'âme. Sans

\* Voir plus haut, p. 163.

\*\* Voir plus haut, p. 179.

doute, les prêts hypothécaires fédéraux sont-ils désormais refusés aux propriétés liées par des contrats de ce genre, mais la *Federal Housing Administration* s'est refusée jusqu'à présent à exiger des propriétaires la promesse qu'ils ne se livreraient à aucune discrimination<sup>17</sup>.

Sur le plan sportif, on note aussi quelques progrès. C'est ainsi qu'à la suite du match de football mixte organisé, pour la première fois, à Durham (Caroline du Nord) en novembre 1947<sup>18</sup>, l'équipe de *base-ball* des *Brooklyn Dodgers* vint jouer à Atlanta (Georgia) au printemps de 1949<sup>18</sup>. Or, cette équipe blanche comprend un noir illustre : Jackie Robinson<sup>19</sup>.

Enfin, un nombre toujours plus grand d'associations interraciales se penchent, avec plus ou moins de succès, sur le problème noir. On peut railler, non sans raison, la vanité de leurs efforts en vue de rechercher des solutions « dans le cadre du *statu quo* ». Mais leur croissante bonne volonté est néanmoins un signe des temps. C'est ainsi qu'en mars 1949, à Long-Island, 1.300 femmes blanches accoururent pour entendre Eleanor Roosevelt leur exposer les moyens d'éliminer le pré-jugé racial<sup>20</sup>.

Des organisations comme l'*Y.M.C.A.* et l'*American Bowling Congress*, qui pratiquent, à des degrés divers, la ségrégation raciale, semblent animées d'intentions plus libérales que dans le passé<sup>21</sup>.

Enfin, en ce qui concerne les forces armées, la ségrégation a été quelque peu assouplie, notamment dans la marine. L'armée de terre est nettement à la traîne et les quelques changements qui y ont été opérés sont encore trop récents, de l'avis même du Comité présidentiel sur l'égalité de traitement dans les forces armées (créé en 1948), pour qu'on puisse en apprécier les effets. « Nous avons encore à parcourir un long chemin », convient *New York Times*<sup>22</sup>.

En résumé, on constate, dans l'ensemble, une légère amélioration. Mais quand le président noir de *Fisk University*, Charles S. Johnson, prétend que « les symboles de la ségrégation sont en voie de disparition » et que les progrès dans les relations raciales « ont pris les proportions d'une révolution<sup>23</sup> », quand le Dr H. Tobias compare ces progrès à la façon dont tombèrent les murailles de Jéricho<sup>24</sup>, il y a exagération.

Les auteurs du Rapport au Président Truman sur les

Droits Civils conviennent, eux, que si l'on peut déceler quelques progrès, ils sont « limités et précaires<sup>25</sup> ». Du Bois, lui aussi, met en garde contre un optimisme excessif. Le progrès, dit-il, n'est impressionnant que si on le compare à la condition de semi-esclavage dans lequel le nègre croupissait encore en 1900; mais si on le compare à celui réalisé, sur tous les plans, par l'Amérique dans son ensemble, « le retard, dit-il, est sinistre<sup>26</sup> ».

Au terme de l'ouvrage le plus récent consacré au Sud, V. O. Key Jr conclut que « la route est ardue et le progrès lent<sup>27</sup> ». De son côté, le Dr Ralph J. Bunche, ne s'est pas gêné pour déclarer, en février 1950, que si les relations raciales ont tendance à s'améliorer, « il ne fait aucun doute que ces relations demeurent dans un état dangereux... et qu'elles constituent une grave faiblesse de notre armure nationale<sup>28</sup> ».

\*  
\*\*

C'est à cette « faiblesse » que le Président Truman a tenté de remédier lorsqu'il a lancé son programme de Droits Civils pour les nègres. L'initiative présidentielle peut être classée dans la catégorie des progrès; elle va un peu plus loin que les gestes — combien timides — esquissés par le Président Roosevelt en faveur des noirs. Mais elle reste très limitée : à la fois dans son contenu et dans ses résultats.

Le Président n'a certainement pas été inspiré par une sympathie particulière à l'égard des hommes de couleur et il est douteux que son programme reflète ses vues personnelles<sup>29</sup>. Ce petit bourgeois du Missouri, qui est né et qui a vécu sur le bord de la *Mason-Dixon Line*, est imbu des préjugés de son milieu d'origine, et les mauvaises langues prétendent que, dans le privé, lorsqu'il s'entretient avec des camarades de jeunesse, — des *cronics*, comme on dit là-bas —, il emploie, pour désigner les noirs, le mot péjoratif : *niggers*<sup>30</sup>. Formé à l'école du Parti Démocrate, lié, par son long séjour au Sénat, avec les « Bourbons » du Congrès, Harry Truman n'a que mépris et que haine pour la grande révolution qui, le Parti Républicain étant au pouvoir, a donné la liberté aux nègres. Au cours de sa campagne électorale de 1948, il lui échappa de dire que



la malfaisance du 80<sup>e</sup> Congrès n'avait été égalée dans l'histoire que par celle du Congrès de la *Reconstruction* radicale<sup>31</sup> \*.

Si Harry Truman a risqué sa carrière politique en prenant fait et cause pour les nègres<sup>32</sup>, c'est qu'il avait d'impérieuses raisons pour agir ainsi.

Tout d'abord, le Parti Démocrate se trouvait en danger de perdre la confiance et la sympathie des hommes de couleur, que lui avait gagnés la politique relativement libérale du *New Deal*<sup>33</sup> \*\*. Du vivant même de Roosevelt, les nègres avaient manifesté leur déception et leur impatience. En 1941, comme nous le verrons<sup>\*\*\*</sup>, A. Philip Randolph lança sa « Marche sur Washington » et obligea le président à jeter du lest. L'émeute de Harlem, en 1943, révéla le mécontentement et la combattivité des nègres<sup>\*\*\*\*</sup>. Mais Roosevelt s'obstina à ménager les « Bourbons » de son propre Parti et le programme Démocrate pour les élections de 1944 fut si insuffisant en matière raciale qu'il suscita les protestations véhémentes des leaders noirs. Walter White, le secrétaire général de la *National Association for the Advancement of Colored People*, le dénonça comme une concession faite aux Sudistes. La presse nègre se montra encore plus véhémement : « Le Sud domine le gouvernement, écrivit W. O. Walker, dans le *Cleveland Call and Post*, il domine la Maison-Blanche, il contrôle l'armée et la marine, tout cela parce que le Président Roosevelt est trop faible... pour y mettre le holà. Il n'a pas été capable de défendre sa propre femme et ses amis les plus intimes... contre les calomnies de la haine sudiste ». Le *Pittsburgh Courier* écrivit que « des milliers de nègres, qui se méfient du Parti Démocrate mais ont confiance dans le Président Roosevelt, sont obligés de constater que... le Président n'a pas été capable de contrecarrer l'influence malfaisante du Sud quand le Parti Démocrate est au pouvoir ». Le brillant journaliste noir George S. Schuyler déplora que le Président pût prendre résolument la défense des Juifs torturés d'Europe mais qu'il fût « trop insensible ou trop couard pour s'exprimer de la même façon à propos des nègres torturés d'Amérique<sup>34</sup> ».

Les nègres continuèrent à faire pression sur le pouvoir

\* Voir plus haut, p. 147 *sqq.*

\*\* Voir plus loin, p. 304.

\*\*\* Voir plus loin, p. 240-242.

\*\*\*\* Voir plus haut, p. 172.

exécutif après la disparition de Franklin Roosevelt. Harry Truman sentit la nécessité de leur faire certaines concessions afin d'éviter qu'ils ne se tournent vers les « rouges »<sup>35</sup>. En 1947, l'ancien vice-président des Etats-Unis, Henry A. Wallace, avait créé un nouveau parti, avec le soutien des communistes staliens<sup>36</sup>. Au cours de l'été 1948, il fit une campagne particulièrement bruyante en faveur des noirs\*. Il accusa Truman d'« avoir présidé à la liquidation graduelle des Droits Civils » aux Etats-Unis, de ne pas croire réellement à son programme de Droits Civils et de le démentir en maintenant, simultanément, la ségrégation dans les forces armées<sup>38</sup>. Du 29 août au 4 septembre, le candidat du « Parti Progressif » entreprit une courageuse tournée électorale à travers le Sud, acclamé par de larges audiences nègres et copieusement bombardé d'œufs et de tomates par la populace blanche<sup>39</sup>.

La température monta très haut parmi les gens de couleur. C'est ainsi qu'à la convention du Parti Progressif qui rédigea le programme du nouveau mouvement, un leader nègre, Edgar Brown, insista pour que l'assemblée se transporte à Washington et marche sur le Capitole afin de faire pression sur le Congrès en faveur d'un programme complet de Droits Civils. Il demanda, entre autres, que le Président Truman, s'inspirant du précédent de la *Reconstruction*, se serve au besoin des troupes fédérales pour garantir le droit de vote de dix millions de nègres dans le Sud<sup>40</sup>.

Afin de mettre en échec la candidature Wallace et d'assurer sa propre réélection, le Président Truman jugea indispensable d'élever sa démagogie au diapason de celle de son concurrent. Mais à ces raisons de politique intérieure s'ajoutèrent des considérations, non moins pressantes, de politique extérieure. Les conseillers de Harry Truman lui représentèrent les fâcheuses répercussions internationales du traitement infligé aux nègres américains : « L'écho des lynchages, lui dirent-ils, retentit d'un bout à l'autre du globe. » Les adversaires de l'Amérique « ont essayé de prouver que notre démocratie est une imposture et notre nation un oppresseur endurci des non-privilegiés ». « Un diplomate américain ne peut plaider avec vigueur en faveur d'élections libres dans des pays étrangers

---

\* Durant son passage au Secrétariat du Commerce, l'attitude de Wallace en matière raciale avait été, assure-t-on, beaucoup moins brillante<sup>37</sup>.

sans qu'on lui oppose que, dans de nombreuses sections de l'Amérique, des électeurs qualifiés ne peuvent accéder librement aux urnes <sup>41</sup>. » De son côté, le professeur Dollard observa : « Nous ne pouvons, sans une inconsistance mortelle, mener une campagne au nom de la liberté quand nous tolérons chez nous un système qui n'est pas encore très éloigné de l'esclavage en ce qui concerne les nègres... <sup>42</sup>. »

À la fin de 1947, à une sous-commission des Nations Unies, les délégués russes insistèrent pour qu'il fût procédé à une enquête immédiate sur le problème nègre aux États-Unis <sup>43</sup>. Le secrétaire de la N.A.A.C.P., Walter White, avertit le Président que la propagande soviétique se servait des agissements du *Ku-Klux-Klan*, des lynchages et autres manifestations du préjugé racial pour dresser les peuples d'Afrique et d'Asie contre les États-Unis <sup>44</sup>. En mai 1949, le sénateur William Benton déclara, au Sénat, que la discrimination raciale discréditait les États-Unis au dehors, nuisait à la conduite de la « guerre froide » et fournissait des armes à la Russie <sup>45</sup>.

Au sein même du Grand Capital, certains commencèrent à se demander si l'exploitation du préjugé racial ne se retournait pas maintenant contre leurs propres intérêts. Comme l'écrivit George S. Schuyler, « la propagande en faveur de la suprématie blanche est devenue une sorte de monstre de Frankenstein. Après qu'elle ait largement rempli ses buts, les membres les plus intelligents de la classe dirigeante voudraient bien la détruire, mais ils sont maintenant terrorisés par leur propre création <sup>46</sup> ». Ce n'est pas par hasard que la présidence du « Comité présidentiel des Droits Civils », institué en décembre 1946, fut confiée à Charles E. Wilson, le magnat de *General Electric*, aujourd'hui dictateur de l'économie de guerre.

Le Comité présenta en 1947 le rapport qui lui avait été demandé par le Président. Ce document, publié sous le titre *To Secure these Rights*, constitue, contre la ségrégation, un réquisitoire d'autant plus accablant qu'il a été rédigé par des personnalités « autorisées ». « Du travail auquel notre Comité s'est livré, y lit-on, nous avons appris beaucoup de choses qui nous ont fait éprouver de la honte. » En conclusion, le Comité recommanda la promulgation de lois fédérales contre le lynchage, contre les *poll taxes*, contre la ségrégation dans les transports publics « inter-États », l'abrogation de la ségré-

gation dans l'armée, et alla même jusqu'à préconiser, en principe, l'élimination de toute ségrégation. Mais, n'osant attenter à l'autonomie des Etats, il se contenta de suggérer, dans l'application, que les crédits fédéraux ne soient plus utilisés pour maintenir la ségrégation dans l'enseignement, la santé publique, le logement public, etc.<sup>47</sup>

Le 2 février 1948, le Président Truman envoya au Congrès un message spécial dans lequel il exposait un programme de Droits Civils en dix points. Il y reprenait un certain nombre de recommandations du Comité, mais pas toutes. Il demandait, notamment, l'établissement d'une Commission permanente de Droits Civils et d'une Commission contre la discrimination dans l'emploi \*, une législation fédérale contre le lynchage, une protection plus adéquate du droit de vote, l'interdiction de la ségrégation dans les transports « inter-Etats<sup>48</sup> ». Ce programme était, on le voit, singulièrement limité. Le président national du Parti Démocrate, J. Howard McGrath, s'empressa de préciser que le Président ne proposait aucune mesure contre la ségrégation dans les transports à l'intérieur de chaque Etat et qu'il ne demandait nullement un mélange des races dans les écoles publiques<sup>49</sup>.

Néanmoins, ce programme, combien insuffisant et combien timoré, provoqua chez les « Bourbons » une véritable explosion de rage. Ils accusèrent le Président de leur avoir donné le « coup de poignard dans le dos » et de vouloir « harlemiser » les Etats-Unis. Le représentant Eugene Cox, de Georgia, reprocha au Président d'avoir emprunté son programme au Parti Communiste et affirma que « Harlem avait plus d'influence sur l'administration que le Sud blanc tout entier. » Le représentant John E. Rankin, de Mississippi, dénonça le programme comme « damnable, communiste, non-constitutionnel, anti-américain<sup>50</sup> ». Un juge originaire du Mississippi déclara, devant les deux assemblées réunies de cet Etat, qu'il était « abominable » de vouloir prohiber la discrimination<sup>51</sup>. Un ancien *New Dealer*, Donald R. Richberg, écrivit dans un article que le programme présidentiel était « probablement le document le plus malfaisant depuis que Marx et Engels publièrent, il y a cent ans, le Manifeste Communiste<sup>52</sup> ». Le gouverneur du Mississippi,

---

\* Voir plus loin, p. 207.

Fielding L. Wright, déclara à ses nègres par Radio que « s'ils avaient en vue une égalité sociale quelconque avec les blancs dans les restaurants et les écoles, ils feraient mieux de quitter l'Etat <sup>53</sup> ».

D'ailleurs, à quoi bon cette intervention du gouvernement fédéral? « Les nègres, déclara sans rire le représentant Sam Hobbs, d'Alabama, obtiennent plus que de la justice des tribunaux du Sud, car les juges et les jurés y ont une compréhension du nègre qui est absente dans les autres parties du pays. » « Nous aimons nos nègres <sup>54</sup>. »

Et le Parti Démocrate de Mississipi affirma le plus sérieusement du monde : « *L'adoption de la législation proposée par le Président signifierait la destruction du mode de vie qui a assuré la paix et l'harmonie entre les deux races depuis près de trois quarts de siècle* <sup>55</sup>. »

Le gouvernement fédéral portait une main sacrilège sur les droits sacro-saints des Etats. Les démocrates du Sud invoquèrent les mânes de Jefferson et de Jackson et mirent l'effigie du premier à leur boutonnière. Le Parti Démocrate avait déserté les principes sur lesquels il avait été fondé. La démocratie était en danger. « C'était le commencement de la fin. » L'« infâme » programme du Président instaurait aux Etats-Unis un gouvernement totalitaire, centralisé et bureaucratique, un Etat policier, une dictature. Le complot avait été manigancé au Kremlin même pour diviser le peuple américain et son but était d'instaurer à Washington une sorte de Kremlin <sup>56</sup>.

Le mobile véritable de cette grande colère fut révélé par *New York Times*, lorsque ce journal écrivit dans un éditorial : « Ceux qui s'opposent aveuglément à tout changement dans le *statu quo*, c'est tout simplement qu'ils ne veulent d'aucune amélioration dans la condition politique et économique des nègres <sup>57</sup>. »

\*  
\*\*

La levée de boucliers des « Bourbons » allait-elle donner à réfléchir au Président Truman, et l'inciter à mettre de l'eau dans son vin? Les porte-parole « sudistes » affirmaient qu'il avait commis « la plus grosse gaffe politique de sa carrière » et compromis irrémédiablement ses chances de réélection <sup>58</sup>.

Mais tel n'était pas l'avis des conseillers du Président<sup>59</sup>. Par ailleurs, la pression du mouvement d'émancipation nègre ne cessa de s'accroître, tandis que la démagogie de Henry Wallace et le succès qu'elle semblait remporter auprès des noirs talonnaient toujours davantage l'Exécutif. Pendant la convention où le Parti Démocrate rédigea son programme électoral, au début de juillet, Walter White, au nom de la N.A.A.C.P., somma le Parti de ne plus esquiver le problème racial, comme il l'avait fait en 1944<sup>60</sup>. L'aile libérale du Parti Démocrate, sous l'impulsion du maire de Minneapolis, le futur sénateur Hubert H. Humphrey, réussit à introduire dans le programme électoral du Parti, malgré l'opposition furieuse de l'aile réactionnaire, un endossement catégorique du programme de Droits Civils de Harry Truman<sup>61</sup>.

C'en était trop pour les forcenés du Sud. Dans la nuit du 14 au 15 juillet 1948, ils décidèrent de quitter la convention de Philadelphie et de se transporter à Birmingham (Alabama) pour y tenir une convention dissidente. Le 17 juillet, ils formèrent un nouveau parti, dit des « Droits des Etats », et désignèrent comme leurs candidats à la présidence et à la vice-présidence des Etats-Unis le gouverneur de South Carolina, J. Strom Thurmond, et le gouverneur de Mississippi, Fielding L. Wright<sup>62</sup>. Mais les *Dixiecrats*\*, comme on les appela, ne réussirent pas à entraîner dans leur scission le gros des Démocrates du Sud. Ils n'emmenèrent avec eux des effectifs substantiels que dans deux Etats : le Mississippi et l'Alabama, c'est-à-dire dans la fameuse « ceinture noire » où les grandes plantations prédominent et où la population nègre est très dense<sup>63</sup>. En encore, en Alabama, perdirent-ils, dès le mois d'octobre, l'appui du gouverneur James E. Folsom, qui, flairant d'où soufflait le vent, rallia en toute hâte le camp du Président Truman<sup>64</sup>. Celui-ci fut triomphalement réélu, le 2 novembre, tandis que les *Dixiecrats* essayaient une sévère défaite : ils avaient espéré enlever au Parti Démocrate une centaine des 127 délégués du Sud au collège électoral présidentiel du second degré. C'est tout juste s'ils en obtinrent 40. Ils ne recueillirent que 19 % des voix dans le Sud<sup>65</sup>. Certains observateurs déclarèrent, peut-être avec trop de hâte, que le

\* De *Dixie*, surnom populaire donné au Sud.

mouvement *Dixiecrat* pourrait bien avoir été le « dernier soupir du vieux Sud <sup>66</sup> ».

Et pourtant, ces vaincus sans gloire furent finalement les vainqueurs. Leur révolte encouragea les « Bourbons » qui étaient restés fidèles au Parti Démocrate à continuer à opposer une résistance opiniâtre au programme de Droits Civils. Et elle incita le Président Truman lui-même à ne plus heurter de front le « solide Sud » afin de tenter de ramener au bercail les brebis égarées <sup>67</sup>. Maintenant qu'il était réélu pour quatre ans, il lui semblait beaucoup moins urgent d'élever les nègres à la dignité d'hommes.

A cette cuisine intérieure s'ajoutèrent des considérations de politique extérieure. Au fur et à mesure que le Président s'avança sur le sentier de la guerre, il fut amené à s'appuyer toujours davantage sur les deux partis, Démocrate et Républicain, afin de conférer à ses entreprises militaires et diplomatiques une saveur « bipartisane » ou d' « union nationale ».

Or, au Congrès, les Républicains et les Démocrates sudistes firent alliance pour barrer la route au programme de Droits Civils. C'était la vieille et sordide combinaison, issue du compromis de 1876-1877 entre grands capitalistes *yankees* et planteurs du Sud, qui continuait \*. Déjà, avant les élections, en février 1948, un représentant Républicain de Michigan avait proposé publiquement aux Démocrates du Sud de conclure un marché avec le Parti Républicain contre le programme de Droits Civils <sup>68</sup>. Tout au long de l'année 1949, les sénateurs Républicains prêtèrent la main aux Démocrates « sudistes » dans leurs manœuvres parlementaires en vue d'empêcher l'adoption du programme présidentiel. Et le Président qui, s'il l'avait voulu, aurait pu déjouer cette combinaison, n'intervint que très mollement. Le *New York Times*, pourtant de tendances républicaines, jugea très sévèrement l'attitude des Républicains, et souligna que, grâce à leur complicité, le Parti dit des « Droits des États » était, malgré son échec électoral, le vrai vainqueur. En matière de droits civils, ajoutait le journal, « *Birmingham continuera à faire la loi* <sup>69</sup> ».

A l'heure où ces lignes sont écrites, les nègres attendent toujours que les pouvoirs fédéraux leur garantissent l'égalité

\* Voir plus haut, p. 150.

de droits. Au début de mars 1951, le secrétaire exécutif de la N.A.A.C.P., Walter White, dut convenir que la coalition des Démocrates du Sud et des Républicains laissait peu d'espoir de faire adopter le programme de Droits Civils par le présent Congrès <sup>70</sup>.

\*  
\*\*

Le problème posé l'étant surtout dans le Sud, du fait que la grande majorité des nègres y résident, sa solution, pour une certaine part, dépend du Sud lui-même, c'est-à-dire des blancs du Sud. Existe-t-il aujourd'hui, dans le Sud, un mouvement libéral blanc susceptible de faire pression sur les « Bourbons » et de démocratiser le Parti Démocrate? Pendant tout mon voyage à travers le Sud, j'ai recherché désespérément les traces d'un tel mouvement, et j'avoue ne les avoir guère trouvées. J'ai rencontré sans doute des gens qui s'intitulaient eux-mêmes « libéraux », mais ces timides se contentaient de réclamer une « ségrégation plus équitable <sup>71</sup> » et de prêcher la « tolérance », ce qui, en fait, équivalait, comme le leur a reproché Henry Wallace dans un violent discours, à « prêcher la tolérance de l'intolérance, la tolérance de la ségrégation <sup>72</sup> ».

Ce sévère jugement est confirmé par d'autres observateurs qualifiés. La romancière Lillian E. Smith, dont le roman sur les relations raciales, *Strange Fruit* <sup>73</sup>, a remporté un énorme succès et qui descend d'une vieille famille « sudiste », écrit : « Le libéralisme du Sud persiste dans son ancien et farouche silence. Pas un seul « sudiste » n'a pris une position vigoureuse dans un seul journal du Sud contre la ségrégation... Une telle timidité est difficile à comprendre... La prudence est devenue une habitude chérie... Le silence est un pauvre moyen de changer les hommes <sup>74</sup>. » Développant ce réquisitoire dans un ouvrage récent, Lillian Smith a accusé les libéraux du Sud de « forfaiture » : « Même les journaux les plus libéraux, écrit-elle, s'imaginent que dénoncer la ségrégation « inciterait à la violence » et prétendent que l'affirmation des droits de l'homme peut seulement nuire. Ils semblent avoir oublié que les mots sont capables de soulever aussi bien la conscience de l'homme que ses plus basses passions <sup>75</sup>. » Le vieux Du Bois n'est ni plus indulgent ni plus optimiste : « Aucun mouvement libé-



ral... n'a réussi à s'implanter dans le Sud, observe-t-il dans *Black Reconstruction*. C'est une caractéristique et une singularité du Sud que des blancs du Sud aient eu si rarement le courage de se dresser et de souffrir pour la cause de la justice en affrontant la terreur massive exercée par l'opinion publique. Dans le Sud, l'absence d'iconoclastes et de martyrs est frappante. Là où il en a surgi, ils ont rapidement été réduits au silence ou ils ont battu en retraite pour se réfugier dans l'atmosphère plus tolérante du Nord<sup>76</sup>. » Dans un article récent, Du Bois n'a guère atténué son verdict : « Les progressistes blancs dans le Sud ne sont pas encore prêts à attaquer la discrimination raciale en tant que telle dans le Sud... Le Sud libéral continue à refuser de faire front pour combattre au moins les aspects les plus révoltants de la discrimination raciale<sup>77</sup>. »

La plupart des « libéraux » du Sud (membres du corps enseignant, leaders ouvriers, hommes d'affaires « progressifs », ecclésiastiques, journalistes) sont groupés dans un organisme intitulé *Southern Regional Council*<sup>78</sup>, et qui a été créé en février 1944 en vue de « déterminer les faits relatifs aux nombreux problèmes du Sud et mobiliser le peuple du Sud en vue de résoudre ces problèmes ». Mais le *Council*, tout en se préoccupant de la question noire, essaie d'en arrondir les angles, de lui appliquer des remèdes graduels et pacifiques et de la diluer dans d'autres problèmes. Ses ressources financières proviennent d'une fondation capitaliste du Nord, le *Rosenwald Fund*, et des églises protestantes. D'où son attitude. Selon lui, ce serait une erreur que de considérer les problèmes du Sud simplement d'un point de vue racial. Exploitant à sa manière l'idée tout à fait juste que les frictions raciales ont une cause essentiellement économique, il se targue de les éliminer en modernisant et en industrialisant le Sud, c'est-à-dire en ouvrant de nouveaux champs d'exploitation au *Big Business* du Nord. Il a publié en 1945 une brochure publicitaire fort alléchante, dans laquelle il essaie d'attirer dans le Sud les capitaines d'industrie<sup>79</sup>. Mais ce n'est pas en créant, au-dessous de la *Mason-Dixon Line*, une douzaine de nouveaux Birmin-

\* Voir plus haut, p. 153.

gham qu'on résoudra la question noire \*. En fait, ce péan entonné en faveur de l' « industrialisation » est un moyen d'escamoter la lutte ouverte contre la ségrégation. Dans un article véhément, Lillian Smith a répondu au *Council* qu'il ne contribuera guère à instaurer la démocratie sur le plan racial tant que ses dirigeants n'admettront pas publiquement la malfeasance de la ségrégation dans tous les domaines<sup>80</sup> \*. De son côté, un autre blanc, Bucklin Moon, a dénoncé « le refus du *Council* d'affronter carrément la question de la ségrégation » et l'a accusé d'être « coupable de tactiques dilatoires qui contribuent à maintenir le *statu quo*<sup>82</sup> ».

\*  
\*\*

Comme Diogène, sa lanterne à la main, j'ai cherché patiemment à travers le Sud des *libéraux* conséquents. A l'Université de North Carolina, le digne professeur Howard W. Odum, sociologue régionaliste, me sourit gentiment derrière ses lunettes. Ai-je trouvé mon homme? Hélas! cet universitaire doctoral estime, dans le plus pur langage « sudiste », que « le Sud a été envahi si souvent par des milliers de réformateurs et d'accusateurs qu'il est préparé automatiquement à se défendre<sup>83</sup> ». Il voudrait réformer le Sud dans le cadre de revendications constitutionnelles « plutôt que par des démagogues politiques irresponsables et frustrés, et par des forces subversives<sup>84</sup> ».

Serons-nous plus heureux avec les journalistes? A Richmond (Virginia), pontife Virginius Dabney, rédacteur en chef du *Times-Dispatch* et auteur d'un livre sur le Sud<sup>85</sup>. Naguère, il eut l'audace de réclamer l'abolition de la ségrégation dans les tramways et autobus de son Etat. Mais il ne fut pas long à retirer sa proposition, aux applaudissements de ses concitoyens blancs. Et, en 1943, il prédit une terrible « explosion

---

\* Dans un livre récent, *Southern Exposure*, un libéral crypto-stalinien, Stetson Kennedy, a reproché à Lillian Smith de trop exiger du *Southern Regional Council*. Dans un jargon pseudo-marxiste, il conseille d'attendre : « Le jour où les bases économiques et politiques de *Jim Crow* auront été détruites, son aspect social s'évanouira, du fait même qu'il n'est qu'un subterfuge »<sup>81</sup>. Mais ce raisonnement n'a rien de marxiste. Pour un socialiste authentique, la « superstructure » doit être attaquée en même temps que se poursuit la lutte pour la destruction de l' « infrastructure » (voir plus haut, p. 136-137).

interraciale » — si le nègre avait l'impudence de continuer à revendiquer <sup>86</sup>!

A Louisville (Kentucky), Mark Ethridge s'est fait, dans le *Courier-Journal*, une réputation (usurpée) de « libéral ». Mais, en juin 1942, il écrit « qu'il n'est aucune puissance au monde... qui puisse obliger les blancs du Sud à abandonner le principe de la ségrégation sociale <sup>87</sup> ».

A Greenville (Mississippi), Hodding Carter prétend défendre la cause du progrès dans le *Delta Democrat Times* et dans divers romans à succès <sup>88</sup>. A Pécole, ses enfants se voient traités injurieusement de fils de « négrophile ». Mais ce « libéral », jeune et sympathique, a pris position contre le programme de Droits Civils du Président Truman et il est d'accord avec les « Bourbons » pour protester contre l'intervention des pouvoirs fédéraux dans la vie sociale du Sud. A son avis, il faudrait y faire camper une armée en permanence si l'on voulait vraiment y mettre fin à la ségrégation. Rien, dans un proche avenir, estime-t-il, « ne peut changer la conviction du Sud blanc que la séparation des races... est le seul moyen acceptable de faire vivre côte à côte en paix... deux peuples dissemblables ». Une intervention fédérale « abrupte » ne pourrait, selon lui, que « compromettre dangereusement les ajustements progressifs entre les deux races actuellement en cours <sup>89</sup> ».

A Atlanta (Georgia), Ralph McGill s'est taillé une réputation en rompant des lances, dans l'*Atlanta Constitution*, avec le *Ku-Klux-Klan*. Mais lui aussi s'est opposé au programme de Droits Civils au nom des sacro-saints droits constitutionnels des Etats. Et il a fait campagne en faveur du Parti Républicain — le partenaire des « Bourbons » dans la coalition parlementaire anti-nègre <sup>90</sup>.

Est-ce à dire que je n'ai pas rencontré un seul libéral conséquent dans le Sud? Par « conséquent », j'entends : *un libéral prenant publiquement parti contre la ségrégation* <sup>91</sup>. Je n'irai pas certes jusque là. J'ai tout de même fini par découvrir quelques spécimens de cette espèce rare. Mais on peut les compter sur les doigts, et ils sont singulièrement dispersés. Tout d'abord, la courageuse et ardente Lillian Smith, déjà citée, qui, retirée dans sa petite ville de Georgia, fait un peu figure de phare solitaire. Et aussi Aubrey Williams, un ancien

*New Dealer*, et un des principaux promoteurs du programme de Droits Civils<sup>92</sup>. Cet homme sans peur se fit huer en déclarant publiquement à Montgomery (Alabama) où il habite que « c'était un plaisir pour lui de recevoir des nègres à son home<sup>93</sup> ». A la convention du Parti Démocrate, en juillet 1948, il tint tête à la meute déchaînée des « Bourbons » et leur lança que l'opposition au programme de Droits Civils venait davantage des chefs du Parti dans le Sud que du peuple lui-même. Comme l'ex-gouverneur de l'Alabama, Chauncey Sparks, prétendait que les relations entre blancs et noirs étaient « amicales », dans le Sud, Williams lui répliqua : « Il y a une grande tension ! » Finalement, Aubrey Williams déclara qu'il était opposé à toute sorte de ségrégation raciale<sup>94</sup>.

En Mississippi, voici le Révérend H. Brent Schaeffer, un ministre luthérien que la pression du préjugé blanc ne courbe pas et qui n'a pas craint de donner pour titre à une brochure : *Des citoyens blancs du Mississippi ont le caractère et le courage de reconnaître aux citoyens nègres des droits justes et entiers en tant que citoyens*<sup>95</sup>.

A Atlanta, voici un autre ecclésiastique, le Révérend I. J. Domas, ministre protestant qui dut abandonner ses fonctions pour avoir laissé un professeur nègre assister à son service dominical, sur quoi les fidèles blancs menacèrent de quitter l'église<sup>96</sup>. Toujours à Atlanta, voici l'avocat Dan Duke, *ex-attorney general* de l'Etat sous le gouverneur Ellis Arnall, et qui, dans l'exercice de ses fonctions, combattit le *Ku-Klux-Klan*. Ce blanc n'hésite pas (j'en ai été le témoin) à haranguer les nègres dans leurs propres églises\*.

Et, enfin, à Charleston (Caroline du Sud), voici la grande figure du juge fédéral J. Waties Waring qui, en 1947, porta le coup de grâce aux *white primaries* dans son Etat. Pour le juge, les blancs de sa région sont des « malades mentaux », des « obsédés ». Le mal ne peut pas être guéri, à son avis, par le « gradualisme » qu'il qualifie de « doctrine la plus dangereuse de notre époque ». « Le cancer de la ségrégation ne pourra jamais être guéri par le sédatif du gradualisme. Une

---

\* Atlanta, qui est la capitale du Sud en même temps qu'une des capitales de la contre-révolution sudiste, pourrait être aussi la capitale du libéralisme dans le Sud. Mais ses libéraux semblent hésiter encore à s'affirmer franchement et de façon concertée<sup>97</sup>.

*opération est nécessaire* <sup>98</sup>. » A Charleston, le juge est en butte à l'ostracisme total de la population blanche. Et un magazine de New-York lui consacrait récemment un article intitulé : « L'homme le plus solitaire de sa ville <sup>99</sup>. »

Le juge Waring a les reins solides et ses fonctions fédérales inamovibles lui confèrent une certaine indépendance. Mais tous les libéraux conséquents ne résistent pas comme lui au cruel isolement dont les punissent les blancs. En 1934, le journaliste Clarence Cason, qui enseignait en Alabama, se suicida, ne pouvant supporter l'hostilité qu'allait lui valoir la publication d'un livre assez critique à l'égard du Sud <sup>100</sup>.

Les libéraux du Sud cesseront d'être des parias et renonceroient à se donner la mort (au sens propre comme au sens figuré), le jour où un grand mouvement de masses, animé par le *Labor*, blanc et noir, leur rendra confiance en eux-mêmes, et les réchauffera dans son giron fraternel.

\*  
\*\*

Mais nous n'en sommes pas encore là. Et, tandis que la marche du progrès — irrésistible et jamais interrompue — s'effectue avec une lenteur qui paraît parfois désespérante, la contre-révolution, se sentant menacée, effectue des retours offensifs. Et, çà et là, le Sud fait des rechutes dans les ténèbres. La situation rappelle un peu celle de la France à la veille de 1789, où l'aristocratie menacée par la vague montante des « lumières », raidit son attitude. Comme l'écrit Doxey A. Wilkerson, les « Bourbons » craignent que leur édifice d'exploitation raciale ne s'effondre sous la poussée des forces progressives et « ils se défendent avec une furie toujours accrue — tout comme chaque classe dominante dans l'histoire a combattu pour arrêter la marée du progrès humain <sup>101</sup> ».

Enumérons quelques symptômes de rechutes. En 1948, l'Etat de Georgia, après avoir eu à sa tête des gouverneurs progressifs tels qu'Ellis Arnall, fut livré au jeune Hermann Talmadge, le fils d'Eugene Talmadge, de triste mémoire \*, et retomba sous l'emprise du *Ku-Klux-Klan*. Nul doute que cette élection

\* Voir plus loin, p. 267-268.

ait été le contre-coup direct du programme de Droits Civils du Président Truman <sup>102</sup>. Avant l'élection un journaliste, Calvin Kytte, avait posé la question avec angoisse, dans *Harper's Magazine* : « Une longue nuit noire pour la Georgia? <sup>103</sup> » « La cause de la bonne entente raciale a subi une défaite », écrit *New York Times*, après l'élection. « Il est désolant de voir la Georgia faire un pas en arrière en nommant Hermann Talmadge <sup>104</sup>. » Le gouverneur et le Parti Démocrate de Georgia défièrent récemment les pouvoirs fédéraux en déclarant que l'Etat ne permettrait jamais le mélange des races. Passant des paroles aux actes, ils rédigerent une loi stipulant que les crédits de l'Etat pour l'enseignement ne peuvent être affectés qu'à des établissements d'enseignement pratiquant la ségrégation <sup>105</sup>.

Autres signes des temps : au début de mai 1950, le sénateur « libéral » de Floride, Claude Pepper, qui avait siégé quatorze ans au Sénat, ne fut pas réélu; en juin, le sénateur Frank P. Graham, de North Carolina, un universitaire *New Dealer* qui fit partie du Comité présidentiel des Droits Civils, fut battu par un adversaire du programme Truman; la question raciale fut une des raisons majeures de sa défaite <sup>106</sup>.

L'atmosphère de guerre dans laquelle s'enfoncent aujourd'hui les Etats-Unis contribue, pour une large part, à remettre en selle la réaction la plus outrancière et à réduire l'influence des libéraux du Sud. A l'heure où ces lignes sont écrites, le parti *Dixiecrat*, qui ne semblait pas devoir survivre à sa défaite de 1948, relève la tête. Et son nouveau chef, l'ex-secrétaire d'Etat James F. Byrnes, élu triomphalement gouverneur de Caroline du Sud, déclare, devant l'assemblée législative de cet Etat, que ceux qui cherchent à abolir la ségrégation dans toutes les écoles apprendront ce que que les *yankées* n'ont pas pu faire pendant la *Reconstruction* ne peut pas davantage être fait aujourd'hui <sup>107</sup>. Parallèlement, le même personnage affermit sa position politique contre le Président Truman en faisant de la surenchère belliciste. « Le fait, écrit la *New York Herald Tribune*, que M. Byrnes est un porte-parole aussi agressif en politique extérieure va, presque automatiquement, augmenter son influence dans d'autres domaines... Sa mise en garde contre les tentatives d'abolir la ségrégation raciale... y puisera une force accrue <sup>108</sup>. »

## 5

**La discrimination dans l'emploi.**

J'ai cru devoir réserver pour un développement à part la discrimination dans l'emploi. Après la ségrégation *politique*, la ségrégation *sociale*, voici maintenant, couronnant le tout, la ségrégation *économique*. Cette dernière forme de ségrégation est sans doute la pire des trois. N'est-il pas plus injuste encore et plus grave de refuser à des êtres humains, du seul fait de la couleur de leur peau, des travaux qu'ils pourraient effectuer aussi bien que les blancs, et, par conséquent, de les condamner à un niveau de vie inférieur, que de les empêcher de voter et de s'asseoir à la même table que les « Cauca-siens »? La discrimination dans l'emploi (qu'on appelle souvent, aux Etats-Unis, *discrimination* tout court, est, non seulement le complément, mais aussi la résultante et le but final des deux autres formes de ségrégation. Les nègres sont, pour une large part, écartés des urnes et parqués dans des ghettos *afin qu'il soit plus facile de les exploiter sur le lieu du travail*. Dans les deux formes précédentes de ségrégation, l'utilisation du préjugé racial par les puissances d'argent s'effectuait, si l'on peut dire, souterrainement. On la devinait, mais on ne la voyait pas. Dans la troisième, elle se manifeste à ciel ouvert. La discrimination dans l'emploi est, avec le *sharecropping system* dans l'agriculture, une des versions modernes de l'esclavage, un moyen de s'assurer une main-d'œuvre de couleur semi-servile et peu coûteuse \*. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce que les mesures envisagées pour faire cesser cette forme de discrimination fassent hurler les possédants plus que n'importe quelle autre section du programme de « Droits Civils ».

Les nègres sont relégués dans les emplois les plus inférieurs, les plus grossiers, les plus insalubres, les moins qualifiés, les moins rétribués. La séparation est si prononcée qu'on distingue

---

\* Les employeurs sont les instigateurs et les responsables de la discrimination dans l'emploi. Mais certains syndicats ouvriers, notamment ceux organisés sur la base du métier, leur prêtent la main en fermant l'accès de la profession aux nègres. (Voir plus loin, p. 282 *sqq.*) Le patronat essaie, bien entendu, de rejeter la responsabilité de ces pratiques discriminatoires sur les ouvriers et leurs syndicats. Mais, de l'avis du journaliste nègre George S. Schuyler, c'est lui, et de loin, le principal coupable.

couramment aux Etats-Unis deux sortes de travaux : les *negro jobs* et les *white jobs*. Dans les manuels scolaires consacrés aux problèmes ouvriers, la main-d'œuvre nègre est souvent traitée dans un chapitre à part, où on la fait voisiner avec la main-d'œuvre pénale<sup>2</sup>. Le recensement de 1940 révèle que les ouvriers qualifiés noirs ne représentaient que 4,4 % de l'ensemble des salariés noirs tandis que les ouvriers qualifiés blancs représentaient 15,6 % de l'ensemble des salariés blancs. 61 % des salariés nègres étaient dépourvus de toute qualification<sup>3</sup>. Trois fois plus de salariés nègres que de salariés blancs étaient dans ce cas<sup>4</sup>. La situation, loin de s'améliorer, s'est plutôt aggravée de 1920 à 1940. Dans le Sud, les ouvriers qualifiés nègres dans sept métiers du bâtiment y constituaient, en 1920, 22 % de la main-d'œuvre totale; en 1940, ce pourcentage était descendu à 15,2 %<sup>5</sup>. Pour l'ensemble de la nation, le pourcentage des nègres employés dans l'industrie, qui était de 6,2 % en 1910 et de 7,3 % en 1930, fléchit à 5,1 % en 1940<sup>6</sup>.

Les statistiques montrent également l'étendue de la discrimination dans les salaires. Le salaire horaire moyen d'un journalier noir était, en juillet 1942, de 47,4 *cents* contre 65,3 *cents* pour le journalier blanc. Une enquête récente a établi que le revenu hebdomadaire moyen d'un ancien combattant blanc à Houston (Texas) était de 63 % supérieur à celui d'un ancien combattant noir. Près d'un quart des demandes de main-d'œuvre reçues par les offices fédéraux du travail du 1<sup>er</sup> au 15 février 1946 étaient « discriminatoires », c'est-à-dire qu'elles contenaient des exclusives portant sur la race, la nationalité ou la religion<sup>7</sup>.

On a calculé que, si les 6 millions et demi de nègres qui sont actuellement employés, l'étaient « à leur plus haute qualification possible » (et encore ne nous dit-on pas le « plafond » de qualification, sans doute assez peu élevé, pris pour base de ce calcul), leur revenu annuel s'élèverait de 10 à 16 milliards de dollars<sup>8</sup>.

La formation professionnelle des nègres est absolument déficiente. En 1934-1935, dans dix-huit Etats pratiquant la ségrégation scolaire, 4 dollars 75 de crédits fédéraux aux écoles professionnelles furent dépensés par élève noir, contre 8 dollars par élève blanc. Robert Weaver écrit que la plupart des dirigeants de l'enseignement professionnel étaient liés



étroitement aux employeurs et aux chefs syndicaux, les uns et les autres hostiles à la qualification des nègres. Il a fallu la seconde guerre mondiale, et ses énormes besoins de main-d'œuvre, pour que les pouvoirs publics se décident à améliorer (bien que dans une mesure très insuffisante) la formation professionnelle des noirs<sup>9</sup>.

La discrimination dans l'emploi est non seulement injuste, elle est injustifiable du point de vue technique. Les noirs, chaque fois qu'on veut bien leur en fournir l'occasion, révèlent des aptitudes sensiblement égales à celles des blancs<sup>10</sup>. J'ai pu m'en rendre compte par moi-même au cours de mes voyages dans le Sud. L'industrie du tabac parque les nègres dans les ateliers les plus malsains où les feuilles de tabac sont l'objet de diverses préparations. Mais, lorsqu'on leur confie le soin de conduire les machines à cigarettes, ils s'acquittent de cette tâche aussi bien que les blancs. J'ai pu m'en assurer en visitant les usines *Reynolds* à Winston-Salem (Caroline du Nord) où sont fabriquées les cigarettes *Camel*. La direction — et pour cause — laisse seulement visiter les ateliers où des femmes blanches produisent les cigarettes. Mais, sur mon insistance, on a fini par m'autoriser, en maugréant, à parcourir les ateliers où, sur les mêmes machines, opèrent des femmes noires : aucune différence visible. L'industrie textile ferme ses portes aux nègres ou ne les emploie que comme balayeurs et hommes de peine. Mais à la Nouvelle-Orléans, j'ai visité des ateliers où les femmes des deux couleurs sont affectées aux mêmes métiers à tisser : ici, encore, de l'avis même de l'employeur, aucune différence.

\*  
\*\*

Pendant la dernière guerre, le Président Roosevelt, stimulé à la fois par le besoin de main-d'œuvre et par la pression des nègres \*, se décida à intervenir. Dans une lettre du 12 juin 1941 à l'*Office of Production Management*, il écrivit : « Notre gouvernement ne peut pas laisser se continuer la discrimination contre des citoyens américains dans la production de défense nationale. L'industrie doit prendre l'initiative d'ouvrir ses portes à tous les travailleurs loyaux et qualifiés sans considération de race, de croyances, de couleur ou d'origine natio-

---

\* Voir plus loin, p. 240-241.

nale. » « Mais ce n'était qu'un conseil. Le 25 juin, faisant un pas de plus, le Président créa, par ordre exécutif n° 8802, un *Committee on Fair Employment Practice* \*, chargé d'instruire toute plainte relative à des discriminations dans l'emploi <sup>11</sup>. Mais cet organisme se vit attribuer un personnel et des crédits très réduits : il ne put procéder à des enquêtes que dans quelques grandes villes. Son activité était limitée aux industries de guerre. Il ne pouvait intervenir que si quelqu'un portait plainte. Il ne disposait d'aucun moyen légal de faire exécuter ses décisions et se trouvait désarmé devant les employeurs récalcitrants. Enfin, il avait été créé à titre temporaire, pour la durée des hostilités, et il fut aboli en juin 1946 <sup>12</sup>. Les employeurs, dans la plupart des cas, se contentèrent d'embaucher quelques noirs, afin de se donner l'air de suivre les directives présidentielles, mais la discrimination continua à régner dans leurs entreprises. Une enquête effectuée à Los Angeles quatre mois après la création du *F.E.P.C.* établit que sur 33.000 ouvriers employés par une grande société dix seulement étaient nègres. Une autre, en avait embauché 55, sur un total de 48.000, pour éviter l'intervention du Comité. A la fin de 1941, 51 % des nouveaux emplois créés étaient fermés aux nègres « pour la seule raison qu'ils étaient nègres ». A. Philip Randolph estima, en 1944, que plus de 75 % des nègres continuaient à être victimes de la discrimination lorsqu'ils tentaient de s'élever dans la hiérarchie des qualifications <sup>13</sup>.

Cependant, la guerre fit faire aux nègres quelques progrès dans l'industrie. Le pourcentage des ouvriers noirs qualifiés par rapport à l'ensemble des salariés de couleur passa de 4,4 % en 1940 à 7,3 % en 1944, celui des semi-qualifiés de 12,6 % en 1940 à 22,4 % en 1944 <sup>14</sup>. En septembre 1944, il y avait environ un million et demi de nègres dans les industries de guerre. Près de la moitié d'entre eux étaient concentrés dans des régions où la pénurie de main-d'œuvre était la plus aiguë <sup>15</sup>. Comme le lecteur le sait déjà \*\*, les nègres, continuant un exode qui avait commencé avec la première guerre mondiale, quittèrent en masse le Sud pour les centres industriels du Nord et de l'Ouest. La population noire dans le Nord et l'Ouest, qui

---

\* En abrégé : *F.E.P.C.*

\*\* Voir plus haut, p. 170-171.

était de 5 % en 1910, 13 % en 1930, 23 % en 1940, atteint 25 % en 1945. Un million et demi de nègres ont déserté le Sud rural depuis 1914. Dans les dix agglomérations industrielles les plus denses, tandis que la population totale s'était accrue en 1944 de 19 %, la population noire avait augmenté de 49 %. La population nègre de Chicago passa, entre 1942 et 1945, de 270.000 à 350.000, celle de Detroit de 150.000 à 230.000, celle de San-Francisco de 5.000 à 25.000, celle de Portland (Oregon) de 2.000 à 22.000.

Dans le Sud même, 250.000 nègres émigrèrent, de 1942 à 1945, de la campagne vers les villes. C'est ainsi que la population nègre de Mobile (Alabama) doubla, passant de 30.000 à 60.000. Alors qu'en 1900, 14,7 % et en 1940, 33,7 % de la population nègre du Sud était urbaine, le pourcentage atteint aujourd'hui 50 %<sup>16</sup>.

La mécanisation accélérée de l'agriculture du Sud \* déplacera probablement dans la décade qui vient de nouveaux contingents de noirs. Le professeur Charles S. Johnson en a estimé le nombre à *quatre millions*<sup>17</sup>. Cette perspective comble d'aise les « Bourbons ». Voilà enfin trouvé un moyen de se débarrasser des *niggers* ! : « Si cela réduit notre pourcentage de population noire dans le Sud, écrit un journaliste d'Alabama, et élève ce pourcentage dans d'autres lieux, le problème racial sera pour nous plus facile à traiter et, pour les autres, plus facile à comprendre<sup>18</sup>. » Hodding Carter rapporte que certains blancs dans le Sud accueillent avec un malin plaisir les récits de tension raciale accrue dans certaines villes du Nord<sup>19</sup>. Il est même tentant de forcer la main à cette évolution. Au début de 1949, le sénateur Richard B. Russell, de Georgie, et l'ex-gouverneur Sam Jones, de Louisiane, proposèrent — sans rire — que les nègres (dont les trois quarts résident actuellement dans le Sud) soient répartis également dans les quarante-huit Etats, à raison de 10 % de la population de chacun d'eux<sup>20</sup>.

Mais si la dernière guerre a pu faire faire aux nègres quelques progrès dans l'industrie, beaucoup de ceux-ci ont été *reperdus* depuis la fin des hostilités et la « reconversion » de l'industrie de guerre. Embauchés les derniers, les noirs ont été licenciés les premiers. De juillet 1945 à avril 1948, tandis

\* Voir plus haut, p. 46-48.

que le chômage parmi les blancs s'accroissait de 100 à 150 %, parmi les noirs il faisait plus que *tripler*. Le rapport final du F.E.P.C. convient « qu'une résurrection... des pratiques discriminatoires » est en train de faire perdre aux nègres les gains réalisés pendant la guerre<sup>21</sup>. Les noirs n'ont réussi à conserver que les emplois les plus inférieurs : journaliers et domestiques<sup>22</sup>.

Cette évolution est aggravée par le progrès technique. Les travailleurs noirs sont victimes dans une proportion beaucoup plus large que les blancs de chaque innovation dans la production, de chaque nouveau bond en avant de la mécanisation. On observe le fait aussi bien dans l'acier, l'industrie charbonnière, le bâtiment et les constructions navales. Les machines nouvellement introduites dans les mines ont été confiées à des blancs : ce sont, traditionnellement, de *white jobs*. La substitution de la soudure au rivetage pour la construction des navires a été fatale aux nègres : le nombre des soudeurs noirs est aujourd'hui minime, tandis que la plupart des riveurs étaient de couleur. Les nouvelles techniques de construction ont réduit considérablement le nombre des noirs employés dans le bâtiment, etc., etc.<sup>23</sup>.

\*  
\*\*

Depuis l'abolition du F.E.P.C. en 1946, les pouvoirs fédéraux ne disposent plus d'aucun moyen de sévir contre la discrimination dans l'emploi. Et la Cour Suprême de Justice ne leur apporte aucun secours. C'est ainsi qu'en mai 1950, cette dernière a approuvé une décision de l'Etat de Californie prohibant l'installation de piquets autour d'un magasin pour obliger celui-ci à embaucher des vendeurs nègres dans la même proportion que la clientèle noire de ce magasin<sup>24</sup>.

Quelques Etats, cependant, ont adopté des lois contre la discrimination dans l'emploi, en particulier les Etats de New-York, de New-Jersey et de Massachusetts, qui punissent les infractions de sanctions. Les lois d'autres Etats, l'Indiana, le Wisconsin, le Kansas, le Nebraska instituent des enquêtes mais ne prévoient aucun moyen légal d'exécution. Récemment, des lois contre la discrimination dans les emplois ont été promulguées par les Etats de Connecticut, New-Mexico, Oregon, Rhode Island, Utah et Washington. Quelques villes,

telles que Chicago, Minneapolis, Philadelphie et Cincinnati ont édicté des ordonnances analogues<sup>25</sup>. Par contre, en Californie, tous les efforts en vue d'introduire une législation anti-discriminatoire ont été vains<sup>26</sup>. Le professeur Charles S. Johnson a déclaré publiquement que l'extension de lois d'Etats contre la discrimination dans l'emploi « a été retardée, au point d'être paralysée, par de puissantes influences politiques, soutenues dans la coulisse par des pressions industrielles<sup>27</sup> ».

Même dans l'Etat de New-York, où la loi a été appliquée avec une certaine énergie, son succès reste très limité et les employeurs ont réussi à la tourner par divers subterfuges<sup>28</sup>.

L'abolition du *F.E.P.C.* du temps de guerre, en 1946, avait provoqué une vive déception parmi les noirs et, dès 1943, ceux-ci réclamèrent des pouvoirs publics un *F.E.P.C.* « permanent ». Un « Conseil national pour un *F.E.P.C.* permanent » fut constitué, sous la présidence de A. Philip Randolph, un des syndicalistes de couleur les plus actifs<sup>29</sup> \*. La revendication figure en bonne place parmi les recommandations du « Comité présidentiel des Droits Civils », présentées, comme on l'a vu \*\*, au Président Truman, à la fin de 1947<sup>30</sup>. Elle figure également dans le programme de Droits Civils en dix points, que le Président énonça dans son message spécial au Congrès du 2 février 1948. Cette nouvelle formule de *F.E.P.C.*, si elle était adoptée, aurait, sur la précédente, l'avantage non seulement de fonctionner en permanence et dans toutes les industries, mais aussi d'être dotée de moyens d'exécution. Les tribunaux seraient chargés de veiller à l'application de ses décisions et les infractions seraient punies d'amendes et de peines d'emprisonnement. Mais la discrimination dans l'emploi ne serait déclarée illégale que dans les entreprises de plus de cinquante personnes, ce qui exempterait 98 % des entreprises américaines. Dans le Sud notamment, les entreprises occupant plus de 50 personnes sont rares, et la loi s'appliquerait, en fait, presque uniquement aux grandes industries du Nord-Est<sup>31</sup>.

Malgré ces restrictions qui en limitent singulièrement l'efficacité, la proposition d'un *F.E.P.C.* permanent a provoqué, plus que n'importe quel autre article du programme de Droits

\* Sur A. Philip Randolph, voir plus loin, p. 238-245, 285-286, 301, 303.

\*\* Voir plus haut, p. 189-190.

Civils, une levée de boucliers dans le Sud. L'*Atlanta Journal* écrivit que c'était « la mesure la plus malfaisante et la plus dangereuse » du programme présidentiel et qu'elle attentait, non seulement aux sentiments du Sud, mais aux principes de base de l'*American way of life*. « Dire qu'un employeur est à mettre en prison et à frapper d'amendes parce qu'il préfère attribuer un emploi à une personne plutôt qu'à une autre... c'est lui enlever la liberté de choix qui est garantie par la Constitution<sup>32</sup>. » Comme si le refus d'accorder un gagne-pain à une personne parce que sa peau est de couleur trop sombre n'était pas un attentat beaucoup plus grave au Credo américain!

Le sénateur Olin D. Johnston, de South Carolina, assura que « l'adoption de cette monstruosité signifierait un *Pearl Harbor* pour le Sud ». Le sénateur Richard B. Russell, de Georgia, déclara que la création d'un *F.E.P.C.* reviendrait à « nationaliser » l'industrie et que l'idée était d'inspiration russe. Le gouverneur de South Carolina, J. Strom Thurmond, déclara qu'avec le *F.E.P.C.* « jamais ce pays n'avait été plus près du communisme<sup>33</sup> ».

Vouloir empêcher la discrimination dans l'emploi, c'était lancer une « gestapo » aux troussees de l'« honnête homme d'affaires » et soumettre les jeunes travailleuses blanches à des chefs de service noirs<sup>34</sup>!

Même les soi-disant « libéraux » du Sud, tels que les sénateurs Pepper et Graham, les journalistes Dabney, Ethridge et Hodding Carter se prononcèrent contre le projet. Un des collaborateurs les plus intimes du Président Truman, l'écrivain et journaliste Jonathan W. Daniels, de Raleigh (North Carolina), s'écria publiquement : « Vous ne pouvez avoir une loi prohibant la discrimination dans le Sud<sup>35</sup>. »

Dans l'enceinte du Congrès, la malhonnête coalition entre Républicains et Démocrates du Sud bloqua net le projet de loi. Le représentant Franklin D. Roosevelt Jr., le fils du défunt président, accusa en séance les membres du parti d'Abraham Lincoln de s'être alliés ouvertement avec les *Dixiecrats* du Sud pour empêcher le passage de la loi, et le représentant noir Adam C. Powell dénonça les « efforts malfaisants des *Dixiecrats* et des Républicains pour tuer le *F.E.P.C.*<sup>36</sup> ».

Le Président Truman, tout en faisant semblant de soutenir son projet, ne fit pas grand'chose pour l'imposer au Congrès.

Dans *New York Times* du 26 janvier 1950, Arthur Krock a relevé un certain nombre d'indications tendant à prouver qu'il ne déplaisait nullement au Président de voir ajourner le *F.E.P.C. bill*. Il est évident, observait ce journaliste, que tout le monde, des Républicains aux Démocrates en passant par Harry Truman lui-même, veut en faire un thème de discussions \*, mais non une loi. Et Krock d'affirmer que l'on se trouvait en présence d'une *farce parlementaire* <sup>37</sup>.

A l'heure où ces lignes sont écrites, la comédie continue et les nègres attendent encore que le droit au travail leur soit garanti par la loi \*\*.

---

\* En anglais : *an issue*.

\*\* A une « Conférence pour les libertés civiles », au début de mars 1951, une résolution fut adoptée à l'unanimité, invitant le Président Truman à créer, par un ordre exécutif analogue à celui pris par Roosevelt en 1941, un *F.E.P.C.* temporaire, applicable dans les industries de défense nationale et doté de moyens d'exécution<sup>38</sup>.





## CHAPITRE II

### PROBLEMES DE L'EMANCIPATION NEGRE

1. *Sécession ou assimilation?* — 2. *Mouvements libéraux.* —  
3. *Mouvements radicaux.* — 4. *Nègres et « pauvres blancs. »*  
5. *Les nègres et le mouvement ouvrier.* — 6. *Vers une alliance  
avec le Labor?*

#### 1

##### **Sécession ou assimilation?**

Après avoir décrit sommairement le mal, il me reste à examiner les moyens mis en œuvre pour le guérir. Je voudrais étudier comment la communauté noire conçoit son émancipation et comment elle s'organise pour en hâter l'heure. Que veut au juste « la race »? De quelle façon désire-t-elle sortir de l'enfer? En se séparant de l'Amérique, ou en s'y intégrant? Pour ne pas égarer le lecteur, je dois lui dire tout de suite que « la race » a opté, en définitive pour l'*assimilation totale* avec la société et la civilisation américaine.

\*  
\*\*

Les anthropologistes américains n'ont pas fini de s'interroger sur les caractéristiques culturelles des nègres aux Etats-Unis. Ces « Afro-Américains » sont-ils plus *africains* qu'*américains* ou plus *américains* qu'*africains*? Les noirs eux-mêmes ne savent pas très bien comment se définir, et ils oscillent

entre deux attitudes opposées. Tantôt, ils s'offensent lorsqu'on évoque leur origine africaine et qu'on insiste sur les traits émotionnels qu'ils ont hérités du continent noir. Ils veulent être considérés comme des Américains évolués, et non comme des joueurs de « tam-tam ». Ils craignent qu'en mettant l'accent sur l'Afrique et en insistant sur leur passé primitif, on ne contribue à les maintenir en Amérique dans une position subordonnée. Cette attitude est surtout répandue parmi les jeunes intellectuels<sup>1</sup>. J'ai eu, à ce sujet, avec des étudiants de couleur, d'assez chaudes discussions. Ma sympathie pour l'« âme nègre » (que j'idéalisais de façon, sans doute, un peu sommaire et superficielle) ne leur plaisait pas du tout. Tantôt, au contraire, les noirs américains éprouvent, comme le note Myrdal, un « attachement émotionnel pour l'Afrique<sup>2</sup> ». Loin de renier leurs ancêtres, ils s'en montrent fiers. Telle est, notamment, l'attitude de W. E. Burghardt Du Bois. Le grand intellectuel nègre se « sent Africain par race ». « L'Afrique, écrit-il, est ma patrie... Le lien qui me lie à l'Afrique est fort. Sur ce vaste continent sont nés et ont vécu une grande partie de mes ancêtres directs, et ceci depuis plus d'un millier d'années. Je porte la marque de leur héritage dans ma couleur et dans ma chevelure... » Mais ce n'est pas tant la communauté physiologique de la race que l'aventure humaine vécue en commun qui compte pour Du Bois. « Une chose est certaine, ajoute-t-il, c'est le fait que depuis le xv<sup>e</sup> siècle ces ancêtres de moi et leurs autres descendants ont eu la même histoire, ont souffert le même désastre... La véritable essence de cette parenté, c'est l'héritage social de l'esclavage, la discrimination et l'insulte... C'est cela... qui m'attire vers l'Afrique<sup>3</sup>. »

Mais quand Du Bois essaie de définir, en fouillant dans son lointain passé, les liens culturels directs qui le relient à l'Afrique, il ne parvient à retrouver que bien peu de chose : une mélodie en « petit-nègre » que son arrière-grand-mère avait coutume de chanter. On ne peut se défendre de l'impression qu'il y a dans son attachement pour l'Afrique quelque chose d'artificiel et de romantique. Il exalte le continent ancestral un peu comme Chateaubriand ressuscita le « Génie du Christianisme » et comme Barrès invoqua sa « terre » et ses « morts ».

Cependant, une école d'anthropologistes s'est attachée à

retrouver l'héritage africain dans la musique, les danses, les pratiques religieuses des noirs américains et jusque dans leur vie familiale où seraient perceptibles certains vestiges du matriarcat<sup>4</sup>. Du Bois lui-même souligne la « richesse émotionnelle » du nègre d'Amérique et se préoccupe de « transférer le communalisme du clan africain » dans la communauté noire contemporaine<sup>5</sup>. La filiation africaine du nègre est perceptible aujourd'hui encore et notamment parmi les populations non évoluées du vieux Sud, parmi les *sharecroppers* du Mississipi. Les privilégiés qui se souviennent avoir vu jadis l'admirable film de King Vidor, *Hallelujah*, tourné dans le Delta, peuvent en témoigner<sup>6</sup>. Pour ma part, j'ai assisté, dans cette région, à quelque chose d'analogue : une cérémonie religieuse, où la prière, entrecoupée de confessions publiques d'un admirable lyrisme, ponctuée de coups de tambourin et de plaintifs « Amen », prenait un caractère rythmique qui la faisait tendre vers la danse.

Mais ne nous laissons pas gagner par le lyrisme. L'apport africain reste, néanmoins, très limité. La civilisation rudimentaire de leur milieu d'origine et les conditions dans lesquelles ils en ont été brutalement arrachés n'ont pas permis aux esclaves d'emporter avec eux un véritable bagage culturel. Comme l'observait Tocqueville, dès 1833, « le nègre des Etats-Unis a perdu jusqu'au souvenir de son pays; il n'entend plus la langue qu'ont parlée ses pères; il a abjuré leur religion et oublié leurs mœurs ». Il a cessé « d'appartenir à l'Afrique<sup>7</sup> ». Par ailleurs, la civilisation américaine, avec son extraordinaire faculté d'absorption, a plus ou moins fondu les noirs dans son creuset, comme elle l'a fait des immigrants venus des quatre coins du monde. Mais s'agit-il d'une empreinte profonde ou seulement d'un vernis superficiel? La question soulevée ici déborde le cadre du problème noir. Elle se pose pour toutes les nationalités qui ont été soumises au phénomène de l'« américanisation ». Chacune d'elles a conservé des traits culturels originaux en même temps qu'elle a endossé l'« uniforme » anglo-saxon imposé au pays par les descendants de ses premiers colons : c'est-à-dire la langue, les mœurs, les institutions juridiques et religieuses de l'Angleterre<sup>8</sup>. Cet « uniforme », chaque minorité nationale le porte, à la fois, avec aisance et avec gaucherie. Chez celles qui ont le plus d'affinités ethniques avec les Anglo-Saxons, l'aisance l'emporte

sur la gaucherie. Chez celles qui en ont le moins, la gaucherie l'emporte sur l'aisance. Les noirs sont probablement parmi les plus gauches. Ils sont fiers de leur « uniforme » américain, mais quand on vit dans leur intimité, on a l'impression qu'il n'a pas été taillé pour eux et qu'ils ne s'y sentent pas entièrement à l'aise. Cette gêne est particulièrement sensible lorsque l'homme du peuple noir s'exprime à travers la langue anglaise. J'ai l'impression que le nègre s'est adapté à la civilisation américaine un peu comme l'autochtone d'Asie ou d'Afrique s'est adapté à la civilisation européenne : d'une façon plus ou moins boiteuse. Je me rappelle avoir vu jadis à Constantinople un Turc prosterné sur les tapis de Sainte-Sophie, le chef recouvert d'une casquette de prolétaire, dont la visière était tournée vers la nuque, afin de ne pas heurter le sol pendant la prière. L'homme de la rue, dans les ghettos noirs des Etats-Unis, porte l'« uniforme » anglo-saxon un peu comme le Turc sa casquette : de travers. Et c'est, d'ailleurs, ce qui me le rend si sympathique.

Mais le point de vue de l'anthropologiste ne nous fait pas avancer d'un pas, car ces problèmes d'assimilation, répétons-le, se posent pour toutes les minorités nationales et ne sont pas particuliers à la minorité noire. Par contre, le point de vue du sociologue nous apprend que la ségrégation raciale a marqué la minorité noire d'un trait spécifique : elle a tendu à faire des masses nègres, comme le souligne Du Bois, une « nation dans la nation », avec ses écoles, ses églises, ses hôpitaux, ses journaux, ses entreprises commerciales propres<sup>9</sup>. Les auteurs de *Black Metropolis* observent, de leur côté, que la « culture » du quartier nègre de Chicago est partie intégrale d'une culture nègre plus large, d'une culture nègre nationale, ses habitants étant liés à treize millions d'autres noirs par d'innombrables liens de parenté, d'appartenance à des associations et à des églises, et un commun statut de minorité<sup>10</sup>. Mais, par-dessus tout, c'est l'épreuve vécue en commun, « la discrimination et l'insulte », comme dit Du Bois, qui ont soudé les nègres en un bloc. En bref, la ségrégation confère à la minorité noire aux Etats-Unis une conscience de *race* — se développant parfois en chauvinisme — que ne possède au même degré aucune des autres minorités ethniques.

Cette conscience de *race* se manifeste souvent par la hantise de s'évader du « ghetto », de trouver quelque part un refuge.

Hantise qui est une manifestation de désespoir et de défaitisme. Elle assaille le nègre aux instants où il doute qu'il puisse jamais renverser la muraille du préjugé racial. Un écrivain noir, James Weldon Johnson, observe qu'il y a des moments où même le partisan le plus opiniâtre de l'intégration dans la société américaine maudit le monde blanc et devient « isolationniste ». « Cette tendance... est forte parce qu'elle prend sa source dans un désir naturel profondément enraciné, le désir de connaître un répit dans la lutte incessante et épuisante, de trouver un endroit où l'on puisse se réfugier <sup>11</sup>. » Du Bois, de son côté, écrit que les aspirations sécessionnistes réapparaissent sans cesse « dans la conscience de l'homme noir qui est fatigué de mendier la justice et un traitement équitable de gens qui lui semblent n'avoir aucune intention d'être justes et ne se proposent pas de reconnaître les nègres comme des hommes <sup>12</sup> ». Ce besoin d'évasion et de refuge prend parfois des formes individuelles : ainsi les nègres assez peu nombreux qui réussissent, à la faveur de leur teint clair, à « passer », c'est-à-dire à s'introduire subrepticement dans le monde blanc <sup>13</sup>; ainsi, les quelques hommes de couleur qui viennent s'installer dans nos vieux pays d'Europe pour échapper au cauchemar d'Outre-Atlantique. Mais l'aspiration à la sécession prend aussi des formes collectives. Et les plus diverses.

\*  
\*\*

Le « retour en Afrique » est un de ces rêves. Il a obsédé les nègres américains depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle. Il les a attirés tout en les épouvantant <sup>14</sup>. Car si, d'un côté, l'idée les a séduits d'échapper à l'asservissement en retournant à la terre ancestrale, de l'autre, ils se sont aperçus qu'il ne déplairait pas non plus aux blancs de se débarrasser d'eux en les renvoyant à leur continent d'origine.

Dès 1788, une organisation noire de Newport (Rhode Island) proposa à la *Free African Society* de Philadelphie un exode général des nègres affranchis vers l'Afrique. L'idée fut reprise, en 1817, par l'*American Colonization Society*. La perspective de fonder une civilisation indépendante dans leur propre patrie sourit à de nombreux nègres qui y virent une issue à une situation sans espoir. Mais la Société fut vite accaparée par les esclavagistes qui, eux, y virent un moyen d'expulser

d'Amérique les nègres affranchis qu'ils considéraient comme un danger pour l'institution de l'esclavage. Aussi le plan de colonisation fut-il vivement combattu par la plupart des abolitionnistes, blancs et noirs. Très peu de nègres consentirent à émigrer et ceux qui le firent ne s'y résignèrent que pour obtenir, à ce prix, leur affranchissement. Une vingtaine de milliers de noirs furent transportés, à partir de 1822, en Afrique, et ils furent installés sur une terre inhospitalière qui prit le nom de Libéria. L'entreprise se solda par un échec. Les capitaux investis étaient insuffisants. Le climat équatorial et les maigres ressources de la contrée ne permirent pas l'établissement de communautés prospères. En outre, les nègres américains se heurtèrent à l'hostilité des puissances coloniales européennes, Angleterre et France, qui virent d'un très mauvais œil l'installation de ces intrus et leur reprirent une partie de leur territoire. Enfin — *the last but not the least* — ils entrèrent en conflit avec les tribus africaines, qu'ils finirent par subjuguier. Aujourd'hui encore, la population autochtone du Libéria (plus d'un million et demi d'habitants) est asservie par une aristocratie riche et corrompue de 15.000 descendants de nègres américains. Les rescapés de l'esclavagisme américain, sous la haute protection de l'Empire américain, sont devenus des colonialistes!<sup>15</sup>

Depuis, l'idée de déporter les noirs d'Amérique a souvent été reprise par les dirigeants des Etats-Unis. Elle avait déjà traversé les méditations d'un Jefferson. Lincoln l'envisagea sérieusement, au lendemain de l'abolition de l'esclavage, entre 1862 et 1864, et obtint du Congrès des crédits pour installer les nègres « dans quelque pays tropical hors des Etats-Unis ». Le projet reçut même un commencement d'exécution dans une île cédée par Haïti. Mais il fut finalement abandonné<sup>16</sup>.

De nos jours, le sénateur Bilbo, de Mississipi, un des adversaires les plus forcenés de la race nègre, a déposé un projet de loi tendant à « rapatrier » les noirs en Afrique et s'est vanté d'avoir trouvé des appuis pour son projet parmi les nègres eux-mêmes.<sup>17</sup> \*

Cependant, malgré son exploitation par les blancs, l'idée du « retour en Afrique » a continué à parler à l'imagination des noirs. Elle a même connu un bref regain de popularité

\* Sur Bilbo, voir plus loin, p. 267.

lorsqu'elle fut lancée à nouveau, au lendemain de la première guerre mondiale, par un agitateur mi-prophète mi-charlatan, Marcus Garvey. D'origine antillaise, pur noir non mâtiné de sang blanc, Garvey exalta la couleur noire, source de force et de beauté, et non d'infériorité. Il prêcha la pureté de la race et condamna l'amalgamation. Il alla jusqu'à affirmer que Dieu et le Christ étaient noirs, de manière à épargner aux nègres l'humiliation d'avoir à emprunter aux blancs leurs images religieuses. Thème qui, depuis, a inspiré les auteurs de cette charmante fantaisie cinématographique : *Green Pastures*<sup>18</sup>. Garvey inspira aux nègres américains la fierté de leur ascendance africaine. Evoquant les fastes de l'ancienne Egypte, de l'Ethiopie et de Tombouctou, il leur révéla que, tandis que l'Europe était encore habitée par une race de sauvages et de païens, d'admirables civilisations noires fleurissaient en Afrique. Et il les invita à fuir le continent où ils étaient opprimés pour retourner dans leur pays d'origine et contribuer à y fonder une nation africaine. Les noirs n'avaient, selon lui, rien à attendre des blancs d'Amérique. Ceux-ci prétendaient faire la guerre pour la cause de la démocratie, mais ils continuaient, chez eux, à la refuser aux nègres. C'était perdre son temps que de faire appel à leur sens de la justice. Les hommes de couleur ne pouvaient prouver leur volonté de survie qu'en fondant leur propre empire. Et Garvey, ayant créé une *Universal Negro Improvement Association*, se nomma, en 1921, président provisoire de l'Empire d'Afrique, dota cet empire d'un drapeau noir-rouge-vert (« noir pour la race, rouge pour son sang, vert pour ses espérances »), créa une noblesse de chevaliers du Nil et de ducs du Niger, et leva une armée (avec officiers et uniformes) pour la reconquête de l'Afrique. Il tint d'énormes meetings à New-York, fit parader ses troupes et ses infirmières de la « Croix-Noire » dans les rues de Harlem et, pour les transporter à travers l'Atlantique, il acquit des navires, fonda une compagnie de navigation, baptisée *Black Star Line*. Et, pour préparer les nègres à prendre en mains leurs destinées, il institua aux Etats-Unis mêmes des coopératives noires : épiceries, blanchisseries, restaurants, hôtels, imprimeries.

Son succès fut énorme. Le mouvement qu'il anima fut le seul mouvement nègre de masses ayant jamais existé en Amérique. Tandis que l'« intelligentsia » noire le combattait à

boulets rouges (et qu'il lui rendait la pareille, l'accusant de se vendre aux blancs), le peuple accourait vers lui. A son apogée, en 1920-1921, son Association compta plusieurs millions d'adhérents et recueillit des capitaux très importants. Du Bois lui-même, qui fut son plus implacable adversaire, reconnaît sa sincérité, sa popularité, ses dons de propagandiste et le retentissement de ce « mouvement de masses » : « En quelques années, écrit-il, les nouvelles de son mouvement, de ses promesses et de ses plans, atteignirent l'Europe et l'Asie, et pénétrèrent jusque dans les coins les plus reculés d'Afrique. »

Mais le triomphe de Garvey ne dura que l'espace d'un matin. Ses entreprises commerciales, qu'il administra d'une façon frisant l'illégalité, ne tardèrent pas à péricliter. Et ce fut la débâcle. Condamné à cinq ans de prison par les tribunaux fédéraux pour agissements « délictueux », il fut finalement déporté, après avoir purgé deux années de sa peine, et mourut à Londres, en 1940, pauvre et oublié<sup>19</sup>.

Comment expliquer le passage fulgurant de ce météore? Tout d'abord le choc de la première guerre mondiale avait stimulé le ressentiment et la protestation des masses nègres contre l'oppression raciale. Et, dès le lendemain des hostilités, l'exode des noirs vers les centres industriels qu'avait suscité la guerre, eut pour contre-coup une brusque recrudescence de la terreur raciale à travers tout le pays<sup>20</sup>. Le *Ku-Klux-Klan* prit un nouvel essor. Les nègres durent serrer les rangs pour défendre la race. A l'époque, il n'y avait aux Etats-Unis, pour les organiser, aucun mouvement blanc travailliste ou simplement progressif, aucun mouvement de couleur réellement dynamique. Garvey combla un vide. Il dressa sur leurs jambes les masses nègres parce qu'il sut leur donner confiance en elles-mêmes et en leur race. Il les aida à se défaire de leurs complexes d'infériorité et à prendre conscience de leur force. Avant lui, de nombreux nègres avaient eu honte de leur couleur et hésité à s'identifier à leur groupe racial. Si, aujourd'hui, le culte des héros nègres, les calendriers noirs et les poupées noires sont choses courantes dans les foyers nègres aux Etats-Unis, c'est à Garvey qu'on le doit<sup>21</sup>. Il semble bien que la plupart de ses adeptes ne crurent pas réellement qu'ils étaient à la veille de s'embarquer pour l'Afrique. Le plan de Garvey était, de toute évidence, d'une exécution impossible. Comme l'observe Du Bois, « les



nègres n'ont pas de Sion », ils n'ont aucune place où ils puissent aller aujourd'hui et l'expansion de l'impérialisme européen en Afrique a fait de ce continent le dernier endroit du monde où ils puissent songer à se réfugier. Garvey n'offrait donc aux masses noires qu'un mythe. Mais ce mythe les séduisit parce qu'il leur ouvrait la perspective d'un foyer imaginaire dans lequel ils seraient libérés de la domination blanche et maîtres de leurs destinées<sup>22</sup>. Myrdal observe que le succès de Garvey « témoigne de l'agitation fondamentale de la communauté nègre » et « exprime un mécontentement si profond qu'il va jusqu'à désespérer de pouvoir jamais obtenir une pleine participation à la vie américaine<sup>23</sup> ».

Le succès de Garvey appelle une autre observation. Il a mis en évidence la profondeur du fossé existant entre les masses populaires nègres et l'« intelligentsia » noire. Malgré que cette dernière fut à peu près unanime à condamner l'agitateur, les foules le suivirent. Pourquoi ? Deux explications sont possibles.

Selon la première, les masses noires seraient beaucoup moins intégrées dans la société américaine et plus « nationalistes » que leurs leaders. Du Bois observe que « la classe supérieure nègre n'a presque jamais été nationaliste ». Le nationalisme « a toujours été une aspiration surgie des profondeurs de la masse », parce que celle-ci ne pouvait supporter la pression du préjugé racial. Myrdal note que les intellectuels nègres sont pratiquement unis contre la proposition du « retour en Afrique ». Et c'est, dit-il, compréhensible : « Ils sont entièrement américains dans leur culture et ils veulent rester en Amérique. » Mais les masses ? Myrdal est beaucoup plus réticent à leur sujet, et il hésite à se prononcer. Tantôt il estime que le « racialisme » du type Garvey est ancré parmi elles. Tantôt il se contente prudemment d'écrire que « les pensées et les sentiments des masses nègres sur ce point demeurent un mystère<sup>24</sup> ».

Une seconde explication peut être, me semble-t-il, proposée. Elle n'est d'ailleurs qu'une variante de la première. La profonde différence de standard de vie existant entre les masses noires et l'« intelligentsia » (sur laquelle j'aurai l'occasion de revenir \*) est la cause essentielle du divorce entre les deux

\* Voir plus loin, p. 229-230, 297.

groupes. Les masses végètent dans l'ignorance, la misère et subissent beaucoup plus durement que l'élite le poids du préjugé racial, de la ségrégation et de la discrimination. L'« intelligentsia » souffre, sans doute, elle aussi, des ostracismes que lui vaut sa couleur de peau. Mais elle trouve une compensation à ces humiliations dans le fait qu'elle occupe un certain nombre de fonctions sociales lucratives et honorifiques. Elle est donc davantage *adaptée* à la société que la masse des parias nègres. Elle ne remet pas en cause les bases fondamentales de l'ordre social, elle cherche seulement à améliorer son statut particulier. Elle passe une sorte de compromis avec le monde blanc, compromis dont, par un permanent marchandage, elle essaie de rendre les conditions plus favorables. Au contraire, les masses nègres ne réussissent pas à s'adapter à une société qui leur rend la vie impossible. Elles restent les adversaires irréconciliables du monde blanc. Elles doutent qu'une simple négociation avec les blancs puisse provoquer chez ceux-ci un renversement d'attitude. En un mot, leurs conditions d'existence développent en elles un *instinct radical*. Au fond d'elles-mêmes elles voudraient bien, elles aussi, s'intégrer dans la société américaine et bénéficier de tous les droits que devrait leur conférer la citoyenneté américaine. Mais elles sentent que cette intégration ne pourrait s'effectuer, comme dit le juge Waring \*, que par une *opération chirurgicale*. Et, comme — ou lorsque — aucun chirurgien ne se présente, leur impatience et leur désespoir les tournent vers une tout autre direction. Elles cherchent à s'évader, à fuir. Et c'est alors que les mythes sécessionnistes, que le « sionisme noir » à la Garvey les fascinent.

Il est intéressant de souligner ici qu'un intellectuel comme Du Bois, qui s'est dressé contre Garvey, mais qui a, en même temps, un sens des masses dont la plupart de ses pareils sont dépourvus, fait des concessions considérables au « nationalisme ». « Mon plan, écrit-il, ne refuserait pas catégoriquement d'envisager la possibilité d'une éventuelle émigration d'Amérique d'une part considérable de la population nègre, dans le cas où celle-ci pourrait trouver la chance d'un développement libre et favorable, sans être molestée ni menacée, et où le préjugé racial en Amérique persisterait jusqu'au

---

\* Voir plus haut, p. 198-199.

point de ne pas permettre le plein développement des capacités et des aspirations de la race nègre<sup>25</sup>. »

Par ailleurs, Du Bois se rapproche de Garvey lorsqu'il considère que l'oppression des noirs aux Etats-Unis est un cas particulier de l'oppression des peuples de couleur dans le monde entier et qu'il affirme la solidarité des noirs américains avec leurs frères asservis par les impérialismes européens. Comme l'écrit notre compatriote Franck Louis Schoell, « Du Bois a eu la magistrale conception de l'intégration de son tout petit monde noir d'Amérique dans l'ensemble du grand, du titanesque monde noir africain ». Dès 1911, Du Bois participait, à Londres, à un congrès de races. Après la première guerre mondiale, il lança un mouvement Pan-Africain qui tint, en Europe, quatre congrès en 1919, 1921, 1923 et 1927, réunissant des nègres de toutes origines et de toutes nationalités, confrontant leurs aspirations et concertant leur action. Au congrès de 1921 fut adopté un manifeste, rédigé par Du Bois, qui dénonçait les « crimes » de l'impérialisme, la « répartition outrageusement inique des ressources du monde entre peuples dominants et peuples dominés », l'« asservissement des travailleurs noirs, bruns ou jaunes » et le sort non moins tragique du prolétaire blanc, complice involontaire de l'impérialisme, et « lié, bâillonné, rendu impuissant » par cette même « oligarchie cruelle ». Ces prises de contact, ce réquisitoire indisposèrent vivement les puissances colonialistes (France, Belgique, Angleterre) et un cinquième congrès, qui devait se tenir à Tunis, en 1929, fut interdit par le gouvernement français. Au congrès de 1921, Du Bois se trouva face à face avec Marcus Garvey. En 1923, il fit un voyage d'études en Afrique<sup>26</sup>.

Après la seconde guerre mondiale, en 1945, Du Bois participa à un nouveau congrès Pan-Africain. Et ses deux derniers ouvrages : *Color and Democracy* (1945), *The World and Africa* (1946), sont consacrés à l'asservissement mondial des peuples de couleur par l'impérialisme<sup>27</sup>. Malgré son grand âge, William E. B. Du Bois anime aujourd'hui le *Council on African Affairs*, de New-York, et il annonçait récemment l'éveil des masses africaines : « Le monde noir est en marche vers son destin beaucoup plus vite que nous ne le réalisons ici<sup>28</sup>. »

Magdeleine Paz résumait ainsi, en 1930, pour le lecteur français, le point de vue de Du Bois : « La lutte strictement

raciale n'aura de force et de portée au delà du continent que dans la mesure où des contacts solides et décisifs entre les noirs du monde entier se seront établis <sup>29</sup>. »

Mais l'« intelligentsia » noire des Etats-Unis ne suivit pas Du Bois dans sa campagne de solidarité pan-africaine. « Chauvinisme! » fut sa réponse. « Ils étaient intéressés à l'Amérique, écrit Du Bois, et à défendre les droits des citoyens américains sans distinction de couleur. L'internationalisme dans les problèmes raciaux ne les intéressait pas... Ils se sentaient Américains, non Africains. Se lier avec l'Afrique leur déplaisait et leur faisait peur <sup>30</sup>. » Au cours de mes voyages, j'ai provoqué moi-même chez beaucoup d'intellectuels noirs, que j'essayais d'intéresser aux problèmes de l'Afrique, une réaction polie d'ignorance et de dédain.

Du Bois a aussi en commun avec Garvey le souci de préparer les masses noires à prendre en mains leurs destinées par la fondation d'institutions économiques purement raciales. Que l'étape ultérieure soit la sécession ou l'intégration, cet apprentissage lui paraît, dans tous les cas, une préface indispensable à l'émancipation de la race. Il veut s'installer dans la ségrégation imposée par l'adversaire et la transformer en une *self-segregation* planifiée et organisée. « Retrançons-nous pour un long siège contre les forteresses du préjugé racial », conseille-t-il à ses congénères. S'inspirant du précédent des coopératives de consommation nègres établies en 1919, notamment à Memphis (Tennessee), il propose un plan quelque peu utopique de « démocratie industrielle » nègre reposant sur des coopératives de production et de consommation et sur la « mutualisation » de la banque, des assurances, des professions juridiques et de la médecine. L'arrière-pensée pessimiste, disons même défaitiste, de ce plan, comme de tous les projets de sécession, est visible. Le mur du préjugé racial ne pourra être ébranlé avant de nombreuses années, peut-être de nombreuses générations, estime Du Bois. En attendant, il faut bien vivre. Organisons-nous à part! Mais s'installer dans la ségrégation, n'est-ce pas un peu, malgré les dénégations de l'auteur, l'accepter? Nombre de ses congénères lui en ont fait le reproche <sup>31</sup> \*.

---

\*Aujourd'hui encore, un certain nombre d'universitaires noirs du Sud, formés par Du Bois, ont tendance à s'installer confortablement dans la ségrégation.

\*  
\*\*

L'aspiration à la sécession a pris d'autres formes. Au lieu d'aller chercher une « Sion » imaginaire au delà des mers, au lieu de retourner au bercaïl de la race, pourquoi ne pas créer, sur le sol même des Etats-Unis, un Etat ou une République nègre, où les noirs seraient enfin délivrés de la présence des blancs et de leurs persécutions ?

L'idée, préconisée par plusieurs auteurs, a donné naissance au « Mouvement national pour l'Etablissement du 49<sup>e</sup> Etat. » Ses promoteurs voulaient fonder un Etat nègre dans une région des Etats-Unis à faible population et y transporter « la race ». Leur idée, cependant, n'était pas de fonder une nation séparée, isolée du reste du pays par une sorte de muraille de Chine, mais un Etat fédéré avec les quarante-huit autres. Le mouvement avorta<sup>33</sup>.

Mais pourquoi transporter « la race » ? Ne serait-il pas plus expédient de lui accorder le « droit de disposer d'elle-même » dans la région des plantations du Sud où elle constitue la majorité de la population ? Pendant la « Troisième Période » ultra-gauchiste de l'Internationale communiste, de 1929 à 1934, les staliniens américains se firent les champions du nationalisme nègre le plus outrancier. Ils allèrent encore plus loin que les partisans du « 49<sup>e</sup> Etat » et lancèrent le mot d'ordre d'une « République nègre indépendante » dans la « ceinture noire ». Les démagogues de Moscou, surpris par la Grande Dépression et cherchant à camoufler leur opportunisme de fait sous un radicalisme purement verbal, voulurent faire croire qu'ils considéraient la Révolution comme imminente. Il n'y avait pas une minute à perdre. En avant pour une

---

Celle-ci supprimée, ils perdraient, sans aucun doute, une partie de la souveraineté qu'ils exercent dans leurs petits royaumes. Aussi se sont-ils montrés un peu trop empressés à collaborer avec les gouverneurs des Etats du Sud à un plan de « collèges régionaux » nègres. Or, ce plan a pour objet de perpétuer la ségrégation. On veut éviter que la Cour Suprême n'impose l'entrée d'étudiants noirs dans des universités blanches, en invoquant le fait qu'ils ne recevraient pas un enseignement de niveau égal dans leurs établissements séparés. Aussi cherche-t-on à élever le niveau de l'enseignement supérieur nègre en mettant en commun les ressources des divers Etats de la région. La *National Association for the Advancement of Colored People* a dénoncé véhémentement, en 1948, cette « collaboration entre certains éducateurs nègres et les gouverneurs du Sud ». Elle n'a cité aucun nom, mais le principal des universitaires visés était le président d'Atlanta University, Rufus E. Clement<sup>32</sup>.

« République nègre soviétique! » Plus tard, après 1934, quand la « Troisième Période » fut abandonnée et remplacée par la tactique des « fronts populaires », quand les staliniens américains se mirent à soutenir Roosevelt, le mot d'ordre de la « République indépendante » fut arrondi aux angles. Mais on continua à proclamer le « droit des nègres à disposer d'eux-mêmes » et à affirmer que les noirs américains constituaient une « nation ». J'ai sous les yeux un texte officiel édité par le Parti en 1947 et dans lequel on déclare qu'à la différence de toutes les autres minorités ethniques des Etats-Unis, la minorité noire « possède un territoire propre de dimensions suffisantes pour qu'on puisse le qualifier de nation ». La *Black Belt* est « le cœur et le centre de la nation nègre » et le peuple nègre y « possède tous les attributs qui contribuent à la formation d'une nation ». Une nation « très jeune » sans doute et « encore en voie de développement », mais déjà une nation. La revendication nègre d'un *self-government*, ajoute-t-on, ne prendra pas « inévitablement » la forme d'une République nègre séparée, mais elle pourrait, à plus ou moins long terme, arriver à maturité et s'identifier avec le statut dont jouissent les Canadiens français dans la province de Québec<sup>34</sup>.

Cette « fantasmagorie<sup>35</sup> » ne résiste pas à l'examen. On a voulu appliquer mécaniquement aux Etats-Unis les conceptions de Lénine sur la « question nationale », comme si la condition des nègres américains présentait des analogies avec celle des peuples coloniaux ou celle des diverses nationalités de l'U.R.S.S. Les nègres américains sont de toutes les minorités raciales des Etats-Unis la plus hétérogène. Ils proviennent des régions les plus diverses d'Afrique et n'ont pas d'origine tribale commune. Les conditions de leur asservissement ne leur ont pas permis d'apporter avec eux de leur terre d'origine une civilisation. Ils ont été largement croisés de sang blanc et de sang indien. Ils possèdent encore moins les attributs d'une « nation » que les Juifs de New-York ou les Suédois de l'Etat de Minnesota<sup>36</sup>.

Par ailleurs, l'exode incessant des nègres vers les grandes villes du Sud et vers le Nord dépeuple, de façon continue, la *Black Belt* de sa population noire. De 1900 à 1940, le pourcentage de celle-ci par rapport à la population totale est tombé de 47 à 36 en Louisiane, de 58 à 43 en South Carolina. Le nombre des comtés où la population noire dépassait 50 %

est tombé de 286 en 1900 (représentant 45,9 % de la population noire totale des Etats-Unis) à 180 en 1940 (représentant 20,5 % de la population noire totale). En Virginia, ce nombre est tombé de 36 à 18, en Louisiane de 31 à 15, en Georgia de 67 à 46, en South Carolina de 30 à 22<sup>37</sup>. L'industrialisation du Sud et la mécanisation de son agriculture, actuellement en plein essor \*, ont accéléré, depuis, ce mouvement de dépopulation. En outre, le rapide développement du syndicalisme ouvrier dans le Sud tend à créer de nouvelles bases favorisant l'assimilation des deux races \*\*.

Comment, d'autre part, fonder une « nation nègre » dans des comtés où la population blanche, bien que parfois minoritaire, n'en est pas moins très importante ? Sur les 180 comtés ayant, en 1940, une population noire dépassant les 50 % de la population totale, 85 avaient une population noire inférieure à 60 %, 54 une population noire inférieure à 70 %, 36 une population noire inférieure à 80 % et cinq seulement une population noire comprise entre 80 et 85 %. Dans le Mississippi, qui a le pourcentage le plus élevé de population noire, il n'y avait, en 1940, que 35 comtés sur 82 dans lesquels la population noire dépassait 50 % de la population totale. En South Carolina, 22 comtés sur 46, en Alabama 18 comtés sur 67, en Georgia 46 comtés sur 159<sup>38</sup>. Les staliniens s'en tirent en déclarant que le statut des blancs dans la « ceinture noire » est celui d'une « minorité nationale », ce qui, certes, ne fait que déplacer la difficulté. Une telle position n'est pas faite pour inciter les « pauvres blancs » à prendre conscience de la solidarité qui les unit à leurs frères de misère noirs et elle risque de retarder l'heure où se fera le front commun des exploités du Sud \*\*\*.

Il n'existe aux Etats-Unis que deux ou trois localités où la population soit 100 % nègre. L'une d'elles est Mound Bayou (Mississippi). J'ai visité cette curiosité au cours de mes voyages. Toutes les autorités et notabilités y sont noires : maire, commissaire de police, receveur des postes, rédacteur du journal local. Bien entendu, la ségrégation n'y existe pas et l'on y respire. J'y ai été accueilli à bras ouverts et j'ai pu m'asseoir dans un restaurant noir, louer une chambre dans un hôtel

\* Voir plus haut, p. 46-48, 204-205.

\*\* Vol. I, p. 307 *sqq.*

\*\*\* Voir plus loin, p. 269-273.

noir, prendre une place dans un cinéma noir, sans attirer sur moi les foudres de la loi. Le préjugé racial ne sévit que sur la route nationale qui traverse le village : un agent motocycliste blanc, qui passait à vive allure, a mis pied à terre et m'a interpellé avec rudesse, dès qu'il eut aperçu cette chose insolite : un blanc en conversation familière avec un nègre. Quoi d'étonnant à ce que le nationalisme noir fleurisse à Mound Bayou? La population y est en conflit ouvert avec la *National Association for the Advancement of Colored People* au sujet d'un hôpital pour anciens combattants noirs dont le gouvernement fédéral a décidé la création. Tandis que l'Association s'oppose à ce que les *veterans* soient soignés dans un établissement séparé, Mound Bayou, qui a déjà un hôpital civil dont il est fier, favorise le projet gouvernemental. Mais Mound Bayou est une exception et les conditions qui pourraient légitimer le mot d'ordre d'une « nation » ou d'une « république » noire ne me paraissent exister que dans cette petite commune de trois mille habitants.

Partout ailleurs, la revendication stalinienne se heurte à la réalité. Même si les nègres avaient envie de faire sécession, ils ont le sentiment que la *Black Belt* fait partie intégrante des États-Unis et ils ne voient pas bien par quel coup de baguette magique ils pourraient l'ériger en « nation indépendante ».

En outre, la formule risque de les choquer. En leur présentant l'appât du « droit de libre disposition », les staliniens blancs s'exposent au danger de paraître vouloir leur imposer une nouvelle forme de ségrégation, les reléguer dans un nouveau « ghetto ». Or il n'est pas certain que les masses nègres, malgré leur « nationalisme », veuillent délibérément des institutions séparées. Il paraît plus probable qu'elles aspirent à être traitées, dans toutes les phases de leur vie, sur un pied d'égalité avec les blancs.

En fait, le mot d'ordre de la « nation nègre » n'a jamais suscité qu'un très faible écho dans la population noire. Il a même été fort mal accueilli, à l'origine, par les staliniens nègres, qui durent finalement s'incliner, à contre-cœur, devant les ordres impératifs de Moscou<sup>39</sup>. Aujourd'hui, la formule est rangée au magasin des accessoires et elle n'est plus exhumée que par les tribunaux fédéraux, aux fins de convaincre de « haute trahison » les dirigeants du Parti Communiste américain<sup>40</sup>.



Le seul point sur lequel les staliniens avaient vu juste est celui-ci : les masses noires ont des tendances « nationalistes » et elles ne participeront à la lutte pour l'instauration du socialisme aux Etats-Unis que si cette lutte d'ensemble s'accompagne d'une lutte particulière pour l'émancipation de la race nègre en tant que telle \*. Mais l'erreur fut de présenter une sécession impraticable comme le moyen de cet affranchissement racial.

\*  
\*\*

Malgré certaines tendances au séparatisme (qui proviennent de ce que les moyens *libéraux* de lutter pour l'assimilation laissent les masses nègres sceptiques et qu'elles n'ont pas encore été suffisamment convaincues de l'efficacité des moyens *radicaux*), les noirs semblent bien avoir comme objectif essentiel leur intégration complète dans la civilisation américaine. Tocqueville notait déjà, en 1838 : « La race nègre ne quittera plus les rivages du continent américain... La destinée des nègres est en quelque sorte enlacée dans celle des Européens. Les deux races sont liées l'une à l'autre. » Le nègre a cessé « d'appartenir à l'Afrique » et il « fait mille efforts... pour s'introduire dans une société qui le repousse : il se plie au goût de ses oppresseurs, adopte leurs opinions et aspire, en les imitant, à se confondre avec eux <sup>41</sup> ». De nos jours, Myrdal observe : « Les institutions nègres sont... similaires de celles de l'homme blanc. Elles présentent peu de similarité avec les institutions africaines. Dans ses traits culturels, le nègre est apparenté aux autres Américains... Il imite la culture dominante telle qu'il la voit et dans la mesure où ses conditions de vie lui permettent de l'adopter... Dans la plupart des cas, il n'est pas fier de ce en quoi il diffère de l'Américain blanc. » Les nègres « protestent, non parce qu'ils se sentent eux-mêmes différents, mais parce qu'ils veulent être similaires et qu'on les force à être différents. » <sup>42</sup>

Oliver C. Cox, qui, sur tant d'autres points, s'oppose à Myrdal, est ici d'accord avec lui. Les Etats-Unis, dit-il en substance, sont une nation d'immigrants, amalgamée par la communauté de la langue, le prestige de l'« américanisme » et les avantages économiques et politiques qui sont offerts à

\* Voir plus loin, p. 309-312.

l'étranger assimilé. « Aucune minorité nationale aux Etats-Unis ne peut souhaiter raisonnablement devenir indépendante et faire sécession. » « La solidarité des nègres américains n'est ni nationaliste ni « nativiste ». Le groupe ne tend ni à constituer un 49<sup>e</sup> Etat, première étape vers une nation indépendante, ni à former un mouvement de retour en Afrique : sa tendance sociale est en direction de l'assimilation<sup>43</sup>. »

En résumé : le nègre désespère parfois de jamais être traité comme un citoyen américain; il rêve alors de sécession. Puis il se ressaisit, et veut désespérément devenir un citoyen américain.

## 2

### Mouvements libéraux.

Il y a plusieurs manières de lutter pour l'assimilation. En gros, on peut dire qu'il y en a deux : la manière *libérale* et la manière *radicale*. Chacune comprend, bien entendu, des variantes. La première recourt aux moyens légaux; elle fait appel à la bonne volonté des autorités fédérales : pouvoir exécutif, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire; elle évite le plus possible de faire intervenir les masses. La seconde estime insuffisants les moyens purement légaux; elle croit à la nécessité de l'action directe; elle n'hésite pas à engager les masses dans la lutte; ses partisans les plus conséquents pensent qu'il n'est possible de déraciner le préjugé racial qu'en transformant l'ordre social.

La manière *libérale* est pratiquée par la classe supérieure de la communauté nègre. Regardons d'un peu près la composition sociale de ce groupe.

Cette classe supérieure n'est comparable en rien à la classe supérieure de la communauté blanche. Elle correspond tout au plus à la section médiane des classes moyennes blanches. Elle n'est, en fait, qu'une petite bourgeoisie. Elle comprend des hommes d'affaires de modeste envergure (quelques directeurs de banques et de compagnies d'assurances, des petits commerçants, des entrepreneurs de pompes funèbres) et des membres des professions libérales (médecins, dentistes, avocats, professeurs, journalistes), auxquels s'ajoutent un certain nombre de fermiers propriétaires et d'artisans qualifiés.

Cette classe supérieure est de formation relativement récente. Le nombre des nègres exerçant des professions libé-

rales a passé de 33.944 en 1890, à 47.219 en 1900, 68.350 en 1910, 81.771 en 1920, 135.926 en 1930. Si l'on en croit une estimation récente (1946), ce groupe s'élèverait aujourd'hui à quelque 370.000 personnes <sup>1</sup>.

Avant que la petite bourgeoisie nègre prenne forme, la communauté noire n'avait d'autres dirigeants naturels que les ministres du culte. Ceux-ci n'ont pas fait grand'chose pour améliorer la condition des noirs. Ils ont prêché à leurs ouailles une soumission passive aux conditions terrestres. Mais, au fur et à mesure que la petite bourgeoisie a grandi, elle a enlevé aux pasteurs la direction de la communauté. Les églises nègres constituent aujourd'hui encore une institution puissante et prospère, mais sans influence politique <sup>2</sup>.

Un des traits les plus caractéristiques de la petite bourgeoisie nègre est son isolement des masses et le dédain qu'elle manifeste à l'égard de ces dernières. Myrdal a remarqué son attitude « dictatoriale et paternaliste ». Il semble que les distances soient parfois plus grandes entre l'élite noire et la foule noire qu'entre l'élite blanche et la foule blanche. La petite bourgeoisie nègre parle de l'homme du peuple nègre avec autant de mépris et de sévérité que le font les blancs. Elle le désigne souvent par le mot péjoratif : *nigger*. Cette attitude est due à plusieurs raisons. Tout d'abord, le niveau de vie et d'éducation extrêmement bas des masses populaires nègres; ensuite, le besoin qu'éprouve l'« intelligentsia » de couleur de compenser les humiliations et les frustrations que lui font endurer les blancs en humiliant à son tour le « bas peuple » de sa propre race; enfin, l'exemple des classes supérieures blanches dans le Sud, dont la petite bourgeoisie nègre imite inconsciemment les manières arrogantes <sup>3</sup> \*.

Du fait même de sa position économique, la classe supérieure noire est, socialement, conservatrice. Si le monde blanc lui inflige de cuisantes blessures d'amour-propre, elle est liée à lui par une solide communauté d'intérêts. « La direction de la communauté nègre, écrivent Cayton et Mitchell, est, pour la plus large part, entre les mains d'une classe instruite, conservatrice et de mentalité capitaliste, empressée à coopérer avec la classe supérieure blanche. » « La classe supérieure nègre...

\* Myrdal a été frappé — et je l'ai été également au cours de mes voyages — par la hauteur et la morgue avec laquelle certains présidents d'universités noires (pas tous heureusement) traitent leurs étudiants.

ne se soucie pas de professer des doctrines qui se proposent d'aider le travailleur noir en changeant le système social, car elle reconnaît que c'est ce système social qui lui a donné une position privilégiée au sein de son groupe... Elle est, avant tout, intéressée à maintenir ce qui la différencie des masses nègres, plutôt qu'à s'efforcer d'améliorer les conditions de la majorité de son groupe d'une manière qui risque... de mettre en danger sa propre position<sup>4</sup>. » Du Bois observe que la plupart des nègres fortunés aspirent au développement graduel d'une classe capitaliste nègre qui exploitera à la fois le travail noir et le travail blanc<sup>5</sup>.

Cette attitude de conservatisme social a plusieurs conséquences importantes : d'une part, la petite bourgeoisie nègre a tendance (ou, plus exactement, elle a eu tendance jusqu'à une date très récente) à être hostile au mouvement ouvrier\* ; ensuite, elle manifeste des dispositions très accommodantes vis-à-vis de la classe supérieure blanche et, pour peu qu'on lui donne un os à ronger, elle est prête à rendre à cette dernière le service de contenir et de contrôler les masses populaires noires<sup>6</sup> ; enfin, elle est intéressée, dans une assez large mesure, à la ségrégation : cette dernière lui assure, dans un certain nombre d'activités économiques, le monopole de la clientèle noire et la protège contre la concurrence des blancs ; en outre, l'ignorance et la misère dans lesquelles la séparation des races maintient les masses noires permettent à l'« élite » de la race de gruger et d'exploiter celles-ci tout à son aise. Comme l'écrit un observateur, elle « s'engraisse de leur crédulité ». <sup>7</sup> Ainsi, dans beaucoup de localités du Sud que j'ai visitées, les leaders de la communauté noire étaient des entrepreneurs de pompes funèbres : c'est, en effet, une des professions les plus lucratives, le peuple noir ayant un faible pour les beaux enterrements.

Mais, à côté de ces traits négatifs, la petite bourgeoisie nègre présente un certain nombre de traits positifs. Tout d'abord, malgré son désir de devenir une classe capitaliste, elle est loin encore d'avoir atteint cet objectif. Elle n'est engagée jusqu'à présent que dans des entreprises commerciales, financières ou agricoles de modeste envergure. Elle n'a pour ainsi dire pas pénétré dans le domaine de la production et n'exploite

\* Voir plus loin, p. 296-298.

pas de travailleurs industriels. La plupart de ses membres, au surplus, appartiennent aux professions libérales et non au monde des affaires. Son conservatisme est donc beaucoup moins figé que celui de la classe dirigeante blanche. Il a évolué, ces dernières années, dans la voie d'une compréhension plus grande du mouvement ouvrier \*. Enfin et surtout, le préjugé racial entretient chez l'« intelligentsia » noire un état permanent d'irritation, d'impatience, de combativité. Malgré les intérêts qu'elle a en commun avec la société bourgeoise blanche, tout contact social lui est interdit avec cette dernière, et elle ne peut pas non plus accéder aux situations et aux emplois par lesquels le *Big Business* s'attache la petite bourgeoisie blanche. Malgré la répugnance que lui inspirent les masses populaires noires, elle est bien obligée de s'assurer leur soutien, de subir leur pression, et quand celles-ci prennent l'initiative de l'action, il arrive parfois qu'elle ne puisse faire autrement que de les suivre <sup>8</sup>.

En bref, la petite bourgeoisie nègre est dans une position éminemment contradictoire \*\*: d'un côté, elle est intéressée au maintien de la ségrégation; de l'autre, elle n'en peut supporter les humiliations et, de plus, elle est obligée, pour conserver la clientèle et l'appui des masses noires, de lutter contre toutes les formes du préjugé racial. Elle craint les masses, mais elle doit leur faire des concessions. La résultante de ces tendances opposées est une attitude vacillante, où les gestes résolus (tels que la campagne en faveur du programme de Droits Civils) alternent avec les compromis et les capitulations. Comme l'observent Cayton et Mitchell, l'« intelligentsia » entretient, bien sûr, quelque agitation pour une extension des Droits Civils, mais ces protestations sont rarement poussées jusqu'au point où la lutte mettrait en danger le confort de sa position de classe <sup>10</sup>.

Malgré les divergences profondes d'intérêts qui séparent la masse noire de cette « élite », la première a accepté d'être dirigée par la seconde. Elle s'est dégagée de l'influence de ses pasteurs pour suivre ses notables. Comme l'écrivent Cayton et Mitchell, « la conscience de race a créé un *semblant de solida-*

\* Voir plus loin, p. 299-301.

\*\* Cette contradiction se manifeste, d'une façon particulièrement visible, dans la presse nègre, à la fois militante et timide, conservatrice et progressive, honnête et corrompue<sup>9</sup>.

rité » entre les classes supérieures et inférieures. Mais cette alliance a quelque chose d'artificiel et de temporaire<sup>11</sup>. Elle n'a pu durer que tant que personne d'autre ne s'offrait à diriger les foules noires. Aujourd'hui, comme nous le verrons, une nouvelle direction nègre est en train de grandir au sein des syndicats ouvriers \*. L'heure de l' « élite » libérale sera bientôt révolue.

\*  
\*\*

La petite bourgeoisie nègre s'est forgé un instrument de lutte : la *National Association for the Advancement of Colored People* \*\*. L'Association a été créée au début du siècle, en réaction contre la papauté exercée sur la communauté nègre par un grand éducateur, Booker T. Washington. Ce dernier avait conseillé aux noirs de demeurer dans le Sud, de se résigner à la ségrégation, de se soumettre aux volontés de la majorité blanche et de s'attirer, peu à peu, par cette attitude servile, sa sympathie. Travaillez dur, leur disait-il, apprenez un métier qualifié, préférez l'enseignement technique à l'enseignement supérieur, gagnez de l'argent, devenez propriétaires, abstenez-vous de faire de la politique, et vous vous ferez ainsi accepter par la société américaine. Ce langage ne pouvait que plaire aux blancs qui prodiguèrent leurs égards aussi bien que leurs largesses à Booker T. Washington. Carnegie déliait pour lui les cordons de sa bourse et il avait ses entrées chez le Président des Etats-Unis. Mais les blancs manifestèrent au même moment leur « sympathie » pour la race noire en promulguant ou en laissant promulguer la honteuse législation raciste qui acheva de priver les noirs de leurs droits civils et de les parquer dans un ghetto \*\*\*. La faillite de la stratégie préconisée par Booker T. Washington était si patente que les jeunes intellectuels nègres de l'époque, Du Bois en tête, aspirèrent à secouer le joug étouffant et malfaisant de leur Pape. Ils le conspuèrent au cours d'une réunion où il avait pris la parole et se réunirent, aux chutes du Niagara, le 9 juillet 1905, pour lancer un nouveau mouvement. Dans un remarquable manifeste, dû à la plume de Du Bois, ils dénoncèrent l'aggravation incessante de la ségrégation : « Pas à pas les défenseurs des droits des citoyens américains ont battu en retraite... Contre

\* Voir plus loin, p. 301-302.

\*\* En abrégé : N.A.A.C.P.

\*\*\* Voir plus haut, p. 151-152.

cela le *Niagara Movement* proteste éternellement... Nous réclamons pour nous-mêmes chacun de tous les droits qui appartiennent à un Américain né libre, droits politiques, droits civils, droits sociaux; et, jusqu'à ce que nous ayons obtenu ces droits, nous ne cesserons de protester et d'assailir les oreilles de l'Amérique <sup>12</sup>. »

En 1909, le *Niagara Movement* devint la N.A.A.C.P. L'Association engagea une lutte ouverte contre les diverses manifestations du préjugé racial. Elle entreprit une croisade contre le lynchage. Elle défendit les droits politiques des nègres devant la Cour Suprême : de 1915 à 1948 elle obtint gain de cause dans 24 des 27 cas présentés. Elle combattit toutes les formes de discrimination : dans l'emploi, dans le logement, dans la rémunération des maîtres d'écoles, etc.; enfin elle prit, en toutes occasions, la défense des nègres victimes d'actes de violence ou d'arbitraire <sup>13</sup>. Cette activité multiple lui a valu, dans une certaine mesure, le soutien actif de la communauté nègre, pas seulement de l'« élite » mais aussi de la masse. Pendant la dernière guerre, notamment, l'éveil de la conscience noire en même temps que l'exode des nègres du Sud vers les centres industriels gonflèrent ses effectifs, qui passèrent de 85.000 en 1940 à 530.000 en 1946 <sup>14</sup>.

Mais la N.A.A.C.P. n'en reste pas moins affligée des traits qui caractérisent la petite bourgeoisie nègre. Elle n'est pas une véritable organisation de masses. Elle est dominée par une « intelligentsia » isolée des masses nègres comme l'avaient été des masses paysannes arriérées les grands intellectuels russes, avant la naissance du prolétariat. Du Bois exprima cet isolement dans sa conception du *Talented Tenth*. Il attribua à l'« élite » une mission historique d'une importance démesurée. « La race nègre, écrivit-il... sera sauvée par ses hommes exceptionnels... Le problème est de développer le Meilleur de cette race afin qu'il puisse guider la masse et la détourner de la contamination mortelle du Pire... Il n'y a pas de plus sûr moyen d'élever rapidement les masses populaires nègres que l'effort et l'exemple de cette aristocratie du talent et du caractère <sup>15</sup>. » Mais cette conception romantique aboutit, en fait, à subordonner les masses nègres à une couche dirigeante dont les intérêts économiques, nous l'avons vu, étaient différenciés de ceux des masses et qui, par conséquent, empêchèrent ces dernières de mener la lutte pour elles-mêmes et par leurs pro-

pres moyens. Du Bois lui-même se rallia, plus tard, à ceux qui reprochaient à la *N.A.A.C.P.* « de s'être trop occupée dans le passé des individualités exceptionnelles, du *Talented Tenth*, des gens à l'aise » et qui demandaient que l'accent fût mis désormais « sur le bien-être et l'ascension sociale des masses <sup>16</sup> ».

Malheureusement, la composition sociale de la *N.A.A.C.P.* reflète aujourd'hui encore cette primauté de l'« élite ». Ses sections — j'ai pu m'en assurer en visitant nombre d'entre elles au cours de mes voyages dans le Sud — sont surtout composées de commerçants, d'entrepreneurs de pompes funèbres, de médecins, d'avocats, de professeurs, de journalistes. Elles n'ont été capables nulle part, comme l'observe Myrdal, de procéder à un véritable recrutement de masses et leurs membres appartiennent à peu près exclusivement aux couches supérieures <sup>17</sup>. Cet isolement est, dans une large mesure, volontaire. Les petits bourgeois qui dirigent l'organisation ont peur d'aller vers les masses, peur d'être débordés par elles, peur d'être entraînés dans une action de masses <sup>18</sup>. A Mobile (Alabama), qui est une importante ville industrielle, la section de la *N.A.A.C.P.* comprend 2.000 membres, mais on cherche en vain parmi ces derniers un seul travailleur. Un des rares endroits où j'ai trouvé une section à composition relativement prolétarienne est Montgomery (Alabama) : cette heureuse exception provient du fait que son secrétaire est, en même temps, un responsable de syndicat ouvrier. Là où, comme à Detroit, la section a recruté un nombre très considérable d'adhérents dans les usines (près de 50.000 en 1948), il n'y a presque jamais d'assemblée générale. La direction n'a aucune envie de se frotter à la « base <sup>19</sup> ». Parmi les nouveaux membres qui ont afflué dans la *N.A.A.C.P.* pendant la dernière guerre, il y avait certainement beaucoup de travailleurs. Mais l'orientation petite bourgeoise de l'organisation, son manque de vitalité et de dynamisme, n'ont pas permis de les conserver. Et, en 1949, les effectifs étaient retombés de 530.000 membres à 230.000 <sup>20</sup>.

Aujourd'hui, la *N.A.A.C.P.* est une organisation dont la structure, les méthodes, l'esprit, sont vétustes. Elle manque à peu près totalement de démocratie intérieure et est dirigée autocratiquement par un tout-puissant secrétaire général assisté d'un comité directeur à sa dévotion, lequel se perpétue lui-



même et échappe au contrôle de la base<sup>21</sup>. La machine bureaucratique de la N.A.A.C.P. ne le cède en rien à celle des syndicats ouvriers\*.

La lutte pour la conquête des droits civils, qui est sa raison d'être, piétine sous sa direction, parce qu'elle se refuse ou parce qu'elle n'est pas apte à employer les moyens adéquats. Elle continue, comme il y a quarante ans, à s'en remettre aux tribunaux fédéraux du soin de battre en brèche la ségrégation<sup>22</sup>; mais la Cour Suprême, malgré un certain nombre de sentences favorables, n'avance dans la voie du progrès qu'avec la lenteur et la prudence de la tortue. La N.A.A.C.P. continue, comme il y a quarante ans, à faire antichambre dans les services du pouvoir exécutif et dans les couloirs du Congrès. En mars 1949, le secrétaire général de l'Association, Walter White, annonça qu'il se rendait à Washington, comme un général quitte, à l'instant décisif, son quartier général pour se porter sur la ligne de feu. White téléphona et fit téléphoner à un certain nombre de « personnalités-clés », attrapa et fit attraper un certain nombre de sénateurs par la boutonnière. En juillet, l'Association réclama par télégramme une session spéciale du Congrès et menaça de contribuer à la défaite des parlementaires hostiles au Programme de Droits Civils. Ce beau tapage ne servit absolument à rien. L'échec fut pitoyable. Malgré les gesticulations de Walter White, le Programme de Droits Civils du Président Truman, comme le lecteur le sait déjà\*\*, a été renvoyé aux calendes grecques<sup>23</sup>.

Il ne suffit pas, en effet, de revendiquer des droits civils. Tout le monde, sauf les « Bourbons » du Sud, est, en principe, pour les droits civils. Ceux-ci figurent dans la plate-forme électorale du Parti Démocrate comme dans celle du Parti Républicain. Ce que devrait faire la N.A.A.C.P., si elle était logique avec elle-même, c'est mettre en œuvre les formes d'action susceptibles de transformer ces promesses démagogiques en une réalité vivante. La N.A.A.C.P. devrait se transformer en une organisation de lutte aux méthodes rajeunies, aux techniques renouvelées, et jeter dans la bataille pour les droits civils, à la fois les masses populaires noires et les masses populaires blanches organisées dans le *Labor*. Mais elle n'ose

\* Cf. Vol. I, p. 266 *sqq.*

\*\* Voir plus haut, p. 193-194.

pas prendre une telle initiative, car elle sait bien qu'une action de ce genre l'entraînerait beaucoup trop loin. Le lien qui existe entre l'exploitation capitaliste et *Jim Crow*, si elle cherche à le dissimuler, ne lui échappe pas. Elle n'ignore pas que l'émancipation totale de la race noire est incompatible avec l'ordre existant. Mais, en même temps, la couche supérieure qui la dirige est intéressée au maintien de cet ordre ou effrayée par la perspective d'une transformation sociale. Aussi prétend-elle que le nègre peut être affranchi, comme l'écrit le président de *Tuskegee Institute*, Frederick D. Patterson, « sans détruire la structure économique de la nation dont les aspects splendides ont assuré la grandeur de celle-ci<sup>24</sup> ». La *N.A.A.C.P.* se refuse à affronter le problème central : le problème économique. Tout comme les leaders du *Labor*, elle ne veut pas compromettre sa « respectabilité » dans des aventures radicales. Elle est donc obligée de faire croire aux nègres qu'ils peuvent obtenir l'égalité de droits dans le cadre du système capitaliste, dans le cadre de la « démocratie » bourgeoise<sup>25</sup>. Telle est la raison fondamentale de ses faiblesses, de ses vacillations, de ses capitulations, et de son incapacité à faire triompher son propre programme<sup>25</sup>.

## 3

**Mouvements  
radicaux.**

L'insuffisance de la stratégie libérale devait sauter aux yeux de nègres plus clairvoyants ou moins intéressés au maintien

de l'ordre établi.

Le fondateur de la *N.A.A.C.P.*, W. E. Burghardt Du Bois, fut le premier à s'apercevoir de son erreur et à regarder avec inquiétude l'enfant qu'il avait nourri dans son sein. « Je me rendis compte, écrit-il, que l'Association avait attiré par trop, au cours des dernières années, le groupe de gens de couleur ayant les revenus les plus élevés, qui la considéraient comme une arme pour attaquer la sorte de discrimination sociale qui les lésait spécialement, plutôt que comme une organisation pour améliorer le statut et le pouvoir de la communauté nègre dans son ensemble. »

En même temps, Du Bois comprit que la perpétuation (et même l'aggravation) de la ségrégation avait d'autres causes

que les dispositions mentales des blancs. « Ma théorie de base avait été que le préjugé racial était principalement dû à l'ignorance de la masse humaine...; que, lorsque la vérité était présentée de façon appropriée, le fléau monstrueux de la haine raciale devait fondre, et fondre rapidement, devant elle. » Cependant, malgré le succès relatif de l'agitation entreprise par la N.A.A.C.P., « les barrières du préjugé racial étaient certainement aussi fortes en 1930 qu'en 1910... et, par certains côtés..., même plus fortes ». Et Du Bois ouvrit les yeux : « Au delà de ma conception de l'ignorance et d'une malignité délibérée, il devait y avoir d'autres forces, plus puissantes, qui constituaient les fondations de l'antagonisme racial. » Il saisit qu'un programme « invitant les blancs à renoncer à certaines pratiques et à abandonner certaines croyances » était purement « négatif » et « qu'une agitation continue, qui considérerait les droits politiques comme un but en soi plutôt que comme une méthode pour réorganiser l'Etat, et qui escomptait rétablir la liberté sur des bases plus larges et plus fermes au moyen de droits civils et de sentences de tribunaux, était une tactique non pas tellement erronée qu'à courte vue ». Du Bois, ayant enfin découvert — sans doute à la faveur de la Grande Dépression — le lien existant entre le préjugé racial et les puissances d'argent, préconisa, à partir de 1930, que l'attention se portât sur le système économique. Mais ses collègues de la N.A.A.C.P. eurent un haut-le-corps. Il leur suffisait « de continuer à attaquer le lynchage, à porter davantage de cas devant les tribunaux et à revendiquer nos droits de pleine citoyenneté ». Ces petits bourgeois « étaient profondément Américains », ils professaient « la vieille théorie de l'individualisme » et avaient « le désir de devenir riches ou, pour le moins, aisés ». « La plupart d'entre eux continuaient à être convaincus de la rectitude fondamentale du système économique tel qu'il est organisé présentement » et « ils répugnaient à tout changement dans l'organisation de l'industrie ». Ils eurent peur que leur père spirituel ne devint « radical... et même communiste ».

Du Bois ne parlait plus le même langage que ces libéraux. « A partir de 1930, je m'étais convaincu que les tactiques et les idéaux fondamentaux de l'Association devaient être modifiés et changés : qu'...un simple appel basé sur le vieux libéralisme, un simple appel à la justice et les efforts pour obtenir

de nouvelles sentences de tribunaux, omettait les besoins essentiels<sup>1</sup>. »

En 1934, Du Bois, tirant les conséquences de ce désaccord, rompit avec la N.A.A.C.P. Mais, après avoir fait ce pas en avant, il s'arrêta à mi-chemin. Il convient lui-même qu'il se trouva seul au carrefour de deux routes dont l'une conduisait au communisme et l'autre à la réaction ploutocratique. Il n'empruntait à Marx que la conception matérialiste de l'histoire, mais il se refusait à croire « au dogme de la révolution inévitable en vue de corriger les injustices économiques<sup>2</sup> ». Comme les réformateurs sociaux du XIX<sup>e</sup> siècle, il n'alla pas plus loin qu'un socialisme utopique. Comme Proudhon et comme les syndicalistes ouvriers américains qui précédèrent l'entrée en scène de la grande industrie moderne, il rêva de libérer les nègres par des institutions coopératives et mutualistes, par l'instauration d'une « démocratie industrielle » \*. Mais il ne fut suivi par personne. La petite bourgeoisie noire fit la sourde oreille. Elle se cramponna « aux vieilles idées de propriété et de profits<sup>3</sup> ». Quant aux intellectuels nègres plus conséquents, ils dépassèrent Du Bois, pour embrasser les idées socialistes ou communistes. Le vieux chef de file de l'« intelligentsia » marqua la transition entre deux époques, il rompit avec le passé, mais il s'arrêta au seuil de l'avenir. Depuis, il s'est débattu vainement dans sa solitude. En 1944, il se réconcilia avec les libéraux de la N.A.A.C.P. pour rompre à nouveau avec eux en 1948. Mais sans faire véritablement un nouveau pas en avant. Il faussa, une fois de plus, compagnie à l'organisation dont il avait été le fondateur, mais il rompit seulement avec elle sur des questions de politique extérieure et pour se rallier au parti mort-né de Henry A. Wallace<sup>4</sup>. Aujourd'hui, à 82 ans, W. E. Burghardt Du Bois, à la fois dépassé et isolé, est fourvoyé dans l'impasse du crypto-stalinisme.

\*\*

La leçon de la carence de la N.A.A.C.P. a été méditée par d'autres. Et, notamment, par A. Philip Randolph. Ce dernier est le porte-parole de la génération suivante. Il y a entre lui et Du Bois un écart de vingt et un ans. Leur formation fut très différente. Randolph fit son apprentissage d'intellectuel

\* Voir plus haut, p. 222.

en travaillant durement de ses mains. Il rejoignit de bonne heure le Parti Socialiste et commença une carrière de brillant publiciste lorsqu'en 1925, il fonda une organisation ouvrière, la *Brotherhood of Sleeping-Car Porters*. Celle-ci, après une longue et dramatique lutte contre le magnat Pullman, obtint finalement droit de cité. Et elle est aujourd'hui un des plus beaux fleurons du syndicalisme nègre<sup>5</sup>. Du Bois incarne (en dépit de son évolution ultérieure) l'aristocratie intellectuelle, le *Talented Tenth*. Randolph est un tribun du mouvement des masses. Du Bois est un romantique et, dans une certaine mesure, un « nationaliste ». Randolph est un technicien de l'action collective et un partisan convaincu de l'alliance des travailleurs, blancs et noirs.

Les tactiques de la *N.A.A.C.P.* lui paraissent insuffisantes. Pour lui, « la méthode régulière, normale et respectable consistant en conférences et en pétitions, bien qu'utile et à poursuivre lorsque les conditions l'exigent, n'accomplit pas la tâche... Les nègres ne peuvent pas mettre fin à la discrimination au moyen de conférences de leaders et de l'« intelligentsia » toute seule ». « Le pouvoir et la pression ne résident pas dans la minorité, dans l'« intelligentsia »; ils émanent et ils affluent des masses. » Il a compris et il dit à ses congénères comment ils doivent agir sur les pouvoirs publics : « Les promesses d'un politicien ne signifient rien. Faites-leur signifier quelque chose : par votre pression. » A son avis, toutes les formes d'agitation et d'organisation peuvent être utilisées dans la lutte pour les droits des nègres : articles de journaux, sermons du haut de la chaire, discours publics, émissions radiodiffusées, pièces de théâtre et films. Mais aucun de ces moyens ne remuera l'opinion publique autant que l'action directe, l'action de masses. Rien n'agit sur le public autant que l'action physique. C'est pourquoi l'arme majeure du mouvement ouvrier est la grève. Transposant les techniques du syndicalisme sur le plan de la lutte raciale, Randolph écrit : « Des démonstrations de masses contre *Jim Crow* valent un million d'éditoriaux et de discours...<sup>6</sup> »

Randolph voudrait également faire adopter par les nègres certaines des tactiques de résistance passive et non-violente inspirées de Gandhi. Il suggère, par exemple, que les nègres dans le Sud manifestent contre la ségrégation en faisant une grève scolaire d'une journée ou en boycottant, pendant un

jour, les tramways et autobus, qu'ils se rendent aux urnes en groupe d'au moins dix électeurs, etc.<sup>7</sup>.

Pour mettre en œuvre ces moyens de lutte, Randolph essaya de superposer à la N.A.A.C.P. défaillante une organisation nouvelle, une organisation de masses. Il créa en 1936 le *National Negro Congress*. « L'idée était née, écrit Myrdal, qu'une ligue nationale nègre, embrassant tous les syndicats ouvriers, groupements religieux, fraternels et civiques nègres existants, donnerait plus de force et d'unité à toutes ces organisations et, en particulier, aiderait à éveiller un écho parmi les masses nègres. » L'accent était mis aussi bien sur les améliorations économiques et sociales que sur les droits civils. Un moment, on put croire que le *National Negro Congress* était en train de devenir un puissant mouvement de masses. Mais il échoua finalement. D'un côté, les chefs de la communauté noire, inquiets de ses tendances radicales, le boudèrent ou le combattirent; de l'autre, les staliniens manœuvrèrent pour s'en assurer le contrôle et finalement, en 1940, Randolph, après avoir fait un assez long bout de chemin en leur compagnie \*, rompit avec eux, leur abandonnant une organisation moribonde<sup>8</sup>.

L'année suivante, en 1941, voguant de ses propres ailes, il prit une initiative mémorable. Le réarmement des États-Unis battait alors son plein. Mais les nègres, malgré les besoins aigus de main-d'œuvre, continuaient à se voir refuser l'entrée des usines \*\*. Leur déception était vive et Randolph n'hésita pas à prendre la tête de la vague de mécontentement. Il comprit que le Président Roosevelt ne se déciderait à intervenir que si on l'y obligeait<sup>9</sup> \*\*\*. Il invita, en conséquence, ses congénères à organiser une marche sur Washington le 1<sup>er</sup> juillet, afin de forcer la main du pouvoir exécutif. « Que dix mille Américains noirs marchent sur Washington! Qu'ils accourent de chaque hameau, de chaque village et de chaque ville... Qu'ils viennent en automobile, en autobus, en train, en

\* L'évolution de A. Philip Randolph présente un certain parallélisme avec celle de Walter P. Reuther (cf. vol. I, p. 280-281). Tous deux dirigeants syndicaux et de tendances socialistes, ils firent front unique avec les staliniens jusqu'à la veille de la guerre de 1939 pour devenir ensuite leurs adversaires les plus passionnés.

\*\* Voir plus haut, p. 203-204.

\*\*\* Au cours d'un entretien personnel, en 1948, Randolph me déclara que Roosevelt « jouait de son charme personnel pour éviter d'avoir à faire des concessions ».

camion et à pied. Qu'ils viennent même si le vent souffle et si la pluie leur fouette la figure... Si les nègres ne saisissent pas cette occasion d'obtenir du travail et de conquérir la liberté... elle peut ne jamais se reproduire. Les masses nègres ont la parole<sup>10</sup> ! »

Des comités furent fondés dans de nombreuses villes pour préparer la Marche, des sommes importantes recueillies. Quand Randolph lança son premier appel, en janvier 1941, il ne comptait que sur 10.000 manifestants. Mais, au bout de trois mois, il était déjà assuré du concours de 50.000 marcheurs et, à la fin de juin, il en avait derrière lui 100.000. Pour la première fois, depuis l'aventure de Marcus Garvey \*, un mouvement de masses était lancé parmi les noirs. Le langage militant de Randolph avait accompli ce miracle. En répondant à son appel, les masses nègres montrèrent qu'elles avaient perdu confiance dans les vieilles organisations et dans les vieilles techniques libérales. Elles tournèrent le dos aux conciliateurs qui mendiaient des miettes de réformes, le chapeau à la main, dans le cadre de la légalité et de la « respectabilité ». La petite bourgeoisie noire, se sentant débordée, prit peur et, dans son organe, le *Pittsburgh Courier*, condamna le mouvement<sup>11</sup>. Mais l'alarme fut bien plus vive encore au sein des classes dominantes blanches. Le Président Roosevelt dépêcha auprès de l'inquiétant agitateur sa propre épouse, afin de le persuader de renoncer à la marche projetée. Finalement, le Président signa, le 25 juin, l'ordre exécutif 8802 qui créait le *F.E.P.C.* et, au moins sur le papier, condamnait la discrimination dans les industries de défense nationale. Mais on a vu combien cette mesure était insuffisante et combien son application s'avéra, par la suite, décevante\*\*.

Randolph, pourtant, hésita à faire étalage de sa force. Il remit dans le fourreau, sans s'en servir, l'épée qu'il avait dégainée. Au grand soulagement et à la grande reconnaissance de la bourgeoisie américaine, il vint dire à la Radio que l'ordre présidentiel était une « seconde proclamation d'Emancipation » et qu'il décommandait la Marche sur Washington. En même temps, il invita ses troupes à demeurer dans leurs comités locaux et à consolider ceux-ci. Mais sa décision hâtive fut

\* Voir plus haut, p. 217-220.

\*\* Voir plus haut, p. 204-207.

sévèrement jugée par les nègres, dont beaucoup désertèrent l'organisation <sup>12</sup>. Cependant le *March on Washington Movement* subsista, malgré ces défections, sous la forme d'une organisation permanente, et Randolph continua à faire planer sur la capitale fédérale la menace d'une nouvelle Marche. Si sa popularité fut quelque peu ébranlée parmi les masses noires, la révolte nègre, à qui il avait donné une expression consciente, poursuivit son chemin <sup>13</sup>.

En 1948, Randolph, éperonné par elle, prit une nouvelle initiative dont la hardiesse ne le céda en rien à la première. S'attaquant cette fois à la ségrégation dans les forces armées il se rendit auprès du Président Truman, à la tête d'une délégation et lui déclara, tout de go, que « les nègres ne sont pas d'humeur à mettre encore une fois un fusil sur l'épaule pour la cause de la démocratie à l'extérieur tant que la démocratie leur est refusée chez eux. En particulier, ils sont hostiles à l'idée de se battre ou d'être enrôlés dans une armée où règne la ségrégation ». Le Président prit la chose très mal et l'entretien se termina de façon peu protocolaire. Quelques jours plus tard, Randolph se rendit devant la commission de l'Armée du Sénat et y déclara qu'il s'engageait à conseiller ouvertement à tous les jeunes, blancs et noirs, de boycotter tout service militaire comportant la ségrégation raciale. Il annonça son intention d'aider et d'assister les réfractaires, et d'organiser à travers tout le pays un vaste mouvement de « désobéissance civile », sur le modèle de Gandhi. Il demanda, enfin, aux parents de soutenir moralement leurs fils lorsque ceux-ci entreraient la tête haute dans les prisons fédérales « pour faire connaître au monde que les nègres avaient atteint les limites de la patience humaine ». Un sénateur l'ayant menacé d'être poursuivi pour trahison, Randolph répliqua que lui et les siens « étaient prêts à affronter la violence et le terrorisme » et que « c'était le prix qu'ils avaient à payer pour conquérir leurs droits démocratiques <sup>14</sup>. »

L'effet produit fut considérable. L'Amérique officielle n'était pas habituée à un tel langage. Max Lerner écrivit dans le journal *PM* : « C'est, autant que je m'en souviens, la première fois que des leaders nègres responsables, qui ne jouent pas la carte communiste..., se sont exprimés si clairement et sans équivoque sur une question aussi cruciale. » Et, après avoir indiqué que tous les leaders nègres n'approu-



vaient pas la déclaration de Randolph, il ajouta que celui-ci « avait exprimé, sans aucun doute, plus exactement que ses collègues plus prudents et circonspects, les véritables sentiments des masses nègres <sup>15</sup>. »

Les petits bourgeois de la N.A.A.C.P. furent estomaqués par la hardiesse de la tactique préconisée par Randolph. Ils déclarèrent qu'ils ne conseillaient pas la désobéissance civile comme moyen de combattre la ségrégation dans l'armée <sup>16</sup>. Pourtant la faveur avec laquelle les masses nègres accueillirent le geste de Randolph impressionna l'« intelligentsia » et l'amena à reviser quelque peu sa position. Quand le secrétaire à la Défense Nationale, James Forrestal, convoqua, le 26 avril, un certain nombre de notables noirs pour solliciter leur avis sur la façon d'améliorer la situation des nègres dans les forces armées, ceux-ci refusèrent carrément leur collaboration. Ils ne voulaient rien avoir à faire avec une armée basée sur le principe de la ségrégation. Lorsqu'on leur demanda, au cours d'une conférence de presse, si quelqu'un parmi eux s'opposait à Randolph, pas une seule voix ne s'éleva. Et Lester Granger, le très modéré président de l'*Urban League*, fut obligé de convenir : « La déclaration de M. Randolph a été chaudement approuvée par ce qu'on peut probablement considérer comme la majorité des nègres dans ce pays <sup>17</sup>. » Par la suite, ces personnalités remirent au ministre un rapport concluant fermement à la nécessité de mettre fin à la ségrégation dans toutes les forces armées <sup>18</sup>.

Quant au pouvoir exécutif, il estima urgent de jeter du lest. Tout comme Roosevelt avait signé l'ordre exécutif de juin 1941 pour prévenir la Marche sur Washington, Truman signa, le 26 juillet 1948, un ordre exécutif par lequel il annonçait son intention de mettre fin, « aussitôt que possible », à la ségrégation dans les forces armées \*. Le sénateur Richard B. Russell, de Georgia, accusa le Président d'avoir « capitulé sans conditions devant la campagne traîtresse de désobéissance civile organisée par A. Philip Randolph <sup>19</sup>. »

Mais ce fut Randolph qui, après avoir marqué ce point, capitula sans conditions. Son premier mouvement fut de traiter l'ordre présidentiel de « geste trompeur, fait pour des motifs politiques et délibérément calculé pour obscurcir la

\* Voir p. 173, 185.

question de la ségrégation ». Mais de fortes pressions s'exercèrent sur lui et, quelques semaines plus tard, le 18 août, il prétendit avoir reçu l'assurance que la ségrégation dans les forces armées était « bannie sans équivoque » par l'ordre du 26 juillet et annonça qu'il annulait en conséquence sa campagne de désobéissance civile<sup>20</sup>.

Ainsi, Randolph décommanda deux fois de suite, avant même de passer à l'exécution, des mouvements qu'il avait lancés, et qui semblaient assurés de la faveur des masses populaires noires. Deux fois, il le fit sans avoir obtenu autre chose que de vagues promesses. Pourquoi? Une des raisons principales est sans doute sa position incertaine en ce qui concerne le problème de la guerre et de l' « union sacrée ». En 1914, Randolph avait été pacifiste et il avait refusé le service militaire. Il s'était déclaré « fondamentalement opposé à la guerre » et avait dénoncé l'hypocrisie d'une guerre « pour la démocratie » alors que les nègres étaient, en Amérique, victimes de la ségrégation et du lynchage<sup>21</sup>. Pendant la seconde guerre mondiale, il y eut des moments où il resta fidèle à cette intransigeante position. En 1944, il déclara dans un article : « Ne vous y trompez pas. Ce n'est pas une guerre pour la liberté. Ce n'est pas une guerre pour la démocratie... C'est une guerre pour maintenir les vieux systèmes impérialistes... C'est une guerre entre l'impérialisme du fascisme et du nazisme et l'impérialisme de la démocratie des monopoles capitalistes<sup>22</sup>. » Mais, à d'autres moments, il parla un tout autre langage. En 1940, il écrivit qu'en cas de guerre entre les Etats-Unis et l'Allemagne hitlérienne, « les nègres prendraient les armes contre l'Allemagne » et qu'en cas de conflit entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique, « le peuple nègre entrerait en guerre contre la Russie<sup>23</sup> ». En 1941-1942, il parla fréquemment de la nécessité de « gagner la guerre pour la démocratie » et déclara que l' « union nationale » était « nécessaire pour la victoire<sup>24</sup> ». Tout récemment, il félicita chaleureusement le Président Truman pour son intervention dans la guerre de Corée, « seul langage que la Russie communiste puisse comprendre<sup>25</sup> ». Entre ces deux extrêmes, il se raccrocha à une position médiane; il déclara que, quel que fût le caractère de la guerre, les nègres devaient saisir l'occasion pour exiger d'être traités sur un pied d'égalité<sup>26</sup>.

Cette attitude contradictoire sur une question aussi capitale explique ses capitulations répétées. A chaque fois, les intérêts opposés à la pleine émancipation des nègres ne manquèrent pas d'invoquer le « péril extérieur » et de lui représenter qu'en continuant son agitation, il « trahirait son pays ». Il n'alla pas jusqu'au bout de sa stratégie, mais les ferments qu'il a déposés dans la conscience des nègres, l'inoubliable leçon d'action directe qu'il leur a donnée, pourraient bien faire lever et mûrir, un jour, la révolte nègre \*.

\*  
\*\*

Parmi les mouvements radicaux d'émancipation des nègres, le souci d'objectivité scientifique exige que l'on range le Parti Communiste. Sans doute celui-ci est-il, pour une large part, un mouvement « blanc », mais il est le *seul* des mouvements blancs qui se soit identifié entièrement et sans restriction à la cause nègre \*\*. Et il a, au moins à une époque, recruté un nombre si important de noirs et exercé une telle influence dans la communauté noire, qu'il s'est comporté, en fait, comme un mouvement noir. Myrdal, si hostile qu'il se montre à l'égard du « marxisme », admet lui-même que les communistes « sont le seul groupe américain qui ait, en pratique, offert aux nègres une complète égalité sociale et cette attitude est hautement appréciée, non seulement parmi les intellectuels nègres, mais, plus profondément à la base, dans la communauté nègre, surtout dans le Nord. » Et Myrdal note que l'attraction du Parti Communiste sur les noirs s'est exercée bien au delà de ses adhérents proprement dits <sup>28</sup>.

Les auteurs de *Black Metropolis* constatent, de leur côté : « Aucune histoire d' « athées rouges » ou de « communistes

---

\* Il est d'ailleurs possible que Randolph lui-même n'ait pas dit son dernier mot. Il me semble être le seul homme capable, actuellement, aux Etats-Unis, de prendre la tête du mouvement de masses pour l'émancipation des nègres. Mais il se sent coincé et isolé entre, d'une part, les libéraux de la N.A.A.C.P. et, de l'autre, les staliniens. Et il n'a pas encore réussi à dépasser ces deux mouvements (voir p. 301-303, 307, 311). De plus, en soutenant la politique extérieure du Président Truman il se lie, pour l'instant, les mains (de même que les dirigeants du *Labor*). C'est ainsi que, le 28 février 1951, il conduisit à la Maison Blanche une délégation aux fins de demander la nomination de nègres dans les divers organismes de mobilisation<sup>27</sup>.

\*\* A l'exception de petits groupes d'avant-garde tels que le *Socialist Workers Party* (trotskyste).

étrangers » ne put prévaloir contre le fait que c'étaient des gens qui acceptaient les nègres sur un plan de complète égalité et demandaient aux autres blancs de faire de même. » « Les rouges, ajoutent-ils, gagnèrent l'admiration des masses nègres par défaut : car ils étaient les seuls blancs qui semblaient se soucier réellement de ce qui arrivait au nègre... Les nègres sont réalistes. Ils prennent leurs « amis » et alliés là où ils peuvent les trouver <sup>29</sup>. »

Henry Lee Moon, qui ne saurait, lui non plus, être soupçonné de sympathies communistes, explique que « les nègres ne regardent pas le communisme comme leur ennemi ». Ils connaissent de première main leur véritable ennemi, leur ennemi mortel : et, quoi qu'ils puissent penser des communistes, quoi qu'on puisse leur raconter sur leur caractère diabolique, ils n'en considèrent pas moins ces derniers comme les ennemis de leur ennemi <sup>30</sup>.

Les trotskystes eux-mêmes, qui ne font preuve d'aucune indulgence pour les staliniens américains, et condamnant les erreurs de leur politique noire, écrivent : « Les staliniens furent les premiers à soulever la question nègre d'une façon intransigeante et ils ont fait plus que n'importe quel autre parti pour attirer l'attention du peuple américain et du monde entier sur la question nègre <sup>31</sup>. »

J'ai eu l'occasion, récemment, de m'entretenir avec Richard Wright. Le grand écrivain noir, après avoir appartenu au Parti Communiste, a rompu avec celui-ci et il a donné, depuis, à cette rupture, un grand retentissement <sup>32</sup>. Je lui ai demandé d'évoquer ses souvenirs des années 1930. Contrairement à mon attente, il a rendu un vibrant hommage aux services rendus par le Parti Communiste à la cause des noirs et il a insisté sur la popularité dont le Parti a joui parmi les nègres, notamment à Chicago, où Wright fut le témoin de son activité.

Le Parti Communiste a pénétré dans la communauté noire à la faveur de la grande dépression. Une action d'éclat lui conquit d'emblée la faveur des nègres. En 1931, six jeunes noirs de Scottsboro (Alabama) furent condamnés à mort pour un prétendu « viol » de femmes blanches. Le P. C. prit en mains leur défense, fit un effort considérable pour alerter l'opinion publique, collecta des sommes énormes, réussit à soulever l'indignation du monde entier. Sans doute lui a-t-on reproché d'avoir, en cette occasion, servi davantage son propre intérêt

de parti que celui des jeunes inculpés<sup>33</sup>; il n'en reste pas moins qu'il cloua au pilori universel, de façon splendide, le racisme américain. Le Parti Communiste a toujours lutté pour l'égalité sociale complète des noirs et, dans son sein, l'a mise en pratique. C'est ainsi qu'il a présenté un nègre comme son candidat à la vice-présidence des Etats-Unis. Ses hommes dans le C.I.O. ont contribué, pour une large part, à faire prendre à l'organisation nouvelle une attitude de combat contre le préjugé racial<sup>34</sup> \*. Il a constamment préconisé l'union des exploités blancs et noirs contre leur ennemi commun. Il a enseigné le premier aux nègres, surtout dans le Nord, les techniques d'action directe et d'action de masses, qui rompaient avec les méthodes legalistes de la N.A.A.C.P. A Chicago notamment, un de leurs bastions, les communistes noirs engagèrent d'admirables luites contre les expulsions de locataires et contre la discrimination dans l'emploi. Parfois même, la « base » nègre du Parti, emportée par son extraordinaire combativité, rua dans les brancards, voulut former des groupes de combat et mettre en œuvre des tactiques militaires que la direction (au fond plus réformiste que révolutionnaire) désapprouva. Si l'on veut mesurer les potentialités révolutionnaires du nègre américain, il faut puiser dans l'histoire des communistes noirs du rang, entre les années 1930 et 1940. Cette histoire reste encore à écrire et je n'ai malheureusement pas la documentation me permettant de le faire.

Dans le Sud, j'en ai déjà témoigné, les staliniens ont été pratiquement les seuls à affronter *Jim Crow* de façon conséquente, et à se consacrer, systématiquement et sans la moindre concession au préjugé racial, à l'organisation des nègres dans les syndicats ouvriers \*\*.

Il faut souligner ici que le Parti Communiste ne mordit pas seulement sur les masses nègres, mais aussi sur l'« intelligentsia ». Observation qui confirme ce que j'ai dit précédemment de l'instabilité et de la maniabilité relative du groupe en question \*\*\*. Myrdal note que le communisme a exercé une influence considérable sur le mode de penser d'un petit groupe d'intellectuels nègres. « Il y a eu une vague de radicalisme dans ce groupe, et le présent enquêteur a été surpris de

\* Voir plus loin, p. 233-239.

\*\* Vol. I, p. 312-313.

\*\*\* Voir plus haut, p. 230-231.

constater combien la vague en question a gagné des nègres appartenant aux professions libérales et même, occasionnellement, la presse nègre<sup>35</sup> ». Le trotskyste, que j'ai cité un peu plus haut, convient lui aussi — tout en déplorant leur persistance dans l'erreur — que de nombreux intellectuels nègres continuent, en dépit de tout ce qui peut être reproché aux staliniens américains, à « éprouver et exprimer de la sympathie et même de l'admiration pour leurs activités concernant la question nègre<sup>36</sup>. »

Le préjugé favorable dont bénéficièrent les staliniens auprès des masses noires et d'une fraction de l'« intelligentsia » explique la facilité avec laquelle ils ont réussi à s'assurer le contrôle d'une organisation de masses comme le *National Negro Congress*<sup>37</sup> \*. Ce résultat ne fut pas seulement obtenu par une technique artificielle de « noyautage ». De même, les jeunes intellectuels influencés par les staliniens ont entretenu, à l'intérieur de la *N.A.A.C.P.*, depuis les années 1930, une opposition qui, à certains moments, causa de sérieux embarras à la direction. Ils critiquèrent l'inefficacité de ses tactiques, son manque de démocratie intérieure, son refus de s'attaquer au problème économique. Encore récemment, en 1949, le secrétaire de la *N.A.A.C.P.* se plaignit de l'« infiltration » qu'y pratiquaient les communistes<sup>38</sup>. En juin 1950, la conférence annuelle de la *N.A.A.C.P.* décida, par 309 voix contre 57 et après un tumultueux débat, d'éliminer l'infiltration stalinienne par les moyens les plus brutaux : suspension, réorganisation, exclusion des sections sous contrôle communiste. « Certaines sections, déclara la motion adoptée, sont déchirées par des conflits internes entre les groupes qui suivent la ligne communiste et ceux qui ne la suivent pas<sup>39</sup>. »

Les sympathies dont bénéficia le nouveau Parti crypto-communiste de Henry A. Wallace dans certaines sections de la communauté nègre, en 1948, révélèrent que l'influence des staliniens parmi les nègres, bien que déclinante, était encore considérable. Au cours de mes voyages dans le Sud, je rencontrai d'assez nombreux partisans de Wallace parmi les ouvriers syndiqués, étudiants, professeurs, journalistes et même *clergymen* nègres. Le peu de voix obtenues par Wallace aux élections n'infirmes pas entièrement cette constatation car, d'une part, on sait le nombre relativement faible de nègres

\* Voir plus haut, p. 240.

pouvant effectivement voter dans le Sud \*; et, d'autre part, beaucoup d'électeurs noirs, tout en préférant le Parti de Wallace, crurent qu'il était de bonne tactique de voter pour les candidats Démocrates, afin de conquérir droit de cité dans le parti qui joue pratiquement le rôle de parti unique au Sud de la *Mason-Dixon Line* \*\*.

Malgré le succès qu'ils ont remporté auprès des nègres, les communistes américains ont été entravés par un certain nombre de handicaps et ils ont commis un certain nombre d'erreurs. Tout d'abord, en admettant dans leur parti les noirs sur un pied d'égalité absolu, ils se sont coupés de la masse des travailleurs blancs. Comme l'écrit Du Bois, « en effaçant la ligne de démarcation de la couleur dans leurs propres rangs, ils ont absolument détruit toute chance qu'ils pouvaient avoir d'attirer un nombre considérable d'ouvriers blancs dans leurs rangs <sup>40</sup>. »

En sens inverse, le fait même que le Parti soit dirigé par des blancs a éveillé la méfiance raciste de beaucoup de nègres. Certains ont soupçonné le P. C. de vouloir « se servir des nègres. » Instruits par une longue et amère expérience, ils se sont demandé quelle arrière-pensée intéressée faisait soudain se tendre vers eux des mains blanches. D'autres ont douté que les travailleurs blancs puissent renverser une attitude traditionnelle au point de devenir leurs amis et ils se sont dit que, si jamais les communistes prenaient le pouvoir, ils ne se conduiraient pas alors autrement que le reste des blancs. Beaucoup d'entre eux ont considéré comme de simples « appâts » les pique-niques et sauteries interraciaux organisés par le Parti. L'athéisme du communisme lui a fait également beaucoup de tort dans la communauté noire, qui est encore très religieuse <sup>41</sup>. A telle enseigne que les marxistes ont dû mobiliser Dieu à leur service et prêcher dans des églises nègres, tandis que l'auditoire ponctuait leurs harangues de plaintifs *Amen*. Enfin, plus d'un noir a hésité à ajouter, selon l'expression de A. Philip Randolph, au handicap d'être *noir* celui d'être *rouge* <sup>42</sup>. Mais quelques-uns d'entre eux se sont vite aperçus que, de toutes façons, l'identité entre leur programme d'affranchissement et celui des communistes permet à leurs adver-

\* Voir plus haut, p. 158.

\*\* Voir plus loin, p. 305.

saires de taxer de « communiste » toute forme de lutte contre le racisme. Certains, comme le fameux joueur de base-ball, Jackie Robinson, après avoir convenu de cette identité, ont essayé d'échapper au stigmate « rouge » en déclarant que la lutte contre la discrimination raciale n'est pas le fruit intéressé de l'imagination communiste, qu'elle existe indépendamment des communistes<sup>43</sup>. Mais le fait même de souligner l'identité existant entre l'agitation des « rouges » et la cause sacrée de l'affranchissement de la race, n'est-ce pas rendre aux « rouges » un involontaire hommage?

Après les handicaps, voici maintenant les erreurs. Une des principales a été — nous l'avons souligné — le mot d'ordre ultra-nationaliste de la « République nègre indépendante » dans le Sud, qui n'a jamais revêtu, pour les noirs, de signification concrète \*. Les nègres ont deviné, d'instinct, que ce mot d'ordre avait été fabriqué à Moscou et la dépendance du Parti Communiste vis-à-vis de l'Etat russe leur a inspiré de l'antipathie. Celle-ci s'est accrue à chaque fois que le Parti a pris des « tournants », qui suivaient mécaniquement les fluctuations de la politique extérieure soviétique. C'est à la suite du plus mémorable et du plus raide de ces virages — la conclusion du pacte germano-soviétique de 1939, suivie d'une orientation « défaitiste » et anti-rooseveltienne du P. C. américain — qu'un homme comme A. Philip Randolph cessa de collaborer avec les staliniens dans le *National Negro Congress* et dénonça véhémentement leur soumission à Moscou. « Du fait, écrivit-il, que le Parti communiste américain dérive de la Russie communiste, sa politique et son programme, ses tactiques et sa stratégie sont aussi capricieux, changeants et imprévisibles que la politique extérieure de Moscou... Les nègres ne rejettent pas le Parti communiste parce qu'il est révolutionnaire ou radical, ou du fait de son prétendu extrémisme. Ils le rejettent parce qu'il est contrôlé et dominé par un Etat étranger dont la politique peut être ou n'être pas dans l'intérêt des Etats-Unis ou du peuple nègre<sup>44</sup>. »

Déjà, une première fois, en 1933, les nègres stupéfaits virent les staliniens faire, à leurs dépens, une brusque volte-face. Les cinéastes soviétiques projetaient alors la production d'un

\* Voir plus haut, p. 223-227.



grand film pro-nègre, qui devait montrer la façon dont l'Amérique traite sa population de couleur. Cette entreprise avait été annoncée au monde à grand renfort de publicité. Mais, soudain, Staline la décommanda sans cérémonie. L'administration Roosevelt était sur le point de reconnaître la Russie Soviétique et celle-ci de s'engager à « s'abstenir de toute propagande contre la politique et l'ordre social des Etats-Unis. » Il fallait ménager, notamment, les « Bourbons » du Sud dont l'appui était indispensable à la ratification du projet gouvernemental. Les nègres furent sacrifiés à cette manœuvre<sup>45</sup> \*.

En 1941, le stalinisme alla beaucoup plus loin encore. Il n'hésita pas à abandonner la cause des noirs. Pendant la période qui suivit la conclusion du Pacte germano-soviétique d'août 1939, les staliniens américains avaient dénoncé la guerre comme « impérialiste » et exigé que l'agitation en faveur des nègres fût liée à la « lutte contre la guerre impérialiste<sup>46</sup>. » Jusqu'à la fin de juin 1941, ils accablèrent de leurs critiques A. Philip Randolph et les dirigeants de la « Marche sur Washington ». Le programme de ce mouvement était trop modéré, il ne s'opposait pas assez nettement à la guerre. Mais, dès que les armées hitlériennes furent entrées en U.R.S.S., tout changea. Ils reprochèrent à Randolph, non pas d'avoir décommandé la Marche, mais de continuer son mouvement sur une base permanente. Tout, selon les staliniens, devait être subordonné à la croisade contre l'hitlérisme. Il fallait remettre la lutte pour l'affranchissement des nègres à des temps meilleurs. Un des leaders nègres du Parti Communiste, James W. Ford, écrivit, en février 1942 : « Quatre cents ans d'esclavage nègre ne sont rien à côté des persécutions par les nazis des juifs et des peuples des pays occupés. » En mars, Eugene Gordon, du *Daily Worker*, déclara que « Hitler était l'ennemi principal » et que « les adversaires des droits des nègres dans ce pays devaient être considérés comme secondaires »<sup>47</sup>. Dans le recueil collectif, *What the Negro wants*, paru en 1944, un écrivain nègre stalinien, Doxey A. Wilkerson, se chargea de définir, avec une prolixité ne laissant place à aucune équivoque, la position stalinienne : « Les nègres doivent accorder à cette

---

\* Richard Wright me signale que le film fut abandonné aussi pour une autre raison : les communistes nègres qui s'étaient rendus en U.R.S.S. firent valoir que le scénario n'avait que de très lointains rapports avec la réalité américaine.

guerre un soutien inconditionnel... Ils doivent soutenir pleinement la politique *Win-the-War* de notre commandant en chef... Ils doivent consacrer le maximum de leurs énergies à gagner la guerre... Il y a des leaders nègres... qui dénoncent « le gouvernement » et « les blancs » pour des injustices raciales toujours existantes, et qui organisent des luttes de masses de la population nègre... Ils suivent une voie qui affaiblit le programme de victoire de la nation... Tracer des plans idéalistes d'après-guerre pour les nègres... tend à divertir beaucoup de l'énergie requise pour la tâche vraiment urgente d'aujourd'hui : gagner la guerre<sup>48</sup>. » L'administration Roosevelt fut présentée comme acquise aux nègres. L'ordre exécutif abolissant — sur le papier — la discrimination dans les industries de guerre fut salué avec enthousiasme. Le Secrétaire à la Marine, Frank Knox, fut couvert de fleurs pour une déclaration qui, malgré quelques concessions de façade, maintenait la ségrégation dans les forces armées. La *N.A.A.C.P.* (qui l'eût cru!) fut critiquée comme « trop militante. » Au cours de l'émeute raciale de Harlem, en 1943, les staliniens prirent fait et cause pour les autorités de la ville et de l'Etat de New-York contre les masses populaires noires<sup>49</sup>.

Cette attitude déçut profondément les hommes de couleur et fit perdre aux staliniens, dans la communauté noire, des appuis qu'ils n'ont pas réussi à retrouver depuis. Les nègres, même les plus ignorants des causes théoriques des guerres modernes, étaient sceptiques à l'égard des buts de guerre « démocratiques » des États-Unis. Une croisade contre le fascisme devait, de leur point de vue, commencer *at home*, en Amérique même. Alors que les staliniens exigeaient d'eux un soutien inconditionnel de la guerre, ils étaient d'avis qu'ils devaient, pour le moins, *conditionner* leur participation à celle-ci et exiger, en contre-partie de leurs sacrifices, la pleine égalité de droits<sup>50</sup>. Le Parti Communiste, sous prétexte de gagner la guerre de la liberté, leur liait les pieds et les poings. Le *Chicago Defender*, un grand journal nègre, qui avait, dans le passé, sympathisé avec les staliniens, écrivit qu'ils avaient « manqué de parole » à ceux qui les considéraient comme des leaders et qu'« ils avaient détruit leur propre influence et celle des organisations qu'ils représentaient<sup>51</sup>. »

Depuis la guerre, les staliniens se sont efforcés d'effacer ce

pénible souvenir et de reconquérir la confiance des nègres. Ils n'y ont que très partiellement réussi. Les trémolos du populaire baryton noir Paul Robeson n'ont pu dissiper l'impression, fortement ancrée dans la conscience des noirs, que le Parti Communiste est une agence au service du gouvernement russe. Le courage physique dont Henry A. Wallace fit preuve au cours de sa tournée électorale dans le Sud attira, comme je l'ai dit \*, des sympathies nègres à son nouveau Parti — mais non des votes. Peut-être les noirs perçurent-ils que cette aventure politique, inspirée par Moscou, ne menait nulle part et qu'elle retardait, au lieu de la hâter, l'heure du large rassemblement des forces ouvrières et progressives <sup>52</sup>. Enfin, la gigantesque offensive anticommuniste déclenchée récemment par la classe dirigeante, en vue de la préparation idéologique de la prochaine guerre, a réduit considérablement l'influence des staliniens, dans la communauté nègre comme dans les autres sections de la société américaine.

\* \*  
\* \* \*

Malgré les insuffisances, les erreurs, les inconséquences, les hauts et les bas des mouvements d'émancipation nègres, des libéraux comme des radicaux, la lutte contre *Jim Crow* continue et s'intensifie. L'expérience de deux guerres mondiales, l'exode de la campagne vers l'industrie ont précipité le mûrissement de la conscience nègre. Au fur et à mesure que les années passent, l'impatience des noirs et leur combativité augmentent. La température monte, elle se rapproche du point d'ébullition.

Tous les observateurs sont d'accord à ce sujet. Franck Louis Schoell, dès 1929, se montrait frappé par l'« éveil nègre <sup>53</sup> ». Myrdal remarque : « L'Amérique ne pourra plus jamais considérer ses nègres comme une minorité patiente et soumise. Les nègres accepteront de moins en moins leur sort. Ils s'organiseront pour la défense et l'attaque. Ils seront de plus en plus bruyants. Ils guetteront les occasions avec plus d'acuité <sup>54</sup>. » La dernière guerre a donné un puissant coup de fouet à leur volonté d'émancipation. Les auteurs de *Black Metropolis* écrivent : « La guerre a changé entièrement le cours des relations raciales et obligé l'Amérique à faire face aux contradictions dans notre civilisation, d'une façon et à un degré tels

\* Voir plus haut, p. 188.

qu'il n'est plus possible pour les nègres comme pour les blancs de les éluder plus longtemps... La guerre a transformé le problème nègre, presque instantanément, d'une difficulté sociale chronique, que les optimistes espéraient résoudre par le temps et l'éducation, en une crise dans notre vie nationale. » Et ils prédisent qu'un « radicalisme racial », « de gigantesques proportions », pourrait bien surgir dans la communauté noire si les nègres s'apercevaient que la deuxième guerre mondiale a libéré le monde mais n'a pas fait « avancer la race<sup>55</sup>. »

Malcolm Ross, qui fut un des créateurs du *F.E.P.C.*, écrit que « les nègres de 1941 n'étaient plus le petit groupe soumis et tenant le chapeau à la main, qu'ils avaient été vingt-cinq ans auparavant. » Ils ont maintenant, dit-il, une « direction militante<sup>56</sup>. »

Robert Weaver, qui occupa lui aussi un poste officiel pendant la guerre, déclare que les nègres sont arrivés à maturité. Ils se méfient des promesses et exigent des résultats concrets. Ils ont cessé d'être patients<sup>57</sup>. Bucklin Moon note : « Plus nous tarderons, plus violente sera l'explosion, car les nègres sont aussi décidés à renverser les murailles de la ségrégation que les blancs semblent décidés à les maintenir<sup>58</sup>. »

Au cours des dernières années, les nègres ont donné de multiples preuves de leur humeur belliqueuse. L'émeute de 1943, à Harlem, ne fut pas, comme les précédentes, une rixe interraciale, mais une rébellion de la communauté noire \*. Tout récemment, à Winston-Salem (Caroline du Nord), des nègres attaquèrent et menacèrent de lyncher un blanc qui avait tiré sur une jeune noire, la blessant gravement<sup>59</sup>. De jeunes étudiants noirs du collège de Talladega (Alabama) m'ont raconté, en 1948, que, depuis que le *Ku-Klux-Klan* planta, par surprise, une croix de feu au beau milieu de l'établissement, ils dormaient avec des pistolets chargés sous leurs oreillers, prêts, à la première occasion, à s'en servir.

Mais, de tous les symptômes, le plus significatif peut-être est la tendance des nègres à rechercher, pour la défense et l'attaque, l'appui des blancs victimes des mêmes oppresseurs et décidés à mener avec eux le même combat. Comme l'écrivent les auteurs de *Black Metropolis*, « les nègres ont rompu avec leur mentalité de caste, ont dépassé leur point de vue pure-

\* Voir plus haut, p. 172.

ment racial — qui ne pouvait les conduire qu'au désespoir — et commencé à identifier leur position dans la société... avec celle de tous les déshérités <sup>60</sup>. »

L'alliance des blancs et des noirs dans une organisation révolutionnaire comme le Parti Communiste a été seulement symbolique, elle n'a été qu'un signe précurseur de cette évolution. Pour les raisons qui ont été indiquées, l'immense majorité des masses populaires blanches et des masses populaires noires n'y ont pas pris part. Il me reste maintenant à étudier les symptômes et les possibilités d'une alliance entre exploités blancs et noirs à l'échelle des masses.

## 4

Nègres et « pauvres blancs ». Nous abordons ici un problème extrêmement vaste et complexe. Les rapports entre masses populaires noires et masses populaires blanches sont une question si épineuse et si controversée qu'on ne peut la toucher sans la traiter à fond. Le lecteur m'excusera si je dois l'entraîner à nouveau dans d'assez longs rappels historiques. Ici encore, impossible de déchiffrer l'avenir sans avoir une notion exacte du passé.

Le problème se complique du fait que les noirs ont eu affaire à deux groupes bien distincts de masses populaires blanches : les ruraux du Sud, qu'on appelle aux Etats-Unis « pauvres blancs », et les travailleurs salariés résidant surtout dans le Nord. L'industrialisation assez récente du Sud tend d'ailleurs à fusionner les deux catégories.

Je commencerai par les rapports entre nègres et « pauvres blancs » dans le Sud. Je montrerai comment les exploités « sudistes » ont alimenté le préjugé racial des « pauvres blancs » et joué les deux races l'une contre l'autre; ensuite, me tournant vers l'avenir, je rechercherai dans quelle mesure un front unique des ruraux, blancs et noirs, est susceptible de se former dans cette région où vit la grande majorité des nègres américains.

Au seuil de cet exposé, commençons par déblayer un mensonge. Le mensonge est embusqué dans tous les recoins de l'histoire américaine (comme de toute histoire). Les mêmes planteurs qui avaient intérêt à faire passer leurs esclaves

nègres pour des animaux \* éprouvèrent le besoin d'attribuer à ceux qu'ils avaient réduits à la triste condition de « pauvres blancs » une origine *inférieure*. Une légende fut fabriquée de toutes pièces, selon laquelle les « pauvres blancs » seraient des descendants « dégénérés » et « immoraux » de condamnés de droit commun et de serviteurs contractuels, de la « lie » des faubourgs d'Europe. La respectable race blanche qui domine le Sud serait fondée à répudier toute parenté raciale avec ce « rebut <sup>1</sup> ». La vérité est, bien entendu, tout autre \*\*. Les premiers colons utilisèrent, comme nous l'avons vu \*\*\*, une main-d'œuvre « pénale » ou contractuelle. Mais la postérité de celle-ci s'est fondue avec le reste de la population. Et les « pauvres blancs » actuels ne proviennent pas d'une souche différente de celle des planteurs. Ils portent les mêmes noms anglo-saxons. Ils ont souvent avec eux des liens de parenté éloignée. La seule différence est qu'ils ont moins bien réussi qu'eux dans la lutte pour la vie. Ils sont, très exactement, des *parents pauvres*. Au fur et à mesure que le système des plantations esclavagistes s'est développé dans les riches plaines côtières, ils ont été refoulés inexorablement vers les terres les moins fertiles de l'intérieur, vers les montagnes. Puis quand les planteurs, ayant épuisé le sol, se sont déplacés vers l'Ouest avec leurs esclaves, les « pauvres blancs » ont hérité de ces terres infertiles et délaissées. Ne pouvant lutter à armes égales contre la concurrence des grandes plantations esclavagistes, ils ont été voués à une existence précaire et souvent misérable <sup>3</sup>.

Cette origine explique l'attitude sociale ambivalente des « pauvres blancs », partagés entre deux sentiments également profonds : *sentiment de classe*, l'hostilité à l'égard des planteurs; *sentiment racial*, l'hostilité à l'égard des nègres. Victimes du système de l'esclavage, ils détestaient à la fois les esclavagistes et les esclaves. Mais, de bonne heure, les planteurs s'efforcèrent de neutraliser la première de ces deux haines en attisant la seconde <sup>4</sup>. Ils avaient plus d'un atout dans leur jeu. Tout d'abord, ils n'exploitaient pas *directement* les « pauvres

\* Voir plus haut, p. 142.

\*\* On peut regretter que cette légende ait trouvé asile dans des ouvrages publiés en France tels que *La Guerre de Sécession*, de Pierre Belperron et *La Route de la Liberté*, de Howard Fast, dont le traducteur a eu la fâcheuse idée d'emprunter sa « notice explicative et historique » à Belperron<sup>2</sup>.

\*\*\* Voir plus haut, p. 139.

blancs »; ils leur avaient laissé, si maigres fussent-ils, des moyens de subsistance, et l'illusion de l'indépendance; ensuite, tout en maintenant les distances qu'ils avaient mises entre eux et les plus déchus de leurs frères de race, ils offrirent aux « pauvres blancs » une fiche de consolation : la fierté d'appartenir, comme eux, à la race blanche, à la race « supérieure »; enfin, la classe des planteurs n'était pas une aristocratie fermée du type européen; bien qu'elle eût tendance, dans les années où le Coton fut Roi, à se solidifier de plus en plus, elle n'en conserva pas moins certains traits démocratiques; elle laissa ses portes entr'ouvertes aux « parents pauvres », admettant les moins déshérités d'entre eux \* à participer, dans une certaine mesure, à sa vie sociale et les abusant de l'espérance que, s'ils gagnaient suffisamment d'argent, ils auraient accès dans ses rangs. Du Bois observe que l'antagonisme entre les planteurs et la masse des « pauvres blancs » fut partiellement amorti par cette classe moyenne de « pauvres blancs » en voie de formation <sup>6</sup>.

Mais les artifices mis en œuvre par les planteurs pour se concilier les « pauvres blancs » ne réussirent qu'imparfaitement à cimenter la solidarité blanche. L'antagonisme de classes ne fut pas complètement détourné en antagonisme racial. Aptheker produit un certain nombre de documents prouvant qu'à la veille de la guerre de Sécession, les maîtres du Sud voyaient poindre avec inquiétude un front commun entre « bas peuple blanc » et esclaves nègres <sup>7</sup>.

Sur la question même de l'abolition de l'esclavage, les « pauvres blancs » étaient partagés entre des sentiments contradictoires : d'un côté, ils haïssaient une institution qui leur portait préjudice; de l'autre, ils demeuraient liés par des liens de

\* On peut, en effet, distinguer, au temps de l'esclavage, trois catégories de « pauvres blancs » :

1° au sommet de l'échelle : une *yeomanry*, ou classe de petits paysans propriétaires, qui caressaient l'illusion de pouvoir acquérir un nègre;

2° une classe de parasites du système esclavagiste, vivant au pourtour des plantations et en recueillant les miettes, parmi lesquels les planteurs recrutèrent leurs contre-maîtres et leurs surveillants;

3° une classe de montagnards beaucoup plus primitifs, isolés du monde extérieur, vivant de la chasse et de la culture de terres submarginales.

Il semble que l'expression « pauvres blancs » ait désigné uniquement, à l'origine, ces deux dernières catégories. Mais, par extension, on l'a appliquée à tous les petits agriculteurs blancs du Sud ne faisant pas partie de la classe des planteurs<sup>8</sup>.

solidarité raciale avec les planteurs et ils redoutaient la concurrence que leur feraient les nègres une fois affranchis<sup>8</sup>. Mais, au cours de la guerre, le premier de ces deux sentiments finit par l'emporter, surtout parmi les couches inférieures des « pauvres blancs ». La conviction, affirme Beard, grandit parmi les petits fermiers du haut-pays que le gouvernement sudiste était un instrument au service des propriétaires d'esclaves et que la guerre était « une guerre pour les riches faite par les pauvres ». La loi qui exonérait du service militaire obligatoire les propriétaires d'au moins vingt esclaves (chiffre réduit, plus tard, à quinze) acheva d'indisposer contre la Confédération les « pauvres blancs ». Dans les régions montagneuses de Virginia, de Tennessee, de North Carolina, de Mississipi, la résistance à la guerre fit tache d'huile et prit parfois la forme d'une rébellion ouverte. Si la solidarité blanche explique que la Confédération ait pu prolonger si longtemps une lutte inégale avec le Nord, la désaffection des « pauvres blancs » fut un des facteurs déterminants de l'effondrement final du camp sudiste<sup>9</sup>.

Pendant la période révolutionnaire dite de la *Reconstruction*, les nègres et les « pauvres blancs » composèrent ensemble, dans des proportions qui varièrent selon les Etats, les diverses assemblées constituantes et les sociétés populaires qui établirent dans le Sud les fondements d'une nouvelle démocratie\*. Allen estime qu'un tiers de la population blanche du haut-pays participait, en 1866, aux *Union Leagues*. Mais le front unique entre blancs et noirs, s'il fut réellement scellé, ne le fut que d'une façon imparfaite. Les « pauvres blancs » continuèrent à être partagés entre des attitudes contradictoires. D'un côté, la *Reconstruction* leur apporta des avantages incontestables. Du Bois observe qu'ils furent redevables à l'électeur nègre et à ses protecteurs d'un droit de vote plus général, de la possibilité d'exercer des fonctions publiques et de s'instruire, privilèges que le planteur leur avait toujours déniés. Beard souligne que l'abolition de l'esclavage changea le statut du fermier blanc d'une façon qui présente une analogie intéressante avec le changement de position de la paysannerie française au cours de la Révolution de 1789. Là où les plantations furent divisées et vendues en petites parcelles, le petit fermier blanc acheta la terre. En outre, l'abolition de

\* Voir plus haut, p. 149.



l'esclavage permit un développement plus libre de l'agriculture, ainsi que l'extension des marchés urbains. Les « pauvres blancs » se montrèrent décidés à consolider leurs conquêtes et opposés au rétablissement d'un pouvoir politique basé sur un système de grandes plantations. Mais, d'un autre côté, ces avantages mêmes tendirent à créer entre les « pauvres blancs » enrichis et promus au rang d'une petite bourgeoisie rurale une différenciation d'intérêts avec les affranchis nègres. Ceux-ci, on l'a vu, n'avaient pas obtenu la terre et demeuraient des espèces de prolétaires : des *sharecroppers*. Une véritable alliance entre nègres et « pauvres blancs », reposant sur une communauté d'intérêts économiques, n'aurait pu être cimentée que si les plantations avaient été confisquées et partagées entre les petits agriculteurs des deux races. Mais la révolution, précisément parce qu'on voulut prévenir cette alliance, n'alla pas jusque là : et la différenciation d'intérêts entre les nègres et la classe moyenne des « pauvres blancs » tendit à prolonger les préjugés raciaux nés au temps de l'esclavage. Par ailleurs, les plus pauvres des « pauvres blancs » s'insurgèrent à l'idée d'avoir à affronter le nègre comme concurrent sur le marché du travail rural et de voir éventuellement celui-ci accéder à un statut supérieur au leur. En outre, les « pauvres blancs » appréhendaient que l'accès des nègres aux urnes ne permit aux planteurs de restaurer leur domination politique en contrôlant le vote de leurs anciens esclaves. Enfin, si la législation de la *Reconstruction* favorisa, comme on l'a dit, les petits fermiers, la politique douanière, fiscale et financière du gouvernement fédéral, dominé par le Grand Capital, la protection scandaleuse qu'il accorda aux compagnies de chemins de fer, tendirent à indisposer les « pauvres blancs » du Sud contre le nouveau régime et contre le Parti Républicain <sup>10</sup>.

Bien que l'alliance des noirs et des « pauvres blancs » n'ait revêtu que des formes embryonnaires et incomplètes, elle n'en effraya pas moins les possédants du Sud. « L'important, écrit Bucklin Moon, est que nègres et blancs collaborèrent — sinon avec un amour fraternel, du moins sans trop de frictions. L'effet que cette collaboration dut produire sur l'aristocratie n'est pas difficile à imaginer, car ceux qui avaient détenu le pouvoir ne craignaient rien tant que de voir le pauvre blanc et le nègre faire cause politique commune <sup>11</sup>. » Hesseltine cite un texte dans lequel s'étale l'angoisse d'un observateur poli-

tique de Georgia. Celui-ci craint que, si les « pauvres blancs » de cet Etat s'unissent aux noirs, « on ne se trouve en présence d'une masse si large d'ignorance qu'associée pour une action politique quelconque, elle balayerait toute opposition que la classe instruite pourrait former. » Et l'observateur ajoute : « Beaucoup d'hommes avisés appréhendent que les électeurs ignorants ne constituent, dans l'avenir, un parti à eux, aussi dangereux pour les intérêts de la société que les communistes en France <sup>12</sup>. »

Il n'y avait qu'un moyen d'écraser dans son œuf cette coalition menaçante, c'était de rassembler les blancs, pauvres et riches, en dépit de leurs intérêts économiques divergents, autour du mot d'ordre de la « race ». On ne pouvait prévenir le front unique des pauvres (blancs et noirs) contre leurs communs exploités qu'en scellant la prétendue communauté du sang blanc <sup>13</sup>. Le compromis de 1876-1877 rompit l'association temporaire et plus ou moins boiteuse qui avait, sur le plan législatif, fait collaborer les fermiers blancs des régions montagneuses du Sud avec les masses nègres. Les « pauvres blancs », aigris contre le gouvernement fédéral et le Parti Républicain, et chez lesquels il ne fut pas trop difficile de réveiller le préjugé anti-nègre, se laissèrent entraîner à nouveau (bien que sans enthousiasme) dans le sillage des planteurs <sup>14</sup>.

A ces parias de la société américaine, le dogme de la « suprématie blanche » fut offert comme une consolation et une compensation. La fierté d'appartenir à une race « supérieure » fit oublier aux moins favorisés d'entre eux (ou plus exactement : avait pour but de leur faire oublier) leurs conditions de vie misérables, leurs sordides cabanes, leur nourriture grossière, les maladies qui les rongeaient. La peau blanche, écrit Lillian Smith, « devint la propriété la plus précieuse du pauvre blanc, un symbole de self-estime et de sécurité psychique », le préjugé racial une « drogue » dont on grisa ces malheureux afin qu'ils ne prissent pas conscience de leur exploitation. La « ségrégation » n'eut pas seulement pour but d'empêcher, comme nous l'avons vu \*, les contacts entre les deux races, elle fut aussi une « arme irrationnelle », destinée à rappeler à chaque instant au « pauvre blanc » sa supériorité raciale

\* Voir p. 152.

et à lui prouver, dans toutes les circonstances de la vie, que, s'il n'était pas favorisé par le sort, le nègre l'était encore moins <sup>15</sup>. Enfin les excitations racistes, auxquelles furent soumis les « pauvres blancs », ne servirent pas seulement à procurer aux maîtres du Sud les troupes de choc dont ils avaient besoin pour « remettre les nègres à leur place » ; les actes de violence et de terreur furent aussi suggérés aux « pauvres blancs » pour leur offrir un exutoire à leur colère refoulée, à leur frustration. Tuer un nègre leur faisait passer l'idée de tuer un riche. Les hautes œuvres que les « Bourbons » répugnaient à exécuter eux-mêmes furent confiées aux déshérités de leur race. Comme le déclara Henry A. Wallace dans un discours, « ils ne pratiquent pas personnellement le lynchage... de même qu'ils ne participent pas personnellement aux guerres dont ils tirent profit. Mais ils excitent les passions d'autrui. Ils ont trouvé d'autres gens pour faire leur sale besogne <sup>16</sup>. » Le *Ku-Klux-Klan*, financé par les riches, recruta surtout parmi les « pauvres blancs » des hautes régions. Il procura à ces derniers, note Hesseltine, « des occasions renouvelées de tirer vengeance de leurs voisins nègres <sup>17</sup> ». La similitude avec le fascisme est frappante : de même que la fureur des paupérisés du Troisième Reich fut détournée contre les juifs, celle des « ventres creux » du Sud le fut contre les noirs. Mais qui, en Amérique comme en Allemagne hitlérienne, porte la véritable responsabilité des pogromes ? Les humbles agents d'exécution du crime ou ses initiateurs occultes ? Cox admet que les « pauvres blancs » jouent un rôle de premier plan dans les grandes chasses à l'homme et les lynchages ; cependant, observe-t-il, « ce serait une erreur énorme que de leur attribuer l'initiative de l'antagonisme racial dans le Sud <sup>18</sup> ».

Le « pauvre blanc » d'après la *Reconstruction* demeurait un personnage ambivalent. Sa haine du riche sommeillait sous sa haine du noir. Et quand elle se réveillait, il s'étonnait lui-même d'éprouver un sentiment de solidarité à l'égard du pauvre bougre de couleur qu'il rêvait, la veille encore, de lyncher. C'est ce qui se produisit dans les années 1890, quand la terreur blanche, qui avait suivi le compromis de 1876-1877, fut brusquement interrompue par l'explosion du Populisme.

Le Populisme, on le sait \*, fut une révolte de petits et moyens

\* Voir plus haut, p. 102-104.

fermiers contre le grand capital du Nord et ses alliés dans le Sud : planteurs et capitalistes urbains, qu'on appelle aux États-Unis les « Bourbons ». Il fut, notamment, une réaction agrarienne contre la campagne en faveur de l'industrialisation du *New South*, lancée entre 1880 et 1890 par Henry Grady<sup>19</sup>, un sursaut de colère paysanne contre les « nouveaux messieurs » des villes. Il recruta surtout parmi les « pauvres blancs » du haut-pays. Ceux-ci oublièrent avec une aisance surprenante la haine de race pour la haine de classe. Sur le plan économique une collaboration étroite s'établit entre l'Alliance des fermiers blancs du Sud et une organisation parallèle de fermiers noirs qui groupa, à son apogée, plus d'un million de membres<sup>20</sup>. Sur le plan politique, le *People's Party* comprit qu'il ne pourrait se tailler une place aux dépens du Parti Démocrate que s'il obtenait les suffrages des noirs. Il défendit donc avec énergie le droit de vote des nègres. Les « pauvres blancs » approuvèrent en général cette attitude, car ils avaient découvert que les artifices imaginés par les « Bourbons » pour écarter les noirs des urnes avaient aussi pour résultat de priver du droit de vote nombre de blancs pauvres et illettrés. Dans les comités électoraux du parti, les nègres furent admis aux côtés des blancs. Des réunions électorales furent tenues, au cours desquelles des orateurs noirs haranguèrent des audiences mixtes. Des nègres furent agréés comme candidats du Parti et élus à des fonctions publiques. C'est ainsi que, dans plus de cinquante comtés de Caroline du Nord, des magistrats noirs furent désignés par le corps électoral et eurent, dans l'exercice de leurs fonctions, à juger des hommes blancs et même des femmes blanches. Des inspecteurs noirs visitèrent les écoles blanches et donnèrent leurs instructions à des institutrices blanches, etc., etc.<sup>21</sup>.

Dans le programme du Parti en Alabama, pour les élections de 1892, on put lire ce passage : « Nous sommes pour la protection de la race noire dans ses droits légaux et pour que lui soient accordés encouragement et aide afin qu'elle atteigne un degré plus élevé de civilisation et de citoyenneté, et que, traitée avec bonté, équité et justice, une meilleure entente et des relations plus satisfaisantes puissent exister entre les deux races<sup>22</sup>. »

Le fougueux leader du Parti Populiste dans le Sud, une des figures les plus originales de la politique américaine,

Tom Watson, ne cessa de répéter aux blancs et aux noirs qu'ils avaient des intérêts communs et un ennemi commun. « L'accident de la couleur, déclara-t-il, ne peut créer aucune différence d'intérêts entre fermiers, métayers et journaliers<sup>23</sup>. » Et, s'adressant aux opprimés des deux races, il leur désigna du doigt les véritables auteurs du préjugé racial : « *On vous fait vous haïr les uns les autres, parce que cette haine est la clé de voûte du despotisme financier qui vous asservit les uns et les autres*<sup>24</sup>. »

Ce langage inusité fut entendu de nombreux « pauvres blancs ». Et l'on vit en Georgia (oui, en Georgia!) quelque deux mille fermiers blancs armés accourir de très loin à cheval pour sauver du lynchage un jeune pasteur nègre, qui avait fait campagne en faveur de Watson<sup>25</sup>. La nuit du moyen âge avait brusquement fait place au jour. « Jamais auparavant, jamais depuis, écrit Woodward, les deux races ne sont parvenues si près l'une de l'autre dans le Sud<sup>26</sup>. »

Mais le cyclone populiste fut de courte durée. Certains historiens prétendent que le *People's Party* s'effondra dans le Sud parce que ses propres partisans tournèrent casaque, de peur de ressusciter le « péril noir » et parce que, chez les « pauvres blancs », la haine du nègre l'emporta, en fin de compte, sur la haine de classe<sup>27</sup>. Cette explication me paraît tendancieuse. C'est au sommet que la désagrégation du *People's Party* commença, lorsque ses dirigeants laissèrent capter le mouvement par le Parti Démocrate, lui enlevant ainsi sa raison d'être et semant la démoralisation parmi ses troupes\*. Dans le Sud, la débandade du Parti fut hâtée par les coups « sauvages » que lui porta la coalition des possédants. Terrifiés par la répétition d'une alliance entre nègres et « pauvres blancs », les « Bourbons » employèrent tous les moyens (fraude électorale, pression économique, intimidation, terreur) pour venir à bout du Populisme. Et lorsqu'ils l'eurent mis hors de combat, la contre-révolution anti-nègre, un instant interrompue, reprit de plus belle. Tout fut mis en œuvre pour empêcher les nègres de voter et pour les séparer, par un fossé plus infranchissable encore qu'auparavant, de leurs frères de misère blancs. Les initiateurs de cette nouvelle vague

---

\* Voir p. 104, 107.

de *disfranchisement* furent les « Bourbons » et non les « pauvres blancs »<sup>28</sup>.

Le Populisme laissa néanmoins des traces très profondes dans le Sud. La haine de classe des « pauvres blancs » à l'égard de la coalition des planteurs et des capitalistes urbains, qui s'était exprimée avec tant de vigueur dans l'éphémère *People's Party*, y demeura virulente. Il suffit de gratter la surface pour retrouver, aujourd'hui encore, sous l'apparente homogénéité du « parti unique », une forte tradition de libéralisme agrarien<sup>29</sup>. Les « Bourbons » durent recourir à de nouveaux moyens pour neutraliser et dériver ce courant. D'une part, ils poussèrent l'excitation anti-nègre jusqu'au paroxysme; d'autre part, ils retirèrent de l'avant-scène les représentants des familles riches et présentèrent au corps électoral un personnel politique d'un type nouveau, plébien et outrancier : les « démagogues du Sud » se mirent à parler un langage emprunté au Populisme et flattèrent les rancunes de classe des « pauvres blancs ». Mais, en même temps, ils hurlèrent à la mort contre les nègres. Tom Watson, en personne, devint le prototype de ces sinistres histrions. Revenu au berceau du Parti Démocrate et, plus tard, élu sénateur, il s'assura les suffrages des petits fermiers blancs de Georgia par un mélange de pseudo-radicalisme, hérité de son passé populiste, et de frénésie raciste. A sa mort, il reçut — si paradoxal que cela puisse paraître — les hommages à la fois du *Ku-Klux-Klan* et du socialiste Eugene Debs<sup>30</sup>.

A l'école de Tom Watson furent formés des énergumènes tels que « Cotton Tom » Heflin en Alabama, Cole Blease et « Cotton » Ed Smith en South Carolina, James K. Vardaman et Theodore Bilbo en Mississippi, Eugene Talmadge en Georgia, Huey P. Long en Louisiane, Jeff Davis en Arkansas. « Ils représentaient, écrit Hesseltine..., les classes les plus pauvres de la population du Sud et faisaient campagne pour être désignés comme les candidats du Parti Démocrate contre les politiciens qui représentaient les planteurs-marchands, les banquiers et les industriels<sup>31</sup>. » Mais, comme le souligne Lillian Smith, le conflit entre ces deux groupes n'était qu'une « fausse bataille ». « Les démagogues étaient soutenus par le même groupe puissant de riches qui, depuis les années 1870, avait fait avaler au blanc rural la drogue de la suprématie blanche au lieu d'une véritable nourriture<sup>32</sup>. »

A ces rapports de classes s'est ajouté un facteur d'ordre géographique. Les éléments les plus hautement et directement intéressés à « maintenir les nègres à leur place » étaient les planteurs et capitalistes des régions dans lesquelles la population noire était la plus dense : la fameuse *Black Belt*. Cette « ceinture noire » dessine dans le Sud une sorte d'arc de cercle partant du delta du Mississipi et se déroulant à travers les plaines côtières en direction du Nord-Est. Elle couvre les terres les plus fertiles du Sud, celles sur lesquelles les planteurs esclavagistes avaient jeté, dès l'origine, leur dévolu, refoulant les « pauvres blancs » vers le haut-pays. On estime que 4 millions et demi de nègres, soit le tiers de la population noire totale des Etats-Unis, vivent dans cette « ceinture ». Dans 172 comtés de la *Black Belt*, au recensement de 1940, les nègres formaient la majorité de la population (63 % en moyenne). La *Black Belt* est l'épine dorsale du Sud; l'alliance de ses planteurs et des capitalistes des villes domine la vie politique de toute la région. Elle est le bastion de la « suprématie blanche ». Cependant, ce fait fondamental est dissimulé sous des apparences trompeuses. Les « Bourbons » de la *Black Belt*, se sachant l'objet de la suspicion et de la haine des « pauvres blancs » des régions montagneuses, préfèrent chauffer à blanc les passions racistes *par personnes interposées*. Ils confient ce soin à des politiciens se posant en porte-parole des « pauvres blancs » du haut-pays. On assiste donc à ce paradoxe, qui a dérouté plus d'un observateur politique du Sud : *les plus furieux des démagogues anti-nègres sont, en général, issus des régions où les « pauvres blancs » dominent, alors qu'au fond la haine du riche est plus ancrée chez le « pauvre blanc » que la haine raciale. Au contraire, les classes supérieures de la « ceinture noire », qui sont les véritables instigatrices et les bénéficiaires du racisme, se donnent l'apparence d'une attitude plus modérée à l'égard des nègres*<sup>33</sup>.

Dans aucun Etat, cette étrange situation n'apparaît avec autant d'évidence que dans le Mississipi. La région connue sous le nom de Delta (bien qu'elle soit éloignée de plusieurs centaines de kilomètres de l'embouchure du grand fleuve) et qui s'étend de Memphis à Vicksburg, bénéficie d'un sol extrêmement fertile, où le coton prospère. A elle seule, elle produit un dixième du coton américain. Elle est entièrement accaparée par une féodalité de planteurs possédant des plan-

tations de 2.000 à 15.000 hectares, et courbant sous son joug une population nègre qu'on évalue à près de 80 % de la population totale<sup>34</sup>. Le haut-pays de l'Etat de Mississipi forme, avec ce bas-pays, un étonnant contraste. On dirait « un autre monde ». Les collines sont peuplées de « pauvres blancs », petits propriétaires ou métayers. Le sol y est pauvre et peu rentable, les conditions d'existence misérables. Peu ou pas de nègres. Et, cependant, ce sont les suffrages de ce haut-pays qui ont porté au pouvoir les démagogues anti-nègres qui ont rendu le Mississipi tristement célèbre. Au contraire, les planteurs du Delta ont fait preuve de sentiments plutôt « humanitaires » à l'égard de leurs exploités noirs, insistant sur la nécessité de leur donner un minimum d'éducation et de qualification technique, et d'améliorer leur hygiène.

Cette apparente contradiction comporte pourtant une explication. Les « Bourbons » du Delta se sont livrés à une sorte de division du travail. Du point de vue technique, ils ont intérêt à relever la qualité de leur main-d'œuvre noire; du point de vue politique et social, ils ont intérêt, dans une région où les noirs forment la majorité de la population, à « maintenir les nègres à leur place ». Ils se sont donc réservé le beau rôle : la sollicitude paternaliste à l'égard des travailleurs de couleur. Quant au racisme, ils ont laissé les démagogues du haut-pays s'en souiller les mains, et ils ont fait ainsi d'une pierre deux coups : d'une part, le fanatisme racial contribue à maintenir le nègre du Mississipi dans la soumission; d'autre part, il offre au « pauvre blanc » un utile dérivatif.

Ce jeu subtil fut inauguré, au début du siècle, par James K. Vardaman. Il emprunta au Populisme ses thèmes les plus populaires : les diatribes contre les *corporations* capitalistes, l'exaltation de la cause du *common man*. « Les millionnaires, lança-t-il, produisent les pauvres. La concentration de la richesse entre les mains d'un petit nombre entretient la pauvreté et la déchéance du plus grand nombre. » En même temps, il aboya furieusement contre les nègres qu'il traita de « sauvages », ne méritant pas qu'on gaspillât de l'argent à les éduquer. Les représentants politiques du Delta lui reprochèrent avec dignité d'« agiter la question nègre pour des motifs sinistres. » Mais, en fait, Vardaman avait été élu gouver-



neur, en 1902, avec l'appui du Delta et il ne se maintint au pouvoir qu'avec son consentement tacite.

Theodore Bilbo emprunta à Vardaman ses procédés et les perfectionna. Lui aussi se posa en champion des pauvres diables du haut-pays. Il se réclama du Président Franklin Roosevelt. Il soutint les mesures progressives du *New Deal*. Il appuya la politique du gouvernement fédéral en faveur des petits métayers (que combattaient les planteurs du *Farm Bureau* \*). En même temps, il poussa l'hystérie anti-nègre jusqu'à un degré que n'atteignit aucun de ses émules. Il écrivit d'effroyables livres dans lesquels il tenta de persuader les Américains qu'ils étaient en danger d'être transformés en un peuple de bêtards. Il proposa de réexpédier les nègres en Afrique. Mais, en dépit des apparences, et malgré qu'il ait mis en déroute les candidats « honorables » présentés par les riches familles de planteurs, il ne fut jamais sérieusement en conflit avec le Delta. Comment, d'ailleurs, s'il en avait été autrement, aurait-il pu conserver son mandat sénatorial? Sans doute, l'extrême vulgarité de son agitation fit-elle prendre aux planteurs de petits airs choqués. Mais, comme l'observe V.O. Key Jr., il y avait entre le Delta et Bilbo « accord fondamental » sur la question nègre. A la fin de sa tumultueuse carrière, il y eut même « réconciliation » ouverte entre les « Bourbons » et le sénateur <sup>35</sup>.

En Georgia, le même scénario s'est déroulé à peu de chose près. Eugene Talmadge y fit sa carrière politique en courtoisant les petits fermiers blancs et en se présentant comme le champion des régions rurales déshéritées contre les capitalistes des villes. Il s'inscrivit lui aussi dans la tradition du Populisme. Il s'appropriä l'héritage de Tom Watson, toujours vivant parmi les « pauvres blancs » de cet Etat. Il tonna contre les *corporations*. Et il usa de la démagogie anti-nègre la plus outrancière. Les puissants groupes capitalistes de Georgia, les banquiers et producteurs de courant électrique d'Atlanta soutinrent avec empressement cet histrion qui les désignait pourtant à la vindicte publique. Comme l'écrit V.O. Key Jr., « les industriels, les banquiers, les dirigeants des *corporations* fournirent les fonds. Les fermiers

---

\* Voir plus haut, p. 89-90.

pauvres fournirent les votes. » Grâce à ce stratagème, les « pauvres blancs » furent attachés au char des « Bourbons. » La comédie continue, puisque, aujourd'hui, Hermann Talmadge, le fils d'Eugene, gouverne, en usant des mêmes artifices, l'Etat de Georgia<sup>36</sup>.

En Louisiane, les choses se passèrent de façon un peu différente. Mais le mécanisme essentiel de l'opération fut le même. L'originalité de Huey P. Long résida seulement dans le fait que, pour obtenir l'appui des « pauvres blancs » de son Etat, il dut pousser la démagogie sociale un peu plus loin que Vardaman, Bilbo et Talmadge, l'hystérie anti-nègre un peu moins loin. En effet, l'oligarchie capitaliste de Louisiane (sociétés pétrolières, armateurs, planteurs de canne à sucre et de coton) avait régné avec une telle dureté et une telle absence de scrupules, elle avait accaparé si totalement les richesses de l'Etat, elle avait laissé la majorité de la population croupir dans une condition si arriérée que le pauvre bougre ne pouvait être gagné que par un programme radical. Long ne se contenta pas de crier haro sur les *corporations* capitalistes, il s'imposa aussi par un certain nombre de réformes concrètes. Il construisit des routes et des ponts dans les régions les plus déshéritées. Il distribua gratuitement les livres scolaires. Il obligea les grandes sociétés à payer leur part d'impôts. Il écarta du pouvoir tous les représentants de l'oligarchie, s'assurant, par la corruption, la vénalité et la terreur une machine politique totalitaire. En même temps, s'il ne fit pas de racisme tapageur, il maintint avec rigidité le principe de la « suprématie blanche », tout comme les autres démagogues du Sud. Et il toucha, en sous-main, de larges subventions des trusts qu'il était censé avoir jugulés. Huey P. Long, en définitive, sauva l'oligarchie capitaliste de Louisiane en l'obligeant à jeter du lest et en la caporalisant. Empruntant au fascisme non seulement ces techniques mais aussi le truc de l' « homme providentiel », il réussit à susciter l'enthousiasme de « pauvres blancs » encore plus féroce-ment exploités que dans les autres Etats du Sud pour une cause dont l'objectif final était de prolonger l'existence de leurs pires ennemis. Aujourd'hui encore, la supercherie continue : la mémoire de Huey P. Long, assassiné en 1945, est révérée par les petites gens de Louisiane comme celle d'un dieu. La famille Long, grâce à son nom prestigieux, est de nouveau au

pouvoir. Le frère du défunt dictateur est gouverneur, le fils sénateur de Louisiane<sup>37</sup>.

\*  
\*\*

Ce rappel du passé nous amène à interroger l'avenir. Le « pauvre blanc » du Sud sera-t-il toujours la victime de la cynique escroquerie que commettent à son égard les « Bourbons »? N'arrivera-t-il jamais à exprimer ses griefs de classe d'une façon indépendante? Est-il *vraiment*, comme le prétendent André Siegfried, Gunnar Myrdal, et tant d'autres observateurs tendancieux, le « pire ennemi » du nègre<sup>38</sup>? Ou, au contraire, est-il un socialiste en puissance, et un allié du noir qui s'ignore?

Soulignons, pour commencer, que le « pauvre blanc » n'est pas un facteur social absolument statique. Au fur et à mesure que le Sud s'industrialise, il tend à se transformer, de petit fermier et de métayer, en salarié \*. Ou il abandonne la région ingrate dans laquelle il est né pour tenter sa chance, comme ouvrier, dans le Nord. Le destin du « pauvre blanc » tend, par suite, à se confondre avec celui du mouvement ouvrier dans son ensemble. Et son attitude à l'égard des possédants comme son attitude à l'égard du nègre est déterminée de plus en plus par l'orientation politique et raciale du *Labor*. Je crois préférable, pour la clarté de cet exposé, de traiter à part la question des rapports entre travailleurs blancs et travailleurs noirs, entre les syndicats ouvriers et le mouvement d'émancipation raciale des nègres. Pour le moment, je n'envisage que l'avenir du « pauvre blanc » non prolétarisé, du « pauvre blanc » rural, qui constitue, aujourd'hui encore, la majorité de la population blanche du Sud.

Sa haine du nègre prévaudra-t-elle toujours sur sa haine du riche? Il semble que les passions reposant sur des éléments irrationnels, sur des émotions, soient moins solides et moins durables que celles prenant leur appui sur des intérêts économiques stables. Les premières sont susceptibles de brusques retournements, comme on l'a vu pendant l'expérience mémorable du Populisme. Or, entre le nègre rural et le « pauvre blanc » rural, il n'y a plus aujourd'hui de conflit d'intérêt économique. Les facteurs qui, au temps de l'escla-

\* Voir plus haut, p. 47-48.

vage, ont dressé les « pauvres blancs » contre les noirs, qui, au temps de la *Reconstruction*, ont empêché l'alliance des deux races d'être complète, n'existent plus de nos jours. Petits fermiers et métayers, qu'ils soient blancs ou noirs, sont également pauvres, également exploités. Il est remarquable de voir comme ils font bon ménage, lorsque des groupements comme la *National Farmers Union* ou la *National Farm-Labor Union*, les organisent ensemble dans certaines régions du Sud. J'ai vu, personnellement, à Andalusia (Alabama) de petits agriculteurs blancs et noirs décharger ensemble des wagons d'engrais achetés par leur coopérative, afin de n'avoir pas à payer un tribut aux monopoles \*. On ne pouvait rien lire d'autre sur leur visage que la fierté tranquille que leur inspiraient leur initiative et leur solidarité. Le collaborateur du Professeur John Dollard, Leonard W. Doob, a fait des observations analogues : « Le fait, écrit-il, que des *outsiders* ont été capables de souder des *sharecroppers* et des fermiers locataires, aussi bien blancs que de couleur, dans des unions un peu partout dans le Sud démontre... que, convenablement orientée, la conscience de classe peut prévaloir sur celle de caste <sup>30</sup>. »

Au cours de sa patiente enquête dans une ville du Sud, cet universitaire a recueilli de multiples témoignages tendant à prouver que chez les « pauvres blancs » le préjugé racial à l'égard des nègres n'est pas aussi solide qu'on le suppose communément. « Du fait que les « pauvres blancs », écrit-il, par suite de leur position inférieure dans la société, ne peuvent pas exploiter la caste nègre sur le plan économique, ils ont peu d'avantages matériels à tirer de leur propre supériorité de caste. L'avantage de prestige qu'ils peuvent tirer des nègres, bien qu'il existe, est assez mince, du fait que la vie d'un pauvre blanc est tellement circonscrite par son effort en vue de se maintenir en vie... Si, d'un côté, les « pauvres blancs » se voient enseigner par les traditions culturelles du Sud que la caste nègre leur est inférieure à tous points de vue, d'un autre côté, il ne leur échappe pas que leur propre statut économique et social n'est pas le moins du monde supérieur et qu'ils ne peuvent donc jouer les seigneurs en haillons. Ils essayent, certes, de compenser cet état de choses en conservant leurs

\* Voir plus haut, p. 32.

distances sociales vis-à-vis du nègre et en perpétuant, dans la mesure du possible, l'idée « sudiste » de suprématie blanche; mais le résultat de cette politique n'est pas très satisfaisant pour eux; et, dans l'ensemble, par conséquent, ils sont devenus plus tolérants à l'égard des noirs. » Le Professeur Dollard, lui-même, va encore plus loin. Il n'hésite pas à écrire, en s'appuyant sur de nombreux sondages d'opinion dans une ville du Sud, que les blancs des basses classes *sympathisent* avec les nègres<sup>40</sup>.

Une enquête ouverte en 1939 par la revue *Fortune* a abouti à des conclusions analogues. Elle a permis d'établir que les individus à bas revenu avaient beaucoup moins de préjugé racial que ceux à revenu élevé. Parmi les adversaires de la « ségrégation », les pauvres étaient de 50 % plus nombreux que les riches. Sans doute cette enquête a-t-elle porté sur l'ensemble des Etats-Unis et non sur le seul Sud. Mais les indications qu'elle fournit méritent néanmoins d'être retenues<sup>41</sup>.

Un éminent journaliste noir, George S. Schuyler, qui, professionnellement, a été amené à étudier de près les manifestations du préjugé racial, affirme qu'en cette matière une minorité façonne les idées des masses, que les lois raciales ont été faites par une minorité et non par la majorité, que la « nérophobie est la philosophie de la classe dominante », et que « de toute évidence le préjugé de couleur des masses n'est pas profondément enraciné. » Il y a toujours eu, selon lui, une tendance naturelle à la fraternisation au sein du peuple, quelle que soit la couleur de la peau, et il en voit pour preuve la vigueur avec laquelle on s'est efforcé à travers l'histoire américaine de prévenir cette fraternisation<sup>42</sup>.

W. J. Cash, un fils du Sud, qui a écrit, sur la mentalité de sa région natale, un essai pénétrant, affirme que, « contrairement à une croyance populaire largement répandue, que le Sud lui-même a contribué à entretenir, la persistance du lynchage dans la région jusqu'à nos jours n'est pas due simplement et entièrement aux « pauvres blancs ». Au contraire, la part majeure de responsabilité... repose nettement sur les épaules des classes dirigeantes<sup>43</sup>. »

Un des plus récents observateurs du Sud, V.O. Key Jr., s'inscrit en faux contre la légende selon laquelle le « pauvre blanc » serait à l'origine de tous les troubles au sujet du nègre. Ce sont, en réalité, les riches blancs de la *Black Belt* qui sont

intéressés de la façon la plus pressante et la plus impérieuse au maintien de la ségrégation et de la discrimination raciales. Ce sont, au contraire, écrit-il, « les « pauvres blancs » qui soutiennent les candidats partisans d'une réduction des discriminations raciales et d'un allègement des tensions raciales <sup>44</sup>. »

Si le préjugé de couleur des « pauvres blancs », de l'avis de ces divers observateurs, n'est pas aussi ancré que beaucoup se l'imaginent, par contre une haine de classe refouée est solidement enracinée au fond de leur conscience, et elle pourrait, dans l'avenir, réserver des surprises. Dans la mesure même où leur hostilité à l'égard des nègres tend à s'affaiblir, leur colère à l'égard de la classe dominante, n'étant plus contenue par le dérivatif du fanatisme racial, tend à éclater <sup>45</sup>. Leonard W. Doob insiste, à maintes reprises, sur l'animosité que le « pauvre blanc » nourrit à l'égard de la classe des planteurs. A son avis les « pauvres blancs » sont prêts à suivre tout chef sachant faire appel à leur émotivité. « *Il est possible, écrit-il, que leur agressivité latente trouve une issue et se manifeste par de violentes attaques contre la classe des planteurs. Cette hypothèse n'est nullement exclue...* <sup>46</sup>. »

Les violentes grèves qui se sont déroulées, en 1929 et en 1934, dans l'industrie textile du Sud, et au cours desquelles les « pauvres blancs » se sont battus avec un acharnement extraordinaire, font penser qu'en effet l'hypothèse d'une soudaine explosion des « pauvres blancs » sur le plan de la lutte de classes n'est pas à rejeter <sup>47</sup>.

Mais divers facteurs la retardent. Tout d'abord, le caractère semi-féodal et archaïque du mode de production agricole dans le Sud, qui fait obstacle à l'éveil de la conscience de classe. Cependant, comme nous l'avons vu \*, le développement rapide de la mécanisation tend à désagréger le *sharecropping system*. Ensuite, la lenteur avec laquelle les organisations de fermiers pauvres, de métayers et de journaliers agricoles pénètrent dans les régions rurales du Sud. L'obstacle ne pourra être surmonté que quand ces organisations auront un programme consistant, des moyens d'action plus importants, et qu'elles disposeront de l'appui d'un mouvement ouvrier plus fort et mieux éclairé sur sa mission. Mais, les « pauvres blancs » ne parviendront à une pleine conscience

---

\* Voir p. 61-62.

de classe que lorsque, soumis à l'action révolutionnaire de l'industrialisation et de la mécanisation, ils passeront en plus grand nombre du secteur rural au secteur industriel. La ligne de démarcation de l'antagonisme économique ne sera clairement tracée que lorsqu'elle le sera entre employeurs et salariés. La solidarité entre blancs et noirs, dont la perspective épouvante les maîtres du Sud, ne s'épanouira pleinement que dans les syndicats ouvriers. Le problème des « pauvres blancs » et de leurs rapports avec les nègres rejoint ainsi celui du *Labor*, que je vais maintenant traiter.

## 5

**Les nègres et le mouvement ouvrier.**

J'en arrive au long et tragique malentendu qui a opposé, depuis qu'aux Etats-Unis des hommes vendent leur force de travail à d'autres hommes, salariés blancs et salariés noirs. Cette histoire se déroule, pour la plus large part, dans le Nord puisque c'est surtout dans le Nord que l'industrie a pris son essor et que la main-d'œuvre blanche s'est trouvée en compétition avec une main-d'œuvre de couleur *libre*. Mais elle eut aussi pour théâtre, bien que dans une moindre mesure, le Sud, où les ouvriers blancs étaient également en concurrence avec un certain nombre d'artisans noirs affranchis. L'étude que j'entreprends a été rendue difficile par le fait que les sources auxquelles il m'a fallu puiser sont presque toujours discordantes : les porte-parole du syndicalisme ouvrier et ceux de la race nègre, soucieux de défendre leur groupe respectif, présentent de cette histoire des versions qui, toutes deux, m'ont paru tendancieuses.

Dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle, des nègres affranchis affluèrent dans de grandes villes telles que New-York et Philadelphie, prêts à accepter les plus bas salaires et disputant les emplois à la classe inférieure de travailleurs blancs non qualifiés. Il en résulta une guerre de races. Les rixes se multiplièrent. A Cincinnati, en 1829, une meute de blancs blessa et tua des nègres affranchis et des esclaves fugitifs. A Philadelphie, de 1828 à 1840, on enregistra une série de conflits raciaux. Celui de 1834 prit les proportions d'une bataille rangée et dura trois jours. Le fait se répéta en 1835, en 1838, en 1842<sup>1</sup>.

Les ouvriers blancs essayaient, par tous les moyens, de restreindre ou de prévenir l'embauchage des nègres<sup>2</sup>. « Avant la guerre civile, écrit Magdeleine Paz, Nord et Sud s'entendent à faire obstacle à l'invasion de la « couleur » dans les métiers. Par une opposition ouverte, par des entraves déguisées, conscients ou inconscients, tous les efforts des blancs tendaient à barrer chacune des avenues ouvertes à l'expansion noire<sup>3</sup>. » En même temps, les travailleurs blancs se montraient peu disposés à prendre parti pour l'abolition de l'esclavage, par crainte de voir se multiplier le nombre des salariés noirs<sup>4</sup>.

Le comportement des abolitionnistes n'était pas fait pour dissiper leur méfiance. Ces derniers avaient peu de sympathie pour les travailleurs et ils condamnaient la lutte de classes naissante entre Capital et Travail. Dès les premiers numéros de son journal, *The Liberator*, parus en janvier 1831, William Lloyd Garrison, à l'occasion d'un meeting ouvrier à Boston, dénonça le mouvement ouvrier comme une conspiration organisée en vue « d'enflammer les esprits de notre classe laborieuse contre les plus opulents. » Les syndicats étaient, selon lui, « criminels au plus haut degré<sup>5</sup> ».

Les travailleurs s'irritèrent de voir les abolitionnistes « s'apitoyer en faveur de l'esclave du Sud mais disposés à écraser d'une main de fer le travailleur blanc du Nord<sup>6</sup>. » Leur émancipation leur parut plus importante que celle des esclaves nègres et ils craignirent qu'une campagne centrée uniquement autour de l'abolition de l'esclavage ne détournât l'attention de leur propre cause<sup>7</sup>. « Ils proclamaient, observe Magdeleine Paz, que le salariat et l'esclavage étaient étroitement apparentés, qu'ils étaient les aspects jumeaux d'une cause semblable. » « La première cause de l'esclavage réside dans la condition même de l'industrie, assuraient-ils; c'était cela qu'avant toutes choses il s'agissait de changer<sup>8</sup>. »

Ainsi, dès les débuts, le mouvement pour l'émancipation raciale et le mouvement pour l'émancipation sociale, qui auraient dû se conjuguer étroitement, prirent des routes divergentes. « Les abolitionnistes, écrit Du Bois, n'aperçurent pas la nouvelle subordination à laquelle le travailleur était assujéti par le capital organisé, tandis que les travailleurs ne comprirent pas que l'exclusion du programme ouvrier de quatre millions de travailleurs était une omission fatale. » Et, pourtant, observe le même auteur, l'union des deux mouvements



les eût rendus « irrésistibles ». « Ils exhibèrent des divergences fondamentales au lieu de devenir le grand parti unique du travail libre et de la terre libre<sup>9</sup>. »

\*  
\*\*

Les plus déshérités des travailleurs blancs du Nord étaient des immigrants irlandais. Leur destin n'était pas beaucoup moins tragique que celui des nègres. Ils avaient débarqué sur les rivages des Etats-Unis pour échapper à une oppression séculaire presque aussi dure que celle subie par les Africains. Et, dans les grandes villes du Nord où ils avaient à vendre leur force de travail, leur condition n'était guère plus favorable que celle des nègres. Ils étaient, comme eux, au dernier échelon de l'échelle sociale et devaient se contenter des emplois les plus bas et les plus mal rétribués. Au lieu de s'unir, ces deux groupes de déshérités se firent une concurrence acharnée et une guerre au couteau<sup>10</sup>.

En 1863, en pleine guerre de Sécession, une insurrection ouvrière éclata à New-York. Les travailleurs blancs, en majorité irlandais, furent pendant quelques jours maîtres de la cité. La violence de ce soulèvement et la sauvagerie avec laquelle il fut réprimé présentent quelques analogies avec la Commune de Paris. Certains de ses aspects permettent d'y discerner un épisode de la lutte de classes. Les ouvriers étaient las d'une guerre dont ils supportaient économiquement tous les frais et hostiles au service militaire obligatoire qui leur faisait verser leur sang pour les riches. Malheureusement ce conflit *social* se doubla d'un pogrome *racial*. Le gros commerce de New-York (à qui, au surplus, la guerre contre le Sud faisait perdre de l'argent) s'empressa de dériver la juste indignation des travailleurs contre leurs frères de couleur, plutôt que contre les capitalistes. Ainsi excités, les prolétaires irlandais attribuèrent aux nègres la responsabilité de la guerre et assouvirent, en même temps, un vieux ressentiment contre leurs concurrents sur le marché du travail : ils tuèrent tous les nègres qui leur tombèrent sous la main<sup>11</sup>.

Quand Lincoln fut assassiné, en 1865, les organisations irlandaises de New-York refusèrent de défilier avec les nègres et le conseil municipal n'admit pas ces derniers dans le cortège funèbre<sup>12</sup>.

La guerre de Sécession, comme le souligna une adresse de l'Association Internationale des Travailleurs portant la signature de Karl Marx, avait eu, « pour résultat immédiat, une détérioration de la condition du travailleur américain. » Tandis que le *Big Business* en avait retiré de fabuleux profits, l'inflation avait accru les souffrances des salariés. Cependant la guerre avait « offert une compensation dans l'émancipation des esclaves et l'impulsion ainsi donnée » à la lutte de classes ouvrière<sup>13</sup> \*. Hélas ! le mouvement ouvrier n'entendit guère ces paroles prêchées dans le désert. A part quelques rares exceptions, le contenu et la portée révolutionnaires de la *Reconstruction* \*\* lui échappèrent. Le malentendu continua qui, naguère, avait amené les premiers abolitionnistes et les premiers syndicalistes à se tourner le dos. Les ouvriers blancs du Nord ne comprirent pas le prodigieux bond en avant que représentait l'expérience de démocratie populaire instaurée dans le Sud, sous l'énergique direction de l'aile radicale du Parti Républicain : ils étaient occupés à combattre la nouvelle oligarchie industrielle qui, pour mater les planteurs du Sud, favorisait cette expérience. De leur côté, les républicains radicaux blancs, tels que Charles Sumner et Thaddeus Stevens, témoignèrent peu d'intérêt et de sympathie pour le *Labor*. Quant aux leaders nègres inféodés au Parti Républicain, ils ne comprirent pas combien le nouveau régime politique instauré dans le Sud était sous la dépendance de l'oligarchie capitaliste du Nord et, obnubilés par l'affranchissement politique de leur race, ils n'aperçurent pas la menace mortelle que faisait planer sur l'ensemble de la nation et sur eux-mêmes l'ascension foudroyante du capitalisme : ils devaient payer cher cette erreur, le jour où le *Big Business* les trahit, pour les livrer à la vengeance des « Bourbons » \*\*\*.

\* Dans cette remarquable Adresse, les intérêts à la fois respectifs et communs du mouvement ouvrier et du mouvement de libération des noirs étaient appréciés avec exactitude. Cependant, Karl Marx n'eut pas toujours une position aussi heureuse. En novembre 1864, il avait fait adopter par l'Internationale une lettre dithyrambique à Lincoln, félicitant celui-ci de sa réélection et le traitant (inexactement), de « fils de la classe ouvrière ». « Les travailleurs européens, y lisait-on, sentent distinctement que la bannière étoilée porte le destin de leur classe. » En présentant Lincoln comme le champion de la classe ouvrière parce qu'il avait émancipé les esclaves, Karl Marx perdait de vue le contenu de classe (bourgeois et capitaliste) du régime nordiste. Le club communiste de New-York protesta contre la lettre<sup>14</sup>.

\*\* Voir plus haut, p. 147-149.

\*\*\* Voir plus haut, p. 150-151.

Le *Labor*, croyant combattre ainsi l'oligarchie capitaliste, se lia les mains au Parti Démocrate, parti de la contre-révolution sudiste. Les noirs, croyant combattre ainsi la contre-révolution sudiste, se lièrent les mains au Parti Républicain, parti du Grand Capital triomphant. Ni les uns ni les autres ne saisirent l'occasion magnifique qui leur était donnée, au lendemain de la guerre de Sécession, de fonder un grand parti du Travail, vaste rassemblement des forces démocratiques et progressives, qui eût pu grouper à la fois les partisans de l'affranchissement politique des nègres, les syndicats ouvriers, les petits fermiers de l'Ouest et les « pauvres blancs » du Sud<sup>15</sup>. Cette carence historique, due aux conditions particulières du développement des forces sociales aux États-Unis, s'est perpétuée jusqu'à nos jours. C'est grâce à elle, pour une large part, que le *Big Business* est encore en selle aujourd'hui.

La centrale syndicale des années 1860 s'appelait *National Labor Union*. Elle avait des tendances radicales et internationalistes<sup>16</sup>. Elle avait noué des relations avec l'Association Internationale des Travailleurs. Elle menait la lutte pour la journée de huit heures. Son animateur, William H. Sylvis, avait, sur la question raciale, une position relativement progressive. Il était partisan de l'unité entre travailleurs blancs et noirs. Il était conscient de la nécessité de gagner les nègres à la cause du *Labor*. « Si nous pouvons réussir, déclara-t-il au cours d'un voyage dans le Sud, à les convaincre que c'est leur intérêt de faire cause commune avec nous..., nous aurons un pouvoir, dans cette partie du pays, qui ébranlera *Wall Street*. » Mais il ne sut pas présenter aux noirs un programme conforme à leurs aspirations démocratiques. Sa position sur la *Reconstruction* fut des plus timorées. Il se montra nettement hostile à la politique des républicains radicaux. Le contenu révolutionnaire de celle-ci lui échappa complètement. Et il couvrit d'injures le Congrès qui imposait, d'une main de fer, au Sud récalcitrant, cette grande transformation sociale<sup>17</sup>.

À la suite de Sylvis, le Congrès de 1867 de la *National Labor Union* comprit que seule l'organisation des noirs dans les syndicats ouvriers pouvait empêcher le patronat de les employer comme briseurs de grève : « Ou nous ferons d'eux nos amis, ou le capital se servira d'eux comme d'une arme contre nous. » Pourtant l'attitude des travailleurs blancs à l'égard de leurs frères de couleur restait hostile et la question brûlante de

l'admission des noirs était ajournée de congrès en congrès. C'est seulement à celui de 1869 que des délégués nègres furent admis et que l'organisation des travailleurs noirs reçut un commencement d'exécution. Mais, las d'attendre, les nègres constituèrent, à la fin de la même année, une centrale syndicale de couleur, en signe de protestation contre la discrimination que les syndicats blancs continuaient à exercer contre eux. Toutefois, la nouvelle organisation se considéra comme faisant partie de la *National Labor Union* et envoya des délégués à son congrès.

Mais, au congrès de 1870, le rapprochement entre les travailleurs des deux couleurs, à peine esquissé, fut arrêté net. La centrale syndicale blanche fit un pas en avant lorsque, s'affranchissant de la tutelle du Parti Démocrate, elle décida la création d'un parti travailliste; mais elle le fit sur un programme de réformes ouvrières qui ignorait les revendications spécifiques des nègres, telles que la protection de leurs droits civils et l'abolition de toute discrimination dans l'emploi et dans les salaires. De leur côté, les ouvriers nègres eurent le tort de ne pas saisir cette occasion de s'unir avec les ouvriers blancs pour une action politique indépendante. Ils se cramponnèrent au Parti Républicain, qui les avait affranchis. Le congrès de la *National Labor Union* refusa d'admettre un des leaders noirs de la *Reconstruction*, non parce qu'il était nègre, mais parce qu'il était un fonctionnaire du Parti Républicain. Un orateur nègre, également républicain, s'opposa véhémentement à la fondation d'un troisième parti et invita le congrès à s'affilier au Parti Républicain — ce qui revenait à demander aux ouvriers de rejoindre le parti du patronat. La centrale syndicale nègre, n'ayant pas obtenu gain de cause, rompit avec la *National Labor Union* et se transforma en une succursale nègre du Parti Républicain, ce qui devait provoquer sa désagrégation. Par la faute de l'un et de l'autre, le divorce entre le *Labor* et le mouvement d'émancipation noire était consommé<sup>18</sup>.

\*  
\*\*

Nous entrons maintenant dans les années sombres, où le *Big Business* triomphant instaure sa domination illimitée. Dans le Sud, les noirs sont trahis par le Parti Républicain et la contre-révolution balaie leurs conquêtes. Dans le Nord, la

grande industrie édifie ses bastions dans lesquels elle jette des cargaisons successives d'immigrants, non qualifiés et non organisés; elle exploite et entretient leurs particularismes nationaux, les isolant les uns des autres et les dressant les uns contre les autres. Et, pour achever de briser leurs vellétés de révolte, elle fait venir du Sud des wagons de prolétaires noirs, prêts à se contenter de salaires moindres que les blancs et à briser les grèves de ces derniers <sup>19</sup>.

Le fossé qui avait été creusé entre les deux races par les esclavagistes, servait on ne peut mieux les intérêts du patronat moderne. D'une part, la discrimination dans l'emploi \* incitait le travailleur noir à accepter avec empressement n'importe quel travail qui lui permettait de prendre pied dans l'industrie, fût-ce aux dépens des travailleurs blancs; d'autre part, le préjugé racial prévenait l'épanouissement d'une solidarité de classe entre ouvriers des deux couleurs. Pendant de longues années, les ouvriers nègres se familiarisèrent avec l'idée que la seule technique leur ouvrant les portes de l'industrie, qui leur étaient fermées à la fois par les employeurs et par les travailleurs blancs, c'était de faire les « jaunes ». Briser une grève était leur seule chance de renverser les barrières que leur opposait la discrimination. Et là où un employeur se montrait disposé à les embaucher de façon permanente, comme ce fut le cas de Pullman, ils avaient plus de sympathie pour le patron à qui ils devaient leur emploi que pour les syndicats ouvriers qui s'efforçaient d'empêcher qu'ils ne l'obtiennent <sup>20</sup>.

Quand l'*American Railway Union* d'Eugene Debs fut entraînée en 1894 dans la grève Pullman \*\*, les travailleurs noirs, au lieu de se solidariser avec les grévistes, firent les « jaunes ». Ils ne pardonnaient pas à l'organisation, qui était pourtant très progressive, d'exclure statutairement les nègres. Debs reconnut plus tard que la discrimination pratiquée par l'*Union* fut un des facteurs de sa défaite <sup>21</sup>.

Cependant, tous les syndicats ouvriers n'étaient pas hostiles aux travailleurs noirs. Les *Knights of Labor* croyaient à l'unité de la grande famille humaine. Ils accueillaient dans leur organisation toutes les nationalités, toutes les races, toutes les croyances, toutes les qualifications professionnelles. A leur

---

\* Voir plus haut, p. 201 *sqq.*

\*\* Vol. I, p. 102-108.

congrès de Richmond, ce fut une délégation de couleur qui introduisit le grand maître de l'Ordre, Terence V. Powderly. Les travailleurs noirs affluèrent et, à leur apogée, en 1886, les *Knights* comprenaient quelque soixante mille adhérents nègres<sup>22</sup>. Mais cette audacieuse tentative d'organisation des non-qualifiés de la grande industrie fit long feu. L'Ordre, on le sait \*, ne tarda pas à se désagréger, supplanté par le syndicalisme de métier et d'affaires de Samuel Gompers. L'*A.F.L.* s'abstint systématiquement d'organiser les secteurs de la production où avaient réussi à pénétrer les nègres et ferma jalousement ses unions d'ouvriers qualifiés aussi bien aux non-qualifiés blancs qu'aux noirs. Pendant plusieurs décades, les rapports entre le *Labor* et les ouvriers noirs se trouvèrent emprisonnés dans un cercle vicieux : la discrimination exercée par les travailleurs blancs acculait les nègres à jouer le rôle de briseurs de grève; et leur comportement de « jaunes » était invoqué avec empressement par les syndicats de métier pour justifier l'interdit dont ils frappaient les nègres.

Néanmoins, lorsque les syndicalistes se donnaient la peine de sortir de ce cercle vicieux, et de gagner la confiance des hommes de couleur, leurs efforts n'étaient pas toujours infructueux. C'est ainsi qu'au cours de la grève de l'acier, de 1901, trois cents nègres furent amenés par train d'Alabama par une aciérie des environs de Chicago. Quatre militants de la Fédération du Travail entrèrent en contact avec les noirs et leur expliquèrent l'enjeu réel de cette grève. Le résultat fut que les arrivants se refusèrent à faire les « jaunes » et que l'employeur dut les renvoyer à leur lieu d'origine<sup>23</sup>. De même, en 1919, à Bogalusa (Louisiane), le patronat de l'industrie du Bois contribua à rapprocher travailleurs blancs et noirs en faisant « froidement assassiner, à coups de revolver », trois blancs, parce qu'ils avaient courageusement accompagné dans les rues de la ville et protégé un nègre coupable de recruter des adhérents au syndicat mixte parmi ses frères de race. L'un de ces trois blancs était le président de la section locale de l'*American Federation of Labor*<sup>24</sup>.

Cependant, ce ne furent là que des cas exceptionnels, et le mouvement ouvrier dut payer cher l'égoïsme et l'hostilité dont les syndicats de métier faisaient preuve à l'égard des travail-

\* Vol. I, p. 93-96.

leurs noirs. Quand, au lendemain de la première guerre mondiale, sous l'impulsion de l'union des syndicats de Chicago, l'*A.F.L.* se décida (ou se résigna) à entreprendre l'organisation des masses non qualifiées de la grande industrie\*, elle buta contre l'obstacle de la main-d'œuvre nègre. La campagne d'organisation lancée à partir de 1917 dans les abattoirs de Chicago n'eut que peu de succès auprès des travailleurs noirs, qui représentaient pourtant un peu plus de 20 % des effectifs totaux de l'industrie. Un nègre au service du patronat organisa un syndicat « jaune » composé uniquement de noirs. Il bénéficia de l'appui de la petite bourgeoisie de couleur et de ses différents organes (presse, églises, professions libérales). Les organisateurs de l'*A.F.L.* commirent la faute de parquer les syndiqués noirs dans des sections syndicales séparées. Ils réussirent néanmoins à en recruter un certain nombre, mais l'émeute raciale qui éclata à Chicago en juin 1919\*\* mit brutalement fin à ces tentatives d'organisation de la main-d'œuvre noire<sup>25</sup>.

L'organisation de l'industrie de l'Acier se heurta aux mêmes difficultés. Au cours de la grande grève de 1919, les employeurs firent venir, du Sud, de trente à quarante mille briseurs de grève noirs. Tandis qu'une guerre de classes se déroulait entre les travailleurs et le patronat, une guerre de races mit aux prises, sur les piquets de grève, travailleurs noirs et travailleurs blancs. Le comité d'organisation témoigna peu de compréhension pour les problèmes spécifiques du recrutement des ouvriers nègres. Il lui semblait aller de soi que les nègres rejoindraient les syndicats ouvriers en même temps que les travailleurs blancs. S'attendre à ce qu'ils agissent de la sorte en vertu simplement du fait qu'ils étaient employés dans cette industrie, c'était ignorer l'*abc* du problème noir\*\*\*. La tension raciale atteignit un tel degré qu'il fallut tenir une conférence entre leaders ouvriers et leaders de la communauté noire. Mais les préventions que l'attitude discriminatoire de l'*A.F.L.* avait enracinées dans la conscience des nègres s'avérèrent plus fortes que ces tentatives de rapprochement. L'hostilité des noirs

---

\* Vol. I, p. 143-150.

\*\* Voir plus haut, p. 171.

\*\*\* Foster, bien que beaucoup plus libéral que les dirigeants de l'*A.F.L.*, ne comprit guère la mentalité des travailleurs nègres. Dans les livres qu'il a consacrés à ces grèves, il se montre partial et injuste à leur égard<sup>26</sup>.

contribua, pour une part non négligeable, à l'échec de la grève <sup>27</sup>.

\*  
\*\*

De nos jours encore, beaucoup de syndicats de métier discriminent les noirs. Un certain nombre d'entre eux (une trentaine) se refusent carrément à les admettre en vertu de clauses de leurs statuts ou par consentement tacite. Citons, parmi les plus importants, les principales Fraternités du Rail, les mécaniciens, les électriciens et les plombiers. D'autres ne les admettent que dans des organisations auxiliaires, tels que les forgerons et les chaudronniers <sup>28</sup>. Nombre de syndicats de métiers ont revêtu à l'origine — et les Fraternités du Rail ont conservé — la forme de sociétés fraternelles ou de secours mutuels : accepter les nègres eût été pour eux admettre que le noir est l'égal du blanc sur le plan social. C'était, évidemment, trop leur demander <sup>29</sup>!

Une des organisations qui poursuivirent avec le plus de persévérance une politique de discrimination raciale est la Fraternité des Chauffeurs et Mécaniciens, sans doute parce que les nègres étaient plus nombreux parmi les chauffeurs que dans les autres métiers du Rail. En 1909, elle déclencha une grève acharnée sur le *Georgia Railroad* en vue d'obtenir le remplacement des chauffeurs noirs par des blancs. L'ordonnance du 1<sup>er</sup> juin 1918, qui stipula que les nègres devaient être rétribués aux mêmes taux que les blancs, réduisit l'intérêt que les magnats du Rail avaient à embaucher des nègres.

Pendant la Grande Dépression, nombre de cheminots blancs furent licenciés et les clauses d'ancienneté favorisèrent les noirs engagés avant la première guerre mondiale, tandis que les blancs, plus récemment embauchés, étaient déclassés ou congédiés. Il en résulta une vive tension raciale dans les chemins de fer. Dix cheminots nègres furent assassinés et vingt et un blessés de 1931 à 1934 par leurs compagnons de travail blancs. Le nombre de chauffeurs nègres, qui était de 6.505 en 1920, tomba à 2.263 en 1940 (alors que la Fraternité des Chauffeurs comprend quelque cent mille membres). Sous la pression des Fraternités, aucun cheminot noir ne fut embauché sur les principaux réseaux américains depuis 1928. En 1940, 99,4 % des mécaniciens et 94,8 % des chauffeurs étaient blancs. Cette politique, si elle avait été poursuivie, aurait finalement



abouti à l'élimination totale des chauffeurs noirs. Le 18 février 1941, un accord passé entre les Fraternités intéressées et les réseaux stipula que les chauffeurs nègres ne pourraient, en aucun cas, être promus mécaniciens. C'est en vain qu'en 1943 le *F.E.P.C.* \* somma les réseaux et les Fraternités de mettre fin à cette discrimination. En 1944, la Cour Suprême la déclara illégale. Mais les employeurs aussi bien que les Fraternités firent la sourde oreille<sup>30</sup>. Le 15 décembre 1948, la Cour Suprême confirma sa décision<sup>31</sup>. Mais, sauf dans l'Etat de New-York où quelques progrès ont été accomplis grâce à l'intervention de l'Etat<sup>32</sup>, les nègres ne sont toujours pas admis dans les principales Fraternités. Et pourtant, en vertu du *Railway Labor Act* de 1928, ces organisations ont obtenu le privilège de représenter dans les négociations avec les employeurs tous les membres de la profession, blancs et noirs<sup>33</sup>.

Le Syndicat des Mécaniciens d'industrie (*International Association of Machinists*) a inclus dans son « rituel » une clause selon laquelle les membres ne peuvent présenter, pour admission dans l'organisation, que des mécaniciens blancs. Pendant la guerre, alors que le besoin de main-d'œuvre était impérieux, l'organisation s'entêta dans son attitude discriminatoire. En juillet 1941, la section syndicale *Boeing* (usine d'aviation) à Seattle, Etat de Washington, décida à l'unanimité d'admettre les noirs. Le bureau exécutif national du Syndicat annula cette décision. Pourtant, la section syndicale obtint gain de cause l'année suivante. Quand j'étais aux Etats-Unis, une bataille se déroulait à chaque congrès de l'*I.A.M.* pour l'abrogation du rituel raciste. Une forte minorité réclamait cette mesure, mais elle n'a pas encore obtenu gain de cause<sup>34</sup>.

Dans les syndicats du bâtiment, la discrimination continue de fleurir. Au cours de mon voyage dans le Sud, j'ai pu constater que, partout, les charpentiers noirs sont organisés dans des sections syndicales distinctes de celles des blancs. Ces derniers s'arrogent le monopole des négociations avec les employeurs et, ensuite, « notifient » aux sections syndicales noires les conditions obtenues. La même situation existe chez les peintres. Les employeurs ne s'intéressant à la main-d'œuvre noire que lorsque celle-ci s'offre au rabais, il est beaucoup plus facile pour un charpentier ou un peintre de couleur de

\* Voir plus haut, p. 204.

se procurer du travail s'il n'appartient pas au syndicat ou s'il accepte des salaires inférieurs au tarif syndical. A Mobile (Alabama) les nègres qui s'obstinaient héroïquement à faire partie de la section syndicale noire des charpentiers étaient presque tous en chômage. Situation absurde et qui se retourne finalement contre les blancs.

Le Syndicat des Marins de la Côte Est (*A.F.L.*) ouvre ses portes aux nègres mais il les exclut des postes essentiels : pont et machines et il ne les admet — et encore seulement sur certains navires — que dans les services domestiques (*stewards*). En outre, par toutes sortes d'artifices, il s'efforce de réduire le nombre des navires, par lui contrôlés, comportant des équipages noirs<sup>85</sup>.

\*  
\*\*

La Fédération Américaine du Travail reflète les préjugés de ses parties constituantes et, sous le prétexte de l'« autonomie » de ces dernières, elle ferme les yeux sur leurs pratiques discriminatoires. Elle accepte même d'affilier les syndicats dont les statuts excluent ouvertement les nègres. Ce n'est qu'après 1900 que l'*A.F.L.* se résigna à organiser les noirs. Mais, ce faisant, elle introduisit la « ségrégation » dans son sein. Les noirs furent versés dans des sections syndicales séparées, ou, si les syndicats de métier s'opposaient même à cet expédient, ils étaient parqués dans des *federal unions*, sections syndicales non rattachées à un syndicat de métier et placées directement sous la tutelle de la centrale syndicale\*. Mais, dans ces organisations auxiliaires ou mineures, les nègres ont tous les devoirs d'un syndiqué sans en avoir aucun des droits<sup>36</sup>. Ils ne participent pas à l'élaboration de la politique de leur syndicat et n'ont pas voix au chapitre dans leurs propres affaires<sup>37</sup>. De même lorsque les sections syndicales blanches refusaient de siéger dans une union locale de syndicats aux côtés de délégués d'une section syndicale noire, la Fédération créait des unions de syndicats séparées pour les hommes de couleur<sup>38</sup>. Cette dernière pratique est toujours en vigueur dans quelques villes du Sud. C'est ainsi qu'à Miami (Floride) j'ai assisté à une assemblée de l'union des syndicats *A.F.L.* à laquelle ne participait aucun délégué noir. Et cepen-

\* Cf. vol. I, p. 162-163.

dant il y avait dans cette ville des sections syndicales nègres importantes (notamment parmi les dockers et les blanchisseurs). Un jour, le délégué noir des dockers, sur instructions de son syndicat national, se présenta bravement à une réunion de l'union des syndicats. Il fut mis à la porte.

C'est en vain que les organisations de défense des noirs sont intervenues auprès de la vieille Fédération pour l'amener à une attitude plus libérale. En 1918 et en 1920, l'*Urban League* insista auprès de Gompers pour que les travailleurs noirs fussent admis dans ses syndicats sur un pied d'égalité<sup>39</sup>. En 1924, la *N.A.A.C.P.* adressa une lettre ouverte au congrès de l'*A.F.L.* « Depuis des années et des années, y disait-elle, le nègre américain sollicite son admission dans les rangs du mouvement syndical... Le mouvement nègre, dans son ensemble, se trouve hors des rangs du mouvement ouvrier organisé... Le mouvement ouvrier blanc ne veut pas du mouvement noir dans son sein... Si l'on en vient à laisser se former en Amérique un puissant bloc d'ouvriers noirs non syndiqués, d'ouvriers qui auront le droit de haïr l'idée syndicale, tous les travailleurs, noirs et blancs, en subiront le contre-coup. N'est-il pas temps que s'unissent enfin les deux prolétariats? » Et l'Association proposait à l'*A.F.L.* la formation d'une commission ouvrière interraciale afin de promouvoir une propagande systématique contre la discrimination raciale dans les syndicats<sup>40</sup>. Pareille démarche fut renouvelée en 1929. Mais la Fédération ne daigna pas répondre<sup>41</sup>.

A partir de 1934, la lutte contre la discrimination syndicale fut menée, à l'intérieur même de la Fédération, par A. Philip Randolph, le fougueux président de la *Brotherhood of Sleeping Car Porters*, qui, comme on le sait, est une organisation purement nègre. Randolph, passant outre aux critiques de l'« intelligentsia » nègre \*, comprit que son syndicat se devait de rejoindre le mouvement ouvrier organisé, malgré les préjugés anti-nègres de ce dernier. De son côté, William Green, président de l'*A.F.L.*, s'empressa d'accepter la demande d'affiliation de la *Brotherhood*, car cette concession de façade aux travailleurs noirs lui permettait de camoufler les pratiques discriminatoires des syndicats de métier, sans heurter ceux-ci de front : la profession organisée par Randolph ne disputait

---

\* Voir plus loin, p. 297.

aux blancs aucun emploi. Mais, à chaque congrès de la vieille Fédération, pendant des années, Randolph prêcha dans le désert, au milieu de l'indifférence générale, accueilli par des sourires narquois et, parfois même, par l'hostilité ouverte des délégués blancs. Ses propositions furent, chaque fois, renvoyées aux calendes grecques.

C'est ainsi qu'au congrès de 1934, Randolph demanda la nomination d'une commission de cinq membres en vue d'enquêter sur les pratiques discriminatoires des syndicats de métier. Après un débat orageux, un compromis intervint. La commission aurait des attributions beaucoup moins précises. Elle aurait seulement à se livrer à une investigation sur les « conditions des travailleurs nègres dans le pays ». Au congrès de 1935, les bonzes de l'*A.F.L.* manœuvrèrent pour escamoter et émasculer le rapport de cette commission. William Green, mis sur la sellette, invoqua, une fois de plus, la sacro-sainte « autonomie » des syndicats affiliés à la Fédération.

Au congrès de 1940, Randolph prit à nouveau l'offensive. S'appuyant sur un ensemble de faits accablants, il insista en vain pour qu'une commission interr raciale fût constituée en vue d'éliminer les diverses formes de discrimination pratiquées par les syndicats. Nouvelle bagarre au congrès de 1942, où le président de la *Brotherhood* s'attaqua à la fois au colonialisme et à la discrimination raciale. Le président des *Teamsters*, l'ultra-réactionnaire Daniel J. Tobin, qui joignait à cette fonction celle de vice-président de l'*A.F.L.*, répliqua : « Tôt ou tard, il faudra mettre fin à ce genre de discours. » Au congrès de 1944, Charles J. MacGorvan, le président des Syndicats des Chaudronniers, lança à Randolph, qui renouvelait son réquisitoire contre la discrimination : « Quelques-uns d'entre nous commencent à en avoir assez d'être pris à partie par des agitateurs professionnels <sup>42</sup>. »

Cependant, Randolph continue, sans se décourager, à exhorter ses congénères à rejoindre le mouvement ouvrier, même là où s'y perpétue le préjugé racial, et à combattre celui-ci au sein de l'*A.F.L.* Les résultats de son action ne sont pas entièrement négatifs, bien qu'étrangement contradictoires. C'est ainsi qu'à son congrès de novembre 1944, la Fédération adopta une résolution condamnant le préjugé racial et demandant la création d'un *F.E.P.C.* permanent. Mais, peu après, un représentant de l'*A.F.L.* s'opposa, devant une commission du Sénat,

à ce que le *F.E.P.C.* fût rendu permanent. A son congrès de novembre 1948, la Fédération se prononça en faveur d'un *F.E.P.C.* fédéral et d'un programme « efficace » de Droits Civils. Mais, peu après, à une conférence annuelle du Département du Travail sur la législation ouvrière, les représentants de la Fédération s'opposèrent à une résolution endossant le programme de Droits Civils du Président Truman<sup>43</sup> \*.

\*  
\*\*

Le Syndicat des Mineurs (*United Mine Workers*) fut une des rares organisations de l'*A.F.L.* qui adopta, dès l'origine, une attitude libérale à l'égard des travailleurs noirs. Les *Knights of Labor*, dont il sortit et qui le marquèrent de son empreinte, lui avaient enseigné la fraternité de la famille humaine. En outre, il fut constitué sur la base de l'industrie et l'exclusivisme des syndicats de métier ne l'entacha jamais. Ses statuts spécifient qu'il se propose « de réunir en une seule organisation, sans considération de croyance, de couleur ou de nationalité, tous les travailleurs... employés dans les mines de charbon et alentour ». D'autres clauses assurent aux mineurs noirs et blancs une égalité de traitement. Blancs et noirs sont organisés dans les mêmes sections syndicales. Le Syndicat emploie des organisateurs noirs pour faciliter le recrutement des mineurs de couleur. Dans nombre de sections, des noirs remplissent les fonctions de président et de secrétaire. Il y a, au moins, 50.000 noirs dans l'*U.M.W.* La communauté nègre a apprécié cette attitude et s'est toujours montrée favorable au Syndicat. Quand « Mother » Jones ne trouvait aucune salle de réunion pour ses grévistes, elle tenait ses meetings dans des églises nègres<sup>44</sup>.

En Alabama, un des fiefs de la contre-révolution sudiste, le Syndicat eut quelque peine à prendre pied. Au cours de la grève de 1908, un prétendu « comité de citoyens » inspiré par les employeurs informa le Syndicat que « le peuple d'Alabama ne tolérerait jamais l'organisation des nègres et leur participation à la grève aux côtés des blancs. » 76 % des grévistes de 1920-1921 furent noirs, ce qui porta à son paroxysme la

---

\* J'ai signalé au volume I (page 316) les attaques odieuses de la presse de l'*A.F.L.* dans le Sud contre le programme de Droits Civils.

colère des sous-ordres de l'*U.S. Steel*. Mais le Syndicat, sous l'impulsion à la fois énergique et généreuse de William Mitch \*, finit tout de même par s'implanter dans cette région maudite. Il prit le taureau par les cornes. Ainsi, le *Ku-Klux-Klan* ayant été utilisé pour combattre l'organisation, les mineurs blancs y adhérèrent, s'en assurèrent le contrôle, et le rendirent, de cette façon, inoffensif <sup>45</sup>. Quand je visitai Birmingham en 1948, 45 % des membres du Syndicat dans le district étaient nègres.

Toutefois, la mécanisation des mines a tendu, ces dernières années, à déclasser la main-d'œuvre noire, et le Syndicat n'a pas toujours traité cette question avec toute l'attention nécessaire <sup>46</sup>.

\*  
\*\*

L'exemple du Syndicat des Mineurs inspira le *C.I.O.*, dont la direction, à l'origine, provenait en grande partie de cette organisation <sup>47</sup> \*\*. Dès sa création, le *C.I.O.* adopta une politique raciale à l'opposé de celle des syndicats de métier de la vieille Fédération. Il ouvrit ses portes aux nègres, sans se préoccuper de l'« accident de la couleur ». Il leur procura des salaires égaux à ceux des blancs. Il les associa à la direction de ses organisations à tous les échelons. Il réussit même, notamment dans le Nord, à abolir entre ses membres des deux couleurs toute ségrégation sociale et à les faire participer ensemble à des réunions récréatives ou dansantes <sup>48</sup> \*\*\*. En outre, il fit une active propagande, orale et écrite, pour combattre le préjugé racial, non seulement parmi ses membres, mais aussi à l'extérieur. C'est ainsi qu'il fit une incessante campagne en faveur du programme de Droits Civils pour les nègres <sup>49</sup>. Dans une brochure consacrée aux travailleurs nègres, le *C.I.O.* explique qu'il eut, à sa fondation, « à bannir la discrimination raciale, tout comme il eut à bannir la discrimination de métier ». « Le mouvement ouvrier moderne, ajoute-t-il, fut convaincu par sa propre expérience qu'on ne peut pas davantage exclure des travailleurs du fait de la couleur de leur peau qu'on ne peut les exclure du fait de leurs différences de profession... <sup>50</sup>. » Comme l'écrivent Howe et Widick, « la nature

\* Vol. I, p. 318 n.

\*\* Vol. I, p. 174.

\*\*\* Mais il n'y réussit pas toujours ni partout, voir plus loin, p. 295.

même du syndicalisme industriel rendait impossible les divisions raciales qui avaient prévalu dans l'A.F.L... Les nouvelles unions industrielles n'auraient pas pu consolider leur pouvoir sans gagner le soutien des travailleurs nègres <sup>51</sup>. »

Quand le Comité d'organisation de l'Acier entreprit, en 1936-1937, sa campagne de recrutement \*, il bénéficia du concours actif du *National Negro Congress*, ce qui aida à dissiper l'hostilité traditionnelle des dirigeants de la communauté noire à l'égard du *Labor* <sup>52</sup>. Les travailleurs noirs, d'abord quelque peu méfiants <sup>53</sup>, se serrèrent les coudes avec les travailleurs blancs. Au cours de la grève de *Little Steel*, en 1937, les noirs se battirent aux côtés des blancs sur les piquets de grève. Et, parmi les dix grévistes de *Republic Steel* que tuèrent les fusils de la répression, il y avait un noir. Comme l'écrivent St Clair Drake et Cayton, « la grève de *Republic Steel* démontra qu'en temps de crise les travailleurs blancs, non seulement se battaient côte à côte avec les nègres, mais aussi les suivaient comme chefs et leur rendaient les honneurs dus aux martyrs... L'incident renforça la position des noirs dans les syndicats, de même que l'influence de ces derniers sur les ouvriers de couleur. La grève avait montré que des nègres, agissant sur la base de l'antagonisme de classes, faisaient passer au second plan leur loyauté raciale au point de critiquer et de combattre les briseurs de grève noirs <sup>54</sup>. » L'attitude syndicaliste des travailleurs noirs prouva aux travailleurs blancs que le nègre n'était plus le traditionnel « briseur de grève » auquel il avait dû faire face dans le passé <sup>55</sup>.

\*  
\*\*

Le Syndicat de l'Automobile (*U.A.W.*) est aujourd'hui à l'avant-garde de la lutte contre la discrimination et le préjugé racial. Comme le déclare son président, Walter P. Reuther, dans une brochure de propagande, « l'histoire du développement du syndicalisme en Amérique prouve que chaque fois que la discrimination a été pratiquée, et partout où elle l'a été, ce fut une tragique erreur <sup>56</sup> ». « Les nègres, écrivent Howe et Widick, ont appris dans les *U.A.W.* que le monde blanc dans sa totalité

\* Vol. I, p. 195-199.

n'est pas une conspiration contre eux, mais qu'il y a des syndicalistes prêts à risquer leur carrière pour leur venir en aide <sup>57</sup>. » En mars 1946, le Syndicat créa, sur le plan national, un département spécial de lutte contre la discrimination, dont l'objet est de veiller à l'exécution de la politique de l'organisation en matière raciale, par des interventions soit auprès des employeurs, soit auprès des syndiqués eux-mêmes. Chaque section syndicale est tenue de constituer un comité local ayant les mêmes attributions. Le département en question est placé sous l'autorité directe du président du Syndicat, assisté d'un co-directeur nègre <sup>58</sup>. Les *U.A.W.*, comme nous allons le voir, n'hésitent pas à pénaliser ceux de leurs adhérents qui se livrent à des actes de discrimination. Mais le Syndicat estime, à juste titre, que des sanctions ne sauraient suffire : « On ne peut venir à bout de la discrimination que si le préjugé racial qui l'engendre est dissipé par l'éducation. » *L'Anti-Discrimination Department* édite, dans ce but, toute une série de bulletins et de brochures, vivants et bien présentés, et qui frappent l'imagination des travailleurs <sup>59</sup>. On y dénonce (sans toutefois mettre nettement en cause le système capitaliste, ce qui restreint la portée de cette propagande), les « racines économiques de la discrimination » <sup>60</sup>.

Un exemple d'une intervention suivie d'effet contre les pratiques discriminatoires du patronat est celui de la section syndicale 216, de Southgate (Californie). Dans cette importante usine de *General Motors*, la direction subordonna l'embauchage des nègres à des conditions qu'elle n'exigeait pas des postulants blancs, et refusa même d'engager des noirs qui remplissaient ces conditions. Une intervention vigoureuse du président national du Syndicat amena le bureau d'embauche à traiter blancs et noirs sur un pied d'égalité <sup>61</sup>. Chez *Hudson*, à Detroit, en novembre 1948, l'usine entière « débraya » pour protester contre une sanction dont avait été frappée injustement une ouvrière noire <sup>62</sup>.

L'action des *U.A.W.* s'exerce aussi sur des plans autres que celui de la production. C'est ainsi que les délégués nègres au congrès du Syndicat, en 1940, à Saint-Louis (Missouri), ayant été discriminés dans les hôtels et restaurants de la ville, le Syndicat décida de ne tenir à l'avenir ses congrès que dans des villes où les délégués noirs seraient traités de la même façon que les délégués blancs <sup>63</sup>. Le Syndicat de l'Automobile



contribua, pour une large part, à limiter et à apaiser la terrible émeute raciale qui éclata à Detroit en 1943<sup>64</sup> \*.

\*  
\*\*

Mais ces résultats ne furent pas obtenus du premier coup et sans difficultés. Pendant de longues années, les *U.A.W.* eurent à lutter à la fois contre le préjugé racial de leurs propres membres et contre la méfiance, profondément enracinée, des nègres à l'égard des syndiqués blancs. Pendant les *sit-down* de 1936-1937, beaucoup de travailleurs noirs demeurèrent dans l'expectative (pas tous cependant, puisqu'au cours de la grève *Chrysler*, en mars 1937, un nègre fut élu membre du comité de grève<sup>65</sup>). La plupart des ouvriers de couleur restèrent tout simplement chez eux jusqu'à la fin du conflit. Ils ne coopérèrent pas avec les grévistes, mais ils ne firent pas non plus les « jaunes ». « Il n'est pas difficile de comprendre, écrivent Howe et Widick, pourquoi ils prirent cette attitude... *L.A.F.L.*, qui était toujours alors l'organisation ouvrière dominante, avait souvent discriminé d'une façon odieuse, et les travailleurs nègres avaient peu de raisons, jusqu'à nouvel ordre, de supposer que les *U.A.W.* se conduiraient mieux... Pour les travailleurs nègres, le Syndicat ne représentait pas quelque chose de *nouveau*. Il n'était qu'un regroupement de travailleurs blancs, qu'ils avaient de bonnes raisons de suspecter<sup>66</sup>. » La grève, à l'usine *Dodge*, dans un faubourg de Detroit, en 1939, faillit provoquer une émeute raciale. Un certain nombre de travailleurs, en majorité nègres, franchirent les piquets de grève sous la protection de la police, afin de reprendre le travail. Le Syndicat eut la sagesse de ne pas faire intervenir ses piquets et de reporter la responsabilité de ce mouvement de reprise du travail sur la compagnie. Le conflit racial fut ainsi évité, et la voie ouverte à l'organisation ultérieure des nègres<sup>67</sup>.

La conquête de *Ford*, en 1941 \*\*, présenta, du point de vue racial, des obstacles particulièrement sérieux. Le seigneur de Rivière-Rouge avait toujours ouvert ses portes aux hommes de couleur. Et, à la veille de la grève, ceux-ci étaient au nombre

---

\* Voir plus haut, p. 172.

\*\* Cf. Vol. I, p. 234.

de 11.000, soit 12 % des effectifs totaux<sup>68</sup>. Cette politique d'embauche, n'en déplaise à Myrdal, n'était pas inspirée par des considérations « humanitaires<sup>69</sup> ». L'admission des noirs visait à empêcher les syndicats ouvriers de s'implanter dans l'usine; et, au surplus, les nègres étaient affectés aux travaux les plus rebutants et étaient presque exclusivement parqués dans le département fonderie. Enfin, les emplois étaient obtenus par l'intermédiaire des pasteurs et autres dirigeants réactionnaires de la communauté nègre, dont les entreprises ou bonnes œuvres étaient sous l'étroite dépendance économique et financière de Ford. Les nègres affluaient dans les églises et les écoles du dimanche avec l'espoir d'être embauchés chez Ford<sup>70</sup>. Par contre, les syndicalistes nègres ou les universitaires de couleur favorables au mouvement ouvrier se voyaient refuser le droit de prendre la parole dans les églises noires<sup>71</sup>.

Lorsque Ford comprit qu'il ne pourrait immuniser longtemps ses usines contre la marée montante du syndicalisme ouvrier, les pasteurs nègres à sa solde vantèrent publiquement les mérites de l'*A.F.L.* et déclarèrent, sans rire, que cette organisation avait toujours agi au mieux des intérêts des nègres. Mais une minorité de leaders noirs, indépendants et progressifs, animés par la *N.A.A.C.P.*, dont le secrétaire se rendit tout exprès à Detroit, fit campagne en faveur du Syndicat *C.I.O.* de l'Automobile. La grève fut finalement gagnée sans heurts raciaux trop graves. Et, depuis, la section syndicale Ford, la fameuse section 600, s'est placée au premier rang des syndicats américains pratiquant la bonne entente raciale et associant les nègres à sa direction<sup>72</sup>.

Pendant la deuxième guerre mondiale, l'afflux des nègres dans les usines produisant pour la « défense nationale », et leur accession à des emplois plus élevés que ceux dans lesquels ils avaient été confinés jusqu'alors, occasionnèrent, de 1941 à 1943, toute une série de conflits raciaux. Ces incidents furent, en grande partie, stimulés, sinon provoqués par le *Ku-Klux-Klan*, très actif à Detroit du fait de la présence de nombreux travailleurs immigrés du Sud, et par le patronat lui-même. Chez *Packard*, à deux reprises, en 1941 et en 1943, les ouvriers blancs firent la grève sur le tas pour protester contre l'introduction ou le reclassement de nègres. Comment le Syndicat allait-il se comporter en présence de ce nouveau type de *sit down*? La section syndicale du Syndicat de l'Automobile

adopta une attitude molle et équivoque. Mais la direction nationale intervint avec plus de vigueur. Quand un incident analogue se produisit chez *Chrysler* en février 1942, le Syndicat insista auprès des employeurs pour que tous les ouvriers qui refuseraient de reprendre le travail fussent licenciés. Au cours d'un meeting public interracial organisé en commun, en avril 1943, par les *U.A.W.* et la *N.A.A.C.P.*, Walter Reuther déclara sans ambages que son syndicat « dirait à tout ouvrier qui refuserait de travailler avec un travailleur de couleur qu'il pouvait quitter l'usine où il n'avait plus sa place. » Cette attitude catégorique (au moins au sommet) mit fin aux troubles raciaux dans l'industrie de l'Automobile<sup>73</sup>.

\*  
\*\*

Cependant, ni le *C.I.O.* en général, ni le Syndicat de l'Automobile en particulier, n'ont encore résolu de façon entièrement satisfaisante le problème des relations interraciales sur le lieu du travail. Dans le cas d'incidents du genre de ceux que j'ai relatés, les dirigeants nationaux ne sont pas toujours intervenus avec toute la promptitude ni avec toute l'énergie nécessaires. Ils se sont crus parfois obligés de faire de fâcheuses concessions aux préjugés raciaux de leurs adhérents\*.

Le *C.I.O.* a, sans doute, fait faire au rapprochement des travailleurs des deux races un immense pas en avant. Aujourd'hui, plus d'un demi-million de nègres ont rejoint ses organisations. Il a obtenu des résultats appréciables à la fois en leur procurant pour un travail égal des salaires égaux à ceux des blancs, et en leur ouvrant l'accès d'emplois qui jusqu'alors leur étaient fermés. Mais sur l'un et l'autre de ces plans — et surtout sur le second — la situation est encore loin d'être satisfaisante et il lui reste encore beaucoup à faire<sup>75</sup>.

La plupart des noirs, dans les industries organisées par le

---

\* Parfois même les chefs syndicalistes ont utilisé la tension raciale pour organiser une entreprise. C'est ce qui est arrivé en 1941, à l'usine aéronautique *Curtiss-Wright* à Columbus (Ohio). Une grève éclata en partie parce qu'un nègre avait obtenu un emploi plus qualifié. Mais, en réalité, les organisateurs du *C.I.O.* avaient saisi ce prétexte pour déclencher une bataille en vue d'obtenir la reconnaissance du Syndicat par l'employeur<sup>74</sup>. D'autre part, j'ai indiqué au vol. I (p. 314), les concessions faites au préjugé racial par certains organisateurs du *C.I.O.* dans le Sud.

C.I.O., sont aujourd'hui encore affectés à des travaux non qualifiés. Au cours d'une audition de Walter Reuther devant une commission du Sénat, en 1947, un sénateur le pressa d'indiquer le pourcentage des noirs tenant des emplois qualifiés dans certaines grandes entreprises telles que Ford. Le président du Syndicat de l'Automobile, après avoir tenté d'esquiver plusieurs fois la question, dut finalement avouer que la grande majorité des travailleurs noirs de Ford étaient encore employés à la fonderie, et convenir que les travaux de ce genre sont durs et comptent parmi les moins qualifiés <sup>76</sup>.

Dans l'Acier, les résultats obtenus ne sont pas plus brillants. En dépit des quelques progrès accomplis, le nègre continue à se heurter à des limites rigides au-dessus desquelles il lui est impossible de s'élever dans la hiérarchie des qualifications <sup>77</sup>.

Dans les chantiers de constructions navales, le bilan n'est pas plus positif. J'ai visité personnellement ceux de Mobile (Alabama), qui ont été le théâtre, en mai 1943, d'un violent conflit racial, les syndiqués blancs s'opposant à l'affectation des noirs à des emplois qualifiés tels que celui de soudeur. Le Syndicat eut le tort de se prêter à une solution de ségrégation : les noirs furent admis à effectuer tous les travaux qu'exige la construction d'un navire, mais sur un chantier *séparé*. Depuis la fin des hostilités, les nègres ont pu conserver quelques emplois semi-qualifiés, mais ils se heurtent à un plafond infranchissable que le Syndicat ne fait rien pour assouplir <sup>78</sup>.

Les clauses d'ancienneté figurant dans les conventions collectives constituent un des principaux obstacles à l'ascension des noirs. La plupart de ceux-ci ont été embauchés pendant la période de pénurie de main-d'œuvre due à la guerre. Au lendemain des hostilités, nombre d'entre eux ont été licenciés, en application des contrats, car ils avaient une ancienneté inférieure à celle de leurs camarades blancs. On a estimé que ce mécanisme a coûté aux nègres de 60 à 90 % de leurs emplois du temps de guerre <sup>79</sup>. Quand les compressions de personnel furent effectuées à l'usine *Briggs*, à Detroit, aucun des 3.500 noirs embauchés pendant la guerre ne bénéficiait d'une ancienneté suffisante pour conserver son emploi <sup>80</sup>. Il ne semble pas que les organisations du C.I.O. aient encore trouvé un mode équitable et satisfaisant d'assouplissement des règles d'ancienneté, de manière à concilier les intérêts des travailleurs blancs et noirs <sup>81</sup>.

Au sein même de l'organisation syndicale, les noirs ne sont pas toujours traités selon les principes d'égalité dont se revendique le C.I.O. J'ai personnellement constaté, au cours de mon voyage dans le Sud, que la section syndicale n° 443 des travailleurs du Bois, à Laurel (Mississippi), avait organisé ses 700 nègres dans une sous-section séparée, tenant ses assemblées générales à part, élisant ses propres responsables et collectant elle-même les cotisations de ses adhérents. N'est-ce pas là — moins le nom — la section syndicale auxiliaire, si justement reprochée à l'A.F.L. ?

A Fairfield, dans la banlieue de Birmingham (Alabama), j'ai assisté à une assemblée générale de la section syndicale n° 1131 des travailleurs de l'Acier, qui comprend 60 % d'adhérents de couleur. J'ai remarqué que les orateurs blancs y désignaient leurs camarades de couleur *par le prénom*, tandis que les noirs traitaient les premiers avec beaucoup de déférence, faisant précéder leur nom de famille des mots *Mister* ou *Brother*<sup>82</sup>.

Dans nombre de sections syndicales du C.I.O., les noirs ne sont pas admis aux réunions dansantes ou récréatives<sup>83</sup>. J'ai pu m'assurer personnellement que tel est le cas à la section syndicale des travailleurs du Vêtement pour hommes à Richmond (Virginia).

Dans le Sud, certains syndicats du C.I.O. se montrent fâcheusement perméables à l'influence du *Ku-Klux-Klan*. Tel est le cas de la section syndicale n° 34 du Syndicat de l'Automobile, à Atlanta (Georgia). De l'avis même d'un responsable local du Syndicat, 30 % des adhérents de cette section seraient, en même temps, membres du *Klan*. La section s'est longtemps refusée à admettre des noirs. Sur un total de 1.600 membres, elle ne comptait, en 1948, que *dix-huit* nègres (alors que les noirs constituent 35 % de la population d'Atlanta). Et cette petite minorité de couleur ne se risque pas à assister aux assemblées générales<sup>84</sup>.

Si le C.I.O. a endossé le programme de Droits Civils en faveur des nègres, son appui n'est pas très énergique et ne prend jamais la forme d'une action directe. Lorsqu'en 1941, A. Philip Randolph organisa la « Marche sur Washington \* »,

---

\* Voir plus haut, p. 240-241.

les dirigeants du *C.I.O.*, craignant d'embarrasser leur grand ami Roosevelt, observèrent une prudente neutralité. Et pourtant, s'ils l'avaient appuyé, le mouvement eût été invincible. Faute de couper le cordon ombilical qui le lie au Parti Démocrate, le *C.I.O.* est incapable, dans le Sud, d'avoir sur la question nègre une attitude réellement conséquente. Il est condamné à louvoyer et à biaiser<sup>85</sup> \*.

La récente adhésion du *C.I.O.* à la politique d'« union sacrée » du Président Truman et sa participation à la campagne hystérique contre les « rouges » ont contribué à renforcer la tendance anti-nègre au sein de ses organisations. Bon nombre de syndiqués blancs, dans le Sud notamment, ont saisi cette occasion pour faire à nouveau étalage de leur préjugé racial : ils se sont dit que, puisque les communistes s'étaient faits les champions de la lutte contre la discrimination, ce serait leur ressembler que de traiter les nègres sur un pied d'égalité. C'est ainsi qu'à la Nouvelle-Orléans, en 1948, les dirigeants de la section syndicale des Marins (*N.M.U.-C.I.O.*), furieusement anti-communistes, ont accueilli avec humeur mes réflexions concernant le scandale de la discrimination. Le R.P. Vincent O'Connell, qui dirige dans les coulisses les forces syndicales anti-communistes de la Nouvelle-Orléans, m'a avoué lui-même que le *red-baiting* risquait de provoquer dans les syndicats une recrudescence du préjugé racial. Le cours réactionnaire dans lequel s'est fourvoyé le syndicalisme américain risque de retarder la fusion des deux prolétariats, blanc et noir. Néanmoins, celle-ci est en train de s'opérer. En définitive, le positif l'emporte ici sur le négatif.

## 6

**Vers une alliance  
avec le « Labor » ?**

Si le mouvement ouvrier, au cours des dernières années, a tendu au nègre une main plus fraternelle, de son côté la communauté nègre — et notamment la petite bourgeoisie qui la dirige — s'est rapprochée du *Labor*.

Il n'y a pas si longtemps, la classe supérieure noire était encore franchement hostile au syndicalisme ouvrier. Pourquoi ?

\* Vol. I, p. 307-321 et plus loin, p. 306-307.

Elle prenait pour prétexte la discrimination que les travailleurs blancs et leurs organisations ont fait subir aux salariés de couleur. Mais, ne travaillant pas de ses mains, elle n'était pas directement victime de cette discrimination, et ce n'était qu'un prétexte<sup>1</sup>. Voici les raisons véritables.

Tout d'abord, comme je l'ai déjà dit \*, l'« intelligentsia » nègre est liée aux possédants blancs par une certaine communauté d'intérêts. Ses activités la placent sous la dépendance économique et financière du *Big Business*. Elle a calqué sur celle du grand patronat son attitude d'animosité à l'égard des *unions*.

Ensuite, la classe supérieure nègre est conservatrice. Elle voudrait continuer à ramasser les miettes du festin capitaliste, et elle a craint comme la peste un syndicalisme ouvrier susceptible de s'orienter vers la lutte de classes. Après avoir dénoncé la réactionnaire *A.F.L.* pour ses pratiques discriminatoires, elle a tourné son ire contre le progressif *C.I.O.* qui ouvre ses portes aux travailleurs nègres, traitant celui-ci d'organisation « radicale » et « communiste ». Encore tout récemment, un des dirigeants nègres du *C.I.O.*, Willard S. Townsend, reprochait aux leaders nègres de soutenir des législations réactionnaires pourvu qu'elles comportent une clause de non-ségrégation.

Enfin, la petite bourgeoisie noire rêve, on l'a vu, d'instaurer une « économie noire » au sein de l'« économie blanche ». Elle a fait appel à la solidarité raciale pour tenter de monopoliser la clientèle et la main-d'œuvre de couleur. Le syndicalisme ouvrier lui a longtemps déplu, car il substitue à cette solidarité celle du travail et protège le travailleur noir contre l'exploitation que voudrait lui faire subir l'employeur noir<sup>2</sup>.

La classe dirigeante nègre a même témoigné, à une époque, son hostilité aux syndicats purement noirs. C'est ainsi qu'elle a combattu à boulets rouges les efforts de A. Philip Randolph en vue d'organiser les employés des wagons-lits. Le leader ouvrier dut faire face, vers 1925, au front unique de la presse et des églises de sa race. Ici encore, le prétexte invoqué fut qu'en s'organisant contre la volonté du magnat Pullman, les nègres risquaient de perdre le monopole de l'emploi que celui-ci leur avait octroyé. Mais la véritable raison était d'ordre

---

\* Voir plus haut, p. 229-230.

monétaire : les journalistes et pasteurs noirs avaient eu la patte graissée<sup>3</sup>.

Durant la grande campagne d'organisation du *C.I.O.* en 1936-1937, la classe supérieure nègre eut une attitude que le journaliste noir George S. Schuyler qualifia de « honteuse ». « Presque dans chaque localité, écrivit-il, les nègres appartenant aux professions libérales et aux milieux d'affaires s'opposèrent à l'organisation des travailleurs noirs. » Ce ne fut que dans des cas très exceptionnels que la classe « instruite » coopéra avec les syndicats et que les ministres du culte ouvrirent leurs églises à des meetings ouvriers<sup>4</sup>.

On a vu \* que lorsqu'en 1941 le Syndicat de l'Automobile entreprit la conquête des usines Ford, il se heurta à l'hostilité ouverte de la communauté nègre de Detroit, à peu près tout entière à la solde du potentat de Rivière-Rouge<sup>5</sup>.

La presse nègre a été longtemps hostile au *Labor*, ou indifférente à ses problèmes<sup>6</sup>. J'ai pu me rendre compte, au cours de mes pérégrinations dans le Sud, que quelques journaux maintiennent aujourd'hui encore cette attitude. C'est ainsi que le *Atlanta Daily Herald* d'Atlanta (Georgia) et le *Delta Leader* de Greenville (Mississippi) continuaient à publier, en 1948, des articles nettement hostiles au mouvement ouvrier. Cette animosité s'explique à la fois par le contrôle exercé sur les journaux en question par des bailleurs de fonds capitalistes et par la crainte que les employés de presse nègres ne s'avisent de rejoindre les syndicats.

La *N.A.A.C.P.* elle-même a, longtemps, boudé le syndicalisme ouvrier. Cayton et Mitchell affirment que l'Association n'a pratiquement rien fait, dans les années 1930, pour inciter les travailleurs nègres à se syndiquer et pour leur apporter un appui positif. Les présidents des sections locales de Chicago, d'Indianapolis, de Detroit et de beaucoup d'autres étaient, vers 1937, violemment opposés au *C.I.O.*<sup>7\*\*</sup>.

L'*Urban League*, une organisation dont l'objet est de protéger les nègres contre la discrimination dans l'emploi, n'a pas osé, d'après les mêmes auteurs, soutenir les syndicats ouvriers, autrement que de façon purement platonique. Ici encore, la

\* Voir plus haut, p. 291-292.

\*\* Encore, en 1950, la section de Rochester de la *N.A.A.C.P.* se plaignit de ce que l'Association se privât de l'appui d'« amis sincères » en combattant la loi anti-ouvrière Taft-Hartley<sup>8</sup>.



raison est évidente : l'organisation n'existe que grâce aux subventions de certains employeurs<sup>9</sup>.

\*\*  
\*\*

Mais divers facteurs tendent à modifier l'attitude de la communauté nègre à l'égard du *Labor*.

Tout d'abord, l'évolution économique : l'industrialisation du Sud et de l'Ouest, l'exode massif des noirs de la campagne vers les villes et du Sud vers les régions récemment industrialisées, ont hâté la prolétarianisation du nègre<sup>10</sup> \*. Le mécanisme même de la discrimination, qui lui barrait l'entrée des métiers qualifiés, lui a ouvert, en qualité de manœuvre non qualifié, l'accès des branches de production qui sont les centres vitaux de l'économie américaine, c'est-à-dire les industries de base : charbon, acier, automobile, caoutchouc, etc. Et c'est précisément dans ces secteurs que le *C.I.O.* a réussi à s'implanter. Le nègre a donc été amené, presque du jour au lendemain, à jouer un rôle important dans l'organisation syndicale la plus progressive et la plus dynamique. Il s'est élevé brusquement des couches les plus déshéritées et les plus arriérées de la population rurale à l'avant-garde de la classe ouvrière américaine. Comme l'écrit Franck Louis Schoell, « le nègre, ce rural de partout et de toujours, a été projeté ces dernières années du moyen âge patriarcal en plein xx<sup>e</sup> siècle industriel<sup>11</sup>. »

Le syndicalisme d'industrie a prouvé à l'usage sa supériorité par rapport au vieux syndicalisme de métier. Il n'a pas seulement soudé en un bloc les travailleurs de toutes qualifications; il a, en même temps, fondu dans son creuset les travailleurs de toutes races \*\*. Alors que les diverses médecines des philanthropes interraciaux s'étaient révélées vaines, il a montré qu'il était capable, dans une assez large mesure, de résoudre, au moins dans son propre sein, la question raciale, et qu'à l'extérieur, l'appui qu'il prêtait aux mouvements pour l'émancipation de la race était de poids<sup>12</sup>.

La communauté nègre qui, tout d'abord, avait témoigné au *C.I.O.* son hostilité et sa méfiance, finit par découvrir que l'organisation nouvelle était le « bouclier » le plus efficace que les noirs aient jamais eu à leur disposition, et, selon l'expres-

\* Voir plus haut, p. 204-205.

\*\* Voir plus haut, p. 288-289.

sion de Randolph, le « bastion principal de la démocratie. » Willard S. Townsend estime que le syndicalisme « agressif » du *C.I.O.* « est devenu aujourd'hui la force prédominante pour l'extension des droits [civils] et le progrès de la race nègre <sup>13</sup> ».

Au surplus, la vieille *A.F.L.*, comme on l'a vu \*, éperonnée par la concurrence que lui faisait le *C.I.O.*, a dû procéder elle aussi à l'organisation des non-qualifiés et, par conséquent, des nègres. Dans le Sud, notamment, au moyen d'organiseurs de couleur, elle s'est attaquée au recrutement des travailleurs noirs. Et son conservatisme lui a souvent permis de pénétrer plus facilement dans les entreprises que l'organisation rivale \*\*. En 1944, à l'apogée de la production de guerre, il y avait environ 1.250.000 nègres dans le *Labor* (500.000 dans le *C.I.O.*, 650.000 dans l'*A.F.L.*, 100.000 dans les organisations indépendantes, dont 50.000 dans le Syndicat des Mineurs <sup>14</sup>).

Tous les porte-parole autorisés de la race confirment le revirement survenu dans les dispositions de la communauté nègre et de son « élite » à l'égard de l'ensemble du *Labor*. Les auteurs de *Black Metropolis* écrivent que, « sceptiques jadis à l'égard du « syndicat de l'homme blanc », les travailleurs nègres aussi bien que la communauté nègre sont devenus pro-*C.I.O.* Même les leaders conservateurs nègres, qui se montraient choqués par le « radicalisme » et qui déploraient la « violence » des nouvelles *unions*, se mirent à les louer pour leur attitude en matière de relations raciales <sup>15</sup>. »

Henry Lee Moon note que les professions libérales et milieux d'affaires nègres favorisent maintenant l'entrée des nègres dans les syndicats ouvriers, et y trouvent même avantage, du fait du relèvement du pouvoir d'achat de ces travailleurs. La presse nègre, ajoute-t-il, est devenue plus accueillante aux nouvelles ouvrières et plus sympathique, dans ses éditoriaux, à la cause du *Labor* <sup>16</sup>.

Northrup et Weaver, deux spécialistes des problèmes du travail nègre, font entendre le même son de cloche. Le premier fait état d'un sondage d'opinion effectué par le *Pittsburgh Courier*, selon lequel plus de 96 % des nègres seraient en faveur du syndicalisme ouvrier <sup>17</sup> \*\*\*.

\* Vol. I, p. 332.

\*\* Vol. I, p. 320, 332.

\*\*\* Toutefois, Northrup tient à ajouter que la communauté nègre n'a pas encore accordé au *Labor* un soutien effectif approchant un tel pourcentage.

Un éducateur nègre très modéré et qui ne dissimule pas ses sympathies pro-capitalistes, comme Frederick D. Patterson, le président de *Tuskegee Institute*, convient que le nègre est devenu un « allié permanent du *Labor* ». La vieille éducatrice Mary McLeod Bethune estime que « la voix du travail organisé est devenue une des plus puissantes dans le pays » et que les nègres ne pourront « se faire entendre que s'ils y ont une part <sup>18</sup>. »

La *N.A.A.C.P.*, de son côté, a pris une position très nette en faveur du *Labor* et elle a appelé le président du *C.I.O.*, Philip Murray, à siéger dans son comité directeur, en même temps qu'elle participait à la lutte des syndicats ouvriers contre la loi Taft-Hartley <sup>19</sup> \*.

Tandis que se poursuivait cette évolution, un fait nouveau d'une importance capitale intervint. Du sein même du syndicalisme ouvrier, surgit une nouvelle équipe de responsables nègres qui se trouvèrent, à la fois, appelés à des postes de commande dans le *Labor* et promus au rang de leaders de la communauté nègre, où ils tendent aujourd'hui à supplanter l'ancienne direction petite-bourgeoise. Ayant acquis la confiance de l'un et de l'autre, ils forment un trait d'union vivant entre la race et le mouvement ouvrier. Ils défendent à la fois les intérêts généraux du salariat et les intérêts spécifiques de la minorité de couleur <sup>20</sup>. Les plus connus parmi eux sont A. Philip Randolph, le président du Syndicat des employés de wagons-lits, qui, après avoir contribué activement à la fondation du *C.I.O.*, a cru devoir demeurer dans l'*A.F.L.* pour y poursuivre la lutte contre le préjugé racial, et Willard S. Townsend, l'animateur du Syndicat des porteurs de gares noirs, les *Red Caps*, qui fait partie du Comité national exécutif du *C.I.O.* <sup>21</sup>. Mais, à tous les échelons du syndicalisme ouvrier, sur le lieu du travail en qualité de délégués d'atelier, comme dans les sections syndicales locales, d'obscurs travailleurs noirs font aujourd'hui leur apprentissage de responsables syndicaux. J'ai rencontré un certain nombre d'entre eux au cours de mon voyage dans le Sud, et j'ai admiré leur conscience de classe et leur conscience de race, leur maturité, leur dynamisme. Il ne fait aucun doute pour moi qu'une génération nouvelle de cadres nègres est en train de naître, réaliste et moderne, for-

\* Cf. Vol. I, p. 250-265.

mée à la rude école du syndicalisme, et que bientôt les effets de cette germination se feront pleinement sentir à la fois dans le *Labor* et dans la communauté nègre.

Howe et Widick notent qu'alors que, dans le passé, les ministres du culte avaient été les leaders de la communauté nègre, ce rôle est assumé de plus en plus par les syndicalistes de couleur. La classe moyenne nègre est en train de perdre, au profit du *C.I.O.*, la direction intellectuelle et politique, si longtemps incontestée, de la communauté nègre. Earl Conrad observe que l'influence des leaders nègres sur leurs congénères est largement conditionnée aujourd'hui par l'importance de leur liaison avec le travail organisé : « Ils sont suivis par les nègres dans la mesure où ils ont la confiance et l'adhésion des travailleurs. S'impose dans la communauté nègre celui qui conduit les nègres vers l'intégration avec le *Labor* blanc<sup>22</sup>. »

Un exemple vivant de cette évolution m'a été fourni par E. D. Nixon, de Montgomery (Alabama), un robuste militant syndicaliste de couleur qui anime, dans sa ville, à la fois la section locale du Syndicat des employés de wagons-lits et la section locale de la *N.A.A.C.P.* Quelle différence avec les autres sections de cette association que contrôlent des dentistes, des pasteurs et des entrepreneurs de pompes funèbres ! Nixon a les deux pieds sur la terre. Il est lié aux masses. Il parle leur langage. Il a organisé son travail de défense raciale avec la précision et la méthode d'un syndicaliste ouvrier. Des hommes comme E. D. Nixon (pour ne nommer que lui) incarnent aujourd'hui l'alliance enfin conclue entre la race et le *Labor*.

\*  
\*\*

Cette alliance, comment se traduit-elle sur le plan politique ? Le lecteur ne manquera pas d'être frappé par les analogies existant entre ce problème et celui, déjà traité, de l'alliance entre fermiers et *Labor* \*. On retrouve ici les mêmes aspects progressifs, et aussi les mêmes inconséquences. Tant que l'alliance reposera sur le soutien d'un des deux partis capitalistes et de l'administration au pouvoir, elle restera fragile, superficielle, engagée dans une impasse.

Tout d'abord, le rapprochement est encore timide et incom-

\* Voir plus haut, p. 116-118.

plet. Les nègres — même quand ils ont répudié toute velléité nationaliste et sécessionniste, même quand ils sont partisans de l'intégration \* — manifestent encore des tendances que l'on pourrait qualifier d'« isolationnistes ».

Alors que le mouvement ouvrier (*A.F.L.* y compris) a enfin répudié la vieille conception « non-partisane » de Samuel Gompers, la *N.A.A.C.P.* s'obstine aujourd'hui encore dans cette tactique périmée. Elle se refuse à endosser un parti ou un candidat particulier. Elle s'efforce seulement de faire entrer son programme de Droits Civils dans les plates-formes électorales des divers partis. Cette « neutralité » lui est inspirée par le souci de ménager les opinions politiques assez hétérogènes de ses membres et de préserver son unité. Mais c'est, en fait, une position capitularde, puisqu'elle revient à refuser de choisir entre les adversaires et les amis politiques de la race nègre. En outre, elle isole quelque peu la *N.A.A.C.P.* du *Labor* qui, lui, est maintenant engagé dans l'action politique<sup>23</sup>. En juillet 1949, Philip Murray, président du *C.I.O.*, s'efforça de persuader l'Association « d'abandonner son attitude politique non-partisane et de prendre une position nette dans les élections futures<sup>24</sup>. »

De son côté, A. Philip Randolph a été amené à prendre, en 1940, une attitude qui peut surprendre, lorsqu'on sait ses attaches avec le *Labor* et sa conviction que seule l'union des exploités blancs et noirs peut résoudre la question raciale. Il a préconisé la formation d'un bloc politique nègre « non-partisan », libre de toutes attaches politiques. Les nègres, selon lui, ne peuvent être forts que s'ils sont unis. Et ils ne peuvent être unis que s'ils ne se lient pas à une formation politique<sup>25</sup>. Conception discutable, puisqu'elle oublie le manque d'homogénéité de la communauté nègre, divisée par les antagonismes de classes, et qu'elle risque de retarder la fusion des travailleurs des deux races<sup>26</sup> \*\*.

\* Voir plus haut, p. 211-228.

\*\* L'attitude de Randolph, en 1940, s'explique peut-être par sa crainte de voir le *C.I.O.*, alors assez largement contrôlé par les communistes, s'efforcer de lui disputer la direction de la lutte pour l'affranchissement des nègres. A ce moment, rappelons-le, Randolph venait de démissionner du *National Negro Congress* dont les communistes et l'aile pro-communiste du *C.I.O.* s'étaient assurés le contrôle (voir p. 240). Mais Randolph a dû s'inspirer aussi du souci légitime de conserver, parallèlement à l'alliance avec le *Labor* et indépendamment de celle-ci, les organisations spécifiques de défense de la race (voir plus loin, p. 310). Mais il n'a pas su nuancer suffisamment sa pensée.

Cependant, malgré ces tendances « isolationnistes », les nègres se sont engagés de plus en plus dans la voie de l'unité d'action politique avec les blancs. La première manifestation de cette collaboration remonte à 1930, époque où la *N.A.A.C.P.* se joignit à l'*A.F.L.* pour protester contre la nomination, par le Président Hoover, d'un certain juge John J. Parker à la Cour Suprême de Justice. Ce personnage avait témoigné son hostilité à la fois au *Labor* et aux nègres, et le bloc qui se constitua contre lui obtint finalement sa révocation<sup>27</sup>.

Le *New Deal* stimula le rapprochement du mouvement ouvrier et de la communauté noire. Jusqu'alors, les dirigeants nègres étaient restés traditionnellement fidèles au Parti Républicain, tandis que le *Labor* était, en majorité, Démocrate \*. L'ère des réformes inaugurée par le Président Roosevelt les rassembla, enfin, dans le même camp. Malgré l'attitude anti-nègre des Démocrates du Sud, l'afflux des nègres dans le parti de Roosevelt, en 1936, fut un pas en avant vers l'unification politique de « la race » et du travail organisé<sup>28</sup>. Un nouveau progrès fut accompli quand le *C.I.O.* se différençia du Parti Démocrate en créant sa machine politique propre \*\*. La réélection de Roosevelt, en 1944, fut assurée, en grande partie, par ce nouvel organisme, dont le programme était à la fois pro-ouvrier et pro-nègre. Au cours de la campagne, groupes ouvriers et groupes nègres, pour la première fois, coordonnèrent étroitement leur activité sur la base locale<sup>29</sup>.

Aux élections municipales de Detroit, la même année, les nègres s'unirent au Syndicat de l'Automobile pour combattre un maire réactionnaire, et un *clergyman* nègre se présenta sur la liste du *C.I.O.*<sup>30</sup>.

Dans le Sud, les progrès récemment accomplis par le *Labor* \*\*\* permirent à celui-ci d'intervenir avec une certaine efficacité, sur le plan politique, en faveur des nègres. En liaison avec les sections locales de la *N.A.A.C.P.*, il engagea, un peu partout, la lutte contre les *poll taxes* et autres restrictions de vote. Le *C.I.O.* a, notamment, veillé à ce que ses membres de couleur paient leur *tax* et obtiennent leur inscription sur

---

\* Voir plus haut, p. 276-278.

\*\* Le *Political Action Committee* (P.A.C.).

\*\*\* Vol. 1, p. 307-321.

les listes électorales et, quand ils ne le pouvaient pas, l'organisation syndicale leur en a avancé le montant<sup>31</sup>.

A Richmond (Virginia), en 1947, les diverses organisations du *Labor* s'unirent à la communauté nègre pour présenter ensemble deux candidats à la Chambre basse de l'Etat : l'un représentant le mouvement ouvrier, l'autre la communauté nègre. Le premier seulement l'emporta, ce qui ébranla, un moment, la coalition. Mais l'élu du *Labor*, fidèle à ses promesses, combattit, dans l'exercice de son mandat, la ségrégation raciale. Et le candidat nègre fut élu à son tour, en juin 1948, avec l'appui des syndicats ouvriers, au conseil municipal de Richmond \*. A Winston-Salem (Caroline du Nord), au printemps de 1947, l'alliance du *Labor* et des nègres fit élire, de même, un pasteur nègre au conseil municipal de la ville<sup>32</sup>.

\*  
\*\*

Mais si, à l'origine, le rapprochement des nègres et des travailleurs blancs dans le cadre du Parti Démocrate a été une étape progressive, aujourd'hui cette affiliation constitue pour la coalition un lourd handicap.

En dépit de la position « non-partisane » de la *N.A.A.C.P.*, en dépit des sympathies que certains noirs ont témoignées au « Parti Progressif » de Henry A. Wallace, l'immense majorité des nègres a contribué, en novembre 1948, à la réélection de Harry Truman<sup>33</sup>. Le programme de Droits Civils du Président a agi sur eux comme un miroir aux alouettes. Dans le Sud, sur le plan local, les nègres ont généralement voté pour les candidats du Parti Démocrate, malgré l'odieuse attitude raciale de ce parti. En effet, le Parti Démocrate est pratiquement le seul parti existant dans cette région, et beaucoup de nègres identifient la lutte pour la reconnaissance de leurs droits politiques avec celle pour leur admission dans un parti où les « Bourbons » ne se gênent pas pour déclarer qu'ils sont indésirables. Voter pour les candidats Démocrates permet aux hommes de couleur d'intervenir dans l'élection de tous les fonctionnaires locaux : gouverneurs, juges, shérifs, etc., et, par conséquent, d'obliger les candidats à solliciter leurs suffrages<sup>34</sup>.

---

\* Voir plus haut, p. 181.

Or le soutien qu'ils accordèrent au Président Truman et au Parti Démocrate s'est avéré désastreux pour les nègres. Le programme de Droits Civils, on l'a vu, a été bloqué au Congrès par une coalition de Démocrates du Sud et de Républicains, et le Président Truman n'a pas sérieusement tenté de passer outre \*. Par contre, la petite-bourgeoisie nègre a tiré de la combinaison divers avantages. L'administration l'a récompensée de son appui en lui confiant un certain nombre de postes honorifiques et lucratifs, en la comblant d'égards, en l'invitant à des réceptions mondaines qui la consolèrent des humiliations de la ségrégation <sup>35</sup>. Le *Labor* se trouve dans une situation analogue. Les travailleurs n'ont rien gagné à la réélection de Truman. La loi Taft-Hartley n'a pas été rapportée. Le programme social baptisé *Fair Deal* a été renvoyé aux calendes grecques. Par contre, la bureaucratie dirigeante des syndicats a été admise à ramasser les miettes du festin gouvernemental \*\*.

En fait, l'alliance entre le mouvement ouvrier et les nègres revêt aujourd'hui la forme d'une *alliance entre la bureaucratie ouvrière et la bureaucratie de la N.A.A.C.P.*, deux machines à l'intérieur desquelles la démocratie est également absente. Il y a interpénétration entre les deux machines, aux différents échelons de la hiérarchie. Au fur et à mesure que la bureaucratie du *C.I.O.* devient plus conservatrice, celle de la *N.A.A.C.P.* met plus volontiers la main dans la sienne. Au sommet, comme on l'a vu, le président du *C.I.O.* siège au comité directeur de la *N.A.A.C.P.* A Detroit, Walter Reuther et sa bureaucratie sont en relations étroites avec les notabilités nègres locales <sup>36</sup>. Cette alliance est, pour une bonne part, platonique. Elle se manifeste par des déclarations annuelles de solidarité réciproque et la présence de délégués d'un mouvement aux assises de l'autre <sup>37</sup>. Elle n'a pas d'autre programme ni d'autre ciment que le soutien de l'administration Truman.

Cependant, les nègres commencent à voir clair et à perdre patience. Déjà, on l'a vu, l'insuffisance de la plate-forme électorale du Parti Démocrate en 1944 les avait vivement déçus, et ils avaient manifesté ouvertement leur irritation <sup>38</sup>. Celle-ci s'exprime aujourd'hui avec non moins de netteté. Dans une

\* Voir plus haut, p. 193.

\*\* Vol. 1, p. 304-306.

\*\*\* Voir plus haut, p. 187.



lettre au *New York Times*, en mars 1949, un leader nègre parla en termes amers de la coalition des Républicains et des « Bourbons » contre le programme de Droits Civils, et déplora que cette intrigue « fournisse de l'eau au moulin communiste<sup>38</sup>. » L'année suivante, en mars 1950, un des plus grands quotidiens nègres, le *Chicago Defender*, souligna la distance existant entre les promesses du Parti Démocrate et ses réalisations. « Les désirs du peuple, écrivit-il, ont été ignorés et oubliés, au bénéfice d'un petit groupe d'égoïstes qui ne songent qu'à perpétuer leurs petits intérêts politiques particuliers<sup>39</sup>. »

Les nègres sont, de plus en plus, écœurés par le cynisme et la malhonnêteté des deux partis capitalistes traditionnels. A. Philip Randolph a certainement traduit avec exactitude leurs sentiments lorsqu'il a fait le procès d'un Parti Républicain qui a cessé d'être une force progressive pour devenir le parti du *Big Business*, et d'un Parti Démocrate, dominé par le « solide Sud » et le terrorisme du *Ku-Klux-Klan*. Avant longtemps, écrit-il, ses congénères « apprendront qu'il n'y a pas de différence fondamentale entre Démocrates et Républicains, aussi bien en ce qui concerne les nègres qu'en ce qui concerne le *Labor*<sup>40</sup>. »

Les signes précurseurs d'un regroupement politique apparaissent à plus d'un observateur. Gunnar Myrdal doute que le Parti Démocrate puisse maintenir longtemps sa factice unité, et prévoit que les réactionnaires du Sud se sépareront tôt ou tard des « libéraux » du Nord. L'ancien gouverneur libéral de Georgia, Ellis Arnall, souhaite publiquement une telle rupture, en 1947<sup>41</sup>. La scission des *Dixiecrats* en 1948, bien que très limitée, semble avoir été une première étape dans cette direction. Elle a été provoquée, on l'a vu, par la pression des masses nègres, qui obligèrent le Parti Démocrate à inclure dans sa plate-forme électorale le programme de Droits Civils\*. Il est probable que, dans un proche avenir, les nègres seront la force décisive qui hâtera le réaligement des forces politiques et obligera le *Labor* à rompre les liens contre nature qui l'attachent aujourd'hui encore à la Réaction sudiste.

Au terme de cette évolution, il n'est pas déraisonnable de penser que les nègres contribueront activement à l'entrée en

\* Voir plus haut, p. 188, 191-192.

scène, si longtemps différée, d'un vaste rassemblement de tous les opprimés, constitués en force politique indépendante. En plusieurs occasions, Randolph a adjuré les nègres d'aider à la formation d'un parti national *Farmer-Labor*, destiné à supplanter les deux grands partis, tous deux dominés par les intérêts capitalistes<sup>42</sup>.

Un tel rassemblement donnerait, sans doute, une impulsion formidable au rapprochement des deux races, non seulement sur le plan du travail, mais dans toute la vie sociale. Et comme, d'autre part, il se heurterait à une résistance farouche de la coalition d'intérêts du Nord et du Sud, il aurait à engager une lutte qui ferait faire un immense bond en avant, non seulement à la race noire, mais à la démocratie américaine tout entière.

\*  
\*\*

Le programme d'une telle alliance *sera, à mon avis, socialiste ou ne sera pas*. Je crois avoir établi de façon indiscutable le lien existant entre le préjugé racial et le présent système économique. Il me semble évident que le préjugé ne pourra être déraciné et la ségrégation éliminée que si ce système subit une transformation radicale<sup>43</sup>. En dépit de l'exode vers le Nord et de l'industrialisation, le bastion du préjugé racial reste le Sud. Il s'y montre inexpugnable. Le réformisme libéral ne me paraît pas davantage capable de résoudre le problème du Sud qu'il n'a été capable de résoudre la question paysanne dans certains pays arriérés d'Europe tels que la Russie, l'Espagne ou l'Italie. La question nègre est d'ailleurs, dans une large mesure, elle aussi, une question paysanne, et sa solution me paraît impliquer une réorganisation fondamentale de la structure agricole des Etats-Unis, dont je ne vois pas bien comment elle pourrait être opérée autrement que sur des bases socialistes\*.

Déjà, en 1930, au terme d'une analyse pénétrante du problème noir à l'usage du lecteur français, Magdeleine Paz écrivait : « Pour arracher au blanc une loi fédérale protégeant

---

\* Voir plus haut, p. 121-122.

ses esclaves contre le lynch, pour arracher l'abolition des lois *Jim Crow*, l'effacement des lois interdisant le mélange des races, la suppression du péonage et la disparition de l'énorme système qui les transforme en parias, pour arracher l'égalité des droits civiques et politiques, l'égalité économique, et l'établissement d'un statut faisant d'eux des êtres humains, faudra-t-il autre chose qu'une Révolution <sup>44</sup> ? »

Ainsi, la question nègre apparaît comme essentiellement une question *prolétarienne*, liée au destin du mouvement ouvrier dans son ensemble, et qui ne sera résolue que dans la mesure où la classe ouvrière remplira sa mission historique de fossoyeur du capitalisme et de fondateur d'une société nouvelle. L'heure de leur « Seconde Emancipation » ne sonnera vraiment pour les nègres que lorsque le Travail aura réglé ses comptes avec le Capital.

Cependant ce serait, je crois, une funeste erreur, partant de ces prémisses, que de noyer la question nègre dans la question sociale et de la subordonner entièrement à celle-ci. Les pionniers du socialisme américain se sont trompés lourdement lorsqu'ils ont prétendu, avec Eugène V. Debs, qu'« il n'y a pas de question nègre indépendamment de la question ouvrière, de la lutte de classes prolétarienne ». « Nous n'avons rien de spécial à offrir aux nègres, affirmait le grand « Gene », et nous ne pouvons faire des appels séparés à toutes les races... Quand la classe ouvrière aura triomphé... le problème racial aura disparu pour toujours <sup>45</sup>. » L'erreur est à la fois théorique et pratique. En théorie, elle témoigne d'une compréhension inexacte des rapports existant entre l'« infrastructure » et la « superstructure ». Il ne faut pas, je l'ai déjà suggéré \*, attendre que l'« infrastructure », c'est-à-dire le système économique, ait été détruite pour s'attaquer à la « superstructure », c'est-à-dire aux manifestations du préjugé racial. En pratique, la conception de Debs risque d'inciter les nègres à la passivité. Ils pourraient en tirer la conclusion qu'il leur suffit de se croiser les bras jusqu'à ce que le *Labor* ait accompli pour eux sa tâche historique, conclusion qui ne serait qu'une transposition « prolétarienne » de la conception bourgeoise selon laquelle les nègres sont trop « arriérés » pour être capables d'une action propre. En outre, une position abstraite du genre

\* Voir plus haut, p. 136-137.

de celle de Debs risquerait de détourner du socialisme beaucoup de nègres, parce qu'ils n'y trouveraient aucune réponse immédiate à leurs préoccupations raciales. Les partisans de la conception de Debs pourraient, sans doute, invoquer le fait que, récemment, les nègres ont afflué en masses compactes dans le mouvement ouvrier et tendu, par conséquent, à se confondre avec le prolétariat. Mais, si l'on regarde les choses de plus près, on constate que cette prolétarianisation et cette « syndicalisation » du noir, loin d'amoinrir et d'affaiblir le mouvement nègre indépendant pour l'affranchissement racial, l'ont, au contraire, stimulé. C'est depuis que les nègres sont intégrés dans le mouvement ouvrier que la protestation de l'ensemble de la communauté nègre contre *Jim Crow* a pris le plus de force. Il semble même — je l'ai indiqué à propos de Randolph \* — qu'il y ait une volonté consciente des nègres de consolider et non de « démanteler » leurs organisations raciales au fur et à mesure qu'augmente la puissance du *Labor*. Ils sentent qu'ils ne feront entendre leur voix au sein de celui-ci que dans la mesure où la race sera fortement organisée en tant que telle <sup>46</sup>.

La lutte de la minorité raciale noire ne peut pas être identifiée purement et simplement à la lutte ouvrière en direction du socialisme. Elle a une existence distincte, elle possède ses origines historiques, ses traits particuliers, ses formes d'évolution et ses méthodes d'action, sa vitalité et sa validité propres. Elle doit se combiner étroitement avec la lutte ouvrière à tendances socialistes, mais non pas se confondre entièrement avec elle.

Les pionniers du socialisme américain ont commis une erreur (toutes choses égales d'ailleurs) analogue à celle des socialistes européens qui ont tendance à sous-estimer la valeur progressive des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et à n'en voir que les aspects régressifs. Il est bien évident que certaines tendances du « nationalisme » et du « chauvinisme » noirs, que j'ai décrites \*\*, présentent des dangers. Elles risquent de rendre les nègres méfiants à l'égard de tous les blancs, y compris ceux qui combattent sincèrement

---

\* Voir plus haut, p. 303 n.

\*\* Voir plus haut, p. 211 sqq.

le préjugé racial, et d'élargir le fossé qui a, trop longtemps, séparé les hommes de couleur de leur allié naturel, le mouvement ouvrier. Mais ces tendances ont aussi des côtés progressifs que l'on aurait tort de négliger. Elles expriment la volonté passionnée des nègres de conquérir l'égalité des droits, et aussi leur scepticisme à l'égard des solutions réformistes et libérales, à l'égard de la démocratie bourgeoise. Dans ce sens, elles ont un contenu radical. Elles ne doivent pas être dépréciées ou combattues, mais capitalisées et orientées <sup>47</sup>.

Ceux qui ont étudié les problèmes posés par la présence des travailleurs nègres dans les syndicats ouvriers sont d'accord pour conclure que, tout en y étant traités sur un pied d'égalité absolue avec leurs frères blancs, ils devraient y trouver des instruments de lutte consacrés à leurs revendications propres. Le prolétaire nègre est un prolétaire comme les autres, mais un prolétaire d'une espèce particulière, ayant ses difficultés spéciales et un fardeau à porter plus lourd que celui des autres : sur le lieu du travail, la discrimination économique; hors l'usine, la ségrégation sociale. Pendant longtemps d'ailleurs, il a eu tendance à se considérer davantage comme un nègre, c'est-à-dire une victime de l'oppression raciale, que comme un travailleur simplement soumis à l'oppression de classe <sup>48</sup>.

La plupart des auteurs nègres qui se montrent partisans de l'intégration des noirs dans les syndicats ouvriers souhaitent la création, au sein du *Labor*, d'un organisme de liaison entre les syndiqués de couleur. Ils pensent que seul un tel instrument permettrait aux travailleurs nègres de coordonner leur action et de faire entendre leur voix lorsque se posent des problèmes spécifiquement raciaux. Tel est aussi l'avis de Gunnar Myrdal <sup>49</sup>. Le *National Negro Congress* aurait pu, s'il avait subsisté, remplir cette fonction. L'*Urban League* pourrait, elle aussi, si elle n'était pas sous la dépendance financière des employeurs \*, assumer cette tâche. Mais on se trouve ici, de toute évidence, en présence d'une lacune. J'ai été frappé, pour ma part, au cours de mes voyages, par le manque de liaison existant entre responsables syndicaux nègres. Leur

---

\* Voir plus haut, p. 298-299.

isolement risque de retarder l'ascension de la génération nouvelle de leaders ouvriers de couleur \*.

Reconnaître au mouvement d'émancipation raciale, dans le cadre du mouvement ouvrier à tendances socialistes, une existence distincte et autonome, ne ralentirait en rien la lutte pour l'abolition ultime du salariat. Bien au contraire. La condition même qui est faite aux nègres dans la société américaine les place à l'avant-garde de la révolte populaire et les fait exercer, sur les autres forces sociales progressives, le rôle d'un puissant stimulant. W. J. Cash admet que le nègre est, « de toute évidence, le plus exploité et le plus opprimé des Américains <sup>50</sup>. » Henry Lee Moon fait observer que l'effroyable système de ségrégation et de discrimination raciale a créé un terrain fertile pour les semences de la révolution. « Paria dans son pays natal, écrit-il, le nègre apparaît comme ayant peu ou n'ayant rien à perdre à un changement fondamental de notre ordre social <sup>51</sup>. » Oliver C. Cox note que « les nègres sont, en puissance, plus délibérément communistes que les blancs <sup>52</sup>. » Et Magdeleine Paz, après Tocqueville <sup>53</sup>, pense que « la population noire est, sur le sol de l'Amérique « qu'ête et prospère », la porteuse de flammes, l'élément volcanique <sup>54</sup>. » Il n'est pas un nègre qui ne soit convaincu, par sa propre expérience de tous les jours, que le système social des États-Unis est défectueux. Les travailleurs blancs, dans leur majorité, ne sont pas encore parvenus, ou sont parvenus beaucoup moins nettement, à cette conclusion. Le nègre est, dans ce sens, l'éducateur du blanc. Chaque fois qu'il se heurte, dans sa lutte pour l'égalité de droits, à la démocratie capitaliste américaine, il aide l'homme blanc à en découvrir le véritable visage. Tandis que le blanc croit encore à la légende d'un « Etat au-dessus des classes », d'un « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple », le nègre, lui, sait à quoi s'en tenir sur la véritable nature des pouvoirs publics : comment pourrait-il faire confiance à des Etats qui le soumettent à une ségrégation

---

\* Voir plus haut, p. 301-302. Richard Wright me suggère que, si les noirs n'ont pas encore créé dans les syndicats ouvriers (sauf à Harlem) un organisme de liaison raciale, ce n'est pas par négligence ou faute d'en saisir la nécessité, mais parce qu'une telle initiative risquerait d'être mal vue des syndicalistes blancs. Wright me dit que, même dans le Parti communiste, les noirs eurent jadis à batailler pour obtenir le droit de constituer une commission purement nègre.

légale, à un gouvernement fédéral qui, malgré ses promesses, ne lui garantit toujours pas les droits civils, et qui, dans ses sphères propres (forces armées, services publics), continue à le traiter comme un citoyen inférieur <sup>55</sup> ?

Avant les blancs, le nègre est devenu sceptique à l'égard des deux partis traditionnels capitalistes, qui l'ont également trahi; avant les blancs, il est devenu sceptique à l'égard de guerres « pour la cause de la démocratie », puisqu'il y a versé son sang sans obtenir d'être traité selon le Credo démocratique.

\*  
\*\*

Pendant longtemps, on a pu craindre que la révolte nègre ne prenne la forme d'une sanglante guerre de races. Mais, aujourd'hui, il semble à peu près certain que la tragédie dont l'Inde et la Palestine ont été récemment le théâtre sera épargnée à l'Amérique. La cause des noirs s'est identifiée aujourd'hui, de façon définitive, avec celle du *Labor*. La convergence des deux grands mouvements <sup>56</sup> garantit que, s'il y a explosion, elle ne sera pas fratricide. En 1930, Magdeleine Paz écrivait que « *le jour où les deux mouvements seront assez solidement réunis pour n'en former qu'un seul, le colosse blanc pourra trembler* <sup>57</sup> ». A l'époque, elle estimait, correctement, que ce jour était « encore lointain ». Depuis, le monde et les Etats-Unis avec lui ont avancé à grands pas. Le jour approche. Le colosse capitaliste peut trembler.

FIN DU VOLUME II





## REFERENCES

N.B. — L'abréviation N.Y.T. signifie : *New York Times*.

### AVANT-PROPOS

1. Lettre de François MAURIAC à l'auteur, du 19 août 1950.
2. *Figaro*, 12 septembre 1950.
3. Lettre de Pierre MONATTE à l'auteur, du 28 mars 1950.
4. Lettre de Marecau PIVERT à l'auteur, du 11 septembre 1950.
5. *Révolution Prolétarienne*, octobre 1950, 13-18; — *Cahiers Fernand Pelloutier*, décembre 1950, 9-13; — *Esprit*, mars 1951, 491-492.
6. *Combat*, 29, 30-31 décembre 1950, 1<sup>er</sup>, 2 et 3 janvier 1951.
7. *Cahiers Fernand Pelloutier*, décembre 1950, 10.
8. *Ibid.*, mars 1951, 13.
9. DUHAMEL (Georges), *Scène de la Vie Future*, 1930; — GUÉRIN (Daniel), « Civilisation de classe ou civilisation de masse », *Révolution Prolétarienne*, n° 110, 1930, 261.
10. WALUSINSKI (Gilbert), *Cahiers Fernand Pelloutier*, décembre 1950, 4-5.
11. Lettre de Michel POBERS, Directeur du journal *France-Amérique*, de New-York, à l'auteur, 1<sup>er</sup> novembre 1950.
12. *Figaro*, 12 septembre 1950.
13. *Ibid.*, 8 août 1950.
14. Lettre de François MAURIAC à l'auteur, du 11 août 1950.
15. *Figaro*, 8 août 1950.
16. CASSOU (Jean) in : *La Voie libre*, 1951, 86.
17. DUMONT (René), *Les Leçons de l'Agriculture américaine*, 1949.
18. SCHOBLL (Franck Louis), *La question des noirs aux Etats-Unis*, 1925; — du même : *U.S.A. du côté des blancs et du côté des noirs*, 1929; — PAZ (Magdeleine), *Frère Noir*, 1930.
19. *Figaro*, 14 décembre 1950.
20. N.Y.T., 11 février et 11 mars 1951 (articles de Louis STARK).
21. *Le Monde*, 22 février et 1<sup>er</sup> mars 1951.
22. *Ibid.*, 13 mars 1951.
23. LATTIMORE (Owen), *Ordeal by Slander*, 1950; — McWILLIAMS (Carey), *Witch Hunt, The Revival of Heresy*, 1950.
24. Lettre de Gaetano SALVEMINI à l'auteur, du 28 février 1951.

### TROISIÈME PARTIE

#### CHAPITRE PREMIER

##### 1

1. BEARD (Charles A. et Mary R.), *The Rise of American Civilization*, éd. 1930, II, 254-256, 402.
2. *Ibid.*, 402; — DUMONT, *op. cit.*, 103.
3. DUMONT, *op. cit.*, 115.

4. COREY (Lewis), *The Crisis of the Middle Class*, 1935, 154.
5. STEINBECK (John), *The Grapes of Wrath*, 1939, traduction française : *Les Raisins de la Colère*, 1947, 334.
6. McWILLIAMS (Carey), *Ill fares the Land*, 1942, 47.
7. STEINBECK, *op. cit.*, 381.

8. Message du Président ROOSEVELT au Congrès, 16 février 1937, in : *Farm Tenancy, Report of the President's Committee*, février 1937.
9. McWILLIAMS, *op. cit.*, 300-301.
10. Discours radiodiffusé, in *U.S.A., Bulletin économique*, Paris, 20 avril 1949.

## 2

1. *The I.W.W. in Theory and Practice*, 5<sup>e</sup> éd., 1937.
2. *Action Letter*, novembre 1946.
3. BERGE (Wendell), *Economic Freedom for the West*, 1946, 56.
4. ROCHESTER (Anna), *Why Farmers are poor, The Agricultural Crisis in the United States*, 1940, 14.
5. *Ibid.*, 32-34 (source : *Agricultural Income Inquiry, Federal Trade Commission*, 1937); — *Facts for Farmers*, mars 1950 (Source : *F.T.C.'S. Report on the concentration of productive facilities*, 1949).
6. ROCHESTER, *op. cit.*, 108; — McWILLIAMS (Carey), *Small Farm and Big Farm, Public Affairs Pamphlet n° 100*, 1945, 5; — STEINBECK, *op. cit.*, 309.
7. KILE (Orville Merton), *The Farm Bureau through three decades*, 1948, 203, 215-223.
8. HAVEMANN (Ernest), « The great Glut », *Life International*, 10 avril 1950.
9. *Economic Concentration and World War II, U.S. Senate*, 1946, 215-216; — ROCHESTER, *op. cit.*, 228 sqq.
10. *National Union Farmer*, mai 1948, 3; — *Facts for Farmers*, juin 1948, 1.
11. *Economic Concentration...*, *cit.*, 216-219; — ROCHESTER, *op. cit.*, 231-243.
12. *Economic Concentration...*, *cit.*, 219-221; — ROCHESTER, *op. cit.*, 32-34; — McWILLIAMS, *Ill fares...*, *cit.*, 23.

13. McWILLIAMS, *Ill fares...*, *cit.*, 22; — *National Union Farmer*, septembre 1948.
14. DUMONT, *op. cit.*, 259-260.
15. ROCHESTER, *op. cit.*, 32-34; — DUMONT, *op. cit.*, 324; — *Facts for Farmers*, octobre 1948.
16. *Economic Concentration...*, *cit.*, 194-197.
17. *Ibid.*; — *America needs more fertilizer...*, *National Farmers Union*, 1947; — *The Southern Patriot*, décembre 1947; — *National Union Farmer*, juin et août 1948.
18. *Economic Concentration...*, *cit.*, 136-138; — MEYERS (Albert L.), *Agriculture and the National Economy, T.N.E.C.*, monograph n° 23, 1940, 29; — *The Truth about Farm Machinery Monopoly Firms, United Farm Equipment and Metal Workers*, 1946; — *Horses, Tractors and Monopolies U.A.W.*, 1947; — McWILLIAMS, *Ill fares...*, *cit.*, 321.
19. *N.Y.T.*, 14 décembre 1947, 12 janvier et 6 février 1948.
20. RAUCH (Basil), *The History of the New Deal, 1933-1938*, 1944, 168; — *National Union Farmer*, 15 février 1946; — FRYER (Lee), *The American Farmer, his problems and his prospects*, 1947, 111; — NEAL (William J.), « Electricity for Rural America », *Grange Monthly*, novembre 1947.
21. ROCHESTER, *op. cit.*, 28-29; — *National Union Farmer*, 15 avril 1946.
22. *Report of the Administrator of the Farmers Home Administration*, 1948, 1.

## 3

1. WARING (P. Alston) et GOLDEN (Clinton S.), *Soil and Steel*, 1947, 28.
2. CORBY, *op. cit.*, 154; — Cf. également McWILLIAMS, *Ill fares...*, *cit.*, 336.
3. *Variations in Farm incomes and their relation to agricultural policies, U.S. Chamber of Commerce, Agricultural*

- Department*, mars 1945, 3-5; — McWILLIAMS, *Small Farm*, *cit.*, 5; — DUMONT, *op. cit.*, 103.
4. *U.S. Census of Agriculture, 1945*, vol. II, ch. II, *Size of Farms*, 73.
5. *Ibid.*, vol. II, ch. X, *Value of Farm Products, and Type of Farm*, 576.

6. *Ibid.*, vol. II, ch. II, 62.
7. *Ibid.*, 66.
8. *Ibid.*, 62.
9. *Statistical Abstract of the U.S.*, 1947, 590.
10. *Ibid.*, 581.

11. *Agricultural Statistics*, 1946, 566; — *Report of the Census Bureau*, 1948; — *Statistical Abstract*, 1947, 581.
12. KILB, *op. cit.*, 399.
13. DUMONT, *op. cit.*, 273.

4

1. McWILLIAMS (Carey), *Factories in the Field*, 1939.
2. *Farm Labor News*, décembre 1948.
3. *National Union Farmer*, 1<sup>er</sup> janvier 1947.
4. *Correspondance Fr. Engels-Karl Marx et divers*, publiée par F. A. Sorge, trad. BRACKER, 1950, I, 257. (Lettre de MARX du 5 novembre 1880).
5. McWILLIAMS, *Factories...*, cit., *passim*; — du même : *Ill fares...*, cit., 42-44; — STEINBECK, *op. cit.*, 251-259.
6. McWILLIAMS, *Factories...*, cit., 15-17, 233, 267; — ROCHESTER, *op. cit.*, 106-107.
7. ROCHESTER, *op. cit.*, 107.
8. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 16.
9. MEYERS, *op. cit.*, 11.
10. « California's Cotton Rush », *Fortune*, mai 1949.
11. McWILLIAMS, *Factories...*, cit., 231; — du même : *Ill fares...*, cit., 25-27; — *Small Farm...*, cit., 19-20; — ROCHESTER, *op. cit.*, 159-161, 266-267; — *Labor Unionism in American Agriculture*, U.S. Department of Labor Bulletin n° 836, 1945, *passim*; — STEINBECK, *op. cit.*, 309, 320, 457.
12. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 14.
13. ROCHESTER, *op. cit.*, 108.
14. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 106-107.
15. ROCHESTER, *op. cit.*, 107 (source : *N.Y.T.*, 20 juillet 1937).
16. *Ibid.* (source : *Fortune*, mars 1937).
17. DUMONT (René), « Les Métayers noirs du Cotton Belt », *Revue Internationale*, juin 1947, 467; — McWILLIAMS, *Ill fares*, cit., 17.
18. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 17.
19. *Ibid.*, 20-21.
20. *Ibid.*, 183.
21. *Ibid.*, 183-184.

22. VAN SICKLE (John Valentin), *Planning for the South*, 1943, 119.
23. *Farm Tenure Improvement in the U.S.*, U.S. Department of Agriculture, décembre 1945, 109-110; — McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 69.
24. ROCHESTER, *op. cit.*, 110 (source : *Agricultural Situation*, mars 1939, 14; *Secretary of Agriculture, Annual Report*, 1938, 70).
25. *Farm Tenure...*, cit., 74.
26. ROCHESTER, *op. cit.*, 112.
27. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 303-305.
28. *U.S. Census of Agriculture, 1945, Special Report, Farms and Farm Characteristics by color and tenure of operator*, 1, 225.
29. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 304.
30. *Ibid.*, 318; — CHARLES C., « The Crisis in American Agriculture », *Fourth International*, juin 1942, 179.
31. *N.Y.T.*, 11 avril 1948.
32. *Ibid.*, 2 juillet 1950.
33. *Farm Tenure...*, cit., 69.
34. DUMONT, *Les Leçons...*, cit., 212.
35. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 102-103, 196-197, 202, 220, 323.
36. *Ibid.*, 323; — LYNCH (David), *The Concentration of Economic Power*, 1946, 291.
37. HAYWOOD (William D.) et BOHN (Frank), *Industrial Socialism*, 1911, 20.
38. *Cf.*, par ex., VANCE (Rupert B.), *Human factors in Cotton culture*, 1929, 161, 166.
39. *N.Y.T.*, 31 janvier 1948.
40. *Ibid.*, 15 janvier 1950.
41. RAPER (Arthur), *Machines in the Cotton Field*, 1946, 18.
42. CASH (W. J.), *The Mind of the South*, 1941, 412; — DUMONT, *op. cit.*, 272-273.
43. *Rust Foundation Charter, with Foreword by John Rust*, s. d.
44. CASH, *op. cit.*, 411-412.
45. *Ibid.*, 411; — RAPER, *op. cit.*, 24.

1. N.Y.T., 16 décembre 1947.
2. *Ibid.*, 16 novembre 1947.
3. KRAMER (Dale), *The Truth about the Farm Bureau*, s.d. (1946?), 8; — N.Y.T., 26 février 1950.
4. McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 24-25 (source : Montgomery, Alabama, *Advertiser*, 23 mars 1943).
5. *Ibid.*, 12.
6. *Ibid.*, 22-23.
7. *Ibid.*, 13; — CHASE (Stuart), *Democracy under pressure*, 1945, 100; — N.Y.T., 17 décembre 1947.
8. GRISWOLD (A. Whitney), *Farming and Democracy*, 1948, 190; — CHASE, *op. cit.*, 97.
9. GRISWOLD, *op. cit.*, 191-195.
10. McCUNE (Wesley), *The Farm Bloc*, 1943, 191; — KRAMER, *op. cit.*, 6-9.
11. CHASE, *op. cit.*, 96-97; — *Farm Tenancy, Report of the President's Committee*, 1937, 21 (« Minority Report of W. L. BLACKSTONE »).
12. ROCHESTER (Anna), *The Populist Movement in the U.S.*, 1943, 21; — *Building the Grange...* 1867-1946, 1946, 5; — GRISWOLD, *op. cit.*, 190.
13. CHASE, *op. cit.*, 96.
14. KILE, *op. cit.*, 173, 330.
15. SMITH (Russel), « Big Business and the Farm Bloc », *Antioche Review*, été 1944; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 21-22.
16. KILE, *op. cit.*, 197-226.
17. WARING et GOLDEN, *op. cit.*, 31; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 21-22.
18. SMITH, *op. cit.*; — KRAMER, *op. cit.*, 2-3; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 21-22.
19. KRAMER, *op. cit.*, 12-15; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 21-22.
20. KILE, *op. cit.*, 313-314.
21. *National Grange, Annual Report*, 1947, 7.
22. KILE, *op. cit.*, 318.
23. *Farm Bureau Federation, 1949 Program*; — *National Union Farmer*, 1<sup>er</sup> et 15 janvier 1946.
24. *Grange Blue Book*, s.d., 15; — *National Grange Annual Report*, 1947,

- 1-2; — NEAL, *op. cit.*, *Grange Monthly*, novembre 1947.
25. KRAMER, *op. cit.*, 15-21; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 21-22.
26. SMITH, *op. cit.*
27. Cf. *Variations in Farm Incomes...*, cit.
28. McCUNE, *op. cit.*, 170-175; — CASH, *op. cit.*, 347.
29. McCUNE, *op. cit.*, 136.
30. KILE, *op. cit.*, 297, 323-326; — *Resolutions Farm Bureau Convention*, décembre 1947, 20.
31. GRISWOLD, *op. cit.*, 191-192.
32. VANCE, *op. cit.*, 198.
33. SMITH, *op. cit.*
34. ROCHESTER, *Why Farmers...*, cit., 262.
35. *Ibid.*, 261-262 (source : T.N.E.C. *Release* n° 14, 25 octobre 1939, 14).
36. GRISWOLD, *op. cit.*, 204-206.
37. McCUNE, *op. cit.*, 259.
38. LISTER (John H.) et SWANTZ (Alexander), *Purchasing Farm Supplies through Southern States Co-operative, Inc.*, 1943, 115.
39. *National Union Farmer*, 15 janvier 1946.
40. GRISWOLD, *op. cit.*, 204-206; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 26.
41. DON PASSOS (John), *The Grand Design*, 1949, 75.
42. *Resolutions Farm Bureau Convention*, 1947, 15; — *Farm Bureau 1949 Program*; — *National Grange, Annual Report*, 1947, 5.
43. GRISWOLD, *op. cit.*, 196-198.
44. KILE, *op. cit.*, 256.
45. *Ibid.*, 370-371.
46. Allocation radiodiffusée (C.B.S., « Cross Section U.S.A. »), 19 mars 1949; — *Why is the Farm Bureau lobbying against parity for family farmers*, tract de la *National Farmers Union*, 1949.
47. « The Farmer ». éditorial de *Life*, 5 mai 1947.
48. *Variations in Farm Incomes...*, cit., 9, 20-21.
49. WARING et GOLDEN, *op. cit.*, 31; — CHASE, *op. cit.*, 97.
50. DUMONT, *op. cit.*, 194.

1. *Farm Tenancy...*, cit., 4, 5, 16, 65-68.
2. *Agricultural Statistics*, 1946, 566.

3. *The Meat of it*, Bulletin mensuel du *Research Department, United Packinghouse Workers, C.I.O.*, juin 1947.

4. Audition du Ministre de l'Agriculture Charles F. BRANNAN devant une Commission du Congrès, *Congressional Record*, 7 avril 1949; — HENRI PIERRE, *Le Monde*, 17 juin 1949.

5. U.S. Census of Agriculture, 1945, vol. II, ch. X, 576.

6. *Postwar Developments in Farm Security*, Farm Security Administration, 1946, 2.

7. Audition du Ministre de l'Agriculture Charles F. BRANNAN devant la Commission de l'Agriculture de la Chambre des Représentants, 6 octobre 1947, *Grange Monthly*, novembre 1947.

8. *Resolutions Farm Bureau Convention*, décembre 1947, 31.

9. Renseignements fournis par la National Farmers Union.

10. *Variations in Farm Incomes...*, cit., 15-19.

11. *Ibid.*, 7.

12. U.S. Census of Agriculture, 1945, vol. II, ch. II, 73.

13. ROCHESTER; *op. cit.*, 69.

14. Cf. DICKINS (Dorothy), *Some Contrasts in the levels of living of women engaged in Farm, Textile Mill, and Garment plant work*, Bulletin n° 364, Mississippi Experiment Station, 1941.

15. MYRDAL (Gunnar), *An American Dilemma, The Negro Problem and Modern Democracy*, 1944, 227, 230.

16. U.S. Census of Agriculture, 1945, vol. II, ch. III, *Color and Tenure of Farm operator*, 162; — *Ibid.*, *Special Report, Farms and Farm Characteristics by color and tenure of operator*, XIII; — *Graphic Summary of Farm Tenure in the U.S.*, 1948, 22.

17. VANCE (Rupert B.), *All these people, the Nation's human resources*

*in the South*, 1945, 214; — du même : *Farmers without land, Public Affairs Pamphlet*, n° 12, 1938, 13.

18. *Farm Tenure Improvement...*, cit., 77; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 5; — du même : *Ill fares...*, cit., 19.

19. U.S. Census of Agriculture, 1945, vol. II, ch. III, 131.

20. MYRDAL, *op. cit.*, 245.

21. *Farm Tenancy...*, cit., 43; — VANCE, *Farmers...*, cit., 15.

22. *Farm Tenancy...*, cit., 43; — DUMONT, « Les Métayers noirs... », cit., 410-411.

23. DAVIS (Allison), GARDNER (Burleigh B. and Mary R.), *Deep South*, 1941, *passim*; — *Farm Tenure Improvement...*, cit., 11, 125-127; — DUMONT, « Les Métayers noirs... », cit., 408-409.

24. DAVIS, *op. cit.*, 379-381; — *Farm Tenancy...*, cit., 7 et les photos encartées entre les p. 32 et 33.

25. VANCE, *Farmers...*, cit., *passim*; — du même, *All these People*, cit., 228-229; — Van SICKLE, *op. cit.*, 139-141; — RAPER (Arthur Franklin) et REID (Ira de A.), *Sharecroppers all*, 1941, *passim*.

26. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 218-219; — MYRDAL, *op. cit.*, 254-260.

27. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 305-308; — ALLEN (James S.), « Machines in cotton », *Science and Society*, printemps 1948.

28. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 217-218.

29. DUMONT, « Les Métayers noirs... », cit., 412.

30. U.S. Census of Agriculture, 1945, vol. II, ch. III, 144.

7

1. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 8, 10, 28-29; — STEINBECK, *op. cit.*, *passim*.

2. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 4, 14, 30, 33, 196.

3. *Ibid.*, 12, 325; — MARX (Karl), *Le Capital*, Livre Premier.

4. SCHWARTZ (Harry), *Seasonal Farm Labor in the United States*, 1945, 63.

5. *Agricultural Statistics*, 1946, 533.

6. N.Y.T., 16 janvier 1950.

7. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 355.

8. *Ibid.*; — DUMONT, « Les Métayers

noirs... », cit.; — du même, *Les Leçons...*, cit., 70, 146.

9. McWILLIAMS, *Small Farm...*, cit., 11; — N.Y.T., 26 février 1950 et 8 avril 1951; — SCHWARTZ, *op. cit.*, 154.

10. N.Y.T., 5 septembre 1950.

11. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 331; — SCHWARTZ, *op. cit.*, 7, 10.

12. SCHWARTZ, *op. cit.*, 18.

13. N.Y.T., 23 mars 1950.

14. RAUCH, *op. cit.*, 120.

15. *Farm Tenancy...*, cit., 62-63; — *Farm Labor News*, décembre 1948.

16. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 266; — *N.Y.T.*, 5 septembre 1950.  
 17. Dos PASSOS, *op. cit.*, 35.  
 18. *N.Y.T.*, 5 septembre 1950.  
 19. SCHWARTZ, *op. cit.*, 26 (les rapports des Commissions La Follette et Tolan ont été publiés en 1940 et 1941).  
 20. *N.Y.T.*, 7, 14, 17, 28 mars 1950.  
 21. *Ibid.*, 11 avril, 4 et 9 décembre 1948, 9 août 1950 et 8 avril 1951; — McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 254.  
 22. *Border Incident*, en français: *Incident de Frontière*, film.  
 23. *N.Y.T.*, 4 avril 1950.  
 24. *N.Y.T.*, 7 septembre 1950.  
 25. McWILLIAMS, *Small Farm.*, cit., 18; — du même, *Ill fares...*, cit. 338-359.  
 26. *Farm Labor News*, décembre 1948; — *Labor Unionism...*, cit., *passim*.  
 27. *N.Y.T.*, 5 septembre 1950; — SCHWARTZ, *op. cit.*, 91.  
 28. *Farm Labor News*, décembre 1948.  
 29. TUGWELL (R. G.), « Is a farmer-labor alliance possible? », *Harper's Magazine*, mai 1937.

## CHAPITRE II

## 1

1. FRYER (Lec), *The American Farmer, his problems and his prospects*, 1947, 106-108.  
 2. HAVEMANN (Ernest), « The great glut », *Life International*, 10 avril 1950; — *House of Representatives, U.S. Versus Economic Concentration and Monopoly*, 1946, 92-93; — RAUCH (Basil), *The History of the New Deal 1933-1938*, 1944, 8; — *Dare Farmers risk abundance, National Planning Association*, février 1947, 5-6; — *Economic Outlook, C.I.O.*, novembre 1949.  
 3. *Statistical Abstract*, 1946, 623; — *Dare Farmers...*, cit., 6.  
 4. *Agricultural Statistics*, 1946, 576.  
 5. FRYER, *op. cit.*, 107-108; — ROCHESTER (Anna), *Why farmers are poor, the Agricultural crisis in the U.S.*, 1940, 83-84.  
 6. *Dare Farmers...*, cit., 6.  
 7. RAUCH, *op. cit.*, 12-15.  
 8. KILE (Orville Merton), *The Farm Bureau through three decades*, 1948, 202.  
 9. RAUCH, *op. cit.*, *passim*; — KILE, *op. cit.*, *passim*; — Cf. aussi BERGMANN (Denis R.), « Quelques aspects de la politique agricole des États-Unis », appendice à DUMONT (René), *Les Leçons de l'Agriculture Américaine*, 1949.  
 10. KILE, *op. cit.*, *passim*; — BERGMANN, *op. cit.*; — GRISWOLD (A. Whitney), *Farming and Democracy*, 1948, 152-156; — *The Truth about subsidies, National Farmers Union*, 1944.  
 11. *Facts for Farmers*, mars 1950; — *N.Y.T.*, 22 janvier 1950.  
 12. *Facts for Farmers*, mars 1950.  
 13. *N.Y.T.*, 11 avril 1949 et 2 avril 1950.  
 14. HAVEMANN, *op. cit.*  
 15. *N.Y.T.*, 19 et 20 octobre 1949.  
 16. GRISWOLD, *op. cit.*, 153.  
 17. MYRDAL (Gunnar), *An American Dilemma*, 1944, 258.  
 18. ROCHESTER, *op. cit.*, 264.  
 19. *N.Y.T.*, 15 janvier 1950.  
 20. MYRDAL, *op. cit.*, 254-270; — RAUCH, *op. cit.*, 120.  
 21. GRISWOLD, *op. cit.*, 198-199; — *The Truth about subsidies*, cit., 15; — FRYER, *op. cit.*, 105-106.  
 22. FRYER, *op. cit.*, 23.  
 23. *Dare Farmers...*, cit., 22.  
 24. FRYER, *op. cit.*, 27.  
 25. Déclarations de Charles F. BRANNAN, *N.Y.T.*, 28 août 1949; — Discours du Président TRUMAN, Des Moines, 5 septembre 1949, *N.Y.T.*, 6 septembre 1949.  
 26. *N.Y.T.*, 4 février et 15 avril 1950.  
 27. *Business Record*, mai 1949.  
 28. *Ibid.*; — *Facts for Farmers*, mai 1949.  
 29. *N.Y.T.*, 14 décembre 1948 et 24 juillet 1949.  
 30. *Agricultural Situation*, mai 1949.  
 31. *Dare Farmers...*, cit., 18, 19, 24.  
 32. Discours radiodiffusé, *U.S.A., Bulletin économique*, Paris, 20 avril 1949.  
 33. *N.Y.T.*, 13 avril 1949; — *N.Y. Journal of Commerce*, 26 avril 1949; — *Facts for Farmers*, mai 1949.  
 34. *Facts for Farmers*, mai 1949.  
 35. *Congressional Record*, 7 avril 1949.

36. U.S. Department of Agriculture, *questions and answers on proposed price support program*, mai 1949; — *Facts for Farmers*, mai 1949.

37. Discours du Président TRUMAN, Des Moines, 5 septembre 1949, N.Y.T., 6 septembre 1949.

38. N.Y.T., 1<sup>er</sup> et 29 août 1949; — Discours du Président TRUMAN, Pittsburgh, 5 septembre 1949, N.Y.T., 6 septembre 1949; — N.Y.T., 16 décembre 1949.

39. *Agricultural Situation*, mai 1949.

40. KILE, *op. cit.*, 296-297, 301-302, 311; — *The Truth about subsidies*, *cit.*, 10, 14, 17.

41. Programme de la *National Farmers Union* pour 1950-1951, *National Union Farmer*, mars 1950.

42. PIERRE (Henri), *Le Monde*, 17 juin 1949; — N.Y.T., 18 décembre 1949.

2

1. *Farm Tenancy, Report of the President's committee*, février 1937, 25-26.

2. RAUCH, *op. cit.*, 165-168; — KILE, *op. cit.*, 265-267; — *History of the Farm Security Administration, U.S. Department of Agriculture*, 10 octobre 1940 (révisé le 21 octobre 1941).

3. KILE, *op. cit.*, 265-266; — Dos PASSOS (John), *The Grand Design*, 1949, 66-67 et *passim*.

4. GRISWOLD, *op. cit.*, 162-165; — SCHWARTZ (Harry), *Seasonal Farm Labor in the United States*, 1945, 72, 89; — STEINBECK (John), *The Grapes of Wrath*, 1939, traduction française : *Les Raisins de la Colère*, 1947, 322.

5. McWILLIAMS, *Ill fares the Land*, 1942, 204, 295, 369; — Cf. Programme 1946 de la *National Farmers Union, National Union Farmer*, 15 avril 1946.

6. *Report of the Administrator of the Farmers Home Administration*, 1948, 7.

7. KILE, *op. cit.*, 268-269; — *The Grange Blue Book*, 1946, 14; — *A Résumé of Agricultural Policy... adopted by the National Grange*, 1947, 16.

8. EATON (Joseph W.), *Exploring Tomorrow's Agriculture*, 1943, 38.

9. *Ibid.*, 165-166.

10. *Farm Tenancy...*, *cit.*, 13.

11. EATON, *op. cit.*, *passim*; — GRISWOLD, *op. cit.*, 167-168; — INFELD (Henrik F.), *Cooperative communities at work*, 1945, *passim*.

12. EATON, *op. cit.*, 184.

13. *Ibid.*; — Cf. également McWILLIAMS, *Ill fares...*, *cit.*, 388.

14. EATON, *op. cit.*, 172-176; — GRISWOLD, *op. cit.*, 169-174.

15. RAUCH, *op. cit.*, 289-291, 302; — GRISWOLD, *op. cit.*, 195-196; — KILE, *op. cit.*, 264-271.

16. KILE, *op. cit.*, *ibid.*; — *National Union Farmer*, 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> avril, 15 avril, 1<sup>er</sup> mai 1946, août 1948.

17. U.S.A., *Bulletin économique*, Paris, 19 juillet 1950.

3

1. GRISWOLD, *op. cit.*, 162-163.

2. HAROLD E. STASSEN, discours de Green Bay (Wisconsin) et de Beatrice (Nebraska), N.Y.T., 14 et 17 mars 1948; — McWILLIAMS, *Small Farm...*, *cit.*, 6.

3. KILE, *op. cit.*, 18-22; — McCUNE (Wesley), *The Farm Bloc*, 1943, *passim*; — TUGWELL (R. G.), « Is a farmer-labor alliance possible? », *Harper's Magazine*, mai 1937; — N.Y.T., 19 juin 1949.

4. KILE, *op. cit.*, 293.

5. Programmes 1946, 1948 et 1950-1951 de la *National Farmers Union*; — Projet de loi présenté par elle en 1947 sous le nom de *National Family*

*Farming Act*; — GRISWOLD, *op. cit.*, 190.

6. Programme 1948 de la *National Farmers Union*, 3.

7. Lettre de James G. PATTON à l'auteur, du 30 mars 1950.

8. GRISWOLD, *op. cit.*, 212-213; — EATON, *op. cit.*, 53-54; — MEYERS (Albert L.), *Agriculture and the National Economy*, T.N.E.C. monograph n° 23, 1940, 13.

9. McWILLIAMS, *Small Farm...*, *cit.*, 11; — GRISWOLD, *op. cit.*, 198-203; — *Economic Outlook, C.I.O.*, novembre 1949.

10. GRISWOLD, *op. cit.*, 198-200.

11. McWILLIAMS, *Small Farm...*, *cit.*,

3-4; — *National Union Farmer*, 15 janvier 1946 (source : une étude du Bureau of Agricultural Economics du Département de l'Agriculture; — *National Grange, Annual Report*, 1947.

12. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 308-309.

13. ROCHESTER, *op. cit.*, 85; — BARLOW (Frank D.), *Mechanization of small Farms, Louisiana State University*, juillet 1946; — DUMONT, *op. cit.*, 266-267.

14. Programme 1948 de la *National*

*Farmers Union*, 4-5; — GRISWOLD, *op. cit.*, 203; — FRYER, *op. cit.*, 3, 7, 28.

15. FRYER, *op. cit.*, 24.

16. DUMONT (René), « Les Métayers noirs du Cotton Belt », *Revue Internationale*, juin 1947.

17. *Farm Tenancy...*, cit., 22 (« Minority Report of W. L. BLACKSTONE »).

18. *Farm Labor News*, décembre 1948.

19. EATON, *op. cit.*, 42-45.

20. McWILLIAMS, *Ill fares...*, cit., 372, 387-390; — du même, *Factories in the Field*, 324-325.

## 4

1. BEARD (Charles A. et Mary R.), *The Rise of American Civilization*, édit. 1930, I, 638; II, 114-115, 288-290.

2. ROCHESTER (Anna), *The Populist Movement in the United States*, 1943, 19.

3. De la même, *Why Farmers...*, cit., 28-29.

4. De la même, *The Populist Movement...*, cit., 20-21.

5. *Building the Grange...*, 1867-1946, 1946, 9.

6. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 20-22; — HAYNES (Fred E.), *Third party movements since the Civil War*, 1916, 64-65.

7. BUCK (Solon J.), *The Agrarian Crusade*, 1921, 66, 69-70, 85-87.

8. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 23-24.

9. KELLOGG (Edward), *Currency: The Evil and the Remedy*, 1844; — du même, *Labor and other capital*, 1847; — *Correspondance Fr. Engels-Karl Marx et divers*, publiée par F. A. SORGE, trad. Bracke, 1950, I, 26-29; II, 264, 289.

10. PHILIP (André), *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1927, 236-237; — MARJOLIN (Robert), *L'évolution du syndicalisme aux Etats-Unis*, 1936, 46.

11. HAYNES, *op. cit.*, 204.

12. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 40-41; — BUCK, *op. cit.*, 111.

13. HICKS (John D.), *The Populist Revolt*, 1931, 3-4, 74.

14. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 10-12, 40-41; — HICKS, *op. cit.*, 3-4, 74.

15. WOODWARD (C. Vann), *Tom Watson, Agrarian Rebel*, 1938, 144.

16. BUCK, *op. cit.*, 111, 124; — HESSELTINE (William B.), *A History of the South, 1607-1936*, 1936, 680.

17. CASH (W. J.), *The Mind of the South*, 1941, 158-162; — ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 10-18. — WOODWARD, *op. cit.*, 129-133, 348.

18. HICKS, *op. cit.*, 159-160.

19. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 68-69; — de la même, *Why Farmers...*, cit., 256-258.

20. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 70-74, 83.

21. HICKS, *op. cit.*, 206; — SMITH, (Lillian), *Killers of the Dream*, 1949, 194.

22. COREY (Lewis), *The Crisis of the Middle Class*, 1935, 131; — WOODWARD, *op. cit.*, 305 (source : PRINGLE (Henry F.), *Theodore Roosevelt, a Biography*, 164).

23. HICKS, *op. cit.*, 281, 338; — ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 101-104; — WOODWARD, *op. cit.*, 279, 318, 329-330, 404; — *Writings and Speeches of Eugene V. Debs*, 1948, 39.

24. KEY Jr (V. O.), *Southern Politics in State and Nation*, 1949, *passim*.

25. WOODWARD, *op. cit.*, 144.

26. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 38-39, 48-49.

27. *Ibid.*, 69-70, 85; — HICKS, *op. cit.*, 324, 435; — WOODWARD, *op. cit.*, 260.

28. HICKS, *op. cit.*, 243, 269, 325, 334-335.

29. BUCHANAN (Joseph R.), *The Story of a Labor Agitator*, 1903, X, 430-434.

30. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, cit., 109.

31. BEARD, *op. cit.*, II, 573.



32. WARE (Norman J.), *The Labor Movement in the United States, 1860-1895, a study in democracy*, 1929, 352-353.
33. *Ibid.*, 367-368.
34. HICKS, *op. cit.*, 325; — WARING (P. Alston) et GOLDEN (Clinton S.), *Soil and Steel*, 1947, 179-180.
35. GOMPERS (Samuel), *Seventy Years of Life and Labor*, 1925, II, 20-21.
36. *Building the Grange...*, *cit.*, 9.
37. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, *cit.*, 9, 78, 217, 219; — de la même: *Why Farmers...*, *cit.*, 256-258; — COREY, *op. cit.*, 130-131; — HESSELTINE (William B.), *The Rise and Fall of Third Parties*, 1948, 49-50.
38. CASH, *op. cit.*, 215-216.
39. ROCHESTER, *The Populist Movement...*, *cit.*, 117-118; — HESSELTINE, *The Rise...*, *cit.*, 50-52; — WALKER (Charles Rufford), *American City*, 1937, 50-51; — VELEN (Thorstein), *The Vested Interests and the State of the Industrial Arts*, 1919, 181-182.
40. COMMONS (John R.) et ses collaborateurs: PERLMAN (Selig) et TAFT (Phillip), *History of Labor in the United States*, IV, 1896-1932, 1935, 525; — VELEN, *op. cit.*, 181-182; — WALKER, *op. cit.*, 50; — GAMBS (John S.), *The Decline of the I.W.W.*, 1932, 184.
41. COMMONS, *op. cit.*, 527; — WALKER, *op. cit.*, 53.
42. FINE (Nathan), *Labor and Farmers Parties in the United States, 1828-1928*, 1928, 383, 386, 393; — WRIGHT MILLS (C.), *The New Men of Power, America's Labor Leaders*, 1948, 205.
43. Mac KAY (Kenneth Campbell), *The Progressive Movement of 1924, 1947, passim*; — CHAMBERLAIN (John), *Farewell to Reform*, 1932, 257 et *passim*.
44. Mac KAY, *op. cit.*, 219.
45. CREEL (Warren), « The Minnesota Farmer-Labor Party », *Fourth International*, mars 1946, 77-79; — WALKER, *op. cit.*, 54-55; — HESSELTINE, *The Rise...*, *cit.*, 53-54; — « Next a Labor Party », *Labor Action*, décembre 1948.
46. HESSELTINE, *The Rise...*, *cit.*, 54-57.
47. BLIVEN (Bruce), « Milo Reno and his farmers », *The New Republic*, 29 novembre 1933; — DARLING (Jay N.), « The Farmer's Holiday », *New Outlook*, 1932, vol. 161, n° 1; — RAUCH, *op. cit.*, 70-71, 103.
48. TUGWELL, *op. cit.*
49. Mac KAY, *op. cit.*, 247.
50. WALLING (William English), *American Labor and American Democracy*, 1926, 83.
51. RICE (Stuart A.), *Farmers and Workers in American Politics*, 1924, 78.
52. Rapport d'une sous-commission de la Chambre des Représentants, N.Y.T., 9 décembre 1948.
53. Mac KAY, *op. cit.*, 207, 247; — WARRING et GOLDEN, *op. cit.*, 24-27; — PERLMAN (Selig), « Labour and Capitalism in the U.S.A., 1920-1937 », in: MARQUAND (H. A.) et autres, *Organized Labour in Four Continents*, 1939, 324.
54. WALLING, *op. cit.*, 91.
55. MARQUAND, *op. cit.*, 324.
56. Mac KAY, *op. cit.*, 247.
57. FRYER, *op. cit.*, 109-110; — *Facts for Farmers*, mars 1950.
58. WALLING, *op. cit.*, 83.
59. TUGWELL, *op. cit.*
60. RICE, *op. cit.*, 74.
61. SCHWARTZ, *op. cit.*, 9.
62. *Variations in Farm Incomes and their relation to agricultural policies*, U.S. Chamber of Commerce, Agricultural Department, mars 1945, 15-19.
63. WINSTON (Catherine), *Meet your brother on the farm*, Highlander Folk School, s.d., 9; — KRAUS (Henry), *The Many and the Few*, 1947, 192.
64. *The Truth about Farm Machinery Monopoly Firms*, United Farm Equipment and Metal Workers, 1946.
65. *Economic Outlook*, C.I.O., novembre 1949, 88.
66. N.Y.T., 18 février 1948.
67. LAIDLER (Harry W.), *Toward a Farmer-Labor Party*, 1938, 46; — WRIGHT MILLS, *op. cit.*, 276; — ROCHESTER, *Why Farmers...*, *cit.*, 263.
68. *Program et Summary*, Second Annual Northwest Farmers and Workers Education Conference, 27-28 septembre 1947.
69. *Meet your brother...*, *cit.*, 6.
70. *A Packinghouse Worker writes an open letter to the Farmers*, s.d.; — *Meet your Brother...*, *cit.*, 9.
71. *Meet your Brother...*, *cit.*, 10; — HOWE (Irving) et WIDICK (B. J.), *The U.A.W. and Walter Reuther*, 1949, 139.

## 324 RÉFÉRENCES - QUATRIÈME PARTIE - CHAPITRE PREMIER

72. ROCHESTER, *Why Farmers...*, cit., 266; — Madison (Wisconsin) *Capital Times*, 3 octobre 1947.
73. ODEGARD (Peter H.) et HELMS (E. Allen), *American Politics*, 1938, 226-227, 749-751; — *Government of the People...*, etc., *The U.S. Conference of Mayors*, s.d.
74. KILE, *op. cit.*, 256-262.
75. *Ibid.*, 292-293.
76. LAIDLER, *op. cit.*, 46.
77. MORROW (Felix), « The C.I.O. answer to the Anti-Labor Drive », *Fourth International*, août 1943, 239; — KILE, *op. cit.*, 296.

78. N.Y.T., 19 juin 1949.
79. Discours du Président TRUMAN à Pittsburgh et à Des Moines, 5 septembre 1949, N.Y.T., 6 septembre 1949.
80. N.Y.T., 9 novembre 1950.
81. TUGWELL, *op. cit.*
82. VEBLEN, *op. cit.*, 165-172; — RICE, *op. cit.*, 91, 96, 102, 108.
83. N.Y.T., 14 décembre 1950.
84. GRONLUND (Laurence), *The Co-operative Commonwealth*, 1893, 115-116; — Cf. également le discours de A. Philip RANDOLPH au Congrès de l'A.F.L., *Proceedings*, 20 novembre 1948, 427.

### QUATRIÈME PARTIE

#### CHAPITRE PREMIER

1

1. TOCQUEVILLE (Alexis de), *De la Démocratie en Amérique*, 2 vol., édition Pagnerre, 1850, II (1838), 289, 412.
2. SIEGFRIED (André), *Les Etats-Unis d'Aujourd'hui*, 1927, 103.
3. MYRDAL (Gunnar), *An American Dilemma, The Negro Problem and Modern Democracy*, 1944, 1020.
4. Cf. DU BOIS (W. E. Burghardt), *The Souls of Black Folk*, 1903, 3; — *Black Reconstruction, 1860-1880*, 1935, 761-703.
5. Cf. DU BOIS, *Dusk of Dawn, an essay toward an autobiography of a race concept*, 1940, 205, 296; — SMITH (Lillian), *Killers of the Dream*, 1949, 115-118.
6. MYRDAL, *op. cit.*, 890-891.
7. SMITH (Edward C.) et ZURCHER (Arnold J.), *A Dictionary of American Politics*, 1946, 36.
8. *To Secure these Rights, The Report of the President's Committee on Civil Rights*, 1947.
9. APTHEKER (Herbert), *The Negro People in America, A Critique of Gunnar Myrdal's « An American Dilemma »*, 1946, 17-18.
10. MYRDAL, *op. cit.*, 1.
11. *Ibid.*, 100.
12. COX (Oliver Cromwell), *Caste, Class and Race*, 1948, 3-118.
13. MYRDAL, *op. cit.*, 208, 669, 690; — COX, *op. cit.*, 519.
14. COX, *op. cit.*, 544.

15. CONRAD (Earl), *Jim Crow America*, 1947, 117.
16. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 692; — MYRDAL, *op. cit.*, 224-225.
17. DU BOIS, *op. cit.*, 335; — MYRDAL, *op. cit.*, 69.
18. MYRDAL, *op. cit.*, 68-70, 597-598; — APTHEKER, *op. cit.*, 23-24, 37-38; — COX, *op. cit.*, 519-525, 532-535.
19. DU BOIS, *op. cit.*, Introduction; — MYRDAL, *op. cit.*, 96.
20. DU BOIS, *op. cit.*, 591, 721-722; — du même, dans *What the Negro wants*, édité par Rayford W. LOGAN, 1944, 49.
21. DU BOIS, *The Suppression of the African Slave Trade*, 1896.
22. BEARD (Charles A.), *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, 1913; — BEARD (Charles A. et Mary R.), *The Rise of American Civilization*, 2 vol., 1927; — sur BEARD (mort en 1947), cf. *New York Times*, 2 septembre 1947.
23. BEARD, *The Rise...*, cit., éd. 1930, II, 116-121, 261-266; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 714-715.
24. MYRDAL, *op. cit.*, 7, 77-78.
25. *Ibid.*, 208, 111.
26. *Ibid.*, 84-85.
27. COX, *op. cit.*, 532.
28. MYRDAL, *op. cit.*, 75-78, 669.
29. COX, *op. cit.*, 528-533; — APTHEKER, *op. cit.*, 21-23.
30. MYRDAL, *op. cit.*, 1023.

31. *Ibid.*, XLV-XLVI, 1.  
 32. *Ibid.*, XLVII, 23; — COX, *op. cit.*, 510-511.  
 33. MYRDAL, *op. cit.*, 109; — COX, *op. cit.*, 531.  
 34. MYRDAL, *op. cit.*, 24; — COX, *op. cit.*, 512.  
 35. MYRDAL, *op. cit.*, 79.  
 36. *Ibid.*, 89.  
 37. *Ibid.*, 907.  
 38. *Ibid.*, 170.  
 39. *Ibid.*, 1023-1024.  
 40. *Ibid.*, 1004.  
 41. *Ibid.*, 1021-1022.  
 42. MARX-ENGELS, *Etudes Philosophiques*, Ed. E.S.I., 1935, 150 (Engels à Joseph Bloch, 21 septembre 1890); — GUÉRIN (Daniel), *La Lutte de Classes sous la Première République*, 1946, II, 376-377.  
 43. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 205, 296.  
 44. WILLIAMS (Eric), *Capitalism and Slavery*, 1944, 211.  
 45. APPTHEKER, *op. cit.*, 18.  
 46. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 129-130, 282-284; — RANDOLPH, in: *What the Negro...*, cit., 140; — DRAKE (St Clair) et CAYTON (Horace R.), *Black Metropolis*, 1945, 270.  
 47. *The Crisis*, septembre 1948.  
 48. *What the Negro...*, cit., 165.  
 49. DU BOIS, *op. cit.*, 624; — COX, *op. cit.*, 476, 531.  
 50. COX, *op. cit.*, 534.
- 2**
1. RANDOLPH (A. Phillip), in: *What the Negro...*, cit., 140; — WILKERSON (Doxey A.), Introduction à Aptheker, *The Negro People...*, cit., 10.  
 2. COX, *op. cit.*, XXX, 322.  
 3. WILLIAMS, *op. cit.*, 5-23, 31-52, 108-110; — HESSELTINE (William B.), *A History of the South, 1607-1935*, 1936, 36, 45-46; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 270.  
 4. WILLIAMS, *op. cit.*, 202; — STOWE (Becker), *Uncle Tom's Cabin*, 1852, traduction française: *La Case de l'Oncle Tom*, ch. XIX.  
 5. HESSELTINE, *op. cit.*, 31, 77, 85-89.  
 6. WILKERSON, in: *What the Negro...*, cit., 194; — HESSELTINE, *op. cit.*, 162.  
 7. BEARD, *The Rise...* cit., I, 631, 633, 653-654; — HESSELTINE, *op. cit.*, 190-194.  
 8. HESSELTINE, *op. cit.*, 337; — MYRDAL, *op. cit.*, 118-119; — NEVINS (Alvan) et COMMAGER (Henry Steele), *America: the Story of a free People*, traduction française: *Petite Histoire des Etats-Unis*, 290.  
 9. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 37.  
 10. CASH (W. J.), *The Mind of the South*, 1941, 9-10.  
 11. HESSELTINE, *op. cit.*, 328, 443.  
 12. NEVINS et COMMAGER, *op. cit.*, 187.  
 13. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 129-130.  
 14. COX, *op. cit.*, XXXI-XXXII, 486; — HESSELTINE, *op. cit.*, 279; — CLEMENCEAU (Georges), lettre du 21 avril 1869, *Temps* du 15 mai 1869. Les lettres de Clemenceau au *Temps* ont été traduites et publiées aux U.S.A. en 1928, sous le titre: *History of American Reconstruction*.  
 15. STOWE, *op. cit.*, ch. XXIX.  
 16. BEARD, *The Rise...*, cit., I, 170; II, 36-40.  
 17. *Ibid.*, I, 635, 636, 640; II, 3.  
 18. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 48.  
 19. BEARD, *The Rise...*, cit., I, 656, 659, 679-680, 709; II, 12; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 185.  
 20. BEARD, *The Rise...*, cit., I, 319; II, 7-8; — HESSELTINE, *op. cit.*, 211, 365, 422-423.  
 21. WILLIAMS, *op. cit.*, 7.  
 22. NEVINS et COMMAGER, *op. cit.*, 152-155, 199; — BEARD, *The Rise...*, cit., 716-717; — HESSELTINE, *op. cit.*, 211-212, 359.  
 23. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 11, 25; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 42.  
 24. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 9.  
 25. HESSELTINE, *op. cit.*, 162, 205, 265, 267, 335-336, 427; — NEVINS et COMMAGER, *op. cit.*, 186; — COX, *op. cit.*, 436.  
 26. HESSELTINE, *op. cit.*, 162; — BEARD, *Economic Interpretation...*, cit., 169, 170, 175-177.  
 27. BEARD, *The Rise...*, cit., I, 572-573, 693; II, 20-21, 299; — SCHLESINGER Jr (Arthur), *The Age of Jackson*, 1946, 214-249 (source: COLE (A. C.), *The Whig Party in the South*).

28. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 20, 22.
29. *Ibid.*, II, 84; — DU BOIS, *op. cit.*, 212.
30. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 53-55.
31. SCHLESINGER, *op. cit.*, 462, 466; — HESSELTINE, *op. cit.*, 216-220; — BEARD, *The Rise...*, cit., I, 670, 691-692; II, 22, 279.
32. WILLIAMS, *op. cit.*, 155.
33. TOWNSEND (Willard S.), in : *What the Negro...*, cit., 166; — SCHLESINGER, *op. cit.*, 432; — NEVINS et COMMAGER, *op. cit.*, 188.
34. DU BOIS, *op. cit.*, 20; — NEVINS et COMMAGER, *op. cit.*, 192.
35. « Frederick Douglass - The Great Abolitionist Leader », *Fourth International*, septembre 1946, 277-278; — MEYER (J.), « Stalinism and Negro History », *Fourth International*, novembre 1949, 309-314; décembre 1949, 337-341; — DU BOIS, *op. cit.*, 14-15.
36. DU BOIS, *op. cit.*, 57; — HESSELTINE, *op. cit.*, 100; — BEARD, *The Rise...*, cit., II, 27.
37. DU BOIS, *op. cit.*, 55, 60-67, 80, 84, 91, 121, 153.
38. CLEMENCEAU (Georges), Lettres des 6 août, 3 mars, 21 avril, 8 juin 1869, *Temps* des 25 août, 25 mars, 5 mai, 24 juin 1869.
39. MITCHELL (Margaret), *Gone with the Wind*, 1936, traduction française: *Autant en emporte le Vent*, 1937, filmé par Victor FLEMING, 1939; — GRIFFITH (D. W.), *Birth of a Nation*, en français: *Naissance d'une Nation*, film, 1914-1915; — cf. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 239-240.
40. FAST (Howard), *Freedom Road*, 1944, traduction française: *La Route de la Liberté*, 1948, 286.
41. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 346, 711 sqq., 727 et *passim*; — FAST, *op. cit.*, *passim*; — HESSELTINE, *op. cit.*, 578-579, 626-628; — SIEGFRIED, *op. cit.*, 87.
42. ALLEN (James S.), *Reconstruction, the Battle for Democracy, 1865-1876*, 1937, 48-49, 92-94.
43. PAZ (Magdelaine), *Frère Noir*, 1930, 234.
44. RANDOLPH, in : *What the Negro...*, cit., 138-139; — DU BOIS, *op. cit.*, 367-368, 591, 602; — VANCE (Rupert B.), *Human Factors in Cotton Culture*, 1929, 60-65; — ALLEN, *op. cit.*, 12, 43-72; — BEARD, *The Rise...*, cit., II, 100; — HESSELTINE, *op. cit.*, 622, 632; — FAST, *op. cit.*, *passim*.
45. DU BOIS, *op. cit.*, 131, 346, 592, 631, 684, 686, 692; — BEARD, *The Rise...*, cit., II, 314; — TOWNSEND, *op. cit.*, 166-168; — ALLEN, *op. cit.*, 13, 188-189; — LOGAN (Rayford W.) et DU BOIS, in : *What the Negro...*, cit., 5, 50; — HESSELTINE, *op. cit.*, 640; — FAST, *op. cit.*, *passim*.
46. HESSELTINE, *op. cit.*, 633; — JONES (Col. Winfield), *Knights of the Ku-Kux-Klan*, 1941, 38-40, 47-48, 53-54; — FAST, *op. cit.*, *passim*.
47. BELPERRON (Pierre), *La Guerre de Sécession, 1861-1865*, 1947, 681.
48. CLEMENCEAU (Georges), *Temps* du 29 novembre 1867.
49. DU même : Lettres du 15 juillet et du 4 novembre, *Temps* des 3 août et 22 novembre 1868.
50. DU même : Lettres du 29 juillet et du 17 septembre, *Temps* des 18 août et 9 octobre 1868.
51. DU même : Lettres des 26 juin, 15 juillet et 13 août, *Temps* des 12 juillet, 3 et 31 août 1868.
52. DICKERSON (Earl B.), in : *A Statement on the Denial of Human Rights to Minorities in the Case of Citizens of Negro Descent in the United States of America and an Appeal to the United Nations for Redress*, octobre 1947; — *To Secure these Rights...*, cit., 81-82, 104-105.
53. JOHNSON (Charles S.), *Patterns of Negro Segregation*, 1943, 165; — HESSELTINE, *op. cit.*, 675, 685.
54. COX, *op. cit.*, 470, 487; — HESSELTINE, *op. cit.*, 689.
55. JONES, *op. cit.*, 30, 38-40; — DU BOIS, *op. cit.*, 210.
56. SIMKINS (Francis Butler), *The Tillman Movement in South Carolina*, 1926, 140.
57. SMITH, *op. cit.*, 194; — MOON (Henry Lee), *Balance of Power : The Negro Vote*, 1948, 73.
58. CONRAD (Earl), *Jim Crow America*, 1947, 176.
59. DICKERSON, *op. cit.*
60. CONRAD, *op. cit.*, 175.
61. COX, *op. cit.*, 487; — WILKERSON, Introduction à Aptheker, *op. cit.*, 12;

## RÉFÉRENCES - QUATRIÈME PARTIE - CHAPITRE PREMIER 327

- KEY Jr (V. O.), *Southern Politics in State and Nation*, 1949, IX; — CONRAD, *op. cit.*, 175-181
62. SCHOELL (Franck Louis), *La question des noirs aux Etats-Unis*, 1925, 151.
63. N.Y.T., 27 mai 1948.
64. *Ibid.*, 11 septembre 1948.
- 3**
1. CRAIGIE (W. A.) et HULBERT (James R.), *A Dictionary of American english on historical principles*, 1938-1944, III, 1589-1592; — REYNOLDS (Harry), *Minstrel Memories*, London, 1928, 78-82; — CASE, *op. cit.*, 83-84.
2. JOHNSON, *op. cit.*, 165.
3. N.Y.T., 4 mars et 16 juillet 1947, 13 avril, 17 juillet et 15 août 1948; — *To Secure these Rights...*, cit., 36-37.
4. N.Y.T., 5 juin 1950.
5. BONTECOU (Eleanor), *The Poll Tax*, 1942, 14; — N.Y.T., 6 août 1948.
6. N.Y.T., 9 novembre 1949; — *Civil Rights in the United States in 1949 : a balance sheet of group relations*, 950, 18.
7. N.Y.T., 12 janvier 1949.
8. KEY Jr, *op. cit.*, 597-600, 617-618; — BONTECOU, *op. cit.*, 13.
9. BONTECOU, *op. cit.*, 14.
10. KEY Jr, *op. cit.*, 598.
11. *To Secure...*, cit., 38; — N.Y.T., 6 août 1948.
12. BONTECOU, *op. cit.*, 20-22.
13. N.Y.T., 27 juillet 1949.
14. *To Secure...*, cit., 35-37.
15. *Alabama General Laws, 1945 H. 177-Boswell*; — N.Y.T., 25 juin 1948 (Congrès de la N.A.A.C.P. à Kansas City).
16. KEY Jr, *op. cit.*, 639-643; — N.Y.T., 30 mars 1947 et 31 juillet 1948.
17. N.Y.T., 5 et 6 février, 6 mars 1949.
18. *Ibid.*, 14 avril 1950.
19. *To Secure...*, cit., 40.
20. N.Y.T., 4 mars 1948.
21. *Ibid.*, 22 mars, 12, 13, 18 septembre 1948, 31 mai 1949.
22. *Ibid.*, 28 octobre 1948.
23. *Ibid.*, 25 avril 1948.
24. *Ibid.*, 15 janvier 1950 (*House Bill n° 281, 1950 Virginia Legislature*).
25. JOHNSON, *op. cit.*; — Cf. également « Segregation », numéro spécial de *Survey Graphic*, janvier 1947.
26. DOLLARD (John), *Caste and Class in a Southern Town*, 1937, nouv. éd., 1949, 2-3.
27. JOHNSON, *op. cit.*, 29.
28. MURRAY (Florence), *The Negro Handbook*, 1947, 36-40; — HOUSER (George) et RUSTIN (Bayard), *We challenged Jim Crow*, 1947, *passim*.
29. N.Y.T., 24 novembre 1947.
30. JOHNSON, *op. cit.*, 66.
31. N.Y.T., 26 janvier 1949 (source : un rapport du *Southern Regional Council*).
32. VAN SICKLE, (John Valentin), *Planning for the South*, 1943, 66; — *Wanted : an educated South, Southern Regional Council*, 1947, 17-18.
33. *A Statement on the Denial...*, cit. (faits rassemblés par Leslie S. PERRY pour la N.A.A.C.P.); — *To Secure...*, cit., 63-65.
34. *White Mississippi citizens have the character and the courage to give Negro citizens fair and full rights as citizens*, s.d., 1; — Renseignements fournis par le président de la N.A.A.C.P. de Montgomery (Alabama); — *A Report on Public School facilities for Negroes in Atlanta, Georgia, Atlanta Urban League*, 1944, 9.
35. MOON (Bucklin), *The High Cost of Prejudice*, 1947, 5 (discours de Booker T. WASHINGTON, Atlanta, Georgia, 18 septembre 1895); — *To Secure...*, cit., 81-82, 87.
36. N.Y.T., 6 et 21 juin 1950 (dans le n° du 6 juin : éditorial « Separate but equal »; dans celui du 21, lettre de Joseph B. ROBINSON), 13 septembre 1950; — *The Crisis*, juillet 1950, 442-443.
37. *A Statement on the Denial...*, cit.; — *To Secure...*, cit., 73-74.
38. *Jacksonville looks at its Negro Community*, mai 1946, 2, 3, 6-7.
39. *White Mississippi...*, cit., 1.
40. Renseignements fournis par le président de la N.A.A.C.P. de Montgomery (Alabama).
41. *A Report on Hospital care of the Negro Population of Atlanta, Georgia, Atlanta Urban League*, 1947, 12, 18.
42. N.Y.T., 20 octobre et 19 décembre 1948; — SCHUYLER (George S.), « Jim Crow in the North », *The American Mercury*, juin 1949.
43. N.Y.T., 10 février 1948; 30 juillet 1950.

44. U.S.A., Bulletin quotidien des Services Américains d'Information, 7 février 1951; — *New York Herald Tribune*; *European Edition*, 2 et 13 février 1951.
45. ADAMIC (Louis), *A Nation of Nations*, 1945, 227-228.
46. *Ibid.*, 196-197 (d'après Melville J. HERSKOVITS); — MYRDAL, *op. cit.*, 128-133.
47. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 74; — N.Y.T., 11 juin 1947.
48. Renseignements fournis par le Professeur HARLAN GILMORE, chef du Département de Sociologie de *Tulane University*, New Orleans.
49. N.Y.T., 17 novembre 1947.
50. *Ibid.*, 21 novembre et 25 décembre 1947; — *The Militant*, 19 janvier 1948.
51. DOLLARD, *op. cit.*, 359.
52. *To Secure...*, cit., 23-25, 29; — Cf. aussi MYRDAL, *op. cit.*, 559.
53. N.Y.T., 12, 22, 23 mai 1947; 3 janvier 1948; — *To Secure...*, cit., 23.
54. SPRIGLE (Ray), *In the Land of Jim Crow*, 1949, 101, 105.
55. *To Secure...*, cit., 25-27.
56. Renseignements recueillis par l'auteur à Birmingham (Alabama).
57. N.Y.T., 11 mai 1950 (Article de Arthur KNOCK).
58. N.Y.T., 5 août 1950.
59. HUGUES (Langston), in : *What the Negro...*, cit., 306.
60. *To Secure...*, cit., 28-29.
61. Récit fait à l'auteur par l'avocat nègre d'Atlanta (Georgia), Austin T. WALDEN; — Cf. WILLIMETZ (Emil), « Justice sleeps : the Ingram Case », *The Crisis*, mai 1948.
62. POSTON (Ted), « The Story of Florida's legal lynching », *The Nation*, 21 septembre 1949; — N.Y.T., 20 et 21 juillet 1949.
63. MURRAY, *op. cit.*, 4.
64. WEAVER (Robert C.), *Negro Labor; a national problem*, 1946, VIII.
65. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 65-66; — JOHNSON, *op. cit.*, 313.
66. LEE (Alfred McClung) et HUMPHREY (Norman Daymond), *Race Riot*, 1943, 91 (Source : W. K. KELSEY, dans les *Detroit News*).
67. *Ibid.*, 111; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 43-45, 59-60.
68. LEE et HUMPHREY, *op. cit.*, *passim*; — HOWE (Irving) et WIDICK (B. J.), *The U.A.W. and Walter Reuther*, 1949, 33-35; — GUZMAN (Jessie Parkhurst), *Negro Year Book*, 1947, 232-233.
69. LEE et HUMPHREY, *op. cit.*; — GUZMAN, *op. cit.*, 237-242; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 38.
70. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 39.
71. LEE et HUMPHREY, *op. cit.*, 98-99; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 65; — BETHUNE (Mary McLeod), in : *What the Negro...*, cit., 248-249; — GUZMAN, *op. cit.*, 242-246.
72. N.Y.T., 4 novembre 1949.
73. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 47, 704; — HUGHES (Langston), in : *What the Negro...*, cit., 300; — VANCE (Rupert B.), *All these people, the Nation's human resources in the South*, 1945, 277; — N.Y.T., 17 août 1948 (lettre de Walter C. WHITE) et 24 mars 1949 (« Against Segregation », éditorial).
74. *To Secure...*, cit., 40-47.
75. N.Y.T., 2 mars 1951.
76. PARKER (Albert), « Roosevelt and the Negroes », *Fourth International*, mai 1942, 147; — du même : « The Negro in the Post-War World », *Fourth International*, juin 1943, 182-183; — RAMSON (David), « The Detroit Pogrom », *Fourth International*, juillet 1943, 208; — GUZMAN, *op. cit.*, 255-256; — ADAMIC, *op. cit.*, 220-223; — DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 252.
77. N.Y.T., 17 juillet 1949.
78. *Ibid.*, 2 et 4 mars 1951; — *The Crisis*, octobre 1950, 578-579; janvier 1951, 34, 39.
79. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 81.
80. *A Statement on the Denial...*, cit.
81. JONES, *op. cit.*, 164-184.
82. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 17-37.
83. N.Y.T., 9 novembre 1948.
84. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 91; — discours de Walter C. WHITE à Madison Square Garden, *Interracial Review*, juillet 1942, 105.
85. HESSELTINE, *op. cit.*, 693; — N.Y.T., 9 et 24 février 1948.
86. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 92; — SMITH, *op. cit.*, 203.
87. *To Secure...*, cit., 87-95; — *Segregation in Washington*, *National Committee on Segregation in the nation's Capital*, 1943, 60, 83 et *passim*; — N.Y.T., 11 décembre 1948.
88. N.Y.T., 12 février 1950.
89. *To Secure...*, cit., *passim*; — N.Y.T., 10 avril 1950 (rapport de Meier Steinbrick, membre de la Cour

- Suprême de Justice); — ADAMIC, *op. cit.*, *passim*; — McWILLIAMS (Carey), *Brothers under the skin*, 1943; — du même, *A mask for privilege : Anti-Semitism in America*, 1948; — GRIFFITH (Beatrice), *American Me*, 1948.
90. CASH, *op. cit.*, 292.
91. SIEGFRIED, *op. cit.*, 127-135.
92. CASH, *op. cit.*, 294-296, 336-337; — JONES, *op. cit.*, 105.
93. N.Y.T., 10 avril 1950 (rapport de Meier Steinbrick, cit.).
94. COX, *op. cit.*, XXXVIII.
95. *Cf.* à ce sujet MYRDAL, *op. cit.*, 170, 458-462.
96. SCHUYLER, « Jim Crow in the North », art. cit.
97. N.Y.T., 14 et 26 juillet, 6 septembre, 27 octobre et 9 décembre 1948.
98. *To Secure...*, cit., 70; — N.Y.T., 20 juillet 1949; 10 avril, 5 juin et 14 août 1950.
99. N.Y.T., 5 juin 1947.
100. *To Secure...*, cit., 67-69; — MILLER (Loren) et SHELL (Mgr Bernard J.), *Racial Restrictive Covenants*, novembre 1946; — LONG (Herman H.) et JOHNSON (Charles S.), *People vs. Property, Race Restrictive Covenants in Housing*, 1947; — CLARK (Tom C.) et PERLMAN (Philip B.), *Prejudice and Property, an historic brief against racial covenants*, 1948.
101. *A Statement on the Denial...*, cit.
- 4
1. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 765.
2. *To Secure...*, cit., 17.
3. MYRDAL, *op. cit.*, 514-515.
4. N.Y.T., 6 janvier et 15 février, 26 juin 1948; — *The Crisis*, juillet 1948, 201.
5. N.Y.T., 26 juin et 30 août 1948.
6. KEY JR, *op. cit.*, 126, 520; — KYTLE (Calvin), « A long, dark night for Georgia », *Harper's Magazine*, septembre 1948; — N.Y.T., 15 février 1948.
7. *Third Biennial Southern Labor Conference*, Asheville, N.C., 11 et 12 mai 1946, 22; — *Civil Rights in the United States in 1949*, cit.
8. N.Y.T., 26 juin 1948 et renseignements recueillis sur place par l'auteur.
9. N.Y.T., 26 juin 1948.
10. Du Bois, « The Negro since 1900 : a Progress Report », *New York Times Magazine*, 21 novembre 1948; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 10.
11. MEYER (J.), « The Talented Tenth », *Fourth International*, avril 1949, 112.
12. *What is the Law, a Legal Informational Guide to State Civil Rights Statutes...*, C.I.O., 1947; — N.Y.T., 14 août 1949, 6 juin 1950.
13. N.Y.T., 19 juillet 1947; — MEYER (J.), « Road ahead in Negro Struggle », *Fourth International*, juin 1949, 176.
14. Du Bois, art. cit.; — *Newsweek*, 6 mars 1950, (d'après *Ebony*).
15. N.Y.T., 3, 6, 9 et 28 septembre, 8 novembre 1950 et 21 janvier 1951.
16. Du Bois, art. cit.
17. N.Y.T., 9 juillet 1948, 12 février 1950, 22 janvier 1951; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 276; — SCHUYLER, « Jim Crow in the North », art. cit., 664, 666.
18. N.Y.T., 19 mars 1949.
19. *Ibid.*, 19 juillet 1949 (déclarations de Jackie ROBINSON devant une commission de la Chambre des Représentants).
20. *To Secure...*, cit., 17-18; — MYRDAL, *op. cit.*, 847-849; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 123-124; — MEYER, *op. cit.*, 176.
21. MEYER, *op. cit.*
22. N.Y.T., 23 et 28 mai 1950, 2 mars 1951.
23. *Ibid.*, 10 juillet 1949 et 9 juillet 1950.
24. *Ibid.*, 19 mars 1949.
25. *To Secure...*, cit., 35.
26. Du Bois, art. cit.
27. KEY JR, *op. cit.*, 675.
28. N.Y.T., 12 février 1950.
29. *Ibid.*, 26 juin 1948 (Discours de Henry A. Wallace à New York).
30. Rapporté par Drew Pearson, dans une chronique de presse, au cours de la campagne électorale de 1948.
31. N.Y.T., 26 juin 1948.
32. *Ibid.*, 24 juin 1948 (déclarations d'Oscar R. EWING, *Federal Security Administrator*, au congrès de la N.A.A.C.P., Kansas City).
33. Du Bois, « From McKinley to Wallace », *Masses and Mainstream*, août 1948; — KEY JR, *op. cit.*, 291, 645; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 19-21.

34. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 33-38.  
 35. VAN SICKLE, *op. cit.*, 4-5.  
 36. N.Y.T., 20 mars 1948 (déclarations de ROY WILKINS, Secrétaire adjoint de la N.A.A.C.P.).  
 37. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 33-34.  
 38. N.Y.T., 26 juin, 25 août et 11 septembre 1948.  
 39. *Ibid.*, 30 août, 5 septembre 1948.  
 40. *Ibid.*, 22 juillet 1948.  
 41. *To Secure.*, cit., 100-101, 146-148.  
 42. DOLLARD, *op. cit.*, XVI.  
 43. N.Y.T., 3 décembre 1947.  
 44. *Ibid.*, 6 juillet 1949.  
 45. *Ibid.*, 10 mai 1949.  
 46. *What the Negro.*, cit., 296.  
 47. *To Secure.*, cit., 10, 166-167 et *passim*.  
 48. N.Y.T., 3 février 1948.  
 49. *Ibid.*, 24 février 1948.  
 50. *Ibid.*, 4, 5, 6 février 1948.  
 51. *Ibid.*, 20 février 1948.  
 52. *News and Courier*, Charleston (S.C.), 22 février 1948.  
 53. N.Y.T., 20 juillet 1948.  
 54. *Ibid.*, 5 février 1948.  
 55. *Know all the facts about Truman's so-called « Civil Rights » Program.*, *Mississippi State Democratic Party*, 1948, 7.  
 56. *Ibid.*, 6; — N.Y.T., 24 février, 18 juillet, 27 octobre 1948; — *News and Courier*, cit.  
 57. N.Y.T., 24 février 1948.  
 58. *Ibid.*, 25 février et 17 mars 1948 (opinions des sénateurs John. L. McCLELLAN et Harry F. Byrd); — *Durham Morning Herald*, 17 février 1948.  
 59. N.Y.T., 1<sup>er</sup> août 1948.  
 60. *Ibid.*, 6 et 9 juillet 1948.  
 61. *Ibid.*, 14 juillet 1948.  
 62. *Ibid.*, 16-18 juillet 1948.  
 63. KEY JR., *op. cit.*, 9-10, 667; — CARTER (Hodding), « A Southern liberal looks at Civil Rights », *New York Times Magazine*, 8 août 1948.  
 64. N.Y.T., 19 octobre 1948.  
 65. *Ibid.*, 13 septembre, 1<sup>er</sup> octobre, 7 et 25 novembre, 3 décembre 1948.  
 66. KEY JR., *op. cit.*, 671.  
 67. N.Y.T., 30 décembre 1948, 7 janvier et 23 mars 1949.  
 68. *Ibid.*, 27 février 1948; — ARONSON (Arnold) et SPIEGLER (Samuel), « Does the Republican Party want the Negro Vote? », *The Crisis*, décembre 1949, 366-367.  
 69. N.Y.T., 18 mars 1949.  
 70. *Ibid.*, 2 et 3 mars 1951.  
 71. VAN SICKLE, *op. cit.*, 73.  
 72. N.Y.T., 11 septembre 1948 (Henry A. WALLACE, discours de New York, 10 septembre).  
 73. SMITH (Lillian), *Strange Fruit*, 1944, traduction française : *Etrange Fruit*, 1949.  
 74. De la même : Lettre à N.Y.T., 4 avril 1948.  
 75. De la même : *Killers of the Dream*, 1949, 200-203.  
 76. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 704, 707.  
 77. Du même, art. cit.  
 78. N.Y.T., 31 décembre 1949.  
 79. *The South, America's Opportunity number one, Southern Regional Council*, 1945.  
 80. SMITH (Lillian), article dans *Common Ground*, cit. par KENNEDY (Stetson), *Southern Exposure*, 1946, 346.  
 81. KENNEDY, *op. cit.*, 347-349.  
 82. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 134.  
 83. GUNTHER (John), *Inside U.S.A.*, 1947, 660.  
 84. N.Y.T., 9 avril 1948.  
 85. DABNEY (Virginus), *Below the Potomac, a book about the New South*, 1942.  
 86. BROWN (Sterling A.), in : *What the Negro.*, cit., 334-335; — WILKINS (Roy), *Ibid.*, 116 (source : DABNEY, « Nearer and Nearer the Precipice », *Atlantic Monthly*, janvier 1943).  
 87. BROWN, *op. cit.*, 324.  
 88. CARTER (Hodding), *The Winds of Fear*, 1944; — du même : *Flood Crest*, 1947.  
 89. Du même : « The Civil Rights issue as seen in the South », *New York Times Magazine*, 21 mars 1948; — du même : « A Southern liberal », art. cit., même journal, 8 août 1948; — du même : *Southern Legacy*, 1950, 89-90 (compte rendu de Lillian Smith in : N.Y.T., 5 février 1950).  
 90. KYLE, art. cit., 60; — CARTER, « The Civil Rights... », cit.  
 91. Cf. N.Y.T., 22 mars 1948 (Conférence régionale de la N.A.A.C.P., à Tuskegee, Alabama).  
 92. Cf. WILLIAMS (Aubrey), *What is happening to our Civil Rights* (discours à New York, 11 septembre 1947).  
 93. *Alabama Journal*, Montgomery (Alabama), 26 mars 1948.  
 94. N.Y.T., 10 juillet 1948.  
 95. *White Mississippi citizens.*, cit.



96. DOMAS (Rev. I.J.), lettre du 21 avril 1948.  
 97. KYTLE, *op. cit.*  
 98. N.Y.T., 27 février 1950.  
 99. GRAFTON (Samuel), « Lonesomest man in town », *Collier's*, 29 avril 1950.  
 100. CASH, *op. cit.*, 326; — CASON (Clarence), *90° in the Shade*, 1934.  
 101. WALKERSON (Doxey A.), in : APTHEKER, *op. cit.*, 14-15.

102. N.Y.T., 29 février 1948.  
 103. KYTLE, *op. cit.*  
 104. N.Y.T., 21 août et 12 décembre 1948.  
 105. *Ibid.*, 6 septembre 1950 et 28 janvier 1951.  
 106. *Ibid.*, 7 et 30 mai, 25 et 26 juin 1950.  
 107. *Ibid.*, 1er et 28 janvier 1951.  
 108. *New York Herald Tribune*, 26 janvier 1951.

5

1. SCHUYLER (George S.), in : *What the Negro...*, cit., 293.  
 2. Cf. STEIN (Emanuel) et DAVIS (Jerome), *Labor Problems in America*, 1940, ch. VII, « The Negro Worker and the Convict »; — TAPP (Philip), *Economics and Problems of Labor*, 1942, ch. IX, « Negro Labor, Prison Labor ».  
 3. *To Secure...*, cit., 57; — *A Statement on the Denial...*, cit.  
 4. VAN SICKLE, *op. cit.*, 67.  
 5. GUZMAN, *Negro Year Book*, cit., 140.  
 6. WEAVER, *op. cit.*, 15; — *A Statement on the Denial...*, cit.  
 7. *To Secure...*, cit., 56-57.  
 8. N.Y.T., 9 juillet 1949.  
 9. WEAVER, *op. cit.*, 41-60.  
 10. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 23.  
 11. WEAVER, *op. cit.*, 134-135.  
 12. *Ibid.*, *passim*; — NORTHRUP (Herbert R.), *Organized Labor and the Negro*, 1944, *passim*; — ROSS (Malcolm), *All manner of men*, 1948, *passim*.  
 13. PARKER (Albert), « Roosevelt and the Negroes », *Fourth International*, mai 1942, 145-146; — du même : « The Negro in the Post-War World », *Fourth International*, juin 1943, 180-181; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 22; — *A Statement on the Denial...*, cit.; — RANDOLPH (A. Philip), in : *What the Negro...*, cit., 140-143.  
 14. *Justice on the Job Front*, U.A.W., 1947, 24-25 (source : U.S. Census).  
 15. WEAVER, *op. cit.*, 86-87.  
 16. SCHOELL, *U.S.A. du côté des blancs et du côté des noirs*, cit., 116-117; — Du Bois, « The Negro since 1900 », art. cit.; — *Newsweek*, 6 mars 1950 (d'après *Ebony*); — FOREST (F.),

« *Industrialization of the Negro* », *Fourth International*, janvier-février 1948 (sources : U.S. Census Bureau reports on ten congested areas; *Urban League Report to the President : « Racial Aspects of Reconversion, 1940-44 »*; REDDICK (L. D.), « The Negro in the North during Wartime » et « Race Relations on the Pacific Coast », *Journal of Educational Sociology*, janvier 1944 et novembre 1945); — KEY Jr, *op. cit.*, 673-674.  
 17. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 150-153; — DOLLARD, *op. cit.*, 131-132.  
 18. *Mechanization of the Cotton Belt, National Cotton Council*, 1947, 26-27 (adresse de John Temple Grave, rédacteur du *Birmingham* (Alabama) Post).  
 19. CARTER (Hodding), « A Southern liberal... », art. cit.  
 20. N.Y.T., 28 janvier 1949; — *Life*, 28 mars 1949.  
 21. *To Secure...*, cit., 59-61.  
 22. N.Y.T., 30 mai 1948.  
 23. NORTHRUP, *op. cit.*, 159-161, 163, 170-171, 174, 229; — WEAVER, *op. cit.*, 101-102, 279; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 17.  
 24. N.Y.T., 9 mai 1950.  
 25. NORTHRUP, *op. cit.*, 239-240; — *To Secure...*, cit., 61-62; — *What is the Law...*, cit.; — N.Y.T., 12 décembre 1947, 14 août 1949.  
 26. N.Y.T., 9 mars 1947 et 29 janvier 1950.  
 27. *Ibid.*, 9 juillet 1948.  
 28. *Ibid.*, 30 mai 1948 et 9 mai 1950; — SCHUYLER (George S.), « Jim Crow in the North », art. cit., 664, 665, 667.  
 29. N.Y.T., 7 mars 1948; — WEAVER, *op. cit.*, 239, 309.  
 30. *To Secure...*, cit., 167-168.  
 31. N.Y.T., 24 février et 11 mai 1950.  
 32. *Ibid.*, 14 mai 1950.

33. *Ibid.*, 18 juillet 1948, 7 et 9 mai 1950.

34. *Ibid.*, 27 février 1948 (déclarations du gouverneur de Virginia, William M. Tuck); — *Know all the facts...*, cit., 5.

35. Ross, *op. cit.*, 35, 293; — N.Y.T., 15 mai et 4 juin 1950.

36. N.Y.T., 29 janvier et 24 février 1950.

37. *Ibid.*, 26 janvier 1950.

38. *Ibid.*, 2 mars 1951.

## CHAPITRE II

## 1

I. MYRDAL (Gunnar), *An American Dilemma, The Negro Problem and Modern Democracy*, 1944, 753-754 (Source : Alain LOCKE, « Who and what is a Negro? », *Opportunity*, mars 1942, 84).

2. *Ibid.*, 807.

3. DU BOIS (W. E. Burghardt), *Dusk of Dawn, an Essay toward an autobiography of a race concept*, 1940, 114-117; — MYRDAL, *op. cit.*, 901; — SCHOELL (Franck Louis), *La question des noirs aux Etats-Unis*, 1925, 229-236.

4. MYRDAL, *op. cit.*, 750-753, 930 (Sources : Melville J. HERSKOWITS, *The Myth of the Negro Past*, 1941, et le *Journal of Negro History* du Dr Carter G. WOODSON).

5. DU BOIS, *op. cit.*, 219.

6. VIDOR (King), *Hallelujah*, film, 1929.

7. TOCQUEVILLE (Alexis de), *De la Démocratie en Amérique*, éd. Pagnerre, 1850, I (1833), 386; — SCHOELL, *U.S.A. du côté des blancs et du côté des noirs*, 1929, 154-155.

8. Cf. ADAMIC (Louis), *A Nation of Nations*, 1944, Préface, 6-7.

9. DU BOIS, *A Statement on the denial of Human Rights to Minorities in the Case of Citizens of Negro descent in the United States of America and an Appeal to the United Nations for Redress*, 1947.

10. DRAKE (St. Clair) et CAYTON (Horace R.), *Black Metropolis*, 1945, 396.

11. JOHNSON (James Weldon), *Negro Americans, What now?*, 1934, 13; — MYRDAL, *op. cit.*, 808.

12. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 195.

13. MYRDAL, *op. cit.*, 683-688.

14. DU BOIS, *op. cit.*, 195, 305-306.

15. *Ibid.*, 195; — du même : *Black Reconstruction...*, 1860-1880, 1935, 145-146; — MYRDAL, *op. cit.*, 805-806; — GUZMAN (Jessie Parkhurst), *Negro Year*

*Book*, 1947, 496-497 (H.A. WIESCHHOFF, « Liberia in the World of today »); — SCHOELL, *La question des noirs...*, cit., 168-171.

16. MYRDAL, *op. cit.*, 805; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 145-149; — SCHOELL, *La question des noirs...*, cit., 171-172.

17. MYRDAL, *op. cit.*, 806, 813.

18. CONNELLY (Marc) et KEIGHLEY (William), *Green Pastures*, film, 1936 (d'après la pièce de théâtre de Marc CONNELLY, 1936).

19. MYRDAL, *op. cit.*, 746-749 (Sources : 1392-1393); — DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 277-278; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 751-753; — SCHOELL, *La question des noirs...*, cit., 232-236; — du même : *U.S.A...*, cit., 111, 137-138, 158.

20. DU BOIS, *op. cit.*, 263-264.

21. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 752; — BLAKE (Jean), « The N.A.A.C.P. at the cross-roads », *Fourth International*, mai-juin 1950, 79.

22. DU BOIS, *op. cit.*, 196, 305-306; — « Self-determination for the American Negroes », discussion entre Léon Trotsky et des militants américains, *Fourth International*, mai 1948, 82-85.

23. MYRDAL, *op. cit.*, 749.

24. DU BOIS, *op. cit.*, 305; — MYRDAL, *op. cit.*, 749, 806, 808.

25. DU BOIS, *op. cit.*, 199; — MYRDAL, *op. cit.*, 807.

26. DU BOIS, *op. cit.*, 229-230, 260, 274-279; — du même : *in* : *What the Negro wants*, édité par Rayford W. Logan, 1944, 59; — SCHOELL, *La question des noirs...*, cit., 237-248, 268-278; — du même : *U.S.A...*, cit., 157-159.

27. GUZMAN, *op. cit.*, 411, 470, 594.

28. N.Y.T. 2 juin 1949.

29. PAZ (Magdeleine), *Frère Noir*, 1930, 243-245.

30. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 275, 310-311; — du même, *in* : *What the Negro...*, cit., 59-60.

31. Du Bois, *Dusk of Dawn*, cit., 199-201, 211-216, 280-281, 296, 301, 304-307.

32. MOON (Bucklin), *The High cost of prejudice*, 1947, 127 ; — SCHOELL, U.S.A., cit., 163 ; — N.Y.T., 22 mars, 4 avril, 29 juin 1948.

33. SCHOELL, *La question des noirs...*, cit., 174-181 ; — MYRDAL, *op. cit.*, 814.

34. BINDA (Anthony), *The History of the American working class*, 1927, nouv. éd., 1936, 369 ; — LENS (Sidney), *Left, Right and Center, Conflicting forces in American Labor*, 1949, 233-234 ; — *Clarity, Notes on the Negro Question, New York State Communist Party*, n° 2, 1947 ; — MYRDAL, *op. cit.*, 750.

35. MYRDAL, *op. cit.*, 807.

36. MOON (Henry Lee), *Balance of Power : the Negro Vote*, 1948, 129.

37. KEY Jr. (V.O.), *Southern Politics in State and Nation*, 1949, 672 ; — MURRAY (Florence), *The Negro Handbook, 1946-1947*, 1947, 21.

38. *Ibid.*

39. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 129-130.

40. N.Y.T. 19 avril, 10 mai, 8 et 12 juillet 1949.

41. TOCQUEVILLE, *op. cit.*, I (1838), 386, 388, 411, 437 ; — SCHOELL, U.S.A., cit., 163 ; — du même : *La question des noirs...*, cit., 212.

42. MYRDAL, *op. cit.*, 911, 912, 928-929.

43. COX (Oliver Cromwell), *Caste, Class and Race*, 1948, 405-406, 545.

2

1. CAYTON (Horace R.) et MITCHELL (George S.), *Black Workers and the new Unions*, 1939, 373-375 ; — *A Petition to the United Nations, National Negro Congress*, 1946, 9 ; — SCHOELL, U.S.A., cit., 131-133, 162-163.

2. MYRDAL, *op. cit.*, 868-869, 872-875 ; — Du Bois, « The Negro since 1900 : a Progress Report », *New York Times Magazine*, 21 novembre 1948.

3. MYRDAL, *op. cit.*, 703, 732-733 ; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 375-376 ; — DAVIS (Allison) et GARDNER (Burlleigh B. et Mary R.), *Deep South, a social anthropological study of Caste and Class*, 1941, 241.

4. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 375-376, 382-383 ; — Cf. également CASH (W.J.), *The Mind of the South*, 1941, 316.

5. Du Bois, *Dusk of Dawn*, cit., 204.

6. MYRDAL, *op. cit.*, 507-508 ; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 377-378.

7. MYRDAL, *op. cit.*, 508 ; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 375, 377 ; — REUTER (Edward Byron), *The Mulatto in the United States*, 1918, 361 ; — MOON (Bucklin), cit., 125 ; — SCHOELL, U.S.A., cit., 162-163.

8. MYRDAL, *op. cit.*, 703 ; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 376 ; — « Negro liberation through Revolutionary Socialism », *Fourth International*, mai-juin, 1950, 92, 94.

9. MYRDAL, *op. cit.*, 858-859, 908-910, 915, 921 ; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 395 ; — CONRAD (Earl), *Jim Crow America*, 1947, 78-83.

10. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 375, 378.

11. *Ibid.*, 376-377.

12. Du Bois, *Dusk of Dawn*, cit., 70-81, 86-96 ; — du même, in : *What the Negro...*, cit., 54 ; — CONRAD, *op. cit.*, 176 ; — HESSELTINE (William B.), *A History of the South, 1607-1936*, 1936, 704-705 ; — DOLLARD (John), *Caste and Class in a Southern Town*, 1937, nouv. éd., 1949, 304.

13. Du Bois, « The Negro since 1900... », art. cit. ; — N.A.A.C.P., *what is it? What has it done*, etc., tract, mars 1948.

14. FOREST (F.), « Industrialization of the Negro », *Fourth International*, janvier-février 1948, 26 ; — BLAKE (Jean), « The N.A.A.C.P. at the Crossroads », *ibid.*, mai-juin 1950, 79.

15. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 375-376 (Source : article de Du Bois, in : *The Negro Problem*) ; — GORMAN (William), « W.E.B. Du Bois and his work », *Fourth International*, mai-juin 1950, 81-82.

16. Du Bois, *Dusk of Dawn*, cit., 300.

17. MYRDAL, *op. cit.*, 821-822, 835-836.

18. MEYER (J.), « Road ahead in Negro Struggle », *Fourth International*, juin 1949, 178.

19. *Ibid.*

20. *The Crisis*, juin 1950, 346 ; — BLAKE, *op. cit.*, 79.

21. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 412; — DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 291-293; — BLAKE, *op. cit.*, 78-79; — MEYER, *op. cit.*, 178.
22. Déclaration du Dr Mordecai Johnson, *N.Y.T.*, 1<sup>er</sup> avril 1948.
23. *N.Y.T.*, 10 mars et 16 juillet 1949; — MEYER, *op. cit.*, 175-178.
24. PATTERSON (Frederick D.), in : *What the Negro...*, cit., 268.
25. *Ibid.*, 280.
26. MYRDAL, *op. cit.*, 831-836; — PARKER (Albert), « N.A.A.C.P. appeals to the U.N. », *Fourth International*, novembre-décembre 1947, 283-285; — BLAKE, *op. cit.*, 79-80.
- 3
1. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 282-297.
2. *Ibid.*, 301-302.
3. *Ibid.*, 313.
4. *N.Y.T.*, 9, 14 et 29 septembre, 31 décembre 1948.
5. Cf. BRAZEAL (Bratford R.), *The Brotherhood of Sleeping Car Porters, its origin and development*, 1946, *passim*; — MINTON (Bruce) et STUART (Joan), *Men who lead Labor*, 1937 (VI). « A. Philip Randolph, Negro Labor's Champion », 143-171.
6. RANDOLPH (A. Philip), in : *What the Negro...*, cit., 153-154; — articles du même cités par PARKER (Albert), *Negroes march on Washington*, 1941, 8; — déclarations recueillies par l'auteur, en 1948, au cours d'un entretien avec A. Philip Randolph.
7. *What the Negro...*, cit., 143-144, 149-152, 157.
8. MYRDAL, *op. cit.*, 817-818; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 127; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 415-424; — RANDOLPH, *The World Crisis and the Negro people today*, 1940, *passim*.
9. RANDOLPH, discours à Madison Square Garden, 1942, *Interracial Review*, juillet 1942, 101.
10. PARKER, *op. cit.*, 8.
11. RANDOLPH, in : *What the Negro...*, cit., 153.
12. PARKER, *The March on Washington, one year after...*, 1942, *passim*; — BRAZEAL, *op. cit.*, 234-235; — WEAVER (Robert C.), *Negro Labor, a national problem*, 1946, 134-135; — MYRDAL, *op. cit.*, 851-852, 1005.
13. *What the Negro...*, cit., 16 (Rayford W. Logan); 133-162 (A. Philip Randolph, « March on Washington Movement presents program for the Negro »).
14. *N.Y.T.*, 23 mars et 1<sup>er</sup> avril 1948; — LERNER (Max), « The Negro and the Draft », *PM*, 11 avril 1948, reproduit dans *The Crisis*, mai 1948, 140, 154; — « Randolph's Drive against Army Jim Crow », *Fourth International*, mai 1948, 71-72.
15. LERNER, *op. cit.*
16. « Fighting the Jim Crow Army », *The Crisis*, mai 1948, 136; — *N.Y.T.*, 3 et 4 avril 1948.
17. JOHNSON (Ernest E.), « The For-restal Record », *The Crisis*, juillet 1949, 204; — « Randolph's Drive... », cit.
18. *N.Y.T.*, 8 septembre 1948.
19. *Ibid.*, 28 juillet 1948.
20. FOREST (F.), « Randolph's Betrayal », *The Militant*, 30 août 1948.
21. BRAZEAL, *op. cit.*, 37-38.
22. RANDOLPH, in : *What the Negro...*, cit., 135.
23. Du même : *The World Crisis...*, cit., 20.
24. *8 Point Program March-on-Washington Movement*, tract, s.d. (probablement 1942); — PARKER, *Negroes march...*, cit., 11; — du même : *The March...*, cit., 13.
25. *N.Y.T.*, 1<sup>er</sup> juillet 1950.
26. RANDOLPH, discours à Madison Square Garden, 1942, cit.
27. *N.Y.T.*, 1<sup>er</sup> mars 1951.
28. MYRDAL, *op. cit.*, 510.
29. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 736.
30. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 121.
31. HART (Fred), « Stalinism and Negro Intellectuals », *Fourth International*, mai-juin 1950, 70-71.
32. WRIGHT (Richard), in : *The God that failed*, 1950, traduction française : *Le Dieu des Ténèbres*, 1950, 139-187.
33. MURRAY (Florence), *The Negro Handbook 1946-1947*, 1947, 178; — DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 297-299; — « The N.A.A.C.P. and the Communists », *The Crisis*, mars 1949, 72.
34. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 340.
35. MYRDAL, *op. cit.*, 510.
36. HART, *op. cit.*, 70-74.
37. MYRDAL, *op. cit.*, 817-818; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 126-127; — RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., *passim*.
38. « The N.A.A.C.P. and the Communists », art. cit.; — *N.Y.T.*, 10 mars et 17 juillet 1949.

39. N.Y.T., 24 juin 1950.  
 40. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 205-206.  
 41. MYRDAL, *op. cit.*, 508-509; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 130; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 736.  
 42. RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 19; — du même, *in* : *What the Negro...*, cit., 148.  
 43. N.Y.T., 19 juillet 1950.  
 44. RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 18-19; — du même, *in* : *What the Negro...*, cit., 148-149.  
 45. RANDOLPH, *in* : *What the Negro...*, cit., 149; — KIERAN (John), *Information Please Almanac*, 1947, 724.  
 46. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 739.  
 47. PARKER, *The March...*, cit., 14-15.  
 48. WILKERSON (Doxey A.), « Freedom — through victory in War and peace », *in* : *What the Negro...*, cit.,

193-216; — N.Y.T., 24 mars 1949 (lettre de Frank R. Crosswaith).  
 49. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 127-128; — « The N.A.A.C.P. and the Communists », art. cit.; — HART, art. cit., 71; — PARKER, *The March...*, cit., 14-15.  
 50. WILKERSON, *op. cit.*, 196-197.  
 51. PARKER, *The March...*, cit., 15.  
 52. HART, art. cit., 73.  
 53. SCHOELL, *U.S.A...*, cit., 161.  
 54. MYRDAL, *op. cit.*, 1004.  
 55. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 753-760.  
 56. ROSS (Malcolm), *All manner of men*, 1948, 20.  
 57. WEAVER, *op. cit.*, 244-245.  
 58. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 66.  
 59. N.Y.T., 3 juillet 1950.  
 60. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 762-763.

4

1. HESSELTINE, *op. cit.*, 324-325.  
 2. BELPERRON (Pierre), *La Guerre de Sécession, 1861-1865*, 1947, 130-131; — FARR (Howard), *Freedom Road*, 1944, traduction française : *La Route de la Liberté*, 1948, 287-288.  
 3. DOLLARD, *op. cit.* (Appendice I, « Poor Whites : a frustrated class », par Leonard W. Doon), 456-457; — CASH, *op. cit.*, IX-X, 6-7, 21-26, 35-36.  
 4. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 12, 299.  
 5. ALLEN (James S.), *Reconstruction, the Battle for Democracy*, 1937, 108-109; — BELPERRON, *op. cit.*, 130-131.  
 6. CASH, *op. cit.*, 36-39; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 26-27.  
 7. APHERER (Herbert), *The Negro People in America*, 1946, 39-42.  
 8. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 26, 81, 623; — HESSELTINE, *op. cit.*, 444; — SCHLÜTER (Herman), *Lincoln, Labor and Slavery*, 1913, 97.  
 9. HESSELTINE, *op. cit.*, 456-463, 475, 532, 541, 552; — BEARD (Charles A. et Mary R.), *The Rise of American Civilization*, éd. 1930, II, 94, 260-261; — BELPERRON, *op. cit.*, 375, 419; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 29, 80-81; — CASH, *op. cit.*, 59-66.  
 10. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 268-269; — ALLEN, *op. cit.*, 77-78, 93, 107-112, 116-118, 128, 193, 214; — DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 130-131, 349-350, 352.  
 11. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 85-86;

— DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 412.  
 12. HESSELTINE, *op. cit.*, 640 (Source: *Mississippi Valley Historical Review*, vol. XXII).  
 13. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 130, 680.  
 14. ALLEN, *op. cit.*, 13; — HESSELTINE, *op. cit.*, 633.  
 15. SMITH (Lillian), *Killers of the Dream*, 1949, 160-162, 174-177, 180, 205.  
 16. N.Y.T., 11 septembre 1948 (discours de Henry A. WALLACE à New York).  
 17. HESSELTINE, *op. cit.*, 635; — CASH, *op. cit.*, 335-336; — KENNEDY (Stetson), *Southern Exposure*, 1946, 162.  
 18. COX, *op. cit.*, XXXVI.  
 19. HICKS (John D.), *The Populist Revolt*, 1931, 334-335; — KEY Jr., *op. cit.*, 7-8, 549-550, 552-554; — HESSELTINE, *op. cit.*, 647-648; — CASH, *op. cit.*, 173-185.  
 20. ROCHESTER (Anna), *The Populist Movement in the United States*, 1943, 42; — MEYER (J.), « The Revolutionary answer to the Negro Problem in the U.S. », *Fourth International*, décembre 1948, 246.  
 21. HICKS, *op. cit.*, 253; — ROCHESTER, *op. cit.*, 34-35, 59-60; — WOODWARD (C. Vann), *Tom Watson, Agrarian Rebel*, 1938, 220-221; — CASH, *op. cit.*, 168-169; — KEY Jr., *op. cit.*, 541.

22. ROCHESTER, *op. cit.*, 59.  
 23. KEY Jr., *op. cit.*, 549; — KENNEDY, *op. cit.*, 41.  
 24. WOODWARD, *op. cit.*, 220.  
 25. *Ibid.*, 240; — KENNEDY, *op. cit.*, 41.  
 26. WOODWARD, *op. cit.*, 222.  
 27. HIGGS, *op. cit.*, 392-393, 410; — HESSELTINE, *op. cit.*, 685.  
 28. HESSELTINE, *op. cit.*, 683-684; — ROCHESTER, *op. cit.*, 106-107; — CASH, *op. cit.*, 169-170; — KEY Jr., *op. cit.*, 8, 541, 552-554.  
 29. KEY Jr., *op. cit.*, 8, 117-118, 159-162, 670.  
 30. WOODWARD, *op. cit.*, 374, 380, 408-409, 432, 475, 486.  
 31. HESSELTINE, *op. cit.*, 689-690.  
 32. SMITH, *op. cit.*, 207.  
 33. *Clarity*, cit.; — KEY Jr., *op. cit.*, 5, 9, 11, 652-653, 666-669.  
 34. VANCE (Rupert B.), *Human Geography of the South*, 1932, 267, 270; — SPRIGLE (Ray), *In the Land of Jim Crow*, 1949, 114, 117-118.  
 35. COX, *op. cit.*, XXXVII; — KEY Jr., *op. cit.*, 230-253; — N.Y.T., 10 mars 1947.
36. KEY Jr., *op. cit.*, 113-119; — KYTLE (Calvin), « A long dark night for Georgia », *Harper's Magazine*, septembre 1948, 37.  
 37. CASH, *op. cit.*, 284-287; — KEY Jr., *op. cit.*, 156-168; — PHILLIPS (Cahell), « The lengthening Shadow of Huey Long », *New York Times Magazine*, 7 novembre 1948.  
 38. STIEGFRIED (André), *Les Etats-Unis d'aujourd'hui*, 1927, 92-93; — MYRDAL, *op. cit.*, 68-70.  
 39. DOLLARD, *op. cit.*, 483.  
 40. *Ibid.*, 471, 477, 77.  
 41. APTEKER, *op. cit.*, 37 (Source : Eugene L. HOROWITZ, « Race Attitudes », in : O. KLINEBERG, *Characteristics of the American Negro*, 1944, 222-225).  
 42. SCHUYLER (George S.), in : *What the Negro...*, cit., 290.  
 43. CASH, *op. cit.*, 303.  
 44. KEY Jr., *op. cit.*, 9, 513, 671.  
 45. COX, *op. cit.*, 532.  
 46. DOLLARD, *op. cit.* (Appendice par DOOB, cit.), 467-469, 472, 475, 482-483.  
 47. TIPPETT (Tom), *When Southern Labor Stirs*, 1931, *passim*.
- 5
1. DU BOIS, *Black Reconstruction*, cit., 18-19.  
 2. FONER (Philip S.), *History of the Labor Movement in the U.S., from colonial times to the founding of the American Federation of Labor*, 1947, 261.  
 3. PAZ, *op. cit.*, 50-51.  
 4. HESSELTINE, *op. cit.*, 265.  
 5. FONER, *op. cit.*, 270; — HESSELTINE, *op. cit.*, 266; — SCHLÜTER, *op. cit.*, 39-41.  
 6. FONER, *op. cit.*, 271.  
 7. SCHLÜTER, *op. cit.*, 46, 75.  
 8. PAZ, *op. cit.*, 48.  
 9. DU BOIS, *op. cit.*, 21, 25.  
 10. DOYLE (Thomas F.), « A Mission for the Irish », *The Crisis*, février 1948, 51-53, 58.  
 11. DU BOIS, *op. cit.*, 29, 102; — SCHLÜTER, *op. cit.*, 129-141, 202-225; — j'ai eu la bonne fortune, également, de lire sur le *Riot new-yorkais de 1863* deux études inédites, l'une de George NOVACK, l'autre d'Albon MANN.  
 12. DU BOIS, *op. cit.*, 216.  
 13. SCHLÜTER, *op. cit.*, 230 - 233 (Adresse du 12 mai 1869); — ALLEN, *op. cit.*, 246-248.  
 14. SCHLÜTER, *op. cit.*, 169, 180, 193; — MARX (Karl) et ENGELS (Frederick), *The Civil War in the United States*, 1937, 278-281; — BIMBA, *op. cit.*, 132-134.  
 15. DU BOIS, *op. cit.*, 239-240, 353, 359-361, 367, 595, 597, 612.  
 16. Cf. SYLVIS (James C.), *The Life, Speeches, Labor and Essays of William H. Sylvis*, 1872; — TODES (Charlotte), *William Sylvis and the National Labor Union*, 1942.  
 17. ALLEN, *op. cit.*, 163-165.  
 18. *Ibid.*, 153-174; — COMMONS (John R.) et ses collaborateurs, *History of Labour in the United States*, II, 1926, 112-113, 134-138, 144-146.  
 19. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 1939, X.  
 20. BEARD, *The Rise...*, cit., II, 217; — BRAZEAU, *op. cit.*, 21, 86, 238-239; — FOSTER (William Z.), *The Great Steel Strike and its Lessons*, 1920, 210.  
 21. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 228; — NORTHROP (Herbert R.), *Organized Labor and the Negro*, 1944, 12 (Source : Almont LINDSEY, *The Pullman Strike*, 1942, 110); — GINGER (Ray), *The Bending Cross, a biography of Eugene Victor Debs*, 1949, 93, 116, 259-260.

22. WARE (Norman J.), *The Labor Movement in the United States, 1860-1895, 1929, XIV*; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 74.
23. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 26-27.
24. SCHOBELL, *La question des noirs...*, *cit.*, 130.
25. FOSTER, *op. cit.*, 211; — du même : *From Bryan to Stalin, 1937, 92-93*; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 242-247, 254-255; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 304-307.
26. FOSTER, *op. cit.*, 211-213.
27. *Ibid.*, 205-210; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 5-6, 77-80, 160.
28. NORTHRUP, *op. cit.*, 35.
29. *Ibid.*, 50; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 29.
30. NORTHRUP, *op. cit.*, 50, 55, 120; — WEAVER, *op. cit.*, 102-105; — DAVIS et GARDNER, *op. cit.*, 427; — ROSS, *op. cit.*, 132; — HOUSTON (Charles H.), « Foul Employment Practice on the Rails », *The Crisis*, octobre 1949, 269-271, 284-285; — *N.Y.T.*, 28 octobre 1948.
31. *N.Y.T.*, 29 janvier, 28 octobre, 6, 26, 28 novembre, 4 et 16 décembre 1948, 27 janvier 1949.
32. *Ibid.*, 17 janvier et 6 décembre 1948.
33. NORTHRUP, *op. cit.*, 100; — *N.Y.T.*, 27 janvier 1949.
34. WEAVER, *op. cit.*, 36, 109, 116-121, 128, 225-227.
35. ROSS, *op. cit.*, 106-117.
36. NORTHRUP, *op. cit.*, 8.
37. *Ibid.*, 9; — WEAVER, *op. cit.*, 218.
38. NORTHRUP, *op. cit.*, 8; — TRIDON (André), *The New Unionism, 1913, 317*; — MINTON et STUART, *op. cit.*, 157.
39. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 401.
40. PAZ, *op. cit.*, 144-147.
41. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 412-418.
42. BRAZEL, *op. cit.*, 129, 132, 138, 152, 159-169; — MINTON et STUART, *op. cit.*, 143-171; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 29.
43. RANDOLPH, *The World Crisis...*, *cit.*, 21; — *The American Federation of Labor fights discrimination*, tract, s.d.; — BRAZEL, *op. cit.*, 168 (Source : *Atlanta Daily World*, 11 décembre 1944); — *A.F.L. Proceedings*, 15 novembre 1948, 234-235; 20 novembre, 456-457; — *N.Y.T.*, 8 décembre 1948.
44. *Autobiography of Mother Jones, 1925, 25*.
45. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 199; — NORTHRUP, *op. cit.*, 154-166; — WEAVER, *op. cit.*, 100; — MOON (Bucklin), *op. cit.*, 27.
46. NORTHRUP, *op. cit.*, 160-161, 168-171; — WEAVER, *op. cit.*, 101-102.
47. NORTHRUP, *op. cit.*, 154; — WEAVER, *op. cit.*, 100.
48. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 330-333.
49. Cf. notamment : *The C.I.O. and the Negro Worker...*, *C.I.O.*, s.d. (1943?); — *Working and fighting together regardless of Race, Creed, Color and national origin, C.I.O.*, 1943; — *C.I.O. Proceedings*, 24 novembre 1948, 47-50; 25 novembre, 20-25, 28-29.
50. *The C.I.O. and the Negro Worker*, *cit.*, 4.
51. HOWE (Irving) et WIDICK (B. J.), *The U.A.W. and Walter Reuther, 1949, 211*.
52. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 205.
53. *Ibid.*, 160, 173-177, 198, 204.
54. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 320-325.
55. *Ibid.*, 317; — WEAVER, *op. cit.*, 240.
56. *Handbook for local union fair practices committees, U.A.W.*, s.d.
57. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 232.
58. *Justice on the job front, U.A.W.*, 1947.
59. Cf. par exemple : *U.A.W.-C.I.O. oultaus discrimination, 1946*.
60. *Handbook...*, *cit.*, 17.
61. *Justice...*, *cit.*, 26-27; — *Fact Sheet, U.A.W.*, mars 1947.
62. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 228.
63. *Ibid.*, 215.
64. *Justice...*, *cit.*; — LEE (Alfred Mc Clung) et HUMBERY (Norman Daymond), *Race Riot, 1943, 32, 48, 79*.
65. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 211.
66. *Ibid.*, 209.
67. *Ibid.*, 213; — NORTHRUP, *op. cit.*, 191-192.
68. WEAVER, *op. cit.*, 63; — SWARD (Keith), *The Legend of Henry Ford, 1948, 324*.
69. MYRDAL, *op. cit.*, 394, 1120-1121; — APTEKER, *op. cit.*, 52-53.
70. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 216-219; — NORTHRUP, *op. cit.*, 193-194; — SWARD, *op. cit.*, 324-325.
71. NORTHRUP, *op. cit.*, 194; — SWARD, *op. cit.*, 321, 325.

72. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 217-219; 227-228; — NORTHROP, *op. cit.*, 195-197.

73. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 219-222; — WEAVER, *op. cit.*, 65-69, 71-72.

74. WEAVER, *op. cit.*, 208-209.

75. *Ibid.*, 117, 314; — GUZMAN, *op. cit.*, 146; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 299, 333-334, 337.

76. *Justice...*, cit. (*Testimony of Walter P. Reuther... before Subcommittee on anti-discrimination legislation of the United States Senate Committee on Labor and Public Welfares*, 18 juin 1947).

77. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 18, 28, 34-35 et *passim*.

1. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 378, 382; — RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 21.

2. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 377-383; — RANDOLPH, *op. cit.*, 21; — N.Y.T., 25 juin 1948 (discours de Willard S. Townsend au Congrès de la N.A.A.C.P. à Kansas City).

3. BRAZEAL, *op. cit.*, 21, 33-35, 44, 47, 55.

4. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 380-382 (Source : George S. Schuyler, « Reflections on Negro Leadership », *The Crisis*, novembre 1937, 328; — *Pittsburgh Courier*, 12 août, 2 et 9 septembre 1937).

5. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 381-383; — HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 209-210, 216-219; — SWARD, *op. cit.*, *passim*.

6. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 377, 393-397.

7. *Ibid.*, 412-415.

8. Post (Walter W.), « An Appeal for a non-partisan N.A.A.C.P. », *The Crisis*, juin 1950.

9. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 398-412; — BRAZEAL, *op. cit.*, 48.

10. COX, *op. cit.*, XXXII; — KEY JR, *op. cit.*, 673.

11. SCHOELL, *U.S.A...*, cit., 115.

12. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 326; — COX, *op. cit.*, XXXII; — BRAZEAL, *op. cit.*, 126, 153-154; — TOWNSEND, in : *What the Negro...*, cit., 175, 177.

13. RANDOLPH, in : *What the Negro...*, cit., 141, 147; — TOWNSEND, *ibid.*, 175, 184, 192; — CONRAD, *op. cit.*, 187-189.

14. GUZMAN, *op. cit.*, 146.

78. NORTHROP, *op. cit.*, 225-227; — WEAVER, *op. cit.*, 37, 100.

79. MOON (Bucklin), *op. cit.*, 24-25, 33.

80. WEAVER, *op. cit.*, 251-253, 269-272, 283, 291-292, 301-305.

81. *Cf. Clarity*, cit., 8-9.

82. CAYTON et MITCHELL (*op. cit.*, 345-346) ont fait la même constatation.

83. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 229-230.

84. *Ibid.*, 213; — NORTHROP, *op. cit.*, 191.

85. THOMAS (C.), « Negro Workers and the C.I.O. », *Fourth International*, mai-juin 1950, 75-78.

## 6

15. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 313, 317.

16. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 137.

17. NORTHROP, *op. cit.*, 256; — WEAVER, *op. cit.*, 232-233, 241.

18. PATTERSON (Frederick D.) et BETHUNE (Mary McLeod) in : *What the Negro...*, cit., 257, 266.

19. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 143.

20. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 380 (Source : SCHUYLER, art. cit.); — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 319, 327, 340.

21. N.Y.T., 24 mars 1949 (lettre de Frank R. Crosswaith, *Chairman, Negro Labor Committee*); — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 237-242, 340.

22. HOWE et WIDICK, *op. cit.*, 232-233; — CONRAD, *op. cit.*, 190-191.

23. N.Y.T., 20 mars, 25 et 26 juin 1948; — PARKER (Albert), « N.A.A.C.P. appeals to the U.N. », *Fourth International*, novembre-décembre 1947, 285; — Post, art. cit.

24. N.Y.T., 16 juillet 1949.

25. RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 15; — du même, in : *What the Negro...*, cit., 145-147, 155.

26. COX, *op. cit.*, 573.

27. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 109, 112.

28. MYRDAL, *op. cit.*, 510; — DU BOIS, « From McKinley to Wallace », *Masses and Mainstream*, août 1948; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 19, 21.

29. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 140-144.

30. MEYER (J.), « The Revolutionary answer to the Negro Problem in the U.S. », *Fourth International*, décembre 1948.



31. KEY Jr., *op. cit.*, 597-598, 656-659, 673-674.
32. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 143-144, 159-165.
33. N.Y.T., 25 et 29 juin, 14 octobre et 30 novembre 1948, 24 mars 1949 (lettre de Frank R. CROSSWAITH, cit.).
34. *Ibid.*, 26 juin 1948 (déclaration d'Austin T. WALDEN au congrès de la N.A.A.C.P. à Kansas City); — KYTLE (Calvin), « A long, dark night for Georgia », *Harper's Magazine*, septembre 1948, 61; — MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 24.
35. MEYER (J.), « The Talented Tenth, Negro leadership and Civil Rights », *Fourth International*, avril 1949, 109-112.
36. Du même : « Road ahead in Negro Struggle », *Fourth International*, juin 1949, 178.
37. PARKER, « N.A.A.C.P. appeals... », art. cit., 285; — C.I.O. *Proceedings*, 25 novembre 1948, 25.
38. N.Y.T., 24 mars 1949 (lettre de Frank R. CROSSWAITH, cit.).
39. N.Y.T., 11 mars 1950.
40. RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 17-18; — du même, in : *What the Negro...*, cit., 155.
41. MYRDAL, *op. cit.*, 511; — N.Y.T., 21 septembre 1947 (discours d'Ellis Arnall à New Haven, Connecticut).
42. RANDOLPH, *The World Crisis...*, cit., 20; — BRAZEAL, *op. cit.*, 126, 154.
43. COX, *op. cit.*, XXXVIII, 462.
44. PAZ, *op. cit.*, 245.
45. *Writings and speeches of Eugene V. Debs*, 1948, 63-68; — GINGER, *op. cit.*, 260-261.
46. DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, 341.
47. PARKER, art. cit., 285.
48. CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, X-XI, 222; — BRAZEAL, *op. cit.*, 39-41.
49. DU BOIS, *Dusk of Dawn*, cit., 207; — CAYTON et MITCHELL, *op. cit.*, 422, 424-433; — DRAKE et CAYTON, *op. cit.*, XXVIII-XXIX (Introduction par Richard WRIGHT); — MYRDAL, *op. cit.*, 835, 855.
50. CASH, *op. cit.*, 317.
51. MOON (Henry Lee), *op. cit.*, 119.
52. COX, *op. cit.*, 574.
53. TOCQUEVILLE, *op. cit.*, II, 289.
54. PAZ, *op. cit.*, 245.
55. LOGAN (Rayford W.), RANDOLPH (A. Phillip), SCHUYLER (George S.), in : *What the Negro...*, cit., 22, 143, 290-291.
56. COX, *op. cit.*, XXXII.
57. PAZ, *op. cit.*, 243.

## INDEX DES VOLUMES I ET II

N. E. — Les noms géographiques ont été réduits à un minimum. Les noms des auteurs cités dans les Références ne figurent pas ici.

### ABRÉVIATIONS

<p><i>American</i> : Am.  <i>Association</i> : Assoc.  <i>Company</i> : Cy  <i>Cooperative</i> : Coop.  <i>Corporation</i> : Corp.</p>	<p><i>International</i> : Int.  <i>National</i> : Nat  <i>Président</i> : Pt  <i>Railway</i> : Ry</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

- A
- Abolitionnistes, II 146, 274, 276.
- Acheson (Dean), I 306.
- Acier (Travailleurs de l'), I 143, 146, 149, 151-152, 165-166, 195, 208-209, 240-241, 242 n, 247, 258, 260-262; II 281, 294. V. *Steel-workers*.
- Acier (Trust de l'), v. *U.S. Steel*.
- Adamic (Louis), I 7, 163.
- Addes (George), I 281-282.
- Agnew (E.H.), II 53.
- Agricoles (Travailleurs), I 134, 250; II 62-67.
- Agricultural Adjustment Act* (A.A.A.), II 72, 75-76, 110-111, 117.
- Aiken (George D.), II 78.
- Alcoa, I 28, 33, 48, 56.
- Allen (James S.), II 258.
- Allen (William), I 41.
- « Alliances », II 102, 262.
- Allied Chemical and Dye*, I 49.
- Allis-Chalmers*, II 33.
- Altgeld (John P.), I 107.
- Amalgamated Assoc. of Iron, Steel and Tin Workers*, I 103, 146-148, 165-166, 179, 197.
- Amalgamation*, I 152-153, 332.
- Am. Agricultural Chemical Co*, II 32.
- Am. Bowling Congress*, II 185.
- Am. Broadcasting Cy*, I 61 n.
- Am. Colonization Society*, II 215.
- Am. Communication Assoc.*, I 275, 287.
- Am. Cotton Grower's Exchange*, II 52.
- Am. Cyanamid Co*, II 51.
- Am. Federation of Labor* (A.F.L.), I *passim*; II 104, 106, 108, 118, 280, 281, 284-292, 295, 297, 300, 301, 303, 304.
- Am. Labor Party*, I 286.
- Am. Labor Union*, I 117, 126.
- Am. Legion*, I 306 n.
- Am. Railway Union* (A.R.U.), I 105-108, 114; II 279.
- Am. Sumatra Tobacco*, II 43.
- Am. Telephone and Telegraph*, I 32.
- Am. Tobacco (Lucky Strike)*, I 38; II 31.
- Am. Woolen*, I 31, 131.
- Am. Workers Party*, I 182.
- Anaconda*, I 49.
- Ancienneté (Clauses d'), II 294-295.
- Anderson (Clinton), II 53, 78.
- Anderson, Clayton & Co*, I 70; II 41.
- Anglo California National Bank*, II 41.
- Anti-communisme, v. *Red-baiting*.
- Antilles, II 140, 144.
- « Anti-trusts » (Lois et sections), I 35, 61, 77-81; II 29-31.
- Aptheker (Herbert), II 257.
- Armour*, II 30.
- Arnall (Ellis G.), I 47, 50; II 198, 199, 307.
- Aron (Raymond), II 15.
- Arthur (P.M.), I 103.
- Associated Farmers of California*, II 41-42.
- Associated Press*, I 66.
- Assoc. of Catholic Trade Unionists* (A.C.T.U.), I 283, 285.
- Atlanta Daily Herald*, II 298.
- Atlanta University*, II 223 n.
- Atomic Energy Commission*, I 58.
- Autant en Empôte le Vent*, II 148 n.
- Automobile (Travailleurs de l'), I 133-134, 163-164, 171, 185-186, 190, 193, 204, 207, 218, 221-222, 232, 234, 238, 241, 247, 256, 258, 260, 261 v. *suivant*.
- Automobile Workers (United)* (U.A.W.), I 164, 179, 186, 190, 192, 205, 207, 234, 240, 260, 262, 267, 271, 275, 280-283, 286, 290, 310, 329-331, 338; II 289-295, 298, 304.

*Automobile Workers (United)*, section syndicale 600 (Ford), I 257, 280, 331; II 292.

## B

*Badische Anilin*, I 44.  
 Baldanzi (George), I 275, 287, 308, 312, 321.  
*Bank of America*, II 40-41.  
*Bankhead-Jones Farm Tenant Act*, II 82, 88.  
 Barkley (Alben W.), I 59.  
 Barnes (Harry Elmer), II 98.  
*Easing point system*, I 36, 47, 242; II 116.  
 Bâtiment (Syndicats du), I 332, 335; II 283.  
 Beard (Charles A.), I 20, 23, 212 n, 213 n; II 131, 132, 258.  
 Beck (Dave), I 335, 337.  
 Belperron (Pierre), II 148 n, 151 n, 256 n.  
 Bendix, I 190.  
 Benton (William), II 189.  
 Berge (Wendell), I 42, 44, 45, 48-50; II 28.  
 Berkman (Alexandre), I 104.  
 Berle Jr (Adolf A.), I 27.  
 Bessenger (Leslie), II 160.  
*Bethlehem Steel*, I 31, 36, 41, 219, 223, 328.  
 Bethune (Mary McLeod), II 301.  
 Bettelheim (Charles), I 67, 247.  
 Biddle (Francis), I 47.  
 Bilbo (Theodore), II 156, 175, 216, 264, 267, 268.  
 Bimba (Anthony), I 180.  
 Birmingham (Alabama), I 64, 313, 316, 318 n; II 153, 167, 193, 195, 288.  
 Bittner (Van A.), I 174, 312-315, 317.  
*Black Belt*, II 221-226, 265, 271.  
*Black Metropolis*, II 180, 214, 245, 253, 254, 300.  
*Black Reconstruction*, II 131, 148 n, 195.  
*Black Star Line*, II 217.  
 Blaise (Cole), II 264.  
*Blue Eagle*, I 165.  
 Blum (Léon), I 189.  
*Board of Trade (Chicago)*, II 50.  
 Boeing, II 283.  
*Boilermakers (Brotherhood of)*, II 286.  
 Bois (Travailleurs dn), v. *Woodworkers*.  
 Borden, II 53.

Boren (Lyle H.), II 23.  
*Boston First National Bank*, I 33.  
 Boston (Groupe de), I 33.  
 Boswell (Amendement), II 155.  
 « Bourbons », II 128, 150, 153, 174, 190-191, 193-194, 197-199, 205, 235, 251, 261-269, 276, 305, 307.  
 « Boycott secondaire », I 263.  
 Bradley (Général Omar N.), I 306; II 173.  
 Brandler (K.P.O.), I 186.  
 Brannan (Charles F.), II 15, 26, 57, 78-81, 112, 114, 118.  
*Brewery Workmen's Union (United)*, I 125.  
 Bridges (Harry), I 177-179, 220-221, 227, 274, 277, 291.  
*Eriggs Body*, I 180; II 291.  
 Brissenden (Paul), I 122, 132.  
*Brooklyn Dodgers*, II 185.  
 Brooks (Robert), I 208.  
*Brookwood Labor College*, I 181.  
 Brophy (John), I 174, 205-206, 290.  
 Browder (Earl), I 201, 220, 227.  
 Brown (Edgar), II 188.  
 Brown (George et Herman), I 69.  
 Brown (John), II 146-147.  
 Bruce (Howard), I 297.  
 Buchanan (Joseph R.), I 88, 99-91, 95-96, 102-103; II 105-106.  
 Budenz (Louis), I 181.  
 Bulwinkle (Lot), I 51, 78 n.  
 Bunsche (Ralph J), II 175, 186.  
 Burnham (James), I 181.  
 Byrnes (James F.), II 200.

C

Caldwell (Ersine), II 25.  
*California Delta Farms*, II 41.  
*California Fruit Grower's Exchange*, II 52.  
*California Packing Corporation*, II 31, 43.  
 Camionneurs, v. *Teamsters et Transport workers*.  
 Campbell, II 31.  
 Campbell (Thomas D.), II 42.  
*Cenney, Agricultural, Packing and Allied Workers*, I 180.  
 Cannon (James P.), I 64, 183-186.

*Caoutchouc (Syndicat du), v. Rubber workers*.  
 Carey (James A.), I 268, 291, 304.  
 Carey (Rev. Philip A.), I 286.  
 Carnegie (Andrew), I 103, 146; II 232.  
 Carnegie (Fondation), I 65; II 127-129, 138.  
*Carpenters (Brotherhood of)*, I 332; II 283-284.  
 Carter (Hodding), II 197, 205, 208.  
*Case (J.I.)*, II 33.  
*Case de l'Oncle Tom (La)*, II 142.  
 Cash (W.J.), I 309; II 176, 271, 312.  
 Cason (Clarence), II 199.  
 Cassou (Jean), II 13.  
 « Caste », II 130-133.  
 Cayton (Horace R.), II 137, 180, 214, 229, 231, 245, 253, 254, 289, 298, 300.  
*Central Labor Federation (New York)*, I 121-122.  
 Chaplin (Ralph), I 108.  
*Chase National Bank*, I 32.  
 Chaudronniers, v. *Boilermakers*.  
*Check-off*, I 217, 234.  
 Chevaliers du Travail, v. *Knights of Labor*.  
*Chevrolet*, I 180, 192-193.  
*Chicago Burlington and Quincy Ry.*, I 103.  
*Chicago Defender*, II 252, 307.  
*Chicago Federation of Labor*, I 145; II 108.  
 Chicago (Groupe de), I 33, 67, 129.  
 Chicago (Martyrs de), I 86, 93, 121, 143.  
*Chicago Tribune*, I 67-68.  
 Christopher (Paul R.), I 318.  
*Chrysler*, I 205-206, 233, 240-241, 338; II 291, 293.  
*Cigar Makers Int. Union*, I 313.  
 Claherty (Coleman C.), I 167.  
 Clark (Mark), I 306.  
 Classes moyennes, I 72-73, 75, 78, 239; II 120-121.  
 Clayton (Loi), I 77-79.  
 Clayton (William L.), I 70.  
 Clemenceau (Georges), II 147 n, 151 n.  
 Clement (Rufus E.), II 223 n.  
 Cleveland (Groupe de), I 23.  
*Closed shop*, I 216, 251-253, 263-264.

- Clothing Workers (Amalgamated)*, I 142-143, 159, 170, 290, 332; II 295.
- Coca-Cola*, I 63.
- Cochran (Bert)*, I 180, 283.
- « *Codes* » (N.R.A.), I 25-26, 160, 163-164, 166, 168.
- Coleman (Mc Alister)*, I 223.
- Collins (William)*, I 164.
- Colomb (Christophe)*, II 139.
- Colorado Fuel and Iron*, I 54.
- Columbia Broadcasting Cy*, I 61 n.
- Columbia Steel*, I 41.
- Comics*, I 61.
- Commodity Credit Corp. (C.C.C.)*, II 73, 74, 77.
- Commons (John R.)*, I 96, 107-108.
- Communiste (Parti) et « Staliniens »* I 136, 150, 154, 156, 175, 180, 182, 219, 221, 227, 229, 232, 237, 241, 252, 270, 279, 281-294, 312, 333, 334, 336, 338; II 166, 223-227, 238, 240, 245-255, 311 n.
- Company unions*, I 166, 188, 197, 209.
- Company town*, I 64.
- Compromis de 1876-1877*, II 150, 193, 260, 261.
- Confédération Int. des Syndicats Libres*, I 333.
- Conference for Progressive Labor Action*, I 181, 182 n.
- Congress of Industrial Organizations (C.I.O.)*, I *passim*; II 15, 52, 115-118, 121 n, 138, 166, 247, 288, 292-306.
- Conrad (Earl)*, II 302.
- Consolidated Cigar Corp.*, II 43.
- Consolidated Vultee Aircraft*, I 32, 70.
- Constitution des Etats-Unis*, I 195, 254; II 132, 135, 151, 155.
- Construction workers (United)*, I 332, 335.
- Constructions navales (Travailleurs des)*, v. *Marine & Shipbuilding...*
- Cooke (Jay)*, I 85.
- Cooley (Harold D.)*, II 90.
- Coolidge (Pt John Calvin)*, I 153-154.
- Coop. Corp. Farms*, II 85-89.
- Coop. Milk Producers Assoc.*, II 52.
- Coop. nègres*, II 217, 222-223, 238.
- Corée (Guerre de)*, II 174, 244.
- Corey (Lewis)*, I 73-74; II 23, 36. V. *Fraïna*.
- Cote (Edward J.)*, I 256 n.
- Council on African Affairs*, II 221.
- Cour Suprême*, I 39, 50-51, 71, 74, 77-79, 188, 195, 249, 263, 304, 323; II 29, 31, 151, 163, 183-184, 206, 223 n, 233, 235, 283, 304.
- Cowe (Charles L.)*, I 315.
- Cox (Eugene)*, II 190.
- Cox (Oliver C.)*, II 137, 139, 227, 261, 304, 312.
- Coxey (Jacob S.)*, I 258.
- Credo américain*, II 129, 133-136, 144, 168, 312.
- Créoles*, II 165.
- Crow (Jim)*, II 154 n.
- Crump (E.H.)*, I 316.
- Cudahy*, II 30.
- Curran (Joseph)*, I 179, 273, 278-280, 290.
- Curtiss Wright*, I 29; II 293 n.

## D

- Dabney (Virginius)*, II 196, 208.
- Dairy men's League Coop. Assoc.*, II 53.
- Dalrymple (Sherman H.)*, I 189.
- Daniel (Franz E.)*, I 318.
- Daniels (Jonathan W.)*, II 208.
- Davis Jr (Benjamin J.)*, II 172.
- Davis (James J.)*, I 159.
- Davis (Jeff)*, II 264.
- Debs (Eugene V.)*, I 102-108, 114, 117, 120-121, 124, 127, 129, 135, 139-140, 169, 172, 306; II 264, 279, 309-310.
- De Caux (Len)*, I 174, 206, 275, 277.
- Deere (John)*, II 33.
- De Leon (Daniel)*, I 114, 120-124, 127, 129-130, 140, 153, 169, 176, 217.
- Delta (Mississippi)*, II 42, 47, 61, 265-267.
- Delta and Pine Land Co*, II 42, 61, 75.
- Delta Leader*, II 298.
- Démagogues du Sud*, II 264-268.
- Démocrate (Parti)*, I 32, 58-59, 68-70, 215, 223, 236, 305, 338; II 93 n, 104, 107, 110, 117, 118, 128, 145, 150-151, 154-156, 174-175, 186-187, 191-194, 198, 208, 209, 235, 262-264, 277, 278, 296, 304-307.
- Denham (Robert N.)*, I 264, 265 n.
- Denner and Rio Grande Ry.*, I 89, 102.
- Département d'Etat*, I 268, 293-294, 299-300, 305, 333.
- Dépression (Grande)*, I 25, 73, 155, 159, 173, 235, 251, 258, 285; II 36, 70-72, 81, 93, 223, 237, 246, 282.
- De Vito (John)*, I 258.
- Dewey (Thomas F.)*, I 58, 67-68, 181.
- Dillon (Francis J.)*, I 164-165, 167, 190.
- Dillon Read & Co.*, I 70.
- Dictocrat (Parti)*, II 174, 192, 193, 200, 208, 307.
- Doane Agricultural Service of St. Louis*, II 44.
- Dobbs (Farrell)*, I 184.
- Dockers, v. Longshoremen.*
- Dodge*, I 206; II 291.
- Dollard (John)*, II 159, 166, 189, 270, 271.
- Domas (Rev. I.J.)*, II 198.
- Doob (Leonard W.)*, II 270, 272.
- Dos Passos (John)*, II 54, 65.
- Doubleday, Doran*, I 62 n.
- Douglas (Lewis W.)*, I 70.
- Douglas (William O.)*, I 305.
- Douglass (Frederick)*, II 146.
- Drake (St Clair)*, II 137, 180, 214, 245, 253, 254, 289, 300.
- Driscoll (Clara)*, I 69.
- Droits Civils (Programme de)*, I 315-316; II 135, 156, 166, 169 n, 175, 186, 188-190, 192-194, 197, 198, 200, 201, 207, 231, 235, 287, 288, 295, 303, 305-307.
- Dubinsky (David)*, I 170, 186-187, 197, 202. V. *Ladies Garment...*
- Du Bois (W.E. Burghardt)*, I 309; II 131, 132, 137, 141, 148 n, 149, 174 n, 186, 194, 195, 212-215, 218-223, 230-239, 249, 257, 258, 274.
- Duhamel (Georges)*, II 11.
- Duke (Dan)*, II 198.
- Dulles (John Foster)*, I 78, 79 n.
- Dumont (René)*, II 14, 31, 39, 45, 56, 60, 62.
- Dunne (Vincent R.)*, I 184.
- Dunne (William F.)*, I 152.
- Du Pont de Nemours*, I 25, 30-31, 33, 49, 68-69, 327; II 32.
- Dust Bowl*, II 62.

## E

*Earl Fruit Cy of California*, II 42.  
 Earle (Willie), II 167.  
*Eastman-Kodak*, I 30.  
 Eaton (Cyrus S.), I 68.  
 Eaton (Joseph W.), II 84, 88.  
*Echelle mobile des salaires*, I 329, 330.  
 Eddins (Floyd C.), II 167.  
*Eglise Catholique*, I 283-286, 315; II 296.  
*Electrical Workers (United)*, (U.E.), I 179, 222, 240, 260, 262, 268, 270, 272, 274, 287-292, 310, 331, 336.  
*Electric Auto-Lite Cy*, I 164, 179, 182.  
*Electricité (Lobby de l')*, I 57-58.  
 Elkuss (William), I 313.  
 Elliott (Alfred), II 23.  
 Elmore (James), II 93 n.  
 Emerson (Thomas), I 275.  
 Engel (George), I 93.  
 Engels (Friedrich), I 66; II 136, 190.  
 Ernst (Morris), I 53.  
 Ethridge (Mark), II 197, 208.  
 Ettor (Joseph), I 131, 134, 138.  
 Existentialistes, II 136-137.  
*Extension Service*, II 49, 51 n, 75, 90.

## F

*Fair Deal*, II 15, 306.  
*Fair Employment Practice Committee (F.E.P.C.)*, II 190, 204, 206-207, 209, 241, 254, 286, 287.  
 Farley (James A.), II 174.  
*Farm Bloc*, I 297; II 35, 48, 51-52, 54-56, 64, 72, 74, 78-81, 88, 94, 117, 120.  
*Farm Bureau Federation*, II 48-55, 88, 90, 117, 121 n, 267.  
*Farm Credit Administration*, II 34.  
*Farm Equipment & Metal Workers*, I 260, 274, 289-291; II 115.  
*Farm Holiday Assoc.*, II 111.  
*Farm Labor Assoc.*, II 109.  
*Farm Security Administration*, II 34, 54, 57, 65, 82, 90, 94, 97, 99.  
*Farmer Labor Party* (Minnesota), I 184; II 108-110.  
*Farmer Labor Progressive Federation*, II 110.  
 243.

*Farmers Coop. Exchange*, II 53.  
*Farmers Home Administration*, II 90, 92.  
*Farmers National Cy*, II 44.  
*Farmers' Non-Partisan League*, II 107-108.  
 Farrell (James T.), I 61-62.  
 Fascisme, II 120, 134, 177, 268.  
 Fast (Howard), II 148, 256 n.  
*Feather-bedding*, I 253.  
*Federal Bureau of Investigations (F.B.I.)*, I 316, 324; II 160, 166.  
*Federal Housing Administration*, II 185.  
*Federal Trade Commission*, I 38, 53-54, 73, 77; II 28, 33, 53.  
*Federal unions*, I 162-164, 167, 171, 203, 210, 259-260; II 284.  
*Federation of Trades and Labor Unions*, I 95.  
*Fédération Syndicale Mondiale*, I 301, 333.  
 Fenton (Frank), I 311.  
 Fermes collectives, v. *Coop. Corp. Farms*.  
 Fermiers, I 296-297; II *passim*.  
 Fincke (William Mann), I 181.  
*Firestone*, I 189.  
*First Nat Bank*, I 24.  
*First Nat Bank of Saint-Louis*, I 69.  
 Fischer (Adolph), I 93.  
*Fisher Body*, I 190, 192.  
*Fisk University*, II 185.  
 Fitzgerald (Albert J.), I 221, 289.  
 Fitzpatrick (John), I 145, 147.  
 Flynn (Elisabeth Gurley), I 132, 134.  
 Folsom (James E.), II 192.  
 Fontana (Aciéries de), I 41-42.  
*Food Industry Committee*, II 51.  
*Food, Tobacco, Agricultural and Allied Workers*, I 274, 292; II 66.  
 Ford (Henry) et *Ford Motors Cy*, I 25, 65, 164, 170, 216, 219, 234-235, 240-241, 257, 281, 297 n, 330-331; II 291-292, 294, 298.  
 Ford (James W.), II 251.  
*Forestral Corp.*, I 37.  
 Forrestral (James), I 70; II *Fortune*, I 67, 69; II 271.

Foster (William Z.), I 121, 137-139, 141, 143, 145-154, 169, 176-177, 182-183, 186, 191, 197, 199-204, 219, 220, 297; II 281 n.  
 Fountain (Clayton), I 180.  
 Fraña (Louis), I 121-122. V. Corey.  
 Frank (E.R.), I 225, 239, 241.  
 Fraukenstein (Richard T.), I 206.  
 Fraternités d'étudiants, II 183.  
 Fraternités du Rail. V. *Rail-road Brotherhoods*.  
*Free African Society*, II 215.  
*Free Soil Movement*, II 143, 145-146.  
*Free speech fights*, I 130-131.  
 Frick (Henry Clay), I 103-104.  
 Fryer (Lee), II 77.  
*Fur and Leather Workers*, I 274.

## G

Gandhi, II 239, 242.  
 Garrison (William Lloyd), II 146, 274.  
 Garvey (Marcus), II 217-222, 241.  
 Gary (Elbert H.), I 36.  
 Gatlin (Rev. J.H.), II 154.  
*General Electric*, I 28, 31-32, 35, 43, 130, 170, 272, 336.  
*General Motors*, I 25, 29, 31, 33, 164, 190, 192-193, 197, 205, 219, 223, 233, 236-243, 247, 267, 282, 306, 329-330; II 290.  
*General Tire and Rubber*, I 167.  
 Geneva (Aciéries de), I 29, 41-42, 48, 55.  
*Georgia Railroad*, II 282.  
 Germer (Adolph), I 174.  
 Giannini (Amadeo P.), II 41.  
 Gide (André), II 13 n.  
 Giffen (Russell), II 41.  
*Gilded Age*, I 23.  
 Gillman (C.H.), I 318.  
 Ginger (Ray), I 105.  
 Glück (Elsie), I 112.  
 Golden (Clinton), II 35.  
 Goldman (Emma), I 104.  
 Gompers (Samuel), I 81, 95-97, 99-100, 102, 105-108, 111-112, 114, 116, 123-124, 128, 132-134, 139-148, 150, 152-153, 156, 158, 171-172, 203, 235, 268; II 105-106, 108, 280, 285, 286, 303.

- Gompérisme, I 97-99, 101-102, 110, 113, 116, 123-124, 126, 138, 143-145, 150, 153, 156, 158, 169.
- Goodrich*, I 44, 189.
- Goodyear*, I 28, 44, 189-190.
- Googe (George L.), I 316.
- Gordon (Eugene), II 251.
- Gorman (Francis J.), I 168.
- Gould (Jay), I 23, 85, 88-89, 94.
- Gouvernement français, I 299, 303-304.
- Grace (Eugene C.), I 36.
- Grady (Henry), II 262.
- Graham (Frank P.), II 200, 208.
- Grands magasins (Employés de). V. *Retail*...
- « Grand-père » (Clauses du), II 151, 154.
- Grange, II 48-49, 51, 101, 102, 106, 117.
- Granger (Lester), II 243.
- Great Northern Ry.*, I 106.
- Green (John), I 275.
- Green (William), I 133, 161-162, 164-167, 179, 188-190, 194, 197, 203, 210, 225-256, 268, 303-304, 308, 311-312, 317, 327, 333-334, 337; II 285, 286.
- Greenbacks*, II 101-103.
- Greenlee (Charles), II 169.
- Green Pastures*, II 217.
- Griffith (David), II 148 n.
- Griswold (A. Whitney), II 54, 76.
- Gronlund (Laurence), II 121.
- Guggenheim (Famille), I 69.
- Guillien (Raymond), I 212 n.
- H
- Hagnauer (Roger), II 10, 11, 168 n.
- Hallelujah*, II 219.
- Hamilton (Alexandre), I 20-21; II 100.
- Handler (Milton), I 79.
- Hanford (Usine de), I 30.
- Hanna (Marcus A. dit Mark), I 113, 147, 157.
- Hapgood (Powers), I 174.
- Harlan County (Kentucky), I 176, 180.
- Harlem (Emeute 1943), II 172, 252, 254.
- Harper*, I 62 n.
- Harriman (Averell W.), I 23, 51, 69-70, 297, 306.
- Harris (Herbert), I 177, 179, 333.
- Hartley (Fred A.), I 251, 261, 306. V. Taft-Hartley.
- Haymarket (Bombe de), I 93.
- Haywood (Alan), I 174.
- Haywood (William D.), I 98, 101, 114, 116-117, 120-121, 124, 129-135, 138-141, 147, 168, 181, 306; II 46.
- Hearst (William Randolph), I 66-67.
- Hebrew Trades (United)*, I 122.
- Heñin (Tom), II 264.
- Hemingway (Ernest), II 24.
- Henderson (Donald), I 151, 180.
- Hesseltine (William B.), II 261, 264.
- Higginbotham (Howard), II 156-157.
- Highlander Folk School*, I 313.
- Hill (James J.), I 23, 85, 106.
- Hillman (Sidney), I 159-160, 170, 197, 202, 209, 215, 217-219, 225, 227, 236, 290, 332-334; II 15.
- Hillquit (Morris), I 123 n.
- Hobbs (Sam), II 191.
- Hoboes*, I 130, 136, 143.
- Hoffman (Paul G.), I 31, 70, 297-298, 303, 306.
- Hollander (Louis), II 15.
- Hollywood, I 61; II 127 n.
- Hobman (Congressman of Indiana), II 25.
- Hoiter (Christian), II 48 n; 256 n.
- Homestead (Pennsylvanie), I 104, 192, 328; II 100.
- Homestead Act*, II 145.
- Hook (Sidney), I 181.
- Hoover (Pt Herbert C.), I 226; II 72, 304.
- Hoover (J. Edgar), II 166.
- Hopson Planting Cy.*, II 47.
- Horton (Myles), I 313; II 93 n.
- Howard (Charles), I 203.
- Howe (Irving), I 239; II 172, 288, 289, 291, 302.
- Hudson*, II 290.
- Hughes (Langston), II 168.
- Humphrey (Hubert H.), I 305; II 173 n, 192.
- Huntington (Collis P.), I 23, 172.
- I
- I.G. Farben Industrie*, I 44.
- Immigrants, I 281, 329; II 279.
- Imperial Valley* (Californie), II 41.
- Industrial unions*, I 260.
- Industrial Workers of the World* (I.W.W.), I 103, 117, 120-121, 123-144, 150, 154, 169, 180-181, 183, 202, 205, 241, 273, 338; II 66, 108.
- Ingram (Mrs. Rosa Lee), II 169.
- « Injunction », I 107, 246, 323.
- « *Intelligentsia* » nègre, II 131, 217, 219, 222, 229, 231, 233, 238, 239, 243, 247, 248, 297.
- Int. Electrical, Radio & Machine Workers*, I 291.
- Int. Harvester*, I 67; II 33.
- Int. Labor Union*, I 87.
- Int. Seamen's Union*, I 278.
- Int. Trade Union Educational League*, I 145.
- Int. Working-Men's Assoc.*, I 91, 92 n.
- Int. Working People's Assoc.*, I 92.
- Internationale* (Première), I 93-92, 97; II 277.
- Internationale communiste*, I 151, 153-154, 156, 176, 182, 186, 204; II 223, 250.
- Interstate Commerce Commission*, I 50-54; II 34.
- Irlandais, I 284-286; II 176, 275.
- Iron & Steel Workers Council*, I 148.
- Irvin (Walter), II 169.
- J
- Jackson (Pt Andrew), I 21; II 25, 100, 145, 191.
- Jamaïque, II 140.
- Japan, I 212 n, 213 n.
- Jefferson School of Sciences*, I 278.
- Jefferson (Pt Thomas), I 21; II 25, 91, 100, 191, 216.
- Jenner (William E.), I 302.
- Johnson (Charles S.), II 158, 185, 205, 207.
- Johnson (Genova), I 193.
- Johnson (James Weldon), II 215.
- Johnson (Louis A.), I 70.
- Johnson (Lyndon B.), I 69.
- Johnston (Alvanley), I 244-246.
- Johnston (Eric), I 302.
- Johnston (Olin D.), II 208.
- Johnston (Oscar), II 42.
- Jones (Mary dite « Mother »), I 114, 117-120, 125, 306; II 287.

Jones (Sam), II 205.  
 Jouhaux (Léon), I 151.  
 Judd (B.T.), I 318.  
 Juifs, II 176, 224, 251, 261.

## K

Kaiser (Henry J.), I 41-42, 48.  
 Keller (James), I 179.  
 Kelley (Cornelius F.) (et non F. Kelly comme imprimé par erreur), I 64.  
 Kellogg (Edward), II 101.  
 Kelly (Edward J.), I 224.  
 Kelsey-Hayes, I 190.  
 Kennecott Copper, I 32, 49.  
 Kennedy (Stetson), II 195.  
 Kennedy (Thomas J.), I 198, 225.  
 Ken-Rad, I 32.  
 Kerrigan (Charles), I 287.  
 Key Jr (V.O.), II 186, 267, 271.  
 Kile (Orville M.), II 55.  
 King Ranch, II 42.  
 Klein (Arthur G.), I 258.  
 Kline (Allan B.), II 50, 55.  
 Knight (Davis), II 164.  
 Knight (O.A.), I 305.  
 Knights of Labor, I 87-98, 110, 112, 118, 123-124, 126, 169, 172; II 104-106, 279, 280, 287.  
 Knox (Frank), II 252.  
 Knudsen (William S.), I 219.  
 Kœstler (Arthur), II 24.  
 Kopald (Sylvia), I 203.  
 Kraus (Henry), I 187, 192.  
 Krock (Arthur), I 68; II 209.  
 Krug (Julius A.), I 247-248.  
 Krupp, I 35.  
 Kuhn-Loeb, I 32.  
 Ku-Klux-Klan, I 261, 316; II 150-152, 156, 158, 171, 174, 176, 189, 197-199, 218, 254, 261, 264, 288, 292, 295, 307.  
 Kytte (Calvin), II 200.

## L

Labor fakirs, I 123.  
 Labor Observer, I 285.  
 Labor Party, I 174, 182, 236, 317, 337; II 15, 277-278, 308.  
 Labor's Non-Partisan League, II 117.  
 Labor statesman, I 160, 206, 215, 217-218, 236.  
 Ladies Garment Workers (Int.) (I.L.G.W.), I 142-143, 170, 186-187, 332.

La Follette (frères), II 110.  
 La Follette (Robert), II 63, 109-110.  
 Lanham (H.L.), II 168.  
 Lattimore (Owen), II 16.  
 Lawrence (Mary), I 313.  
 Lawrence (Massachusetts), I 131-133, 136, 139, 141, 147, 168, 181.  
 Lease (Mary Elisabeth), II 103.  
 Lefort (Claude), II 137 n.  
 Legien (Karl), I 151.  
 Lénine, I 121, 150-151; II 224.  
 Lens (Sidney), I 180, 195, 202, 204, 206, 209-210, 213, 243, 269 n, 292, 321, 332-333.  
 Lerner (Max), II 242.  
 Levinson (Edward), I 162, 166, 170, 175 n, 187, 190, 192, 205, 208.  
 Lewis (John L.), I 14, 157-161, 170-180, 182, 187, 191, 195-209, 217, 219, 222-235, 238, 241-242, 247-251, 258-261, 267, 268, 270, 282, 290, 302-304, 312, 318, 321-327, 330 n, 332-335, 338; II 11, 117.  
 Libby, II 31.  
 « Libéraux » du Sud, II 156, 168, 194-200, 268.  
 Libéria, II 216.  
 Life, I 67-68; II 55.  
 Liggelt and Myers (Chesterfield), I 38; II 31.  
 Lincoln (P<sup>e</sup> Abraham), I 22, 66, 208; II 147, 208, 216, 275, 276 n.  
 Lindbergh (Charles A.), I 167.  
 Lingg (Louis), I 93.  
 Lippman (Walter), I 207, 250 n.  
 Little Brown, I 62 n.  
 Little Steel, I 223-224, 228, 326; II 289.  
 Little Steel formula, I 214-215, 223-233, 237.  
 Lloyd (Henry Demarest), I 23.  
 London (Jack), I 81; II 7.  
 Long (Huey P.), I 316; II 264, 268-269.  
 Longshoremen's Association (Int.), I 178; II 285.  
 Longshoremen's... Union, I 220, 274.  
 Lorch (Dr Lee), II 179.  
 Losovsky (A.), I 151, 176.  
 Lost Boundaries, II 127 n.  
 Louverture (Toussaint), II 140 n.

Lovestone (Jay et son groupe), I 185-187, 204.  
 Lovett (Robert A.), I 70-71, 301 n.  
 Luck (Henry), I 67.  
 Luckman (Charles), I 69.  
 Ludlow (Colorado), I 54.  
 Ludwig (Tom), II 93 n.  
 Lundberg (Ferdinand), I 67-68.  
 Lynch (David), I 34, 80.

## M

Mac Arthur (Général Douglas), II 174.  
 McCormick-Patterson, I 66.  
 McCormick (Robert R.), I 67; II 45.  
 McDonald (David J.), I 310, 328.  
 McDonald (Duncan), I 140.  
 Macdonald (Dwight), I 249.  
 McGee (Willie), II 161, 165 n.  
 McGill (Ralph), II 197.  
 MacGowan (Charles J.), II 286.  
 McGrath (J. Howard), II 190.  
 McGraw-Hill, I 62 n.  
 McKenney (Ruth), I 167, 189.  
 McKinley (P<sup>e</sup> William), I 273.  
 McMahan (Brien), I 59.  
 McWilliams (Carey), II 39-40, 44, 63, 83, 96, 98-99.  
 Machinists (Int. Assoc. of) (I.A.M.), I 197, 260-261, 272, 331, 335, 339; II 283.  
 Maestri (Robert S.), I 316.  
 Maintenance of membership, I 215-216.  
 Malone (George W.), I 300.  
 Malraux (André), II 24.  
 Mann (Tom), I 138-139.  
 Mao Tse-Toung, II 13 n.  
 Marine and Shipbuilding Workers, I 275-276, 332; II 294.  
 Marine Cooks & Stewards, I 274.  
 Maritime du Pacifique (Fédération), I 179.  
 Maritime Union (Nat) (N.M.U.), I 179, 262, 270, 273-274, 278-280, 286, 290, 313; II 296.  
 Marjolin (Robert), I 162, 268.  
 Marshall Field, I 62, 76.  
 Marshall (Général George), I 70-71, 276, 301, 304, 306.  
 Marshall (L.), II 182.  
 Marshall (Plan), I 31, 51, 70, 276, 277, 288, 290, 292-306; II 12.

Martin (Romero), I 186, 190, 204, 206, 207, 280-281.  
 Martinsville (noirs de), II 165 n.  
 Marx (Karl), I 59, 66, 97; II 40, 63, 101, 131, 136, 149, 190, 238, 276.  
 Mason-Dixon Line, I 310; II 177, 186, 195, 249.  
 Masonite Corporation, I 319.  
 Matchan (Don C.), I 67.  
 Mathias (Charles), I 318.  
 Mauriac (François), II 9, 12-13.  
 Mazez (Emil), I 330.  
 Means (Gardiner C.), I 27.  
 Meany (George), I 302, 311, 314.  
 Mécaniciens d'Industrie, v. *Machinists*.  
 Mellon (Richard K.), I 32, 64, 68-69, 327.  
 Merrill (Lewis), I 278 n.  
 Mesaba Iron Range, I 134.  
 Mesta (Perle), I 69.  
 Metro-Goldwyn-Mayer, I 61 n.  
 Metropolitan Life Insurance Co., II 44, 75, 178-179.  
 Mexicains, II 66, 176.  
 Migrateurs (Ouvriers), I 136; II 64, 66.  
 Millius (Chris), II 93.  
 Miller Jr. (Edward G.), I 305.  
 Mine, Mill & Smelter Workers, I 180, 271, 274, 276, 292.  
 Mine Workers (United) (U. M. W.), I 110, 112 n-114, 119, 120, 125, 127, 133, 140, 144, 149, 157-158, 160-161, 174, 180, 182, 195, 197-199, 208-209, 217, 223, 227, 229-230, 232, 241, 247, 249, 258-260, 269, 272, 282, 310, 312, 318, 322-325, 327, 330, 332, 339; II 287, 288, 300.  
 Mine Workers, District 50, I 260, 334-335.  
 « Mines captives », I 160, 228-229.  
 Mineurs français (Grève des), I 232, 298, 303.  
 Missouri-Pacific Ry, I 89.  
 Mitch (William), I 318 n; II 288.  
 Mitchell (George S.), II 229, 231, 298.  
 Mitchell (John), I 109-114, 118-120, 146, 148, 157, 196, 199.  
 Moch (Jules), I 232.  
 Modern Industrial Bank, I 70.

Monette (Pierre), I 138 n; II 10.  
 Montgomery Ward, I 39, 128, 220-221.  
 Moon (Bucklin), II 196, 254, 259.  
 Moon (Henry Lee), II 246, 300, 312.  
 Morgan (John Pierpont et Banque Morgan), I 23-24, 31, 39, 50, 61, 67-68, 75, 109, 112, 146-147, 195-196, 199, 327.  
 Morgenthau Jr. (Henry), I 70.  
 Mortimer (Wyndham), I 179, 191.  
 Most (Johann), I 92, 120.  
 Mound Bayou (Mississippi), II 225-226.  
 Murphy (Frank), I 196.  
 Murray (James E.), I 67; II 40.  
 Murray (Phillip), I 33, 174, 207-209, 215-216, 218-219, 221, 225-229, 232, 236 n, 240-242, 258, 261-263, 267-270, 272-276, 282, 284, 287-289, 291, 293, 301-303, 312, 321-322, 325-327, 330 n, 334, 337-338; II 301, 303.  
 Murray (W.H.C.), I 319.  
 Muste (Abraham John), I 181-182.  
 Mutual Broadcasting Co., I 61 n.  
 Myrdal (Gunnar), I 65; II 58-59, 76, 126-138, 212, 219, 227, 229, 234, 240, 245-247, 253, 269, 292, 307, 311.

## N

Naissance d'une Nation, II 148 n.  
 Nat. Assoc. for the Advancement of Colored People (N.A.A.C.P.), II 137, 174, 187, 189, 192, 194, 223 n, 226, 232-240, 243, 245 n, 247, 248, 252, 285, 292, 293, 298, 301-306.  
 Nat. Assoc. of Manufacturers, I 250, 295, 297; II 51.  
 Nat. Broadcasting Co., I 61 n.  
 Nat. City Bank, I 24, 67.  
 Nat. Civic Federation, I 81, 99, 113, 119, 146, 157, 182.  
 Nat. Cotton Council of America, II 42.  
 Nat. Council of Farmers Coop., II 52, 54.  
 Nat. Dairy, II 30.  
 Nat. Farm Labor Union, II 40, 63, 66-67, 97, 120, 270.

Nat. Farmers Union, II 54, 77, 79, 92-94, 96-98, 115-120, 270.  
 Nat. Fertilizer Assoc., II 32.  
 Nat. Labor Relations Board (N.L.R.B.), I 188, 252, 259-261, 264-265, 275.  
 Nat. Labor Union, II 277-278.  
 Nat. Medical Assoc., I 63.  
 Nat. Negro Congress, II 240, 248, 250, 289, 303 n, 311.  
 Nat. Recovery Act et Administration (N.R.A.), I 159, 161-164, 168-169, 178, 186-188, 198, 223, 285; II 110.  
 Nat. Resources Committee, I 27, 75.  
 Nat. Union Labor Party, II 104.  
 Needle trades (Syndicats du Vêtement), I 142, 144, 154, 197.  
 Nègres, I 310-311 n, 313-315, 318-321; II, *passim*.  
 Nelson (Donald), I 70, 218.  
 New Deal, I 56, 77, 160, 165, 187-188, 204, 211, 223, 226, 268; II 15, 50, 61, 67, 82, 90, 111, 117, 187, 267, 304.  
 New Masses, I 278 n.  
 New (Robert), I 280, 313.  
 New South, II 262.  
 New-York (Insurrection de 1863), II 275.  
 Niagara Movement, II 233.  
 Nixon (E.D.), II 302.  
 Nixon (Isaiah), II 158.  
 Non qualifiés (Travailleurs), I 90, 94, 96, 98, 100, 105, 109-110, 112, 114, 117, 124, 128, 138, 144, 146, 148, 161, 165, 167, 170, 176, 181, 284; II 281, 299.

Norris - La Guardia Act, I 248, 251.  
 North American Aviation, I 215.  
 Northrup (Herbert R.), II 300.  
 No-strike pledge, I 213, 215, 218, 220-222, 229, 232, 234, 237, 247, 273, 282, 314, 325.

## O

Oak Ridge (Usine de), I 56.  
 Oakland (Grève générale d'), I 335.  
 O'Connell (R.P. Vincent), II 296.  
 Odium (Floyd), I 32.  
 Odium (Howard W.), II 162, 196.



*Office of Price Administration (O.P.A.)*, I 42, 212, 214, 255.  
*Office & Professional Workers*, I 274, 278 n, 287-288, 292.  
*Office of Production Management*, I 213; II 203.  
*Oil Workers*, I 305.  
 Olson (Floyd B.), I 184; II 110.  
 O'Mahoney (Joseph C.), I 80.  
*Open shop*, I 160, 257, 310.

## P

*Packard*, II 292.  
*Packinghouse Workers*, I 275; II 116.  
 Pacte germano-soviétique, I 219; II 250-251.  
 Padgett (Mrs Norma Lee), II 170.  
*Palisades Amusement Park*, II 178.  
 Pan-African (Mouvement), II 221.  
*Pan-American Airways*, I 287.  
*Paper Workers*, I 287.  
*Paramount*, I 61 n.  
 Parker (John J.), II 304.  
 Parsons (Albert R.), I 86, 93.  
*Pasajero Farms*, II 41.  
*Pasco*, II 53.  
 Passaic (New-Jersey), I 154.  
 Paterson (New-Jersey), I 132-133, 147, 168, 182.  
 Patterson (Frederick D.), II 236, 301.  
 Patton (James G.), II 27, 77, 93-94.  
 « *Pauvres blancs* », I 167, 310, 320; II 148, 150, 255, 273.  
 Paz (Magdeleine), II 14, 221, 274, 308, 312, 313.  
 Pearl Harbor, I 212-213, 220, 233-234.  
*Pennsylvania State College*, II 183.  
*People's Party*, voir Populisme.  
 Pepper (Claude), II 200, 208.  
 Perlman (Selig), I 74, 90, 92, 101, 104, 108, 115, 117, 129, 131-132, 141-142, 147.  
 Pesotta (Rose), I 336.  
 Phelps Dodge, I 49, 70.  
*Philadelphia & Reading Coal & Iron Co.*, I 109.  
 Philip (André), I 66, 130, 158, 208.  
 Philip Morris, I 38.  
*Phosphate Export Assoc.*, II 32.  
 Piel (Jean), I 300.  
 Pieper (Fred C.), I 314-316.  
 Pierre (Henri), I 71 n.  
 Pinkerton (Défectives), I 93, 101, 113; II 105.  
*Pipe-lines*, I 37.  
*Pittsburgh Courier*, II 241, 300.  
 Pivert (Marceau), II 10.  
*Plexiglas*, I 42.  
*PM (Journal)*, I 39, 76; II 242.  
*Pocket Books*, I 62.  
*Political Action Committee (P.A.C.)*, I 276; II 304 n.  
*Poll tax*, II 90, 151, 154-155, 174 n, 181, 182, 189, 304-305.  
*Pontiac*, I 206.  
 Populisme, II 102-104, 106-107, 152, 261-264, 266, 267, 269, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

Randolph (A. Philip), I 73; II 137, 187, 201, 207, 238-244, 249-251, 283, 286, 295, 297, 300, 301, 303, 307, 308, 310.  
*Random House*, I 62 n.  
*Rank and File Movement*, I 165-166.  
 Rankin (John E.), II 190.  
*Real estate lobby*, I 61.  
*Reclamation Service*, II 54.  
*Reconstruction*, II 148-152, 187-188, 200, 258, 259, 261, 270, 276-278.  
*Reconstruction Finance Corp.*, I 41.  
*Reconversion*, I 237.  
*Red-baiting*, I 271-273, 276, 279, 281, 284, 287, 308, 311-312; II 253, 296.  
*Red Caps*, voir *Transport Service Employees*.  
 Reno (Milo), II 111.  
*Republic Steel Corp.*, I 28, 33, 41, 223-224, 328; II 289.  
 République (Parti), I 58, 68-69, 113, 225; II 100, 110, 117, 118, 145, 150, 175, 186, 193, 194, 197, 208.  
*Restrictive Covenants*, II 179, 184.  
*Retail, Wholesale & Department Store Union*, I 221, 336.  
 Retour en Afrique, II 215, 267.  
 Reuther (Roy), I 280.  
 Reuther (Victor), I 280.  
 Reuther (Walter P.), I 41, 175 n, 191, 204, 233-243, 256, 261-262, 267, 275-276, 240 n, 289, 293, 291, 306, 327, 329-331, 337; II 50, 240 n, 289, 293, 294, 306.  
 Révolution russe, I 136, 143, 154-155, 191.  
 Reynolds (Camel), I 38, 313; II 31, 203.  
 Rice (Rev. Charles Owen), I 284, 312.  
 Richberg (Donald R.), II 190.  
 Rieve (Emil), I 218, 275, 292.  
 Robertson (David B.), I 245.  
 Robeson (Paul), II 253.  
 Robinson (Jackie), II 185, 250.  
 Robinson-Patman (loi) I 77.  
 Rochester (Anna), II 28.  
 Rockefeller (John D.), I 24, 31-32, 37, 54, 68-69, 79, 180.  
*Rocky Mountain Social League*, I 91.

## Q

*Quebracho Extract*, I 37.  
 Quill (Michael), I 273, 277, 285-286, 290.

## R

*Race Riots*, II 171-172.  
*Radio-Keith Orpheum*, I 61 n.  
*Railroad Brotherhoods*, I 87, 89, 102-104, 106-108, 149, 244-246, 272, 331, 336, 339; II 118, 282.  
*Railroads (Assoc. of Am.)*, I 50.  
*Railway Labor Act*, II 283.

Roe (Wellington), I 175, 216, 244, 249.  
 Roosevelt (Eleanor), I 240; II 82, 174, 185.  
 Roosevelt (P<sup>r</sup> Franklin D.), I 26-27, 33, 56, 69, 76-77, 160, 164, 166, 169, 185, 187-188, 196, 204, 211-233, 237, 246, 253, 267, 294, 309, 333-334, 337-338; II 15, 25, 29, 50, 56, 60, 72, 82, 94, 97, 110-111, 117, 118, 173-174, 186-188, 203-204, 208, 209 n, 224, 240, 241, 243, 250-252, 267, 304.  
 Roosevelt Jr (Franklin D.), II 208.  
 Roosevelt (P<sup>r</sup> Theodore), I 75, 119; II 103.  
 Roper (Elmo), I 68.  
*Rosenwald Fund*, II 195.  
 Rosmer (Alfred), II 10.  
 Ross (Malcolm), II 254.  
 Roussiers (Paul de), I 110.  
*Route de la liberté*, II 256 n.  
*Rubber Workers*, I 44, 133, 167, 179, 183, 189, 232-233, 332.  
 Runciman (Walter), I 198.  
*Rural Electrification Administration (R.E.A.)*, I 58; II 34, 51.  
 Russell (Richard B.), II 205, 208, 243.  
 Rust (John), II 33, 46-47.  
 Ryan (J.P.), I 178.

## S

Saint-Domingue, II 140.  
 Salvenini (Gaetano), II 16.  
 San Francisco (Grève générale, 1934), I 178-179.  
*San Joaquin Valley*, II 41, 47 n, 65.  
 Sappos (David J.), I 112 n, 128, 131-132, 156.  
 Sartre (Jean-Paul), II 24.  
 Schaeffer (Rev. H. Brent), II 198.  
 Schoell (Frank Louis), II 14, 153, 221, 253, 299.  
 Schuyler (George S.), II 177, 187, 189, 201 n, 271, 298.  
 Schwartz (Harry), II 65.  
 Schwenkmeyer (Frieda), I 313.  
*Scribner & Sons (Charles)*, I 62 n.  
*Scrapps-Howard*, I 66.  
 Seabrook (noirs de), II 246.  
*Seabrook Farms*, II 43.  
*Seafarers' Int. Union (S.I.U.)*, II 284.

Searles (Ellis), I 175.  
*Sears-Roebuck*, I 62, 70.  
 Sécession (Guerre de), I 22, 85, 87, 173, 308, 310 n, 311 n, 314; II 59, 100-102, 144-147, 150, 153, 275-277.  
 Section 7a (N.R.A.), I 160, 163, 166, 198, 223; II 110.  
*Separate but equal*, II 163.  
 Sevier (Hal), I 69.  
 Seward (William H.), II 144.  
*Sharecroppers*, II 48, 58-63, 81, 93, 97, 150, 201, 213, 250, 270, 272.  
 Shepherd (Samuel), II 169.  
*Sherman Act*, I 74, 76-80, 107, 159.  
 Sherman (Charles O.), I 129.  
 Siegfried (André), II 125, 149, 209.  
 Simkins (Francis Butler), II 152.  
*Simon & Schuster*, I 62.  
*Sit-down*, I 189-190, 192, 194-196, 199, 205-207, 223, 234-235, 239, 280; II 291, 293.  
 Skouras (Charles P.), I 69.  
*Sleeping-Car Porters (Brotherhood of)*, II 239, 285, 286, 297, 301.  
*Small Business*, I 72-73, 75, 78; II 54 n, 91.  
 Smith (Adam), II 139.  
*Smith-Connally Act*, I 215, 246, 248; II 52.  
 Smith (Ed.), II 264.  
 Smith (Lillian), II 194, 196, 197, 260, 264.  
 Smith (Russell), II 52, 93.  
 Smith (Stanton E.), I 275, 319.  
 Smith (William), I 318.  
 Smythe (Hugh H.), II 137.  
 Snyder (John W.), I 69.  
*Socialist Labor Party*, I 92, 121-122.  
 Socialiste (Parti), I 183, 185, 235, 280-281, 283; II 239.  
*Socialist Trade and Labor Alliance*, I 122.  
*Socialist Workers Party*, I 183; II 245 n.  
 Sorge (F.A.), II 40.  
*Southern Exposure*, II 196 n.  
*Southern Pacific*, II 40.  
*Southern Regional Council*, II 195-196.  
*Southern States Coop.*, II 53.  
 Sovereign (James R.), I 123.  
 Sparks (Chauncey), II 198.  
*Speed-up*, I 167, 205, 221, 282, 330.  
 Spencer (Frank W.), I 316.  
 Spies (August), I 93.

Sprigle (Ray), II 167.  
 Staline, I 71, 176, 235, 302; II 251.  
 Staliniens, v. Communiste (Parti).  
*Standard Oil*, I 24, 31, 43-44, 49, 79, 238, 314.  
 Starnes (Ernie), I 318-319.  
 Starnes (Robert W.), I 315, 318.  
 Stassen (Harold E.), II 91.  
*Steel Labor Relations Board*, I 166.  
 Steelman (John R.), I 304.  
*Steel & Metal Workers Industrial Union (S.M.W.I.U.)*, I 179.  
*Steel Workers Organizing Committee (S.W.O.C.)*, I 197-198, 207-208, 229, 242 n, 318 n; II 289.  
*Steelworkers*, I 208, 260, 269 n, 270, 282, 310, 312, 322, 325-328, 331, 338; II 295.  
 Steinbeck (John), II 23-25, 40-41, 44, 62, 65, 83.  
 Stettinius Jr. (Edward R.), I 69.  
 Stevens (Thaddeus), II 149, 276.  
 Stimson (Henry L.), I 213 n.  
 Stolberg (Benjamin), I 175, 177, 180, 209.  
 Stone (Ed.), I 314-315, 317.  
 Stowe (Mrs Beecher), II 142.  
*Strange Fruit*, II 194.  
 Stratford (John E.), II 169.  
 Studebaker, I 31, 70, 133, 297.  
*Student Conference on Civil Rights*, II 184.  
*Stuyvesant Town*, II 178-179.  
*Sullivan & Cromwell*, I 79 n.  
 Sulzberger (Cyrus L.), I 298.  
 Sumner (Charles), II 276.  
*Sun-Maid Raisin Growers of California*, II 53.  
*Sun Oil*, I 31.  
 Swift, II 30.  
 Swinton (John), I 108.  
 Swope (Gerald), I 170.  
 Sylvius (William H.), II 277.  
 Syndicats « rouges », I 176, 181.

## T

Taft (Robert A.), I 251, 261-262, 306.  
 Taft-Hartley (loi), I 250-266, 271, 293, 324, 328, 333-334; II 15, 52, 301, 306.

- Talented Tenth*, II 233, 234, 239.
- Talladega (Collège de), II 254.
- Talmadge (Eugene), II 199, 264, 267, 268.
- Talmadge (Hermann), II 182, 199, 200, 268.
- Taylor (Mrs Recy), II 165.
- Taylor (Myron C.), I 198.
- Teamsters (Int. Brotherhood of)*, I 127-128, 171, 178, 183, 185, 220, 259, 332-333, 335; II 113, 286.
- Téléphones (Travailleurs des), v. *Am. Communications*.
- Temporary Nat. Economic Committee (T.N.E.C.)*, I 34, 37, 39, 54, 76, 79-80.
- Tenants*, II 59 n, 63, 76, 82, 97.
- Tennessee Valley Authority (T.V.A.)*, I 56-57; II 34, 51.
- Texas and Pacific Ry.*, I 89.
- Textile (Travailleurs du)*, I 131, 133, 161, 167-168, 181-182, 186, 209, 261. V. suivant.
- Textile Worker: (United)*, I 68, 261, 275, 292, 310, 312, 314, 320-321, 332.
- Thalheimer (K.P.O.), I 186.
- Thomas (Ernest), II 170.
- Thomas (R.G.), I 240, 261, 275-276, 281-282.
- Thorel (Guy), II 10.
- Thurmond (J. Stroim), II 192, 208.
- Tighe (Michael), I 165-166, 179, 197.
- Tillman (Ray), I 313.
- Time*, I 67.
- Tobias (Dr H.), II 185.
- Tobin (Daniel J.), I 171-172, 185, 259, 335; II 286.
- Tocqueville (Alexis de), I 12, 21-22; II 125, 213, 227, 312.
- Tolan (Commission), II 65.
- Townley (Arthur C.), II 107.
- Townsend (Willard S.), II 138, 297, 300, 301.
- Trade Associations*, I 26.
- Trade Union Educational League*, I 151-152.
- Trade Union Unity League*, I 176-177.
- « *Train de la Liberté* », II 166.
- Traite des Nègres*, II 139-141.
- Transport Service Employees*, II 301.
- Transport Workers*, I 180, 273-274, 277, 285-287, 290, 313.
- Trautmann (William E.), I 126.
- Travis (Robert), I 179, 191.
- Tridon (André), I 141.
- « *Troisième Période* », I, 176, 204; II 223, 224.
- Trotsky (Léon), I 183.
- Trotskytes, I 133, 180-185, 256, 329; II 245-247.
- Truman (P<sup>r</sup> Harry S.), I 31, 33, 41, 48, 50-51, 57, 59, 61, 67-68, 71, 73, 80, 237-238, 240, 242, 244, 245-250, 252, 254, 264, 268, 277, 286, 289, 295, 297-298, 300, 303-305, 316, 324, 326, 328, 334, 336-337; II 14-15, 66, 77-78, 81, 116, 128 n, 135, 156, 166, 169 n, 173, 174, 185-193, 200, 207, 208, 209, 235, 242-245, 287, 296, 305, 306.
- Tugwell (Rexford G.), II 67, 111, 114, 119.
- Tuskegee Institute*, II 236, 301.
- Twain (Mark), I 23 n.
- Twentieth Century-Fox*, I 61 n.
- Typographical Union*, I 203, 263-264.

## U

- Un-American activities committee*, I 287.
- Union Carbide and Carbon*, I 30.
- Union Leagues*, II 149, 258.
- Union Pacific Ry.*, I 51, 70, 88, 89.
- Union shop*, I 216, 228-229, 234, 251-252.
- United Dairy Farmers*, II 53.
- United Press*, I 66.
- U.S. Gypsum*, I 35.
- U.S. Rubber*, I 33.
- U.S. Steel Corp.*, I 23-24, 29, 31-32, 36, 41-42, 47-48, 55, 64, 69, 78, 134, 146-147, 149, 160, 194, 198-199, 207, 214, 306, 326, 328; II 153, 167, 288.
- U.S. Sugar Corp.*, II 42.
- Universal Negro Improvement Assoc.*, II 217, 218.
- Université de Caroline du Nord, II 162, 196.
- Urban League*, II 243, 285, 298, 311.

## V

- Van Arkel (Gehrrard P.), I 264.
- Vanderberg (Arthur), I 294.
- Vanderbilt (Cornelius), I 23, 68-69, 85.
- Van Sickle (John), II 43.
- Vardaman (James K.), II 264-268.
- Veblen (Thorstein), II 108, 119.
- Verre (Syndicat du), I 162.
- Vêtement, v. *Needle trades*.
- Vêtement pour dames, v. *Ladies Garment...*
- Vêtement pour hommes, v. *Clothing...*
- Vienne (Travailleurs de la), I 123, 144-146, 240; II 281.
- V. *Packinghouse...*
- Vidor (King), II 213.
- Vinson (Fred M.), I 71, 218.
- « *Voix de l'Amérique* », II 153 n, 168 n.
- « *Volontarisme* », I 100, 152, 210.

## W

- Wabash Ry.*, I 89.
- Wage and Hour Act*, II 64.
- Wage Earner*, I 285.
- Wagner Act*, I 188, 195, 219, 223, 250, 262, 264.
- Wagner (Robert F.), I 188.
- Walden (A.T.), II 182.
- Walker (W.O.), II 187.
- Wallace (Henry A.), I 71-72, 277, 289-290, 293; II 72, 93 n, 117, 119, 153, 188, 191, 194, 238, 248, 249, 253, 261, 305.
- Walsh-Healey (loi), I 198.
- Ware (Norman J.), I 86, 91, 96.
- Waring (J. Waties), II 198-199, 220.
- Waring (P. Alston), II 35.
- War Labor Board*, I 213-215, 218, 225, 229, 232.
- War Manpower Commission*, I 214.
- War Production Board*, I 70, 218.
- Warner Bros, I 61 n.
- Warrum (Henry), I 159.
- Washington (Booker T.), II 163, 232.
- Washington (Marches sur), I 258; II 240-243, 251, 295.
- Washington (Ségrégation à), II 175.
- Watkins (Myron W.), I 54.

- Watson (Thomas), I 159; II 263, 264, 267.  
 Wayne University, I 235.  
 Weaver (Robert), II 202, 254, 300.  
 Wechsler (James A.), I 158, 208, 223, 227, 229-230.  
 Western Federation of Miners, I 115-117, 120, 126-129, 140.  
 Western Labor Union, I 118.  
 Westinghouse, I 28, 33, 43, 272, 336.  
 Wharton (Arthur H.), I 197.  
 What the Negro wants, II 251.  
 Wheat Farming Company, II 42.  
 Wheeler (Burton K.), I 226.  
 Whit (Parti), II 145.  
 White (Horace), I 314.  
 White (Walter C.), II, 187, 189, 192, 194, 235.  
 White primaries, II 151, 154, 155, 181.  
 Whitney (Alexander F.), I 244, 246.  
 Whitney (Eli), II 140.  
 Whitney (famille), I 68.  
 Whittlesey (Charles), I 42.  
 Widick (B.J.), I 239; II 172, 288, 289, 291, 302.  
 Wilberforce (William), II 146.  
 Wilkerson (Doxey A.), II 199, 251.  
 Williams (Aubrey), II 90, 93 n, 197-198.  
 Willkie (Wendell), I 226-227.  
 Wilson (Charles E.), I 313; II 15, 30, 42, 189.  
 Wilson (P<sup>t</sup> Thomas Woodrow), I 135, 273.  
 Wingate (H.L.), II 52.  
 Wiprud (Arne C.), I 50.  
 Witt (Nathan), I 275.  
 Wobblies, I 129, 133-135, 139, 181.  
 Wolchok (Samuel), I 221.  
 Woll (Matthew), I 214, 289.  
 Woodward (C. Vann), II 263.  
 Woodworkers, I 180, 335; II 295.  
 Work, I 285.  
 Workers Party, I 182.  
 Working Men's Party, I 86.  
 World Publishing Company, I 62 n.  
 Wright (Fielding L.), I 315; II 190, 192.  
 Wright (Richard), II 11, 126, 127, 167, 168 n, 181 n, 246, 251 n, 311 n.  
 Wright Mills (C.), I 205, 267.  
  
 X  
 Xavier Labor School, I 286.  
  
 Y  
 Y.M.C.A., II 175, 185.  
  
 Z  
 Zimmerman (Charles S.), I 186.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... 9

### TROISIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE AGRAIRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### *Agriculture et Capitalisme aux États-Unis.*

1. Introduction : Les « Raisins de la Colère », 21. — 2. Les monopoles contre le fermier, 26. — 3. Concentration dans l'Agriculture, 35. — 4. « Usine-rurales », 39. — 5. Le *Farm Bloc*, 48. — 6. Les parias du sol, 56. — 6. Proletariat rural, 62.

#### CHAPITRE II

##### *La défense des déshérités ruraux.*

1. Soutien des prix agricoles, 69. — 2. Aide aux parias du sol, 81. — 3. Fermes familiales ou « usines rurales »?, 91. — 4. Vers un bloc ouvrier-paysan?, 99.

### QUATRIÈME PARTIE : LA RÉVOLTE NÈGRE

#### CHAPITRE PREMIER

##### *« Le plus grand scandale de l'Amérique ».*

1. Introduction : D'où vient le préjugé racial?, 125. — 2. Un peu d'histoire, 139. — 3. *Jim Crow* aujourd'hui, 153. — 4. Des progrès?, 180. — 5. La discrimination dans l'emploi, 201.

#### CHAPITRE II

##### *Problèmes de l'émancipation nègre.*

1. Sécession ou assimilation?, 211. — 2. Mouvements libéraux, 228. — 3. Mouvements radicaux, 236. — 4. Nègres et « pauvres blancs », 255. — 5. Les nègres et le mouvement ouvrier, 273. — 6. Vers une alliance avec le *Labor*?, 296.

Références..... 315

Index des volumes I et II..... 340

ACHEVÉ D'IMPRIMER  
LE 25 MAI 1951  
SUR LES PRESSES DE  
L'IMPRIMERIE CHANTENAY  
POUR RENÉ JULLIARD  
ÉDITEUR A PARIS

*N° d'édition : 590*  
*N° d'impression : 768*  
*Dépôt légal : 2° trim. 1951*

# Les Temps Modernes

Collection dirigée par M. MERLEAU-PONTY et J.-P. SARTRE

Poursuivant l'inventaire des forces sociales en état d'évolution et de progrès aux États-Unis, Daniel Guérin aborde, dans ce volume, la question agraire et la question nègre. Tout en s'appuyant sur une documentation considérable, il apporte un témoignage personnel où l'exactitude scientifique s'allie à une émotion difficilement contenue. L'on y apprend que tous les fermiers américains ne sont pas aussi libres et prospères que leurs collègues français les imaginent volontiers et qu'ils subissent la dure loi des trusts. D'autre part, jamais encore les manifestations du « préjugé racial » dont sont victimes les Américains de couleur n'avaient été exposées au public français de façon si complète et si pathétique.

Ce volume suscitera sans doute, comme le précédent, des controverses passionnées. Mais personne ne contestera qu'il s'agit d'une œuvre importante.

*Dans la même collection :*

DANIEL GUÉRIN : Où va le peuple américain ? I.

JUAN HERMANOS : La fin de l'Espoir (Préface de J.-P. Sartre)

VICTOR SERGE : Journal (à paraître).

# Les Temps Modernes

*Revue mensuelle*

« Les Temps Modernes » n'ont cherché ni à remplacer la « Nouvelle Revue Française », ni à donner chaque mois une vue complète des ouvrages littéraires et des œuvres d'art qui paraissent. Ils voudraient choisir, pour en rendre compte, les tentatives qui signifient les soucis des hommes. Ils recueillent aussi des documents bruts et des témoignages. Enfin ils donnent une large place aux questions morales posées par la vie politique.

Ce n'est pas qu'ils sous-estiment les exigences de l'œuvre d'art ou qu'ils entendent lui substituer le document. Ils pensent au contraire que toute expression littéraire exige de l'écrivain et attend du lecteur une générosité et une liberté qui sont le bienfait irremplaçable de l'art. Encore faut-il que pour rester vivante, cette liberté traverse les soucis du temps, et que, s'il doit surmonter son époque, l'écrivain commence par la vivre et, autant que possible, la penser.

		SIX MOIS	UN AN
Le Numéro :			
160 fr.	Abonnements		
	France.....	900 fr.	1.750 fr.
	Étranger.....	1.100 fr.	2.100 fr.
	C. C. P. Paris 6999-04		

30, rue de l'Université, PARIS-VII<sup>e</sup>

Imprimé en France

690 fr.  
+ T. L.